



BULLETIN

DE LA

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Publication mensuelle

LXX^e année, n° 2
Février 1995

SOMMAIRE

Rapport présenté par le Gouverneur au nom du Conseil de Régence	3
Statistiques	1
Législation économique	217
Liste des « Cahiers » parus	223
Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique	225

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

RAPPORT PRESENTE PAR LE GOUVERNEUR AU NOM DU CONSEIL DE REGENCE

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

En 1994, la croissance de l'activité s'est généralisée et consolidée dans les pays industrialisés. Aux Etats-Unis, où le creux conjoncturel date de 1991, l'expansion s'est poursuivie à un rythme soutenu et a atteint 3,9 p.c. Dans l'Union européenne, le produit intérieur brut, qui s'était contracté en 1993, s'est accru de 2,5 p.c. : la croissance s'est raffermie tant dans les pays, tel le Royaume-Uni, dont le cycle a suivi de plus près celui de l'économie américaine, que dans les pays d'Europe continentale, qui sont entrés en récession plus tard et où le redressement est apparu au cours de 1993. Au Japon, enfin, la phase de reprise n'a débuté qu'en 1994 et la progression du produit intérieur a été de l'ordre de 1 p.c. Dans l'ensemble de la zone de l'OCDE, le rythme d'expansion de l'activité est estimé à 2,8 p.c., soit le double de celui de l'année précédente.

Les divergences entre les grandes régions du monde industrialisé quant à l'évolution économique se sont de la sorte estompées en 1994, mais elles continuent à refléter un décalage conjoncturel, perceptible aussi dans le degré d'utilisation des capacités de production : alors qu'aux Etats-Unis, celui-ci a atteint un niveau élevé, incitant les entreprises à intensifier leurs investissements, la production est restée inférieure à son potentiel au Royaume-Uni, où la récession avait été plus longue et plus profonde, en Europe continentale, où la reprise est plus récente, et au Japon, où le redressement n'en est qu'à ses débuts.

Les différences dans le rythme d'accroissement des dépenses intérieures expliquent la persistance d'importants déséquilibres de la balance des transactions courantes des Etats-Unis et du Japon. La faiblesse relative de la demande au Japon s'est conjuguée à une amélioration sensible des termes de l'échange, liée à la forte appréciation du yen, pour aboutir au maintien d'un surplus courant de l'ordre de 3 p.c. du PIB, en dépit d'une dégradation considérable de la position concurrentielle des entreprises. La compétitivité de l'économie américaine en termes de prix et de coûts, au contraire, s'est améliorée ; le déficit courant des Etats-Unis s'est pourtant encore creusé, passant de 1,6 à 2,3 p.c. du PIB, sous l'effet de la vigueur relative de la demande et de l'apparition d'un solde négatif des revenus du capital, conséquence d'une longue détérioration de la position extérieure nette. La balance courante de l'Union européenne, quant à elle, est restée proche de l'équilibre.

L'effet de la conjoncture sur les budgets publics, par le jeu des stabilisateurs automatiques, a aussi varié selon les pays : positif aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, il a été le plus souvent négligeable en Europe continentale, tandis qu'il était négatif au Japon. Aux Etats-Unis et dans la plupart des pays européens, des mesures d'assainissement ont en outre contribué à limiter les déficits publics. De la sorte, ceux-ci, qui s'étaient

nettement creusés de 1989 à 1993, retrouvant souvent leurs niveaux du début des années quatre-vingt, sont revenus de 3,4 à 2 p.c. du PIB aux Etats-Unis et de 6 à 5,6 p.c. dans l'Union européenne. Au Japon, au contraire, la politique budgétaire est demeurée expansionniste et les comptes des administrations publiques, qui étaient équilibrés en 1993, se sont soldés par un déficit de l'ordre de 2 p.c. du PIB. Dans presque tous les pays industrialisés, le rapport de la dette publique brute au revenu national a continué à croître. Dans nombre d'entre eux, la maîtrise des finances publiques reste une priorité, en vue d'alléger les pressions sur les taux d'intérêt et de rendre à la politique budgétaire une marge de manœuvre indispensable.

Le chômage demeure une autre préoccupation majeure, particulièrement en Europe, même si ce problème peut être atténué par la reprise. Parmi les principaux pays industrialisés, le chômage ne s'est réduit en 1994 qu'aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, tandis qu'en Europe continentale, bien que sa progression ait généralement pris fin dans le courant de l'année, il a atteint des niveaux très élevés, qui ont souvent dépassé les sommets des années quatre-vingt. Le taux de chômage de 1994 est estimé à 11,6 p.c. de la population active dans les pays européens membres de l'OCDE, alors qu'il était de 6,1 p.c. aux Etats-Unis et de 2,9 p.c. au Japon. De nombreux gouvernements ont commencé à mettre en œuvre des réformes structurelles, comme celles qui ont été recommandées par la Commission européenne dans son Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi.

L'existence d'un chômage élevé et, dans certains pays, les réformes concernant le marché du travail, ont contribué à ce que les hausses de salaires continuent à s'atténuer en Europe, tandis qu'elles restaient faibles aux Etats-Unis et au Japon. La modération salariale a été un facteur essentiel du ralentissement de l'inflation. Cette décélération semble avoir pris fin au cours de l'année aux Etats-Unis, mais elle s'est poursuivie dans la plupart des pays européens et au Japon. Dans la zone de l'OCDE, le taux moyen de hausse du déflateur de la consommation privée a été de l'ordre de 2,3 p.c. et l'on ne s'attend pas à une résurgence générale de l'inflation dans un proche avenir. Certes, les prix de la plupart des matières premières ont été orientés à la hausse, mais ce renchérissement, résultant en partie d'achats spéculatifs, est demeuré modeste. Du reste, l'importance des produits de base dans les économies industrialisées a sensiblement décliné au cours de la décennie écoulée, sous l'effet conjugué d'une moindre consommation relative et d'une forte baisse du prix relatif de ces biens. Quant à l'accélération probable de la hausse des prix aux Etats-Unis, due à un degré élevé d'utilisation des facteurs de production, elle devrait rester limitée, selon les prévisions des institutions internationales, tandis qu'en Europe, l'inflation demeurerait faible et qu'elle continuerait même à reculer dans plusieurs pays.

Sur les marchés financiers, toutefois, les opérateurs semblent avoir réévalué brusquement les risques d'inflation future, de même que les perspectives de croissance, si l'on en juge par la forte remontée des taux de rendement des obligations.

Ce mouvement a débuté aux Etats-Unis en octobre 1993 et a été relancé par la décision prise par la banque centrale américaine, le 4 février 1994, de relever de 0,25 p.c. le taux des fonds fédéraux : sans doute cette action a-t-elle donné l'impression que la Réserve fédérale s'attendait à des pressions inflationnistes qui n'avaient pas été perçues auparavant et que le resserrement de la politique monétaire n'était pas suffisant. Outre la persistance du déficit courant, une incertitude quant à la capacité de la politique monétaire américaine de contenir l'inflation à venir explique peut-être aussi en partie que le dollar se soit déprécié vis-à-vis du mark allemand et du yen, en dépit d'une évolution des taux d'intérêt à court terme qui aurait dû renforcer son attrait : de décembre 1993 à décembre 1994, le cours du dollar a baissé de 8 à 9 p.c. par

rapport à ces deux monnaies ; cette variation fait suite à une appréciation, du même ordre de grandeur, à l'égard du mark allemand au cours de 1993, alors qu'elle prolonge une forte dépréciation vis-à-vis du yen.

Quelles qu'en aient été les causes spécifiques, la hausse des taux américains à long terme a exercé un effet d'entraînement puissant, même sur les marchés obligataires allemand et japonais, et les taux de rendement ont augmenté partout, à des degrés divers, en raison de la globalisation des marchés financiers.

Les taux d'intérêt à long terme dépendent largement des anticipations des participants à ces marchés, qui peuvent être sujettes à des revirements spectaculaires. Dans l'état actuel des connaissances, il ne semble pas que l'utilisation de plus en plus répandue de produits financiers dérivés soit à l'origine de tels retournements, quoiqu'elle puisse, en période de tension, contribuer à amplifier temporairement la volatilité des cours des obligations. En 1994, ce sont essentiellement les indices d'une activité économique plus soutenue, aux Etats-Unis puis en Europe, qui ont modifié le sentiment des opérateurs. D'une part, ils ont conduit ces derniers à prévoir un accroissement de la demande de capitaux, qui justifierait une hausse des taux d'intérêt réels à long terme dans un contexte de déficits publics élevés dans le monde industrialisé et d'importants investissements en dehors de celui-ci. D'autre part, les anticipations inflationnistes ont été ravivées par l'extension et la consolidation de la reprise, et l'incertitude s'est accrue quant à l'évolution future des prix et la réponse que les autorités y apporteraient. Anticipations d'inflation et primes de risque se sont modifiées différemment selon les pays. Les marchés semblent avoir particulièrement pris en considération l'existence d'un potentiel inflationniste lié à la dépréciation récente de certaines monnaies, les résultats du passé en matière d'inflation et l'ampleur des déficits publics.

Pour brusque qu'elle ait été, la remontée des taux nominaux à long terme n'a pas porté ceux-ci à des hauteurs sans précédent : en décembre 1994, ils avaient rejoint leur niveau de la mi-1991 aux Etats-Unis et des derniers mois de 1992 dans la plupart des pays européens ainsi qu'au Japon. Par rapport aux taux d'inflation courants, le plus souvent particulièrement bas, les écarts sont restés comparables à ceux — assez élevés, il est vrai — qui avaient prévalu au cours des années quatre-vingt. A la longue, la hausse des taux pourrait toutefois peser sur la croissance. En effet, si les entreprises tablent sur des prévisions qui diffèrent de celles des marchés financiers, elles pourraient être amenées à renoncer à un certain nombre de projets d'investissements, dont le rendement attendu leur apparaîtrait insuffisant au regard des taux d'intérêt. En outre, une augmentation des prix inférieure aux anticipations se traduirait ex post par des charges d'intérêts réelles plus élevées, qui nuiraient à la capacité d'autofinancement des sociétés. Enfin, la hausse des taux est de nature à freiner la construction de logements et à aggraver les difficultés budgétaires. A ces motifs de préoccupation, les autorités, qui ne maîtrisent pas directement les taux d'intérêt à long terme, doivent répondre par des politiques susceptibles de réduire les anticipations d'inflation et les primes de risque : la poursuite des assainissements budgétaires et le maintien de politiques monétaires fermement axées sur l'objectif de stabilité des prix et contrecarrant suffisamment tôt les tensions inflationnistes peuvent y contribuer.

Dans un proche avenir, cependant, la désynchronisation des cycles conjoncturels laisse bien augurer de la poursuite de la croissance des économies développées : le rôle de moteur de l'expansion pourrait être repris progressivement par l'Europe et le Japon, pour autant que s'y consolide la confiance des consommateurs ; aux Etats-Unis, les risques de surchauffe devront être maîtrisés. D'autres atouts de la phase actuelle de reprise économique, si on la compare à la précédente, sont le niveau nettement moindre de l'inflation et la meilleure rentabilité des entreprises.

A moyen terme, le commerce international, par lequel la reprise s'est propagée, pourrait aussi apporter une contribution majeure à la croissance : l'entrée en vigueur des accords issus de l'Uruguay Round et l'élargissement de l'Union européenne stimuleront les échanges et la production, tandis que l'Organisation mondiale du commerce veillera au respect de règles communes. L'expansion des pays industrialisés, celle des pays en transition vers l'économie de marché et celle des pays en développement pourraient se conforter mutuellement. La croissance est revenue en 1994 dans plusieurs économies d'Europe centrale et orientale. Parmi les pays en développement, nombre de ceux qui ont opté pour des politiques de stabilisation macroéconomique et de réformes structurelles ont poursuivi ou entamé leur redressement. Les nouvelles économies industrielles d'Asie ont continué à croître avec vigueur, contribuant à la progression du bien-être dans le reste du monde par leurs exportations et à celle de l'activité par leurs importations de produits à contenu technologique relativement élevé ou à forte intensité en capital.

Au sein même des pays industrialisés, le triple défi posé aujourd'hui aux responsables de la politique économique est d'assurer les conditions d'une croissance durable, d'une répartition équitable des fruits de l'expansion et d'un environnement sain. La stabilité des prix, la maîtrise des finances publiques et une meilleure promotion de l'emploi jouent un rôle essentiel à cet égard. En Europe, il importe particulièrement de progresser dans la réduction des déficits publics, en veillant à ne pas interpréter celle qui résultera spontanément de la reprise économique comme une amélioration structurelle, et de poursuivre les réformes visant à améliorer le fonctionnement du marché du travail, ce qui serait d'ailleurs susceptible de consolider la croissance.

PROGRES DANS LA REALISATION DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE

Au début de l'année sous revue s'est ouverte la deuxième phase du parcours devant conduire à l'achèvement de l'Union économique et monétaire européenne. La tâche principale à laquelle sont confrontés les Etats membres consiste à atteindre durablement, par des mesures d'ajustement interne et une coordination renforcée des politiques, un degré élevé de convergence économique en vue de doter la future Union économique et monétaire d'une base solide. Lors du passage à la troisième et dernière phase, les cours de change seront irrévocablement fixés entre les devises des pays participants, ce qui implique une politique monétaire unique dont l'orientation devra être décidée pour la zone entière. Le traité sur l'Union européenne ne laisse planer aucun doute sur l'objectif ultime de cette politique : maintenir la stabilité des prix dans l'ensemble de la zone. Lors de la troisième phase, il ne sera plus possible d'accorder le monétaire à l'économique en fonction d'évolutions divergentes dans les différents Etats membres. Pour éviter, à terme, tout risque de tensions insoutenables au sein de l'Union, il importe donc, d'une part, de créer un environnement suffisamment homogène, d'autre part, de veiller à ce que d'autres composantes du dosage des politiques — notamment en matière de formation des prix et des revenus et de finances publiques — présentent la flexibilité nécessaire pour prendre le relais de la politique monétaire et de change en tant qu'instrument d'ajustement sur le plan national.

C'est pourquoi le traité sur l'Union européenne subordonne la participation à la troisième phase à la réalisation préalable d'une convergence suffisante en ce qui concerne la stabilité des prix et des cours de change, la situation budgétaire et le niveau des taux d'intérêt. Afin de garantir la cohésion requise au sein de la future Union économique et monétaire, il est essentiel de s'en tenir scrupuleusement aux critères de

convergence définis dans le traité. Cependant, on ne peut ignorer que ces critères, bien que soigneusement choisis, ne portent que sur un éventail limité d'indicateurs et qu'ils ne peuvent par conséquent donner qu'un aperçu incomplet de la situation économique fondamentale d'un pays. En outre, la convergence est dynamique par excellence : l'évaluation du respect des objectifs chiffrés à un moment donné, aussi importante soit-elle, n'autorise pas pour autant à négliger l'appréciation de la solidité et de la permanence de la politique et des processus sous-jacents.

Lors de la rédaction du traité, les parties contractantes étaient bien conscientes de la nécessité d'une approche nuancée en cette matière complexe. Une première preuve en est le choix réfléchi des différents critères de convergence. Il existe entre eux des liens évidents : si aucune amélioration durable et crédible n'est enregistrée pour les variables plus directement liées aux politiques économiques, comme la situation budgétaire et le niveau d'inflation, la prime de risque incorporée aux taux d'intérêt à long terme augmentera et la stabilité des cours de change pourrait être menacée. Certes, le traité exige que l'on satisfasse séparément à chaque critère, mais il serait contraire à son esprit de ne pas tenir compte de cette interdépendance lors de l'évaluation globale du niveau de convergence atteint par un Etat membre.

En outre, pour le déficit budgétaire et le ratio de la dette des pouvoirs publics, le traité prévoit expressément, en plus de valeurs de référence quantitatives, une marge d'évaluation quant à la mesure et au rythme de la progression vers ces objectifs. Lors de l'examen de la convergence, il conviendra donc aussi de considérer l'importance et le caractère durable des efforts fournis par les Etats membres en vue de l'assainissement de leurs finances publiques. En tout état de cause, si la conjoncture continue d'évoluer favorablement, il semble difficile de justifier un dépassement, même limité et temporaire, de la norme de 3 p.c. fixée pour le déficit budgétaire, si bien que cette norme doit être considérée comme une limite absolue.

Enfin, le traité exige que les rapports que la Commission européenne et l'Institut monétaire européen doivent soumettre au Conseil sur les progrès réalisés par les Etats membres dans le domaine de la convergence, tiennent également compte « des résultats de l'intégration des marchés, de la situation et de l'évolution des balances des paiements courants, et d'un examen de l'évolution des coûts salariaux unitaires et d'autres indices de prix ». Cette disposition complémentaire n'atténue en rien les critères de convergence proprement dits ; elle doit plutôt être comprise comme une invitation à intégrer l'examen de leur degré de réalisation dans une analyse plus large et solidement fondée de la situation économique des pays membres. Une telle approche doit garantir, là où le traité prévoit expressément des marges d'évaluation, l'application exclusive de critères économiques valables.

Depuis le début de la deuxième phase de l'Union économique et monétaire, de nouvelles procédures communautaires visant à renforcer la coordination des politiques et la surveillance multilatérale ont appuyé les efforts de convergence. A cet égard, les orientations générales de la politique économique des Etats membres et de la Communauté, définies par le Conseil Ecofin, constituent un instrument important. Elles ont été formulées pour la première fois en décembre 1993, dans un contexte économique encore très incertain. Vu l'amélioration du climat conjoncturel enregistrée depuis lors, il est possible et souhaitable d'intensifier les efforts visant à atteindre ces objectifs. Dans cette optique, le Conseil européen de juillet 1994 a révisé les orientations formulées antérieurement.

Dans ses derniers rapports, la Commission européenne a constaté qu'au cours de l'année sous revue, des progrès ont été accomplis tant en ce qui concerne la mise en œuvre des orientations de politique économique que la convergence.

L'objectif que le Conseil européen avait recommandé en matière d'inflation était de ramener celle-ci à 2 ou 3 p.c. au maximum dans le plus court délai. Dans l'Union, l'inflation est revenue en moyenne de 3,9 p.c. en 1993 à 3,1 p.c. en 1994 et elle s'est établie en deçà de 3 p.c. dans huit des douze pays membres. Différents facteurs sont à l'origine de cette évolution favorable. D'abord, la progression des salaires a été plus modérée et plus homogène dans l'Union européenne et, de surcroît, les gains de productivité ont été substantiels, ce qui est normal en cette phase du cycle. Ensuite, plusieurs Etats ont mené une politique visant à améliorer structurellement le fonctionnement du marché du travail. Enfin, étant donné le faible niveau d'activité à partir duquel le redressement économique s'est enclenché dans la plupart des pays et l'écart de production important qui subsistait, la marge en termes d'offre a été suffisante pour absorber l'accroissement de la demande sans pression à la hausse sur les prix. Pour 1995, les perspectives en matière d'inflation ne sont pas mauvaises dans l'ensemble, mais la vigilance reste de mise. En effet, l'amélioration du climat économique et de la situation du marché de l'emploi pourrait stimuler les revendications salariales, et la réduction rapide de l'écart de production dans certains pays, inciter les entreprises à augmenter leurs prix. Il ne faut pas non plus perdre de vue les risques d'inflation importée, en particulier ceux liés à l'évolution des prix des matières premières et du cours du dollar.

Au registre des finances publiques, les Etats membres de l'Union devaient, selon les recommandations formulées par le Conseil européen en décembre 1993, éviter toute aggravation de leur solde budgétaire en 1994, pour le ramener ensuite, à partir de 1995, à un niveau supportable. Compte tenu de perspectives de croissance qui s'étaient nettement améliorées entre-temps, les orientations adoptées en juillet 1994 ont spécifié que les bénéfices du renforcement de la croissance économique ne devaient pas être consacrés à un relâchement de la pression fiscale ou à une hausse des dépenses publiques mais servir en priorité à réduire le déficit budgétaire; les stabilisateurs automatiques devaient par conséquent pouvoir jouer pleinement. En outre, si la croissance s'accélérait au-delà des estimations retenues lors de la préparation des budgets, les Etats membres devaient rendre plus ambitieux leurs programmes de convergence.

Selon les estimations actuelles, le besoin de financement de l'ensemble des pouvoirs publics aurait enregistré en moyenne dans l'Union, en pourcentage du PIB, une légère diminution en 1994, revenant de 6 à 5,6 p.c. Des progrès auraient été engrangés dans neuf des douze pays membres mais, en général, ils seraient restés très limités et seuls quelques Etats auraient eu un déficit inférieur à l'objectif qu'ils s'étaient fixé dans leur programme de convergence. Dans près de la moitié des cas, le solde budgétaire structurel, c'est-à-dire corrigé des influences conjoncturelles, se serait d'ailleurs encore dégradé. Du reste, la légère amélioration des situations budgétaires n'a généralement pas suffi à empêcher une nouvelle augmentation du ratio d'endettement dans les pays de l'Union européenne.

Dans le cadre de la procédure instaurée par le traité en vue d'éviter les situations de déficit excessif, la Commission européenne et le Conseil ont abouti à la conclusion que dix des Etats de l'Union connaissaient une telle situation. Ils ont considéré que seuls le Luxembourg et l'Irlande satisfaisaient aux critères en la matière définis par le traité, bien que le niveau d'endettement de l'Irlande dépasse encore 90 p.c. du PIB. Dans ce cas particulier, la Commission et le Conseil ont tenu compte de la nette réduction de l'ampleur relative de la dette publique depuis 1988, et estimé que, étant donné l'importance du surplus primaire, la situation budgétaire irlandaise pouvait être qualifiée de maîtrisable.

Il apparaît donc que la plupart des Etats membres de l'Union européenne devront encore fournir de sérieux efforts d'assainissement — quoique dans des proportions

différentes — pour satisfaire aux critères de convergence en matière budgétaire à la fin de 1996. La reprise économique donne une occasion unique de redresser la situation.

Au cours de l'année sous revue, le fonctionnement du mécanisme de change européen a généralement été satisfaisant : après l'élargissement des marges de fluctuation, en août 1993, les marchés des changes ont progressivement regagné des eaux plus calmes. De plus, cette stabilité accrue est allée de pair avec une diminution de la volatilité des taux d'intérêt à court terme et une réduction des différentiels de taux. La politique monétaire menée par les pays participant au mécanisme de change est donc apparue crédible et appropriée. Trois facteurs y ont sans doute contribué. D'abord, l'amélioration des perspectives économiques et le renforcement de la convergence au sein de l'Union européenne ont donné aux marchés financiers l'impression d'une plus grande cohérence dans la conduite de la politique monétaire, qui risquait moins d'être confrontée à des conflits entre ses objectifs internes et externes. Ensuite, les banques centrales des pays concernés ont poursuivi, volontairement, une politique axée sur la stabilité des cours de change. Enfin, l'élargissement des marges de fluctuation a restauré la symétrie des risques de change dans le système, réduisant ainsi l'attrait pour la spéculation. Au vu de ces expériences positives, les autorités monétaires européennes sont arrivées à un consensus pour laisser en l'état, dans les circonstances actuelles, les accords de change existants. Au moment d'examiner le critère de convergence relatif à la stabilité des cours de change, l'évolution réelle de ceux-ci retiendra sans doute plus l'attention que l'observance des règles formelles du mécanisme de change.

La persistance d'un chômage élevé a renforcé l'opinion, au sein de l'Union européenne, qu'il était grandement nécessaire de consentir des efforts supplémentaires sur le plan de la convergence réelle. C'est dans ce contexte que le Conseil européen a présenté aux Etats membres, lors du sommet d'Essen en décembre 1994, un programme d'action qui couvre cinq domaines prioritaires : l'amélioration des perspectives d'emploi par la promotion des investissements dans la formation professionnelle; l'augmentation de l'intensité de la croissance en emploi par une organisation plus souple du travail, par l'encouragement d'initiatives, par exemple dans le domaine de l'environnement et des services sociaux, et par une politique salariale adéquate, ce qui, dans la situation actuelle, suppose des accords salariaux modérés prévoyant des augmentations inférieures aux gains de productivité; la limitation des coûts salariaux indirects; l'accroissement de l'efficacité de la politique du marché du travail; le renforcement des mesures en faveur des groupes particulièrement touchés par le chômage. A cet égard, il est important de souligner que le Conseil européen a voulu étayer ce programme en prévoyant des procédures qui présentent de fortes similitudes avec celles imposées en vue du respect des critères de Maastricht. Ainsi a-t-il demandé aux Etats membres de traduire ces recommandations dans des plans nationaux pluriannuels, et invité les Conseils de ministres et la Commission à instaurer les procédures d'évaluation et de surveillance appropriées.

Le 1^{er} janvier 1995, trois nouveaux Etats — l'Autriche, la Finlande et la Suède — ont rejoint l'Union. Ces pays entretenant depuis longtemps des liens économiques étroits avec l'Union, leur intégration ne peut être considérée comme un bouleversement. Grâce à leur expérience et à leurs traditions, ils constituent à maints égards un enrichissement pour l'Union. Aux deux pays nordiques, l'adhésion donne sans doute l'occasion de surmonter plus aisément les séquelles de la crise financière et de la forte récession qu'ils ont connues récemment. La Finlande souffre surtout d'un chômage dont le taux est encore exceptionnellement élevé, alors que la Suède se trouve confrontée au déséquilibre de ses finances publiques, dont la détérioration a été brutale. L'Autriche

présente un profil économique généralement très proche de celui des pays du noyau de l'Union européenne. Depuis le début des années quatre-vingt, elle a démontré sa capacité à mener une politique de stabilité monétaire, ce qui a permis à la liaison étroite du schilling au mark allemand défendue par la Banque Nationale d'Autriche de résister sans difficulté aux crises successives qui ont ébranlé le Système monétaire européen. L'entrée du schilling dans le mécanisme de change, immédiatement après l'adhésion de l'Autriche à l'Union, s'est inscrite dans le droit fil de cette politique.

Au début de la deuxième phase de l'Union économique et monétaire, le Comité des gouverneurs des banques centrales et le Fonds européen de coopération monétaire ont fait place à l'Institut monétaire européen. Parmi les tâches de ce dernier, figurent principalement le renforcement de la coordination des politiques monétaires et la préparation du passage à la troisième phase, qui verra la mise en place d'une seule et même politique monétaire pour toute l'Union et l'introduction rapide d'une monnaie unique.

Le rôle de coordination que doit jouer l'Institut monétaire européen n'est certainement pas une mission facile. Tout au long de la deuxième phase, les autorités nationales conservent en effet l'entière responsabilité de la politique monétaire et l'Institut ne dispose d'aucun pouvoir discrétionnaire. Ce contraste ne doit pourtant pas entraver l'approfondissement de la coordination des politiques. En effet, dans un environnement économique caractérisé par un haut degré d'intégration et une parfaite liberté de circulation des capitaux, les décisions de politique monétaire d'un pays déterminé ont rapidement des répercussions importantes sur le reste de l'Union, ce qui peut donner lieu à des réactions des partenaires. Compte tenu d'un tel degré d'interdépendance, la coordination revient à tenir compte a priori de ces effets externes dans la formulation des politiques, dans l'intérêt bien compris des divers pays.

Les banques centrales de l'Union européenne ont une longue tradition de concertation et de coopération; à cet égard, la voie est déjà largement dégagée pour l'Institut monétaire européen. Son rôle essentiel consistera donc à renforcer les procédures de coordination et à contribuer à une plus grande considération de l'intérêt communautaire dans la définition des politiques monétaires nationales. A terme, son action devrait aboutir à ce que, dans la pratique, une orientation commune de la politique monétaire émerge dès avant le passage effectif à la troisième phase.

La préparation de la phase définitive de l'Union économique et monétaire constitue peut-être pour l'Institut monétaire européen une mission plus exigeante encore. En effet, pour la fin de 1996 au plus tard, toutes les dispositions devront avoir été prises pour transférer l'ensemble des compétences monétaires assumées jusque-là par les banques centrales nationales, agissant de manière autonome, à une nouvelle institution supranationale unique, le Système européen de banques centrales. Cette tâche consiste surtout à concevoir le cadre conceptuel et stratégique de la politique monétaire unifiée et à préparer la panoplie harmonisée des instruments et procédures nécessaires à sa mise en œuvre. Il ne faut pas négliger non plus les nombreux problèmes pratiques et techniques que soulève le passage à une politique monétaire unique, notamment dans les domaines de l'intégration des systèmes de paiements, de l'organisation de la politique de change et de la gestion des réserves, de l'harmonisation des procédures comptables, du développement d'un système d'information et d'un appareil statistique appropriés, de la fabrication et de l'émission de billets de banque européens. Au cours de sa première année de fonctionnement, l'Institut monétaire européen a déjà mené, en étroite collaboration avec les banques centrales nationales, d'importants travaux exploratoires dans chacune de ces matières.

EVOLUTIONS ECONOMIQUES EN BELGIQUE

Une reprise plus vigoureuse qu'il n'était prévu

Les premiers signes de la reprise économique ont pointé dès 1993. Cependant, la vigueur du redressement qui s'amorçait fut largement sous-estimée dans un premier temps : en effet, les dernières estimations de croissance du produit intérieur brut pour 1994 sont près de deux fois plus élevées que les prévisions faites un an plus tôt. Comparée aux cycles conjoncturels antérieurs, en particulier celui du début des années quatre-vingt, dont la phase de récession avait présenté, quant à sa durée et son intensité, de grandes similitudes avec la dernière en date, la reprise actuelle s'est montrée bien plus solide. La composante externe de la demande a été de loin le moteur principal de l'expansion économique. Les exportations belges de biens et services ont progressé d'un peu plus de 6 p.c. en volume — l'écart par rapport à l'accroissement, de près de 10 p.c., du commerce mondial s'expliquant surtout par la prépondérance, parmi les débouchés, des marchés d'Europe continentale, dont la croissance a été plus modérée. Les dépenses intérieures, dont le volume s'est accru de 1,4 p.c. à peine, ont fait preuve de beaucoup moins de dynamisme que la demande en provenance de l'étranger. Les importations de biens et services en ont été quelque peu freinées, de sorte que, par solde, les exportations nettes ont apporté une contribution positive de l'ordre de 0,7 p.c. à la croissance économique.

Au total, l'augmentation du produit intérieur brut en volume a atteint 2,3 p.c., selon les estimations. Ce résultat est très proche des pourcentages enregistrés dans les économies voisines, ce qui, bien que remarquable, n'est pas étonnant et ne fait que confirmer le haut degré d'intégration des pays du noyau de l'Union européenne. Par comparaison à celle des principaux partenaires commerciaux, la progression de la demande à l'exportation a cependant été un peu plus rapide. En effet, l'économie belge est relativement spécialisée dans la livraison de produits semi-finis, dont la demande se redresse généralement plus tôt en phase de reprise conjoncturelle que celle d'autres catégories de marchandises, comme les biens d'investissement ou de consommation. Pour la même raison, la hausse de la production a été la plus marquée dans les branches d'activité qui sont le plus spécialisées dans les produits semi-finis et qui, de surcroît, réalisent une part considérable de leur chiffre d'affaires avec l'étranger, notamment l'industrie de l'acier et des métaux non ferreux et la chimie. Ces secteurs ont pu profiter en outre de la constitution accrue de stocks sur le marché intérieur. Il convient aussi de souligner la forte progression de la valeur ajoutée dans la branche des services aux entreprises. Ce phénomène n'est pas neuf : il résulte d'une tendance structurelle à la spécialisation, les entreprises confiant de plus en plus à des sociétés spécialisées certaines des activités connexes qu'elles prenaient auparavant en charge, telles que le transport, l'administration, l'entretien ou la surveillance.

Conséquence de la vague d'investissements exceptionnellement vigoureuse qui a caractérisé la fin des années quatre-vingt et du fléchissement de la conjoncture qui lui a succédé, les réserves de capacités de production sont restées considérables dans nombre d'entreprises. L'existence de ce stock de capital sous-utilisé a encore affecté la demande de biens d'investissement des sociétés, dont le volume se serait contracté d'environ 2 p.c. Néanmoins, vers la fin de l'année, un retournement se serait produit, en particulier dans l'industrie manufacturière ; la dernière enquête de la Banque à ce sujet laisse entrevoir une nette reprise de la formation brute de capital fixe en 1995.

Les investissements publics ont affiché quant à eux, abstraction faite des facteurs purement statistiques, une progression modeste. Cette constatation vaut également pour

les investissements en logements, dont la reprise n'a compensé qu'en partie la contraction de 1993. Au premier semestre, le niveau peu élevé des taux d'intérêt hypothécaires, associé à la crainte de voir ceux-ci remonter rapidement, a certes provoqué une forte hausse du nombre de demandes de prêts et de permis de bâtir, mais cette évolution ne s'est reflétée que très partiellement dans les dépenses effectives de construction de logements. Celles-ci se sont toutefois maintenues à un niveau relativement élevé depuis 1992.

Le principal contretemps, parce qu'il concerne la composante de loin la plus importante des dépenses intérieures, a été l'évolution, en retard sur la conjoncture, de la consommation privée, qui n'a progressé que de 0,7 p.c. en volume, après s'être contractée de 1,4 p.c. en 1993. La faiblesse de cette reprise s'explique par une diminution de près de 1 p.c. du revenu disponible réel des ménages et par le recul limité de leur taux d'épargne, après le sommet historique de l'année de récession 1993.

Bien que l'indicateur de la confiance des consommateurs soit clairement orienté à la hausse depuis le second semestre de 1993, les ménages ont continué d'afficher une certaine retenue dans leurs dépenses. Il est possible que la forte propension à l'épargne observée ces dernières années doive être attribuée en partie à une incertitude quant à la perspective d'un redressement durable de l'emploi et à des inquiétudes concernant les pensions.

Un sous-emploi persistant

Comme dans la plupart des pays d'Europe, la reprise économique a provoqué une stabilisation puis un léger recul du chômage dans le courant de 1994, ce qui témoigne d'un retour à la création d'emplois par les entreprises. Alors que la récession de 1993 s'était traduite par une moindre perte de postes de travail que les précédentes, les embauches nettes ont réapparu assez rapidement. A elle seule, la croissance ne suffirait cependant pas à réduire vigoureusement le chômage. L'expérience montre en effet qu'elle doit dépasser 2 p.c. pour susciter une hausse des effectifs. Même de 1985 à 1991, seules années depuis 1974 à avoir été caractérisées par une augmentation de l'emploi dans les entreprises, celle-ci n'a atteint en moyenne que 32.000 unités par an et n'aurait pas suffi à faire baisser le chômage si l'accroissement de la population active n'avait pas été tempéré par les retraits anticipés ou temporaires du marché du travail. Depuis lors, le nombre de ces derniers a diminué, sous l'effet de mesures des pouvoirs publics visant à en réduire la charge budgétaire, mais c'est la médiocrité des perspectives d'emploi qui a pesé sur les taux d'activité. Dans la mesure où l'amélioration conjoncturelle modifiera les perceptions à ce sujet, la progression de la demande d'emplois, qui n'a été que de 16.000 unités en 1994, pourrait prochainement s'accélérer quelque peu.

Même si l'expansion de la production de biens et services — largement conditionnée, dans une petite économie ouverte comme la Belgique, par l'évolution de l'activité à l'étranger et de la compétitivité des entreprises résidentes — est une condition nécessaire à la résorption du chômage, elle resterait donc nettement insuffisante à cet égard si elle n'était pas accompagnée de réformes.

C'est précisément afin d'accroître l'intensité en emploi de la croissance qu'un certain nombre de mesures ont été prises par les pouvoirs publics, notamment dans le cadre du plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale adopté en novembre 1993. Elles visent essentiellement à modérer les coûts de la main-d'œuvre, à permettre une redistribution du travail disponible, à assouplir certaines réglementations qui pou-

vaient dissuader les entreprises de recruter davantage de personnel, à améliorer la formation des chômeurs et à faciliter leur réinsertion.

L'accord interprofessionnel que les partenaires sociaux ont conclu en novembre 1994 est, lui aussi, dicté par le souci d'augmenter l'emploi et de réduire le chômage. Une telle convention contribue à la paix sociale, indispensable au développement harmonieux de l'activité économique. Il importe à présent qu'au niveau des secteurs et des entreprises, appelés, étant donné la diversité des situations, à traduire certaines orientations en dispositions concrètes, les négociateurs soient guidés par la même préoccupation de promouvoir l'emploi.

Les mesures prises devraient permettre d'améliorer l'adéquation entre l'offre de travail et la demande exprimée par les entreprises. Selon une enquête récemment menée par la Banque à la demande de la Commission européenne, les employeurs incriminent comme freins à l'embauche, dans un ordre décroissant : le poids des coûts salariaux indirects, l'intensité de la concurrence, le niveau du salaire net et la lourdeur des procédures de licenciement. Ils donnent de meilleures chances de recrutement aux travailleurs qualifiés et à ceux qui sont disposés à accepter des horaires atypiques ou incomplets.

La politique mise en œuvre a déjà pu contribuer à la création d'emplois dans la présente phase conjoncturelle, mais elle n'a pas encore produit tous ses effets. Comme on l'a signalé, un certain nombre de conventions sectorielles ou d'accords d'entreprises doivent d'ailleurs encore être conclus, dans le but exclusif de défendre et promouvoir l'emploi. Forme particulière de diminution de la durée du travail, l'avancement de l'âge de la retraite anticipée est une possibilité ouverte pour 1995-1996 par l'accord interprofessionnel. Cette disposition doit être considérée comme une interruption temporaire de la tendance à l'allongement de la vie professionnelle qui prévaudra en Belgique comme à l'étranger.

La modération des coûts de la main-d'œuvre peut concourir à renforcer l'emploi par le jeu d'un certain nombre de mécanismes de marché : elle améliore la compétitivité des entreprises et, de la sorte, elle oriente vers celles-ci une plus grande partie des commandes intérieures, tout en stimulant la demande extérieure ainsi que l'investissement ; elle est de nature à freiner la substitution du capital au travail, sans pour autant faire obstacle à l'application des progrès techniques ; elle peut enfin susciter la demande de nouvelles formes de services, qu'elle permet de satisfaire. C'est pourquoi des mesures ont été prises à cet égard, comprenant à la fois une modération salariale générale et des diminutions des charges sociales. Celles-ci sont particulièrement lourdes en Belgique. La contrainte budgétaire a cependant amené le gouvernement à faire preuve de sélectivité : pour l'essentiel, les réductions de cotisations patronales à la sécurité sociale concernent les salariés des secteurs exposés, les jeunes et les travailleurs peu qualifiés. C'est ainsi que le « plan d'embauche des jeunes », qui s'est révélé très attrayant, a encouragé le recrutement de jeunes travailleurs. Par un autre programme, le « plan plus un », des exonérations similaires de charges sociales ont été accordées aux employeurs qui recrutent un chômeur complet indemnisé comme premier travailleur. La sécurité sociale est désormais financée plus qu'auparavant par des prélèvements qui ne frappent pas l'utilisation du facteur travail.

Une stabilisation des coûts et des prix

Au cours des années 1994 à 1996, la modération générale des revenus a eu et aura une influence décisive sur l'évolution des coûts intérieurs. En 1995 et 1996, les salaires

réels seront gelés. Depuis 1994, l'indice-santé est d'application dans les mécanismes d'indexation. Cet indice exclut les prix de l'alcool, du tabac, de l'essence et du diesel et est calculé en prenant 1988 comme année de référence. Du fait de l'élimination de prix qui ont haussé relativement vite, en raison notamment de relèvements de la fiscalité indirecte, et d'un ajustement effectué pour neutraliser l'incidence de la cotisation sur l'énergie introduite en août 1993, l'indice-santé a été inférieur à l'indice général en 1994 et son utilisation a eu pour effet de freiner les coûts salariaux à concurrence de 1,3 p.c., dont 1 p.c. s'est reflété dans la moyenne de 1994 et le solde apparaîtra en 1995. L'économie belge est désormais moins sensible, jusqu'à un certain point, aux conséquences inflationnistes de renchérissements possibles des produits énergétiques importés ou d'un éventuel alourdissement de certains impôts indirects.

Les réductions sélectives de charges sociales, quant à elles, ont permis de limiter les coûts de la main-d'œuvre à concurrence de 0,7 p.c. A la suite de l'ensemble de ces mesures, la hausse des coûts annuels par personne occupée s'est ralentie pour la troisième année consécutive, revenant de 8,6 p.c. en 1991 à 2,6 p.c. en 1994, soit un pourcentage semblable au taux de croissance moyen des coûts salariaux nominaux en monnaie nationale en Allemagne, en France et aux Pays-Bas. Etant donné les gains de productivité, elle s'est traduite par une stagnation des coûts salariaux par unité produite. Cette stabilisation, conjuguée à la remontée des prix à l'exportation après plusieurs années de baisse, a provoqué une augmentation de 3,8 p.c. de l'excédent brut d'exploitation des sociétés par unité vendue, qui était resté à peu près stable en 1992 et 1993.

L'évolution des coûts de la main-d'œuvre a contribué au ralentissement de la hausse des prix à la consommation, qui est revenue de 2,8 p.c. en moyenne en 1993 à 2,4 p.c. en 1994 et n'a plus été que de 1,9 p.c. de décembre 1993 à décembre 1994. Elle a en effet compensé la remontée des prix à l'importation — cependant tempérée par l'appréciation du franc — et l'incidence des relèvements d'impôts indirects sur les prix à la consommation, qui a été de l'ordre de 0,7 p.c. en 1994, contre 0,3 p.c. l'année précédente. Le succès de la politique de change, le ralentissement des hausses de prix en Allemagne et la modération salariale résultant des mesures gouvernementales ainsi que de la volonté des partenaires sociaux de promouvoir la croissance de l'emploi, sont de bon augure quant à la maîtrise de l'inflation.

Une économie compétitive ?

Au cours des dernières années, l'évolution de la balance commerciale comme celle de l'ensemble des opérations courantes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise avec l'étranger ont été tout à fait remarquables. De 1986 à 1992, les transactions courantes avaient déjà dégagé chaque année des excédents considérables, avoisinant 2,5 p.c. du PIB en moyenne. Depuis lors, le surplus courant a plus que doublé. En 1994, il a atteint, selon les estimations, 410 milliards, soit 5,1 p.c. du PIB. En termes relatifs, il s'agit de l'un des niveaux les plus élevés de la zone de l'OCDE. La progression a touché, à parts presque égales, les opérations sur marchandises — dont le solde positif est passé de 114 milliards en 1992 à 221 milliards en 1994 — et les autres transactions courantes (services, revenus de facteurs et transferts) — dont le surplus total est passé, pendant la même période, de 98 à 189 milliards. Cette évolution s'est déjà produite en majeure partie durant l'année de récession 1993, mais elle a perduré en 1994, du moins en ce qui concerne les opérations sur marchandises et services, ce qui est naturellement lié au fait que la demande étrangère s'est accrue nettement plus vite que la demande intérieure.

Bien qu'il ne soit pas encore possible de faire la ventilation précise des paiements extérieurs entre les deux partenaires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, plusieurs éléments indiquent que l'amélioration du solde des opérations sur services et des revenus peut être attribuée pour une part non négligeable au Grand-Duché de Luxembourg. L'expansion rapide des activités internationales des banques et compagnies d'assurances luxembourgeoises semble avoir joué un rôle important à cet égard. En revanche, le surplus des opérations sur marchandises ainsi que son accroissement peuvent être considérés comme un phénomène exclusivement belge. En effet, la balance commerciale du Luxembourg est déficitaire et son solde s'est peu modifié au cours des dernières années.

Dès lors, on peut se demander comment l'excédent commercial a pu croître à ce point, alors que ces derniers temps, comme le notent entre autres les rapports les plus récents du Conseil central de l'économie sur la compétitivité, l'économie belge s'est moins bien comportée que les principaux partenaires en matière de coûts relatifs, et qu'elle aurait perdu davantage de parts de marché à l'exportation.

Un examen des différents facteurs à l'origine de l'évolution de la balance commerciale de l'Union économique belgo-luxembourgeoise montre que le paradoxe n'est qu'apparent. Entre 1987 — année qui sert aussi de référence au Conseil central de l'économie pour l'évaluation de la capacité concurrentielle — et 1994, le surplus des opérations sur marchandises a augmenté de plus de 170 milliards. Cet accroissement résulte quasi intégralement de la différence entre l'évolution des prix à l'importation et à l'exportation. Au cours de la période considérée, les termes de l'échange se sont en effet nettement améliorés pour l'économie belgo-luxembourgeoise, essentiellement à la suite de la baisse des prix des matières premières et de la hausse du cours moyen pondéré du franc. L'idéal serait que la diminution des prix à l'importation se répercute aussi rapidement et complètement que possible sur les prix et coûts intérieurs.

Abstraction faite de cet effet des termes de l'échange ainsi que de certains facteurs particuliers, comme le commerce de l'or et du diamant, il apparaît qu'en volume, les importations de marchandises ont plus augmenté que les exportations pendant la période considérée. Ce recul du taux de couverture, dont l'incidence négative sur la balance commerciale peut être estimée à quelque 70 milliards, peut être attribué soit à une divergence d'évolution de la demande intérieure, soit à une modification de la capacité concurrentielle et à des effets de structure par produit et par pays. En fait, le facteur principal semble avoir été la croissance nettement plus importante, sur l'ensemble de la période considérée, de la demande intérieure de l'Union économique belgo-luxembourgeoise par rapport à celle des principaux partenaires commerciaux.

Si l'Union économique belgo-luxembourgeoise — et l'économie belge en particulier — a perdu des parts de marché à l'exportation, et même plus que les principaux partenaires commerciaux, des forces en sens contraire ont manifestement agi du côté des importations. En effet, l'élasticité de celles-ci à la demande totale paraît sensiblement moindre que dans la plupart des autres pays membres de l'OCDE. Une faible élasticité des importations est d'ailleurs devenue une caractéristique propre aux petites économies ouvertes et très développées. Vu l'étroitesse de leur marché intérieur, ces pays avaient déjà progressé beaucoup plus tôt dans la voie de la spécialisation et de l'internationalisation. Plus récemment, malgré une forte expansion du commerce mondial, la pénétration de l'offre étrangère n'a donc plus été en mesure de s'y intensifier autant que dans des économies plus grandes et moins ouvertes. La prépondérance des petites et moyennes entreprises dans l'économie belgo-luxembourgeoise constitue sans doute une explication supplémentaire de la faiblesse relative de l'élasticité des importations. On

peut en effet supposer que ces firmes sont mieux placées pour répondre avec souplesse à l'évolution de la demande sur leur propre marché.

Evaluer la compétitivité d'un pays constitue une tâche complexe qui requiert la prise en compte de facteurs très divers. Dans une économie mondiale en mutation constante, les modifications des rapports de concurrence sont liées à des réorientations géographiques et à des mouvements de la spécialisation qui compliquent encore cet exercice.

Le critère ultime d'évaluation de la compétitivité se résume à savoir si — sur une période relativement longue — une économie est capable de s'adapter aux transformations continues des circonstances économiques et d'offrir à la population un niveau de bien-être qui évolue parallèlement à celui des pays comparables, sans devoir emprunter systématiquement des ressources à l'étranger, en d'autres termes, sans que cela n'entraîne de déficit extérieur structurel. Sous cet angle, l'économie belge s'est relativement bien comportée au cours du dernier quart de siècle : de 1970 à 1994, le produit intérieur brut réel par habitant a augmenté de 66 p.c. en Belgique, contre 61 p.c. chez les cinq principaux partenaires commerciaux.

Mais un critère aussi global, fondé sur les tendances du passé, ne fournit pas les repères dont la politique économique a besoin. En effet, pour pouvoir intervenir où cela se révèle nécessaire, il faut être à même de détecter à temps les divergences d'évolution des nombreux facteurs qui déterminent la capacité concurrentielle. Comme on l'a vu, dans une économie aussi ouverte que la Belgique, tous ces éléments ont une influence tant sur les marchés intérieurs qu'extérieurs. Par conséquent, une évaluation complète doit considérer à la fois les performances à l'importation et à l'exportation. Dans cette perspective plus large, il est très vraisemblable que les résultats de l'économie belge ont été bien meilleurs dans leur ensemble — sans pour autant avoir été totalement satisfaisants — que ne le laissent apparaître certains indicateurs relatifs aux seules exportations. Les diverses dispositions prises récemment par le gouvernement en matière de modération des revenus ont d'ailleurs contribué à ce que l'évolution des coûts du travail en monnaie nationale ne s'écarte pas notablement, en Belgique, de celle des principaux partenaires commerciaux pendant l'année sous revue. Selon les dernières prévisions de l'OCDE, cette situation ne devrait pas se modifier sensiblement en 1995 et 1996, et l'excédent de la balance des paiements courants de l'Union économique belgo-luxembourgeoise pourrait encore s'amplifier.

Compte tenu de tous ces éléments, il semble qu'il y ait une marge suffisante pour pouvoir affecter en priorité les avantages d'une poursuite de la modération des coûts de la main-d'œuvre à la création d'emplois supplémentaires, tout en veillant à la sauvegarde de la capacité concurrentielle des entreprises. Par ailleurs, de nombreux arguments plaident en faveur d'une évaluation de la compétitivité d'un point de vue plus structurel et d'une orientation plus préventive de la politique menée à cet égard. Une telle approche positive doit prendre en compte le degré élevé d'intégration des économies de la Belgique et de ses voisins et les ambitions belges concernant l'Union économique et monétaire.

Comme on l'a déjà signalé, depuis 1985, les opérations courantes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise avec l'étranger ont dégagé des excédents importants au fil des ans. D'un point de vue macroéconomique, ces surplus signifient que le revenu national de la Belgique et du Luxembourg est supérieur aux dépenses totales des deux pays, qui ont ainsi pu mettre chaque année à la disposition de l'étranger un solde positif d'épargne nationale et, à la longue, acquérir une importante position créditrice nette. Pour la Belgique seule, celle-ci peut actuellement être évaluée à quelque 20 p.c. du PIB. Certes, l'endettement net des pouvoirs publics est passé de 113 p.c. en 1985

à 128 p.c. en 1994, mais il a été largement devancé par les créances nettes que le secteur privé a accumulées et qui ont progressé, au cours de la même période, d'environ 113 à 148 p.c. du PIB. L'avoir extérieur net de l'ensemble de l'économie belge — pouvoirs publics et secteur privé confondus — n'a donc rien à envier, abstraction faite du cas extrême que représente la Suisse, à celui d'autres pays créditeurs traditionnels, comme l'Allemagne, les Pays-Bas et le Japon, et contraste fortement avec la position extérieure nette de la plupart des autres pays européens et des Etats-Unis, qui est presque en équilibre dans certains cas, mais le plus souvent nettement déficitaire.

L'assainissement des finances publiques porte ses fruits

Depuis son installation, au début de 1992, le gouvernement fédéral a donné la priorité à l'assainissement des finances publiques, en vue d'atteindre un triple objectif : satisfaire, au plus tard à la fin de 1996, aux conditions énoncées dans le traité de Maastricht pour le passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire ; infléchir durablement l'effet « boule de neige » des charges d'intérêts de la dette publique ; rendre, à terme, une marge de manœuvre à la politique budgétaire, notamment pour faire face aux nouveaux besoins sociaux qui découleront du vieillissement de la population.

Le plan de convergence présenté par le gouvernement aux autorités européennes en juin 1992 a concrétisé les intentions de cette politique dans une stratégie à moyen terme, visant à ramener graduellement le déficit de l'ensemble des pouvoirs publics à 3 p.c. du PIB en 1996. Toutefois, les hypothèses initiales du plan ont été rapidement dépassées. Le déficit de 1992 avait été supérieur d'un point entier aux prévisions retenues à l'origine, mais surtout, comme dans les pays voisins, la gravité de la récession naissante avait été sous-estimée. Au départ, une croissance de 2,3 p.c. avait été prévue pour 1993, alors qu'en réalité, le produit intérieur brut s'est contracté de 1,7 p.c., ce qui revient au total à une différence de 4 points. Au vu de cette dégradation, le plan de convergence a dû être réactualisé à deux reprises, en avril 1993 et juin 1994. A ces occasions, les objectifs intermédiaires en matière de déficit ont été adaptés, mais l'objectif ultime a été maintenu. Etant donné que les normes budgétaires du traité de Maastricht concernent la situation de l'ensemble des administrations publiques, il est de la plus haute importance que tous les pouvoirs contribuent à l'œuvre d'assainissement. A cet égard, l'accord passé en juillet 1994 entre le gouvernement fédéral et les exécutifs communautaires et régionaux, aux termes duquel les autorités concernées se sont formellement engagées à mettre tout en œuvre pour respecter les objectifs fixés dans le programme de convergence pour chacun des niveaux de décision, est de bon augure.

Afin de poursuivre l'assainissement malgré le retournement conjoncturel, d'importantes mesures ont dû être prises à plusieurs occasions au cours des trois dernières années. Pour les seules recettes et dépenses primaires de l'Etat fédéral et de la sécurité sociale, elles ont porté jusqu'à présent sur un montant cumulé de quelque 400 milliards, soit 5,3 p.c. du PIB. En outre, certaines d'entre elles sortiront des effets complémentaires après 1994. Bien qu'indéniables, les résultats de la politique budgétaire ont à peine suffi, dans un premier temps, à compenser les conséquences du fléchissement conjoncturel : en 1992 et 1993, le besoin net de financement de l'ensemble des pouvoirs publics a pu être stabilisé au niveau élevé de 6,5 p.c. environ du PIB. Abstraction faite de l'incidence de la conjoncture et d'autres facteurs temporaires, il apparaît toutefois que le déficit dit structurel des pouvoirs publics a déjà enregistré une amélioration d'un peu plus de 1 point de pourcentage du PIB en 1993.

Pendant l'année sous revue, en revanche, les efforts soutenus d'assainissement associés à une conjoncture relativement neutre du point de vue budgétaire ont entraîné une réduction manifeste du déficit : le besoin net de financement de l'ensemble des administrations publiques est en effet revenu de 6,6 p.c. du PIB en 1993 à quelque 5,4 p.c. en 1994. Il s'est établi de la sorte au-dessous de deux valeurs de référence. D'abord, il a été inférieur de 0,3 point à la norme de convergence actualisée par le Conseil supérieur des finances en juin 1994 — il est vrai que ce dernier tenait encore compte d'une croissance de l'activité beaucoup plus faible, à savoir 1,5 p.c., contre 2,3 p.c. selon les dernières estimations. Bien que ce soient surtout les déficits de l'Etat fédéral et de la sécurité sociale qui ont diminué, les communautés et régions et les pouvoirs locaux auraient aussi respecté — pour autant que l'on puisse déjà en juger — les objectifs qui leur ont été assignés en matière de déficit. Ensuite, le besoin net de financement de l'ensemble des pouvoirs publics, exprimé en pourcentage du PIB, s'est établi, pour la première fois, au-dessous de la moyenne de l'Union européenne. Comme la plupart des Etats ont mené, ces dernières années, une politique budgétaire moins restrictive que la Belgique, l'écart — qui dépassait encore 3,5 points à la fin des années quatre-vingt — avait déjà été ramené à un peu plus de 0,5 point en 1993. En 1994, un écart opposé est apparu : le déficit public de l'ensemble de l'Union a diminué, lui aussi, mais cette réduction a été inférieure de 0,8 point à celle de la Belgique.

Comparée à la majorité des partenaires, la Belgique doit faire face à deux handicaps de taille qui compliquent l'assainissement des finances publiques, à savoir le degré élevé d'endettement et le faible taux d'occupation de la population totale. En raison du haut niveau de la dette publique, les charges d'intérêts ont représenté 10,3 p.c. du PIB en 1994, soit environ le double de la moyenne européenne. En revanche, les recettes et les dépenses primaires des pouvoirs publics ont dégagé un surplus supérieur de plus de 5 points au solde primaire de l'Union européenne, qui était proche de l'équilibre. Cet écart positif est exclusivement attribuable à l'importance des prélèvements et, plus précisément, de l'impôt des personnes physiques et des cotisations sociales, qui ont représenté 30,8 p.c. du PIB en Belgique, contre une moyenne européenne de 24,7 p.c. seulement. Les autres recettes fiscales, principalement constituées d'impôts indirects, et les dépenses primaires des pouvoirs publics, dont les prestations sociales, n'ont plus enregistré de divergence significative par rapport à la moyenne des autres pays de l'Union.

Il est incontestable que la forte pression fiscale et parafiscale sur les revenus du travail a freiné tant la demande que l'offre de main-d'œuvre et qu'elle peut donc être tenue pour partiellement responsable du niveau particulièrement bas, à l'échelle internationale, du rapport entre le nombre de personnes occupées et la population totale. A 37,8 p.c., ce taux est environ 3 points en deçà de la moyenne de l'Union européenne. C'est donc sur une base assez étroite que repose le financement des prestations de la sécurité sociale et d'autres services collectifs, dépenses qui, de surcroît, vu l'augmentation du nombre de personnes non occupées, sont soumises à une pression à la hausse. Dès lors, des mesures visant à promouvoir l'emploi, soit par une réduction des coûts de la main-d'œuvre, soit par une meilleure répartition du travail disponible, pourront aussi faciliter indirectement le redressement budgétaire. La réciproque est également vraie : des finances publiques saines contribuent à créer un climat économique et financier stable, à même de dissiper, tant auprès des chefs d'entreprises que des particuliers, les incertitudes qui les freinent jusqu'à présent dans leurs dépenses d'investissement et de consommation. Une des lignes de force du plan global consiste précisément à jouer sur cette interaction entre emploi et finances publiques. Ainsi, un premier jalon a été posé dans la voie d'un financement différent de la sécurité sociale, reposant sur une base plus large. L'abaissement des cotisations sociales a été compensé par l'augmentation de certains impôts indirects, et, pour rétablir l'équilibre financier de la sécurité sociale,

on a recouru entre autres à la majoration des prélèvements fiscaux sur les revenus mobiliers et immobiliers.

L'incidence de ces nouvelles orientations a déjà pu être observée, en 1994, dans l'évolution des différentes catégories de recettes des pouvoirs publics. Après quatre années au cours desquelles les prélèvements qui touchent principalement les revenus du travail — à savoir les cotisations de sécurité sociale et la majeure partie de l'impôt des personnes physiques — ont augmenté, leur part dans le produit intérieur brut est restée stable. Sous l'influence de mesures antérieures, comme la perception d'une contribution complémentaire de crise et la non-indexation des barèmes fiscaux, la part de l'impôt des personnes physiques a certes encore crû d'environ 0,5 point, mais les cotisations sociales ont enregistré une diminution du même ordre de grandeur. Toutes les autres recettes fiscales — impôts indirects, impôt des sociétés et précomptes mobilier et immobilier — ont, quant à elles, progressé de plus de 1 point au total. Ce sont surtout le pouvoir fédéral et la sécurité sociale qui ont bénéficié de la hausse de l'ensemble des recettes, stimulée par la conjoncture et les mesures prises. Contrairement aux années précédentes, les revenus de ces entités ont augmenté plus que ceux des communautés et régions, qui sont principalement déterminés par les mécanismes de répartition définis dans les lois de financement.

Le rythme de croissance des dépenses publiques totales à prix constants, charges d'intérêts non comprises, est resté remarquablement stable au cours des dernières années : en 1994, il a été de 2 p.c., soit une hausse similaire à celle enregistrée en moyenne de 1989 à 1993. Toutefois, ce résultat global masque des évolutions divergentes par catégorie de dépenses. L'accroissement, en volume, de la plupart des prestations sociales et des traitements payés par les pouvoirs publics s'est nettement ralenti au cours de l'année sous revue, en partie sous l'effet de l'introduction de l'indice-santé. En revanche, les achats de biens et services et les transferts courants à l'étranger, notamment pour le financement de l'Union européenne, ont augmenté davantage. Des modifications se sont aussi produites dans l'évolution des débours des différents pouvoirs. Les dépenses primaires à prix constants de l'Etat fédéral ont de nouveau été orientées à la hausse, après le recul de 1993, tandis que la croissance des prestations de la sécurité sociale s'est nettement ralentie. Selon les données disponibles, l'expansion des dépenses des communautés et régions et des pouvoirs locaux devrait avoir fléchi légèrement. A 3 p.c. environ en volume, elle serait toutefois restée relativement vigoureuse, surtout comparée à celle de l'ensemble constitué par le pouvoir fédéral et la sécurité sociale, qui a été de quelque 0,8 p.c.

C'est surtout au cours de la période 1978-1987 que le rapport entre la dette publique totale et le produit intérieur brut s'était accru à un rythme soutenu, en raison de besoins de financement élevés et de l'amplification de l'effet « boule de neige ». Cette tendance s'était atténuée par la suite, mais en 1993, le ratio de la dette avait de nouveau enregistré une forte augmentation sous l'influence de la récession. En 1994, il a pu se réduire grâce à une croissance nominale plus élevée du produit intérieur et au maintien de la discipline budgétaire. Toutefois, le besoin net de financement des pouvoirs publics est encore bien supérieur à ce qui est acceptable à terme. Il importe donc de suivre scrupuleusement, au cours des prochaines années, le plan d'assainissement tel qu'il a été établi. Il vaut mieux ne pas surestimer les effets de l'amélioration des perspectives économiques. Face à l'incidence budgétaire escomptée de la reprise des dépenses intérieures et d'un recul du chômage, il y a en effet un certain nombre de facteurs qui agissent plutôt en sens opposé. Ainsi, le blocage des salaires réels imposé par le gouvernement pour 1995 et 1996, qui, à terme, apportera certainement une contribution favorable à la compétitivité et à l'emploi, risque, au début, de peser sur les recettes fiscales et les cotisations sociales. En outre, une grande partie des

recettes supplémentaires obtenues en 1994 grâce à des mesures non récurrentes, disparaîtront à partir de 1995. Enfin, l'incertitude règne actuellement quant à l'évolution future des taux d'intérêt à l'échelle internationale, sur laquelle les autorités belges n'ont guère d'influence mais qui peut avoir d'importantes répercussions budgétaires.

Voilà autant de raisons de maintenir une discipline budgétaire stricte aux différents niveaux de pouvoir. Si les évolutions économiques se révélaient meilleures que ne le laissent entrevoir les prévisions, il faudrait ne pas céder à la tentation d'assouplir les mesures de modération envisagées pour les dépenses ou de réduire la pression fiscale mais, au contraire, en profiter pour accélérer la réduction du déficit. C'est d'ailleurs ce que le Conseil européen a recommandé aux autorités belges en octobre 1994, dans le cadre de la procédure instaurée par le traité sur l'Union européenne en vue d'éviter des situations de déficit public excessif.

Cependant, même si la situation économique s'améliore et que les taux d'intérêt restent stables, il sera nécessaire, pour atteindre sans faille l'objectif de 3 p.c. en 1996, de mettre en œuvre de nouvelles mesures structurelles. S'il est difficile de dire dès à présent quelle sera l'ampleur des dispositions à prendre, les dernières prévisions, tant de la Commission européenne que de l'OCDE, donnent une première indication à cet égard, puisque ces institutions estiment qu'à politique inchangée, le déficit de l'ensemble des pouvoirs publics belges atteindrait 4 p.c. du PIB en 1996. La prévoyance impose de se préoccuper au plus vite du redressement requis. L'expérience de l'automne 1993 a en effet montré que les marchés financiers internationaux suivent avec vigilance les évolutions budgétaires en Belgique. Dans le courant de 1994, la crédibilité de la politique budgétaire a pu être rétablie, mais il convient désormais de se montrer déterminé à sauvegarder l'acquis et à jeter les bases d'un rétablissement durable des finances publiques.

Dès lors, satisfaire au critère de convergence de 3 p.c. en 1996 ne doit pas être considéré comme une fin en soi. Pour rendre les budgets moins vulnérables, à terme, à l'instabilité de la conjoncture et aux fluctuations inéluctables des taux d'intérêt à l'échelle internationale, les efforts devront être poursuivis après 1996. A cet égard, la norme formulée par le gouvernement au début de l'année parlementaire en cours, à savoir maintenir après 1996 un surplus primaire de 6 p.c. au moins du PIB, constitue un point de départ approprié. Il faut souligner que les efforts nécessaires pour ramener le déficit de l'ensemble des pouvoirs publics à 3 p.c. du PIB d'ici à 1996 devraient suffire à obtenir, cette même année, un tel surplus primaire. La réalisation de cet objectif ramènerait déjà le ratio de la dette brute de 136 p.c. du PIB en 1994 à 131 p.c. en 1996. Ensuite, il appert que, dans des hypothèses raisonnables concernant l'accroissement tendanciel du produit intérieur nominal et l'évolution future des taux d'intérêt, le maintien du surplus primaire à 6 p.c. au moins du PIB suffit à entretenir un processus spontané et cumulatif de baisse de plus en plus rapide des charges d'intérêts et de l'endettement en proportion du produit intérieur. La seule condition — contraignante mais réalisable — consiste à ne pas utiliser, pendant une période relativement longue, les économies endogènes faites sur les charges d'intérêts pour diminuer les recettes ou augmenter les dépenses, mais à les réserver systématiquement à la réduction du déficit et à un abaissement accéléré du ratio de la dette. Cependant, on pourrait envisager d'intégrer cette stratégie dans une approche de la politique budgétaire accordant plus d'importance à la tendance de moyen terme et laissant une marge — bien délimitée — à l'action anticyclique des stabilisateurs automatiques. Une telle politique reviendrait donc à laisser le surplus primaire des pouvoirs publics dépasser spontanément la norme tendancielle en période de forte croissance économique et à constituer ainsi une réserve susceptible d'être mobilisée pendant les années moins prospères pour dégager, temporairement, une certaine marge de manœuvre.

Quoi qu'il en soit, la tâche la plus importante des prochaines années consistera à imprimer au taux d'endettement un mouvement nettement décroissant. Pendant l'exercice sous revue, un premier jalon a été posé. Mais il faut que cette tendance se confirme et se renforce au cours des deux années suivantes et qu'une stratégie crédible de réduction de l'endettement puisse être présentée à la fin de 1996, lorsque les critères de convergence seront examinés pour la première fois. C'est à ces conditions que la Belgique pourra être considérée comme satisfaisant à la disposition particulière de la norme de Maastricht en matière de finances publiques qui prescrit que le rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut diminue suffisamment et se rapproche à un rythme satisfaisant de la valeur de référence, à savoir 60 p.c. Et c'est alors que les autorités belges pourront, lors de l'évaluation globale des efforts de convergence, invoquer d'« autres facteurs », comme le surplus structurel considérable de la balance des paiements courants et l'importante position créditrice nette sur l'étranger, pour placer le problème de la dette publique sous un jour plus exact.

Crédibilité de la politique monétaire

Les deux traits marquants de l'environnement financier international dans lequel la politique monétaire a été conduite en 1994 sont le retour au calme dans le mécanisme de change du Système monétaire européen et la remontée des taux d'intérêt à long terme.

Depuis la mi-octobre 1993, la politique monétaire a été menée dans un contexte de regain de confiance à l'égard du franc belge. Le retournement des anticipations de change a résulté principalement de deux facteurs : d'une part, la constatation, par les opérateurs financiers, du maintien de la stratégie de la politique monétaire, qui s'est traduit notamment au cours de l'été 1993 par un relèvement résolu et substantiel de l'écart de taux d'intérêt à court terme vis-à-vis des placements en mark allemand ; d'autre part, l'amélioration des perspectives budgétaires, en raison de l'adoption du plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale. La stabilité des changes a ensuite été étayée par la poursuite de la reprise économique et par la persistance d'un surplus courant de l'Union économique belgo-luxembourgeoise supérieur à 5 p.c. du PIB.

Parmi les pays participant au mécanisme de change, la Belgique est sans doute celui qui a accordé la plus haute priorité à la restauration de la position de sa monnaie sur le marché des changes. En effet, la Banque a cherché à consolider le regain de confiance en laissant le franc revenir à sa parité vis-à-vis du mark allemand et en ne faisant baisser que graduellement les écarts de taux d'intérêt à court terme. Le cours du franc, qui s'était éloigné du cours-pivot par rapport au mark d'un maximum de 6,5 p.c. à la mi-octobre 1993, a rejoint celui-ci à la fin de janvier et est demeuré le plus souvent légèrement supérieur à cette valeur depuis lors. Cette évolution a permis à la Banque d'assouplir sa politique de taux d'intérêt : le taux central est revenu en mai 1994 au niveau du taux des « repos » de la Bundesbank et il a continué à baisser de concert avec ce dernier jusqu'en juillet. Il est demeuré à 4,85 p.c. depuis le 22 juillet 1994.

A la mi-janvier, au début de juillet et à la mi-août, la confiance a paru légèrement entamée sous l'effet d'incertitudes politiques ou de rumeurs sans fondement. La Banque n'a pas jugé nécessaire d'y réagir par un relèvement de ses taux ; sur les marchés, sans doute instruits par l'attitude de la Banque lors de la crise de change de 1993, ces tensions se sont manifestées par un élargissement passager des différentiels d'intérêt à court terme vis-à-vis de l'Allemagne bien plus que par une dépréciation du franc et

elles se sont vite résorbées. A la fin de l'année, au contraire, les écarts de taux risquaient de devenir négatifs : la Banque a dû resserrer quelque peu la liquidité afin que les taux suivent la légère hausse, à caractère essentiellement saisonnier, observée sur le marché monétaire allemand.

Les rendements obligataires ont été entraînés à partir de février 1994 par la remontée des taux allemands à long terme. Les perspectives d'évolution des taux à un horizon plus court se sont aussi modifiées dans le courant de l'année, comme en Allemagne, de telle sorte que la courbe des rendements du marché monétaire est devenue ascendante.

La hausse des taux à long terme en Belgique a été parmi les moins fortes de celles qui se sont produites dans les pays industrialisés, en partie, il est vrai, parce que la baisse de 1993 avait été moins prononcée qu'ailleurs. La corrélation frappante observée entre l'ampleur du redressement des taux de rendement à long terme dans divers pays et le niveau de l'inflation des dix dernières années donne à penser que la crédibilité de la politique monétaire dépend de manière cruciale d'un long passé de bonnes performances : il importe de ne pas gaspiller un tel capital. Le maintien de l'objectif de change, nonobstant la crise du Système monétaire européen, a contribué à contenir les risques inflationnistes et permis à l'écart de taux d'intérêt vis-à-vis des placements à dix ans en mark allemand, qui avait dépassé 125 points de base lorsque la dépréciation du franc avait atteint son maximum en octobre 1993, de revenir à quelque 85 points de base à la fin de 1994.

Ainsi, une même leçon peut être tirée du dénouement de la crise des changes de 1993 et de l'évolution des rendements obligataires en 1994 : la constance et la fermeté de la politique monétaire assurent les meilleurs résultats à terme. La Belgique avait pu bénéficier très rapidement du crédit que les marchés financiers avaient donné à l'engagement, pris en juin 1990, de lier fermement le franc aux monnaies du Système monétaire européen considérées comme ancres de stabilité. En 1993, il a fallu faire la démonstration de la solidité de cet attachement à un objectif de change qui constitue le meilleur moyen de garantir la stabilité des prix. Cette détermination, qui a ramené les opérateurs financiers à la considération des bonnes performances fondamentales de l'économie belgo-luxembourgeoise, a porté ses fruits en 1994.

Plus que jamais, il faut tenir compte de l'extrême sensibilité des flux financiers internationaux aux différences de rendement et de risque. Sur le plan intérieur aussi, les réaménagements de la composition des patrimoines, même de taille moyenne, sont devenus plus prompts et massifs, donnant lieu à des déplacements entre actifs à court et à long terme, entre placements en franc et en devises, entre achats directs de valeurs mobilières et recours à des organismes de placement collectif. L'année sous revue en a fourni plusieurs exemples. Ainsi, contrairement à 1993, les entreprises et particuliers belges ont délaissé les parts d'organismes de placement collectif en obligations, dont la valeur d'inventaire a été affectée par la hausse des taux et dont le traitement fiscal a été quelque peu modifié ; ils ont radicalement changé la durée de leurs placements au fil de l'année, manifestant une préférence pour le court terme au premier semestre et revenant aux actifs à long terme quand les taux de rendement de ces placements ont paru se stabiliser à un niveau plus élevé ; parmi les actifs à court terme, ils ont réduit leurs dépôts à terme et leurs avoirs en bons de caisse à un an au profit des dépôts d'épargne, en raison des variations des taux de rendement net. Dans un tel environnement, les pouvoirs publics doivent faire preuve de plus de flexibilité dans la gestion de leur dette — c'est ainsi, par exemple, que l'encours de la dette en franc belge à long terme a fortement diminué au premier trimestre — et ils sont amenés à diversifier leur offre de titres, ce qui aboutit à estomper les différences entre les titres

émis par l'Etat et les établissements de crédit à destination des particuliers. Pour leur part, les organismes financiers belges font face à une concurrence sans cesse plus intense et voient s'éroder leur part dans les flux financiers.

Dans un contexte de transformation rapide des marchés financiers, qui les conduit à fournir à l'économie des services plus appropriés et moins coûteux, mais qui peut les rendre sujets à une plus grande instabilité, il revient à la banque centrale de tracer un cadre de référence clair dans une perspective de moyen terme : la poursuite de l'objectif de change répond à une telle nécessité. La continuité se révèle essentielle en la matière. Si la politique monétaire peut contribuer à établir sa propre crédibilité par une constante fermeté, elle doit évidemment aussi rester soutenue par le maintien de la compétitivité des entreprises et l'assainissement des finances publiques.

LES CONDITIONS D'UNE CROISSANCE DURABLE ET D'UN PLUS HAUT DEGRE D'EMPLOI

Sauf choc extérieur imprévu, la reprise qui s'est fait jour pourra se transformer en expansion durable dans l'Union européenne, à condition que les politiques d'assainissement budgétaire et de stabilité monétaire soient maintenues, que la hausse des coûts salariaux reste modérée et que les réformes structurelles visant à accroître le dynamisme de l'économie et l'intensité en emploi de la croissance soient poursuivies.

Le respect des mêmes impératifs doit aussi permettre à la Belgique de tirer pleinement parti de l'expansion en Europe. Alimenté par les exportations, le redressement actuel de l'activité devrait donner lieu prochainement à un vif regain des investissements. La progression de la consommation privée sera sans doute plus modérée. Il faut espérer qu'elle prendra progressivement vigueur, à mesure que l'amélioration esquissée sur le marché du travail se confirmera et raffermira la confiance. La reprise aura touché d'abord les exportations, puis les investissements et enfin la consommation. L'expérience a montré qu'une telle séquence est heureuse : en particulier, la hausse de la part de la formation de capital fixe dans la demande intérieure sera bien utile car l'augmentation des capacités permet une croissance plus soutenue à moyen terme. La reprise en cours devrait d'ailleurs être mise à profit pour renforcer le tissu économique et adapter les structures productives, en particulier au moyen d'un investissement accru en recherche et développement.

Dans le domaine des finances publiques, il serait très dommageable de relâcher les efforts d'assainissement sous le prétexte de l'amélioration spontanée résultant de l'expansion conjoncturelle. Il faut au contraire profiter de ce que celle-ci est de nature à rendre moins douloureuse la rigueur budgétaire et prévoir l'éventualité de fléchissements de l'activité ou de hausses de taux d'intérêt ultérieurs. L'objectif d'un déficit ne dépassant pas 3 p.c. du PIB en 1996, tel qu'il est fixé dans le programme de convergence déposé par la Belgique, doit absolument être respecté. Il y aura lieu ensuite de continuer à abaisser le rapport de la dette publique au produit intérieur, notamment par le maintien d'un surplus primaire suffisant.

L'attention des opérateurs financiers s'étant focalisée sur la situation des finances publiques, tout relâchement dans le processus d'assainissement serait sanctionné par des hausses de taux d'intérêt. Si le niveau des taux à long terme n'est pas plus élevé, c'est en partie parce que le déficit public en Belgique ne s'accompagne pas d'un déficit

parallèle des transactions courantes avec l'étranger : bien au contraire, le surplus courant de l'économie belgo-luxembourgeoise est substantiel et, en dépit du haut niveau de l'endettement public, la Belgique a accumulé des créances extérieures nettes d'un montant considérable. C'est aussi parce que la politique monétaire a cherché avec constance à maintenir la stabilité des prix par la poursuite de l'objectif intermédiaire le plus approprié : la liaison étroite du franc au mark allemand.

Un tel ancrage monétaire, la réduction du déficit des administrations publiques et la modération des revenus sont trois éléments essentiels d'une stratégie visant à créer un contexte de stabilité favorable à un essor durable et non inflationniste de l'activité. Le renforcement de la croissance stimulera sans aucun doute l'emploi. Des actions complémentaires seront néanmoins indispensables afin d'obtenir des progrès satisfaisants dans ce domaine. L'analyse des résultats des mesures déjà prises, la confrontation de la politique de l'emploi aux lignes de force définies récemment sur le plan européen ainsi que la ferme volonté des partenaires sociaux d'accorder la priorité absolue à la promotion de l'emploi, doivent permettre d'atteindre un consensus sur les voies qui mèneront effectivement à un relèvement du taux d'occupation de la population et, par conséquent, à une résorption du chômage.

Bruxelles, le 1^{er} février 1995

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

LISTE DES « CAHIERS » PARUS

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux	Numéros des tableaux
I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.		
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 1	
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 2	
3. Affectation du produit national :		
a) Estimations à prix courants	I - 3a	
b) Estimations aux prix de 1985	I - 3b	
4. Enquêtes sur la conjoncture :		
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 4a	
b) Industrie manufacturière :		
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4b.1	
— résultats bruts par secteur	I - 4b.2	
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 4b.3	
— résultats bruts par région	I - 4b.4	
c) Industrie de la construction :		
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4c.1	
— résultats bruts par secteur	I - 4c.2	
d) Commerce :		
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 4d	
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière	I - 5	
II. — Population, emploi, chômage.		
1. Population, demande et offre d'emplois	II - 1	
2. Chômage et emplois vacants	II - 2	
III. — Agriculture et pêche.		
1. Agriculture	III - 1	
2. Pêche maritime	III - 2	
IV. — Industrie.		
1. Production industrielle	IV - 1	
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	
3. Energie	IV - 3	
4. Métallurgie	IV - 4	
5. Construction	IV - 5	
6. Production industrielle des pays de la CEE	IV - 6	
V. — Services.		
1. Transports :		
a) Activités de la SNCB et de la Sabena	V - 1a	
b) Navigation maritime	V - 1b	
c) Navigation intérieure	V - 1c	
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	
3. Commerce intérieur :		
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	
4. Chambres de compensation :		
a) Nombre d'opérations	V - 4a	
b) Montant des opérations	V - 4b	
VI. — Revenus.		
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	
VII. — Indices de prix.		
1. Matières premières	VII - 1	
2. a) Indice des prix à la production et à l'importation et ses composantes	VII - 2a	
b) Indice des prix à la production industrielle	VII - 2b	
3. Prix à la consommation en Belgique :		
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	
VIII. — Commerce extérieur de l'UEBL.		
1. Tableau général	VIII - 1	
2. Exportations de l'UEBL : répartition par sections de la classification type pour le commerce international :		
a) Milliards de francs	VIII - 2a	
b) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 2b	
c) Indices des quantités	VIII - 2c	
3. Importations de l'UEBL : répartition par sections de la classification type pour le commerce international :		
a) Milliards de francs	VIII - 3a	
b) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 3b	
c) Indices des quantités	VIII - 3c	
4. Répartition selon l'usage des produits :		
a) Milliards de francs	VIII - 4a	
b) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4b	
c) Indices des quantités	VIII - 4c	
5. Orientation géographique du commerce extérieur de l'UEBL	VIII - 5	
IX. — Balance des paiements de l'UEBL.		
1-2-3. Balance sur base des transactions :		
— Chiffres annuels	IX - 1	
— Soldes trimestriels	IX - 2	
— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3	
4. Balance sur base de caisse	IX - 4	
5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les établissements de crédit belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 5	
6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6	
X. — Marché des changes.		
1. Cours de change indicatifs	X - 1	
2. Système Monétaire Européen :		
a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 2a	
b) Prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge	X - 2b	
c) Indicateurs de divergence	X - 2c	
d) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	X - 2d	
3. Cours de change effectifs	X - 3	

	Numéros des tableaux	Numéros des tableaux
XI. — Finances publiques.		
1. Dette officielle du Trésor	XI - 1	
2. Variation nominale de la dette officielle et solde net à financer du Trésor	XI - 2	
3. Composition du solde net à financer total du Trésor	XI - 3	
4. Détail des recettes du pouvoir national, des communes et des régions	XI - 4	
5. Déficit ou excédent financier net des sous-secteurs et de l'ensemble des pouvoirs publics	XI - 5	
6. Nouveaux engagements et formation d'actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 6	
7. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics	XI - 7	
8. Encours des dettes et actifs financiers des pouvoirs publics	XI - 8	
XII. — Globalisations des comptes annuels des entreprises non financières.		
1. Ensemble des entreprises non financières		
a) Globalisation des bilans après répartition	XII - 1a	
b) Globalisation des flux de résultats		
1. Schémas complets et abrégés	XII - 1b.1	
2. Schémas complets	XII - 1b.2	
c) Globalisation des flux d'investissements	XII - 1c	
d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels	XII - 1d	
2. Industrie manufacturière		
a) Globalisation des bilans après répartition	XII - 2a	
b) Globalisation des flux de résultats		
1. Schémas complets et abrégés	XII - 2b.1	
2. Schémas complets	XII - 2b.2	
c) Globalisation des flux d'investissements	XII - 2c	
d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels	XII - 2d	
3. Commerce		
a) Globalisation des bilans après répartition	XII - 3a	
b) Globalisation des flux de résultats		
1. Schémas complets et abrégés	XII - 3b.1	
2. Schémas complets	XII - 3b.2	
c) Globalisation des flux d'investissements	XII - 3c	
d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels	XII - 3d	
4. Services non financiers privés		
a) Globalisation des bilans après répartition	XII - 4a	
b) Globalisation des flux de résultats		
1. Schémas complets et abrégés	XII - 4b.1	
2. Schémas complets	XII - 4b.2	
c) Globalisation des flux d'investissements	XII - 4c	
d) Ratios calculés sur la base des globalisations de comptes annuels	XII - 4d	
XIII. — Comptes financiers.		
1. Flux de fonds par secteur	XIII - 1	
2. Mouvements des créances et des engagements en 1992 - synthèse	XIII - 2	
3. Mouvements des créances et des engagements dans l'économie belge en 1992	XIII - 3	
XIV. — Intermédiaires financiers.		
1. a) Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIV - 1a	
b) Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIV - 1b	
2. Réserves de change nettes au comptant de la Banque Nationale de Belgique	XIV - 2	
3. Fonds des Rentes	XIV - 3	
4. a) Bilans de l'ensemble des établissements de crédit	XIV - 4a	
b) Bilans des sept grands établissements de crédit de droit belge	XIV - 4b	
c) Bilans des autres établissements de crédit de droit belge	XIV - 4c	
d) Bilans des succursales	XIV - 4d	
5. a) Postes hors bilan de l'ensemble des établissements de crédit	XIV - 5a	
b) Postes hors bilan des sept grands établissements de crédit de droit belge	XIV - 5b	
c) Postes hors bilan des autres établissements de crédit de droit belge	XIV - 5c	
d) Postes hors bilan des succursales	XIV - 5d	
6. a) Compte de profits et de pertes de l'ensemble des établissements de crédit : chiffres trimestriels	XIV - 6a	
b) Compte de profits et de pertes des sept grands établissements de crédit de droit belge : chiffres trimestriels	XIV - 6b	
c) Compte de profits et de pertes des autres établissements de crédit de droit belge : chiffres trimestriels	XIV - 6c	
d) Compte de profits et de pertes des succursales : chiffres trimestriels	XIV - 6d	
7. a) Compte de profits et de pertes de l'ensemble des établissements de crédit : chiffres annuels	XIV - 7a	
b) Compte de profits et de pertes des sept grands établissements de crédit de droit belge : chiffres annuels	XIV - 7b	
c) Compte de profits et de pertes des autres établissements de crédit de droit belge : chiffres annuels	XIV - 7c	
d) Compte de profits et de pertes des succursales : chiffres annuels	XIV - 7d	
8. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 8	
9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIV - 9	
10. Comptes de chèques postaux	XIV - 10	
XV. — Actifs financiers.		
1. Agrégats monétaires	XV - 1	
2. Ventilation de M1	XV - 2	
3. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers	XV - 3	
4. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :		
a) Variations	XV - 4a	
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 4b	
5. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 5	
6. Actifs financiers détenus par les sociétés et particuliers. Actifs en franc belge et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :		
a) Variations	XV - 6a	
b) Encours	XV - 6b	
XVI. — Engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles.		
1. Engagements des particuliers, des sociétés et des entreprises individuelles	XVI - 1	
2. Engagements contractés par les particuliers, les sociétés et les entreprises individuelles auprès des intermédiaires financiers belges :		
a) Variations en milliards de francs	XVI - 2a	
b) Encours en milliards de francs	XVI - 2b	

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

3. Engagements contractés principalement par les particuliers — ventilation par créancier :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 3a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 3b
4. Ventes à tempérament, prêts personnels, cartes de banque et cartes de crédit :
 - 1) Résultats généraux XVI - 4.1
 - 2) Contrats non honorés XVI - 4.2
5. Demandes de crédits hypothécaires et inscriptions hypothécaires :
 - 1) Demandes de crédits hypothécaires, pour le financement du logement introduites auprès des principaux intermédiaires financiers nationaux XVI - 5.1
 - 2) Inscriptions hypothécaires XVI - 5.2
6. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des intermédiaires financiers belges :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 6a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 6b
7. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des banques :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 7a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 7b
8. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des banques d'épargne et des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la loi du 10 juin 1964 :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 8a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 8b
9. Engagements contractés par les sociétés et les entreprises individuelles auprès des établissements de crédit du secteur public :
 - a) Variations en milliards de francs XVI - 9a
 - b) Encours en milliards de francs XVI - 9b
10. Engagements des sociétés à l'égard de l'étranger ... XVI - 10
11. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel aux entreprises et particuliers et à l'étranger :
 - 1) Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un résident belge XVI - 11.1
 - 2) Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est un non-résident XVI - 11.1

XVII. — Marché des capitaux.

1. Obligations en franc belge à plus d'un an émises par les pouvoirs publics XVII - 1
2. Obligations et bons de caisse en franc belge à plus d'un an par secteur émetteur XVII - 2
3. Obligations et bons de caisse en franc belge à plus d'un an : émissions nettes et acquisitions nettes par les particuliers et les sociétés XVII - 3
4. Obligations et bons de caisse en franc belge à plus d'un an : Ventilation par secteur émetteur et par secteur détenteur XVII - 4
5. Localisation des obligations linéaires dématérialisées XVII - 5
6. Emissions publiques d'obligations en franc belge à plus d'un an par le secteur public XVII - 6
7. Adjudications d'obligations linéaires XVII - 7
8. Emissions d'actions XVII - 8
9. Activité boursière XVII - 9

10. Emissions publiques en Belgique de parts ou d'actions d'organismes de placement collectif XVII - 10
11. Nombre et valeur d'inventaire des organismes de placement collectif de droit belge XVII - 11

XVIII. — Marché monétaire.

1. Incidence des opérations de la Banque Nationale de Belgique sur le marché monétaire XVIII - 1
2. Régulation du marché monétaire par la Banque Nationale de Belgique XVIII - 2
3. Lignes de crédit individuelles des intermédiaires financiers auprès de la Banque Nationale de Belgique pour couvrir les déficits de fin de journée XVIII - 3
4. Plafonds pour les mobilisations d'effets de commerce par les établissements de crédit auprès de la Banque Nationale de Belgique XVIII - 4
5. Adjudications de crédits par la Banque Nationale de Belgique XVIII - 5
6. a) Emission de certificats de trésorerie à trois mois XVIII - 6a
- b) Emission de certificats de trésorerie à six mois XVIII - 6b
- c) Emission de certificats de trésorerie à douze mois XVIII - 6c
- d) Emission de certificats de trésorerie spéciaux XVIII - 6d
7. Transactions sur le marché secondaire des titres dématérialisés enregistrées par le système de clearing de la Banque Nationale de Belgique XVIII - 7
8. Localisation des certificats de trésorerie dématérialisés XVIII - 8

XIX. — Taux d'intérêt.

1. Taux de la Banque Nationale de Belgique et de l'Institut de Réescampte et de Garantie XIX - 1
2. Taux de référence des certificats de trésorerie sur le marché secondaire XIX - 2
3. Taux d'intérêt sur le marché interbancaire XIX - 3
4. Taux d'intérêt débiteurs des intermédiaires financiers belges XIX - 4
5. Taux d'intérêt créditeurs des intermédiaires financiers belges XIX - 5
6. Taux de rendement à long terme sur le marché secondaire des obligations du secteur public XIX - 6
7. Taux d'intérêt des dépôts en euro-devises à trois mois XIX - 7
8. Taux de rendement bruts à long terme sur le marché secondaire : comparaison internationale XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte XX - 1

GRAPHIQUES.

- Enquêtes sur la conjoncture I - 4
- Courbes synthétiques de l'industrie de la construction . I - 4c.2
- Production industrielle IV - 1
- Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne IV - 6
- Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée VI - 1
- Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en franc belge et des avoirs en comptes de PC = chèques postaux XIV - 9

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

CEE	BNB	Banque Nationale de Belgique.
	CGER	Communauté Economique Européenne.
FECOM	CNCP	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	FMI	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
FMI	INCA	Fonds Européen de Coopération Monétaire.
	INS	Fonds Monétaire International.
	IRES	Institut National de Crédit Agricole.
	IRG	Institut National de Statistique.
	MAE	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	OCCH	Institut de Réescompte et de Garantie.
	OCP	Ministère des Affaires Economiques.
OCDE	ONEM	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	ONU	Office des Chèques Postaux.
ONU	RTT	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	SABENA	Office National de l'Emploi.
	SNCB	Organisation des Nations Unies.
	SNCI	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SNL	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	TVA	Société Nationale des Chemins de fer belges.
UEBL		Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
		Société Nationale du Logement.
		Taxe sur la Valeur Ajoutée.
		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
... 0 0,0	} néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.		pour mémoire.

REMARQUE GENERALE

Les totaux indiqués peuvent différer de la somme des rubriques, et ce en raison des arrondis.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, X-1 et 3, XV-1 à 6 et XIX-1, dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 14, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « VAP - Fournitures à facturer - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de TVA pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement)	FB 100	FB 100
1929-1940	FB 250	FB 250
1941-1950	FB 400	FB 450
1950-1960	FB 500	FB 600
1960-1970	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980	FB 2.000	FB 2.600*

* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 14, B - 1000 Bruxelles.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

Source : INS.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
A. Rémunération des salariés¹ :													
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	1.191,0	1.242,1	1.265,4	1.330,1	1.372,5	1.404,3	1.445,4	1.505,2	1.625,0	1.764,9	1.889,6	1.978,7	2.014,6
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	55,8	59,0	61,0	63,2	66,2	68,6	70,1	71,0	72,3	76,6	82,0	83,5	86,3
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	290,0	293,8	319,3	368,0	423,1	448,7	486,3	506,7	537,8	580,5	628,0	672,9	683,9
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	561,3	598,6	612,5	652,2	687,0	712,9	713,7	713,3	763,7	810,3	871,7	914,7	967,4
5. Corrections et compléments	87,5	103,3	118,6	128,1	137,6	168,8	176,1	191,5	182,5	189,3	220,0	242,8	244,9
Ajustement statistique	- 15,6	3,2	34,0	19,8	5,1	34,8	12,5	38,4	- 11,9	19,4	23,6	18,6	13,3
Total ...	2.170,1	2.299,9	2.410,7	2.561,4	2.691,6	2.838,1	2.904,0	3.026,1	3.169,3	3.440,9	3.714,9	3.911,2	4.070,4
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :													
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	56,8	64,2	73,6	72,5	69,8	68,9	62,4	67,0	92,4	81,9	77,9	72,3	67,9
2. Professions libérales ¹	112,8	118,4	127,6	138,7	155,6	169,4	186,6	205,3	233,7	253,0	276,7	303,2	316,1
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	228,9	233,7	236,6	256,6	266,8	284,5	299,2	317,1	335,5	351,4	358,1	358,0	357,2
4. Revenu des sociétés de personnes ²	14,2	17,3	20,8	25,5	31,8	41,6	46,2	52,5	65,8	60,3	55,8	58,8	62,4
Ajustement statistique	- 2,9	0,6	6,6	3,8	1,0	7,0	2,6	8,2	- 2,7	4,2	4,9	3,8	2,7
Total ...	409,8	434,2	465,2	497,1	525,0	571,4	596,9	650,1	724,6	750,8	773,5	796,1	806,3
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :													
1. Intérêts	271,7	309,9	339,9	390,4	421,8	425,2	423,8	435,6	461,5	519,9	575,7	624,9	660,8
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	97,1	107,2	123,9	142,0	156,3	170,6	186,6	199,7	210,2	219,8	232,2	257,6	283,3
3. Dividendes, tantièmes, dons	103,3	126,6	139,8	152,7	185,2	193,2	211,2	243,9	330,7	368,0	417,3	465,7	492,4
Total ...	472,1	543,7	603,6	685,2	763,3	789,0	821,6	879,2	1.002,4	1.107,6	1.225,1	1.348,3	1.436,5
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	17,4	42,1	61,0	102,1	155,1	225,5	244,1	277,6	346,1	282,6	197,5	193,6	198,5
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	75,1	98,4	99,6	111,6	126,4	140,1	143,7	159,3	175,0	165,2	173,5	147,3	165,3
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	73,1	92,4	82,8	88,8	92,4	82,7	72,6	75,6	87,4	97,2	106,6	106,8	106,1
G. Intérêts à déduire :													
1. Intérêts de la dette publique	-290,6	-367,8	-397,2	-448,6	-517,3	-573,4	-568,8	-580,0	-643,7	-700,5	-710,2	-775,3	-784,5
2. Intérêts sur les crédits à la consommation	- 11,4	- 11,4	- 11,7	- 12,6	- 14,2	- 14,6	- 14,8	- 16,0	- 18,4	- 23,2	- 27,0	- 28,8	- 27,1
Total ...	-302,0	-379,1	-408,9	-461,3	-531,4	-588,0	-583,6	-596,0	-662,2	-723,7	-737,2	-804,1	-811,6
Revenu national net au coût des facteurs	2.915,5	3.131,7	3.314,1	3.585,0	3.822,4	4.058,8	4.199,3	4.471,9	4.842,8	5.120,7	5.453,9	5.699,2	5.911,5
H. Amortissements	332,5	362,8	398,5	423,3	455,8	471,5	497,0	550,5	584,0	637,6	651,7	689,5	699,0
Revenu national brut au coût des facteurs	3.248,0	3.494,5	3.712,6	4.008,3	4.278,2	4.530,3	4.696,3	5.022,4	5.426,8	5.758,3	6.105,6	6.388,7	6.610,4
I. Impôts indirects	448,9	495,2	530,1	554,7	582,0	594,7	645,1	675,5	737,5	785,7	821,8	870,5	905,3
J. Subventions	-147,1	-157,1	-178,4	-186,0	-190,8	-190,9	-179,0	-183,6	-166,3	-188,0	-210,3	-198,3	-197,4
Produit national brut aux prix du marché	3.549,8	3.832,6	4.064,3	4.376,9	4.669,4	4.934,1	5.162,5	5.514,3	5.997,9	6.356,1	6.717,0	7.061,0	7.318,3

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

Source : INS.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
1. Agriculture, sylviculture et pêche	85,0	94,7	106,1	109,0	110,0	112,3	107,8	111,9	137,6	124,8	129,6	125,6	119,9
2. Industries extractives	19,5	24,8	24,9	22,6	22,8	17,7	15,3	14,3	15,1	14,5	14,2	17,6	15,5
3. Industries manufacturières :													
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	165,0	190,3	202,8	214,3	227,8	232,2	231,7	229,3	246,9	253,8	267,1	273,1	274,4
b) Textiles	41,3	44,4	49,0	51,2	55,4	63,4	63,8	55,7	65,9	68,4	65,7	67,6	64,3
c) Vêtements et chaussures	21,9	24,9	23,2	24,0	25,3	26,1	26,8	26,4	27,1	32,3	32,0	33,0	35,7
d) Bois et meubles	38,4	39,9	38,4	40,9	44,4	47,8	51,3	54,1	64,3	70,8	73,3	70,1	69,6
e) Papier, impression, édition	44,8	51,0	53,4	56,9	61,8	66,5	69,5	80,3	83,8	90,7	90,0	91,0	90,2
f) Industrie chimique et activités connexes	105,7	128,0	136,6	169,5	183,7	201,6	175,4	199,4	216,3	215,0	215,6	223,6	212,6
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	32,7	35,7	27,2	40,7	39,3	44,0	47,7	52,7	58,3	59,8	57,8	64,9	66,0
h) Fer, acier et métaux non ferreux ..	58,0	63,7	72,9	78,1	83,6	84,0	78,2	109,1	135,3	115,1	87,7	93,8	82,1
i) Fabrications métalliques et constructions navales	235,7	264,0	278,5	279,3	328,1	328,3	344,1	378,9	403,4	446,2	425,8	417,2	435,5
j) Industries non dénommées ailleurs	105,7	115,5	125,6	136,8	145,1	152,9	156,6	176,5	182,1	205,8	222,6	233,8	232,5
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>849,1</i>	<i>957,6</i>	<i>1.017,6</i>	<i>1.091,9</i>	<i>1.194,5</i>	<i>1.246,8</i>	<i>1.245,0</i>	<i>1.362,5</i>	<i>1.483,4</i>	<i>1.558,2</i>	<i>1.537,6</i>	<i>1.568,1</i>	<i>1.563,1</i>
4. Construction	217,2	227,9	225,4	226,7	237,3	241,7	239,9	276,8	306,7	377,6	354,4	375,7	362,9
5. Electricité, gaz et eau	109,0	107,2	127,9	135,4	148,3	147,2	154,6	159,5	160,5	164,9	171,9	175,0	179,8
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :													
a) Commerce	364,9	399,7	441,8	448,6	503,4	599,1	649,2	671,1	703,2	799,3	856,0	907,5	946,0
b) Services financiers et assurances ...	194,2	222,4	216,1	253,8	276,5	322,1	351,5	355,2	368,6	339,8	373,5	410,7	422,0
c) Immeubles d'habitation	193,3	212,5	234,2	257,9	277,8	294,7	314,9	335,6	357,1	377,8	401,3	436,9	471,8
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>752,4</i>	<i>834,6</i>	<i>892,1</i>	<i>960,2</i>	<i>1.057,7</i>	<i>1.215,8</i>	<i>1.315,5</i>	<i>1.362,0</i>	<i>1.428,9</i>	<i>1.516,9</i>	<i>1.630,9</i>	<i>1.755,1</i>	<i>1.839,8</i>
7. Transports et communications	269,9	287,1	298,8	335,7	362,9	356,2	379,5	423,2	454,5	486,4	518,6	534,8	544,1
8. Services	1.045,8	1.130,7	1.197,8	1.295,2	1.374,3	1.459,5	1.515,3	1.592,5	1.736,7	1.864,2	2.004,8	2.148,7	2.249,7
9. Correction pour investissements par moyens propres	4,9	5,5	5,5	6,1	6,8	7,1	7,6	9,3	11,8	14,1	13,9	13,2	10,5
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	-106,7	-123,4	-126,2	-145,9	-158,1	-184,6	-184,7	-177,9	-178,1	-163,0	-178,5	-197,1	-199,7
11. TVA grevant les produits	278,5	295,4	313,0	330,0	349,2	355,5	378,6	405,3	434,6	460,0	479,5	494,8	504,2
12. Impôts nets liés à l'importation	33,6	41,3	44,9	45,3	47,0	42,0	51,4	48,6	53,7	55,7	60,4	58,2	55,2
Ajustement statistique	21,5	7,8	-0,8	24,4	-6,9	-23,5	-14,0	-23,9	-13,1	-12,1	+6,2	32,0	40,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	3.579,8	3.891,0	4.127,1	4.436,6	4.745,8	4.993,8	5.211,9	5.564,0	6.032,3	6.422,1	6.743,4	7.101,7	7.285,2
13. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	-30,0	-58,4	-62,8	-59,7	-76,4	-59,7	-49,4	-49,7	-34,4	-66,0	-26,4	-40,7	33,1
Produit national brut aux prix du marché	3.549,8	3.832,6	4.064,3	4.376,9	4.669,4	4.934,1	5.162,5	5.514,3	5.997,9	6.356,1	6.717,0	7.061,0	7.318,3

I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

Estimations à prix courants

(milliards de francs)

Source : INS.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
A. Consommation privée :													
1. Produits alimentaires	415,2	471,4	519,7	560,2	593,3	606,6	614,0	623,8	647,3	676,0	705,9	711,4	703,9
2. Boissons	103,4	114,0	121,5	123,8	128,6	132,7	138,3	142,6	149,1	167,8	173,8	183,9	177,7
3. Tabac	37,6	45,1	49,2	53,4	54,4	55,6	54,6	55,7	57,2	58,2	60,8	65,4	66,3
4. Vêtements et effets personnels	187,2	213,6	216,7	224,2	237,7	250,9	263,7	278,6	294,5	326,0	343,4	348,4	346,0
5. Loyers, taxes, eau	258,8	285,2	313,4	340,9	364,9	386,5	410,8	434,9	461,1	486,7	517,9	561,6	606,1
6. Chauffage et éclairage	161,4	179,3	184,6	202,9	220,5	183,0	167,5	155,0	161,6	171,9	189,4	186,7	195,4
7. Articles ménagers durables	224,4	230,9	233,5	242,8	258,5	292,4	314,2	337,5	366,8	397,1	422,9	428,8	416,0
8. Entretien de la maison	98,9	106,4	113,2	120,0	125,6	132,1	135,3	136,9	142,4	148,7	156,0	165,8	171,9
9. Soins personnels et hygiène	252,0	278,4	305,0	324,8	347,2	368,2	387,2	410,1	437,6	466,6	509,0	551,2	584,2
10. Transports	265,5	291,0	315,7	337,8	357,7	352,6	371,0	401,1	440,2	482,9	507,8	537,1	526,7
11. Communications : PTT	19,8	21,9	23,9	26,2	28,4	30,3	33,2	35,1	37,0	39,2	41,5	44,8	47,5
12. Loisirs	209,1	231,8	251,5	272,7	291,3	306,7	327,3	356,7	377,8	412,1	438,8	474,2	483,7
13. Enseignement et recherches	1,8	2,0	2,3	2,6	2,8	3,0	3,1	3,2	3,3	3,5	3,5	3,7	3,7
14. Services financiers	49,9	56,6	53,1	64,6	69,8	80,6	98,3	104,3	114,4	116,6	119,0	126,2	130,0
15. Services divers	20,3	21,3	22,7	25,2	28,0	30,1	34,7	37,2	44,3	47,4	53,8	59,7	61,8
16. Dépenses personnelles à l'étranger	88,2	82,6	88,5	93,3	100,7	107,1	121,0	138,8	139,7	148,5	155,9	173,4	179,5
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 57,6	- 73,1	- 94,8	-101,8	-105,1	-104,8	-114,8	-127,3	-125,5	-128,4	-129,9	-135,4	-142,4
Ajustement statistique	- 2,3	- 9,1	- 32,1	- 38,4	0,7	- 14,8	- 0,9	- 17,6	21,2	- 8,7	- 26,6	- 41,7	- 43,6
Total ...	2.333,8	2.549,3	2.687,5	2.875,4	3.105,1	3.198,7	3.358,6	3.506,4	3.769,9	4.012,1	4.243,0	4.445,4	4.514,3
B. Consommation publique :													
1. Rémunérations et pensions	514,5	546,5	558,8	587,6	626,2	650,3	647,5	652,2	692,6	735,4	792,1	835,9	892,6
2. Achats courants de biens et services	134,8	139,2	147,9	152,8	167,2	173,0	179,1	173,6	169,4	167,1	181,0	169,9	182,6
3. Loyer payé	4,6	5,3	5,5	5,8	6,7	7,3	7,5	8,1	8,1	8,9	9,4	15,6	11,8
4. Amortissement imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	8,8	8,9	9,3	9,8	10,6	11,5	12,7	14,2	16,1	16,6	17,9	18,8	19,4
5. Amortissement mobilier et matériel	3,5	3,7	3,9	4,2	4,4	4,7	5,0	4,9	5,1	5,2	5,2	5,2	5,1
Total ...	666,1	703,5	725,5	760,2	815,2	846,7	851,8	853,0	891,4	933,3	1.005,6	1.045,4	1.111,5
C. Formation intérieure brute de capital :													
1. Agriculture, sylviculture et pêche ..	12,1	15,1	17,0	17,7	18,2	18,9	20,2	19,8	20,8	24,7	18,7	19,9	19,2
2. Industries extractives	2,9	3,3	4,7	5,0	4,0	3,6	1,4	3,3	6,6	9,7	9,9	7,3	6,7
3. Industries manufacturières	100,9	122,4	126,7	140,3	157,5	178,4	191,5	237,7	299,3	368,5	366,9	336,9	247,8
4. Construction	13,8	11,3	8,8	11,3	12,6	15,1	15,2	22,9	25,3	29,7	27,4	27,2	23,8
5. Electricité, gaz et eau	39,0	42,3	40,9	45,5	47,8	41,0	37,8	37,9	46,3	42,1	45,2	55,7	62,3
6. Commerce, banques, assurances ...	72,3	82,1	89,1	101,7	113,7	129,2	147,2	174,0	197,9	213,0	213,3	210,4	196,5
7. Immeubles d'habitation	139,0	131,4	132,7	138,3	152,2	163,8	183,6	230,4	288,4	322,4	324,9	381,0	382,2
8. Transports et communications	101,4	103,4	96,9	102,7	93,0	87,9	89,5	84,9	89,5	98,7	95,7	95,5	129,7
9. Pouvoirs publics et enseignement ..	123,7	123,6	112,6	103,1	95,9	89,5	84,9	91,5	78,7	84,4	94,2	102,5	105,6
10. Autres services	37,7	37,3	39,7	43,5	46,3	55,5	62,8	80,5	100,7	112,3	118,4	120,8	125,2
11. Variations de stocks	- 4,4	7,7	- 21,9	25,5	- 34,9	- 26,7	11,1	23,9	17,6	0,0	- 0,7	12,7	- 0,4
Ajustement statistique	- 0,6	- 2,4	- 7,6	- 9,7	0,2	- 3,5	- 0,2	- 5,0	6,6	- 2,8	- 6,2	- 12,7	- 12,4
Total ...	637,9	677,4	639,4	724,8	706,6	752,7	845,0	1.001,9	1.177,6	1.302,8	1.305,7	1.357,2	1.286,3
D. Exportations nettes de biens et services :													
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	459,7	538,5	508,2	608,8	722,1	653,0	632,3	758,5	1.131,4	1.248,4	1.469,3	1.669,1	1.676,3
2. Exportations de biens et services ..	2.439,0	2.794,3	3.078,9	3.505,2	3.644,9	3.522,9	3.608,8	4.028,8	4.629,8	4.738,9	4.846,5	4.978,1	5.010,6
Exportations totales ...	2.898,7	3.332,8	3.587,1	4.114,0	4.367,0	4.175,9	4.241,1	4.787,3	5.761,2	5.987,3	6.315,8	6.647,2	6.686,9
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	489,7	596,9	571,0	668,5	798,5	712,7	681,7	808,2	1.165,8	1.314,4	1.495,7	1.709,8	1.643,2
4. Importations de biens et services ..	2.497,0	2.833,5	3.004,3	3.429,0	3.525,9	3.327,2	3.452,3	3.826,0	4.436,4	4.565,0	4.657,3	4.724,4	4.637,5
Importations totales ...	2.986,7	3.430,4	3.575,3	4.097,5	4.324,4	4.039,9	4.134,0	4.634,2	5.602,2	5.879,4	6.153,0	6.434,2	6.280,7
Exportations nettes ...	- 88,0	- 97,6	11,8	16,5	42,6	136,0	107,1	153,1	159,0	107,9	162,8	213,0	406,2
Produit national brut aux prix du marché	3.549,8	3.832,6	4.064,3	4.376,9	4.669,4	4.934,1	5.162,5	5.514,3	5.997,9	6.356,1	6.717,0	7.061,0	7.318,3

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

Estimations aux prix de 1985

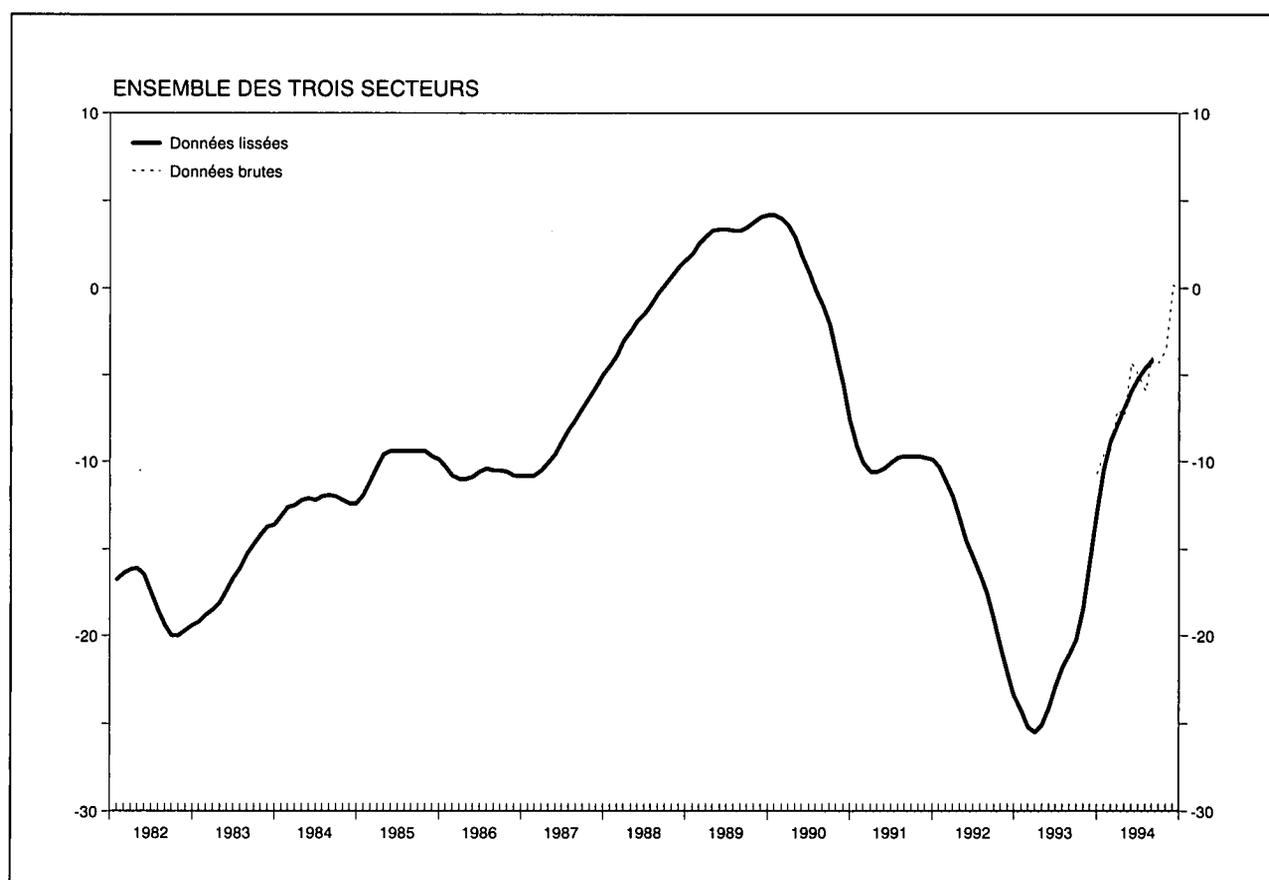
(milliards de francs)

Source : INS.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
A. Consommation privée :													
1. Produits alimentaires	550,1	571,1	573,3	578,5	593,3	599,8	608,5	615,2	622,5	631,3	650,3	660,8	656,6
2. Boissons	130,4	132,9	130,5	129,0	128,6	128,7	133,8	136,8	138,4	148,1	146,9	152,2	146,2
3. Tabac	55,0	59,3	57,5	58,2	54,4	52,2	48,9	49,6	46,9	45,0	45,5	44,3	40,7
4. Vêtements et effets personnels	242,1	258,6	246,1	240,9	237,7	236,1	235,2	238,3	244,5	264,2	271,0	269,4	261,6
5. Loyers, taxes, eau	336,4	343,1	349,7	357,0	364,9	372,9	380,9	390,1	399,4	408,8	419,0	429,5	440,2
6. Chauffage et éclairage	216,9	211,1	205,7	211,3	220,5	215,9	219,8	209,1	208,1	213,3	232,9	233,0	235,7
7. Articles ménagers durables	271,2	269,0	253,2	252,6	258,5	282,1	296,8	314,2	337,9	360,5	375,6	382,9	371,0
8. Entretien de la maison	126,9	129,4	127,5	127,1	125,6	126,5	126,8	127,2	129,0	131,4	134,1	135,2	135,8
9. Soins personnels et hygiène	331,8	337,3	343,0	341,2	347,2	349,8	358,5	373,4	388,1	395,5	405,0	416,7	408,9
10. Transports	348,1	348,5	347,7	354,1	357,7	364,8	377,3	400,1	417,3	440,9	448,5	460,2	438,7
11. Communications : PTT	26,6	26,8	27,4	27,2	28,4	29,2	31,9	33,8	35,7	36,6	38,9	41,5	43,8
12. Loisirs	272,5	287,4	287,2	291,4	291,3	293,9	304,4	325,5	335,0	350,4	356,8	364,8	361,2
13. Enseignement et recherches	2,5	2,6	2,7	2,7	2,8	2,8	2,9	3,0	3,0	3,1	3,1	3,2	3,2
14. Services financiers	65,0	67,8	59,2	67,7	69,8	79,1	95,3	100,1	106,7	105,3	104,3	107,7	108,1
15. Services divers	25,9	25,2	25,0	26,5	28,0	28,4	31,8	33,5	39,0	40,6	44,1	47,3	47,3
16. Dépenses personnelles à l'étranger	112,2	100,0	98,6	99,5	100,7	102,0	112,3	126,0	121,8	122,4	121,7	126,0	124,7
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 73,2	- 88,4	- 105,6	- 108,5	- 105,1	- 99,8	- 106,6	- 115,5	- 109,4	- 105,8	- 101,4	- 98,3	- 98,8
Ajustement statistique	- 22,1	- 22,7	- 18,9	- 9,9	0,7	12,3	14,7	4,5	27,7	- 6,6	2,5	20,2	33,1
Total ...	3.018,5	3.058,9	3.009,9	3.046,3	3.105,1	3.176,9	3.273,1	3.364,7	3.491,6	3.584,9	3.698,8	3.796,5	3.758,1
B. Consommation publique :													
1. Rémunérations et pensions	608,2	606,1	608,5	615,2	626,2	635,4	632,3	630,8	642,6	651,3	662,2	675,9	689,6
2. Achats courants de biens et services	171,3	163,3	163,1	159,3	167,2	172,0	176,9	170,2	159,8	153,1	161,4	147,6	154,1
3. Loyer payé	6,1	6,4	6,2	6,1	6,7	7,1	6,9	7,2	7,0	7,5	7,7	12,0	8,6
4. Amortissement imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	11,5	10,8	10,4	10,3	10,6	11,0	11,7	12,7	13,8	13,8	14,6	14,5	14,2
5. Amortissement mobilier et matériel	4,6	4,5	4,4	4,4	4,4	4,5	4,6	4,4	4,4	4,3	4,2	4,0	3,7
Total ...	801,6	790,9	792,7	795,3	815,2	830,0	832,5	825,3	827,6	830,1	850,1	853,9	870,3
C. Formation intérieure brute de capital :													
1. Agriculture, sylviculture et pêche ..	14,9	17,4	18,2	18,3	18,2	18,6	19,9	19,1	19,5	22,6	16,4	17,4	16,7
2. Industries extractives	3,4	3,7	4,9	5,1	4,0	3,5	1,4	3,2	6,2	8,7	8,6	6,2	5,6
3. Industries manufacturières	118,6	135,8	134,3	143,9	157,5	175,8	189,0	231,3	281,7	339,4	330,3	297,5	216,4
4. Construction	16,6	12,8	9,4	11,7	12,6	14,8	14,8	22,1	23,3	26,8	24,1	23,3	20,2
5. Electricité, gaz et eau	47,0	47,8	44,3	47,4	47,8	41,0	37,9	37,3	43,5	38,6	40,6	48,9	53,8
6. Commerce, banques, assurances ...	89,4	94,3	96,9	105,9	113,7	128,2	145,9	168,9	183,8	191,9	187,6	180,1	166,0
7. Immeubles d'habitation	157,5	148,4	146,0	145,5	152,2	159,3	171,5	209,7	249,6	270,7	268,5	302,0	295,9
8. Transports et communications	124,1	115,7	103,7	105,6	93,0	87,4	88,8	82,7	83,4	89,7	85,2	83,4	112,3
9. Pouvoirs publics et enseignement ..	151,9	138,1	122,4	107,4	95,9	90,3	86,0	90,7	74,5	77,8	85,8	90,1	91,4
10. Autres services	46,5	42,8	43,2	45,4	46,3	55,1	62,4	78,3	93,7	101,5	104,7	103,7	105,8
11. Variations de stocks	- 5,2	9,1	- 24,2	26,9	- 34,9	- 25,2	10,7	22,4	15,5	0,3	- 2,6	10,3	0,0
Ajustement statistique	- 5,5	- 5,6	- 4,4	- 2,5	0,2	2,9	3,7	1,3	8,6	- 2,1	0,8	6,2	9,6
Total ...	759,1	760,2	694,8	760,5	706,6	751,7	831,9	966,8	1.083,5	1.165,9	1.150,0	1.169,1	1.093,8
D. Exportations nettes de biens et services :													
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	604,8	655,8	583,6	648,5	722,1	630,1	596,9	704,3	1.006,1	1.078,1	1.236,6	1.359,5	1.328,2
2. Exportations de biens et services ..	3.283,1	3.325,7	3.417,5	3.604,5	3.644,9	3.845,2	4.096,4	4.445,9	4.772,2	4.968,6	5.097,4	5.294,6	5.380,3
Exportations totales ...	3.887,9	3.981,5	4.001,1	4.253,0	4.367,0	4.475,3	4.693,3	5.150,2	5.778,3	6.046,7	6.334,0	6.654,1	6.708,5
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	643,6	726,3	655,2	712,2	798,5	687,2	643,1	750,5	1.037,2	1.136,0	1.259,8	1.393,9	1.303,7
4. Importations de biens et services ..	3.346,5	3.351,5	3.309,3	3.500,1	3.525,9	3.793,2	4.127,6	4.456,1	4.849,1	5.050,7	5.173,4	5.386,7	5.472,8
Importations totales ...	3.990,1	4.077,8	3.964,5	4.212,3	4.324,4	4.480,4	4.770,7	5.206,6	5.886,3	6.186,7	6.433,2	6.780,6	6.776,5
Exportations nettes ...	- 102,2	- 96,3	36,6	40,7	42,6	- 5,1	- 77,4	- 56,4	- 108,0	- 140,0	- 99,2	- 126,5	- 68,0
Produit national brut aux prix du marché	4.477,1	4.513,7	4.534,0	4.642,8	4.669,4	4.753,5	4.860,2	5.100,4	5.294,7	5.440,8	5.599,6	5.693,0	5.654,2

I - 4. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques



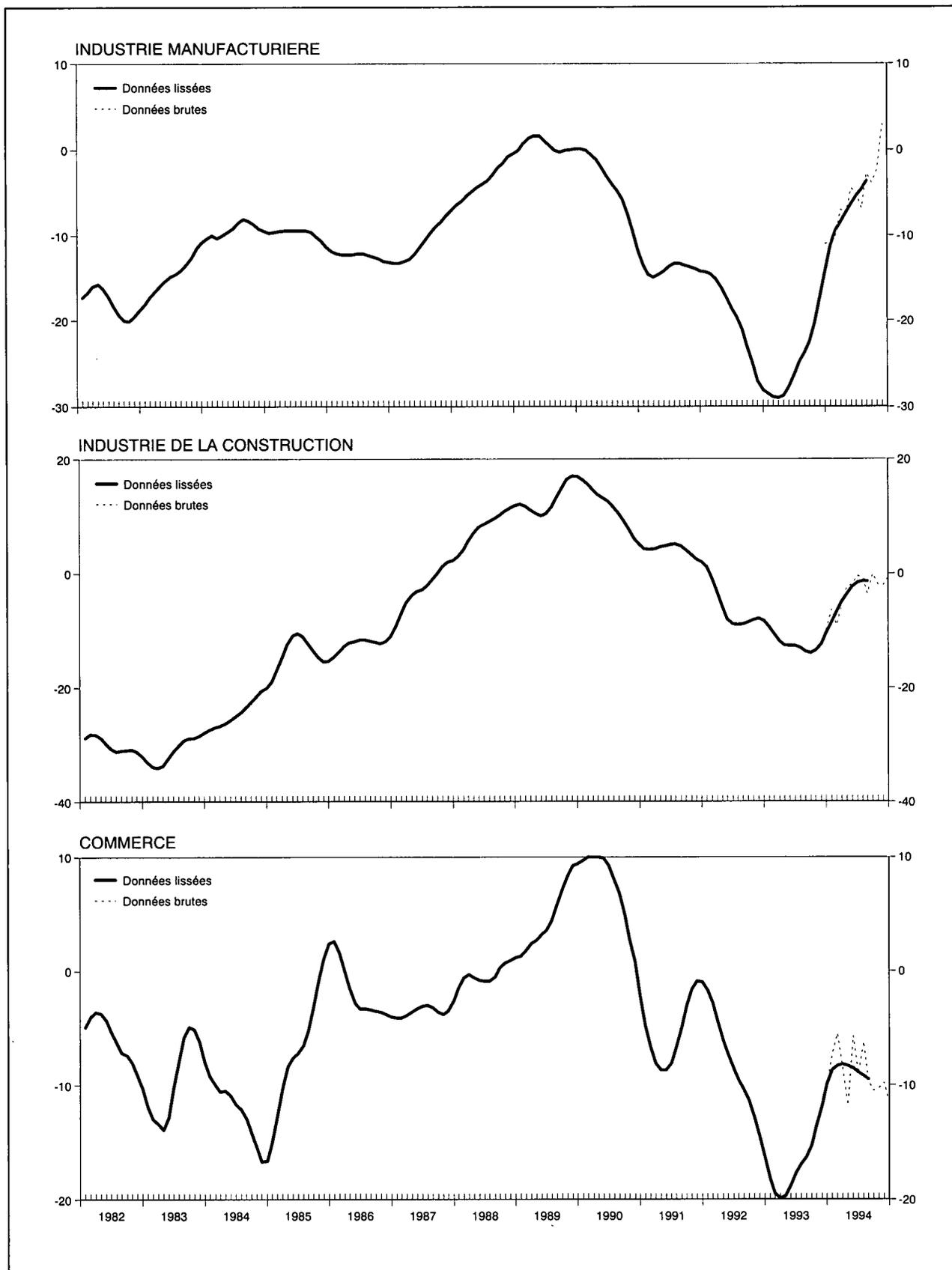
Résultats du mois de décembre

Après une augmentation prononcée en novembre, l'indicateur synthétique brut de la Banque Nationale s'est quasi-stabilisé durant le mois de décembre 1994. Les trois secteurs qui font l'objet d'une enquête mensuelle ont enregistré des évolutions divergentes. Tandis que le climat conjoncturel s'est fortement amélioré dans la construction, une détérioration a été notée dans le commerce. L'indicateur synthétique brut de l'industrie est pour sa part demeuré proche du niveau très élevé atteint le mois précédent.

L'indicateur synthétique lissé qui, grâce à l'élimination des points extrêmes, reflète la tendance fondamentale de la conjoncture, est demeuré orienté à la hausse pour le dix-septième mois consécutif. Le climat conjoncturel évolue toujours positivement dans l'industrie manufacturière. Ceci se reflète dans l'évolution du taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie manufacturière qui, en données corrigées des variations saisonnières, a de nouveau progressé au cours du quatrième trimestre de 1994, s'élevant à 80,3 p.c. soit un niveau proche du dernier sommet atteint à la fin de 1989. Le secteur de la construction, et plus encore celui du commerce, ont continué à pâtir du comportement toujours quelque peu hésitant des décisions d'achats des ménages.

I - 4. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE (suite 1)

Courbes synthétiques



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

	Industrie manufacturière		Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers		Commerce		Courbe globale		Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers ¹	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1991 Décembre	-14,2	-14,9	+ 2,0	+ 1,4	- 1,0	0,0	- 9,9	-10,2	- 1,0	- 1,3
1992 Janvier	-14,3	-11,9	+ 1,1	+ 2,3	- 1,7	- 3,8	-10,3	- 8,6	- 1,3	+ 1,3
Février	-14,5	-12,6	- 0,9	+ 1,7	- 2,8	+ 3,3	-11,1	- 8,1	- 2,4	+ 0,7
Mars	-15,1	-14,6	- 3,4	- 3,4	- 4,4	-13,0	-12,0	-12,7	- 4,0	- 3,0
Avril	-16,1	-14,8	- 5,9	- 8,3	- 6,1	- 8,7	-13,3	-12,9	- 5,7	- 7,3
Mai	-17,3	-19,8	- 8,0	-10,7	- 7,3	- 4,8	-14,5	-16,2	- 7,4	- 9,3
Juin	-18,6	-17,8	- 8,9	- 8,9	- 8,6	- 4,8	-15,5	-14,5	- 8,4	- 7,9
Juillet	-19,6	-19,4	- 9,0	- 6,7	- 9,6	-10,5	-16,5	-16,2	- 8,7	- 8,1
Août	-21,0	-19,9	- 8,9	- 9,9	-10,4	-12,8	-17,6	-17,3	- 9,0	-10,9
Septembre	-23,0	-21,0	- 8,6	-12,9	-11,4	- 9,5	-19,1	-18,1	- 8,8	-13,4
Octobre	-25,0	-27,9	- 8,1	- 8,3	-12,8	-11,0	-20,6	-22,4	- 8,1	- 9,0
Novembre	-27,0	-28,0	- 7,9	- 4,1	-14,5	-17,7	-22,1	-22,9	- 7,6	- 4,8
Décembre	-28,1	-27,3	- 8,3	- 3,7	-16,3	-13,3	-23,4	-21,7	- 7,4	- 4,6
1993 Janvier	-28,5	-31,0	- 9,4	- 7,6	-18,2	-23,3	-24,3	-26,3	- 8,1	- 6,7
Février	-28,9	-30,5	-10,6	-12,1	-19,5	-21,5	-25,2	-26,4	- 9,0	-10,3
Mars	-29,0	-28,3	-11,9	-15,0	-19,9	-16,5	-25,5	-24,5	-10,0	-14,1
Avril	-28,7	-29,0	-12,6	-15,0	-19,7	-20,0	-25,1	-25,6	-10,5	-12,1
Mai	-27,7	-29,8	-12,7	-12,7	-18,8	-27,3	-24,1	-26,9	-10,5	-10,5
Juin	-26,3	-24,3	-12,7	-12,7	-17,7	-15,8	-22,9	-21,3	-10,8	- 9,4
Juillet	-24,8	-26,4	-13,0	- 9,0	-16,9	-18,3	-21,8	-22,6	-11,5	- 7,9
Août	-23,7	-22,8	-13,7	-15,6	-16,3	-16,0	-21,1	-20,7	-12,2	-13,4
Septembre	-22,5	-22,8	-13,9	-15,3	-15,3	-16,0	-20,2	-20,7	-12,6	-15,6
Octobre	-20,3	-23,1	-13,5	-12,1	-13,6	-16,7	-18,4	-20,5	-12,2	-13,2
Novembre	-17,3	-18,6	-12,4	-15,6	-11,8	- 9,0	-15,8	-16,7	-10,9	-11,2
Décembre	-14,2	-11,0	-10,5	-10,0	- 9,9	-10,0	-13,0	-10,7	- 9,1	- 5,6
1994 Janvier	-11,2	-10,8	- 8,6	- 6,3	- 8,7	- 7,3	-10,4	- 9,6	- 7,3	- 4,5
Février	- 9,4	-10,1	- 6,8	- 9,1	- 8,3	- 5,5	- 8,8	- 9,3	- 5,9	- 9,2
Mars	- 8,4	- 7,0	- 5,0	- 5,7	- 8,2	- 8,5	- 7,9	- 7,0	- 4,8	- 6,6
Avril	- 7,3	- 7,5	- 3,6	- 2,4	- 8,3	-11,8	- 6,9	- 7,4	- 3,9	- 4,5
Mai	- 6,3	- 4,5	- 2,4	- 2,0	- 8,5	- 5,7	- 5,9	- 4,3	- 3,2	- 2,5
Juin	- 5,5	- 5,1	- 1,6	- 0,4	- 8,9	- 9,0	- 5,2	- 5,0	- 2,7	- 2,0
Juillet	- 4,6	- 6,9	- 1,4	- 0,7	- 9,2	- 6,2	- 4,6	- 5,9	- 2,4	- 0,4
Août	- 3,7	- 2,8	- 1,4	- 3,6	- 9,5	- 9,7	- 4,2	- 4,0	- 2,4	- 3,5
Septembre .....	.	- 3,9	.	- 0,1	.	-10,5	.	- 4,3	.	- 2,4
Octobre .....	.	- 2,4	.	- 2,0	.	-10,3	.	- 3,5	.	- 2,6
Novembre .....	.	+ 2,9	.	- 2,1	.	- 9,8	.	+ 0,2	.	- 1,8
Décembre .....	.	+ 2,3	.	- 0,6	.	-11,7	.	- 0,2	.	- 3,1

¹ Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 p.c.) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 p.c.). Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun

de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹				
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande				évolution		prévisions		
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	
1992	Décembre ..	-15,1	-13	-25,4	-20	-23,3	-14	-46,3	-49	-47,8	-50	+16,8	+21	-22,4	-22	-28,3	-29	-28,1	-27,3	-18,3	-18	-13,8	-13
1993	Janvier	-15,8	-20	-25,9	-34	-24,4	-26	-47,6	-48	-49,4	-46	+16,5	+21	-23,5	-25	-28,3	-28	-28,5	-31,0	-17,9	-15	-11,9	-6
	Février	-16,0	-18	-25,4	-27	-24,1	-33	-48,3	-49	-50,4	-51	+15,6	+16	-24,4	-25	-28,5	-25	-28,9	-30,5	-17,0	-19	-10,0	-10
	Mars	-15,3	-10	-24,8	-24	-23,3	-21	-48,3	-48	-50,9	-52	+14,4	+15	-24,9	-24	-29,0	-32	-29,0	-28,3	-15,6	-20	-8,1	-13
	Avril	-13,6	-16	-24,1	-25	-22,3	-22	-47,8	-50	-50,9	-55	+13,1	+11	-25,0	-27	-29,5	-26	-28,7	-29,0	-13,9	-14	-6,0	-7
	Mai	-11,6	-16	-23,4	-24	-20,0	-30	-46,9	-48	-50,5	-51	+12,0	+11	-24,8	-25	-30,0	-33	-27,7	-29,8	-12,3	-12	-4,4	-2
	Juin	-9,4	-7	-22,8	-18	-17,0	-12	-45,8	-42	-49,9	-48	+11,4	+12	-24,1	-25	-30,1	-30	-26,3	-24,3	-10,8	-11	-3,1	-4
	Juillet	-8,1	-9	-22,3	-22	-14,6	-18	-44,1	-45	-49,0	-50	+11,0	+14	-23,3	-22	-29,5	-31	-24,8	-26,4	-9,3	-8	-2,3	0
	Août	-7,6	-3	-21,1	-15	-12,3	-12	-42,6	-41	-47,6	-49	+10,5	+10	-22,0	-23	-27,1	-29	-23,7	-22,8	-7,9	-9	-2,0	0
	Septembre ..	-7,1	-6	-19,4	-24	-10,0	-3	-41,0	-45	-45,6	-47	+9,6	+11	-20,8	-19	-23,4	-27	-22,5	-22,8	-6,9	-6	-2,0	-2
	Octobre ...	-6,0	-13	-17,4	-24	-8,0	-20	-39,0	-40	-43,1	-43	+7,9	+9	-19,5	-21	-18,8	-15	-20,3	-23,1	-6,3	-6	-2,0	-2
	Novembre ..	-3,6	-9	-14,9	-15	-4,6	-8	-36,6	-37	-39,6	-40	+5,6	+6	-18,0	-19	-13,5	-15	-17,3	-18,6	-6,0	+1	-1,8	-3
	Décembre ..	-1,1	+4	-13,0	-10	-0,4	+13	-33,6	-34	-35,9	-37	+3,4	+1	-16,3	-16	-9,8	-7	-14,2	-11,0	-6,0	-1	-1,0	-5
1994	Janvier	+1,1	+1	-12,0	-11	+2,9	-4	-30,6	-30	-32,6	-30	+1,5	-1	-14,1	-15	-6,9	+2	-11,2	-10,8	-6,0	-8	0	+2
	Février	+3,0	+2	-10,4	-13	+5,6	+7	-27,9	-27	-29,4	-30	+0,6	+2	-12,3	-11	-4,8	-7	-9,4	-10,1	-5,3	-13	+1,3	0
	Mars	+4,4	+3	-8,4	-4	+7,0	+10	-25,5	-26	-26,9	-27	+0,4	-2	-10,9	-9	-3,6	-5	-8,4	-7,0	-3,8	-6	+3,1	+2
	Avril	+5,5	+9	-6,4	-14	+7,0	+3	-23,6	-23	-24,8	-23	+0,3	0	-10,1	-10	-2,5	-2	-7,3	-7,5	-2,1	0	+5,5	+4
	Mai	+6,4	+7	-4,1	-1	+7,0	+13	-21,8	-22	-22,6	-20	+0,4	+2	-10,0	-10	-1,4	-1	-6,3	-4,5	-0,3	0	+8,0	+9
	Juin	+6,3	+9	-2,8	-2	+6,6	+7	-20,0	-20	-21,0	-24	+0,5	+1	-9,9	-7	+0,4	-3	-5,5	-5,1	+1,0	+2	+10,4	+12
	Juillet	+5,3	0	-2,1	-5	+5,9	-2	-18,5	-18	-19,4	-20	+0,6	0	-9,6	-13	+2,9	+3	-4,6	-6,9	+1,9	+1	+12,3	+12
	Août	+4,4	+6	-1,5	-1	+5,8	+9	-16,8	-16	-17,3	-16	+0,9	-1	-9,4	-11	+5,9	+6	-3,7	-2,8	+3,1	+2	+14,0	+13
	Septembre ..	.	+3	.	-2	.	+4	.	-17	.	-18	.	+1	.	-9	.	+9	.	-3,9	.	+5	.	+15
	Octobre ...	.	0	.	0	.	+3	.	-12	.	-10	.	+5	.	-7	.	+12	.	-2,4	.	+6	.	+20
	Novembre ..	.	+4	.	+8	.	+24	.	-9	.	-8	.	+3	.	-8	.	+15	.	+2,9	.	+8	.	+27
	Décembre ..	.	+8	.	0	.	+10	.	-3	.	-1	.	0	.	-9	.	+13	.	+2,3	.	+12	.	+24

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnées.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes à l'exportation ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1993	1994				1993	1994				1993	1994			
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
Ensemble des industries	- 40	- 22	- 18	- 11	- 6	- 41	- 21	- 17	- 10	- 4	+ 1	+ 1	0	+ 1	0
I. Biens de consommation	- 41	- 27	- 27	- 24	- 18	- 38	- 25	- 25	- 21	- 15	+ 10	+ 23	+ 16	+ 15	+ 16
II. Biens d'investissement	- 46	- 25	- 21	- 14	- 11	- 44	- 24	- 21	- 17	- 9	+ 11	- 10	- 12	- 14	- 13
III. Biens intermédiaires	- 43	- 26	- 19	- 8	- 0	- 47	- 28	- 22	- 10	- 3	- 2	+ 4	+ 3	+ 4	0
Industrie textile	- 33	- 21	- 26	- 18	- 19	- 20	- 19	- 25	- 18	- 21	+ 5	+ 23	+ 25	+ 21	+ 24
dont : Laine	- 86	- 65	- 60	- 50	- 46	- 84	- 62	- 60	- 52	- 53	+ 23	+ 15	+ 31	+ 33	+ 32
Coton	- 18	+ 1	+ 5	- 1	- 18	- 15	- 4	+ 2	- 2	- 23	- 14	+ 25	+ 25	+ 15	+ 22
Bonneterie	- 58	- 42	- 44	- 50	- 49	- 62	- 34	- 39	- 45	- 50	+ 18	+ 15	+ 16	+ 7	- 1
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 37	- 34	- 30	- 28	- 31	- 42	- 31	- 29	- 30	- 39	+ 13	+ 16	+ 7	+ 9	+ 14
dont : Chaussures	- 15	- 63	- 30	- 30	- 37	- 49	- 66	- 48	- 90	- 80	+ 44	+ 29	+ 32	+ 28	+ 65
Habillement	- 42	- 27	- 30	- 28	- 30	- 41	- 28	- 28	- 26	- 37	+ 6	+ 14	+ 2	+ 5	+ 3
Industrie du bois et du meuble en bois	- 39	- 48	- 40	- 42	- 40	- 28	- 33	- 34	- 16	- 6	+ 6	+ 28	+ 29	+ 21	+ 19
dont : Bois	- 40	- 40	- 34	- 35	- 34	- 22	- 14	- 12	+ 13	+ 16	- 17	+ 8	+ 7	+ 5	+ 6
Meubles en bois	- 37	- 53	- 45	- 47	- 44	- 31	- 44	- 47	- 34	- 19	+ 22	+ 42	+ 44	+ 32	+ 28
Papiers et cartons	- 25	- 15	+ 5	+ 14	+ 21	- 16	+ 12	+ 12	+ 16	+ 12	- 2	- 13	- 14	- 2	- 15
dont : Production de papier et carton	- 2	+ 25	+ 47	+ 53	+ 47	- 15	+ 33	+ 28	+ 38	+ 35	+ 32	- 2	- 2	- 5	- 26
Transformation de papier et carton	- 42	- 46	- 26	- 16	0	- 18	- 41	- 27	- 39	- 44	- 29	- 22	- 23	0	- 6
Industrie du cuir	- 80	- 27	- 66	- 49	- 14	- 88	- 11	- 81	- 57	- 9	+ 10	+ 13	+ 14	- 21	+ 14
Transformation de matières plastiques	- 49	- 13	- 20	+ 11	+ 14	- 51	- 9	- 14	+ 5	- 6	+ 35	+ 2	0	+ 6	- 19
Raffinage de pétrole	0	0	+ 13	0	0	0	0	+ 16	0	0	0	- 13	- 26	- 13	0
Production et première transformation des métaux	- 70	- 50	- 38	- 20	- 3	- 67	- 49	- 40	- 21	- 7	- 4	+ 1	- 1	- 4	- 9
dont : Métaux ferreux	- 70	- 56	- 46	- 26	- 5	- 72	- 55	- 44	- 25	- 6	- 10	+ 1	- 1	- 2	- 2
Métaux non ferreux	- 69	- 6	+ 20	+ 20	+ 30	- 45	- 6	+ 4	+ 10	0	+ 27	+ 8	- 3	- 6	- 27
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 31	- 9	0	+ 21	+ 26	- 16	- 18	- 4	+ 3	+ 10	+ 23	- 2	- 9	- 20	- 20
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 40	- 12	- 2	+ 20	+ 23	- 36	- 23	- 13	- 10	- 6	+ 29	- 3	- 9	- 19	- 22
Industrie chimique	0	+ 24	+ 20	+ 24	+ 27	0	+ 20	+ 19	+ 22	+ 28	- 12	- 4	- 5	+ 2	0
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 39	+ 18	+ 32	+ 45	+ 50	+ 30	+ 28	+ 20	+ 42	+ 44	- 39	+ 34	+ 13	+ 47	+ 50
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 48	- 39	- 24	- 32	- 30	- 44	- 24	- 10	- 21	- 19	- 7	+ 32	+ 3	+ 15	+ 28
Construction de machines et de matériel mécanique	- 68	- 35	- 21	- 18	- 17	- 69	- 32	- 25	- 18	- 23	- 3	- 9	- 7	- 2	+ 1
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 95	+ 43	+ 43	+ 42	+ 42	- 96	+ 63	+ 49	+ 45	+ 44	+ 6	+ 4	+ 5	+ 5	+ 5
Machines-outils	- 83	- 74	- 20	+ 18	+ 25	- 83	- 45	- 6	+ 29	+ 21	- 44	- 39	- 32	- 19	+ 2
Machines textiles	- 98	- 67	- 67	- 68	- 69	- 98	- 69	- 67	- 68	- 67	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	- 52	- 19	- 8	- 14	- 21	- 9	- 1	+ 4	+ 9	+ 5	- 10	- 30	- 40	- 15	+ 1
Construction électrique et électronique	- 68	- 42	- 39	- 41	- 33	- 73	- 39	- 33	- 30	- 15	+ 14	- 30	- 15	- 12	- 17
dont : Construction électrique d'équipement	- 58	- 39	- 42	- 46	- 43	- 62	- 36	- 33	- 36	- 30	+ 14	- 37	- 24	- 16	- 20
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 96	- 43	- 30	- 30	- 9	- 98	- 40	- 26	- 17	+ 10	+ 31	+ 56	+ 41	+ 49	+ 5
Construction d'automobiles et pièces détachées	- 53	0	- 10	- 10	0	- 67	- 15	- 10	- 10	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	+ 3	- 26	- 51	- 43	- 28	+ 16	- 41	- 64	- 60	- 23	+ 14	+ 7	+ 24	0	0
dont : Construction navale	- 14	- 40	- 64	- 66	- 52	- 5	- 52	- 77	- 55	- 5	-	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	-100	-100	- 88	- 34	+ 9	-100	-100	-100	0	+100	+ 14	+ 7	+ 24	0	0

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1993		1994			1993		1994			1993		1994			1993		1994		
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Ensemble des industries	10	18	21	18	21	83	72	69	68	63	2	2	5	5	5	2	3	3	2	3
I. Biens de consommation	14	14	19	13	19	76	78	72	75	73	2	3	3	2	2	5	3	3	1	2
II. Biens d'investissement	15	20	27	26	26	77	70	63	64	60	2	3	7	7	7	2	1	3	2	1
III. Biens intermédiaires	8	21	23	17	21	88	63	66	60	52	1	1	4	6	4	1	2	1	2	3
Industrie textile	21	28	25	23	21	63	59	64	68	70	4	6	4	11	3	8	3	2	2	2
dont : Laine	0	26	14	18	15	84	74	80	73	78	0	0	6	9	4	3	4	0	0	0
Coton	37	29	39	32	28	60	54	55	63	65	1	7	3	15	2	0	7	5	1	3
Bonneterie	2	14	12	17	19	68	68	71	65	64	13	16	4	8	7	10	2	2	6	5
Industrie des chaussures et de l'habillement	16	15	23	20	25	75	77	62	69	63	4	4	4	2	2	0	1	3	0	0
dont : Chaussures	49	49	49	63	49	51	51	37	37	51	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Habillement	9	7	18	11	19	80	83	67	76	66	5	4	4	2	3	0	2	3	0	0
Industrie du bois et du meuble en bois	9	20	18	17	21	80	74	71	78	71	4	3	6	5	4	4	3	1	1	1
dont : Bois	21	36	37	35	33	67	54	48	61	57	5	3	9	6	3	4	4	2	0	0
Meubles en bois	1	9	4	3	11	89	88	88	91	82	3	3	4	4	4	4	2	0	2	2
Papiers et cartons	7	37	31	27	40	83	62	53	66	49	0	0	3	0	4	1	1	1	1	2
dont : Production de papier et carton	7	67	57	56	55	91	33	18	42	32	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2
Transformation de papier et carton	7	14	9	6	28	77	84	81	84	62	0	0	6	0	7	2	1	2	1	2
Industrie du cuir	0	0	0	0	0	100	46	48	100	100	0	0	0	0	0	14	65	66	14	14
Transformation de matières plastiques	0	5	34	21	41	100	95	66	59	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	1	22	26	14	18	97	52	63	46	34	0	2	5	6	7	0	1	1	1	3
dont : Métaux ferreux	2	24	26	12	23	97	45	60	43	28	0	2	6	8	8	0	0	0	0	1
Métaux non ferreux	0	24	28	29	0	98	74	70	37	42	0	0	0	0	0	2	2	2	7	9
Industrie des produits minéraux non métalliques	48	50	59	37	40	41	43	31	60	54	2	1	0	0	0	6	4	9	1	4
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	53	51	61	35	40	40	44	36	62	57	2	1	0	0	0	1	1	1	2	1
Industrie chimique	0	0	0	0	0	98	96	97	97	96	0	0	0	0	0	0	1	1	1	3
Production de fibres artificielles et synthétiques	44	40	46	47	52	56	60	54	0	0	0	0	0	0	0	0	48	54	53	48
Fabrication d'ouvrages en métaux	6	17	22	16	17	86	74	69	69	66	4	1	3	5	0	2	4	2	7	5
Construction de machines et de matériel mécanique	2	13	17	26	28	90	80	70	62	56	3	3	6	4	6	3	1	2	2	1
dont : Machines et tracteurs agricoles	3	4	5	3	3	96	93	94	94	93	1	1	1	0	0	0	2	1	3	3
Machines-outils	9	0	15	9	42	80	100	84	90	16	0	0	1	1	1	11	0	0	0	0
Machines textiles	0	0	52	45	53	99	99	47	55	46	2	0	2	2	0	1	1	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	0	18	8	26	31	92	80	67	50	48	13	0	12	17	17	5	2	8	0	5
Construction électrique et électronique	2	13	8	19	24	96	84	91	76	75	0	1	15	14	15	1	2	1	1	1
dont : Construction électrique d'équipement	3	10	8	26	15	94	85	90	72	83	0	1	21	21	22	2	3	2	2	2
Appareils électroménagers, radio, télévision	0	12	0	0	44	100	88	100	89	56	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	47	28	56	28	28	53	72	44	48	72	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	0	0	13	0	13	78	72	65	60	35	0	6	0	6	6	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	12	0	0	100	100	88	77	41	0	0	0	0	12	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	0	0	0	0	36	100	100	100	100	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1993		1994			1993		1994			1993		1994		
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
Ensemble des industries	+ 47	+ 37	+ 33	+ 27	+ 26	75,7	77,2	78,6	79,4	80,0	2,9	2,8	2,9	2,9	2,9
I. Biens de consommation	+ 49	+ 42	+ 45	+ 43	+ 51	76,9	77,3	77,1	75,2	78,1	2,1	2,1	2,1	2,2	2,2
II. Biens d'investissement	+ 52	+ 46	+ 34	+ 29	+ 31	74,7	74,9	77,3	79,5	79,2	4,3	4,0	4,0	4,0	4,0
III. Biens intermédiaires	+ 48	+ 32	+ 26	+ 20	+ 12	74,6	78,6	80,5	81,9	81,5	1,9	2,0	2,0	2,0	2,1
Industrie textile	+ 32	+ 29	+ 32	+ 28	+ 27	75,9	78,2	78,8	78,8	79,4	1,9	1,8	1,7	1,8	1,8
dont : Laine	+ 62	+ 63	+ 67	+ 60	+ 61	64,8	71,9	69,2	72,2	72,9	1,2	1,3	1,3	1,3	1,3
Coton	+ 23	+ 17	+ 25	+ 25	+ 14	83,0	81,5	83,9	84,5	85,1	2,7	2,2	2,2	2,2	2,0
Bonneterie	+ 38	+ 48	+ 49	+ 42	+ 47	69,2	66,4	69,4	69,0	67,2	1,6	1,8	1,5	1,4	1,4
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 59	+ 62	+ 59	+ 59	+ 64	70,4	70,5	69,9	73,2	74,6	2,0	2,0	1,7	2,0	2,0
dont : Chaussures	+ 27	+ 22	+ 37	+ 19	+ 51	80,9	80,4	80,1	84,2	77,5	2,9	2,7	1,8	3,0	2,8
Habillement	+ 65	+ 70	+ 64	+ 67	+ 67	68,1	68,5	67,8	70,9	74,0	1,8	1,8	1,7	1,8	1,8
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 54	+ 49	+ 44	+ 47	+ 36	80,7	80,4	80,2	79,2	80,2	1,4	1,4	1,5	1,6	1,6
dont : Bois	+ 55	+ 50	+ 39	+ 34	+ 29	83,3	81,3	84,3	81,7	82,2	1,6	1,8	1,8	1,8	1,8
Meubles en bois	+ 52	+ 48	+ 46	+ 57	+ 41	78,9	79,8	77,2	77,3	78,7	1,3	1,2	1,2	1,5	1,5
Papiers et cartons	+ 58	+ 55	+ 35	+ 49	+ 39	78,8	79,4	83,4	83,2	81,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,3
dont : Production de papier et carton	+ 42	+ 31	+ 17	+ 37	+ 11	84,3	92,0	90,3	90,5	87,7	0,9	1,0	1,2	1,6	1,6
Transformation de papier et carton	+ 71	+ 74	+ 48	+ 58	+ 59	74,7	69,8	78,0	77,6	77,3	0,9	1,0	1,1	1,0	1,0
Industrie du cuir	+ 96	- 40	- 38	+ 15	+ 31	74,1	83,3	80,6	78,3	73,9	1,7	2,3	2,0	1,9	2,0
Transformation de matières plastiques	- 24	+ 33	+ 42	- 16	- 39	77,8	81,3	81,0	79,9	78,6	2,4	2,3	2,0	2,2	2,2
Production et première transformation des métaux	+ 65	+ 34	+ 23	+ 23	+ 14	70,5	77,9	80,8	82,9	82,0	1,9	2,1	2,3	2,2	2,4
dont : Métaux ferreux	+ 67	+ 26	+ 21	+ 20	+ 19	69,6	77,1	80,1	82,5	81,3	1,9	2,0	2,2	2,1	2,4
Métaux non ferreux	+ 61	+ 65	+ 8	+ 18	+ 3	75,2	84,5	87,9	90,4	89,5	1,9	2,0	2,0	2,0	2,0
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 43	+ 22	+ 4	- 6	- 3	81,6	85,8	86,2	87,1	87,2	2,0	2,1	2,2	2,2	2,2
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 48	+ 31	+ 14	- 1	- 1	80,3	84,4	85,2	86,1	86,0	2,0	2,1	2,2	2,2	2,2
Industrie chimique	+ 26	+ 18	+ 23	+ 4	+ 8	76,7	77,3	77,6	81,1	80,9	-	-	-	-	-
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 44	0	0	- 53	- 12	91,0	93,2	92,9	100,0	98,6	2,0	2,2	2,3	2,5	2,5
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 66	+ 54	+ 42	+ 38	+ 48	70,9	68,5	73,8	79,3	74,1	3,2	3,2	3,3	3,4	3,4
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 53	+ 43	+ 39	+ 29	+ 33	72,3	72,8	74,1	77,6	76,7	3,6	3,6	3,7	3,6	3,7
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 98	+ 94	+ 91	+ 47	+ 92	61,3	65,2	69,1	70,7	65,2	6,7	6,9	6,7	6,7	6,6
Machines-outils	+ 33	+ 17	+ 56	+ 10	- 3	84,4	80,8	79,4	78,5	87,4	3,8	3,5	3,6	3,8	4,0
Machines textiles	+ 97	+ 24	+ 15	0	0	78,9	84,2	84,2	90,3	85,9	4,7	5,0	5,2	5,3	5,3
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 40	+ 33	+ 33	+ 18	+ 5	69,9	70,2	70,1	75,6	74,6	3,4	3,0	2,7	2,5	2,6
Construction électrique et électronique	+ 75	+ 72	+ 45	+ 46	+ 56	71,8	69,6	76,2	76,0	77,7	3,9	3,6	3,8	3,8	3,8
dont : Construction électrique d'équipement	+ 69	+ 62	+ 30	+ 32	+ 39	72,9	69,2	77,9	77,5	79,2	5,0	4,5	4,5	4,6	4,6
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 98	+ 98	+ 88	+ 80	+ 98	70,0	70,1	71,6	72,1	74,9	1,3	1,4	2,2	2,2	2,2
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 28	0	+ 25	+ 29	+ 29	92,2	92,7	93,9	75,2	90,9	4,0	4,2	4,1	4,0	4,0
Construction d'autre matériel de transport	+ 28	+ 53	+ 72	+ 65	+ 65	72,0	75,0	63,3	64,8	68,0	11,6	10,5	10,0	9,5	9,4
dont : Construction navale	+ 8	+ 11	+ 47	+ 46	+ 45	76,2	81,7	63,6	65,3	75,3	3,2	3,6	4,3	4,6	4,6
Construction de cycles et motocycles	+100	+100	+100	+ 64	+ 64	52,1	61,9	50,3	53,5	65,6	1,8	1,7	1,8	1,7	2,0

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prév. de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prév. de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prév. des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1993		1994			1993		1994			1993		1994		
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
Ensemble des industries	- 7	- 3	+ 7	+ 12	+ 17	- 18	- 8	- 8	- 12	- 11	- 1	+ 8	+ 14	+ 26	+ 28
I. Biens de consommation	+ 5	- 8	- 5	+ 2	+ 9	- 28	- 15	- 22	- 17	- 17	- 2	- 2	0	+ 8	+ 11
II. Biens d'investissement	- 20	+ 1	+ 10	+ 9	+ 13	- 21	- 6	- 2	- 4	- 2	- 2	- 1	+ 2	+ 17	+ 20
III. Biens intermédiaires	- 11	- 4	+ 14	+ 23	+ 26	- 11	- 6	- 4	- 21	- 20	+ 3	+ 29	+ 40	+ 50	+ 50
Industrie textile	- 5	- 9	+ 2	- 4	- 2	- 1	- 9	- 5	- 3	- 3	+ 1	+ 12	+ 6	+ 16	+ 26
dont : Laine	- 11	- 49	- 12	- 26	- 14	+ 15	- 28	- 15	- 14	- 9	- 28	+ 7	+ 5	+ 11	+ 8
Coton	+ 1	- 7	+ 6	- 6	- 2	+ 4	- 11	- 1	- 3	- 4	+ 25	+ 22	+ 17	+ 27	+ 44
Bonneterie	- 45	- 35	- 24	- 27	- 24	- 50	- 19	- 17	- 20	- 22	- 9	+ 2	- 4	- 9	- 6
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 19	- 20	- 21	- 21	- 12	- 25	- 23	- 23	- 24	- 22	- 4	+ 6	+ 1	+ 8	+ 9
dont : Chaussures	- 34	- 29	- 12	- 14	- 5	+ 8	- 21	- 21	- 16	- 16	- 25	+ 7	+ 5	+ 17	+ 20
Habillement	- 15	- 18	- 23	- 22	- 14	- 33	- 23	- 23	- 26	- 24	+ 1	+ 5	0	+ 7	+ 7
Industrie du bois et du meuble en bois	- 23	- 23	- 11	- 19	- 13	- 28	- 16	- 19	- 17	- 18	+ 14	+ 6	+ 13	+ 37	+ 45
dont : Bois	- 25	- 19	0	- 18	- 19	- 27	- 2	- 13	- 9	- 14	+ 5	+ 17	+ 36	+ 52	+ 55
Meubles en bois	- 21	- 26	- 20	- 19	- 7	- 28	- 28	- 24	- 22	- 21	+ 20	- 2	- 3	+ 26	+ 37
Papiers et cartons	- 1	+ 11	+ 15	+ 13	+ 23	- 26	- 6	- 4	- 7	- 7	- 7	+ 33	+ 59	+ 73	+ 75
dont : Production de papier et carton	+ 13	+ 13	+ 22	+ 26	+ 47	- 15	- 2	- 14	- 7	- 7	+ 21	+ 41	+ 66	+ 73	+ 85
Transformation de papier et carton	- 12	+ 10	+ 9	+ 4	+ 5	- 33	- 8	+ 4	- 7	- 8	- 29	+ 27	+ 53	+ 72	+ 66
Industrie du cuir	- 70	+ 3	+ 13	+ 12	+ 53	- 19	0	- 41	- 6	0	+ 4	+ 51	0	0	0
Transformation de matières plastiques	- 18	- 7	+ 2	+ 9	+ 35	+ 1	0	+ 5	- 15	- 1	- 6	+ 1	+ 11	+ 33	+ 33
Raffinage de pétrole	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 14	- 3	+ 28	+ 47	+ 48	- 12	- 6	- 4	- 40	- 37	+ 12	+ 47	+ 62	+ 71	+ 68
dont : Métaux ferreux	- 8	- 7	+ 34	+ 53	+ 52	- 14	- 4	- 3	- 54	- 55	+ 25	+ 54	+ 77	+ 83	+ 78
Métaux non ferreux	- 44	+ 21	+ 19	+ 42	+ 49	- 5	- 5	- 2	+ 23	+ 35	- 53	+ 44	+ 36	+ 61	+ 52
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 17	+ 7	+ 15	+ 15	+ 25	- 21	- 4	- 4	- 9	- 6	+ 20	+ 6	+ 15	+ 46	+ 50
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 24	+ 6	+ 11	+ 12	+ 21	- 19	- 5	- 4	- 9	- 7	+ 19	+ 5	+ 13	+ 44	+ 47
Industrie chimique	+ 3	+ 3	+ 4	+ 17	+ 18	- 1	0	0	+ 1	0	- 3	+ 3	+ 11	+ 18	+ 19
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	+ 33	+ 26	+ 24	+ 42	0	+ 4	0	+ 17	+ 50	- 5	+ 33	+ 50	+ 81	+ 50
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 24	- 5	+ 1	- 2	+ 5	- 29	- 13	- 8	- 13	- 1	- 15	- 7	- 5	+ 15	+ 21
Construction de machines et de matériel mécanique	- 16	0	+ 3	+ 7	+ 12	- 22	- 10	+ 5	+ 5	+ 7	0	- 11	- 3	+ 7	+ 13
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 2	+ 60	+ 47	+ 45	+ 47	- 4	+ 31	+ 33	+ 4	+ 4	- 5	- 17	- 8	+ 18	+ 8
Machines-outils	- 13	+ 35	+ 40	+ 57	+ 68	- 17	- 7	+ 22	+ 43	+ 50	- 11	+ 16	+ 7	+ 26	+ 41
Machines textiles	- 59	- 35	- 59	- 62	- 52	- 68	- 50	- 20	- 5	- 8	+ 1	- 45	- 30	- 15	0
Moteurs, compresseurs, pompes	0	- 4	+ 14	+ 18	+ 39	- 12	+ 3	+ 3	+ 6	+ 18	+ 17	- 9	- 3	+ 7	+ 6
Construction électrique et électronique	- 14	+ 2	+ 23	+ 32	+ 32	- 47	- 14	- 18	- 17	- 27	- 42	- 4	+ 1	- 3	- 10
dont : Construction électrique d'équipement	- 34	- 3	+ 17	+ 12	+ 10	- 29	- 6	- 8	- 7	- 21	- 32	+ 10	+ 8	+ 14	+ 18
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 38	+ 17	+ 41	+ 85	+ 91	- 94	- 35	- 44	- 39	- 40	- 81	- 35	- 12	- 44	- 82
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 57	+ 5	- 4	+ 15	+ 15	- 25	0	- 37	- 9	- 13	+ 14	0	+ 5	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 10	- 29	- 24	- 19	- 10	+ 6	- 31	- 28	- 21	- 21	+ 22	- 5	- 17	+ 5	+ 3
dont : Construction navale	- 44	- 31	- 26	- 27	- 31	+ 12	+ 2	- 12	+ 5	0	+ 36	- 9	- 7	+ 18	+ 15
Construction de cycles et motocycles	- 50	- 68	- 58	- 23	+ 36	0	- 66	- 46	+ 24	+ 36	+ 20	0	+ 10	+ 12	+ 36

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1992 Décembre ..	-17,0	-17	-22,8	-33	-21,9	-26	-48,0	-53	-43,8	-49	+20,6	+25	-17,0	-17	-20,1	-25	-26,6	-30,6	-14,0	-15	-6,5	-5
1993 Janvier	-16,3	-21	-24,8	-21	-21,6	-22	-49,6	-49	-44,8	-44	+18,9	+27	-17,3	-14	-19,4	-18	-26,8	-27,0	-14,8	-13	-5,5	-4
Février	-14,1	-18	-26,6	-31	-20,8	-18	-49,8	-54	-45,0	-49	+16,6	+13	-18,0	-16	-19,4	-11	-26,5	-26,3	-15,0	-19	-5,0	-5
Mars	-11,9	0	-27,8	-26	-19,8	-9	-49,3	-47	-45,0	-44	+14,5	+12	-19,0	-19	-19,8	-22	-26,2	-22,4	-14,5	-21	-4,8	-10
Avril	-9,6	-4	-28,0	-28	-18,8	-32	-48,1	-54	-44,5	-48	+13,5	+14	-20,0	-24	-20,1	-16	-25,8	-27,5	-13,4	-15	-4,3	-5
Mai	-8,5	-9	-27,5	-30	-18,0	-19	-46,8	-47	-43,9	-42	+13,5	+11	-20,6	-23	-20,9	-21	-25,4	-25,3	-11,8	-11	-3,8	0
Juin	-8,4	-10	-26,5	-24	-17,6	-17	-46,0	-46	-43,6	-42	+13,5	+16	-20,3	-21	-21,1	-23	-25,0	-24,9	-9,8	-7	-3,3	-2
Juillet	-8,3	-8	-25,3	-31	-17,1	-18	-45,1	-45	-43,4	-44	+13,4	+16	-19,3	-17	-20,4	-24	-24,4	-25,4	-8,3	-7	-3,0	-3
Août	-8,3	-8	-23,5	-24	-16,1	-15	-43,3	-45	-42,6	-46	+12,8	+13	-18,1	-20	-18,9	-20	-23,2	-23,9	-7,1	-10	-2,8	-4
Septembre ..	-8,1	-14	-21,9	-20	-14,0	-5	-40,9	-42	-41,4	-43	+11,8	+13	-16,8	-16	-16,8	-17	-21,8	-21,3	-6,1	-4	-1,9	-3
Octobre ...	-7,5	-8	-20,1	-22	-10,9	-17	-38,4	-36	-39,4	-38	+10,3	+10	-15,3	-17	-13,6	-11	-19,5	-19,9	-5,5	-7	-0,6	+7
Novembre ..	-6,4	-8	-18,0	-19	-7,8	-13	-35,3	-36	-36,1	-39	+8,1	+9	-13,8	-14	-10,3	-14	-16,8	-19,0	-5,0	-3	+0,6	+2
Décembre ..	-4,1	-4	-15,9	-14	-5,0	+9	-32,4	-34	-32,9	-32	+6,3	+3	-12,3	-10	-7,5	-4	-14,4	-11,5	-4,8	-5	+1,9	-1
1994 Janvier	-0,9	-3	-13,5	-15	-3,5	-4	-29,8	-28	-29,9	-28	+4,9	+5	-11,1	-11	-5,1	-1	-11,8	-11,9	-4,8	0	+2,9	+6
Février	+1,9	+5	-10,9	-11	-2,5	-3	-27,0	-27	-27,4	-28	+4,1	+4	-10,8	-11	-4,0	-5	-9,7	-10,5	-4,6	-7	+3,6	0
Mars	+4,0	+5	-8,3	-3	-0,8	+7	-25,0	-24	-25,9	-25	+4,0	+4	-10,9	-8	-4,1	-6	-8,6	-7,3	-4,1	-8	+5,0	+4
Avril	+4,9	+11	-6,1	-9	+0,9	-3	-23,5	-21	-24,3	-18	+3,9	+3	-11,8	-9	-4,0	-2	-7,7	-6,8	-3,1	-4	+6,8	+5
Mai	+4,4	+4	-4,4	-4	+2,1	+8	-22,1	-24	-22,6	-23	+3,8	+4	-13,1	-12	-3,6	-1	-7,2	-7,0	-1,9	-2	+8,1	+11
Juin	+3,4	+6	-3,3	-2	+2,8	+2	-20,6	-22	-20,6	-25	+3,8	+7	-14,4	-17	-2,5	-6	-6,9	-8,9	-0,5	+1	+9,4	+10
Juillet	+2,1	+2	-2,6	-5	+2,4	+5	-18,8	-17	-17,6	-20	+3,8	+2	-14,9	-18	-0,3	-6	-6,4	-7,6	+0,9	+2	+10,0	+10
Août	+1,0	-5	-1,5	-1	+2,0	-1	-16,4	-14	-14,1	-10	+4,1	+1	-14,0	-16	+2,0	+3	-5,8	-5,6	+2,4	0	+10,6	+8
Septembre ..	.	0	.	+2	.	+2	.	-19	.	-14	.	+4	.	-11	.	+6	.	-4,8	.	+8	.	+10
Octobre ...	.	-5	.	-8	.	-2	.	-10	.	-5	.	+8	.	-4	.	+4	.	-4,8	.	+3	.	+15
Novembre ..	.	+2	.	+6	.	+11	.	-6	.	-5	.	+8	.	-8	.	+10	.	+0,3	.	+7	.	+20
Décembre ..	.	+4	.	+3	.	+11	.	-6	.	-1	.	+6	.	-10	.	+8	.	+0,4	.	+9	.	+19

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

	Evolution						Appréciation						Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	rythme de production		commandes du marché intérieur		commandes à l'exportation		carnet de commandes total		carnet de commandes à l'exportation		stocks de produits finis		emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1992 Décembre ..	-16,8	-16	-24,5	+12	-29,5	+1	-58,8	-61	-54,8	-57	+9,9	+11	-29,4	-30	-43,5	-43	-33,4	-25,6	-31,0	-33	-27,3	-32
1993 Janvier	-16,4	-22	-24,8	-24	-31,0	-35	-59,3	-61	-54,9	-54	+8,6	+7	-28,8	-31	-41,4	-38	-33,0	-34,0	-27,1	-32	-21,9	-11
Février	-14,6	-3	-24,1	-30	-31,6	-35	-58,8	-56	-55,0	-55	+7,5	+4	-27,8	-25	-41,4	-35	-32,5	-30,4	-22,3	-19	-14,9	-19
Mars	-12,9	-19	-23,4	-23	-30,3	-31	-58,3	-57	-54,9	-55	+7,1	+7	-26,8	-26	-43,1	-50	-31,9	-33,5	-16,9	-16	-8,0	-14
Avril	-11,1	-16	-23,3	-23	-26,8	-19	-57,3	-62	-54,4	-57	+7,4	+4	-26,1	-27	-45,5	-38	-31,6	-30,8	-13,0	0	-2,5	+1
Mai	-8,0	-5	-22,6	-35	-21,6	-34	-56,1	-55	-53,6	-52	+7,6	+9	-25,6	-26	-48,5	-54	-30,9	-33,8	-10,9	-9	+2,6	+3
Juin	-5,9	+1	-21,4	-18	-15,8	-9	-55,1	-57	-52,4	-54	+7,9	+9	-24,9	-27	-49,3	-50	-29,8	-27,9	-9,6	-11	+5,9	+9
Juillet	-4,3	-13	-20,1	-29	-10,9	-15	-53,8	-54	-50,8	-52	+8,0	+8	-24,1	-22	-47,5	-56	-28,6	-31,1	-8,4	-17	+7,4	+8
Août	-2,6	-1	-18,1	-19	-5,3	-2	-52,4	-51	-49,3	-48	+8,0	+8	-23,4	-23	-44,1	-42	-26,6	-24,3	-6,9	-8	+8,1	+9
Septembre ..	-2,3	-2	-15,9	-12	+1,0	+19	-51,1	-52	-47,8	-43	+7,4	+8	-23,0	-23	-38,9	-44	-24,6	-20,6	-5,6	-4	+8,4	+8
Octobre ...	-2,4	-3	-14,9	-18	+6,4	-34	-49,9	-49	-46,8	-46	+6,1	+10	-22,8	-39	-33,3	-31	-22,9	-28,8	-4,6	0	+8,6	+7
Novembre ..	-2,5	-24	-12,9	-3	+10,8	+13	-48,8	-50	-46,4	-48	+4,9	+3	-22,1	-35	-27,4	-27	-21,4	-22,1	-4,4	+5	+8,9	+13
Décembre ..	-2,4	+33	-11,6	+9	+10,9	+15	-47,8	-43	-46,3	-43	+3,9	-4	-21,1	-20	-21,8	-22	-19,9	-8,4	-4,6	-5	+8,9	+9
1994 Janvier	-2,1	-1	-12,9	-17	+7,6	-13	-46,9	-45	-46,3	-48	+3,9	-3	-19,9	-15	-16,6	-11	-18,8	-18,4	-4,5	-8	+8,6	+11
Février	-2,0	-13	-12,3	-30	+4,5	+12	-46,4	-47	-45,9	-46	+4,6	+9	-18,9	-21	-11,4	-17	-17,5	-21,4	-3,1	-17	+8,4	+5
Mars	-2,0	-3	-11,5	-1	+1,5	0	-45,3	-53	-44,5	-47	+5,4	+5	-17,9	-18	-6,8	-6	-16,0	-16,6	-0,9	+4	+9,4	+5
Avril	-1,8	+9	-10,8	-19	0	0	-43,4	-46	-42,4	-43	+5,9	+6	-16,9	-15	-2,5	-1	-14,9	-15,1	+1,4	+4	+12,0	+8
Mai	-1,3	+3	-8,1	-7	0	0	-41,4	-37	-40,0	-37	+5,8	+14	-15,8	-20	+2,3	+7	-13,8	-13,1	+3,3	-2	+15,9	+20
Juin	-0,5	-4	-6,6	+10	-0,6	-5	-39,0	-39	-37,6	-39	+5,3	+3	-14,3	-7	+6,6	-1	-12,1	-11,0	+4,5	+8	+21,3	+18
Juillet	+0,5	-5	-6,4	-11	+1,5	-10	-37,0	-36	-35,6	-36	+4,8	+8	-13,5	-12	+10,8	+14	-10,3	-13,0	+6,3	+14	+26,6	+27
Août	+2,0	+1	-5,3	+5	+7,0	+22	-35,3	-39	-33,8	-34	+4,1	+4	-13,8	-15	+15,4	+14	-8,4	-6,3	+9,0	+4	+31,3	+32
Septembre ..	.	+9	.	-6	.	+22	.	-33	.	-32	.	+3	.	-9	.	+17	.	-4,4	.	+2	.	+38
Octobre ...	.	+17	.	-8	.	-5	.	-31	.	-29	.	+5	.	-24	.	+26	.	-7,4	.	+16	.	+37
Novembre ..	.	-1	.	+35	.	+26	.	-27	.	-25	.	-1	.	-17	.	+30	.	+2,8	.	+18	.	+43
Décembre ..	.	+11	.	+1	.	+8	.	-19	.	-19	.	-2	.	-24	.	+29	.	-1,4	.	+28	.	+43

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1993	1994				1993	1994			
	Décembre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Décembre	Décembre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Décembre
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 36	- 20	- 15	- 12	- 10	+ 3	+ 6	+ 3	+ 7	+ 6
I. Biens de consommation	- 42	- 30	- 28	- 30	- 24	+ 10	+ 23	+ 16	+ 14	+ 14
II. Biens d'investissement	- 52	- 37	- 30	- 23	- 18	+ 1	- 5	- 3	0	+ 1
III. Biens intermédiaires	- 23	+ 1	+ 8	+ 14	+ 11	- 1	+ 4	- 1	+ 6	+ 3
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 20	- 19	- 21	- 14	- 17	- 1	+ 20	+ 16	+ 13	+ 14
Industrie de la transformation du bois	- 44	- 51	- 42	- 51	- 49	+ 15	+ 34	+ 36	+ 27	+ 24
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 17	- 31	- 6	- 1	+ 4	- 9	- 10	- 29	- 19	- 19
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 12	+ 20	+ 17	+ 21	+ 18	- 5	- 5	- 8	+ 4	- 1
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 33	- 19	- 7	+ 18	+ 25	- 8	- 11	- 7	- 22	- 20
Industrie des fabrications métalliques	- 56	- 35	- 27	- 25	- 19	+ 7	+ 1	0	+ 8	+ 9
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 48	- 39	- 35	- 28	- 23	- 5	+ 8	+ 4	0	- 5
I. Biens de consommation	- 32	+ 3	- 18	- 14	- 11	+ 6	+ 6	+ 5	+ 10	+ 7
II. Biens d'investissement	- 39	- 28	- 20	- 18	- 21	+ 6	+ 8	0	- 8	- 14
III. Biens intermédiaires	- 48	- 44	- 40	- 26	- 13	- 12	0	+ 2	0	- 6
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 90	- 41	- 53	- 28	- 18	+ 35	+ 42	+ 44	+ 44	+ 48
Industrie de la transformation du bois	- 44	+ 7	- 18	- 3	+ 5	- 2	- 3	0	+ 12	+ 17
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 17	0	+ 2	+ 7	+ 2	+ 25	+ 1	+ 14	+ 22	- 1
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 2	+ 1	+ 8	+ 28	+ 43	- 26	0	+ 1	- 4	- 17
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 26	+ 2	+ 7	+ 13	+ 17	+ 27	- 9	- 15	- 10	- 14
Industrie des fabrications métalliques	- 47	- 42	- 36	- 37	- 40	- 2	+ 19	+ 11	- 3	- 11

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1993	1994				1993	1994				1993	1994			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 45	+ 36	+ 30	+ 31	+ 30	76,7	78,2	79,9	80,5	80,4	2,7	2,6	2,6	2,7	2,7
I. Biens de consommation	+ 38	+ 29	+ 28	+ 38	+ 40	80,8	81,3	81,4	80,0	80,7	1,6	1,7	1,6	1,7	1,7
II. Biens d'investissement	+ 58	+ 44	+ 39	+ 38	+ 42	71,9	72,9	76,1	78,9	78,5	4,4	4,3	4,3	4,4	4,5
III. Biens intermédiaires	+ 32	+ 26	+ 18	+ 4	- 4	77,1	79,4	81,2	83,6	83,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,1
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 32	+ 36	+ 36	+ 33	+ 34	77,3	77,6	77,7	79,0	80,1	2,1	1,9	1,9	2,0	2,0
Industrie de la transformation du bois	+ 57	+ 53	+ 49	+ 52	+ 40	78,7	79,2	78,1	78,2	78,6	1,4	1,5	1,6	1,7	1,6
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 66	+ 62	+ 50	+ 47	+ 28	73,8	73,7	78,5	79,6	77,2	1,2	1,2	1,4	1,4	1,4
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 51	+ 44	+ 32	+ 32	+ 31	72,6	80,7	83,2	84,2	81,7	2,4	2,8	2,7	2,5	2,6
Industrie des fabrications métalliques	+ 51	+ 31	+ 23	+ 31	+ 33	76,5	77,5	80,5	80,5	80,7	3,4	3,3	3,3	3,4	3,5
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 65	+ 37	+ 35	+ 34	+ 29	71,9	74,0	76,2	78,6	77,5	2,7	2,6	2,6	2,6	2,7
I. Biens de consommation	+ 78	+ 31	+ 13	+ 34	+ 44	72,9	82,1	82,5	78,4	77,3	1,7	2,3	2,0	2,0	2,0
II. Biens d'investissement	+ 58	+ 46	+ 43	+ 39	+ 32	77,1	73,6	75,6	78,3	77,3	4,0	3,5	3,5	3,6	3,6
III. Biens intermédiaires	+ 59	+ 22	+ 28	+ 20	+ 16	69,9	75,7	77,3	80,2	79,7	1,5	1,6	1,9	1,8	2,0
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 76	+ 77	+ 66	+ 78	+ 58	63,0	65,0	63,0	62,8	67,0	1,0	1,5	1,3	1,5	1,4
Industrie de la transformation du bois	+ 73	+ 21	+ 7	+ 41	+ 39	77,5	78,5	81,7	66,4	76,6	1,4	1,7	1,5	1,6	1,7
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 8	+ 23	+ 11	+ 11	+ 22	89,2	88,2	87,4	88,1	84,3	1,5	1,4	1,4	1,4	1,4
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 51	+ 26	- 14	+ 4	+ 2	78,8	82,9	84,7	86,3	86,4	1,7	1,9	1,9	1,9	1,9
Industrie des fabrications métalliques	+ 65	+ 49	+ 56	+ 50	+ 39	75,3	71,4	73,7	75,6	74,4	4,2	3,8	3,8	3,8	3,8

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ¹					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1993	1994				1993	1994				1993	1994			
	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre	Décembre	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Décembre
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 3	- 3	+ 1	+ 4	+ 8	- 11	- 13	- 14	- 10	- 11	+ 5	+ 6	+ 10	+ 20	+ 24
I. Biens de consommation	+ 17	- 6	- 10	0	+ 8	- 9	- 22	- 29	- 22	- 23	+ 10	- 2	+ 1	+ 9	+ 17
II. Biens d'investissement	- 15	- 2	+ 7	+ 10	+ 12	- 15	- 13	- 14	- 2	0	+ 5	- 5	0	+ 13	+ 19
III. Biens intermédiaires	- 7	0	+ 5	+ 4	+ 7	- 10	- 4	- 2	- 5	- 7	+ 2	+ 23	+ 24	+ 35	+ 34
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 1	- 8	- 2	- 8	- 5	- 6	- 10	- 7	- 7	- 6	+ 8	+ 8	+ 5	+ 14	+ 23
Industrie de la transformation du bois	- 27	- 25	- 19	- 22	- 10	- 32	- 24	- 23	- 21	- 21	+ 16	+ 1	+ 7	+ 33	+ 42
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 23	+ 15	+ 15	+ 19	+ 17	- 44	- 15	- 2	+ 5	- 12	- 10	+ 42	+ 57	+ 76	+ 78
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 3	+ 4	+ 2	+ 9	+ 15	0	0	0	- 6	- 7	- 5	+ 3	+ 4	+ 19	+ 23
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 17	- 15	- 22	- 2	+ 11	- 4	- 5	- 22	- 4	- 1	+ 1	- 13	- 6	+ 32	+ 38
Industrie des fabrications métalliques	+ 8	0	+ 4	+ 10	+ 12	- 13	- 19	- 23	- 14	- 15	+ 7	+ 2	+ 6	+ 12	+ 16
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 22	+ 3	+ 12	+ 24	+ 29	- 23	- 11	- 11	- 29	- 27	+ 7	+ 18	+ 27	+ 38	+ 41
I. Biens de consommation	0	- 1	- 12	+ 9	+ 7	- 14	+ 4	- 7	+ 5	+ 4	+ 27	+ 3	+ 11	+ 32	+ 35
II. Biens d'investissement	- 33	+ 7	+ 8	+ 6	+ 16	- 31	- 17	- 9	- 14	- 14	0	+ 6	+ 6	+ 14	+ 17
III. Biens intermédiaires	- 11	+ 1	+ 22	+ 42	+ 44	- 16	- 6	- 12	- 37	- 30	+ 6	+ 29	+ 48	+ 60	+ 61
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 60	- 17	- 10	+ 12	+ 9	- 25	- 7	- 14	+ 6	- 3	- 30	- 1	- 11	+ 6	+ 8
Industrie de la transformation du bois	+ 32	+ 10	- 13	+ 3	+ 15	- 11	+ 35	- 14	- 10	- 17	0	+ 3	- 9	+ 9	+ 19
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 52	+ 14	+ 7	+ 21	+ 29	0	+ 2	- 27	- 24	- 22	- 5	+ 19	+ 63	+ 63	+ 75
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 7	- 10	+ 6	-	+ 42	- 18	- 1	+ 2	+ 9	+ 19	- 14	+ 8	+ 30	+ 37	+ 28
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 11	+ 17	+ 25	+ 24	+ 23	- 25	- 4	+ 1	+ 6	+ 12	+ 30	+ 16	+ 28	+ 50	+ 46
Industrie des fabrications métalliques	- 38	- 1	- 4	- 2	+ 8	- 27	- 19	- 10	- 17	- 16	- 6	0	- 3	+ 3	+ 12

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes
Gros œuvre de bâtiments

	Evolution								Appréciation du carnet d'ordres		Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix ¹			
	activité de construction		carnet de commandes		emploi		matériel				emploi		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée						
1992 Décembre ...	- 2,0	+ 1	-14,1	- 1	- 6,9	+ 4	+ 6,0	+ 5	-16,6	-16	-10,1	- 7	-11,9	-12	- 8,3	- 3,7	-11,6	-11	-10,4	-12
1993 Janvier	- 2,6	0	-15,9	-13	- 7,4	- 7	+ 5,5	+ 6	-18,0	-16	-14,8	-11	-11,6	-12	- 9,4	- 7,6	-12,9	-13	-12,6	-15
Février	- 4,1	- 5	-18,1	-20	- 8,0	-11	+ 4,8	+ 7	-19,8	-21	-19,3	-25	-11,3	-10	-10,6	-12,1	-14,0	-16	-13,4	-14
Mars	- 5,9	-10	-20,4	-22	- 8,6	-11	+ 3,8	+ 2	-21,9	-22	-23,3	-31	-10,6	-11	-11,9	-15,0	-14,3	-15	-12,9	-14
Avril	- 7,1	- 6	-21,8	-24	- 8,8	- 8	+ 3,0	0	-23,5	-24	-25,0	-30	- 9,8	-13	-12,6	-15,0	-13,5	-19	-12,0	-11
Mai	- 7,8	- 8	-22,0	-22	- 9,1	- 5	+ 2,6	+ 4	-24,5	-25	-24,3	-25	- 8,6	- 8	-12,7	-12,7	-12,5	-11	-11,0	- 7
Juin	- 8,6	- 8	-21,8	-20	- 9,5	-11	+ 2,6	+ 1	-25,5	-26	-22,6	-19	- 7,5	- 6	-12,7	-12,7	-12,0	-10	-10,4	- 6
Juillet	-10,0	- 3	-21,3	-23	-10,1	- 4	+ 2,9	+11	-26,6	-25	-20,0	-11	- 6,6	- 8	-13,0	- 9,0	-12,5	- 8	-10,1	-11
Août	-12,0	-20	-20,6	-18	-11,4	-14	+ 2,9	+ 3	-27,9	-32	-16,4	-25	- 5,8	- 3	-13,7	-15,6	-13,5	-15	- 9,9	-10
Septembre ...	-14,0	-14	-19,9	-29	-12,1	-13	+ 2,6	+ 1	-29,0	-28	-13,0	-18	- 5,0	- 6	-13,9	-15,3	-14,3	-18	- 9,6	-20
Octobre	-14,8	-13	-18,3	-19	-12,4	- 9	+ 2,5	+ 4	-29,8	-33	-10,0	-10	- 3,8	- 5	-13,5	-12,1	-14,1	-15	- 9,0	- 9
Novembre ...	-14,6	-32	-15,4	-20	-12,4	-17	+ 2,5	+ 1	-29,8	-30	- 7,8	- 7	- 1,9	- 4	-12,4	-15,6	-13,3	-12	- 7,8	- 9
Décembre ...	-13,9	-18	-12,3	-10	-12,0	-11	+ 2,6	+ 2	-29,3	-30	- 6,3	- 6	- 0,1	+ 3	-10,5	-10,0	-12,0	-13	- 5,9	- 6
1994 Janvier	-12,8	- 8	- 8,0	- 7	-11,4	-12	+ 3,1	+ 5	-28,8	-26	- 4,8	- 1	+ 1,9	+ 5	- 8,6	- 6,3	-10,6	-11	- 3,5	- 4
Février	-11,9	-13	- 2,9	- 7	-10,5	-16	+ 4,0	+ 3	-28,4	-28	- 3,8	- 5	+ 3,0	+ 2	- 6,8	- 9,1	- 9,5	- 6	- 1,3	0
Mars	-10,1	-10	+ 1,6	+ 3	- 8,5	- 9	+ 5,3	+ 3	-28,4	-24	- 3,1	- 4	+ 3,3	+ 1	- 5,0	- 5,7	- 8,6	- 8	+ 0,5	+ 4
Avril	- 7,4	-14	+ 5,9	+ 9	- 5,6	0	+ 7,0	+ 7	-28,8	-29	- 2,5	+ 4	+ 3,6	+ 6	- 3,6	- 2,4	- 7,9	- 9	+ 1,5	+ 2
Mai	- 4,9	- 2	+ 8,9	+13	- 3,1	- 8	+ 8,8	+ 9	-29,3	-31	- 2,6	0	+ 3,6	+ 5	- 2,4	- 2,0	- 6,5	- 8	+ 2,0	+ 1
Juin	- 2,6	+ 5	+ 9,9	+10	- 1,0	+ 1	+10,1	+14	-29,5	-29	- 3,1	- 4	+ 3,8	0	- 1,6	- 0,4	- 4,5	0	+ 2,5	+ 3
Juillet	- 1,4	- 1	+ 9,6	+10	- 0,4	+ 2	+11,1	+13	-29,6	-31	- 3,6	- 2	+ 4,0	+ 4	- 1,4	- 0,7	- 2,5	- 6	+ 3,1	+ 2
Août	- 0,5	- 3	+ 8,8	+ 6	- 1,4	- 3	+11,6	+11	-29,4	-30	- 4,4	-10	+ 4,6	+ 4	- 1,4	- 3,6	- 0,4	0	+ 4,0	+ 4
Septembre ...	.	+ 5	.	+11	.	0	.	+11	.	-25	.	- 5	.	+ 2	.	- 0,1	.	+ 3	.	+ 6
Octobre .....	.	- 5	.	+ 7	.	- 6	.	+12	.	-27	.	- 7	.	+12	.	- 2,0	.	0	.	+ 5
Novembre ...	.	+ 4	.	- 2	.	- 5	.	+14	.	-30	.	- 5	.	+ 9	.	- 2,1	.	+ 5	.	+ 8
Décembre ...	.	+ 9	.	+ 1	.	- 5	.	+13	.	-27	.	- 5	.	+10	.	- 0,6	.	+ 3	.	+ 7

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes (suite 1)

Travaux de génie civil et travaux routiers

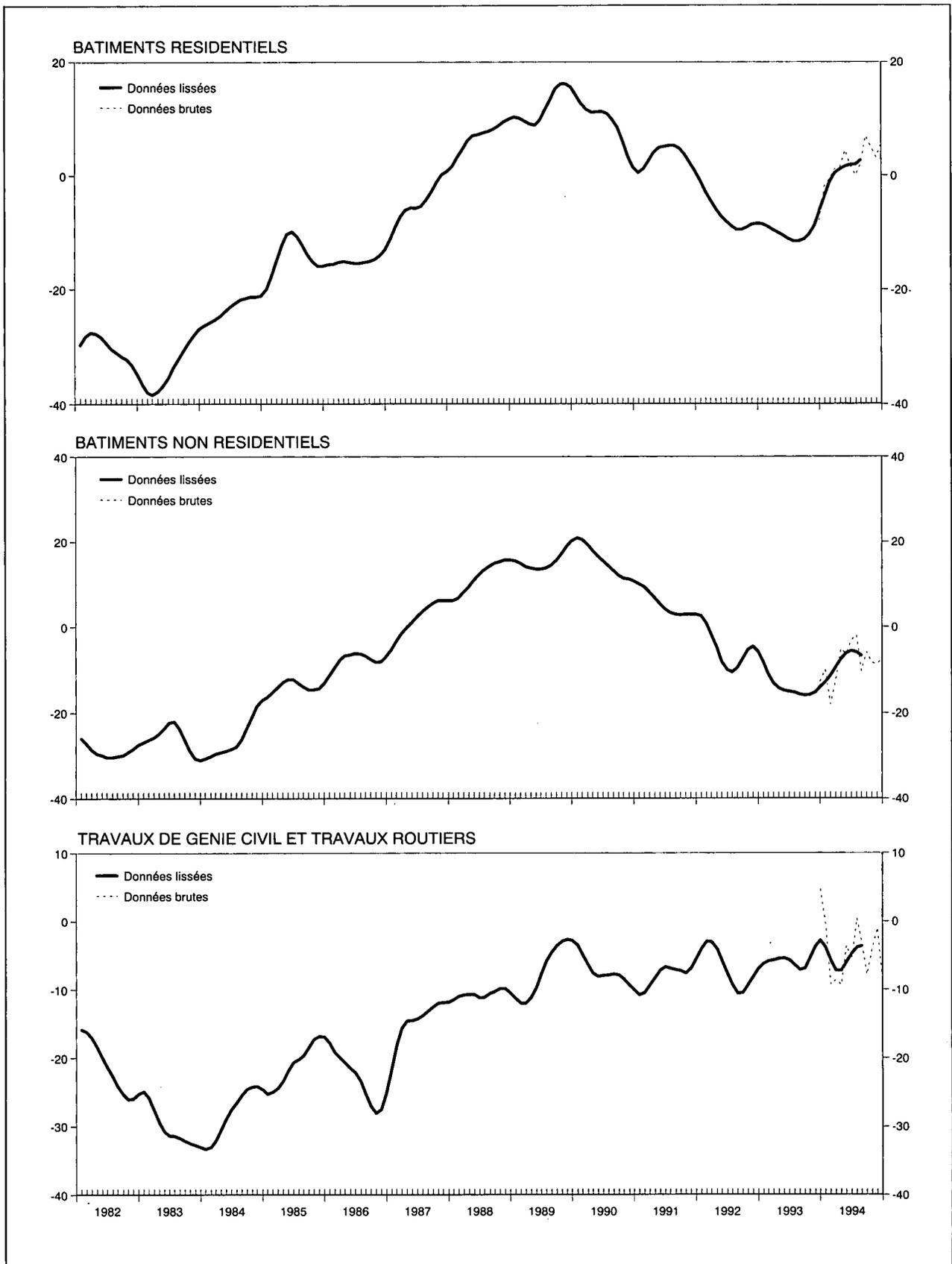
	Evolution								Appréciation du carnet d'ordres		Prévisions				Courbe synthétique		p.m. Prix ¹				
	activité de construction		nombre de soumissions et devis		montant des travaux à exécuter		nombre de contrats conclus				emploi		demande				évolution		prévisions		
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	
1992	Décembre ...	- 9,9	-11	- 1,1	0	-14,3	-12	- 1,8	+15	-36,8	-40	- 3,3	- 3	+ 4,8	+ 5	- 6,9	- 6,6	- 5,1	- 3	- 2,8	- 3
1993	Janvier	- 8,5	+17	+ 1,1	+ 2	-15,9	-20	- 2,3	- 3	-36,3	-34	- 3,4	+ 2	+ 4,9	+ 4	- 6,2	- 4,6	- 7,6	- 2	- 2,6	+ 3
	Février	- 7,5	+ 1	+ 3,6	+ 7	-17,5	-18	- 1,8	- 3	-35,6	-40	- 4,1	- 1	+ 5,0	+12	- 5,9	- 6,0	-10,4	-16	- 2,5	- 3
	Mars	- 7,0	- 7	+ 6,5	- 2	-18,0	-27	+ 0,4	- 6	-34,5	-37	- 4,9	-11	+ 4,8	+ 5	- 5,7	-12,1	-12,6	-14	- 2,6	0
	Avril	- 7,0	- 7	+ 9,3	+11	-17,5	-16	+ 3,1	+ 5	-32,5	-33	- 5,4	- 6	+ 4,3	+ 8	- 5,5	- 5,4	-12,8	-14	- 2,9	- 4
	Mai	- 7,9	- 7	+11,1	+16	-17,3	-19	+ 5,9	+11	-30,4	-31	- 5,3	-10	+ 3,6	+ 2	- 5,4	- 5,4	-11,3	-12	- 3,4	- 1
	Juin	- 9,9	- 6	+11,9	+20	-18,0	-16	+ 6,5	+18	-28,8	-27	- 4,8	- 4	+ 3,0	+ 3	- 5,7	- 1,7	- 9,8	- 8	- 4,1	- 4
	Juillet	-12,5	-14	+12,0	+12	-19,8	-13	+ 4,6	+ 8	-28,3	-23	- 4,1	- 3	+ 2,8	- 5	- 6,4	- 5,4	- 8,5	- 8	- 4,8	- 6
	Août	-15,5	-16	+12,0	+12	-21,8	-24	+ 2,4	- 1	-29,3	-27	- 3,5	- 4	+ 2,9	+ 3	- 7,1	- 8,1	- 8,6	- 7	- 5,3	- 3
	Septembre ...	-17,6	-21	+11,8	+10	-19,9	-32	+ 1,4	-12	-30,8	-38	- 3,0	-17	+ 3,6	- 5	- 6,9	-16,4	- 9,9	- 7	- 5,8	- 7
	Octobre	-17,4	-28	+11,3	+ 8	-13,5	-42	+ 2,8	-15	-31,9	-42	- 2,5	+ 1	+ 4,8	+ 8	- 5,4	-15,7	-11,3	-13	- 6,0	- 9
	Novembre ...	-15,3	-19	+10,8	+19	- 6,5	+ 4	+ 5,3	+14	-31,0	-33	- 3,3	+ 1	+ 5,4	+ 7	- 3,7	- 1,0	-12,8	-15	- 6,0	- 5
	Décembre ...	-12,8	+ 5	+ 8,8	+25	- 0,9	+12	+ 6,8	+19	-28,5	-30	- 5,4	- 2	+ 5,5	+ 4	- 2,8	+ 4,7	-13,5	-14	- 6,0	- 6
1994	Janvier	-10,3	- 6	+ 5,3	+10	- 0,5	+ 5	+ 5,5	+ 9	-26,0	-21	- 7,6	-11	+ 5,3	+11	- 3,9	- 0,4	-13,1	-13	- 5,9	- 5
	Février	- 9,0	- 9	+ 1,8	- 2	- 4,0	-20	+ 2,5	- 3	-24,3	-23	- 8,9	-12	+ 4,6	+ 4	- 5,8	- 9,3	-11,5	-14	- 5,5	- 6
	Mars	- 8,3	-11	- 1,8	-11	- 7,4	- 7	- 0,5	+ 1	-24,3	-20	- 7,5	-11	+ 4,4	- 1	- 7,3	- 8,6	- 9,0	-10	- 4,9	- 6
	Avril	- 6,5	-20	- 3,8	- 4	- 9,3	-10	- 2,5	- 8	-25,3	-26	- 4,5	- 3	+ 5,1	+ 5	- 7,3	- 9,4	- 6,5	- 4	- 4,1	- 4
	Mai	- 4,5	+17	- 3,6	- 8	- 9,4	-12	- 2,9	- 3	-26,5	-29	- 1,5	+ 1	+ 6,3	+ 9	- 6,0	- 3,6	- 4,4	- 3	- 3,5	- 3
	Juin	- 2,6	- 1	- 2,4	- 1	- 9,1	- 9	- 2,6	- 6	-27,4	-29	+ 0,5	+ 3	+ 7,8	+ 3	- 4,8	- 5,7	- 3,4	+ 1	- 3,1	- 3
	Juillet	- 1,6	- 3	- 0,5	+ 4	- 9,8	+10	- 1,5	+ 5	-27,5	-27	+ 0,6	+ 1	+ 9,6	+13	- 3,9	+ 0,4	- 3,3	- 4	- 3,1	- 1
	Août	- 1,4	0	+ 1,4	- 6	-11,3	- 6	- 0,4	- 2	-27,8	-22	- 0,5	+ 2	+10,4	+12	- 3,7	- 3,1	- 3,4	- 2	-3,4	- 4
	Septembre ...	.	-12	.	+ 3	.	-27	.	+11	.	-30	.	- 8	.	+ 8	.	- 7,9	.	- 5	.	- 4
	Octobre .....	.	- 2	.	+ 4	.	-15	.	- 2	.	-27	.	- 2	.	+15	.	- 4,1	.	- 3	.	+ 1
	Novembre ...	.	+24	.	+ 5	.	-15	.	+ 6	.	-29	.	- 5	.	+ 7	.	- 1,0	.	- 4	.	- 8
	Décembre ...	.	+ 9	.	-22	.	-10	.	- 5	.	-29	.	- 8	.	+ 2	.	- 9,0	.	- 5	.	- 2

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Courbes synthétiques



I - 4c.3 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1993	1994			
	Décembre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Décembre
A. Evolution de l'activité de construction ¹					
Gros œuvre de bâtiments	- 50	- 26	- 25	- 32	- 24
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 53	- 12	- 16	- 21	- 26
Bâtiments non-résidentiels	- 47	- 42	- 34	- 43	- 22
Génie civil et travaux routiers	- 37	- 25	- 27	- 31	- 29
B. Appréciation du carnet d'ordres ²					
Gros œuvre de bâtiments	- 36	- 27	- 25	- 32	- 33
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 33	- 12	- 16	- 21	- 24
Bâtiments non-résidentiels	- 40	- 42	- 34	- 44	- 42
Génie civil et travaux routiers	- 30	- 25	- 28	- 32	- 32
C. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois ³					
Gros œuvre de bâtiments	- 11	+ 2	- 7	- 10	- 8
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 9	+ 7	- 3	- 11	- 6
Bâtiments non-résidentiels	- 13	- 5	- 11	- 10	- 10
Génie civil et travaux routiers	- 7	+ 5	- 4	- 11	- 11
D. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois ⁴					
Gros œuvre de bâtiments	- 2	+ 3	+ 5	+ 6	+ 10
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 5	+ 10	+ 10	+ 14	+ 17
Bâtiments non-résidentiels	- 9	- 5	+ 10	- 3	+ 3
Génie civil et travaux routiers	- 1	- 3	- 5	- 3	+ 2

¹ Solde net des pourcentages des réponses « a augmenté » et « a diminué ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisant » et « insuffisant ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

⁴ Solde net des pourcentages des réponses « augmenter » et « diminuer ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

	Evolution		Appréciation				Prévisions						Courbe synthétique		p.m. Prix de vente ¹			
	ventes		ventes		stocks		commandes aux fournisseurs belges		commandes aux fournisseurs étrangers		demande				évolution		prévisions	
	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée	Série lissée ²	Série brute dessaisonnalisée
1992 Décembre	-14,8	- 6	-24,9	-13	+22,6	+22	-14,4	-17	-17,1	-16	- 6,9	- 6	-16,3	-13,3	- 5,4	- 3	+ 1,0	+ 3
1993 Janvier	-18,8	-24	-29,3	-35	+23,5	+32	-15,3	-23	-17,9	-19	- 7,6	- 7	-18,2	-23,3	- 8,8	- 8	- 1,5	- 7
Février	-21,4	-24	-32,9	-35	+23,8	+24	-16,0	-13	-17,8	-20	- 8,9	-13	-19,5	-21,5	-11,8	-15	- 3,5	-11
Mars	-22,1	-16	-32,9	-34	+23,8	+23	-16,5	-12	-16,8	-10	-10,1	- 4	-19,9	-16,5	-14,3	-15	- 4,5	- 3
Avril	-20,8	-30	-29,8	-23	+23,9	+21	-16,9	-18	-16,5	-15	-11,4	-13	-19,7	-20,0	-15,4	-20	- 4,4	- 5
Mai	-17,8	-39	-26,0	-36	+24,0	+24	-17,5	-28	-16,6	-25	-11,9	-12	-18,8	-27,3	-15,6	-15	- 4,1	- 5
Juin	-14,3	-10	-22,1	-20	+24,0	+26	-18,0	-16	-16,8	-12	-11,5	-11	-17,7	-15,8	-15,9	-16	- 3,9	- 1
Juillet	-11,0	-14	-19,8	-17	+23,9	+24	-18,0	-16	-17,3	-22	-10,6	-17	-16,9	-18,3	-16,0	-16	- 3,9	- 2
Août	- 8,3	- 4	-19,1	-17	+23,3	+28	-17,6	-22	-17,1	-18	- 9,0	- 7	-16,3	-16,0	-15,4	-16	- 4,0	- 4
Septembre	- 6,8	+ 4	-19,0	-19	+21,9	+23	-16,3	-31	-15,9	-17	- 6,8	-10	-15,3	-16,0	-13,8	-17	- 4,0	- 4
Octobre	- 6,3	-26	-18,9	-24	+20,1	+20	-14,3	-15	-14,1	-11	- 4,4	- 4	-13,6	-16,7	-11,8	- 8	- 3,1	- 6
Novembre	- 6,5	+ 3	-18,6	-20	+17,8	+ 7	-11,6	-14	-12,0	-15	- 2,5	- 1	-11,8	- 9,0	- 9,6	-11	- 1,3	- 6
Décembre	- 7,5	- 8	-18,4	-18	+15,5	+17	- 8,5	- 8	- 9,4	-10	- 1,5	+ 1	- 9,9	-10,0	- 7,9	- 8	+ 0,9	+ 5
1994 Janvier	- 8,0	-13	-18,1	-18	+14,0	+17	- 5,6	0	- 7,0	- 3	- 1,4	+ 7	- 8,7	- 7,3	- 6,6	- 7	+ 3,1	+ 9
Février	- 8,0	- 2	-18,0	-13	+12,4	+ 9	- 4,0	- 3	- 5,3	- 4	- 1,6	- 2	- 8,3	- 5,5	- 5,4	0	+ 4,4	+ 3
Mars	- 8,4	- 8	-18,0	-20	+11,4	+11	- 4,1	- 3	- 4,0	- 7	- 1,9	- 2	- 8,2	- 8,5	- 4,3	- 3	+ 4,5	+ 4
Avril	- 9,5	-19	-18,0	-24	+10,8	+14	- 5,1	- 9	- 3,4	- 3	- 1,5	- 2	- 8,3	-11,8	- 3,8	- 6	+ 4,1	+ 5
Mai	-11,0	- 3	-18,0	-18	+10,1	+10	- 6,4	- 6	- 3,6	+ 1	- 0,1	+ 2	- 8,5	- 5,7	- 3,8	- 3	+ 3,3	+ 6
Juin	-12,5	-11	-18,0	-15	+10,5	+10	- 7,4	- 8	- 4,3	- 8	+ 1,6	- 2	- 8,9	- 9,0	- 4,3	- 2	+ 2,3	- 4
Juillet	-13,6	-14	-18,0	-18	+11,8	+10	- 8,6	- 2	- 4,8	+ 1	+ 3,4	+ 6	- 9,2	- 6,2	- 5,4	- 8	+ 1,4	+ 2
Août	-13,8	-15	-17,8	-19	+13,4	+14	-10,9	- 9	- 5,3	- 6	+ 4,4	+ 5	- 9,5	- 9,7	- 6,1	- 7	+ 0,8	+ 1
Septembre .....	.	-15	.	-22	.	+19	.	-13	.	- 8	.	+14	.	-10,5	.	- 3	.	- 3
Octobre .....	.	-12	.	-11	.	+17	.	-20	.	- 5	.	+ 3	.	-10,3	.	-10	.	0
Novembre .....	.	- 9	.	-16	.	+16	.	-19	.	+ 2	.	- 1	.	- 9,8	.	- 8	.	+13
Décembre .....	.	- 7	.	-15	.	+20	.	-24	.	- 5	.	+ 1	.	-11,7	.	- 5	.	- 1

¹ Les indicateurs de prix ne sont pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique parce qu'ils ne présentent pas de profil conjoncturel. Etant donné qu'ils fournissent néanmoins une information tant rapide que fiable les indicateurs de prix sont repris p.m.

² Le lissage est effectué sur les données brutes dessaisonnalisées.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, tome II, n° 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, n° 2-3, août-septembre 1990, p. 53-64.

I - 5 — INVESTISSEMENTS EN BIENS DE CAPITAL FIXE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente des données à prix courants)

	Prévisions successives de l'enquête-investissements de la BNB			Réalizations		
	A l'automne de l'année précédente	Au printemps de l'année en cours	A l'automne de l'année en cours	Enquête-investissements de la BNB ¹	Statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée ²	Statistique annuelle des investissements industriels ²
1982	- 5,8	+ 4,5	+ 9,1	+ 18,1	+ 18,1	+ 16,8
1983	- 6,9	- 7,2	+ 1,0	+ 3,8	0	+ 5,3
1984	+ 1,9	+ 11,5	+ 10,4	+ 10,6	+ 17,5	+ 7,3
1985	+ 2,8	+ 12,3	+ 5,0	+ 13,0	+ 8,0	+ 14,9
1986	+ 11,9	+ 21,7	+ 12,2	+ 13,0	+ 11,5	+ 11,9
1987	+ 13,9	+ 11,2	+ 4,7	+ 6,6	+ 10,9	+ 6,4
1988	+ 9,0	+ 16,7	+ 13,8	+ 19,8	+ 24,6	+ 28,3
1989	+ 19,9	+ 22,3	+ 13,6	+ 13,0	+ 15,4	+ 8,9
1990	+ 17,9	+ 23,0	+ 12,8	+ 14,5	+ 14,5	
1991	+ 4,1	+ 6,0	- 1,6	0	+ 0,3	
1992	+ 5,8	+ 3,6	+ 1,5	- 4,0	+ 0,4	
1993	- 17,0	- 19,3	- 28,3	- 27,5		
1994	+ 7,3	+ 4,6	- 3,5			
1995	+ 21,1					

¹ Résultats de l'enquête du printemps de l'année suivante.

² Source : INS.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome I, n^o 6, juin 1986 : « Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique ».

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, INS, ONSS, ONEM.

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.859	9.865	9.914	9.928	9.948	9.987	10.022	10.068
population active ²	4.112	4.108	4.115	4.126	4.144	4.179	4.210	4.237
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)³ :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total	- 20	- 3	+ 6	+ 12	+ 18	+ 35	+ 31	+ 27
Hommes	- 34	- 24	- 18	- 13	+ 7	+ 8	+ 7	- 3
Femmes	+ 15	+ 20	+ 25	+ 25	+ 11	+ 27	+ 25	+ 30
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁴ :								
Total	+ 13	+ 5	+ 5	+ 1	- 2	0	+ 1	+ 5
Hommes	+ 9	+ 4	+ 4	+ 2	0	+ 1	+ 2	+ 4
Femmes	+ 5	+ 1	+ 1	- 1	- 2	- 1	- 1	+ 1
1.2 du taux d'activité :								
Total	- 33	- 8	+ 2	+ 11	+ 20	+ 35	+ 30	+ 22
Hommes	- 43	- 28	- 22	- 15	+ 7	+ 7	+ 5	- 7
Femmes	+ 10	+ 20	+ 24	+ 25	+ 13	+ 28	+ 25	+ 29
2. Offre d'emplois (emploi)								
par :	+ 20	+ 25	+ 18	+ 53	+ 58	+ 54	+ 5	- 18
2.1 les entreprises								
+ 13	+ 5	+ 31	+ 51	+ 60	+ 48	+ 18	- 15	
- 1	- 2	- 3	- 2	- 1	- 1	- 2	- 3	
- 15	- 15	- 21	- 13	+ 12	- 1	- 13	- 20	
- 1	+ 1	0	+ 8	+ 13	+ 10	+ 7	+ 3	
+ 29	+ 20	+ 54	+ 58	+ 37	+ 39	+ 26	+ 7	
2.2 les services non-marchands ⁶								
+ 8	+ 18	- 14	+ 3	- 2	+ 4	- 13	- 2	
2.3 l'étranger ⁷								
0	+ 2	+ 2	0	0	+ 2	- 1	- 1	
3. Chômage (1 - 2) ⁸ :								
Total	- 40	- 28	- 12	- 42	- 40	- 19	+ 26	+ 45
Hommes	- 31	- 21	- 7	- 21	- 20	- 7	+ 17	+ 22
Femmes	- 8	- 7	- 5	- 21	- 20	- 12	+ 10	+ 23

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁴ Hommes et femmes de 15 à 64 ans.

⁵ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁶ Effectifs dans l'administration, l'enseignement, les forces armées et militaires, y compris les personnes occupées dans l'ensemble des programmes spéciaux de mise au travail : chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics, cadre spécial temporaire,

troisième circuit de travail, contractuels subventionnés, programme d'emploi PRIME (projets régionaux d'insertion dans le marché de l'emploi) de la région wallonne et chômeurs mis au travail à temps plein en remplacement d'interruptions de carrière.

⁷ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

⁸ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et les chômeurs âgés qui ne sont plus considérés comme demandeurs d'emploi en vertu de l'arrêté royal du 29 décembre 1984.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹							Taux de chômage dessaisonné ²	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²			Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³	
	Chômeurs complets indemnisés			Jeunes travailleurs en période de stage	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Autres chômeurs inscrits obliga- toirement ⁴	Total				Notifi- cations reçues durant le mois ⁵	Emplois encore vacants ¹	
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus	Total										
	milliers d'unités								milliers d'unités				
(a)	(b)	(c) = (a) + (b)	(d)	(e)	(f)	(g) = (c) à (f)	(h)	(i)	(j)	(k)			
1987	117,9	316,8	434,7	36,4	13,2	16,6	500,9	11,4	66,0	14,8	14,7		
1988	96,4	301,5	397,9	34,5	10,6	16,4	459,4	10,2	70,9	16,0	21,6		
1989	80,8	283,1	363,9	30,4	9,5	15,5	419,3	8,6	72,9	15,6	23,4		
1990	72,8	275,2	348,0	30,6	9,3	14,9	402,8	7,6	72,4	13,4	18,7		
1991	80,3	288,4	368,7	32,2	11,3	17,3	429,5	7,5	74,0	12,0	16,2		
1992	89,2	321,5	410,7	31,3	12,2	18,7	472,9	8,2	74,2	11,8	16,8		
1993	102,1	373,8	475,9	35,1	15,9	22,8	549,7	9,4	74,3	11,1	14,6		
1994	102,5	404,7	507,2	37,1	16,9	27,5	588,7	10,0	73,1	13,1	19,0		
1992 4 ^e trimestre	88,4	338,5	426,9	46,4	13,2	19,4	505,9	8,5	74,4	9,8	13,2		
1993 1 ^{er} trimestre	103,8	356,6	460,4	22,1	14,3	20,6	517,4	8,9	74,1	12,4	13,7		
2 ^e trimestre	100,0	361,4	461,4	10,1	14,6	22,3	508,4	9,3	74,3	11,6	15,6		
3 ^e trimestre	105,5	386,7	492,2	52,5	16,9	23,5	585,1	9,6	74,3	9,9	15,5		
4 ^e trimestre	99,2	390,2	489,4	55,8	17,8	25,0	588,0	9,8	74,4	10,4	13,6		
1994 1 ^{er} trimestre	114,2	400,0	514,2	26,2	17,3	26,3	584,0	10,0	74,5	13,9	16,0		
2 ^e trimestre	104,2	397,3	501,5	11,5	16,7	27,5	557,2	10,1	74,5	14,4	20,6		
3 ^e trimestre	102,0	413,4	515,4	53,0	17,0	28,0	613,4	10,0	72,3	12,4	21,3		
4 ^e trimestre	89,4	408,3	497,7	57,5	16,6	28,2	600,0	10,0	71,1	11,8	18,4		
1994 Janvier	110,9	401,4	512,3	39,0	17,1	25,6	594,0	9,9	74,4	11,7	14,3		
Février	115,8	400,9	516,7	25,1	17,4	26,4	585,6	10,0	74,5	12,6	15,6		
Mars	115,8	397,7	513,5	14,5	17,5	27,0	572,5	10,0	74,5	17,3	18,1		
Avril	110,2	397,3	507,5	11,2	17,0	27,2	562,9	10,1	75,6	14,5	19,5		
Mai	103,6	397,0	500,6	10,1	16,5	27,5	554,7	10,1	74,2	14,8	21,2		
Juin	98,9	397,6	496,5	13,2	16,6	27,7	554,0	10,1	73,8	14,0	21,0		
Juillet	104,5	410,7	515,2	39,7	18,7	27,7	601,3	9,9	72,9	8,6	20,1		
Août	104,0	417,5	521,5	56,8	15,9	28,0	622,2	10,0	72,3	14,3	22,9		
Septembre	97,6	411,9	509,5	62,6	16,3	28,3	616,7	10,1	71,8	14,3	20,8		
Octobre	92,1	407,9	500,0	61,4	16,8	28,3	606,5	10,0	71,6	14,4	19,7		
Novembre	87,8	405,1	492,9	57,1	16,9	28,2	595,1	10,0	71,2	11,5	18,4		
Décembre	88,4	411,8	500,2	54,2	16,2	28,0	598,6	10,0	70,4	9,4	16,9		
1995 Janvier	87,4	416,3	503,7	51,7	16,3	28,2	599,9	.	70,7	14,1	17,7		

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de mois ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi.

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Définition C.E. harmonisée.

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : INS : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	180	181	185	186	203	205	200	201
Autres céréales panifiables	16	17	20	18	18	19	19	17
Céréales non panifiables	149	152	146	145	129	111	96	92
Betteraves sucrières	118	113	106	109	106	108	103	101
Autres plantes industrielles	16	13	16	16	17	19	20	19
Pommes de terre	41	40	45	41	42	48	51	58
Autres plantes et racines tuberculifères	15	14	14	12	12	12	12	11
Prés et prairies	669	661	652	647	638	633	630	617
Cultures maraîchères	27	23	27	29	29	27	29	28
Cultures fruitières	11	11	11	12	12	13	14	14
Divers	148	158	155	154	156	162	176	187
Total ...	1.390	1.383	1.377	1.369	1.362	1.357	1.350	1.345
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	1.150	1.257	1.047	1.252	1.402	1.266	1.361	1.329
Avoine	94	59	60	70	45	34	36	36
Orge	685	793	678	738	647	534	495	450
Autres céréales	137	148	136	148	148	152	176	181
Betteraves sucrières	5.952	5.886	5.425	6.109	6.061	6.418	5.676	5.957
Pommes de terre	1.522	1.401	1.620	1.614	1.443	1.665	1.823	2.429
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	973	947	922	892	872	846	784	756
Autres bovidés	2.119	2.113	2.157	2.179	2.255	2.403	2.480	2.466
Porcs	5.365	5.585	5.861	6.278	6.474	6.700	6.550	6.823
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	3.037	3.197	3.043	2.960	3.033	2.952	2.955	2.851
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	1.033	1.053	1.094	1.111	1.116	1.094	1.281	1.295

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'agriculture.

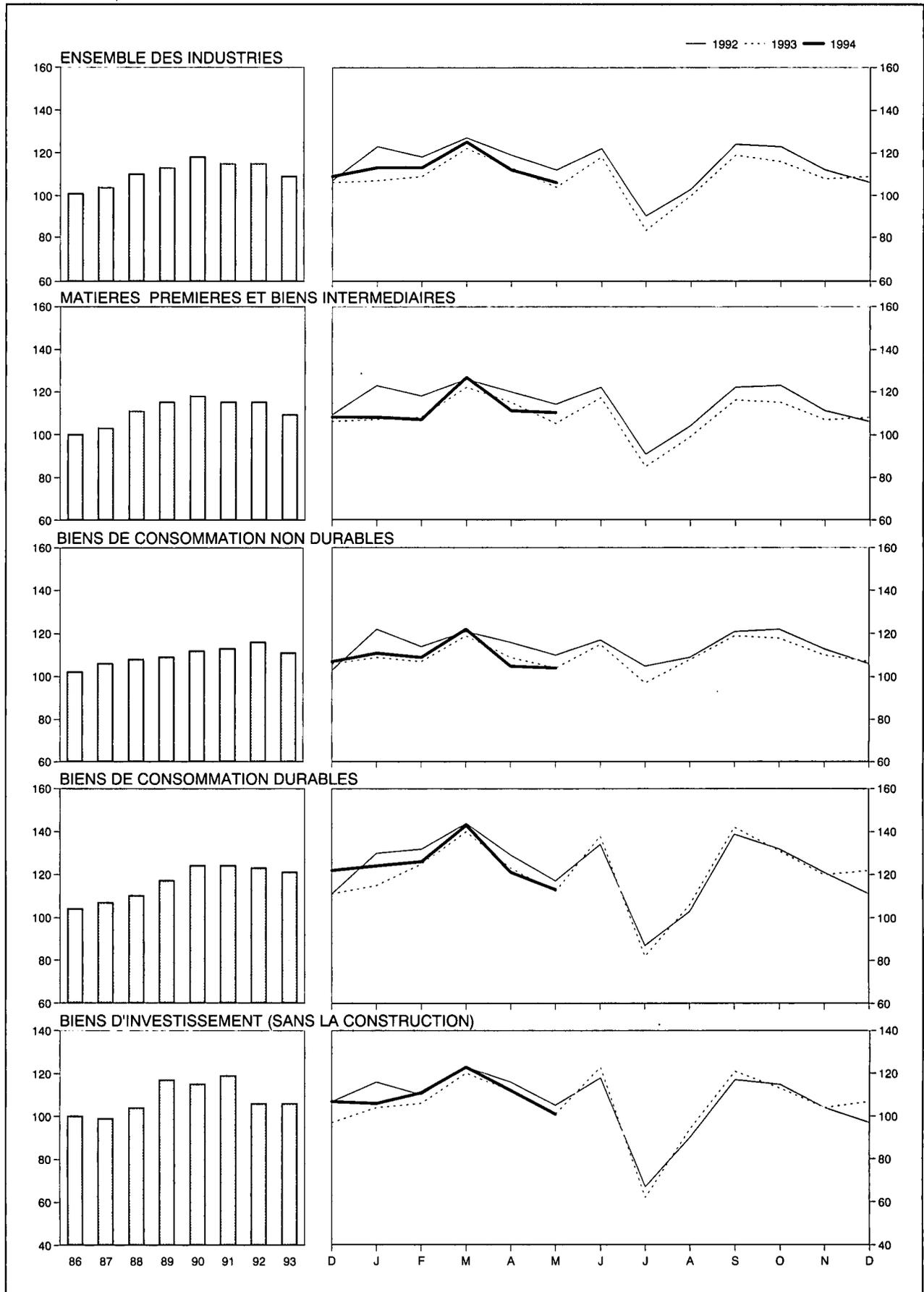
	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Poissons de fond	27,8	27,7	28,0	27,7	29,1	29,3	26,6	27,9
Poissons pélagiques	5,4	4,1	3,1	0,5	0,1	0,0	0,4	0,2
Crustacés et mollusques	2,9	2,7	2,6	2,3	2,2	2,1	2,3	2,1
Total ...	36,1	34,5	33,7	30,5	31,4	31,4	29,4	30,2

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1985 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1985 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général non compris la construction	Dont :		Dont :				Indice général y compris la construction	Construction
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle à partir de 1988	100,0	97,7	2,3	56,9	19,4	12,5	11,2	—	—
1986	101	101	89	100	102	104	100	101	101
1987	104	104	77	103	106	107	99	103	100
1988	110	111	67	111	108	110	104	110	111
1989	113	115	54	115	109	117	117	114	118
1990	118	120	38	118	112	124	115	122	143
1991	115	118	27	115	113	124	119	117	124
1992	115	119	18	115	116	123	106	121	147
1993	109	113	9	109	111	121	106	111	121
1992 2 ^e trimestre	118	123	21	119	116	126	112	127	166
3 ^e trimestre	106	110	15	106	113	110	92	112	137
4 ^e trimestre	113	117	14	113	114	121	105	118	140
1993 1 ^{er} trimestre	113	117	8	113	113	127	111	115	122
2 ^e trimestre	112	118	10	112	111	124	113	117	138
3 ^e trimestre	101	104	9	100	108	110	92	103	113
4 ^e trimestre	111	114	8	110	112	124	108	111	109
1994 1 ^{er} trimestre	117	122	.	114	114	131	113	117	116
2 ^e trimestre	112	118	.	116	109	123	112	117	138
1993 Juin	119	126	11	117	118	138	124	126	155
Juillet	83	85	5	85	97	82	61	79	58
Août	100	104	10	99	108	106	94	107	136
Septembre	119	125	11	116	119	142	121	124	146
Octobre	116	121	10	115	118	131	113	120	137
Novembre	108	111	7	107	110	120	104	107	101
Décembre	109	111	7	108	107	122	107	105	88
1994 Janvier	113	117	.	108	111	124	106	111	97
Février	113	117	.	107	109	126	111	111	104
Mars	125	131	.	127	122	143	123	129	148
Avril	112	116	.	111	105	121	112	113	120
Mai	107	112	.	111	102	113	101	111	130
Juin	119	126	.	125	118	134	124	127	165

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

(indices 1985 = 100)

Source : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étréage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières à partir de 1988 ¹	28,4	17,9	6,1	2,0	2,4	10,1	9,4	4,8	5,3	4,4	2,6	2,5	2,2	0,8
1986	101	103	92	94	98	102	102	102	101	104	105	102	98	143
1987	100	111	93	89	101	105	111	107	101	115	98	112	100	146
1988	108	120	106	95	111	108	114	120	102	120	94	123	100	156
1989	114	125	103	94	118	113	118	130	106	135	111	124	104	167
1990	121	128	108	91	122	118	124	130	112	135	118	130	101	156
1991	116	130	107	87	112	119	126	121	104	144	124	127	104	175
1992	111	144	98	78	110	121	126	126	107	135	125	132	106	181
1993	106	137	93	71	105	120	124	126	100	132	134	122	107	169
1992 2 ^e trimestre	118	148	97	85	117	122	119	133	109	142	119	138	107	203
3 ^e trimestre	97	137	103	64	99	124	113	117	92	116	123	129	107	156
4 ^e trimestre	111	141	89	76	103	122	132	124	105	136	116	128	104	186
1993 1 ^{er} trimestre	110	142	100	78	103	117	135	128	110	135	140	126	106	141
2 ^e trimestre	117	141	98	80	112	119	114	133	101	138	127	131	109	172
3 ^e trimestre	91	130	81	57	100	120	110	120	84	117	134	115	109	184
4 ^e trimestre	106	137	95	70	103	124	135	124	104	139	138	114	105	179
1994 1 ^{er} trimestre	113	151	102	83	109	122	136	133	113	144	142	123	104	167
2 ^e trimestre	111	141	108	.	107	117	116	134	106	135	130	123	106	168
1993 Juin	122	144	95	81	126	129	111	139	111	151	152	147	113	178
Juillet	65	121	73	25	86	108	102	93	56	85	108	97	107	189
Août	91	124	76	68	92	121	110	122	79	113	128	116	111	186
Septembre	117	144	94	78	121	132	119	144	118	153	166	133	109	177
Octobre	111	145	102	78	116	134	127	140	113	144	139	125	107	184
Novembre	97	134	91	65	95	122	136	119	104	137	133	110	102	177
Décembre	109	132	91	66	99	117	143	114	95	136	141	106	107	175
1994 Janvier	106	143	102	81	109	119	145	125	110	136	140	121	103	175
Février	110	148	97	78	103	117	130	126	107	137	135	113	100	157
Mars	123	161	108	90	115	131	134	148	122	158	152	136	108	169
Avril	110	142	103	78	105	117	126	130	102	133	121	122	103	156
Mai	100	136	115	76	103	112	113	127	99	126	121	118	105	163
Juin	121	144	106	.	113	124	111	145	117	147	150	130	111	183

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8%, 0,2% et 0,1% dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : MAE, Administration des Mines ; autres données : INS.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Caz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)	
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importations de gaz naturel en UEBL	Production	Consommation intérieure	Production		Consommation intérieure
		Total ¹	Dont :									
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel								
1986	1.935	1.326	227	714	229	695	428	421	466	1.046	4.626	
1987	2.004	1.284	236	698	182	776	436	406	363	1.034	5.000	
1988	1.974	1.307	245	701	195	.	462	455	207	1.142	5.159	
1989	2.048	1.274	240	695	172	.	455	436	158	1.150	5.326	
1990	2.103	1.252	227	700	146	.	452	439	86	1.261	5.572	
1991	2.388	1.359	228	749	196	.	*408	*418	* 53	*1.183	5.677	
1992	2.407	1.412	242	763	208	.	.	.	.	.	5.698
1993	2.315	1.366	237	761	187	.	.	.	.	.	5.592
1992 1 ^{er} trimestre	2.407	1.643	231	957	241	.	.	.	.	.	6.367
2 ^e trimestre	2.408	1.238	250	587	179	.	.	.	.	.	5.362
3 ^e trimestre	2.333	1.286	238	702	169	.	.	.	.	.	5.088
4 ^e trimestre	2.478	1.482	249	806	243	.	.	.	.	.	5.977
1993 1 ^{er} trimestre	1.957	1.400	215	847	181	.	.	.	.	.	6.104
2 ^e trimestre	2.389	1.278	229	686	175	.	.	.	.	.	5.166
3 ^e trimestre	2.441	1.298	261	673	160	.	.	.	.	.	4.987
4 ^e trimestre	2.472	1.489	241	839	231	.	.	.	.	.	6.113
1994 1 ^{er} trimestre	2.417	1.521	229	939	187	.	.	.	.	.	6.154
2 ^e trimestre	2.252	1.311	233	696	176	.	.	.	.	.	5.261
1993 Août	2.394	976	215	401	152	.	.	.	.	.	4.974
Septembre	2.426	1.140	234	632	72	.	.	.	.	.	5.367
Octobre	2.447	1.411	258	718	227	.	.	.	.	.	5.750
Novembre	2.501	1.622	243	967	234	.	.	.	.	.	6.123
Décembre	2.467	1.434	224	832	232	.	.	.	.	.	6.466
1994 Janvier	2.544	1.454	224	879	186	.	.	.	.	.	6.535
Février	2.223	1.543	215	991	184	.	.	.	.	.	5.860
Mars	2.485	1.567	249	948	192	.	.	.	.	.	6.067
Avril	2.114	1.355	227	778	166	.	.	.	.	.	5.670
Mai	2.239	1.175	239	580	165	.	.	.	.	.	5.102
Juin	2.403	1.404	233	732	197	.	.	.	.	.	5.011
Juillet	2.412	1.140	222	578	136	.	.	.	.	.	4.651
Août	2.277	1.362	283	729	124	.	.	.	.	.	5.183

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : Sidérurgie : Eurostat ; Fabrications métalliques : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1986	809	614	22,2	61,7	83,9	84,6
1987	815	618	21,7	64,8	86,5	86,8
1988	935	731	24,5	71,1	95,5	94,4
1989	914	718	29,8	79,2	109,0	105,4
1990	955	761	32,1	82,7	114,8	112,7
1991	946	749	30,1	78,1	108,2	107,5
1992*	861	.	31,7	78,3	110,0	110,2
1993	848	.	29,0	80,0	109,0	106,9
1991 4 ^e trimestre	948	691	31,5	81,7	113,2	112,3
1992 1 ^{er} trimestre*	910	.	32,2	87,4	119,6	116,7
2 ^e trimestre*	850	.	30,5	85,6	116,2	120,4
3 ^e trimestre*	887	.	26,8	64,5	91,3	92,1
4 ^e trimestre*	796	.	37,2	75,8	112,9	111,7
1993 1 ^{er} trimestre*	889	.	29,0	81,8	110,8	108,1
2 ^e trimestre*	887	.	30,1	85,1	115,1	115,7
3 ^e trimestre*	769	.	28,4	63,8	92,2	91,5
4 ^e trimestre*	848	.	28,5	89,4	117,8	112,4
1992 Décembre*	683	.	51,3	71,7	123,0	106,3
1993 Janvier*	817	.	27,5	68,6	96,1	92,5
Février*	879	.	27,9	86,8	114,7	106,6
Mars*	970	.	31,7	90,0	121,7	125,3
Avril*	965	.	29,8	86,6	116,4	115,6
Mai*	824	.	28,4	78,8	107,3	103,5
Juin*	872	.	32,0	89,8	121,8	128,0
Juillet*	729	.	28,4	47,6	76,0	68,6
Août*	731	.	26,2	60,0	86,2	86,9
Septembre*	846	.	30,7	83,8	114,5	119,0
Octobre*	922	.	29,0	84,5	113,5	113,2
Novembre*	817	.	26,2	72,4	98,6	100,6
Décembre*	806	.	30,3	111,2	141,5	123,4

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région); autres données : INS : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production indice 1985 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1986	1,9	2,5	1.536	2,0	1.275	0,4	0,6	2.115	0,5	1.673	102
1987	3,1	1.904	2,4	1.517	.	0,7	2.789	0,5	1.910	100
1988	3,8	2.292	3,0	1.817	.	0,7	3.383	0,6	2.818	111
1989	4,2	2.568	3,6	2.233	.	0,8	3.958	0,7	3.126	117
1990	4,3	2.646	3,4	2.154	.	0,8	4.338	0,7	3.058	143
1991	3,9	2.421	3,7	2.324	.	0,7	4.504	0,7	4.021	124
1992	4,2	2.610	3,9	2.465	.	0,7	3.803	0,7	3.584	148
1993	4,6	2.755	3,7	2.258	.	0,7	3.572	0,6	2.966	121
1992 1 ^{er} trimestre	4,4	2.759	3,6	2.256	.	0,7	3.655	0,6	3.531	—
2 ^e trimestre	4,1	2.524	4,7	3.041	.	0,7	3.706	0,8	4.129	—
3 ^e trimestre	4,1	2.648	3,2	2.057	.	0,8	3.769	0,6	2.500	—
4 ^e trimestre	4,1	2.507	4,1	2.504	.	0,7	4.082	0,8	4.174	—
1993 1 ^{er} trimestre	4,2	2.616	3,4	2.098	.	0,6	3.113	0,5	2.534	—
2 ^e trimestre	4,3	2.600	4,2	2.669	.	0,7	3.723	0,8	4.162	—
3 ^e trimestre	5,2	3.079	3,6	2.316	.	0,8	4.092	0,6	2.714	—
4 ^e trimestre	4,6	2.726	3,3	1.949	.	0,6	3.360	0,5	2.454	—
1994 1 ^{er} trimestre	4,7	2.854	3,3	2.036	.	0,7	3.532	0,6	2.925	—
1993 Mai	3,8	2.347	3,7	2.491	.	0,6	3.646	0,7	3.063	* 137
Juin	5,0	2.927	3,7	2.261	.	0,9	4.895	0,7	3.220	* 134
Juillet	5,6	3.585	3,1	2.119	.	0,8	4.504	0,6	3.285	* 133
Août	4,6	2.716	3,3	2.094	.	0,8	3.308	0,5	2.095	* 131
Septembre	5,4	2.937	4,5	2.736	.	0,8	4.463	0,7	2.761	* 129
Octobre	4,6	2.529	3,5	2.171	.	0,6	3.012	0,5	2.226	* 126
Novembre	4,8	2.730	2,9	1.789	.	0,6	3.926	0,5	2.451	* 123
Décembre	4,5	2.919	3,6	1.886	.	0,7	3.142	0,6	2.684	* 121
1994 Janvier	3,6	2.262	2,7	1.546	.	0,5	2.362	0,5	2.379	* 120
Février	5,4	3.171	3,1	1.977	.	0,7	4.643	0,6	3.354	* 119
Mars	5,1	3.130	4,0	2.585	.	0,8	3.591	0,6	3.041	* 119
Avril	5,1	2.962	5,0	3.039	.	0,7	3.013	0,7	2.995	* 117
Mai	3,9	2.537	4,9	3.015	.	0,6	2.764	0,8	5.078	* 118

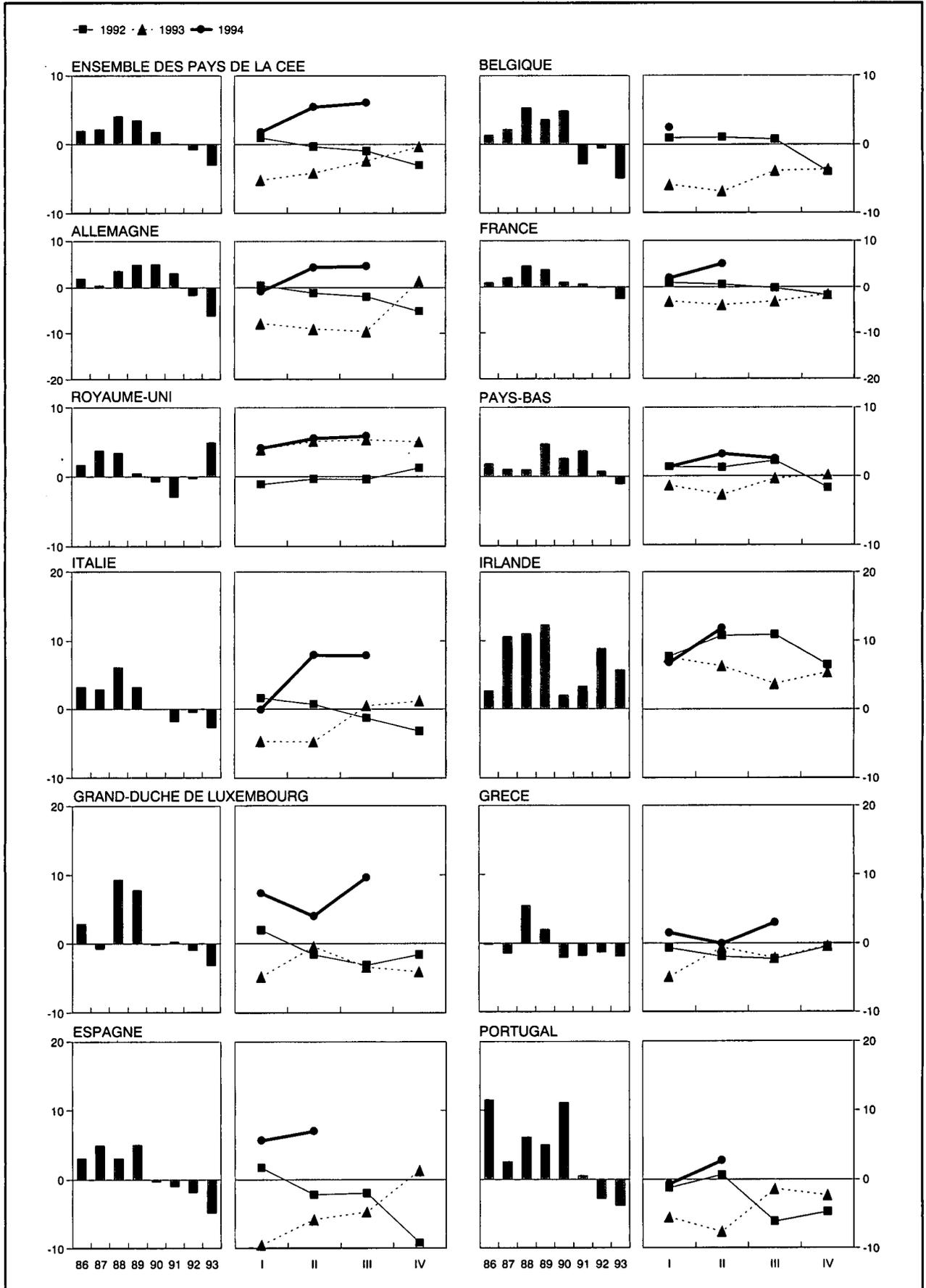
¹ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non des-

saisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou le trimestre correspondant de l'année précédente.

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

(indices 1990 = 100)

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays CEE (11 pays ¹)	Belgique	Alle- magne ²	France	Royaume- Uni	Pays-Bas	Italie	Irlande	Grand- Duché de Luxem- bourg	Grèce	Espagne	Portugal
1990	100	100	97	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1991	100	98	100	100	96	104	99	103	101	99	99	100
1992	99	98	98	99	96	104	98	113	100	97	97	98
1993	96	93	92	95	98	103	96	119	97	95	92	95
1992 2 ^e trimestre	99	99	100	100	93	105	98	111	100	97	97	100
3 ^e trimestre	98	98	94	99	96	104	98	115	98	98	96	95
4 ^e trimestre	96	95	98	97	97	102	97	114	98	97	92	95
1993 1 ^{er} trimestre	95	94	92	96	97	104	98	119	98	94	90	97
2 ^e trimestre	95	93	91	95	97	102	96	118	100	96	91	95
3 ^e trimestre	96	93	89	96	98	104	97	119	94	96	93	95
4 ^e trimestre	96	92	95	95	100	102	96	120	94	96	93	94
1994 1 ^{er} trimestre	97	96	93	95	101	105	96	127	104	94	94	94
2 ^e trimestre	100	.	95	98	103	106	101	132	104	96	98	95
3 ^e trimestre	102	.	93	.	104	106	104	.	103	99	100	.
1993 Octobre	96	95	99	97	100	103	97	121	98	97	91	92
Novembre	96	88	96	98	100	104	97	118	91	96	93	94
Décembre	96	91	90	97	99	99	95	122	94	95	96	95
1994 Janvier	96	95	87	98	100	103	95	122	109	92	92	94
Février	97	97	90	98	101	106	97	129	100	96	95	94
Mars	97	95	100	99	101	106	96	130	103	95	96	94
Avril	100	95	94	101	103	106	100	131	106	96	96	95
Mai	100	.	93	101	103	106	100	132	107	95	97	95
Juin	100	.	97	101	103	106	101	134	98	97	100	95
Juillet	102	.	92	103	104	107	104	.	100	101	96	97
Août	102	.	87	103	104	106	105	.	107	96	105	98
Septembre	101	.	101	102	105	107	101	.	100	101	100	.
Octobre	101	.	104	102	105	.	103	.	.	.	.	.

¹ Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Indices 1991 = 100.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la SNCB et de la SABENA

Sources : SNCB et INS.

Moyennes mensuelles ou mois	SNCB					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales ²	minerais ²		
(millions)			(milliers de tonnes)		(millions)		
1986	506	618	5.260	1.399	980	463	91
1987	524	597	5.332	1.336	1.014	498	91
1988	529	641	5.482	1.218	1.081	544	105
1989	533	671	5.490	1.185	1.158	564	108
1990	545	696	5.594	1.254	1.075	631	114
1991	564	679	5.375	1.097	1.063	519	89
1992	565	680	5.234	1.045	969	517	80
1993	557	631	4.858	873	858	540	84
1992 3 ^e trimestre	549	645	5.004	1.082	961	628	88
4 ^e trimestre	564	662	4.935	1.032	812	481	78
1993 1 ^{er} trimestre	560	621	4.941	860	823	454	72
2 ^e trimestre	570	617	4.803	811	928	528	83
3 ^e trimestre	542	624	4.556	916	706	660	95
4 ^e trimestre	558	660	5.132	905	976	519	83
1994 1 ^{er} trimestre	560	694	5.318	896	965	480	78
2 ^e trimestre	563	709	5.463	956	999	637	94
3 ^e trimestre	524	614	4.772	889	856	756	104
1993 Novembre	541	602	4.667	792	816	447	72
Décembre	548	666	5.181	1.038	887	500	82
1994 Janvier	577	448	3.738	800	615	497	77
Février	530	679	5.464	922	928	404	69
Mars	573	955	6.751	965	1.353	538	88
Avril	548	754	5.672	968	967	601	91
Mai	596	691	5.316	969	1.011	636	94
Juin	545	683	5.400	930	1.020	674	98
Juillet	536	612	4.627	851	844	764	105
Août	511	597	4.610	903	859	747	103
Septembre	526	633	5.080	912	864	758	105
Octobre	626	659	5.511	1.050	830	699	103
Novembre						563	88

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série à partir de janvier 1986.

V - 1b. — Navigation maritime

**V - 1c. —
Navigation
intérieure**

Sources : Stad Antwerpen - Havenbedrijf [col. (1)], INS (autres colonnes).

Source : INS.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1986	10.582	4.315	3.051	1.728	1.523	414	3.478	418	272	7.943	434
1987	10.849	4.465	2.962	1.697	1.609	417	3.866	604	322	7.865	427
1988	11.278	4.792	3.231	1.789	1.406	365	4.128	617	349	8.263	453
1989		4.093	3.134	1.803	1.267	399	5.031	908	422	8.105	444
1990		4.555	3.272	1.983	1.424	345	5.590	1.169	464	8.331	454
1991		2.956	1.856	2.025	1.145	250	5.549	836	145	7.903	435
1992		4.563	3.802	1.838	1.318	338	6.039	1.300	520	7.458	424
1993		3.702	3.563	1.756	1.288	339	5.963	811	326		
1992 1 ^{er} trimestre		5.158	4.124	1.921	1.567	314	5.849	1.710	560	7.606	428
2 ^e trimestre		4.324	3.579	1.828	1.093	317	6.218	1.337	628	7.540	423
3 ^e trimestre		3.965	3.429	1.798	1.166	371	6.104	1.159	435	7.295	409
4 ^e trimestre		4.839	4.130	1.922	1.423	340	5.985	992	455	7.391	435
1993 1 ^{er} trimestre		3.823	3.582	1.752	1.068	339	5.740	850	369		
2 ^e trimestre		3.277	3.361	1.708	1.447	340	6.279	858	345		
3 ^e trimestre		3.438	3.535	1.745	1.398	264	5.989	763	321		
4 ^e trimestre		4.270	3.771	1.819	1.239	411	5.844	772	269		
1994 1 ^{er} trimestre				1.777			5.858				
1993 Mai		3.289	3.227	1.841	1.255	411	6.277	846	319		
Juin		3.017	3.641	1.523	1.317	247	6.220	942	352		
Juillet		3.149	3.392	1.585	1.000	192	5.875	394	361		
Août		4.260	3.265	1.884	1.184	228	6.087	865	332		
Septembre		2.906	3.949	1.766	2.011	372	6.006	1.030	269		
Octobre		4.065	4.265	2.004	479	342	6.263	615	298		
Novembre		4.084	3.220	1.782	1.739	400	5.701	1.141	289		
Décembre		4.661	3.829	1.670	1.500	492	5.567	560	221		
1994 Janvier				1.747			5.748				
Février				1.819			5.447				
Mars				1.766			6.380				
Avril				2.032			6.279				
Mai				2.129			6.120				

¹ Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : INS.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne	Etats-Unis
1986	2.637	1.819	81	277	96	126	67
1987	2.565	1.727	81	299	90	131	61
1988	2.706	1.825	84	339	81	141	48
1989	2.997	1.983	101	374	99	164	49
1990	3.070	1.996	105	400	113	162	53
1991	2.855	1.840	101	365	104	172	42
1992	2.302	1.229	109	352	126	189	52
1993	2.279	1.192	110	367	113	205	43
1992 3 ^e trimestre *	4.177	1.489	136	664	171	274	66
4 ^e trimestre *	1.562	725	84	245	98	148	42
1993 1 ^{er} trimestre *	1.140	453	81	201	78	122	31
2 ^e trimestre *	1.996	967	125	295	119	210	43
3 ^e trimestre *	3.531	2.089	129	581	131	262	48
4 ^e trimestre *	1.311	575	80	217	84	134	33
1994 1 ^{er} trimestre *	1.132	460	74	176	82	135	31
2 ^e trimestre *	2.141	1.038	116	321	119	230	52
3 ^e trimestre *	3.378	2.001	114	561	126	255	50
1993 Septembre *	1.831	799	99	281	127	211	48
Octobre *	1.689	675	104	290	111	226	44
Novembre *	1.316	649	79	181	88	99	31
Décembre *	928	401	56	179	52	76	23
1994 Janvier *	900	360	56	151	63	109	26
Février *	1.141	518	77	184	72	101	28
Mars *	1.354	501	89	192	111	196	39
Avril *	1.977	1.095	125	193	101	192	38
Mai *	2.336	1.084	122	430	120	247	55
Juin *	2.110	935	102	341	135	250	63
Juillet *	4.700	3.015	117	789	119	335	52
Août *	3.906	2.338	142	663	150	255	47
Septembre *	1.529	649	80	232	108	175	50

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

(indices 1980 = 100)

Source : INS : Statistiques du commerce.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Super-marchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1986	140	140	125	32	144	162	154	127	143	101
1987	145	145	123	22	146	162	163	128	146	102
1988	146	150	122	23	147	161	170	138	150	105
1989	159	159	127	24	155	180	190	148	162	110
1990	180	169	131	22	164	199	195	164	174	113
1991	181	178	132	21	170	214	206	172	184	117
1992	182	186	131	23	177	222	213	169	187	118
1993	* 166	184	125	17	* 171	* 199	* 209	* 147	* 174	* 108
1992 3 ^e trimestre	* 163	175	131	20	* 169	* 191	* 203	* 142	* 169	* 107
4 ^e trimestre	* 178	204	134	27	* 180	* 222	* 231	* 157	* 188	* 117
1993 1 ^{er} trimestre	* 161	176	120	20	* 164	* 182	* 194	* 152	* 168	* 104
2 ^e trimestre	* 172	184	125	19	* 175	* 211	* 204	* 153	* 179	* 111
3 ^e trimestre	* 159	175	125	15	* 167	* 195	* 204	* 133	* 167	* 103
4 ^e trimestre	* 174	202	130	15	* 179	* 209	* 236	* 149	* 184	* 113
1994 1 ^{er} trimestre	* 164	176	116	16	* 163	* 186	* 196	* 156	* 170	* 104
2 ^e trimestre	* 174	187	123	13	* 177	* 194	* 209	* 163	* 181	* 110
3 ^e trimestre	* 163	178	125	12	* 174	* 191	* 204	* 139	* 171	* 103
1993 Septembre	* 171	176	121	21	* 167	* 228	* 217	* 141	* 176	* 109
Octobre	* 170	191	128	20	* 171	* 224	* 223	* 143	* 179	* 110
Novembre	* 148	178	119	14	* 162	* 173	* 193	* 127	* 158	* 97
Décembre	* 203	237	143	11	* 204	* 230	* 291	* 178	* 215	* 132
1994 Janvier	* 156	173	115	20	* 161	* 211	* 189	* 129	* 163	* 100
Février	* 151	159	111	11	* 155	* 141	* 182	* 150	* 156	* 95
Mars	* 184	195	123	16	* 173	* 207	* 217	* 189	* 190	* 116
Avril	* 172	191	124	21	* 174	* 212	* 199	* 161	* 180	* 110
Mai	* 171	181	121	12	* 176	* 191	* 208	* 155	* 177	* 108
Juin	* 179	189	124	7	* 181	* 179	* 221	* 172	* 185	* 112
Juillet	* 161	184	130	11	* 174	* 195	* 206	* 134	* 170	* 103
Août	* 153	170	124	11	* 174	* 156	* 188	* 132	* 161	* 97
Septembre	* 176	181	121	15	* 174	* 221	* 219	* 151	* 181	* 109

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 4. — CHAMBRE DE COMPENSATION

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles									Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assigna- tions et mandats postaux	Change	Chèques impayés	Domicilia- tions impayées	Autres opérations de débit	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1988	2	272	8	21.227			22.107	2	43.618	833	44.451
1989	2	265	7	23.494			24.051	3	47.822	786	48.608
1990	1	242	6	25.993			25.897	2	52.141	709	52.850
1991	0	222	3	42	31	27.695	27.533	1	55.527	584	56.111
1992	0	195	38	55	143	29.263	29.318	0	59.012	487	59.499
1993	0	183	78	56	164	31.001	31.301	0	62.783	435	63.218
1994	0	174	96	46	175	32.564	33.211	0	66.266	383	66.649
1992 4 ^e trimestre	0	175	53	60	149	30.540	31.447	0	62.424	463	62.887
1993 1 ^{er} trimestre	0	184	54	57	165	28.996	30.787	0	60.243	448	60.691
2 ^e trimestre	0	197	74	56	156	31.721	31.214	0	63.418	472	63.890
3 ^e trimestre	0	187	89	54	163	30.849	29.288	0	60.630	417	61.047
4 ^e trimestre	0	163	95	57	169	32.439	33.916	0	66.839	404	67.243
1994 1 ^{er} trimestre	0	167	94	50	182	30.407	32.124	0	63.024	383	63.407
2 ^e trimestre	0	188	93	46	177	33.208	33.546	0	67.258	414	67.672
3 ^e trimestre	0	186	93	42	165	32.885	31.498	0	64.869	380	65.249
4 ^e trimestre	0	156	102	45	175	33.756	35.679	0	69.913	355	70.268
1993 Décembre	0	185	103	59	184	34.951	38.648	0	74.130	437	74.567
1994 Janvier	0	178	89	51	210	30.725	32.023	0	63.276	384	63.660
Février	0	153	88	47	170	28.334	29.910	0	58.702	359	59.061
Mars	1	169	105	51	167	32.162	34.438	0	67.093	405	67.498
Avril	0	182	89	48	203	32.158	32.033	0	64.713	393	65.106
Mai	0	163	89	45	162	34.430	33.908	0	68.797	393	69.190
Juin	0	220	102	45	166	33.036	34.696	0	68.265	457	68.722
Juillet	0	246	92	41	159	32.936	30.748	0	64.222	418	64.640
Août	0	149	91	41	163	33.356	31.289	0	65.089	358	65.447
Septembre	0	162	95	44	174	32.364	32.456	0	65.295	364	65.659
Octobre	0	180	98	45	198	34.464	34.457	0	69.442	362	69.804
Novembre	0	141	98	44	167	31.887	34.303	0	66.640	347	66.987
Décembre	0	146	111	45	162	34.917	38.277	0	73.658	355	74.013

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome I, n° 3, mars 1985, p. 19.

V - 4. — CHAMBRE DE COMPENSATION

b) Montant des opérations

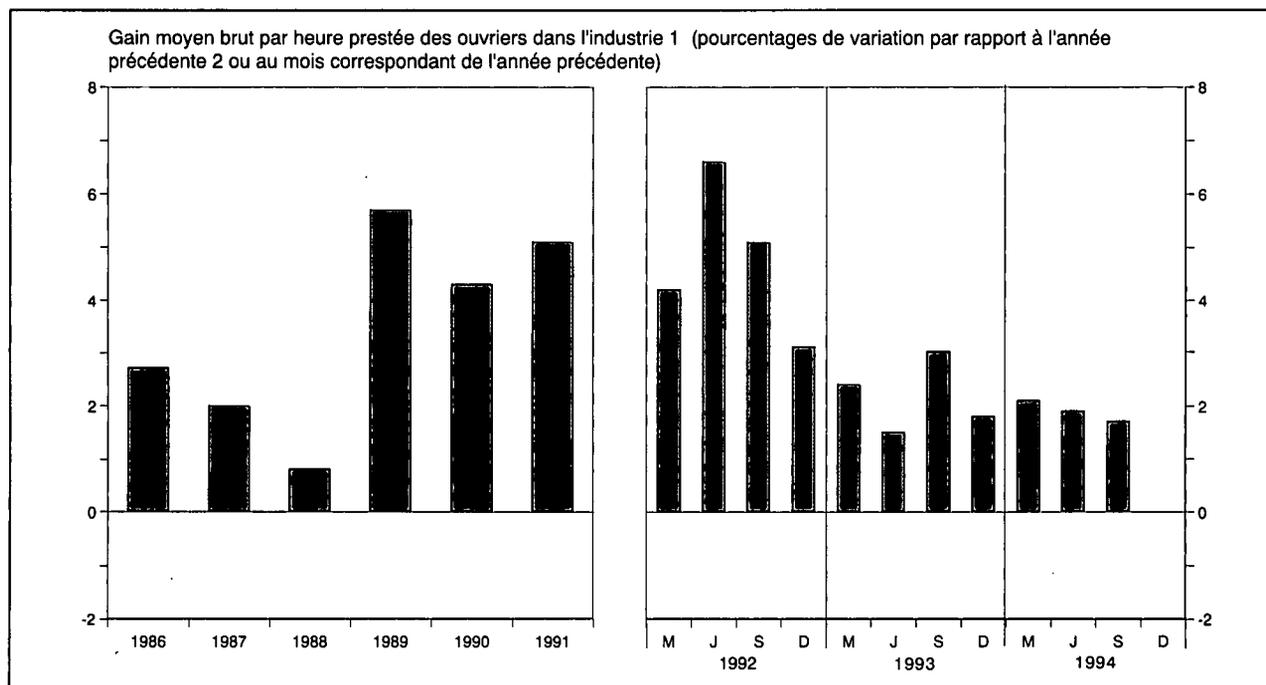
(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles									Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assigna- tions et mandats postaux	Change	Chèques impayés	Domicilia- tions impayées	Autres opérations de débit	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1988	238	5	1.272	965			7.575	1.082	1.137	744	11.881
1989	256	5	1.352	1.125			9.080	1.820	3.638	773	14.411
1990	221	3	1.170	1.886			10.310	1.517	15.107	795	15.902
1991	636	3	987	15	1	1.659	12.363	659	16.323	489	16.812
1992	461	183	2.037	15	1	1.551	13.373	83	17.704	554	18.258
1993	707	212	6.238	6	1	1.396	17.493	0	26.053	688	26.741
1994	901	239	8.683	3	1	1.405	18.193	0	29.425	764	30.189
1992 4 ^e trimestre	564	222	2.976	9	1	1.438	14.296	0	19.506	655	20.161
1993 1 ^{er} trimestre	586	210	3.724	12	1	1.445	16.350	0	22.328	634	22.962
2 ^e trimestre	660	237	4.544	3	1	1.510	15.155	0	22.110	592	22.702
3 ^e trimestre	767	224	7.404	3	1	1.295	18.228	0	27.922	700	28.622
4 ^e trimestre	813	179	9.280	7	1	1.335	20.238	0	31.853	827	32.680
1994 1 ^{er} trimestre	942	237	9.479	3	1	1.661	19.518	0	31.841	921	32.762
2 ^e trimestre	889	242	7.495	5	1	1.470	18.436	0	28.538	773	29.311
3 ^e trimestre	887	242	8.891	2	1	1.306	18.727	0	30.056	692	30.748
4 ^e trimestre	884	236	8.867	3	1	1.182	16.091	0	27.264	672	27.936
1993 Décembre	851	312	10.180	4	1	1.386	20.499	0	33.233	823	34.056
1994 Janvier	842	260	9.519	2	1	1.478	19.307	0	31.409	850	32.259
Février	910	215	9.197	2	1	1.720	18.583	0	30.628	868	31.496
Mars	1.073	237	9.720	5	1	1.784	20.665	0	33.485	1.044	34.529
Avril	940	311	8.243	9	1	1.630	19.040	0	30.174	800	30.974
Mai	863	194	6.657	3	2	1.373	16.987	0	26.079	791	26.870
Juin	863	222	7.584	2	1	1.407	19.283	0	29.362	727	30.089
Juillet	796	285	8.619	2	1	1.290	19.124	0	30.117	790	30.907
Août	985	222	9.422	2	1	1.277	19.371	0	31.280	679	31.959
Septembre	881	219	8.631	3	2	1.351	17.684	0	28.771	607	29.378
Octobre	870	269	9.102	4	1	1.148	16.239	0	27.633	660	28.293
Novembre	773	181	7.954	2	1	1.149	14.426	0	24.486	591	25.077
Décembre	1.010	257	9.545	2	1	1.248	17.610	0	29.673	766	30.439

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome I, n° 3, mars 1985, p. 19.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	BNB			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
Indices 1975 = 100								
1986	208,0	199,0	205,0	218,0	208,5	204,6	193,5	189,5
1987	212,0	201,0	207,0	226,0	210,4	206,5	194,9	191,5
Indices 1987 = 100								
1988	100,8	101,8	102,3	100,2	102,5	103,1	102,0	103,6
1989	106,5	105,5	106,6	106,0	106,7	107,4	106,9	107,5
1990	111,1	110,3	111,9	110,6	112,1	112,8	112,0	111,9
1991	116,8	116,1	117,8	116,3	118,2	118,8	117,0	116,6
1992	122,3	121,0	122,7	121,8	123,3	124,2	122,0	121,2
1993	124,9	125,0	126,9	124,5	127,4	128,1	126,4	124,9
1994 .....	.	.	.	.	130,7	131,5	129,8	128,4
1992 Septembre	121,8	121,5	123,2	121,5	124,0	125,2	123,0	122,3
1992 Décembre	125,4	122,4	124,0	125,2	124,9	125,9	123,4	122,4
1993 Mars	121,9	123,4	125,4	121,3	125,5	126,4	124,8	123,3
1993 Juin	124,6	124,8	126,8	124,2	127,3	128,2	126,5	125,2
1993 Septembre	125,4	125,7	127,9	125,0	128,0	128,6	126,9	125,3
1993 Décembre	127,7	126,1	127,6	127,5	128,7	129,3	127,3	125,8
1994 Mars	124,5	126,9	128,8	123,8	129,3	130,0	128,8	127,4
1994 Juin	127,0	127,6	130,0	129,5	130,0	130,6	128,8	127,4
1994 Septembre	127,5	128,3	131,0	127,1	131,4	132,4	130,5	129,3
1994 Décembre .....	.	.	.	.	132,1	133,0	130,9	129,5

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport pour les indices 1975 = 100.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période ; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : INS.

Groupes et branches d'industrie	1991	1992	1992	1993	1993	1991	1992	1992	1993	1993
	octobre	avril	octobre	avril	octobre	octobre	avril	octobre	avril	octobre
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
Ensemble de l'industrie	363	371	379	386	395	91,4	93,2	95,1	96,9	98,4
Industrie extractive	383	370	377	386	392	90,3	98,5	99,8	103,1	106,2
Bâtiment et génie civil	350	363	368	377	384	84,0	85,6	87,4	89,7	92,2
Industrie manufacturière	363	372	380	386	396	92,0	93,6	95,6	97,4	98,7
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport) ..	358	363	373	378	385	88,3	89,9	90,9	90,9	91,9
Construction de machines et de matériel mécanique	374	385	389	394	407	93,7	94,8	95,9	97,0	99,1
Construction électrique et électronique	363	372	382	385	391	96,2	97,3	101,0	102,5	104,2
Construction d'automobiles et pièces détachées	380	385	396	403	414	96,3	98,9	101,1	101,1	102,3
Construction d'autre matériel de transport	380	387	391	405	413	93,6	94,9	98,9	100,4	102,6
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	361	360	368	377	390	89,2	91,8	94,4	96,2	98,7
Métallurgie de base	452	464	474	487	498	107,9	109,8	111,6	112,4	115,2
Industrie chimique	451	457	472	488	504	108,0	110,7	113,2	116,1	116,1
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	346	353	363	368	375	86,9	87,6	89,6	91,8	93,5
Industrie textile	312	317	326	331	338	81,4	83,2	85,2	86,2	86,3
Industrie des produits minéraux non métalliques	376	387	394	401	414	92,8	94,9	97,1	99,5	101,2
Industrie du bois	319	330	331	339	344	73,7	75,4	76,4	79,2	79,7
Industrie des chaussures et de l'habillement ...	267	276	280	287	295	66,8	68,3	69,6	70,7	73,4
Industrie du papier, imprimerie et édition	397	408	418	424	436	88,2	89,9	92,5	94,8	95,9
Raffineries de pétrole	606	678	668	683	713	131,3	133,5	134,7	140,4	141,3
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	107,3	110,1	112,4	115,5	117,3

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

(indices 1975 = 100)

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération ..	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1987	149,2	123,8	91,2	67,2	91,6	104,5	148,6	167,1	150,3	106,4	164,0	152,8	165,1
1988	143,4	150,2	108,6	92,0	125,5	111,9	181,8	191,6	216,4	115,5	139,5	162,1	137,3
1989	158,0	150,7	104,3	98,2	110,6	105,5	186,0	191,3	223,5	125,5	162,3	158,2	162,7
1990	185,7	150,8	94,7	88,1	97,2	97,4	193,6	210,8	201,9	145,8	206,0	176,9	208,8
1991	161,8	136,4	89,0	84,4	98,4	88,2	172,5	182,0	174,5	149,5	176,6	173,3	176,9
1992	160,1	132,1	88,6	89,0	103,7	83,1	165,3	169,8	172,3	146,4	176,5	192,9	174,9
1993	144,3	120,0	91,4	86,7	108,4	88,0	141,7	140,9	145,0	139,2	158,5	186,5	155,9
1994	147,8	143,2	113,5	92,1	115,4	124,7	165,9	171,8	171,2	146,1	150,4	194,1	146,3
1992 4 ^e trimestre	158,1	126,7	86,6	83,7	100,3	83,4	157,3	161,6	163,4	140,1	176,4	192,1	174,9
1993 1 ^{er} trimestre	151,0	122,9	88,3	85,7	103,0	84,6	149,2	148,2	159,9	137,2	167,5	183,8	165,9
2 ^e trimestre	150,7	119,3	88,9	83,1	104,4	86,7	142,4	142,7	145,2	138,3	169,0	186,9	167,3
3 ^e trimestre	140,7	118,7	91,9	84,2	113,7	88,5	139,1	136,6	143,0	139,2	153,5	186,1	150,4
4 ^e trimestre	134,9	119,0	96,5	93,8	112,5	92,3	136,2	136,2	131,8	141,9	144,1	189,0	139,8
1994 1 ^{er} trimestre	129,9	126,8	99,8	100,3	118,3	93,0	147,3	150,0	146,5	142,4	131,7	185,8	126,6
2 ^e trimestre	146,1	136,7	108,0	93,4	119,2	112,3	158,7	165,0	159,6	144,0	151,6	190,9	147,8
3 ^e trimestre	157,6	151,2	125,1	85,9	111,8	151,6	171,1	177,9	177,4	148,1	161,4	199,2	157,8
4 ^e trimestre	157,5	158,2	121,0	88,9	112,4	142,0	186,5	194,4	201,5	149,8	157,0	200,5	152,9
1994 Janvier	130,3	124,6	99,7	103,7	119,7	90,5	143,4	144,8	142,7	141,4	133,7	184,3	128,9
Février	130,0	126,8	99,4	100,8	117,8	92,2	149,7	150,2	147,8	142,1	131,9	184,7	126,9
Mars	129,3	128,9	100,3	96,3	117,3	96,4	150,7	155,1	148,9	143,7	129,5	188,3	123,9
Avril	137,7	130,6	100,7	93,9	116,6	98,9	153,5	162,2	146,9	143,3	141,9	187,9	137,5
Mai	146,7	137,3	108,6	93,5	119,3	113,2	159,2	165,7	159,8	144,6	152,1	191,2	148,4
Juin	154,0	142,3	114,8	92,7	121,6	124,7	163,3	167,0	172,0	144,2	160,7	193,6	157,6
Juillet	160,8	148,9	124,4	85,7	112,0	150,3	167,5	171,4	177,3	146,4	167,8	198,7	164,9
Août	157,0	149,0	122,3	84,1	111,6	147,5	169,3	176,4	173,5	147,6	161,7	199,2	158,1
Septembre	155,1	155,7	128,5	87,8	111,9	157,1	176,4	185,7	181,3	150,2	154,8	199,7	150,5
Octobre	156,6	156,4	123,8	89,6	107,7	148,6	181,2	191,5	187,3	151,0	156,7	202,9	152,3
Novembre	159,9	158,9	121,1	87,7	115,2	141,9	187,7	195,4	204,3	149,4	160,5	200,8	156,7
Décembre	155,9	159,2	118,2	89,3	114,3	135,6	190,5	196,3	212,8	149,0	153,9	197,7	149,7
1995 Janvier	160,6	163,6	119,1	91,2	111,3	137,5	197,5	204,7	220,2	152,2	158,8	201,5	154,7

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollar des Etats-Unis.

VII - 2a. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION ET A L'IMPORTATION ET SES COMPOSANTES

(indices 1980 = 100)

	Prix des produits agricoles et horticoles	Prix à la production industrielle	Valeur unitaire des produits importés	Prix à la production et à l'importation
1987	122,0	125,8	130,6	128,3
1988	121,3	127,4	133,4	130,4
1989	133,8	134,7	142,5	138,9
1990	127,1	135,5	140,0	137,5
1991	127,2	134,0	138,5	136,1
1992	123,9	134,3	134,4	133,8
1993	114,5	133,0	.	.
1994 .....	.	134,8	.	.
1992 4 ^e trimestre	120,5	133,7	131,9	132,0
1993 1 ^{er} trimestre	116,4	132,4	.	.
2 ^e trimestre	112,9	133,0	.	.
3 ^e trimestre	112,5	133,1	.	.
4 ^e trimestre	116,3	133,3	.	.
1994 1 ^{er} trimestre .....	.	133,1	.	.
2 ^e trimestre .....	.	134,6	.	.
3 ^e trimestre .....	.	135,3	.	.
4 ^e trimestre .....	.	136,0	.	.
1993 Décembre	118,9	132,9	.	.
1994 Janvier .....	.	133,0	.	.
Février .....	.	133,1	.	.
Mars .....	.	133,1	.	.
Avril .....	.	134,2	.	.
Mai .....	.	134,7	.	.
Juin .....	.	135,1	.	.
Juillet .....	.	135,4	.	.
Août .....	.	135,3	.	.
Septembre .....	.	135,3	.	.
Octobre .....	.	135,9	.	.
Novembre .....	.	136,3	.	.
Décembre .....	.	135,6	.	.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIV^e année, tome II, n^o 2-3, août-septembre 1989.

VII - 2b. — INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(indices 1980 = 100)

Source : MAE.

	Prix à la production industrielle	Prix par type de produits				Prix selon l'utilisation des produits		
		Energie et eau	Produits minéraux et chimiques	Produits métalliques électro-technique, machines, matériel de transport	Autres produits manufacturés	Produits intermédiaires	Produits destinés à la consommation	Produits destinés à l'investissement
1987	125,8	103,4	134,5	138,4	132,9	118,5	135,0	138,9
1988	127,4	99,3	142,9	140,1	135,2	119,7	137,0	141,2
1989	134,7	106,0	157,1	145,5	140,6	128,2	142,9	146,2
1990	135,5	110,6	152,8	149,2	140,0	128,9	142,7	150,2
1991	134,0	106,0	143,7	152,9	142,1	124,4	144,8	154,6
1992	134,3	103,0	141,1	156,1	145,0	122,1	148,9	158,3
1993	133,0	103,5	137,4	156,7	142,9	120,5	147,3	159,4
1994	134,8	101,5	143,1	157,7	145,7	121,8	150,2	160,8
1992 4 ^e trimestre	133,7	103,6	138,0	156,6	144,3	121,3	148,3	159,0
1993 1 ^{er} trimestre	132,4	103,4	135,2	156,7	142,6	119,7	147,3	159,1
2 ^e trimestre	133,0	104,3	136,5	156,5	142,9	120,9	146,8	159,1
3 ^e trimestre	133,1	103,6	138,3	156,6	142,7	120,9	146,9	159,5
4 ^e trimestre	133,3	102,5	139,2	157,0	143,4	120,4	148,3	159,9
1994 1 ^{er} trimestre	133,1	99,7	141,0	157,4	143,8	119,8	148,6	160,4
2 ^e trimestre	134,7	101,8	142,5	157,7	145,5	121,7	150,0	160,9
3 ^e trimestre	135,3	102,0	143,6	157,7	146,5	122,4	150,9	160,8
4 ^e trimestre	136,0	102,3	145,4	158,0	147,0	123,2	151,2	161,2
1993 Décembre	132,9	99,8	139,6	157,1	144,1	119,3	149,1	160,1
1994 Janvier	133,0	100,1	141,0	157,1	143,5	119,9	148,2	160,1
Février	133,1	99,6	141,0	157,6	144,0	119,8	148,8	160,6
Mars	133,1	99,5	140,9	157,6	144,0	119,7	148,9	160,6
Avril	134,2	101,3	142,2	157,6	144,9	121,2	149,3	160,6
Mai	134,7	101,9	142,4	157,7	145,6	121,7	150,0	161,0
Juin	135,1	102,2	143,0	157,7	146,2	122,0	150,7	161,0
Juillet	135,4	102,1	144,8	157,7	146,1	122,7	150,4	161,0
Août	135,3	102,7	142,7	157,6	146,5	122,4	150,9	160,6
Septembre	135,3	101,3	143,7	157,6	147,1	122,2	151,3	160,6
Octobre	135,9	102,5	144,6	157,6	147,4	123,2	151,5	160,6
Novembre	136,3	103,1	145,8	158,2	147,1	123,7	151,4	161,5
Décembre	135,6	101,4	145,9	158,2	146,6	122,9	150,6	161,5

Référence bibliographique : voir tableau VII-2a.

VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : MAE.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers	Indice de santé
Indices 1981 = 100						
Coefficient de pondération en pour-cent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400	.
1987	133,60	133,90	130,43	136,52	140,72	.
1988	135,15	133,88	131,91	138,59	145,85	.
1989	139,35	138,07	136,37	142,14	151,24	.
1990	144,16	143,18	141,17	146,69	156,08	.
Indices 1988 = 100¹						
Coefficient de pondération en pour-cent de l'indice général	100,000	18,985	39,675	34,165	7,175	.
1991	109,98	108,88	110,20	110,46	109,49	.
1992	112,66	108,75	111,86	115,07	115,93	.
1993	115,76	107,89	115,20	119,45	122,05	.
1994	118,51	109,82	117,57	122,52	127,61	116,75
1992 3 ^e trimestre	113,10	108,71	111,98	116,10	116,66	.
4 ^e trimestre	113,65	108,31	113,28	116,23	117,47	.
1993 1 ^{er} trimestre	114,79	108,27	114,10	118,13	119,95	.
2 ^e trimestre	115,25	107,17	114,86	118,83	121,73	.
3 ^e trimestre	116,34	108,09	115,52	120,52	122,74	.
4 ^e trimestre	116,66	108,06	116,33	120,32	123,79	.
1994 1 ^{er} trimestre	117,56	108,67	116,85	121,49	126,29	115,86
2 ^e trimestre	118,22	108,87	117,63	122,17	127,35	116,40
3 ^e trimestre	119,29	111,44	117,86	123,48	128,06	117,49
4 ^e trimestre	118,98	110,30	117,94	122,96	128,73	117,26
1994 Janvier	117,30	108,90	116,56	121,03	125,87	115,65
Février	117,69	108,93	116,86	121,71	126,33	116,00
Mars	117,68	108,18	117,12	121,72	126,68	115,92
Avril	117,90	107,89	117,41	122,11	127,07	116,10
Mai	118,25	109,02	117,67	122,15	127,32	116,44
Juin	118,50	109,69	117,82	122,26	127,67	116,65
Juillet	119,23	111,21	117,61	123,75	127,95	117,45
Août	119,42	111,54	117,91	123,76	128,01	117,58
Septembre	119,22	111,57	118,06	122,92	128,23	117,43
Octobre	118,97	110,95	117,96	122,58	128,60	117,24
Novembre	118,97	109,96	117,93	123,13	128,67	117,25
Décembre	119,00	109,99	117,93	123,17	128,93	117,29
1995 Janvier	119,50	111,25	118,04	123,65	129,57	117,83

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 1981 = 100 les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,3528 ; produits alimentaires à 1,3410 ; produits non alimentaires à 1,3180 ; services à 1,3866 ; loyers à 1,4684.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : MAE.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Logement, chauffage et éclairage	Meubles, appareils, entretien	Dépenses de santé	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services	Indice de santé
Indices 1981 = 100										
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830	.
1987	133,60	135,35	143,27	122,38	135,37	137,47	127,41	140,57	142,54	.
1988	135,15	135,42	148,80	122,71	137,31	139,68	128,44	142,61	146,11	.
1989	139,35	139,91	153,39	126,92	140,09	143,13	134,17	144,80	150,20	.
1990	144,16	145,47	157,96	131,79	142,79	148,57	139,88	148,10	154,88	.
Indices 1988 = 100 ¹										
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	20,115	8,580	19,400	7,850	4,900	16,495	8,355	14,305	.
1991	109,98	109,38	110,43	110,77	106,65	112,27	110,80	106,49	111,64	.
1992	112,66	109,93	113,51	114,04	109,82	116,28	112,91	107,32	117,26	.
1993	115,76	109,88	116,05	119,32	112,11	122,50	117,24	108,91	121,00	.
1994	118,51	112,31	118,17	122,83	113,62	126,69	120,91	110,98	123,65	116,75
1992 4 ^e trimestre	113,65	109,83	114,91	115,34	110,75	118,08	114,48	107,60	118,58	.
1993 1 ^{er} trimestre	114,79	109,96	115,18	117,45	111,45	121,37	115,37	108,51	120,30	.
2 ^e trimestre	115,25	109,25	115,84	118,59	112,15	121,90	116,60	108,56	120,55	.
3 ^e trimestre	116,34	110,15	116,11	120,00	112,31	122,70	118,22	109,09	122,29	.
4 ^e trimestre	116,66	110,15	117,09	121,22	112,51	124,01	118,78	109,49	120,87	.
1994 1 ^{er} trimestre	117,56	110,96	117,37	122,04	113,17	126,19	120,07	110,18	121,72	115,86
2 ^e trimestre	118,22	111,49	118,03	122,65	113,68	126,56	120,96	110,99	122,49	116,40
3 ^e trimestre	119,29	113,93	118,26	122,98	113,81	126,82	121,71	111,23	124,80	117,49
4 ^e trimestre	118,98	112,85	119,04	123,65	113,83	127,19	120,89	111,50	123,65	117,26
1994 Janvier	117,30	111,03	117,20	121,88	112,87	126,20	119,62	109,83	121,05	115,65
Février	117,69	111,10	117,28	122,08	113,16	126,14	120,27	110,29	122,19	116,00
Mars	117,68	110,76	117,63	122,17	113,47	126,22	120,33	110,42	121,91	115,92
Avril	117,90	110,56	117,91	122,57	113,57	126,39	120,62	110,66	122,46	116,10
Mai	118,25	111,63	118,08	122,66	113,68	126,63	120,94	111,07	122,44	116,44
Juin	118,50	112,27	118,10	122,72	113,78	126,67	121,32	111,25	122,57	116,65
Juillet	119,23	113,71	118,11	122,78	113,79	126,76	121,45	110,78	125,66	117,45
Août	119,42	114,02	118,12	122,98	113,82	126,78	121,88	110,91	125,69	117,58
Septembre	119,22	114,05	118,54	123,19	113,83	126,93	121,79	112,01	123,06	117,43
Octobre	118,97	113,46	118,90	123,45	113,76	126,99	120,87	111,75	122,84	117,24
Novembre	118,97	112,53	119,09	123,68	113,82	127,22	120,90	111,36	123,77	117,25
Décembre	119,00	112,55	119,13	123,81	113,92	127,37	120,90	111,40	123,65	117,29
1995 Janvier	119,50	113,75	119,13	124,26	143,94	129,50	120,85	112,15	123,71	117,83

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 1981 = 100 les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,3528 ; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,3565 ; habillement et chaussures à 1,4850 ; logement, chauffage

et éclairage à 1,2274 ; meubles, appareils, entretien à 1,3751 ; dépenses de santé à 1,3963 ; transports et communications à 1,2937 ; culture et loisirs à 1,4261 ; autres biens et services à 1,4579.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL

1. — TABLEAU GENERAL

Source : INS ; Calculs : BNB.

	Valeur (milliards de francs)			Indices base 1985 = 100					
	Importations	Exportations	Balance commerciale	Quantités ¹			Valeurs unitaires moyennes		
				Importations	Exportations	Termes de l'échange bruts ²	Importations	Exportations	Termes de l'échange nets ²
1983	2.820,9	2.651,3	-169,6	92,6	91,9	99,2	91,8	91,0	99,1
1984	3.195,8	2.992,1	-203,7	97,2	96,6	99,4	99,1	97,8	98,6
1985	3.317,8	3.167,7	-150,1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	3.065,2	3.070,3	5,1	106,0	104,5	98,6	87,2	92,8	106,4
1987	3.110,1	3.100,1	-10,0	113,7	110,9	97,5	82,4	88,3	107,2
1988	3.393,6	3.382,3	-11,3	121,1	116,6	96,3	84,5	91,6	108,4
1989	3.883,9	3.943,1	59,2	129,1	126,1	97,7	90,7	98,7	108,8
1990	4.011,6	3.944,5	-67,1	136,6	129,7	94,9	88,5	96,0	108,5
1991	4.116,3	4.023,4	-92,9	141,9	134,6	94,9	87,4	94,3	107,9
1992	4.023,3	3.969,8	-53,5	143,8	135,3	94,1	84,3	92,6	109,8
1990 Décembre	308,7	288,9	-19,8	122,3	115,9	94,8	91,3	94,5	103,5
1991 Janvier	374,1	365,7	-8,4	151,7	143,0	94,3	89,2	96,9	108,6
Février	327,1	320,1	-7,0	133,9	126,7	94,6	88,3	95,7	108,4
Mars	358,7	356,8	-1,9	148,9	142,4	95,6	87,1	94,9	109,0
Avril	352,4	352,3	-0,1	146,0	140,9	96,5	87,3	94,7	108,5
Mai	345,2	339,7	-5,5	141,8	134,2	94,6	88,0	95,9	109,0
Juin	347,2	344,0	-3,2	142,1	137,3	96,6	88,3	94,9	107,5
Juillet	332,8	331,7	-1,1	134,3	131,4	97,8	89,6	95,6	106,7
Août	294,0	243,9	-50,1	121,7	99,2	81,5	87,3	93,1	106,6
Septembre	354,3	347,3	-7,0	144,9	141,9	97,9	88,5	92,7	104,7
Octobre	371,3	384,1	12,8	153,6	154,3	100,5	87,4	94,3	107,9
Novembre	335,0	331,3	-3,7	137,5	130,7	95,1	88,1	96,0	109,0
Décembre	324,2	306,5	-17,7	133,2	122,1	91,7	88,0	95,1	108,1
1992 Janvier	346,7	338,2	-8,5	146,5	135,7	92,6	85,6	94,4	110,3
Février	344,3	325,0	-19,3	141,5	129,8	91,7	88,0	94,8	107,7
Mars	396,4	369,6	-26,8	163,0	146,8	90,1	87,9	95,4	108,5
Avril	356,1	348,8	-7,3	148,1	138,7	93,7	86,9	95,3	109,7
Mai	317,8	325,2	7,4	131,4	127,7	97,2	87,5	96,4	110,2
Juin	355,1	363,8	8,7	148,5	146,1	98,4	86,5	94,3	109,0
Juillet	307,2	317,6	10,4	133,1	131,0	98,4	83,4	91,8	110,1
Août	279,1	242,1	-37,0	121,6	99,6	81,9	83,0	92,0	110,8
Septembre	342,1	351,6	9,5	146,7	142,5	97,1	84,3	93,5	110,9
Octobre	333,0	357,7	24,7	144,3	147,9	102,5	83,5	91,6	109,7
Novembre	313,1	318,5	5,4	136,4	133,7	98,0	83,0	90,2	108,7
Décembre	332,4	311,6	-20,8	142,7	130,7	91,6	84,2	90,3	107,2

N.B. Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

$$^1 \text{ Indice de quantités} = \frac{\text{indice des valeurs}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes}} \times 100.$$

$$^2 \text{ Termes de l'échange} = \frac{\text{indice à l'exportation}}{\text{indice à l'importation}} \times 100.$$

VIII - 2a. — EXPORTATIONS DE L'UEBL : REPARTITION PAR SECTIONS DE LA CLASSIFICATION TYPE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL¹

Milliards de francs

Source : INS; Calculs : BNB.

	Total		Produits alimentaires, boissons et tabacs			Matières brutes non comestibles (à l'exception des carburants), huiles et graisses			Combustibles minéraux	Produits manufacturés						
	(CTCI 0 à 9)		(CTCI 0 + 1)			(CTCI 2 + 4)			(CTCI 3)	(CTCI 5 à 9)						
		p.m. Total sans le diamant	Total	Produits alimentaires et animaux vivants	Boissons et tabacs	Total	Matières brutes non comestibles	Huiles et graisses		Total	p.m. Produits manufacturés à l'exception du diamant	Produits chimiques	Articles manufacturés classés d'après la matière première	Machines et matériel de transport	Articles manufacturés divers	Articles et transactions non classés ailleurs
			(CTCI 0)	(CTCI 1)		(CTCI 2)	(CTCI 4)				(CTCI 5)	(CTCI 6)	(CTCI 7)	(CTCI 8)	(CTCI 9)	
1983	2.651,3	2.489,3	253,6	233,1	20,5	81,7	68,3	13,4	222,6	2.093,4	1.931,4	316,7	812,6	594,6	191,4	178,1
1984	2.992,1	2.808,9	299,6	277,7	21,9	109,9	87,4	22,5	237,2	2.345,4	2.162,4	376,3	932,0	629,7	216,3	191,2
1985	3.167,7	2.975,3	297,8	273,2	24,6	113,0	88,0	25,0	208,6	2.608,3	2.416,3	406,7	977,5	795,6	229,5	199,0
1986	3.070,3	2.981,0	296,7	272,5	24,2	91,9	76,5	15,4	152,6	2.529,2	2.350,2	382,9	915,1	792,3	239,6	199,2
1987	3.100,1	2.917,7	304,6	279,1	25,6	89,9	77,4	12,5	118,3	2.537,3	2.355,3	388,8	909,6	836,9	251,3	200,7
1988	3.382,3	3.155,1	308,4	283,9	24,5	109,0	94,2	14,8	117,1	2.847,8	2.620,6	475,7	1.083,1	870,0	261,9	157,2
1989	3.943,1	3.653,7	360,8	334,0	26,9	128,6	110,0	18,6	135,7	3.318,0	3.028,6	540,4	1.298,8	998,6	294,3	185,9
1990	3.944,5	3.688,0	354,6	328,4	26,2	114,1	97,9	16,2	137,5	3.338,2	3.081,7	549,2	1.224,0	1.076,2	323,4	165,4
1991	4.023,4	3.763,1	396,0	368,4	27,6	106,9	90,3	16,7	157,0	3.363,4	3.103,1	566,7	1.188,4	1.086,8	342,6	178,8
1992	3.969,8	3.721,3	412,8	384,6	28,1	105,2	89,6	15,6	137,6	3.314,2	3.065,8	583,1	1.122,5	1.073,0	359,7	175,9
1990 Décembre	288,9	272,2	28,2	26,3	1,8	7,8	6,6	1,1	9,5	243,5	226,8	41,6	81,2	86,2	23,4	11,1
1991 Janvier	365,7	349,0	33,1	31,0	2,1	9,7	8,1	1,6	21,4	301,5	284,8	54,2	101,5	100,8	29,7	15,3
Février	320,1	300,0	27,5	25,6	1,9	8,3	6,8	1,5	14,4	270,0	249,9	45,7	94,2	87,9	27,3	14,9
Mars	356,8	332,5	31,1	28,7	2,4	9,5	8,1	1,3	14,6	301,7	277,4	49,3	106,7	98,7	30,4	16,5
Avril	352,3	331,1	32,3	29,8	2,5	9,2	7,8	1,4	12,4	298,4	277,2	49,0	104,5	98,7	29,2	17,0
Mai	339,7	316,9	33,3	30,8	2,5	8,9	7,5	1,4	12,0	285,5	262,7	47,9	101,2	94,5	26,3	15,6
Juin	344,0	325,8	32,6	30,3	2,3	8,6	7,4	1,2	11,4	291,4	273,1	47,9	99,6	98,1	29,0	16,7
Juillet	331,7	303,1	32,4	29,6	2,8	8,2	7,0	1,2	12,8	278,3	249,8	46,4	105,4	86,8	27,2	12,6
Août	243,9	229,7	30,4	28,3	2,2	6,1	5,0	1,1	12,6	194,7	180,5	37,0	69,3	55,2	22,1	11,1
Septembre	347,3	323,7	34,6	32,2	2,4	9,9	8,1	1,8	10,1	292,8	269,2	48,0	104,9	92,9	31,7	15,3
Octobre	384,1	356,3	38,9	36,5	2,3	10,6	8,9	1,6	11,3	323,3	295,6	51,7	116,8	104,0	35,2	15,6
Novembre	331,3	307,6	34,1	32,0	2,1	9,6	8,2	1,4	13,1	274,5	250,8	46,7	98,8	85,8	28,7	14,6
Décembre	306,5	287,3	35,9	33,7	2,1	8,5	7,3	1,1	10,9	251,3	232,1	43,2	85,5	83,4	25,7	13,6
1992 Janvier	338,2	320,5	34,1	32,0	2,1	9,3	7,7	1,7	14,0	280,8	263,1	51,6	95,1	90,3	29,4	14,3
Février	325,0	304,2	31,3	29,1	2,2	9,7	8,3	1,4	8,4	275,6	254,8	47,6	95,7	88,1	30,8	13,4
Mars	369,6	346,3	35,3	33,0	2,3	10,3	9,0	1,3	10,0	314,0	290,7	53,8	105,0	102,1	33,4	19,7
Avril	348,8	329,0	35,6	33,3	2,3	8,9	7,7	1,1	13,1	291,3	271,5	50,8	97,2	98,6	29,9	14,8
Mai	325,2	304,6	33,1	30,8	2,3	8,9	7,4	1,4	10,2	273,0	252,4	46,1	93,5	90,8	28,5	14,2
Juin	363,8	341,5	36,9	34,0	2,9	8,8	7,7	1,2	12,5	305,7	283,4	56,7	102,9	98,4	30,8	16,9
Juillet	317,6	291,5	33,1	30,7	2,4	7,7	6,5	1,2	11,4	265,5	239,4	48,6	98,4	78,7	27,2	12,6
Août	242,1	231,5	31,4	29,0	2,4	6,4	5,3	1,1	11,6	192,7	182,1	39,5	61,6	54,1	23,9	13,6
Septembre	351,6	326,1	36,6	34,3	2,3	9,4	8,0	1,4	12,0	293,6	268,1	50,7	104,3	92,6	32,2	13,9
Octobre	357,7	338,7	35,8	33,3	2,4	8,9	7,8	1,2	9,3	303,7	284,7	51,7	98,5	102,6	35,8	15,1
Novembre	318,5	295,5	34,6	32,5	2,1	8,6	7,3	1,3	10,2	265,2	242,1	42,2	90,5	89,7	28,7	14,0
Décembre	311,6	292,0	35,2	32,7	2,4	8,3	7,0	1,2	15,0	253,2	233,5	43,8	79,8	87,2	29,0	13,3

N.B. : Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

¹ Classification type pour le commerce international, établie par l'Organisation des Nations Unies, troisième révision.

VIII - 2b. — EXPORTATIONS DE L'UEBL : REPARTITION PAR SECTIONS DE LA CLASSIFICATION TYPE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL ¹

Indices des valeurs unitaires moyennes (base 1985 = 100)

Source : INS; Calculs : BNB.

	Total		Produits alimentaires, boissons et tabacs			Matières brutes non comestibles (à l'exception des carburants), huiles et graisses			Combustibles minéraux	Produits manufacturés						
	(CTCI 0 à 9)		(CTCI 0 + 1)			(CTCI 2 + 4)			(CTCI 3)	(CTCI 5 à 9)						
		p.m. Total sans le diamant	Total	Produits alimentaires et animaux vivants	Boissons et tabacs	Total	Matières brutes non comestibles	Huiles et graisses		Total	p.m. Produits manufacturés à l'exception du diamant	Produits chimiques	Articles manufacturés classés d'après la matière première	Machines et matériel de transport	Articles manufacturés divers	Articles et transactions non classés ailleurs
			(CTCI 0)	(CTCI 1)		(CTCI 2)	(CTCI 4)				(CTCI 5)	(CTCI 6)	(CTCI 7)	(CTCI 8)	(CTCI 9)	
1983	91,0	90,2	94,3	94,9	86,9	82,4	85,6	70,0	91,9	91,0	89,9	90,6	92,9	87,5	91,5	98,6
1984	97,8	97,1	101,5	102,4	92,9	99,7	98,1	104,8	97,2	97,3	96,2	98,3	99,0	94,1	96,9	91,0
1985	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	92,8	93,4	96,7	96,6	98,4	79,4	86,6	57,3	59,7	95,8	96,9	90,1	92,5	103,4	98,1	86,5
1987	88,3	89,0	92,7	92,2	98,4	71,3	80,8	42,5	46,4	92,3	93,6	85,2	87,1	102,8	95,7	86,2
1988	91,6	91,9	92,3	91,4	103,0	77,4	86,9	48,2	44,5	96,5	97,3	91,7	94,2	103,6	95,7	81,8
1989	98,7	98,0	99,6	98,6	112,1	84,5	94,8	52,9	46,3	104,1	103,6	95,9	105,9	109,4	99,1	79,4
1990	96,0	95,1	93,7	92,4	110,4	77,4	86,7	48,9	48,1	101,6	100,8	90,8	100,3	112,0	98,8	69,2
1991	94,3	94,2	91,8	90,6	108,6	72,0	79,9	47,5	50,7	99,7	99,9	89,6	94,2	114,5	98,6	68,1
1992	92,6	92,2	91,4	90,3	106,7	70,0	77,6	46,6	44,7	98,2	98,2	86,5	91,1	116,3	97,2	61,5
1990 Décembre	94,5	95,4	91,5	90,1	110,6	74,9	83,9	47,2	56,4	99,3	101,0	92,3	92,6	113,7	98,9	63,5
1991 Janvier	96,9	97,0	91,0	89,7	108,3	73,9	83,0	46,1	60,1	101,8	102,4	93,4	95,0	117,7	99,4	62,3
Février	95,7	95,5	90,3	89,0	107,8	71,4	79,7	45,9	57,2	101,0	101,1	93,8	95,3	114,5	99,1	65,5
Mars	94,9	94,9	91,3	89,8	111,7	73,5	82,3	46,3	51,6	100,3	100,8	92,3	93,8	114,7	100,1	64,0
Avril	94,7	94,3	91,3	89,7	112,5	71,5	79,7	46,4	47,0	100,6	100,6	91,6	95,7	113,9	99,5	67,3
Mai	95,9	94,9	92,1	90,9	108,8	73,6	82,0	47,8	47,3	101,8	101,1	91,7	98,0	115,5	97,9	66,9
Juin	94,9	94,6	93,3	92,3	105,2	72,0	79,8	48,0	46,7	100,6	100,7	89,2	95,6	115,7	98,9	71,3
Juillet	95,6	95,0	93,1	91,8	110,5	74,3	82,8	48,4	48,8	101,2	100,9	89,4	96,7	116,0	100,0	76,7
Août	93,1	94,5	91,6	90,7	103,7	72,0	79,8	47,9	48,2	98,4	100,6	90,1	90,1	115,2	100,1	74,2
Septembre	92,7	94,1	91,3	90,0	108,4	72,0	79,6	48,2	49,7	97,9	100,0	90,8	89,3	114,0	100,1	69,0
Octobre	94,3	94,0	92,6	91,3	111,5	73,5	81,5	49,0	48,7	99,6	99,7	87,1	93,9	116,1	99,7	70,4
Novembre	96,0	94,4	93,9	92,8	109,2	71,0	78,3	48,9	51,1	101,6	99,9	88,3	98,6	116,0	98,9	66,6
Décembre	95,1	94,9	94,9	93,9	108,0	72,3	79,9	49,1	49,0	100,4	100,6	90,1	93,5	117,2	99,0	66,8
1992 Janvier	94,4	93,2	93,5	92,5	107,3	72,4	80,6	47,3	46,7	99,9	98,9	86,0	95,3	116,4	98,8	66,3
Février	94,8	93,5	93,0	91,7	110,5	72,6	80,9	47,0	42,8	100,8	99,6	87,6	95,5	116,9	101,6	64,4
Mars	95,4	93,9	94,0	92,8	108,7	72,4	80,8	46,5	43,4	101,4	100,0	89,9	96,0	116,6	101,2	69,6
Avril	95,3	93,8	94,0	92,9	109,1	70,0	77,5	46,9	45,4	101,2	99,8	85,2	96,6	119,7	98,6	69,8
Mai	96,4	93,6	94,6	93,6	107,8	72,5	80,7	47,5	43,2	102,7	99,5	87,4	100,7	118,1	97,0	66,1
Juin	94,3	93,8	92,3	91,7	100,5	72,8	80,2	49,8	45,0	100,1	99,9	91,5	92,8	116,7	98,0	62,8
Juillet	91,8	93,0	91,1	90,0	105,8	71,8	79,4	48,5	45,6	97,0	99,1	85,9	87,3	118,6	97,9	61,4
Août	92,0	92,2	90,5	89,2	108,5	69,7	77,4	46,0	44,1	97,8	98,5	85,9	89,2	118,4	97,3	59,4
Septembre	93,5	92,5	92,4	91,3	107,2	70,1	78,0	45,9	44,3	99,2	98,5	86,8	92,3	117,7	99,1	55,4
Octobre	91,6	91,9	91,5	90,3	108,1	67,6	74,8	45,6	43,6	97,1	97,9	84,9	88,1	117,7	97,3	59,8
Novembre	90,2	90,8	89,3	87,9	108,0	67,0	74,6	43,7	45,4	95,5	96,7	83,4	86,3	116,3	96,3	61,8
Décembre	90,3	90,8	88,8	87,4	107,5	67,6	74,6	46,2	45,0	95,8	96,9	83,1	86,1	116,4	99,4	59,9

N.B. : Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

¹ Classification type pour le commerce international, établie par l'Organisation des Nations Unies, troisième révision.

VIII - 2c. — EXPORTATIONS DE L'UEBL : REPARTITION PAR SECTIONS DE LA CLASSIFICATION TYPE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL¹

Indices des quantités (base 1985 = 100)

Source : INS; Calculs : BNB.

	Total		Produits alimentaires, boissons et tabacs			Matières brutes non comestibles (à l'exception des carburants), huiles et graisses			Combustibles minéraux (CTCI 3)	Produits manufacturés						
	(CTCI 0 à 9)		(CTCI 0 + 1)			(CTCI 2 + 4)				(CTCI 5 à 9)						
		p.m. Total sans le diamant	Total	Produits alimentaires et animaux vivants	Boissons et tabacs	Total	Matières brutes non comestibles	Huiles et graisses		Total	p.m. Produits manufacturés à l'exception du diamant	Produits chimiques	Articles manufacturés classés d'après la matière première	Machines et matériel de transport	Articles manufacturés divers	Articles et transactions non classés ailleurs
			(CTCI 0)	(CTCI 1)		(CTCI 2)	(CTCI 4)			(CTCI 5)	(CTCI 6)	(CTCI 7)	(CTCI 8)	(CTCI 9)		
1983	91,9	92,7	90,3	89,9	96,0	88,2	91,1	79,3	116,0	90,3	91,1	86,6	89,3	92,5	91,2	122,0
1984	96,6	97,3	98,8	99,0	96,0	97,6	101,1	86,8	117,0	94,6	95,3	93,9	96,2	91,2	97,3	119,8
1985	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	104,5	104,0	103,3	103,6	100,2	101,6	99,8	108,3	122,5	103,6	103,0	105,8	101,1	106,5	103,1	73,9
1987	110,9	110,2	110,8	111,2	105,8	111,1	108,9	119,7	121,9	110,1	109,2	113,3	106,6	113,5	109,0	77,9
1988	116,6	115,4	113,1	115,1	92,2	109,1	106,3	121,9	126,8	116,4	114,9	94,7	133,4	116,6	89,7	95,7
1989	126,1	125,3	122,3	124,7	97,7	128,8	126,7	136,6	140,9	125,3	124,2	125,4	124,5	127,7	120,9	121,7
1990	129,7	130,4	127,9	130,8	96,8	124,7	123,4	127,8	137,7	129,2	130,0	133,7	123,8	134,0	131,5	76,8
1991	134,6	134,3	145,4	149,5	103,4	126,5	124,4	134,5	148,9	132,6	132,0	140,8	127,9	132,0	142,7	88,3
1992	135,3	135,6	152,0	156,4	107,3	129,9	127,1	141,8	148,1	132,6	132,7	148,9	125,0	128,5	151,5	88,6
1990 Décembre	115,9	115,0	124,2	128,5	81,6	105,0	104,1	106,9	96,9	115,7	114,7	119,3	106,8	124,8	114,3	97,2
1991 Janvier	143,0	145,1	147,7	152,8	95,9	133,5	128,8	157,0	205,0	139,6	141,9	153,7	130,2	142,9	146,3	62,3
Février	126,7	126,8	123,5	127,0	87,2	118,3	112,5	147,2	145,1	126,1	126,1	130,3	120,5	129,1	133,7	85,9
Mars	142,4	141,3	138,1	141,4	103,9	130,6	129,8	131,9	163,2	142,0	140,5	143,3	138,7	144,5	149,7	63,6
Avril	140,9	141,6	143,6	147,0	108,3	130,8	129,7	133,2	152,6	139,9	140,6	144,3	132,9	145,8	143,2	106,8
Mai	134,2	134,6	146,3	149,7	110,8	123,6	121,3	133,2	146,8	132,2	132,5	141,5	125,5	135,2	132,1	151,7
Juin	137,3	138,9	142,0	145,3	107,0	122,6	122,2	121,7	141,2	136,5	138,4	143,5	126,9	142,2	145,2	116,6
Juillet	131,4	128,6	140,5	142,1	122,8	112,4	111,4	114,6	152,1	129,8	126,3	139,5	131,8	123,3	131,4	71,5
Août	99,2	98,0	134,3	137,4	101,5	88,6	84,9	106,8	150,7	93,2	91,4	109,3	93,6	80,2	109,2	70,7
Septembre	141,9	138,8	153,5	157,9	108,5	139,8	134,5	165,5	116,8	141,1	137,3	141,1	143,0	136,0	155,3	80,4
Octobre	154,3	152,9	169,3	175,9	102,6	146,6	144,8	152,8	134,2	153,1	151,3	157,5	150,6	148,0	177,2	93,1
Novembre	130,7	131,5	146,3	151,6	93,1	137,7	138,1	132,4	148,3	127,5	128,1	139,4	121,8	124,3	145,3	69,9
Décembre	122,1	122,1	151,9	157,4	96,6	120,2	120,8	113,7	128,3	118,1	117,8	127,2	111,3	118,7	129,3	82,0
1992 Janvier	135,7	138,6	147,7	152,8	95,8	132,7	125,3	169,8	173,0	132,5	135,6	159,4	121,6	128,5	146,3	73,1
Février	129,8	131,3	136,0	139,8	97,7	138,1	134,1	156,2	113,5	128,9	130,5	145,2	121,8	124,6	147,5	77,0
Mars	146,8	148,6	151,6	156,5	101,8	147,4	145,8	151,5	133,1	146,1	148,3	161,6	133,3	149,4	160,7	102,0
Avril	138,7	141,4	152,8	157,9	101,2	131,4	131,5	127,6	166,2	135,7	138,8	158,6	122,4	135,9	151,9	78,4
Mai	127,7	131,2	141,1	144,6	104,8	125,5	121,0	147,0	136,5	125,4	129,4	138,9	112,8	130,2	140,0	91,0
Juin	146,1	146,8	162,4	164,4	140,2	124,8	125,6	118,0	160,1	143,9	144,5	164,0	135,0	141,8	156,2	67,5
Juillet	131,0	126,4	146,7	150,3	109,3	112,8	109,1	129,9	144,0	128,9	123,1	151,1	136,3	109,4	136,6	68,6
Août	99,6	101,2	140,0	143,3	106,3	97,5	91,4	128,0	151,3	92,8	94,1	122,2	84,5	80,2	119,3	62,4
Septembre	142,5	142,1	160,2	165,4	107,0	140,8	136,6	160,2	155,8	139,4	138,7	153,1	137,5	130,5	159,6	80,9
Octobre	147,9	148,6	157,8	162,4	110,3	137,3	138,0	131,1	123,4	147,5	148,3	158,1	136,1	144,3	183,9	145,0
Novembre	133,7	131,2	156,4	162,3	97,1	132,3	129,0	146,7	129,8	130,9	127,6	135,5	127,8	129,6	143,1	82,9
Décembre	130,7	129,7	159,5	164,2	111,2	126,5	124,8	132,8	192,7	124,9	122,9	138,2	114,1	122,6	148,2	109,7

N.B. : Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

¹ Classification type pour le commerce international, établie par l'Organisation des Nations Unies, troisième révision.

VIII - 3a. — IMPORTATIONS DE L'UEBL : REPARTITION PAR SECTIONS DE LA CLASSIFICATION TYPE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL ¹

Milliards de francs

Source : INS; Calculs : BNB.

	Total		Produits alimentaires, boissons et tabacs			Matières brutes non comestibles (à l'exception des carburants), huiles et graisses			Combustibles minéraux	Produits manufacturés						
	(CTCI 0 à 9)		(CTCI 0 + 1)			(CTCI 2 + 4)			(CTCI 3)	(CTCI 5 à 9)						
		p.m. Total sans le diamant	Total	Produits alimentaires et animaux vivants	Boissons et tabacs	Total	Matières brutes non comestibles	Huiles et graisses		Total	p.m. Produits manufacturés à l'exception du diamant	Produits chimiques	Articles manufacturés classés d'après la matière première	Machines et matériel de transport	Articles manufacturés divers	Articles et transactions non classés ailleurs
			(CTCI 0)	(CTCI 1)		(CTCI 2)	(CTCI 4)				(CTCI 5)	(CTCI 6)	(CTCI 7)	(CTCI 8)	(CTCI 9)	
1983	2.820,9	2.673,1	292,5	259,5	33,0	218,0	204,2	13,9	535,7	1.774,7	1.626,7	264,1	565,9	619,3	223,6	101,7
1984	3.195,8	3.015,1	337,9	301,7	36,2	257,4	236,1	21,3	595,0	2.005,4	1.824,4	316,2	662,4	685,5	246,3	94,9
1985	3.317,8	3.146,9	331,5	293,7	37,8	267,1	246,2	20,8	551,0	2.168,3	1.997,3	338,8	675,9	767,0	266,7	119,9
1986	3.065,2	2.891,8	317,3	279,8	37,5	204,1	191,1	13,0	325,3	2.218,5	2.045,5	318,2	663,9	854,6	289,1	92,7
1987	3.110,1	2.931,1	311,8	273,4	38,3	204,9	194,6	10,3	283,8	2.309,7	2.130,7	323,5	670,2	920,9	315,9	79,1
1988	3.393,6	3.175,2	332,3	294,1	38,2	239,0	226,3	12,7	243,5	2.578,8	2.360,4	389,6	805,3	810,0	343,9	230,0
1989	3.883,9	3.601,0	352,7	312,5	40,2	276,8	262,0	14,8	297,4	2.956,9	2.674,1	447,2	954,9	945,5	378,9	230,4
1990	4.011,6	3.748,2	357,7	314,2	43,5	242,2	228,7	13,5	326,7	3.085,0	2.821,6	456,9	936,4	1.023,5	421,1	247,2
1991	4.116,3	3.861,0	390,8	345,1	45,7	227,6	212,4	15,2	344,3	3.153,5	2.898,3	474,6	914,5	1.071,7	448,3	244,4
1992	4.023,3	3.783,5	399,1	349,4	49,7	216,0	201,3	14,7	305,0	3.103,2	2.863,4	479,2	875,9	1.029,9	464,1	254,1
1990 Décembre	308,7	290,4	30,5	25,6	4,9	16,7	15,8	0,9	32,1	229,4	211,2	33,9	65,2	81,5	29,5	19,4
1991 Janvier	374,1	350,9	33,0	29,5	3,4	19,9	18,8	1,1	40,7	280,6	257,3	49,2	81,8	85,8	38,7	25,1
Février	327,1	307,9	26,2	23,6	2,6	16,9	15,7	1,2	29,8	254,2	235,0	39,8	70,5	82,3	39,4	22,1
Mars	358,7	340,3	33,1	29,6	3,4	18,9	17,6	1,3	26,7	280,0	261,6	44,3	77,7	93,6	42,6	21,8
Avril	352,4	331,2	33,4	30,0	3,4	19,7	18,6	1,1	25,8	273,5	252,2	42,8	81,0	92,4	36,6	20,7
Mai	345,2	321,4	32,9	29,2	3,8	19,4	17,9	1,5	31,2	261,8	238,0	40,9	81,0	87,5	32,3	20,1
Juin	347,2	325,6	31,5	27,8	3,8	20,0	18,4	1,6	24,4	271,3	249,8	39,2	80,2	97,6	32,9	21,4
Juillet	332,8	311,1	31,8	27,9	3,8	16,5	15,5	1,0	27,4	257,1	235,4	35,0	72,0	94,8	40,5	14,8
Août	294,0	273,5	30,5	27,4	3,0	18,3	17,0	1,4	25,0	220,2	199,7	33,1	67,1	71,4	36,1	12,5
Septembre	354,3	331,9	34,0	29,9	4,1	20,9	19,5	1,5	27,5	271,9	249,5	39,3	77,9	90,5	41,4	22,8
Octobre	371,3	344,9	36,5	31,8	4,7	19,8	18,5	1,3	24,9	290,1	263,8	41,2	87,5	97,2	41,4	22,8
Novembre	335,0	315,6	32,4	28,0	4,5	19,4	18,3	1,1	28,6	254,6	235,2	36,9	73,2	89,1	34,6	20,9
Décembre	324,2	306,6	35,5	30,3	5,2	17,9	16,8	1,1	32,4	238,3	220,8	32,8	64,7	89,4	32,0	19,4
1992 Janvier	346,7	327,2	32,5	28,3	4,1	18,2	17,0	1,2	28,5	267,5	248,1	40,7	75,5	87,7	39,6	23,9
Février	344,3	325,0	32,2	28,6	3,5	18,3	17,1	1,2	25,0	268,9	249,7	38,7	73,3	90,8	43,1	23,0
Mars	396,4	370,5	36,4	32,2	4,1	23,1	21,5	1,6	29,7	307,2	281,3	45,8	88,4	100,8	47,0	25,2
Avril	356,1	334,9	34,9	31,1	3,8	19,4	18,3	1,1	23,2	278,6	257,4	43,3	78,6	94,6	36,8	25,3
Mai	317,8	302,0	31,0	27,1	3,9	17,7	16,5	1,1	21,6	247,5	231,7	38,8	69,1	83,5	31,4	24,8
Juin	355,1	330,2	35,0	30,7	4,3	20,2	18,8	1,4	23,8	276,0	251,1	41,2	82,3	93,0	36,3	23,4
Juillet	307,2	287,2	31,7	27,9	3,7	15,6	14,3	1,2	25,4	234,6	214,6	37,7	67,4	75,7	39,7	14,1
Août	279,1	261,5	29,2	26,0	3,3	15,1	14,1	1,0	21,9	212,8	195,2	37,7	61,0	63,7	36,8	13,5
Septembre	342,1	320,2	33,7	29,7	4,0	17,8	16,4	1,4	24,3	266,2	244,3	42,0	76,6	84,3	43,6	19,8
Octobre	333,0	314,1	33,1	29,0	4,1	17,6	16,4	1,2	22,6	259,7	240,8	39,3	74,0	84,7	40,0	21,8
Novembre	313,1	295,8	32,2	27,6	4,6	16,1	15,1	1,0	25,3	239,4	222,1	37,2	66,2	80,9	34,6	20,6
Décembre	332,4	315,0	37,2	31,1	6,1	16,9	15,7	1,3	33,8	244,5	227,1	36,7	63,4	90,3	35,2	18,9

N.B. : Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

¹ Classification type pour le commerce international, établie par l'Organisation des Nations Unies, troisième révision.

VIII - 3b. — IMPORTATIONS DE L'UEBL : REPARTITION PAR SECTIONS DE LA CLASSIFICATION TYPE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL¹

Indices des valeurs unitaires moyennes (base 1985 = 100)

Source : INS; Calculs : BNB.

	Total		Produits alimentaires, boissons et tabacs			Matières brutes non comestibles (à l'exception des carburants), huiles et graisses			Combustibles minéraux	Produits manufacturés						
	(CTCI 0 à 9)		(CTCI 0 + 1)			(CTCI 2 + 4)			(CTCI 3)	(CTCI 5 à 9)						
		p.m. Total sans le diamant	Total	Produits alimentaires et animaux vivants	Boissons et tabacs	Total	Matières brutes non comestibles	Huiles et graisses		Total	p.m. Produits manufacturés à l'exception du diamant	Produits chimiques	Articles manufacturés classés d'après la matière première	Machines et matériel de transport	Articles manufacturés divers	Articles et transactions non classés ailleurs
			(CTCI 0)	(CTCI 1)		(CTCI 2)	(CTCI 4)				(CTCI 5)	(CTCI 6)	(CTCI 7)	(CTCI 8)	(CTCI 9)	
1983	91,8	91,0	95,1	96,1	87,6	91,3	93,2	68,7	91,7	91,2	89,8	89,6	93,5	89,7	90,3	133,8
1984	99,1	98,2	102,0	102,9	95,6	101,4	100,8	108,3	99,9	98,0	96,5	96,9	101,0	96,3	95,7	132,1
1985	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	87,2	87,7	96,0	95,5	99,4	79,3	81,4	56,4	55,2	94,2	95,7	84,6	89,1	102,0	98,3	98,4
1987	82,4	82,7	88,2	87,0	97,5	70,5	72,9	44,2	47,7	91,1	92,3	80,3	85,6	99,6	95,2	97,7
1988	84,5	83,4	91,1	90,3	97,8	74,9	77,2	50,0	40,8	95,0	94,3	82,5	97,5	99,6	96,1	95,6
1989	90,7	89,1	94,9	94,1	101,4	85,7	88,6	53,9	47,8	100,9	99,4	87,8	106,6	104,3	98,9	88,3
1990	88,5	86,3	89,5	87,8	103,8	77,6	80,4	47,3	50,5	98,7	96,3	83,0	105,1	103,4	96,1	75,4
1991	87,4	85,9	89,3	87,1	107,1	72,1	74,4	46,3	50,2	97,7	96,3	81,3	98,6	107,1	95,8	73,7
1992	84,3	82,6	87,9	85,1	111,8	67,8	69,6	47,0	43,3	95,3	93,7	75,9	95,5	106,7	94,1	67,7
1990 Décembre	91,3	89,4	88,7	85,7	110,9	71,6	74,2	44,1	60,4	101,2	99,4	88,5	103,2	108,9	96,6	72,2
1991 Janvier	89,2	88,6	87,0	85,2	101,7	72,8	75,4	44,5	58,7	98,6	98,6	87,9	95,9	107,8	97,2	73,3
Février	88,3	87,5	88,3	86,7	101,2	72,1	74,5	44,8	56,4	97,8	97,4	87,1	96,3	104,1	100,8	70,8
Mars	87,1	86,2	88,6	86,8	103,1	71,8	74,3	44,8	48,2	97,8	97,3	83,9	96,8	106,8	97,5	72,2
Avril	87,3	85,7	90,0	88,1	105,6	73,1	75,7	45,0	48,3	97,8	96,3	84,6	99,3	105,0	95,3	75,5
Mai	88,0	85,4	90,3	88,6	103,5	73,1	75,6	45,7	49,8	98,5	95,5	80,5	103,9	106,4	93,0	77,0
Juin	88,3	86,3	90,5	88,7	105,2	74,6	77,0	47,0	48,7	99,0	96,8	80,6	102,0	108,1	95,6	74,2
Juillet	89,6	87,4	90,6	88,7	106,4	75,1	77,6	47,0	48,6	100,8	98,5	80,8	103,8	109,2	101,1	79,2
Août	87,3	86,8	89,7	87,8	105,3	73,2	75,4	48,6	49,0	97,7	97,8	78,4	96,0	109,5	100,3	75,2
Septembre	88,5	86,8	90,6	88,8	105,9	70,9	72,9	48,1	50,3	99,2	97,6	80,6	99,9	108,9	100,1	76,6
Octobre	87,4	85,5	89,0	86,3	111,3	72,2	74,4	47,3	49,1	97,9	95,9	89,9	100,4	107,5	94,6	69,2
Novembre	88,1	86,8	91,1	88,3	113,9	71,6	73,8	47,5	50,5	98,5	97,4	79,9	98,3	110,7	94,9	75,1
Décembre	88,0	86,0	91,4	88,4	115,6	70,0	71,8	49,1	47,2	99,2	97,2	79,7	100,5	110,5	95,1	72,5
1992 Janvier	85,6	83,9	88,8	86,4	107,8	71,0	73,1	46,9	42,4	97,0	95,5	78,7	97,4	107,2	96,8	70,5
Février	88,0	86,0	90,5	88,1	110,7	70,8	72,8	47,8	49,9	98,5	96,4	80,3	99,0	107,6	100,4	70,0
Mars	87,9	85,3	89,7	87,0	112,0	71,2	73,4	46,5	42,8	100,2	97,2	78,8	102,3	111,3	98,7	72,0
Avril	86,9	84,2	90,0	87,4	112,3	71,3	73,5	47,4	43,2	98,5	95,3	78,4	102,8	107,4	95,7	72,5
Mai	87,5	84,3	89,5	87,3	107,8	70,9	72,8	48,3	45,2	99,0	95,1	78,8	104,6	108,4	93,0	68,0
Juin	86,5	84,1	90,3	87,6	112,7	69,4	71,0	50,2	45,3	97,5	94,9	77,7	100,7	107,8	93,1	69,3
Juillet	83,4	83,4	88,8	86,3	109,7	68,9	70,5	49,3	43,9	93,7	94,6	75,8	88,2	107,4	97,5	69,9
Août	83,0	82,9	86,7	84,2	107,7	66,6	68,2	47,7	43,2	93,7	94,5	74,8	89,4	107,0	97,5	68,1
Septembre	84,3	82,7	86,9	84,1	111,0	64,7	66,2	46,0	42,6	95,9	94,5	76,0	95,2	108,4	95,6	63,6
Octobre	83,5	82,0	87,4	84,2	115,5	63,4	64,9	45,1	41,4	95,0	93,8	74,6	94,0	108,4	93,0	63,2
Novembre	83,0	81,6	86,3	83,1	112,7	64,5	66,2	45,5	43,1	94,0	92,8	74,1	93,0	107,0	92,3	65,9
Décembre	84,2	82,6	87,9	84,2	117,3	64,0	65,4	46,3	42,9	95,9	94,4	73,8	94,8	109,7	95,3	62,8

N.B. : Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

¹ Classification type pour le commerce international, établie par l'Organisation des Nations Unies, troisième révision.

VIII - 3c. — IMPORTATIONS DE L'UEBL : REPARTITION PAR SECTIONS DE LA CLASSIFICATION TYPE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL¹

Indices des quantités (base 1985 = 100)

Source : INS; Calculs : BNB.

	Total		Produits alimentaires, boissons et tabacs			Matières brutes non comestibles (à l'exception des carburants), huiles et graisses			Combustibles minéraux	Produits manufacturés						
	(CTCI 0 à 9)		(CTCI 0 + 1)			(CTCI 2 + 4)			(CTCI 3)	(CTCI 5 à 9)						
		p.m. Total sans le diamant	Total	Produits alimentaires et animaux vivants	Boissons et tabacs	Total	Matières brutes non comestibles	Huiles et graisses		Total	p.m. Produits manufacturés à l'exception du diamant	Produits chimiques	Articles manufacturés classés d'après la matière première	Machines et matériel de transport	Articles manufacturés divers	Articles et transactions non classés ailleurs
			(CTCI 0)	(CTCI 1)		(CTCI 2)	(CTCI 4)				(CTCI 5)	(CTCI 6)	(CTCI 7)	(CTCI 8)	(CTCI 9)	
1983	92,6	93,4	92,8	92,0	99,6	89,6	89,2	96,8	106,1	89,8	90,7	83,7	88,9	90,0	92,9	87,3
1984	97,2	97,6	99,9	99,9	100,0	95,1	95,2	94,5	108,1	94,3	94,6	92,9	96,8	92,8	96,5	67,0
1985	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	106,0	104,8	99,9	100,0	99,7	96,3	95,5	108,7	107,1	108,6	107,0	110,1	109,9	109,3	107,4	78,0
1987	113,7	112,7	106,8	107,2	104,0	108,9	108,7	109,9	107,8	116,9	115,5	115,9	115,4	120,5	120,6	64,3
1988	121,1	121,0	110,4	111,4	102,9	115,0	114,8	115,8	108,6	125,6	125,7	109,0	139,9	128,5	109,2	66,9
1989	129,1	128,4	112,4	113,4	104,8	119,9	119,5	126,1	113,1	135,3	134,8	140,3	135,2	136,4	140,3	35,8
1990	136,6	138,0	120,8	122,2	110,8	115,9	115,0	131,0	117,5	144,2	146,9	154,3	134,4	148,6	160,0	40,8
1991	141,9	142,8	132,3	135,2	112,9	117,1	115,3	149,8	124,7	148,9	150,7	162,9	140,1	148,9	171,2	38,0
1992	143,8	145,4	137,2	140,1	117,5	118,4	116,9	145,0	127,9	150,3	153,1	175,8	139,1	144,7	180,7	50,8
1990 Décembre	122,3	123,8	124,6	122,3	139,7	103,6	103,1	110,7	116,0	125,5	127,7	124,9	115,1	135,4	134,8	51,3
1991 Janvier	151,7	151,0	137,5	142,0	107,6	121,7	120,6	140,4	151,2	157,6	156,9	186,0	155,0	146,2	174,4	89,0
Février	133,9	134,1	107,8	111,4	83,0	104,3	102,2	143,0	115,1	143,9	144,9	151,1	133,0	144,5	171,3	75,3
Mars	148,9	150,6	135,4	139,9	105,5	117,2	114,6	163,1	120,8	158,5	161,7	177,5	145,2	157,4	191,7	25,6
Avril	146,0	147,3	134,7	139,6	102,5	120,0	119,1	133,6	116,7	154,9	157,4	170,4	147,5	156,4	168,8	31,1
Mai	141,8	143,5	132,3	134,8	114,9	117,9	114,5	180,2	136,7	147,2	149,8	171,2	141,0	146,8	152,7	24,3
Juin	142,1	143,9	126,4	128,3	113,3	119,3	115,8	182,2	109,1	151,8	155,0	157,9	142,9	163,0	151,8	24,3
Juillet	134,3	135,7	127,1	129,0	114,0	97,8	96,7	116,8	122,8	141,2	143,8	141,2	125,3	149,4	175,3	18,5
Août	121,7	120,2	123,3	128,0	91,8	111,4	109,0	152,9	111,0	124,8	122,7	138,3	126,1	112,3	157,4	27,3
Septembre	144,9	145,9	136,0	138,0	121,8	131,3	129,3	165,6	119,1	151,8	153,7	165,3	141,2	150,6	181,5	47,2
Octobre	153,6	153,9	148,8	151,1	133,7	122,4	120,5	154,3	110,5	164,0	165,2	174,5	157,4	162,5	193,0	26,0
Novembre	137,5	138,6	129,2	129,8	124,7	120,6	120,0	130,8	123,3	143,1	145,1	158,2	135,0	144,1	160,0	26,7
Décembre	133,2	136,0	141,1	140,7	142,5	113,8	113,1	123,9	149,6	133,0	136,6	141,6	118,4	141,8	147,8	40,6
1992 Janvier	146,5	148,6	132,7	134,3	121,2	115,1	113,8	136,9	146,4	152,6	156,0	174,8	143,3	147,4	180,0	63,2
Février	141,5	144,1	128,9	133,1	101,3	115,3	114,0	138,3	109,3	151,1	155,6	162,5	135,2	153,1	188,3	35,0
Mars	163,0	165,7	147,0	151,5	117,4	145,7	142,6	200,6	151,3	169,7	173,9	191,7	156,8	165,3	210,1	35,3
Avril	148,1	151,7	140,8	145,8	108,3	121,2	120,8	126,6	116,9	156,7	162,3	191,3	139,3	159,6	168,8	41,0
Mai	131,4	136,7	125,7	127,2	114,9	111,0	110,0	129,6	104,3	138,5	146,5	171,5	120,6	141,7	148,7	55,7
Juin	148,5	149,7	140,5	143,4	121,3	129,7	128,3	155,3	114,6	156,8	159,1	179,4	148,9	155,5	171,6	39,7
Juillet	133,1	131,2	129,4	132,6	108,1	100,8	98,7	138,3	126,1	138,6	136,3	162,8	137,8	122,1	178,6	35,5
Août	121,6	120,3	122,3	126,3	96,3	101,2	100,4	114,4	110,7	125,8	126,1	162,1	124,2	103,9	164,8	61,8
Septembre	146,7	147,6	140,8	144,8	114,1	123,0	120,2	171,7	124,3	153,7	155,4	184,0	146,2	138,4	199,6	54,7
Octobre	144,3	146,0	137,4	141,1	113,3	123,7	122,3	148,1	119,4	151,4	154,3	177,4	142,5	142,2	190,2	32,0
Novembre	136,4	138,3	135,5	136,1	130,0	111,2	110,6	122,2	127,9	141,0	143,9	165,0	129,5	138,8	164,5	34,5
Décembre	142,7	145,4	153,5	151,1	165,3	118,0	116,1	151,0	171,7	141,1	144,6	160,0	120,7	145,0	162,8	124,9

N.B. : Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

¹ Classification type pour le commerce international, établie par l'Organisation des Nations Unies, troisième révision.

VIII - 4a. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL : REPARTITION SELON L'USAGE DES PRODUITS¹

Milliards de francs

Source : INS; Calculs : BNB.

	Importations							Exportations						
	Total	Biens d'équipement	Biens inter-médiaires	Biens de consommation	Biens non classés ailleurs	dont :		Total	Biens d'équipement	Biens inter-médiaires	Biens de consommation	Biens non classés ailleurs	dont :	
						véhicules automobiles	carburants pour moteur						véhicules automobiles	carburants pour moteur
1983	2.820,9	184,3	2.070,2	426,2	140,2	88,9	19,0	2.651,3	198,6	1.675,0	451,2	326,5	251,8	40,0
1984	3.195,8	221,4	2.359,9	474,5	139,9	99,0	20,2	2.992,1	227,6	1.935,3	519,0	310,2	242,8	37,1
1985	3.317,8	242,1	2.425,9	502,2	147,6	104,7	19,5	3.167,7	262,3	2.000,7	556,5	348,3	286,9	36,4
1986	3.065,2	276,2	2.112,8	530,3	146,0	126,2	7,5	3.070,3	277,7	1.838,8	579,1	374,8	329,2	27,5
1987	3.110,1	302,6	2.083,8	569,8	153,9	137,2	7,1	3.100,1	289,2	1.819,9	605,6	385,5	356,5	15,2
1988	3.393,6	316,1	2.322,4	600,0	155,1	148,1	6,5	3.382,3	263,5	2.142,4	599,5	376,8	357,3	18,2
1989	3.883,9	374,7	2.658,2	661,9	189,1	173,8	13,6	3.943,1	337,7	2.478,8	685,9	440,6	397,5	25,0
1990	4.011,6	399,4	2.630,7	770,6	210,9	196,3	13,8	3.944,5	321,4	2.183,7	958,2	481,2	454,4	25,2
1991	4.116,3	468,7	2.634,3	779,6	233,6	222,7	9,6	4.023,4	578,4	2.173,7	784,9	486,4	455,0	30,1
1992	4.023,3	379,3	2.577,3	856,0	210,7	201,3	8,8	3.969,8	313,9	2.110,8	1.057,2	488,0	454,9	31,7
1990 Décembre	308,7	31,8	200,0	58,4	18,5	17,0	1,4	288,9	28,4	148,5	72,7	39,3	36,9	2,2
1991 Janvier	374,1	36,8	253,0	66,6	17,8	16,8	0,9	365,7	51,6	198,4	66,3	49,4	46,4	2,8
Février	327,1	34,2	213,1	61,6	18,1	17,5	0,6	320,1	45,0	175,5	59,1	40,5	38,1	2,3
Mars	358,7	42,1	227,0	70,5	19,1	17,8	0,6	356,8	51,5	192,7	66,1	46,5	44,1	2,3
Avril	352,4	42,7	226,3	64,1	19,3	18,6	0,7	352,3	54,3	189,6	65,1	43,3	40,6	2,6
Mai	345,2	40,3	227,7	60,2	17,0	16,2	0,7	339,7	51,0	184,8	62,5	41,3	38,7	2,5
Juin	347,2	38,4	223,5	59,3	26,0	25,1	0,8	344,0	50,7	182,2	65,3	45,8	43,2	2,5
Juillet	332,8	39,4	200,3	67,0	26,1	25,1	0,9	331,7	45,9	183,1	63,1	39,6	36,5	3,1
Août	294,0	33,4	185,9	60,9	13,8	12,9	0,8	243,9	33,0	135,7	53,6	21,5	18,3	3,1
Septembre	354,3	39,6	227,1	70,4	17,3	16,3	0,9	347,3	49,5	186,1	70,2	41,5	39,5	1,9
Octobre	371,3	43,4	234,6	72,9	20,4	19,5	0,9	384,1	53,8	207,8	78,5	44,0	41,9	2,0
Novembre	335,0	37,5	215,3	63,4	18,8	17,8	1,0	331,3	47,7	179,1	68,7	35,8	33,1	2,5
Décembre	324,2	40,8	200,6	62,8	19,9	19,0	0,8	306,5	44,3	158,7	66,4	37,1	34,5	2,4
1992 Janvier	346,7	31,0	222,0	72,5	21,1	20,4	0,7	338,2	24,8	183,0	87,4	43,1	39,6	3,4
Février	344,3	33,1	216,9	73,9	20,5	19,9	0,6	325,0	24,9	174,6	83,7	41,7	39,6	1,9
Mars	396,4	37,5	256,7	81,5	20,7	20,0	0,6	369,6	28,7	191,8	100,1	48,9	46,2	2,6
Avril	356,1	33,8	229,3	72,3	20,8	20,0	0,7	348,8	28,4	185,3	88,8	46,2	43,6	2,5
Mai	317,8	29,1	205,9	64,6	18,2	17,3	0,7	325,2	26,1	172,7	83,1	43,4	40,5	2,8
Juin	355,1	35,1	229,4	71,0	19,5	18,8	0,6	363,8	29,6	192,9	96,5	44,9	42,1	2,7
Juillet	307,2	29,1	193,3	70,7	14,1	13,1	0,9	317,6	25,5	178,4	80,8	32,9	30,1	2,7
Août	279,1	24,6	180,4	63,0	11,1	10,3	0,8	242,1	18,3	128,7	75,0	20,0	16,7	3,1
Septembre	342,1	29,6	217,9	77,8	16,8	15,7	1,0	351,6	25,5	192,0	92,4	41,7	39,3	2,3
Octobre	333,0	29,9	213,0	73,4	16,8	16,0	0,7	357,7	30,2	183,5	98,3	45,7	43,7	1,9
Novembre	313,1	29,6	203,4	64,8	15,3	14,6	0,7	318,5	26,5	165,2	85,3	41,5	39,0	2,4
Décembre	332,4	36,8	209,1	70,6	15,8	15,1	0,7	311,6	25,4	162,5	85,7	38,0	34,5	3,3

N.B. : Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

¹ Regroupement de la classification selon les grandes catégories économiques (CGCE).

VIII - 4b. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL : REPARTITION SELON L'USAGE DES PRODUITS¹

Indices des valeurs unitaires moyennes (base 1985 = 100)

Source : INS; Calculs : BNB.

	Importations							Exportations						
	Total	Biens d'équipement	Biens inter-médiaires	Biens de consommation	Biens non classés ailleurs	dont :		Total	Biens d'équipement	Biens inter-médiaires	Biens de consommation	Biens non classés ailleurs	dont :	
						véhicules automobiles	carburants pour moteur						véhicules automobiles	carburants pour moteur
1983	91,8	90,2	92,0	92,0	88,7	87,1	92,8	91,0	89,9	91,2	91,7	90,6	89,1	94,5
1984	99,1	96,2	99,8	97,7	96,2	95,9	94,5	97,8	95,7	98,7	97,8	94,0	94,2	96,2
1985	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	87,2	100,9	82,8	97,2	96,6	103,8	48,5	92,8	101,2	88,6	98,4	98,8	104,9	55,7
1987	82,4	97,7	77,2	94,3	100,5	108,8	43,9	88,3	99,1	82,6	96,1	97,3	106,1	36,0
1988	84,5	95,0	79,8	94,7	108,7	119,1	39,7	91,6	98,0	87,1	96,5	101,1	110,1	39,8
1989	90,7	101,0	86,2	99,1	115,1	124,9	49,5	98,7	103,0	94,9	101,1	107,6	117,0	42,7
1990	88,5	99,9	83,5	97,1	120,1	129,9	55,6	96,0	103,5	90,0	99,2	114,7	124,6	46,5
1991	87,4	100,4	81,9	96,7	121,5	131,8	51,3	94,3	104,8	86,5	98,6	120,8	130,8	51,1
1992	84,3	98,3	77,9	94,9	126,1	137,9	44,3	92,6	105,5	83,5	98,8	122,2	133,8	44,2
1990 Décembre	91,3	102,1	86,4	97,8	129,4	140,2	59,9	94,5	107,1	86,9	98,0	116,5	125,3	54,8
1991 Janvier	89,2	103,2	84,2	96,7	119,4	130,1	49,6	96,9	104,4	89,2	98,2	128,7	139,6	54,3
Février	88,3	100,1	83,0	99,2	115,9	125,7	48,2	95,7	105,0	88,7	98,9	119,2	128,5	54,1
Mars	87,1	102,3	81,8	97,0	113,6	123,6	45,5	94,9	106,6	87,3	96,4	119,8	129,1	52,5
Avril	87,3	102,1	81,9	97,2	112,8	122,2	49,5	94,7	106,4	87,1	98,2	119,8	130,0	48,3
Mai	88,0	103,5	83,1	95,0	116,0	125,5	51,6	95,9	106,7	89,2	98,0	118,0	128,6	46,4
Juin	88,3	101,8	83,0	96,0	123,3	133,4	53,5	94,9	105,9	87,4	99,1	118,4	128,7	48,5
Juillet	89,6	101,7	83,6	100,1	127,0	137,6	55,0	95,6	105,1	88,1	99,5	120,8	130,6	51,9
Août	87,3	104,5	80,6	99,3	121,8	132,0	54,4	93,1	102,5	84,9	99,2	121,5	130,8	52,2
Septembre	88,5	103,3	82,2	100,3	120,8	130,7	53,7	92,7	102,5	84,0	100,1	120,3	130,5	52,3
Octobre	87,4	101,6	81,6	95,9	127,6	138,8	52,5	94,3	106,2	85,9	99,5	121,6	131,9	51,8
Novembre	88,1	102,0	82,1	96,8	131,7	143,7	51,4	96,0	107,7	88,1	101,0	120,5	130,1	51,8
Décembre	88,0	102,5	81,7	98,3	127,9	139,8	49,0	95,1	108,3	86,0	102,4	121,2	130,9	51,6
1992 Janvier	85,6	101,2	79,0	95,8	128,5	140,9	41,9	94,4	106,0	86,2	98,8	122,3	132,7	50,2
Février	88,0	100,0	82,1	99,1	122,6	133,9	40,9	94,8	107,9	86,5	100,0	120,4	131,9	42,0
Mars	87,9	102,0	81,7	98,2	128,4	140,7	42,1	95,4	105,8	86,5	103,8	120,8	132,2	41,9
Avril	86,9	100,2	81,5	96,5	118,3	129,3	42,0	95,3	109,1	86,8	99,2	123,4	135,1	43,2
Mai	87,5	101,5	82,1	95,3	122,9	134,6	44,6	96,4	108,1	88,6	100,8	121,4	133,2	42,9
Juin	86,5	101,8	80,4	95,4	126,2	137,4	48,0	94,3	107,8	84,9	102,4	121,6	132,6	44,7
Juillet	83,4	102,9	75,8	96,9	123,7	134,4	47,7	91,8	108,8	82,2	98,1	121,7	133,1	46,2
Août	83,0	102,3	75,4	96,8	121,8	134,0	42,5	92,0	106,1	82,8	98,6	121,4	134,5	43,4
Septembre	84,3	101,8	77,0	96,3	130,0	140,1	61,1	93,5	106,7	84,3	99,8	123,0	134,7	44,0
Octobre	83,5	99,6	76,5	94,5	129,5	143,0	40,4	91,6	104,4	81,5	98,6	125,9	138,2	41,7
Novembre	83,0	96,9	76,3	93,5	133,0	146,9	39,8	90,2	105,8	79,9	97,4	123,9	135,7	44,2
Décembre	84,2	101,5	76,7	96,3	132,7	145,7	42,4	90,3	106,2	80,7	96,6	121,2	132,7	45,3

N.B. : Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

¹ Regroupement de la classification selon les grandes catégories économiques (CGCE).

VIII - 4c. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL : REPARTITION SELON L'USAGE DES PRODUITS ¹

Indices des quantités (base 1985 = 100)

Source : INS; Calculs : BNB.

	Importations							Exportations						
	Total	Biens d'équipement	Biens inter-médiaires	Biens de consommation	Biens non classés ailleurs	dont :		Total	Biens d'équipement	Biens inter-médiaires	Biens de consommation	Biens non classés ailleurs	dont :	
						véhicules automobiles	carburants pour moteur						véhicules automobiles	carburants pour moteur
1983	92,6	84,3	92,7	92,3	107,1	97,5	105,1	91,9	84,3	91,8	88,4	103,5	98,5	116,3
1984	97,2	95,1	97,5	96,8	98,5	98,6	109,8	96,6	90,7	97,9	95,4	94,8	89,8	105,9
1985	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	106,0	113,1	105,2	108,6	102,4	116,1	79,2	104,5	104,6	103,7	105,7	108,9	109,4	135,6
1987	113,7	128,0	111,3	120,3	103,8	120,5	83,5	110,9	111,3	110,2	113,2	113,7	117,1	115,8
1988	121,1	137,6	122,8	114,2	98,0	118,8	84,7	116,6	112,3	124,2	101,0	109,8	113,1	126,0
1989	129,1	153,3	127,1	133,1	111,1	132,8	115,9	126,1	125,0	130,6	123,0	115,9	118,4	160,7
1990	136,6	165,2	132,2	147,8	120,2	144,3	127,8	129,7	128,5	131,9	132,5	122,3	127,1	148,9
1991	141,9	172,4	134,9	160,6	132,2	161,3	96,6	134,6	129,2	137,3	144,1	119,3	121,2	161,7
1992	143,8	159,4	138,9	168,9	115,3	139,4	101,9	135,3	122,3	138,2	149,0	118,2	118,4	197,4
1990 Décembre	122,3	154,1	116,0	135,7	118,3	139,1	141,2	115,9	130,9	111,5	125,0	117,9	123,2	134,4
1991 Janvier	151,7	153,4	151,4	164,7	121,9	148,1	116,0	143,0	135,9	146,2	146,5	135,2	139,1	168,5
Février	133,9	152,5	129,0	148,6	128,5	159,4	70,7	126,7	116,6	130,0	130,1	119,5	124,0	141,8
Mars	148,9	170,0	139,8	173,2	139,6	165,2	79,7	142,4	131,3	144,0	148,6	137,6	142,8	141,2
Avril	146,0	183,3	139,5	157,6	141,6	174,2	81,1	134,0	145,5	143,5	144,3	127,5	130,5	177,1
Mai	141,8	171,9	138,0	151,5	120,8	148,3	82,9	134,2	137,2	135,9	138,7	123,9	126,0	179,5
Juin	142,1	173,0	134,6	147,5	173,3	215,7	96,0	137,3	135,2	137,0	143,3	137,3	140,4	169,5
Juillet	134,3	180,4	119,7	159,9	168,6	209,1	104,5	131,4	126,0	135,4	137,7	115,1	116,8	195,8
Août	121,7	142,9	115,8	146,5	94,3	112,2	93,2	99,2	84,0	105,0	117,0	64,0	58,5	199,0
Septembre	144,9	168,8	139,1	167,7	118,3	142,6	105,5	141,9	134,2	145,5	152,3	122,5	126,6	119,6
Octobre	153,6	190,3	144,6	181,7	132,9	161,0	105,6	154,3	148,3	156,7	171,3	131,1	133,0	125,6
Novembre	137,5	161,2	132,1	156,5	117,5	141,9	115,8	130,7	125,9	132,7	147,7	107,3	106,5	162,1
Décembre	133,2	171,4	124,6	152,6	128,0	156,1	106,8	122,1	117,0	120,9	140,9	109,5	110,4	154,3
1992 Janvier	146,5	152,1	142,6	165,6	136,3	166,2	96,0	135,7	115,2	139,3	146,4	124,9	124,8	223,6
Février	141,5	163,7	133,2	167,5	137,5	170,0	91,7	129,8	115,3	131,3	141,5	122,4	125,6	153,0
Mars	163,0	182,3	157,4	189,1	134,2	163,1	93,8	146,8	135,0	147,8	155,9	142,6	146,2	205,2
Avril	148,1	167,2	142,9	163,3	144,4	177,3	106,6	138,7	128,1	139,6	147,9	134,4	135,0	191,8
Mai	131,4	142,3	127,4	147,2	121,6	147,7	102,2	127,7	120,0	128,3	136,2	123,9	127,1	217,7
Juin	148,5	170,5	144,0	165,2	128,1	157,1	79,1	146,1	134,6	149,6	155,7	131,6	132,7	200,0
Juillet	133,1	140,3	128,2	165,6	95,3	111,8	115,2	131,0	115,5	140,8	138,4	96,5	94,7	192,2
Août	121,6	119,0	120,5	146,7	76,1	88,2	114,4	99,6	84,3	104,8	124,9	58,7	52,0	237,3
Septembre	146,7	144,1	142,6	182,1	106,8	128,4	104,7	142,5	117,8	148,0	157,7	120,6	121,9	171,3
Octobre	144,3	148,7	140,1	175,4	107,5	128,0	113,2	147,9	140,6	146,8	171,2	130,9	132,1	153,6
Novembre	136,4	151,4	133,4	159,0	94,9	114,0	100,7	133,7	123,5	136,0	147,9	116,7	120,2	177,1
Décembre	142,7	179,8	135,8	170,7	99,3	118,6	100,6	130,7	117,7	131,4	150,5	114,2	108,6	241,3

N.B. : Les données de l'INS sur le commerce extérieur sont sujettes à des révisions mensuelles, et ce durant 12 mois.

¹ Regroupement de la classification selon les grandes catégories économiques (CGCE).

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL

Milliards de francs

	Allemagne ¹			France			Pays-Bas			Italie		
	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde
1983	588,9	565,9	-23,0	396,3	483,0	86,7	511,8	377,5	-134,3	103,6	123,8	20,2
1984	644,2	593,9	-50,3	467,3	552,4	85,1	600,5	416,6	-183,9	114,4	153,8	39,4
1985	704,9	592,5	-112,4	498,9	600,6	101,7	614,6	451,0	-163,6	118,2	172,3	54,1
1986	717,2	611,1	-106,1	485,7	614,8	129,1	547,6	461,1	-86,5	130,0	179,1	49,1
1987	762,9	619,4	-143,5	487,8	633,9	146,1	533,4	466,0	-67,4	132,4	197,5	65,1
1988	836,5	662,9	-173,6	522,2	675,5	153,3	602,5	498,0	-104,5	144,4	210,4	66,0
1989	920,3	750,1	-170,2	578,4	806,8	228,4	684,6	540,1	-144,5	164,1	251,0	86,9
1990	962,5	840,9	-121,6	635,6	797,9	162,3	702,1	537,6	-164,5	180,9	258,3	77,4
1991	968,6	955,3	-13,3	648,8	766,7	117,9	709,2	551,1	-158,1	186,6	243,2	56,6
1992	961,6	906,9	-54,7	662,6	764,0	101,4	704,7	544,2	-160,5	180,8	233,7	52,9
1990 Décembre	73,3	66,3	-7,0	48,0	55,3	7,3	51,6	37,8	-13,8	14,9	19,4	4,5
1991 Janvier	82,7	93,1	10,4	59,7	73,1	13,4	64,1	47,4	-16,7	15,7	25,3	9,6
Février	78,3	79,3	1,0	52,8	61,4	8,6	55,0	44,4	-10,6	15,8	20,4	4,6
Mars	83,6	88,1	4,5	54,6	67,1	12,5	69,3	49,5	-19,8	16,3	22,4	6,1
Avril	80,9	89,0	8,1	56,8	69,5	12,7	57,8	47,2	-10,6	15,4	22,5	7,1
Mai	76,9	81,1	4,2	51,6	62,1	10,5	59,0	45,7	-13,3	14,6	20,3	5,7
Juin	89,0	84,7	-4,3	56,0	66,0	10,0	55,9	48,2	-7,7	14,8	19,1	4,3
Juillet	81,8	78,3	-3,5	55,1	64,2	9,1	52,4	40,4	-12,0	18,3	16,8	-1,5
Août	67,1	56,4	-10,7	39,9	42,1	2,2	54,8	38,9	-15,9	13,8	9,7	-4,1
Septembre	82,9	78,1	-4,8	56,6	67,0	10,4	61,6	47,5	-14,1	15,3	21,8	6,5
Octobre	88,0	85,3	-2,7	59,3	72,4	13,1	66,1	54,2	-11,9	16,7	24,2	7,5
Novembre	80,2	74,0	-6,2	53,0	62,7	9,7	59,3	46,4	-12,9	14,5	21,8	7,3
Décembre	77,1	67,9	-9,2	53,3	59,1	5,8	54,1	41,3	-12,8	15,4	18,8	3,4
1992 Janvier	83,5	84,3	0,8	58,0	67,3	9,3	62,2	46,0	-16,2	14,2	21,1	6,9
Février	84,6	76,9	-7,7	57,7	62,5	4,8	60,8	45,4	-15,4	17,0	21,1	4,1
Mars	96,0	85,2	-10,8	64,1	72,3	8,2	66,7	50,6	-16,1	18,4	23,6	5,2
Avril	87,7	80,9	-6,8	60,4	66,0	5,6	62,5	47,1	-15,4	16,0	22,1	6,1
Mai	78,8	72,7	-6,1	50,5	61,8	11,3	54,4	45,0	-9,4	13,4	19,7	6,3
Juin	82,9	85,2	2,3	59,0	68,8	9,8	57,3	49,3	-8,0	16,5	21,5	5,0
Juillet	68,7	70,7	2,0	50,0	59,3	9,3	54,1	42,1	-12,0	16,5	17,3	0,8
Août	64,5	57,2	-7,3	41,7	45,9	4,2	50,2	36,5	-13,7	12,8	11,3	-1,5
Septembre	80,8	76,1	-4,7	57,0	68,9	11,9	64,2	49,0	-15,2	14,2	20,5	6,3
Octobre	82,3	84,1	1,8	58,2	70,1	11,9	59,7	48,3	-11,4	14,1	20,9	6,8
Novembre	74,7	73,4	-1,3	52,3	60,2	7,9	56,9	43,0	-13,9	13,4	17,8	4,4
Décembre	77,0	60,2	-16,8	53,7	60,8	7,1	55,8	41,9	-13,9	14,3	16,9	2,6

¹ Il s'agit, pour l'ensemble de la période, du territoire qui a résulté de l'unification de l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL (suite 1)

Milliards de francs

	Royaume-Uni			Espagne			Autres CE ²			CE		
	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde
1983	243,6	261,2	17,6	31,0	26,8	-4,2	41,7	60,9	19,2	1.910,3	1.893,6	-16,7
1984	279,9	296,4	16,5	36,6	25,0	-11,6	46,9	63,6	16,7	2.182,1	2.097,4	-84,7
1985	295,7	309,9	14,2	37,8	31,3	-6,5	53,8	74,3	20,5	2.314,5	2.228,1	-86,4
1986	255,8	267,1	11,3	34,7	41,9	7,2	53,0	73,9	20,9	2.216,0	2.243,8	27,8
1987	244,3	261,0	16,7	37,1	57,1	20,0	57,9	72,7	14,8	2.248,7	2.302,8	54,1
1988	259,0	315,5	56,5	51,3	72,9	21,6	67,7	81,1	13,4	2.476,3	2.510,6	34,3
1989	306,0	370,2	64,2	54,9	92,0	37,1	71,6	97,5	25,9	2.771,7	2.902,2	130,5
1990	331,9	342,2	10,3	54,0	90,8	36,8	70,1	101,6	31,5	2.931,8	2.964,9	33,1
1991	344,2	311,2	-33,0	62,5	99,8	37,3	76,7	99,9	23,2	2.996,7	3.027,1	30,4
1992	309,7	311,4	1,7	64,4	108,9	44,4	74,9	104,7	29,8	2.958,8	2.973,8	15,0
1990 Décembre	26,5	22,3	-4,2	4,8	6,5	1,7	5,8	7,1	1,3	225,0	214,7	-10,3
1991 Janvier	33,3	30,7	-2,6	4,9	8,2	3,3	6,8	9,0	2,2	267,2	286,8	19,6
Février	28,2	26,8	-1,4	4,7	7,0	2,3	6,5	7,5	1,0	241,4	246,8	5,4
Mars	28,5	26,5	-2,0	4,9	8,4	3,5	6,7	8,6	1,9	263,9	270,6	6,7
Avril	30,9	26,1	-4,8	5,1	8,7	3,6	6,6	8,4	1,8	253,6	271,5	17,9
Mai	31,4	25,8	-5,6	5,9	8,3	2,4	5,9	8,7	2,8	245,2	252,0	6,8
Juin	28,7	25,3	-3,4	5,8	8,4	2,6	5,8	8,6	2,8	256,0	260,2	4,2
Juillet	25,4	26,1	0,7	6,0	8,5	2,5	6,2	8,0	1,8	245,1	242,2	-2,9
Août	23,8	21,1	-2,7	3,1	6,0	2,9	5,2	6,8	1,6	207,6	181,0	-26,6
Septembre	28,6	26,3	-2,3	4,8	8,9	4,1	7,0	8,9	1,9	256,9	258,0	1,7
Octobre	33,9	28,9	-5,0	5,3	11,0	5,7	7,0	9,8	2,8	276,2	285,9	9,7
Novembre	26,7	25,4	-1,3	5,8	8,9	3,1	6,5	8,2	1,7	246,0	247,3	1,3
Décembre	24,9	22,1	-2,7	6,2	7,6	1,4	6,6	7,3	0,7	237,5	224,2	-13,3
1992 Janvier	27,1	26,9	-0,2	6,1	8,4	2,3	6,2	8,6	2,4	257,2	262,6	5,4
Février	26,0	25,6	-0,4	5,8	8,7	2,9	6,0	8,6	2,6	257,8	248,8	-9,0
Mars	33,8	28,2	-5,6	6,1	10,8	4,7	7,0	9,7	2,7	292,1	280,2	-11,9
Avril	30,1	26,4	-3,7	6,0	10,7	4,7	6,2	9,6	3,4	268,9	262,6	-6,3
Mai	23,7	30,5	6,8	4,6	10,1	5,5	5,9	8,8	2,9	231,3	248,7	17,4
Juin	28,5	29,7	1,2	6,0	11,2	5,2	6,9	8,5	1,6	257,2	274,1	16,9
Juillet	22,8	26,2	3,4	4,6	8,8	4,2	6,3	8,2	1,9	223,0	232,5	9,5
Août	22,2	19,9	-2,3	3,5	5,6	2,1	5,1	7,0	1,9	200,0	183,2	-16,8
Septembre	24,3	27,0	2,7	4,2	10,3	6,1	6,4	9,6	3,2	251,1	261,5	10,4
Octobre	24,4	27,8	3,4	5,1	8,6	3,5	6,6	9,7	3,1	250,3	269,5	19,2
Novembre	22,5	22,7	0,2	5,2	8,2	3,0	5,5	8,3	2,8	230,5	233,7	3,2
Décembre	24,4	20,7	-3,7	7,2	7,7	0,5	6,9	8,1	1,2	239,3	216,3	-23,0

² Danemark, Grèce, Irlande et Portugal.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL (suite 2)

Milliards de francs

	Etats-Unis d'Amérique			Japon			AELE ³			Autres OCDE ⁴		
	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde
1983	180,7	136,4	-44,3	59,4	18,9	-40,5	178,1	162,7	-15,4	32,7	26,5	-6,2
1984	192,4	181,4	-11,0	67,2	24,8	-42,4	176,2	180,9	4,7	39,1	39,8	0,7
1985	187,9	200,8	12,9	70,3	25,6	-44,7	203,6	188,2	-15,4	42,2	47,6	5,4
1986	154,7	162,6	7,9	84,8	28,3	-56,5	184,3	191,8	7,5	35,9	42,8	6,9
1987	147,6	161,3	13,7	83,0	31,7	-51,3	188,2	184,8	-3,4	42,5	44,5	2,0
1988	150,5	168,3	17,8	77,1	39,8	-37,3	197,4	203,9	6,5	51,0	43,3	-7,7
1989	183,3	189,8	6,5	88,2	51,5	-36,7	225,0	238,9	13,9	61,7	49,1	-12,6
1990	182,2	170,3	-11,9	83,8	52,6	-31,2	246,9	228,6	-18,3	50,8	46,5	-4,3
1991	197,7	151,2	-46,5	88,9	47,6	-41,3	265,8	227,0	-38,8	47,6	42,6	-5,0
1992	177,0	153,0	-24,0	89,8	41,0	-48,8	248,9	233,2	-15,1	43,2	40,7	-2,5
1990 Décembre	12,7	11,2	-1,5	5,1	3,2	-1,9	23,4	15,5	-7,9	3,2	3,9	0,7
1991 Janvier	17,5	12,0	-5,5	6,8	3,8	-3,0	26,4	20,7	-5,7	4,5	3,5	-1,0
Février	14,7	10,6	-4,1	5,9	4,1	-1,8	22,5	16,6	-5,9	3,6	3,3	-0,3
Mars	18,9	13,9	-5,0	9,1	4,5	-4,6	23,2	19,8	-3,4	3,7	3,5	-0,2
Avril	17,6	12,9	-4,7	9,3	3,6	-5,7	22,9	19,8	-3,1	3,5	3,8	0,3
Mai	20,0	12,9	-7,1	7,7	4,0	-3,7	21,4	20,5	-0,9	3,5	3,7	0,2
Juin	15,2	12,5	-2,7	8,0	4,1	-3,9	21,0	19,2	-1,8	4,4	3,5	-0,9
Juillet	14,8	15,3	0,5	7,6	5,3	-2,3	17,1	17,8	0,7	3,7	4,0	0,3
Août	15,9	7,9	-8,0	6,6	2,4	-4,2	18,0	14,2	-3,8	3,9	2,8	-1,1
Septembre	17,4	13,0	-4,4	7,7	4,7	-3,0	24,3	20,4	-3,9	4,5	3,8	-0,7
Octobre	17,3	16,4	-0,9	8,3	4,2	-4,1	23,3	21,5	-1,8	3,9	4,0	0,1
Novembre	13,9	13,2	-0,7	6,0	3,9	-2,1	23,6	18,3	-5,3	4,2	3,5	-0,7
Décembre	14,4	10,7	-3,7	5,9	3,1	-2,8	22,1	18,1	-4,0	4,2	3,2	-1,0
1992 Janvier	14,2	10,9	-3,3	7,6	3,1	-4,5	21,5	19,2	-2,3	3,7	3,2	-0,5
Février	15,7	10,0	-5,7	7,2	4,0	-3,2	20,2	18,1	-2,1	3,2	3,1	-0,1
Mars	18,0	13,5	-4,5	8,3	4,1	-4,2	25,6	23,0	-2,6	4,5	3,4	-1,1
Avril	14,9	12,3	-2,6	9,0	3,4	-5,6	19,9	19,4	-0,5	3,7	3,2	-0,5
Mai	14,5	13,2	-1,3	8,8	3,3	-5,5	20,1	17,6	-2,5	3,6	3,2	-0,4
Juin	16,2	13,1	-3,1	8,2	3,5	-4,7	21,8	21,9	0,1	3,9	3,5	-0,4
Juillet	13,2	14,5	1,3	6,7	3,9	-2,8	16,2	16,8	0,6	3,8	3,4	-0,4
Août	12,1	8,9	-3,2	6,8	2,0	-4,8	18,9	14,0	-4,9	3,6	2,3	-1,3
Septembre	14,7	15,2	0,5	7,9	4,0	-3,9	23,0	21,8	-1,2	3,5	3,9	0,4
Octobre	14,9	14,4	-0,5	6,9	3,4	-3,5	20,0	23,5	3,5	3,1	3,6	0,5
Novembre	13,4	13,8	0,4	6,2	3,4	-2,8	19,2	18,7	-0,5	3,6	3,7	0,1
Décembre	15,2	13,1	-2,1	6,3	2,9	-3,4	21,9	19,3	-2,6	3,1	4,1	1,0

³ Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Suède et Suisse.

⁴ Australie, Canada, Nouvelle-Zélande et Turquie.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL (suite 3)

Milliards de francs

	OCDE			Europe centrale et orientale, CEI ⁵			OPEP ⁶			Autres		
	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde	Importations	Exportations	Solde
1983	2.367,8	2.243,6	-124,2	86,9	56,4	-30,5	149,3	106,3	-43,0	216,8	245,0	28,2
1984	2.664,7	2.528,5	-136,2	126,1	56,5	-69,6	133,6	110,6	-23,0	271,4	296,5	25,1
1985	2.827,9	2.694,0	-133,9	94,1	67,0	-27,1	108,6	101,3	-7,3	287,2	305,3	18,1
1986	2.683,7	2.674,7	-9,0	65,1	48,1	-17,0	82,1	71,5	-10,6	234,4	276,1	41,7
1987	2.717,1	2.729,9	12,8	65,7	41,0	-24,7	80,3	55,3	-25,0	247,0	273,9	26,9
1988	2.959,6	2.971,6	12,0	65,8	43,7	-22,1	85,6	55,7	-29,9	282,6	311,4	28,8
1989	3.338,0	3.436,8	98,8	68,5	51,9	-16,6	116,1	65,0	-51,1	361,3	389,3	28,0
1990	3.500,8	3.467,4	-33,4	74,9	43,7	-31,2	110,0	71,0	-39,0	325,8	362,4	36,6
1991	3.596,6	3.495,4	-101,2	73,5	58,0	-15,5	122,7	85,5	-37,2	323,4	384,4	61,0
1992	3.517,1	3.441,8	-75,3	71,2	61,6	-9,6	106,6	85,2	-21,5	328,4	381,4	53,0
1990 Décembre	269,4	248,6	-20,8	4,8	4,4	-0,4	11,6	5,9	-5,7	22,8	30,0	7,2
1991 Janvier	322,4	326,8	4,4	9,0	4,5	-4,5	14,1	6,3	-7,8	28,7	28,1	-0,6
Février	288,0	281,4	-6,6	5,7	4,2	-1,5	10,5	5,2	-5,3	22,8	29,2	6,4
Mars	318,9	312,3	-6,6	5,7	5,2	-0,5	8,4	5,9	-2,5	25,7	33,4	7,7
Avril	306,8	311,7	4,9	6,5	5,8	-0,7	10,6	6,7	-3,9	28,5	28,2	-0,3
Mai	297,8	293,0	-4,8	6,3	5,3	-1,0	11,7	7,9	-3,8	29,4	33,5	4,1
Juin	304,5	299,4	-5,1	5,2	4,8	-0,4	9,3	7,8	-1,5	28,2	32,0	3,8
Juillet	288,4	284,6	-3,8	5,8	5,3	-0,5	10,9	7,3	-3,6	27,6	34,6	7,0
Août	251,9	208,3	-43,6	5,0	3,9	-1,1	10,0	5,6	-4,4	27,0	26,1	-0,9
Septembre	310,8	300,6	-10,2	5,9	4,7	-1,2	9,7	6,7	-3,0	28,0	35,4	7,4
Octobre	329,1	332,0	2,9	5,8	5,1	-0,7	8,8	9,6	0,8	27,7	37,5	9,8
Novembre	293,8	286,1	-7,7	6,8	4,6	-2,2	8,4	7,9	-0,5	25,9	32,7	6,8
Décembre	284,1	259,3	-24,8	5,9	4,6	-1,3	10,3	8,7	-1,6	23,9	33,9	10,0
1992 Janvier	304,3	299,2	-5,1	5,5	4,3	-1,2	9,1	7,4	-1,7	27,8	27,4	-0,4
Février	304,1	284,0	-20,1	5,7	4,4	-1,3	6,8	6,8	0,0	27,7	29,8	2,1
Mars	348,5	324,1	-24,4	6,9	5,5	-1,4	9,5	7,9	-1,6	31,5	32,0	0,5
Avril	316,4	300,9	-15,5	6,2	5,4	-0,8	6,7	8,0	1,3	26,9	34,5	7,6
Mai	278,2	286,1	7,9	4,8	4,9	0,1	8,0	4,8	-3,2	26,8	29,4	2,6
Juin	307,3	316,2	8,9	6,0	5,9	-0,1	10,4	6,7	-3,7	31,3	35,1	3,8
Juillet	262,9	271,1	8,2	6,1	5,4	-0,7	10,4	7,0	-3,4	27,9	34,2	6,3
Août	241,4	210,4	-31,0	5,2	4,2	-1,0	8,4	5,2	-3,2	24,1	22,3	-1,8
Septembre	300,2	306,4	6,2	7,2	5,0	-2,2	8,0	6,9	-1,1	26,7	33,3	6,6
Octobre	295,1	314,5	19,4	4,8	5,6	0,8	7,8	8,3	0,5	25,3	29,3	4,0
Novembre	272,8	273,4	0,6	5,4	5,1	-0,3	10,5	7,1	-3,4	24,4	32,9	8,5
Décembre	285,8	255,6	-30,2	7,4	5,8	-1,6	11,1	8,9	-2,2	28,0	41,3	13,3

⁵ Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Communauté des Etats Indépendants, Croatie, Estonie, Géorgie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Tchéquie et Yougoslavie.

⁶ Algérie, Arabie-Saoudite, Emirats Arabes Unis, Equateur, Gabon, Indonésie, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Nigeria, Qatar et Venezuela.

Références bibliographiques : - Bulletin de la BNB, août-septembre 1989 et septembre 1991.

- Statistiques du Commerce Extérieur (INS).
- Statistiques du Commerce Extérieur : tableaux détaillés (INS).
- Communiqués hebdomadaires (INS).
- Commerce extérieur, statistiques mensuelles (Eurostat).
- Statistiques mensuelles du Commerce extérieur (OCDE).
- Commerce extérieur par produits (OCDE).
- Direction of Trade Statistics (FMI).
- Annuaire statistique du commerce international (ONU).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels — (milliards de francs)

	1991	1992	1993	*1994		
				Recettes	Dépenses	Solde
Opérations courantes	+ 167,5	+ 211,9	+ 391,8	8.457,0	8.046,8	+ 410,2
1. <i>Biens et services</i>	+ 131,9	+ 205,4	+ 319,2	5.334,5	4.982,5	+ 352,0
1.1 <i>Biens</i>	+ 65,7	+ 113,5	+ 204,0	3.975,0	3.754,2	+ 220,9
1.11 <i>Exportations et importations</i>	- 9,5	+ 43,4	+ 128,5	3.877,5	3.737,0	+ 140,5
1.12 <i>Travail à façon</i>	+ 75,2	+ 70,1	+ 75,5	97,6	17,2	+ 80,4
1.2 <i>Services</i>	+ 66,2	+ 91,9	+ 115,2	1.359,5	1.228,3	+ 131,2
1.21 <i>Frets et assurances pour le transport de marchandises et autres frais de transport</i>	+ 36,9	+ 48,6	+ 53,7	355,8	286,7	+ 69,0
1.22 <i>Déplacements à l'étranger</i>	- 66,8	- 82,4	- 79,3	171,2	257,1	- 85,8
1.23 <i>Services financiers</i> ¹	+ 38,7	+ 43,5	+ 70,7	318,0	256,3	+ 61,7
1.24 <i>Négoce international (net)</i>	+ 25,6	+ 43,4	+ 27,3	23,0	-	+ 23,0
1.25 <i>Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs</i>	+ 45,7	+ 51,7	+ 56,1	78,7	25,0	+ 53,7
1.26 <i>Autres services</i>	- 13,9	- 13,1	- 13,4	412,8	403,3	+ 9,5
2. <i>Revenus</i>	+ 111,1	+ 93,9	+ 169,5	2.965,4	2.789,6	+ 175,8
2.1 <i>Revenus du travail</i>	+ 63,0	+ 65,2	+ 66,0	109,7	47,0	+ 62,7
2.2 <i>Revenus de placements et d'investissements</i>	+ 48,1	+ 28,7	+ 103,5	2.855,7	2.742,6	+ 113,1
3. <i>Transferts</i>	- 75,5	- 87,3	- 96,9	157,0	274,7	- 117,6
3.1 <i>Transferts privés</i>	- 15,0	- 22,7	- 26,6	85,8	119,5	- 33,7
3.2 <i>Transferts publics</i>	- 60,6	- 64,6	- 70,2	71,2	155,2	- 83,9
Opérations en capital ²	- 167,5	- 211,9	- 391,8	-	-	- 410,2
4. <i>Mouvement des capitaux des pouvoirs publics</i>	+ 63,9	- 112,5	+ 361,5	2.335,1	2.509,2	- 174,1
4.1 <i>Etat</i>	+ 69,2	- 108,9	+ 362,5	2.332,2	2.505,3	- 173,1
4.11 <i>Engagements</i>	+ 83,6	- 91,7	+ 390,4	2.072,1	2.235,5	- 163,4
4.12 <i>Avoirs</i>	- 14,4	- 17,2	- 27,8	260,1	269,8	- 9,8
4.2 <i>Autres pouvoirs publics</i>	- 5,3	- 3,7	- 1,1	2,9	3,9	- 1,0
5. <i>Mouvement des capitaux des entreprises</i> ³ <i>et particuliers</i>	+ 419,5	+ 405,1	+ 164,6	1.376,3	1.634,9	- 258,6
5.1 <i>Crédits commerciaux (chiffres nets)</i>	- 7,5	- 9,1	+ 27,0	-	13,4	- 13,4
5.2 <i>Autres</i>	+ 427,0	+ 414,2	+ 137,6	1.376,3	1.621,5	- 245,2
5.21 <i>Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger</i>	-1.117,1	-2.372,8	-2.340,4	61,2	1.565,0	-1.503,8
5.211 <i>Valeurs mob. (chiffres nets)</i>	-1.014,6	-2.003,9	-2.004,0	-	1.372,9	-1.372,9
5.212 <i>Investissements directs</i>	- 211,0	- 356,8	- 132,7	51,5	134,9	- 83,4
5.213 <i>Immeubles</i>	- 3,6	- 8,2	- 10,6	9,6	17,3	- 7,7
5.214 <i>Autres (chiffres nets)</i>	+ 112,2	- 3,9	- 193,1	-	39,9	- 39,9
5.22 <i>Investissements et placements étrangers en UEBL</i>	+1.544,1	+2.787,0	+2.478,0	1.315,2	56,5	+1.258,7
5.221 <i>Valeurs mob. (chiffres nets)</i>	+ 921,3	+1.884,2	+1.726,9	597,3	-	+ 597,3
5.222 <i>Investissements directs</i>	+ 304,7	+ 352,2	+ 361,4	346,4	48,7	+ 297,7
5.223 <i>Immeubles</i>	+ 12,7	+ 11,0	+ 10,7	16,9	7,8	+ 9,1
5.224 <i>Autres (chiffres nets)</i>	+ 305,4	+ 539,5	+ 378,9	354,5	-	+ 354,5
6. <i>Mouvement des avoirs extérieurs nets des établissements de crédits résidents</i>	- 608,8	- 543,6	- 970,6	-	-	+ 108,7
6.1 <i>Francs belge et luxembourgeois</i>	- 185,3	+ 84,7	- 167,0	-	-	+ 180,5
6.2 <i>Monnaies étrangères</i>	- 423,5	- 628,3	- 803,6	-	-	- 71,9
7. <i>Erreurs et omissions (nettes)</i> ⁴	- 24,6	+ 59,0	- 21,8	-	76,2	- 76,2
8. <i>Mouvements des réserves de change nettes de la BNB</i> ⁵	- 17,5	- 19,9	+ 74,5	-	-	- 10,0
<i>p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Y compris les assurances autres que celles relatives au transport de marchandises.

² Signe - : sorties de capitaux.

³ Non compris les établissements de crédits résidents.

⁴ Y compris la contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire.

⁵ Signe - : augmentation des réserves.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1992		1993			*1994			
	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
Opérations courantes	+ 89,9	+ 86,0	+ 63,9	+ 109,8	+ 132,0	+ 91,0	+ 106,0	+ 97,3	+ 116,0
1. <i>Biens et services</i>	+ 89,9	+ 48,9	+ 82,6	+ 73,9	+ 113,8	+ 77,9	+ 107,5	+ 71,2	+ 95,5
1.1 Biens	+ 41,3	+ 20,2	+ 55,6	+ 56,1	+ 72,1	+ 31,1	+ 65,8	+ 57,4	+ 66,6
1.11 Exportations et importations	+ 23,0	+ 2,8	+ 33,0	+ 40,8	+ 51,9	+ 17,2	+ 40,1	+ 38,9	+ 44,4
1.12 Travail à façon	+ 18,2	+ 17,4	+ 22,6	+ 15,3	+ 20,2	+ 14,0	+ 25,7	+ 18,5	+ 22,2
1.2 Services	+ 48,6	+ 28,8	+ 26,9	+ 17,8	+ 41,7	+ 46,8	+ 41,7	+ 13,8	+ 28,9
1.21 Frets et assurances pour le transport de marchandises et autres frais de transport	+ 13,8	+ 13,8	+ 13,1	+ 12,2	+ 14,7	+ 16,3	+ 17,9	+ 17,4	+ 17,4
1.22 Déplacements à l'étranger	- 11,7	- 16,2	- 17,6	- 34,2	- 11,3	- 13,6	- 24,0	- 37,5	- 10,6
1.23 Services financiers ¹	+ 15,2	+ 24,6	+ 15,5	+ 17,4	+ 13,2	+ 25,3	+ 17,0	+ 11,2	+ 8,2
1.24 Négoce international	+ 21,9	- 3,3	+ 4,3	+ 6,4	+ 19,9	+ 6,6	+ 8,6	+ 5,5	+ 2,3
1.25 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 14,3	+ 13,5	+ 13,5	+ 14,3	+ 14,8	+ 13,9	+ 13,5	+ 12,9	+ 13,4
1.26 Autres services	- 4,9	- 3,6	- 1,9	+ 1,8	- 9,7	- 1,8	+ 8,6	+ 4,3	- 1,6
2. Revenus	+ 17,5	+ 59,8	+ 8,7	+ 59,8	+ 41,3	+ 48,9	+ 22,3	+ 57,7	+ 46,9
2.1 Revenus du travail	+ 16,3	+ 17,0	+ 14,9	+ 16,2	+ 17,8	+ 15,7	+ 15,9	+ 15,7	+ 15,4
2.2 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 1,2	+ 42,7	- 6,3	+ 43,5	+ 23,5	+ 33,1	+ 6,4	+ 42,0	+ 31,5
3. Transferts	- 17,5	- 22,7	- 27,3	- 23,9	- 23,0	- 35,8	- 23,8	- 31,6	- 26,5
3.1 Transferts privés	- 4,6	- 4,2	- 9,0	- 6,3	- 7,2	- 7,3	- 4,2	- 13,0	- 9,2
3.2 Transferts publics	- 12,9	- 18,5	- 18,4	- 17,6	- 15,8	- 28,4	- 19,6	- 18,6	- 17,2
Opérations en capital²	- 89,9	- 86,0	- 63,9	- 109,8	- 132,0	- 91,0	- 106,0	- 97,3	- 116,0
4. <i>Mouvement des capitaux des pouvoirs publics</i>	- 46,4	- 34,3	- 18,6	+ 195,0	+ 219,3	- 17,1	- 40,6	+ 9,4	- 125,7
4.1 Etat	- 45,1	- 34,5	- 19,4	+ 195,2	+ 221,3	- 17,9	- 39,4	+ 9,2	- 125,1
4.11 Engagements	- 33,8	- 29,1	- 10,2	+ 193,8	+ 235,8	- 16,2	- 39,6	+ 11,0	- 118,5
4.12 Avoirs	- 11,3	- 5,4	- 9,2	+ 1,4	- 14,6	- 1,7	+ 0,2	- 1,8	- 6,6
4.2 Autres pouvoirs publics	- 1,3	+ 0,3	+ 0,8	- 0,2	- 2,0	+ 0,7	- 1,2	+ 0,2	- 0,6
5. <i>Mouvement des capitaux des entreprises³ et parti-</i> <i>culiers</i>	+ 79,7	- 108,6	+ 42,4	+ 201,0	+ 29,8	+ 34,3	- 119,5	- 166,1	- 7,2
5.1 Crédits commerciaux	+ 21,0	+ 4,7	- 6,1	+ 14,4	+ 14,0	- 7,7	- 26,7	+ 13,6	+ 7,4
5.2 Autres	+ 58,7	- 113,3	+ 48,5	+ 186,6	+ 15,8	- 42,0	- 92,8	- 179,7	- 14,6
5.21 Investissements et placements belgo- luxembourgeois à l'étranger	-1.067,0	- 934,7	- 597,6	- 626,3	- 181,7	- 575,1	- 230,9	- 471,5	- 226,3
5.211 Valeurs mob.	- 967,8	- 768,8	- 470,4	- 602,2	- 162,6	- 617,3	- 294,8	- 372,3	- 88,5
5.212 Investissements directs	- 104,2	- 71,7	+ 1,3	- 3,7	- 58,7	+ 1,3	+ 30,5	- 6,4	- 108,8
5.213 Immeubles	- 1,7	- 2,0	- 4,8	- 1,5	- 2,3	- 1,7	- 3,3	- 0,8	- 1,9
5.214 Autres	+ 6,7	- 92,3	- 123,8	- 18,8	+ 41,8	+ 42,6	+ 36,7	- 92,0	- 27,1
5.22 Investissements et placements étrangers en UEBL	+1.125,7	+ 821,4	+ 646,2	+ 812,9	+ 197,5	+ 617,1	+ 138,0	+ 291,8	+ 211,7
5.221 Valeurs mob.	+ 823,5	+ 672,3	+ 516,8	+ 496,0	+ 41,9	+ 512,6	- 26,1	+ 122,0	- 11,2
5.222 Investissements directs	+ 90,7	+ 93,4	+ 78,0	+ 98,4	+ 91,6	+ 48,3	+ 19,7	+ 70,4	+ 159,4
5.223 Immeubles	+ 2,6	+ 0,9	+ 2,5	+ 3,3	+ 4,0	+ 2,7	+ 0,8	+ 2,2	+ 3,4
5.224 Autres	+ 208,9	+ 54,8	+ 48,9	+ 215,2	+ 60,0	+ 53,5	+ 143,6	+ 97,3	+ 60,1
6. <i>Mouvement des avoirs extérieurs nets des établisse-</i> <i>ments de crédits résidents</i>	- 154,9	+ 25,5	- 54,4	- 549,3	- 392,5	- 44,2	+ 75,1	+ 71,8	+ 6,1
6.1 Francs belge et luxembourgeois	+ 31,0	+ 33,4	- 25,6	- 96,9	- 78,0	- 6,0	+ 35,3	+ 145,2	+ 6,1
6.2 Monnaies étrangères	- 185,8	- 7,9	- 28,8	- 452,4	- 314,5	- 38,2	+ 39,7	- 73,4	0,0
7. <i>Erreurs et omissions⁴</i>	+ 20,2	+ 8,0	- 12,6	- 0,5	- 16,8	- 51,4	- 10,4	+ 0,3	- 14,7
8. <i>Mouvements des réserves de change nettes de la</i> <i>BNB⁵</i>	+ 11,6	+ 23,3	- 20,8	+ 43,9	+ 28,1	- 12,4	- 10,5	- 12,6	+ 25,6
<i>p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux ré-</i> <i>sultant d'allocations</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Y compris les assurances autres que celles relatives au transport de marchandises.

² Signe - : sorties de capitaux.

³ Non compris les établissements de crédits résidents.

⁴ Y compris la contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire.

⁵ Signe - : augmentation des réserves.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	* 1994					
	3 ^e trimestre			4 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
Opérations courantes	1.975,9	1.878,6	+ 97,3	2.167,8	2.051,9	+ 116,0
1. <i>Biens et services</i>	1.269,7	1.198,5	+ 71,2	1.397,1	1.301,7	+ 95,5
1.1 Biens	927,1	869,7	+ 57,4	1.043,6	977,1	+ 66,6
1.11 Exportations et importations	904,0	865,1	+ 38,9	1.017,1	972,7	+ 44,4
1.12 Travail à façon	23,1	4,6	+ 18,5	26,5	4,4	+ 22,2
1.2 Services	342,6	328,8	+ 13,8	353,5	324,6	+ 28,9
1.21 Frets et assurances pour le transport de marchandises et autres frais de transport	85,5	68,1	+ 17,4	93,9	76,6	+ 17,4
1.22 Déplacements à l'étranger	55,4	92,9	- 37,5	43,5	54,2	- 10,6
1.23 Services financiers ¹	77,3	66,1	+ 11,2	82,1	74,0	+ 8,2
1.24 Négoce international (net)	5,5	—	+ 5,5	2,3	—	+ 2,3
1.25 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	18,9	6,0	+ 12,9	21,7	8,2	+ 13,4
1.26 Autres services	99,8	95,6	+ 4,3	110,0	111,6	- 1,6
2. Revenus	674,5	616,8	+ 57,7	718,4	671,5	+ 46,9
2.1 Revenus du travail	30,2	14,5	+ 15,7	20,6	5,1	+ 15,4
2.2 Revenus de placements et d'investissements ..	644,3	602,3	+ 42,0	697,9	666,4	+ 31,5
3. Transferts	31,7	63,3	- 31,6	52,3	78,7	- 26,5
3.1 Transferts privés	13,8	26,8	- 13,0	30,0	39,2	- 9,2
3.2 Transferts publics	17,9	36,6	- 18,6	22,3	39,5	- 17,2
Opérations en capital²	—	—	- 97,3	—	—	- 116,0
4. <i>Mouvement des capitaux des pouvoirs publics</i>	495,2	485,8	+ 9,4	64,0	189,7	- 125,7
4.1 Etat	494,4	485,2	+ 9,2	63,5	188,6	- 125,1
4.11 Engagements	454,9	443,9	+ 11,0	44,7	163,2	- 118,5
4.12 Avoirs	39,5	41,3	- 1,8	18,9	25,4	- 6,6
4.2 Autres pouvoirs publics	0,8	0,6	+ 0,2	0,5	1,1	- 0,6
5. <i>Mouvement des capitaux des entreprises³ et parti-</i> <i>culiers</i>	354,6	520,7	- 166,1	264,0	271,2	- 7,2
5.1 Crédits commerciaux (chiffres nets)	13,6	—	+ 13,6	7,4	—	+ 7,4
5.2 Autres	341,0	520,7	- 179,7	256,6	271,2	- 14,6
5.21 Investissements et placements belgo- luxembourgeois à l'étranger	31,8	503,3	- 471,5	9,7	236,0	- 226,3
5.211 Valeurs mob. (chiffres nets)	—	372,3	- 372,3	—	88,5	- 88,5
5.212 Investissements directs	27,7	34,1	- 6,4	7,6	116,4	- 108,8
5.213 Immeubles	4,1	4,9	- 0,8	2,1	4,0	- 1,9
5.214 Autres (chiffres nets)	—	92,0	- 92,0	—	27,1	- 27,1
5.22 Investissements et placements étrangers en UEBL	309,2	17,4	+ 291,8	246,9	35,2	+ 211,7
5.221 Valeurs mob. (chiffres nets)	122,0	—	+ 122,0	—	11,2	- 11,2
5.222 Investissements directs	86,4	16,1	+ 70,4	180,6	21,2	+ 159,4
5.223 Immeubles	3,5	1,3	+ 2,2	6,2	2,8	+ 3,4
5.224 Autres (chiffres nets)	97,3	—	+ 97,3	60,1	—	+ 60,1
6. <i>Mouvement des avoirs extérieurs nets des établisse-</i> <i>ments de crédits résidents</i>	—	—	+ 71,8	—	—	+ 6,1
6.1 Francs belge et luxembourgeois	—	—	+ 145,2	—	—	+ 6,1
6.2 Monnaies étrangères	—	—	- 73,4	—	—	0,0
7. <i>Erreurs et omissions (nettes)⁴</i>	0,3	—	+ 0,3	—	14,7	- 14,7
8. <i>Mouvements des réserves de change nettes de la</i> <i>BNB⁵</i>	—	—	- 12,6	—	—	+ 25,6
<i>p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux ré-</i> <i>sultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Y compris les assurances autres que celles relatives au transport de marchandises.

² Signe - : sorties de capitaux.

³ Non compris les établissements de crédits résidents.

⁴ Y compris la contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire.

⁵ Signe - : augmentation des réserves.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE

(soldes en milliards de francs)

	1993	* 1994	1993				* 1994			
	Année		1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
Opérations courantes	+ 418,8	+ 396,8	+ 90,7	+ 57,8	+ 124,2	+ 146,0	+ 83,3	+ 79,3	+ 110,9	+ 123,4
1. Biens et services	+ 346,2	+ 338,6	+ 53,6	+ 76,4	+ 88,3	+ 127,8	+ 70,2	+ 80,8	+ 84,8	+ 102,9
1.1 Biens	+ 205,1	+ 203,9	+ 10,2	+ 43,8	+ 67,6	+ 83,5	+ 22,0	+ 39,3	+ 68,7	+ 73,9
1.11 Exportations et importations	+ 129,2	+ 122,2	- 7,7	+ 22,3	+ 51,1	+ 63,5	+ 7,2	+ 14,9	+ 49,7	+ 50,5
1.12 Travail à façon	+ 75,8	+ 81,7	+ 17,9	+ 21,4	+ 16,5	+ 20,0	+ 14,9	+ 24,4	+ 19,0	+ 23,4
1.2 Services	+ 141,1	+ 134,8	+ 43,4	+ 32,7	+ 20,7	+ 44,3	+ 48,2	+ 41,5	+ 16,1	+ 29,0
1.21 Frets et assurances pour le transport de marchandises et autres frais de transport	+ 53,7	+ 69,0	+ 13,8	+ 13,1	+ 12,2	+ 14,7	+ 16,3	+ 17,9	+ 17,4	+ 17,4
1.22 Déplacements à l'étranger	- 79,3	- 85,8	- 16,2	- 17,6	- 34,2	- 11,3	- 13,6	- 24,0	- 37,5	- 10,6
1.23 Services financiers ¹	+ 70,7	+ 61,7	+ 24,6	+ 15,5	+ 17,4	+ 13,2	+ 25,3	+ 17,0	+ 11,2	+ 8,2
1.24 Négoce international	+ 53,2	+ 26,6	+ 11,3	+ 10,1	+ 9,3	+ 22,6	+ 8,0	+ 8,4	+ 7,8	+ 2,4
1.25 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 56,1	+ 53,7	+ 13,5	+ 13,5	+ 14,3	+ 14,8	+ 13,9	+ 13,5	+ 12,9	+ 13,4
1.26 Autres services	- 13,4	+ 9,5	- 3,6	- 1,9	+ 1,8	- 9,7	- 1,8	+ 8,6	+ 4,3	- 1,6
2. Revenus	+ 169,5	+ 175,8	+ 59,8	+ 8,7	+ 59,8	+ 41,3	+ 48,9	+ 22,3	+ 57,7	+ 46,9
2.1 Revenus du travail	+ 66,0	+ 62,7	+ 17,0	+ 14,9	+ 16,2	+ 17,8	+ 15,7	+ 15,9	+ 15,7	+ 15,4
2.2 Revenus de placements et d'investissements ...	+ 103,5	+ 113,1	+ 42,7	- 6,3	+ 43,5	+ 23,5	+ 33,1	+ 6,4	+ 42,0	+ 31,5
3. Transferts	- 96,9	- 117,6	- 22,7	- 27,3	- 23,9	- 23,0	- 35,8	- 23,8	- 31,6	- 26,5
3.1 Transferts privés	- 26,6	- 33,7	- 4,2	- 9,0	- 6,3	- 7,2	- 7,3	- 4,2	- 13,0	- 9,2
3.2 Transferts publics	- 70,2	- 83,9	- 18,5	- 18,4	- 17,6	- 15,8	- 28,4	- 19,6	- 18,6	- 17,2
Opérations en capital²	- 418,8	- 396,8	- 90,7	- 57,8	- 124,2	- 146,0	- 83,3	- 79,3	- 110,9	- 123,4
4. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics	+ 361,5	- 174,1	- 34,3	- 18,6	+ 195,0	+ 219,3	- 17,1	- 40,6	+ 9,4	- 125,7
4.1 Etat	+ 362,5	- 173,1	- 34,5	- 19,4	+ 195,2	+ 221,3	- 17,9	- 39,4	+ 9,2	- 125,1
4.11 Engagements	+ 390,4	- 163,4	- 29,1	- 10,2	+ 193,8	+ 235,8	- 16,2	- 39,6	+ 11,0	- 118,5
4.12 Avoirs	- 27,8	- 9,8	- 5,4	- 9,2	+ 1,4	- 14,6	- 1,7	+ 0,2	- 1,8	- 6,6
4.2 Autres pouvoirs publics	- 1,1	- 1,0	+ 0,3	+ 0,8	- 0,2	- 2,0	+ 0,7	- 1,2	+ 0,2	- 0,6
5. Mouvement des capitaux des entreprises ³ et particu- liers	+ 137,6	- 245,2	- 113,3	+ 48,5	+ 186,6	+ 15,8	+ 42,0	- 92,8	- 179,7	- 14,6
5.1 Crédits commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5.2 Autres	+ 137,6	- 245,2	- 113,3	+ 48,5	+ 186,6	+ 15,8	+ 42,0	- 92,8	- 179,7	- 14,6
5.21 Investissements et placements belgo-luxem- bourgeois à l'étranger	-2.340,4	-1.503,8	- 934,7	- 597,6	- 626,3	- 181,7	- 575,1	- 230,9	- 471,5	- 226,3
5.211 Valeurs mob.	-2.004,0	-1.372,9	- 768,8	- 470,4	- 602,2	- 162,6	- 617,3	- 294,8	- 372,3	- 88,5
5.212 Investissements directs	- 132,7	- 83,4	- 71,7	+ 1,3	- 3,7	- 58,7	+ 1,3	+ 30,5	- 6,4	- 108,8
5.213 Immeubles	- 10,6	- 7,7	- 2,0	- 4,8	- 1,5	- 2,3	- 1,7	- 3,3	- 0,8	- 1,9
5.214 Autres	- 193,1	- 39,9	- 92,3	- 123,8	- 18,8	+ 41,8	+ 42,6	+ 36,7	- 92,0	- 27,1
5.22 Investissements et placements étrangers en UEBL	+2.478,0	+1.258,7	+ 821,4	+ 646,2	+ 812,9	+ 197,5	+ 617,1	+ 138,0	+ 291,8	+ 211,7
5.221 Valeurs mob.	+1.726,9	+ 597,3	+ 672,3	+ 516,8	+ 496,0	+ 41,9	+ 512,6	- 26,1	+ 122,0	- 11,2
5.222 Investissements directs	+ 361,4	+ 297,7	+ 93,4	+ 78,0	+ 98,4	+ 91,6	+ 48,3	+ 19,7	+ 70,4	+ 159,4
5.223 Immeubles	+ 10,7	+ 9,1	+ 0,9	+ 2,5	+ 3,3	+ 4,0	+ 2,7	+ 0,8	+ 2,2	+ 3,4
5.224 Autres	+ 378,9	+ 354,5	+ 54,8	+ 48,9	+ 215,2	+ 60,0	+ 53,5	+ 143,6	+ 97,3	+ 60,1
6. Mouvement des avoirs extérieurs nets des établis- sements de crédits résidents	- 970,6	+ 108,7	+ 25,5	- 54,4	- 549,3	- 392,5	- 44,2	+ 75,1	+ 71,8	+ 6,1
6.1 Francs belge et luxembourgeois	- 167,0	+ 180,5	+ 33,4	- 25,6	- 96,9	- 78,0	- 6,0	+ 35,3	+ 145,2	+ 6,1
6.2 Monnaies étrangères	- 803,6	- 71,9	- 7,9	- 28,8	- 452,4	- 314,5	- 38,2	+ 39,7	- 73,4	0,0
7. Erreurs et omissions ⁴	- 21,8	- 76,2	+ 8,0	- 12,6	- 0,5	- 16,8	- 51,4	- 10,4	+ 0,3	- 14,7
8. Mouvements des réserves de change nettes de la BNB ⁵	+ 74,5	- 10,0	+ 23,3	- 20,8	+ 43,9	+ 28,1	- 12,4	- 10,5	- 12,6	+ 25,6
p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux ré- sultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Y compris les assurances autres que celles relatives au transport de marchandises.

² Signe - : sorties de capitaux.

³ Non compris les établissements de crédits résidents.

⁴ Y compris la contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire.

⁵ Signe - : augmentation des réserves.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT BELGES
ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME**

(milliards de francs)

Source : BNB.

	1991	1992	1993	* 1994	1993		* 1994			
	Année				3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1. Opérations courantes	+167,5	+211,9	+391,8	+410,2	+109,8	+132,0	+ 91,0	+106,0	+ 97,3	+116,0
1bis. Opérations courantes sur la base de caisse ...	+159,9	+202,8	+418,8	+396,8	+124,2	+146,0	+ 83,3	+ 79,3	+110,9	+123,4
2. Opérations en capital ¹	-167,5	-211,9	-391,8	-410,2	-109,8	-132,0	- 91,0	-106,0	- 97,3	-116,0
2.1 Investissements directs et opérations en capital apparentées	+ 73,3	+ 73,5	+229,4	+264,7	+107,9	+ 41,0	+ 52,4	+ 60,7	+ 80,4	+ 71,2
2.11 Avoirs des résidents	-212,4	-345,0	-155,1	- 45,5	- 0,4	- 69,2	+ 9,2	+ 51,1	- 3,1	-102,6
2.12 Avoirs des non-résidents	+285,7	+418,5	+384,4	+310,2	+108,3	+110,2	+ 43,2	+ 9,7	+ 83,5	+173,8
2.2 Placements de portefeuille	+118,8	+ 34,1	- 10,3	-486,8	- 4,7	+ 6,2	- 68,3	-182,3	-211,7	- 24,5
2.21 Avoirs des résidents	-103,3	- 57,0	-220,4	-326,9	-102,3	- 98,7	-128,9	- 74,8	- 95,0	- 28,2
2.211 Actions	- 6,0	+ 2,8	- 35,3	-109,5	- 11,8	- 36,7	- 55,3	- 43,6	- 22,6	+ 11,9
2.212 Titres à revenu fixe	- 97,2	- 59,8	-185,1	-217,4	- 90,5	- 62,0	- 73,7	- 31,2	- 72,5	- 40,1
2.22 Avoirs des non-résidents	+222,1	+ 91,1	+210,1	-159,9	+ 97,6	+104,9	+ 60,6	-107,5	-116,7	+ 3,7
2.221 Actions	+ 19,0	+ 14,8	+ 72,8	+ 21,0	+ 15,8	+ 34,2	+ 13,4	- 0,3	+ 6,2	+ 1,6
2.222 Titres à revenu fixe	+203,1	+ 76,3	+137,3	-180,8	+ 81,8	+ 70,7	+ 47,2	-107,2	-122,8	+ 2,1
2.3 Autres opérations en capital	-313,8	-228,2	-803,5	+ 41,7	-375,8	-141,9	- 11,2	+ 91,2	+125,7	-164,2
2.31 Crédits commerciaux	- 7,5	- 9,1	+ 27,0	- 13,4	+ 14,4	+ 14,0	- 7,7	- 26,7	+ 13,6	+ 7,4
2.32 Avoirs nets des entreprises et particuliers résidents	+131,8	-108,8	-643,9	-432,7	- 41,1	-370,4	-212,2	- 47,2	-125,1	- 48,3
2.321 En francs à l'étranger	+ 23,9	- 94,9	+ 57,5	+ 17,7	- 10,1	- 6,9	- 35,4	+ 18,4	+ 11,8	+ 22,9
2.322 En monnaies étrangères	+107,8	- 13,9	-586,4	-450,4	- 30,9	-363,5	-176,8	- 65,6	-136,9	- 71,1
2.3221 Au comptant	+104,5	+ 24,0	-325,1	-299,5	- 48,7	- 88,8	- 61,3	- 54,9	-137,2	- 46,1
2.3222 A terme	+ 3,3	- 37,9	-261,3	-150,9	+ 17,8	-274,7	-115,5	- 10,7	+ 0,3	- 25,0
2.33 Avoirs nets en francs des non-résidents auprès des établissements de crédit résidents	-343,6	+ 91,2	-552,8	+716,5	-533,7	+ 7,0	+292,3	+186,5	+242,8	- 5,1
2.331 Au comptant	-185,3	+ 84,7	-167,0	+180,5	- 96,9	- 78,0	- 6,0	+ 35,3	+145,2	+ 6,1
2.332 A terme	-158,3	+ 6,5	-385,8	+536,0	-436,8	+ 85,0	+298,3	+151,2	+ 97,6	- 11,1
2.34 Opérations en capital en monnaies étrangères des établissements de crédit résidents ²	- 77,4	- 83,4	- 54,3	- 72,2	- 23,3	- 27,9	- 73,9	+ 11,5	- 15,0	+ 5,2
2.341 Au comptant	-237,3	-249,6	-561,5	+169,8	-323,0	-266,2	+108,9	+ 97,2	+ 3,6	- 39,9
2.342 A terme	+159,9	+166,2	+507,2	-242,0	+299,7	+238,3	-182,8	- 85,7	- 18,6	+ 45,1
2.35 Opérations en capital des pouvoirs publics	- 17,1	-118,2	+420,5	-156,6	+207,8	+235,4	- 9,7	- 32,9	+ 9,4	-123,5
2.351 En francs	- 10,8	- 15,1	- 25,2	- 9,3	+ 4,2	- 9,8	- 9,4	+ 4,2	+ 9,6	- 13,7
2.352 En monnaies étrangères	- 6,3	-103,1	+445,7	-147,4	+203,6	+245,2	- 0,3	- 37,1	- 0,2	-109,8
2.4 Erreurs et omissions ³	- 23,2	+ 63,6	- 21,8	- 76,7	- 0,5	- 16,8	- 51,4	- 10,4	+ 0,3	- 15,2
2.5 Mouvement des réserves de change nettes, au comptant et à terme, de la BNB ⁴	- 22,5	-154,8	+214,4	-153,1	+163,3	- 20,5	- 12,4	- 65,3	- 91,9	+ 16,6

¹ Signe - : sorties de capitaux.

² Mouvement de la position extérieure en monnaies étrangères des établissements de crédit, c.-à-d. de l'excédent de leurs avoirs en monnaies étrangères sur leurs engagements en monnaies étrangères, à l'exclusion de ceux relatifs à leurs participations et à leurs fonds propres.

³ Y compris la contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire.

⁴ Signe - : augmentation des réserves.

Références bibliographiques : Eurostat, 1984 : La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome II, n° 4, octobre 1988 : Modifications apportées au tableau IX-5 « Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme » de la partie « Statistiques » du *Bulletin*, et LXIV^e année, tome II, n° 2-3, août-septembre 1989 : Modifications de l'enregistrement des exportations sur la base de caisse et du traitement des effets commerciaux dans la partie « Statistiques » du *Bulletin*.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la CEE								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Francs belge et luxembourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1985	28,2	18,5	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	71,7	23,4	4,9
1986	29,2	21,4	11,2	9,5	3,3	2,5	0,5	77,6	16,6	5,8
1987	28,5	22,4	11,3	9,2	3,1	2,7	1,0	78,2	16,7	5,1
1988	28,5	22,4	11,2	9,1	3,3	2,7	1,1	78,3	16,6	5,1
1989	28,2	22,3	10,9	8,8	3,5	2,6	1,2	77,5	17,9	4,6
1990	28,2	22,1	11,4	9,2	3,4	2,8	1,3	78,4	16,6	5,0
1991	27,4	22,5	11,2	8,9	2,9	2,9	1,3	77,1	17,9	5,0
1992	27,4	23,6	11,7	9,0	2,8	2,9	1,5	78,9	16,4	4,7
1993	27,9	22,0	11,9	8,8	3,1	2,6	1,6	77,9	17,2	4,9
1991 9 premiers mois	27,6	22,4	11,2	8,8	2,9	2,9	1,3	77,1	17,9	5,0
1992 3 premiers mois	27,6	23,4	11,4	8,9	2,9	2,8	1,3	78,3	16,7	5,0
6 premiers mois	27,5	23,6	11,7	8,9	2,9	2,9	1,5	79,0	16,3	4,7
9 premiers mois	27,5	23,6	11,8	8,9	2,9	2,9	1,5	79,1	16,3	4,6
1993 3 premiers mois	28,1	21,9	12,0	8,8	3,1	2,3	1,5	77,7	16,9	5,4
6 premiers mois	28,1	22,2	11,9	8,7	3,1	2,5	1,5	78,0	16,8	5,2
9 premiers mois	28,0	22,0	12,2	8,7	3,0	2,6	1,6	78,1	16,9	5,0
1994 3 premiers mois	28,8	21,4	11,0	8,4	3,1	2,7	1,8	77,2	18,1	4,7
6 premiers mois	28,7	21,2	10,8	8,4	3,2	2,8	1,8	76,9	18,6	4,5
9 premiers mois	28,7	21,2	10,8	8,4	3,1	2,8	1,9	76,9	18,6	4,5
Recettes d'exportations										
1985	35,0	18,0	14,4	7,6	4,4	2,6	0,7	82,7	13,9	3,4
1986	36,0	19,2	15,4	7,9	4,0	2,8	1,0	86,3	10,0	3,7
1987	35,4	18,0	15,4	8,4	4,4	2,9	1,1	85,6	11,0	3,4
1988	34,6	18,2	15,3	8,4	5,1	2,9	1,3	85,8	10,8	3,4
1989	34,5	18,0	15,9	7,8	4,9	2,8	1,5	85,4	11,4	3,2
1990	32,9	19,3	15,7	8,0	4,6	2,9	1,9	85,3	10,7	4,0
1991	31,6	20,7	14,4	8,1	4,2	2,4	2,1	83,5	13,1	3,4
1992	31,8	20,0	14,7	8,5	4,1	2,6	2,3	84,0	12,8	3,2
1993	30,3	18,9	14,4	7,7	4,4	2,4	2,6	80,7	15,9	3,4
1991 9 premiers mois	31,6	20,5	14,6	8,1	4,2	2,5	2,0	83,5	13,0	3,5
1992 3 premiers mois	31,8	20,1	14,5	8,2	4,3	2,5	2,2	83,6	13,2	3,2
6 premiers mois	31,7	20,3	14,6	8,3	4,2	2,6	2,2	83,9	12,9	3,2
9 premiers mois	31,7	20,2	14,9	8,2	4,3	2,6	2,3	84,2	12,6	3,2
1993 3 premiers mois	30,7	19,0	15,0	8,1	4,3	2,9	2,5	82,5	14,2	3,3
6 premiers mois	30,7	18,8	14,9	7,9	4,3	2,6	2,7	81,9	14,7	3,4
9 premiers mois	30,5	18,7	14,8	7,8	4,4	2,5	2,6	81,3	15,3	3,4
1994 3 premiers mois	30,1	19,1	13,9	7,2	4,7	2,5	2,8	80,3	16,6	3,1
6 premiers mois	29,9	19,3	14,0	7,4	4,5	2,5	2,8	80,4	16,4	3,2
9 premiers mois	29,8	19,3	14,2	7,3	4,5	2,5	2,8	80,4	16,4	3,2

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n° 1, janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n° 6, juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année,

tome I, n° 1, janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome I, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LXIV^e année, tome II, n° 2-3, août-septembre 1989 : « Modifications de l'enregistrement des exportations sur la base de caisse et du traitement des effets commerciaux » ; LXVI^e année, n° 10, octobre 1991 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1989 et 1990 sur la base des transactions » ; *Rapports de la BNB. La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*, Eurostat, 1984.

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS DE CHANGE INDICATIFS¹

Moyennes journalières	1 mark allemand	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 florin des Pays-Bas	100 pesetas	1 couronne danoise	100 escudos	1 punt irlandais	100 drachmes grecques
1987	20,78	6,21	61,11	2,88	18,44	30,28	5,46	26,49	55,50	—
1988	20,94	6,17	65,37	2,83	18,60	31,57	5,46	25,52	55,99	25,94
1989	20,96	6,18	64,55	2,87	18,58	33,27	5,39	25,02	55,85	24,29
1990	20,68	6,14	59,47	2,79	18,35	32,79	5,40	23,44	55,26	21,11
1991	20,59	6,06	60,23	2,75	18,27	32,87	5,34	23,64	54,99	18,76
1992	20,59	6,07	56,64	2,62	18,28	31,46	5,33	23,81	54,67	16,87
1993	20,90	6,10	51,90	2,20	18,60	27,22	5,33	21,53	50,62	15,07
1994	20,61	6,02	51,15	2,07	18,37	24,96	5,26	20,14	49,98	13,78
1992 4 ^e trimestre	20,58	6,06	50,32	2,34	18,29	28,81	5,33	23,03	54,24	15,75
1993 1 ^{er} trimestre	20,60	6,07	49,74	2,18	18,32	28,88	5,36	22,58	51,46	15,31
2 ^e trimestre	20,56	6,10	51,08	2,21	18,32	27,48	5,36	21,85	50,15	15,12
3 ^e trimestre	21,11	6,09	53,24	2,23	18,78	26,30	5,26	20,95	49,99	15,07
4 ^e trimestre	21,30	6,14	53,48	2,17	18,98	26,25	5,35	20,77	50,87	14,80
1994 1 ^{er} trimestre	20,67	6,08	52,97	2,11	18,43	25,25	5,30	20,33	50,87	14,29
2 ^e trimestre	20,59	6,02	51,42	2,13	18,35	25,08	5,25	19,98	50,19	13,86
3 ^e trimestre	20,60	6,01	49,88	2,05	18,36	24,87	5,23	20,15	49,27	13,59
4 ^e trimestre	20,57	5,99	50,31	2,00	18,36	24,63	5,25	20,11	49,61	13,36
1994 Janvier	20,79	6,12	54,07	2,13	18,56	25,31	5,35	20,57	51,87	14,48
Février	20,61	6,06	52,94	2,12	18,38	25,34	5,28	20,41	50,81	14,28
Mars	20,61	6,05	52,00	2,09	18,34	25,11	5,26	20,03	50,01	14,13
Avril	20,59	6,01	51,86	2,15	18,33	25,32	5,25	20,16	50,25	14,04
Mai	20,58	6,01	51,29	2,14	18,34	24,98	5,26	19,92	50,19	13,90
Juin	20,59	6,03	51,16	2,11	18,37	24,96	5,25	19,86	50,14	13,69
Juillet	20,61	6,01	50,02	2,07	18,37	24,98	5,25	20,06	49,42	13,64
Août	20,60	6,01	49,72	2,04	18,35	24,83	5,21	20,18	49,11	13,61
Septembre	20,58	6,02	49,91	2,04	18,36	24,80	5,22	20,19	49,30	13,52
Octobre	20,58	6,01	50,24	2,02	18,37	24,76	5,26	20,14	49,65	13,43
Novembre	20,57	5,99	50,32	2,00	18,36	24,69	5,26	20,15	49,56	13,36
Décembre	20,56	5,97	50,39	1,98	18,36	24,43	5,25	20,05	49,61	13,31
1995 Janvier	20,60	5,96	49,68	1,96	18,38	23,81	5,23	19,97	49,14	13,24

¹ Jusqu'au 31 décembre 1990 : Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles.

X - 1. — COURS DE CHANGE INDICATIFS¹ (suite)

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	100 yens	1 dollar canadien	1 couronne suédoise	1 franc suisse	1 schilling autrichien	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	1 zaïre	1 dollar australien	1 dollar néo-zélandais	1 ECU	1 DTS
1987	37,34	25,85	28,17	5,89	25,06	2,95	5,54	8,50	.	.	.	43,03	48,26
1988	36,81	28,70	29,95	6,00	25,14	2,98	5,64	8,78	.	.	.	43,42	49,39
1989	39,43	28,63	33,30	6,11	24,11	2,98	5,71	9,18	.	.	.	43,35	50,50
1990	33,41	23,14	28,63	5,64	24,09	2,94	5,34	8,73	.	.	.	42,50	45,30
1991	34,18	25,40	29,84	5,65	23,83	2,93	5,27	8,45	.	26,61	19,76	42,26	46,67
1992	32,12	25,36	26,60	5,53	22,89	2,93	5,17	7,19	.	23,62	17,28	41,54	45,21
1993	34,57	31,24	26,79	4,44	23,41	2,97	4,87	6,05	.	23,48	18,72	40,40	49,46
1994	33,43	32,70	24,50	4,33	24,46	2,93	4,74	6,41	0,19	24,45	19,83	39,55	47,83
1992 4 ^e trimestre ...	31,88	25,92	25,26	5,14	22,98	2,93	4,98	6,43	.	22,26	16,75	40,29	44,72
1993 1 ^{er} trimestre ...	33,70	27,93	26,73	4,48	22,37	2,93	4,84	5,86	.	23,21	17,53	40,12	46,37
2 ^e trimestre ...	33,30	30,32	26,21	4,50	22,79	2,92	4,86	6,00	.	23,12	18,00	40,16	47,03
3 ^e trimestre ...	35,38	33,51	27,15	4,42	23,99	3,00	4,88	6,10	.	23,67	19,49	40,49	49,69
4 ^e trimestre ...	35,85	33,12	27,06	4,37	24,43	3,03	4,89	6,21	.	23,90	19,80	40,81	49,96
1994 1 ^{er} trimestre ...	35,60	33,12	26,56	4,45	24,52	2,94	4,78	6,36	0,60	25,19	20,28	40,02	49,42
2 ^e trimestre ...	34,18	33,12	24,73	4,38	24,29	2,93	4,75	6,28	0,12	24,80	19,89	39,68	48,40
3 ^e trimestre ...	32,18	32,47	23,46	4,19	24,53	2,93	4,70	6,31	0,03	23,77	19,36	39,31	46,94
4 ^e trimestre ...	31,78	32,13	23,23	4,31	24,50	2,92	4,72	6,69	0,01	24,03	19,79	39,20	46,59
1994 Janvier	36,22	32,52	27,52	4,46	24,62	2,96	4,82	6,37	1,04	25,21	20,39	40,34	49,78
Février	35,79	33,68	26,69	4,48	24,55	2,93	4,78	6,41	0,52	25,63	20,57	39,98	49,68
Mars	34,85	33,17	25,55	4,40	24,39	2,93	4,75	6,30	0,28	24,79	19,92	39,77	48,88
Avril	34,97	33,82	25,30	4,44	24,30	2,93	4,75	6,37	0,15	25,04	19,91	39,81	49,10
Mai	34,12	32,89	24,72	4,42	24,14	2,93	4,75	6,30	0,13	24,75	19,93	39,66	48,29
Juin	33,55	32,69	24,25	4,30	24,40	2,93	4,74	6,19	0,08	24,62	19,85	39,60	47,90
Juillet	32,37	32,83	23,40	4,17	24,43	2,93	4,71	6,23	0,04	23,77	19,44	39,39	47,17
Août	32,25	32,29	23,40	4,17	24,45	2,93	4,70	6,28	0,03	23,87	19,40	39,27	46,89
Septembre	31,93	32,31	23,58	4,24	24,71	2,92	4,69	6,43	0,02	23,68	19,25	39,27	46,79
Octobre	31,29	31,77	23,17	4,31	24,74	2,92	4,73	6,69	0,01	23,09	19,05	39,24	46,72
Novembre	31,73	32,34	23,24	4,31	24,44	2,92	4,71	6,71	0,01	23,97	19,70	39,18	46,61
Décembre	32,32	32,27	23,28	4,30	24,31	2,92	4,71	6,67	0,01	25,03	20,60	39,17	46,93
1995 Janvier	31,57	31,65	22,34	4,23	24,50	2,93	4,71	6,66	0,01	24,16	20,22	39,03	46,24

¹ Jusqu'au 31 décembre 1990 : Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles.

**X - 2a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 2 AOUT 1993 AU 8 JANVIER 1995**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN	MADRID	LONDRES	LISBONNE
Cours-pivot de l'ECU	40,2123	2,19672	7,43679	1,94964	—	6,53883	0,808628	154,250	—	192,854
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire										
100 francs belges	—	6,34340	21,4747	5,63000	—	18,8800	2,33503	445,418	—	556,890
		5,46286	18,4938	4,84837	—	16,2608	2,01090	383,589	—	479,590
		4,70454	15,9266	4,17500	—	14,0050	1,73176	330,342	—	413,020
100 florins Pays-Bas	2125,60	—	393,105	103,058 ¹	—	345,650	42,7439	8153,70	—	10194,3
	1830,54	—	338,537	88,7526	—	297,661	36,8105	7021,83	—	8779,18
	1576,45	—	291,544	76,4326 ²	—	256,350	31,7007	6047,10	—	7560,50
100 couronnes danoises	627,880	34,3002	—	30,4450	—	102,100	12,6261	2408,50	—	3011,20
	540,723	29,5389	—	26,2162	—	87,9257	10,8734	2074,15	—	2593,24
	465,665	25,4385	—	22,5750	—	75,7200	9,36403	1786,20	—	2233,30
100 marks allemands	2395,20	130,834 ³	442,968	—	—	389,480	48,1696	9191,20	—	11481,1
	2062,55	112,673	381,443	—	—	335,386	41,4757	7911,72	—	9891,77
	1776,20	97,0325 ⁴	328,461	—	—	288,810	35,7143	6812,00	—	8517,90
100 lires italiennes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
100 francs français	714,030	39,0091	132,066	34,6250	—	—	14,3599	2739,30	—	3424,81
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	—	—	12,3666	2358,98	—	2949,37
	529,660	28,9381	97,9430	25,6750	—	—	10,6500	2031,50	—	2540,00
100 punts irlandais	5774,45	315,450	1067,92	280,000	—	938,950	—	22150,3	—	27693,8
	4972,89	271,662	919,676	241,105	—	808,631	—	19075,5	—	23849,5
	4282,60	233,952	792,014	207,600	—	696,400	—	16427,6	—	20538,9
100 pesetas espagnoles	30,2715	1,65368	5,59850	1,46800	—	4,92250	0,608731	—	—	145,180
	26,0696	1,42413	4,82126	1,26395	—	4,23911	0,524232	—	—	125,027
	22,4510	1,22644	4,15190	1,08800	—	3,65050	0,451462	—	—	107,670
100 livres Royaume-Uni	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
100 escudos portugais	24,2120	1,32266	4,47770	1,17400	—	3,93700	0,486881	92,8760	—	—
	20,8512	1,13906	3,85618	1,01094	—	3,39056	0,419295	79,9828	—	—
	17,9570	0,98094	3,32090	0,87100	—	2,91990	0,361092	68,8800	—	—

! Ces cours d'intervention ne sont pas opérationnels, suite à un arrangement bilatéral entre les autorités allemandes et néerlandaises les cours d'intervention suivants restent d'application :

¹ 90,7700

² 86,7800

³ 115,2350

⁴ 110,1675

**X - 2a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 9 JANVIER 1995**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN	MADRID	LONDRES	LISBONNE	VIENNE
Cours-pivot de l'ECU	40,2123	2,19672	7,43679	1,94964	—	6,53883	0,808628	154,250	—	192,854	13,7167
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire											
100 francs belges	—	6,34340	21,4747	5,63000	—	18,8800	2,33503	445,418	—	556,890	39,6089
		5,46286	18,4938	4,84837	—	16,2608	2,01090	383,589	—	479,590	34,1107
		4,70454	15,9266	4,17500	—	14,0050	1,73176	330,342	—	413,020	29,3757
100 florins Pays-Bas	2125,60	—	393,105	103,058 ¹	—	345,650	42,7439	8153,70	—	10194,3	725,065
	1830,54	—	338,537	88,7526	—	297,661	36,8105	7021,83	—	8779,18	624,417
	1576,45	—	291,544	76,4326 ²	—	256,350	31,7007	6047,10	—	7560,50	537,740
100 couronnes danoises	627,880	34,3002	—	30,4450	—	102,100	12,6261	2408,50	—	3011,20	214,174
	540,723	29,5389	—	26,2162	—	87,9257	10,8734	2074,15	—	2593,24	184,444
	465,665	25,4385	—	22,5750	—	75,7200	9,36403	1786,20	—	2233,30	158,841
100 marks allemands	2395,20	130,834 ³	442,968	—	—	389,480	48,1696	9191,20	—	11481,1	816,927
	2062,55	112,673	381,443	—	—	335,386	41,4757	7911,72	—	9891,77	703,550
	1776,20	97,0325 ⁴	328,461	—	—	288,810	35,7143	6812,00	—	8517,90	605,877
100 liras italiennes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
100 francs français	714,030	39,0091	132,066	34,6250	—	—	14,3599	2739,30	—	3424,81	243,586
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	—	—	12,3666	2358,98	—	2949,37	209,773
	529,660	28,9381	97,9430	25,6750	—	—	10,6500	2031,50	—	2540,00	180,654
100 punts irlandais	5774,45	315,450	1067,92	280,000	—	938,950	—	22150,3	—	27693,8	1969,71
	4972,89	271,662	919,676	241,105	—	808,631	—	19075,5	—	23849,5	1696,29
	4282,60	233,952	792,014	207,600	—	696,400	—	16427,6	—	20538,9	1460,82
100 pesetas espagnoles	30,2715	1,65368	5,59850	1,46800	—	4,92250	0,608731	—	—	145,180	10,3259
	26,0696	1,42413	4,82126	1,26395	—	4,23911	0,524232	—	—	125,027	8,89251
	22,4510	1,22644	4,15190	1,08800	—	3,65050	0,451462	—	—	107,670	7,65811
100 livres Royaume-Uni	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
100 escudos portugais	24,2120	1,32266	4,47770	1,17400	—	3,93700	0,486881	92,8760	—	—	8,25900
	20,8512	1,13906	3,85618	1,01094	—	3,39056	0,419295	79,9828	—	—	7,11248
	17,9570	0,98094	3,32090	0,87100	—	2,91990	0,361092	68,8800	—	—	6,12520
100 shillings autrichiens	340,420	18,5963	62,9561	16,5050	—	55,3545	6,84544	1305,80	—	1632,60	—
	293,163	16,0149	54,2170	14,2136	—	47,6706	5,89521	1124,54	—	1405,98	—
	252,470	13,7918	46,6910	12,2410	—	41,0533	5,07688	968,400	—	1210,80	—

! Ces cours d'intervention ne sont pas opérationnels, suite à un arrangement bilatéral entre les autorités allemandes et néerlandaises les cours d'intervention suivants restent d'application :

¹ 90,7700

² 86,7800

³ 115,2350

⁴ 110,1675

**X - 2b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE¹**

Moyennes journalières	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Peseta espagnole	Livre sterling	Escudo portugais	Shilling autrichien
1987	+ 0,75	+ 0,92	+ 0,76	+ 0,57	+ 0,96	+ 0,41	—	—	—	—
1988	+ 1,62	+ 1,02	+ 1,51	- 1,30	+ 0,37	+ 1,34	—	—	—	—
1989	+ 1,48	- 0,34	+ 1,60	+ 0,36	+ 0,43	+ 1,07	+ 4,35 ²	—	—	—
1990	+ 0,24	- 0,11	+ 0,24	+ 1,08	- 0,24	+ 0,01	+ 3,35	—	—	—
1991	- 0,21	- 1,26	- 0,18	- 0,42	- 1,54	- 0,48	+ 3,58	- 1,02	—	—
1992	- 0,12	- 1,50	- 0,18	- 1,03 ⁵	- 1,24	- 1,05	+ 1,18	- 2,67 ⁵	+ 1,20 ⁴	—
1993	+ 1,66	- 1,42	+ 1,35	—	- 0,80	+ 0,93	+ 1,17	—	+ 0,68	—
1994	+ 0,37	- 2,77	- 0,10	—	- 2,04	+ 0,50	- 4,27	—	- 3,40	—
1992 4 ^e trimestre	- 0,06	- 1,40	- 0,22	—	- 1,44	- 1,83	- 1,81	—	- 0,26	—
1993 1 ^{er} trimestre	+ 0,07	- 0,94	- 0,12	—	- 1,24	+ 0,01	+ 1,93	—	+ 1,25	—
2 ^e trimestre	+ 0,09	- 0,89	- 0,29	—	- 0,85	+ 0,84	+ 1,24	—	+ 1,49	—
3 ^e trimestre	+ 2,58	- 2,76	+ 2,35	—	- 1,03	+ 0,52	+ 0,86	—	+ 0,49	—
4 ^e trimestre	+ 3,70	- 1,02	+ 3,27	—	- 0,09	+ 2,30	+ 0,70	—	- 0,40	—
1994 1 ^{er} trimestre	+ 0,65	- 2,03	+ 0,20	—	- 1,20	+ 2,30	- 3,15	—	- 2,52	—
2 ^e trimestre	+ 0,23	- 2,85	- 0,19	—	- 2,18	+ 0,93	- 3,78	—	- 4,20	—
3 ^e trimestre	+ 0,30	- 3,35	- 0,13	—	- 2,20	- 0,93	- 4,61	—	- 3,39	—
4 ^e trimestre	+ 0,30	- 2,85	- 0,27	—	- 2,58	- 0,24	- 5,52	—	- 3,54	—
1994 Janvier	+ 1,41	- 1,03	+ 0,78	—	- 0,51	+ 4,31	- 2,91	—	- 1,35	—
Février	+ 0,40	- 2,27	- 0,08	—	- 1,37	+ 2,18	- 2,79	—	- 2,11	—
Mars	+ 0,18	- 2,74	- 0,08	—	- 1,68	+ 0,56	- 3,67	—	- 3,94	—
Avril	+ 0,16	- 2,89	- 0,18	—	- 2,27	+ 1,04	- 2,88	—	- 3,31	—
Mai	+ 0,19	- 2,77	- 0,21	—	- 2,26	+ 0,95	- 4,12	—	- 4,43	—
Juin	+ 0,33	- 2,88	- 0,18	—	- 2,02	+ 0,82	- 4,25	—	- 4,76	—
Juillet	+ 0,37	- 2,98	- 0,08	—	- 2,21	- 0,64	- 4,16	—	- 3,78	—
Août	+ 0,25	- 3,62	- 0,10	—	- 2,22	- 1,27	- 4,77	—	- 3,25	—
Septembre	+ 0,29	- 3,42	- 0,21	—	- 2,16	- 0,86	- 4,88	—	- 3,16	—
Octobre	+ 0,34	- 2,77	- 0,24	—	- 2,25	- 0,16	- 5,03	—	- 3,43	—
Novembre	+ 0,28	- 2,78	- 0,25	—	- 2,56	- 0,32	- 5,27	—	- 3,35	—
Décembre	+ 0,30	- 3,00	- 0,33	—	- 2,94	- 0,24	- 6,27	—	- 3,85	—
1995 Janvier	+ 0,38	- 3,31	- 0,13	—	- 3,12	- 1,18	- 8,68	—	- 4,23	- 0,08 ⁶

¹ Formule = $\frac{[\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)} - \text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}] \times 100}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}$

² Depuis le 19 juin 1989.

³ Depuis le 8 octobre 1990.

⁴ Depuis le 1^{er} avril 1992.

⁵ Jusqu'au 31 août 1992.

⁶ Depuis le 9 janvier 1995.

X - 2c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : INDICATEURS DE DIVERGENCE¹

Moyennes journalières	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Peseta espagnole	Livre sterling	Escudo portugais
1987	+ 41	+ 4	- 3	+ 5	+ 12	- 7	+ 19	-	-	-
1988	+ 50	- 30	0	- 34	+ 46	+ 36	- 14	-	-	-
1989	+ 50	- 23	+ 63	- 38	+ 22	+ 33	- 2	- 45 ²	-	-
1990	+ 16	+ 4	+ 21	+ 6	- 38	+ 30	+ 14	- 48	- 14 ³	-
1991	- 25	- 16	+ 35	- 22	- 21	+ 57	- 2	- 67	+ 12	-
1992	- 36	- 30	+ 35	- 35	+ 18 ⁵	+ 28	+ 14	- 37	+ 40 ⁵	- 36 ⁴
1993	- 4	- 19	+ 29	- 13	-	+ 33	- 19	- 15	-	- 10
1994	- 10	- 13	+ 10	- 13	-	+ 6	- 13	+ 21	-	+ 14
1992 4 ^e trimestre ...	- 42	- 40	+ 23	- 42	-	+ 30	+ 43	+ 4	-	- 22
1993 1 ^{er} trimestre ...	- 23	- 27	+ 21	- 24	-	+ 43	- 22	- 43	-	- 30
2 ^e trimestre ...	- 9	- 14	+ 31	+ 6	-	+ 37	- 47	- 24	-	- 26
3 ^e trimestre ...	+ 5	- 18	+ 43	- 18	-	+ 37	- 4	0	-	0
4 ^e trimestre ...	+ 12	- 14	+ 18	- 15	-	+ 15	- 4	+ 7	-	+ 14
1994 1 ^{er} trimestre ...	- 3	- 8	+ 11	- 6	-	+ 7	- 18	+ 20	-	+ 15
2 ^e trimestre ...	- 9	- 10	+ 12	- 9	-	+ 9	- 14	+ 20	-	+ 21
3 ^e trimestre ...	- 14	- 16	+ 11	- 17	-	+ 3	- 6	+ 20	-	+ 11
4 ^e trimestre ...	- 15	- 18	+ 5	- 18	-	+ 4	- 13	+ 26	-	+ 10
1994 Janvier	+ 3	- 8	+ 10	- 4	-	+ 7	- 25	+ 24	-	+ 12
Février	- 4	- 7	+ 12	- 5	-	+ 7	- 18	+ 16	-	+ 11
Mars	- 8	- 9	+ 12	- 9	-	+ 6	- 11	+ 19	-	+ 20
Avril	- 7	- 8	+ 14	- 8	-	+ 11	- 13	+ 14	-	+ 16
Mai	- 9	- 10	+ 11	- 9	-	+ 9	- 14	+ 22	-	+ 23
Juin	- 10	- 12	+ 11	- 11	-	+ 6	- 14	+ 22	-	+ 24
Juillet	- 12	- 15	+ 9	- 16	-	+ 5	- 7	+ 18	-	+ 15
Août	- 14	- 16	+ 12	- 18	-	+ 2	- 5	+ 21	-	+ 9
Septembre	- 14	- 16	+ 11	- 17	-	+ 2	- 7	+ 22	-	+ 9
Octobre	- 14	- 17	+ 6	- 17	-	+ 3	- 12	+ 23	-	+ 11
Novembre	- 15	- 17	+ 5	- 18	-	+ 4	- 12	+ 24	-	+ 9
Décembre	- 17	- 19	+ 5	- 19	-	+ 6	- 14	+ 30	-	+ 11
1995 Janvier	- 19	- 22	+ 5	- 24	-	+ 4	- 10	+ 46	-	+ 11

¹ Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe I).

² Depuis le 19 juin 1989.

³ Depuis le 8 octobre 1990.

⁴ Depuis le 6 avril 1992.

⁵ Jusqu'au 31 août 1992.

X - 2d. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	(4)	
du 1^{er} février 1993 au 13 mai 1993					
Mark allemand	0,6242	20,6255	12,8745	31,96	1,53
Franc français	1,332	6,14977	8,1915	20,34	1,79
Livre sterling	0,08784	49,8252 ³	4,3766	10,86	—
Lire italienne	151,8	0,022425 ³	3,4041	8,45	—
Florin des Pays-Bas	0,2198	18,3054	4,0235	9,99	2,03
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,52	2,06
Couronne danoise	0,1976	5,40723	1,0685	2,65	2,19
Punt irlandais	0,008552	49,7289	0,4253	1,06	2,23
Drachme grecque	1,44	0,155338 ³	0,2237	0,56	—
Peseta espagnole	6,885	0,283364	1,9510	4,84	5,71
Escudo portugais	1,393	0,223006	0,3106	0,77	5,95
Total ...			40,2802	100,00	
du 14 mai 1993 au 1^{er} août 1993					
Mark allemand	0,6242	20,6255	12,8745	32,02	1,53
Franc français	1,332	6,14977	8,1915	20,37	1,79
Livre sterling	0,08784	51,1120 ³	4,4897	11,16	—
Lire italienne	151,8	0,022425 ³	3,4041	8,47	—
Florin des Pays-Bas	0,2198	18,3054	4,0235	10,01	2,02
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,53	2,06
Couronne danoise	0,1976	5,40723	1,0685	2,66	2,19
Punt irlandais	0,008552	49,7289	0,4253	1,06	2,23
Drachme grecque	1,44	0,152024 ³	0,2189	0,54	—
Peseta espagnole	6,885	0,260696	1,7949	4,46	5,73
Escudo portugais	1,393	0,208512	0,2904	0,72	5,96
Total ...			40,2123	100,00	
depuis le 2 août 1993					
Mark allemand	0,6242	20,6255	12,8745	32,02	10,20
Franc français	1,332	6,14977	8,1915	20,37	11,94
Livre sterling	0,08784	51,1120 ³	4,4897	11,16	—
Lire italienne	151,8	0,022425 ³	3,4041	8,47	—
Florin des Pays-Bas	0,2198	18,3054	4,0235	10,01	13,50
Franc belge et franc luxembourgeois	3,431	1	3,431	8,53	13,72
Couronne danoise	0,1976	5,40723	1,0685	2,66	14,60
Punt irlandais	0,008552	49,7289	0,4253	1,06	14,84
Drachme grecque	1,44	0,152024 ³	0,2189	0,54	—
Peseta espagnole	6,885	0,260696	1,7949	4,46	14,33
Escudo portugais	1,393	0,208512	0,2904	0,72	14,84
Total ...			40,2123	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en drachmes grecques ou livres sterling ou liras italiennes et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 3. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

indices 1975 = 100

Sources : BNB, FMI : Statistiques financières internationales.

Moyennes journalières	Indices BNB pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International													
	exportations de l'UEBL	importations	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne	Peseta espagnole	Punt irlandais
	Franc belge															
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8	48,8	67,4
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7	47,4	68,3
1986	106,6	102,4	95,3	114,9	136,9	203,5	70,4	72,7	46,7	126,4	67,3	160,5	86,9	80,6	48,5	73,3
1987	112,1	107,8	99,8	101,3	147,3	220,2	72,2	72,5	47,6	135,4	68,0	173,6	92,7	79,6	49,6	73,3
1988	111,9	108,0	98,8	95,4	146,3	244,0	70,6	76,5	45,9	135,1	68,0	171,3	91,1	79,4	51,0	72,8
1989	111,5	108,2	97,2	100,1	143,6	233,4	69,0	73,8	45,8	131,9	67,5	159,6	87,4	78,3	52,4	70,6
1990	117,8	115,2	103,3	93,6	153,8	209,2	74,5	74,1	48,0	139,7	68,2	175,4	95,9	80,7	56,4	76,2
1991	119,3	117,1	102,8	93,2	151,2	227,1	72,6	74,0	46,8	138,0	67,4	170,6	93,7	78,6	55,9	74,9
1990 3 ^e trimestre	116,7	118,6	103,8	92,3	153,8	206,0	74,9	76,6	48,2	139,7	68,3	180,3	96,2	81,0	57,4	76,3
4 ^e trimestre	118,3	120,6	104,8	88,0	156,2	223,6	75,9	76,6	48,0	142,0	68,2	181,3	97,9	81,8	57,5	78,0
1991 1 ^{er} trimestre	118,8	122,2	104,9	89,4	155,7	220,4	74,7	76,3	48,0	141,6	68,4	179,1	97,2	82,2	58,0	77,1
2 ^e trimestre	116,6	119,9	101,6	95,8	148,6	224,9	71,5	73,6	46,4	135,9	67,1	170,0	92,4	77,1	55,3	73,4
3 ^e trimestre	117,2	120,6	101,4	95,9	148,6	228,7	71,2	72,8	46,1	135,8	66,4	165,5	91,5	76,7	54,7	73,4
4 ^e trimestre	119,6	123,7	103,3	91,6	151,9	234,3	72,7	73,3	46,8	138,8	67,7	167,9	93,7	78,5	55,6	75,4
1992 1 ^{er} trimestre	120,1	124,8														
2 ^e trimestre	120,2	125,2														
3 ^e trimestre	123,2	129,2														
1991 Novembre	119,8	123,5	103,4	91,4	152,0	233,7	72,8	73,4	46,8	138,9	67,9	167,4	93,7	78,6	55,8	75,4
Décembre	120,6	124,7	104,4	90,0	154,2	233,5	73,8	73,8	47,2	140,8	68,6	170,3	95,0	79,8	56,1	76,5
1992 Janvier	120,4	124,4														
Février	120,2	124,5														
Mars	120,0	124,2														
Avril	120,1	124,4														
Mai	120,0	124,3														
Juin	120,8	125,4														
Juillet	122,3	127,5														
Août	123,2	128,6														
Septembre	124,5	130,0														
Octobre	126,2	131,8														
Novembre	125,1	130,9														

Références bibliographiques : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n° 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n° 1-2, juillet-août 1979 : « Le

système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n° 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES *

1. — DETTE OFFICIELLE DU TRESOR¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes en franc belge				(5) = (1) + (3)	Dettes en monnaies étrangères			Dettes totales (9) = (5) + (8)
	consolidée	dont : OLO	à court et à moyen terme			consolidée	à court et à moyen terme	(8) = (6) + (7)	
			(3)	dont : avoirs des particuliers à l'OCP (4)						(6)	(7)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) + (3)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1985	2.533,3	—	1.391,0	83,5	3.924,3	574,1	416,2	990,3	4.914,6
1986	2.775,1	—	1.622,8	94,0	4.397,9	504,6	515,8	1.020,4	5.418,3
1987	3.120,4	—	1.706,1	88,4	4.826,5	496,9	549,1	1.046,0	5.872,5
1988	3.563,6	—	1.711,2	88,9	5.274,8	541,4	546,1	1.087,5	6.362,3
1989	3.791,7	81,8	1.865,4	105,1	5.657,1	552,1	579,0	1.131,1	6.788,2
1990	4.167,3	354,8	1.945,6	99,2	6.112,9	561,9	549,8	1.111,7	7.224,6
1991	4.730,5	1.289,8	1.913,4	90,5	6.643,9	604,2	502,8	1.107,0	7.750,9
1992	5.354,1	2.252,3	1.924,0	81,8	7.278,2	603,5	407,0	1.010,5	8.288,7
1993	5.850,6	3.374,4	1.702,4	75,6	7.553,0	683,6	836,4	1.520,0	9.073,0
1993 Août	5.738,1	3.133,6	2.050,9	95,9	7.789,0	677,9	480,0	1.157,9	8.946,9
Septembre	5.712,0	3.195,6	1.986,5	82,8	7.698,5	664,3	607,1	1.271,4	8.969,9
Octobre	5.753,5	3.241,2	1.965,6	98,8	7.719,1	670,1	605,5	1.275,5	8.994,7
Novembre	5.802,5	3.326,6	1.816,8	87,2	7.619,3	677,6	745,9	1.423,5	9.042,8
Décembre	5.850,6	3.374,4	1.702,4	75,6	7.553,0	683,6	836,4	1.520,0	9.073,0
1994 Janvier	5.837,6	3.503,4	1.767,5	122,3	7.605,2	685,0	838,5	1.523,5	9.128,7
Février	5.553,0	3.501,2	1.982,8	91,4	7.535,9	699,6	828,5	1.528,1	9.064,0
Mars	5.428,2	3.623,4	2.207,7	133,0	7.635,9	691,0	831,2	1.522,2	9.158,0
Avril	5.395,4	3.717,9	2.332,9	121,7	7.728,3	682,9	838,1	1.521,0	9.249,3
Mai	5.464,9	3.836,2	2.267,0	103,7	7.732,0	692,3	821,1	1.513,5	9.245,5
Juin	5.428,5	3.889,3	2.379,4	95,5	7.807,9	713,6	758,0	1.471,6	9.279,5
Juillet	5.447,2	3.922,4	2.341,6	100,0	7.788,9	721,8	742,8	1.464,6	9.253,5
Août	5.435,4	3.923,3	2.419,8	100,4	7.855,3	723,0	742,4	1.465,4	9.320,7
Septembre	5.471,9	4.024,7	2.439,3	88,6	7.911,2	724,5	745,7	1.470,2	9.381,4
Octobre	5.512,4	4.067,8	2.460,2	100,3	7.972,6	730,2	683,6	1.413,7	9.386,3
Novembre	5.512,8	4.093,0	2.460,9	85,3	7.973,7	754,0	613,2	1.367,2	9.340,9
Décembre	5.795,4	4.165,3	2.190,9	74,4	7.986,3	744,0	605,5	1.349,5	9.335,8

¹ Jusqu'à fin 1990, la trésorerie des communautés et des régions était tenue par le Trésor. Depuis le début de 1991 (1992 pour la communauté germanophone), ces entités disposent d'une trésorerie autonome, de sorte qu'à partir de cette date la situation officielle de la dette n'est plus influencée par leur solde financier.

* Références bibliographiques : *Bulletins de la Banque Nationale de Belgique*, LXIII^e année, tome I, n° 5, mai 1988 et LXVIII^e année, n° 7-8, juillet-août 1993.

XI - 2. — VARIATION NOMINALE DE LA DETTE OFFICIELLE ET SOLDE NET A FINANCER DU TRESOR¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Variation nominale de la dette officielle du Trésor ²	Ajustements						(8) = (2) à (7)	Solde net à financer du trésor ⁷
		Variation des certificats de trésorerie détenus par le FMI	Différences de change	Reprises de dettes ³	Régularisation d'intérêts ⁴	Placements à court terme du Trésor ⁵	Divers ⁶		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(9) = (1) - (8)	
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	—	—	—	—	+ 44,8	504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9	—	—	—	+ 78,6	571,1
1986	+ 503,7	- 14,3	- 44,0	+ 0,5	+ 6,0	—	—	- 51,8	555,5
1987	+ 454,2	- 3,2	- 6,3	+ 0,1	+ 33,1	—	—	+ 23,7	430,5
1988	+ 489,8	+ 2,1	+ 18,6	—	+ 35,2	—	—	+ 55,9	433,9
1989	+ 425,9	+ 4,7	- 25,2	—	+ 49,2	—	—	+ 28,7	397,2
1990	+ 436,4	- 9,3	+ 0,3	+ 20,4	+ 31,5	—	—	+ 42,9	393,5
1991	+ 526,3	+ 2,7	+ 3,2	+ 25,0	+ 4,6	+ 124,4	- 0,1	+ 159,8	366,5
1992	+ 537,7	+ 33,6	+ 11,0	+ 59,9	+ 21,2	+ 25,8	+ 3,8	+ 155,3	382,5
1993	+ 784,4	+ 2,0	+ 54,5	+ 197,4	+ 32,9	+ 117,0	+ 4,2	+ 408,0	376,3
1993 5 mois	+ 576,4	+ 0,9	+ 17,1	+ 187,4	+ 16,5	- 5,8	+ 0,2	+ 216,2	360,1
6 mois	+ 642,1	+ 1,8	+ 32,2	+ 187,4	+ 20,6	- 35,3	+ 0,2	+ 206,9	435,2
7 mois	+ 619,7	+ 1,5	+ 55,9	+ 187,4	+ 22,9	- 66,3	+ 0,2	+ 201,6	418,1
8 mois	+ 658,2	+ 1,5	+ 58,4	+ 187,4	+ 22,9	- 107,2	+ 0,2	+ 163,2	495,0
9 mois	+ 681,2	+ 1,2	+ 53,9	+ 187,4	+ 25,7	- 116,9	+ 0,2	+ 151,5	529,7
10 mois	+ 706,0	+ 1,9	+ 58,1	+ 187,9	+ 26,3	- 93,2	+ 4,2	+ 185,2	520,8
11 mois	+ 754,1	+ 2,0	+ 54,6	+ 187,9	+ 30,2	- 46,8	+ 4,2	+ 232,1	522,0
12 mois	+ 784,4	+ 2,0	+ 54,5	+ 197,4	+ 32,9	+ 117,0	+ 4,2	+ 408,0	376,3
1994 1 mois	+ 55,6	0,0	+ 3,5	+ 5,0	+ 6,6	- 56,8	0,0	- 41,7	97,3
2 mois	- 9,1	- 0,4	+ 7,5	+ 5,0	+ 13,8	- 180,7	- 0,1	- 154,9	145,9
3 mois	+ 85,0	- 0,1	+ 1,7	+ 5,0	+ 15,2	- 210,9	- 0,1	- 189,2	274,2
4 mois	+ 176,2	- 0,1	+ 0,5	+ 5,0	+ 17,5	- 126,7	- 0,1	- 103,9	280,1
5 mois	+ 172,4	+ 6,0	- 7,0	+ 5,0	+ 19,4	- 204,8	- 0,1	- 181,5	353,9
6 mois	+ 206,4	+ 6,2	- 12,0	+ 5,0	+ 20,5	- 241,6	- 0,1	- 222,0	428,4
7 mois	+ 180,5	+ 6,0	- 19,0	+ 5,0	+ 20,5	- 242,5	- 0,1	- 230,1	410,7
8 mois	+ 247,6	+ 5,9	- 18,1	+ 5,0	+ 20,4	- 248,5	- 0,1	- 235,4	483,0
9 mois	+ 308,4	+ 6,1	- 13,4	+ 5,0	+ 20,7	- 222,9	- 0,1	- 204,6	513,0
10 mois	+ 313,3	+ 6,1	- 16,6	+ 5,0	+ 20,7	- 187,8	- 0,1	- 172,7	486,1
11 mois	+ 267,9	+ 6,0	- 14,2	+ 5,0	+ 22,1	- 237,6	- 0,1	- 218,8	486,7

¹ Jusqu'à fin 1990, les données concernent le pouvoir fédéral, les communautés et les régions. A partir du début 1991, les communautés et les régions disposant d'une trésorerie autonome, elles ne concernent plus que le pouvoir fédéral. Durant l'année 1991 toutefois, elles concernent également la communauté germanophone qui ne dispose d'une trésorerie autonome qu'à partir de 1992.

² Les encours sont indiqués au tableau XI-1, colonne (9).

³ A savoir les dettes des secteurs nationaux (1985 et 1986), de Réribel (1987), de la S.A. du Canal et des Installations Maritimes de Bruxelles (1990), du Fonds Nothomb (1990, et suivantes), des communes fusionnées (1992) et, en 1993, de la SNSN, de la SOCOBESOM et de Verlipack.

⁴ A savoir les emprunts de régularisation (bons du Trésor) émis dans le cadre de l'A.R. n° 446 du 20 août 1986 (1986 à 1990) et les prorata d'intérêts (payés sous forme d'OLO) dus suite à la conversion en OLO, d'une part, des bons du Trésor précités (1991) et, d'autre part, de certains emprunts classiques à long terme (à partir de 1992).

⁵ Surplus de moyens récoltés par rapport aux besoins de financement, qui sont placés temporairement sur le marché monétaire (réforme monétaire du 29 janvier 1991).

⁶ Comprend, entre autres, le remboursement aux sociétés, sous la forme d'OLO en 1992 et 1993 d'une partie du précompte mobilier fictif lié à certaines opérations de liquidation effectuées entre l'annonce et l'entrée en vigueur de la loi du 22 décembre 1989.

⁷ Les données de cette colonne correspondent à celles de la colonne (5) du tableau XI-3 (précédées du signe opposé).

XI - 3. — COMPOSITION DU SOLDE NET A FINANCER DU TRESOR

(milliards de francs)

Sources : Ministère des Finances, BNB.

	Opérations budgétaires ^{1,2}			Autres opérations ¹	Solde net à financer (-) du Trésor		
	Recettes ³	Dépenses	Solde budgétaire		Pouvoir fédéral	Communautés et régions	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)			(5) = (3) + (4)	(6)	(7)
A. — Pouvoir fédéral, communautés et régions							
1985	1.473,4	2.011,3	- 537,9	- 33,2	- 571,1	- 552,0	- 19,1
1986	1.500,1	2.051,3	- 551,2	- 4,3	- 555,5	- 552,2	- 3,3
1987	1.557,9	1.995,3	- 437,4	+ 6,9	- 430,5	- 451,2	+ 20,8
1988	1.614,7	2.028,3	- 413,6	- 20,3	- 433,9	- 416,4	- 17,5
1989	1.694,5	2.097,5	- 403,0	+ 5,8	- 397,2	- 442,4	+ 45,2
1990	1.839,9	2.240,8	- 400,9	+ 7,4	- 393,5	- 365,8	- 27,8
B. — Pouvoir fédéral							
1990	1.256,7	1.614,2	- 357,5	- 8,5	- 365,9	- 365,8	- 0,2 ⁴
1991	1.258,3	1.632,7	- 374,5	+ 7,9	- 366,5	- 367,6	+ 1,1 ⁴
1992	1.303,6	1.703,7	- 400,1	+ 17,6	- 382,5	- 382,5	-
1993	1.343,8	1.712,7	- 368,9	- 7,4	- 376,3		
1993 5 mois	479,0	867,8	- 388,7	+ 28,6	- 360,1		
6 mois	574,5	1.040,6	- 466,0	+ 30,8	- 435,2		
7 mois	730,7	1.181,9	- 451,2	+ 33,1	- 418,1		
8 mois	818,4	1.333,4	- 515,0	+ 20,0	- 495,0		
9 mois	902,0	1.430,5	- 528,5	- 1,2	- 529,7		
10 mois	1.015,0	1.548,9	- 533,9	+ 13,2	- 520,8		
11 mois	1.095,4	1.631,7	- 536,4	+ 14,4	- 522,0		
12 mois	1.343,8	1.712,7	- 368,9	- 7,4	- 376,3		
1994 1 mois	77,9	209,3	- 131,4	+ 34,1	- 97,3		
2 mois	167,3	348,5	- 181,2	+ 35,3	- 145,9		
3 mois	260,5	571,4	- 310,9	+ 36,7	- 274,2		
4 mois	451,3	748,8	- 297,5	+ 17,4	- 280,1		
5 mois	521,8	869,1	- 347,2	- 6,7	- 353,9		
6 mois	636,5	1.081,5	- 445,0	+ 16,6	- 428,4		
7 mois	801,6	1.225,8	- 424,2	+ 13,4	- 410,7		
8 mois	883,9	1.378,5	- 494,6	+ 11,6	- 483,0		
9 mois	963,3	1.471,8	- 508,4	- 4,6	- 513,0		
10 mois	1.090,5	1.570,5	- 480,0	- 6,1	- 486,1		
11 mois	1.172,1	1.654,3	- 482,2	- 4,5	- 487,7		

¹ Le contenu des « autres opérations » a été modifié à plusieurs reprises et les opérations budgétaires (recettes et dépenses) ont été adaptées en conséquence. Pour l'ensemble de la période considérée, la définition des « autres opérations » utilisée par le Ministère des Finances depuis mai 1987 (différences d'émission et d'amortissement, fonds de tiers, opérations de caisse, ...) a été retenue, en tenant compte, toutefois, des modifications reprises à la note ². En 1989 et 1990 (partie A), la rubrique fonds de tiers a en outre été apurée des impôts conjugués et partagés qui ont été attribués aux communautés et aux régions.

² Les recettes et dépenses comprennent également les montants cédés à la CEE et ceux alloués à la sécurité sociale dans le cadre de l'opération Maribel.

³ Y compris, à partir de 1990, la variation, par rapport à la fin de l'année précédente, de l'encours des contributions directes déjà perçues mais non encore ventilées entre les différentes catégories d'impôt (retards de comptabilisation). Les données ont également été corrigées pour tenir compte du non-remboursement à l'enrôlement en 1991, et du paiement sous la forme d'OLO en 1992 et 1993, d'une partie du précompte mobilier fictif lié à des opérations de liquidation effectuées entre l'annonce et l'entrée en vigueur de la loi du 22 décembre 1989.

Les montants repris dans la partie A correspondent à ceux repris à la rubrique C du tableau XI-4.

Les montants repris dans la partie B correspondent à la somme de ceux repris aux rubriques C.I et C.III du tableau XI-4.

⁴ Solde net à financer (-) ou excédent net de financement (+) de la communauté germanophone.

XI - 4. — DETAIL DES RECETTES DU POUVOIR FEDERAL, DES COMMUNAUTÉS ET DES RÉGIONS¹

(milliards de francs)

Sources : Ministère des Finances, BNB.

	1986	1987	1988	1989	1990	1990	1991	1992	1993	1993 11 mois	1994 11 mois
	Ancienne série					Nouvelle série ²					
A. Recettes courantes	1.485,2	1.542,2	1.597,7	1.676,8	1.816,9	1.846,5	1.889,1	1.976,6	2.064,0	1.745,9	1.933,0
I. Recettes fiscales	1.416,3	1.474,3	1.537,7	1.609,4	1.722,5	1.722,5	1.762,6	1.838,2	1.908,1	1.653,9	1.836,2
1. Contributions directes ^{3,4}	874,6	895,0	919,2	932,3	1.001,6	1.001,6	1.012,1	1.046,9	1.091,2	940,4	1.056,2
dont :											
— précompte professionnel ⁵	534,6	539,6	554,2	565,6	616,9	616,9	711,1	753,0	784,0	684,0	742,0
— versements anticipés	179,6	185,2	193,4	208,6	196,8	196,8	195,3	195,5	205,4	171,6	197,9
— rôles des sociétés ⁴	- 13,7	- 10,2	- 11,8	- 21,4	- 25,1	- 25,1	- 14,6	- 29,7	- 12,9	- 18,4	- 10,5
— rôles des personnes physiques	14,9	11,5	11,3	4,0	3,9	3,9	- 28,8	- 17,6	- 31,8	- 31,5	- 25,3
— précompte mobilier	134,2	140,4	143,8	146,5	166,6	166,6	131,0	108,7	99,2	92,3	106,3
2. Douanes et Accises	131,4	137,0	143,7	157,8	173,6	173,6	185,4	203,1	209,3	189,7	210,0
3. TVA, Enregistrement et Domaines	410,3	442,4	474,7	519,4	547,3	547,3	565,1	588,3	607,6	523,8	570,0
II. Recettes non fiscales	68,9	67,9	60,0	67,3	94,4	123,9	126,5	138,3	155,9	92,0	96,8
B. Recettes de capital	14,9	15,7	16,9	17,7	23,0	27,8	32,5	24,8	25,5	22,8	26,7
I. Recettes fiscales	13,2	14,6	15,5	15,4	18,7	18,7	21,3	22,1	22,9	20,5	22,0
II. Recettes non fiscales	1,7	1,1	1,4	2,3	4,3	9,1	11,1	2,7	2,6	2,3	4,7
C. Recettes totales	1.500,1	1.557,9	1.614,7	1.694,5	1.839,9	1.874,3	1.921,5	2.001,4	2.089,4	1.768,7	1.959,7
I. Recettes des Voies et Moyens	1.408,3	1.452,8	1.505,5	1.055,0	1.132,5	1.182,6	1.176,9	1.221,2	1.265,8	1.024,0	1.093,8
II. Recettes des communautés et des régions ...	25,2	34,9	30,8	556,6	619,3	617,6	663,3	697,8	743,0	672,2	714,5
III. Recettes cédées à la CEE	53,7	56,8	64,2	68,8	74,1	74,1	81,4	82,4	77,9	71,4	78,3
IV. Recettes affectées à la sécurité sociale	13,0	13,4	14,1	14,0	14,1	0,0	0,0	0,0	2,7	1,1	73,1

¹ A l'exclusion des impôts additionnels perçus au profit des provinces, des communes et de l'agglomération bruxelloise.

² Cette nouvelle série diffère de l'ancienne pour trois raisons :

- les moyens propres des fonds budgétaires (supprimés) sont dorénavant repris dans les recettes non fiscales des Voies et Moyens ;
- les montants affectés à la sécurité sociale dans le cadre de l'opération Maribel (Rubrique C.IV) sont dorénavant intégrés dans les recettes fiscales des Voies et Moyens ;
- les recettes propres non fiscales des communautés et des régions ne sont, par manque d'informations, plus comptabilisées.

³ Y compris, à partir de 1990, la variation, par rapport à la fin de l'année précédente, de l'encours des contributions directes déjà perçues mais non encore ventilées entre les différentes catégories d'impôt (retards de comptabilisation).

⁴ Les données ont été corrigées pour tenir compte du non-remboursement à l'enrôlement en 1991, et du paiement sous la forme d'OLO en 1992 et 1993, d'une partie du précompte mobilier fictif lié à des opérations de liquidation de sociétés effectuées entre l'annonce et l'entrée en vigueur de la loi du 22 décembre 1989.

⁵ Y compris, pour les années 1984 à 1987, les retenues sur allocations de chômage.

XI - 5. — DEFICIT (-) OU EXCEDENT (+) FINANCIER NET DES SOUS-SECTEURS ET DE L'ENSEMBLE DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Sources : Ministère des Finances, BNB.

	Pouvoir fédéral, communautés et régions ³						(7) = (2) à (6)	Pouvoirs locaux (8)	Sécurité sociale ⁴ (9)	Ensemble des pouvoirs publics (10) = (7) + (8) + (9)
	Solde net à financer (-) du Trésor ¹			Solde net à financer (-) des commu- nautés et des régions à partir de 1991 ¹ (4)	Octrois de crédits et prises de participa- tions budgétaires (5)	Autres ² (6)				
	(1) = (2) + (3)	Pouvoir fédéral (2)	Commu- nautés et régions jusqu'en 1990 ¹ (3)							
1985	- 571,1	- 552,0	- 19,1	-	+ 82,7	- 6,3	- 494,8	- 9,4	+ 49,9	- 454,2
1986	- 555,5	- 552,2	- 3,3	-	+ 67,7	- 15,5	- 503,3	- 15,6	+ 27,9	- 491,0
1987	- 430,5	- 451,3	+ 20,8	-	+ 43,2	- 35,5	- 422,8	- 5,7	+ 19,7	- 408,7
1988	- 433,9	- 416,4	- 17,5	-	+ 40,4	- 37,5	- 431,0	- 4,7	+ 23,7	- 412,0
1989	- 397,2	- 442,4	+ 45,2	-	+ 35,7	- 72,2	- 433,8	- 32,2	+ 50,9	- 415,1
1990	- 393,5	- 365,7	- 27,8	-	+ 27,6	- 55,3	- 421,2	- 16,1	+ 41,5	- 395,9
1991	- 366,5	- 367,6	+ 1,1	- 34,7	+ 26,4	- 20,6	- 395,5	- 32,5	- 18,8	- 446,8
1992	- 382,5	- 382,5	-	- 61,4	+ 25,0	- 57,1	- 475,9	- 20,4	- 18,9	- 515,2
1993	- 376,3	- 376,3	-	- 52,2	+ 32,5	- 59,7	- 455,8	- 26,3	- 50,2	- 532,2
1991 1 ^{er} trimestre	- 267,8	- 267,4	- 0,4	- 14,3	+ 7,3	- 4,5	- 279,3	- 50,8	- 3,0	- 333,1
2 ^e trimestre	- 121,9	- 122,9	+ 1,0	+ 1,6	+ 7,4	- 21,1	- 134,0	- 26,8	- 3,3	- 164,2
3 ^e trimestre	- 33,9	- 34,3	+ 0,4	- 31,1	+ 2,2	- 1,0	- 63,8	- 37,4	- 27,8	- 129,0
4 ^e trimestre	+ 57,1	+ 57,0	+ 0,1	+ 9,1	+ 9,4	+ 6,0	+ 81,6	+ 82,6	+ 15,3	+ 179,5
1992 1 ^{er} trimestre	- 309,0	- 309,0	-	- 24,4	+ 6,3	- 4,7	- 331,8	- 29,5	- 19,6	- 380,8
2 ^e trimestre	- 100,8	- 100,8	-	- 11,8	+ 6,3	- 9,9	- 116,2	- 4,7	- 22,8	- 143,7
3 ^e trimestre	- 89,0	- 89,0	-	- 19,8	+ 6,3	- 6,8	- 109,2	- 11,6	+ 26,3	- 94,5
4 ^e trimestre	+ 116,2	+ 116,2	-	- 5,5	+ 6,3	- 35,7	+ 81,3	+ 25,3	- 2,8	+ 103,9
1993 1 ^{er} trimestre	- 327,9	- 327,9	-	- 33,5	+ 8,1	- 3,9	- 357,2	+ 14,2	+ 0,3	- 342,8
2 ^e trimestre	- 107,3	- 107,3	-	- 11,9	+ 8,1	- 15,8	- 126,9	+ 5,7	- 16,2	- 137,3
3 ^e trimestre	- 94,5	- 94,5	-	- 33,0	+ 8,1	- 15,4	- 134,9	- 16,1	- 8,9	- 159,8
4 ^e trimestre	+ 153,4	+ 153,4	-	+ 26,3	+ 8,1	- 24,6	+ 163,2	- 30,1	- 25,4	+ 107,7
1994 1 ^{er} trimestre	- 274,2	- 274,2	-	- 36,6	+ 7,2	- 11,8	- 315,5	+ 29,5	+ 9,7	- 276,3
2 ^e trimestre	- 154,2	- 154,2	-	- 22,1	+ 7,2	- 12,8	- 182,0	- 8,0	- 4,4	- 194,4
3 ^e trimestre	- 84,6	- 84,6	-	- 5,3	+ 7,2	- 18,0	- 100,7	- 4,2	+ 8,8	- 96,1

¹ Jusqu'à fin 1990, la trésorerie des communautés et des régions était tenue par le Trésor. Le solde de ces entités [colonne (3)] faisait donc partie du solde net à financer total du Trésor. Depuis le début de 1991, ces entités disposent d'une trésorerie autonome (cette disposition ne concerne la communauté germanophone qu'à partir de 1992); leur solde net à financer est repris de ce fait dans la colonne (4).

² Débudgétisations et préfinancements pour des transactions autres que celles sous la forme d'octrois de crédits et prises de participations.

³ A l'exclusion du financement d'octrois de crédits et prises de participations.

⁴ Les données relatives à la sécurité sociale concernent les mêmes organismes que celles des comptes nationaux et, comme ces dernières, tiennent compte des montants dus et non pas de ceux qui ont donné lieu à un paiement effectif.

XI - 6. — NOUVEAUX ENGAGEMENTS ET FORMATION D'ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : BNB.

	Nouveaux engagements						Formation d'actifs financiers en franc belge ²		Solde ⁴ (10) = (7) - (8)	
	En monnaies étrangères	En franc belge				(6) = (2) + (3) + (4)	(7) = (1) + (6)	(8)		dont : par le Trésor ³
		Auprès de la BNB ¹	Autres		dont : OLO					
			A un an au plus	A plus d'un an						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)		
1985	+ 34	- 18	+ 59	+ 517	—	+ 558	+ 593	+ 138	—	+ 454
1986	+ 74	+ 27	+ 297	+ 179	—	+ 503	+ 577	+ 86	—	+ 491
1987	+ 32	- 82	+ 220	+ 326	—	+ 464	+ 496	+ 87	—	+ 409
1988	+ 23	- 21	+ 25	+ 459	—	+ 463	+ 486	+ 74	—	+ 412
1989	+ 69	- 40	+ 251	+ 224	+ 82	+ 435	+ 504	+ 89	—	+ 415
1990	- 20	- 30	+ 122	+ 408	+ 273	+ 500	+ 481	+ 85	—	+ 396
1991	- 8	- 107	+ 86	+ 598	+ 935	+ 577	+ 569	+ 122	+ 124	+ 447
1992	- 108	0	- 10	+ 695	+ 963	+ 685	+ 578	+ 63	+ 26	+ 515
1993	+ 449	0	- 224	+ 431	+ 1.122	+ 207	+ 656	+ 124	+ 117	+ 532
1991 1 ^{er} trimestre	- 6	- 106	+ 318	+ 176	+ 341	+ 388	+ 382	+ 49	+ 63	+ 333
2 ^e trimestre	- 2	0	- 1	+ 205	+ 382	+ 204	+ 202	+ 46	+ 35	+ 156
3 ^e trimestre	0	+ 1	- 48	+ 126	+ 109	+ 79	+ 79	- 54	- 23	+ 133
4 ^e trimestre	0	- 2	- 183	+ 91	+ 103	- 94	- 94	+ 80	+ 49	- 175
1992 1 ^{er} trimestre	- 14	- 1	+ 183	+ 149	+ 154	+ 332	+ 318	- 64	- 38	+ 381
2 ^e trimestre	0	0	+ 27	+ 93	+ 203	+ 120	+ 120	- 23	- 16	+ 143
3 ^e trimestre	- 23	0	+ 13	+ 88	+ 118	+ 101	+ 78	- 16	- 16	+ 94
4 ^e trimestre	- 71	0	- 234	+ 365	+ 488	+ 132	+ 61	+ 165	+ 95	- 104
1993 1 ^{er} trimestre	- 3	+ 15	+ 290	- 34	+ 266	+ 271	+ 268	- 75	- 66	+ 343
2 ^e trimestre	0	- 15	- 26	+ 207	+ 419	+ 166	+ 166	+ 29	+ 30	+ 137
3 ^e trimestre	+ 204	0	- 216	+ 78	+ 258	- 138	+ 66	- 94	- 82	+ 160
4 ^e trimestre	+ 248	0	- 272	+ 180	+ 179	- 92	+ 156	+ 264	+ 234	- 108
1994 1 ^{er} trimestre	+ 1	—	+ 489	- 417	+ 249	+ 71	+ 72	- 205	- 211	+ 276
2 ^e trimestre	- 37	—	+ 192	- 1	+ 266	+ 191	+ 154	- 40	- 31	+ 194
3 ^e trimestre	0	—	+ 37	+ 73	+ 135	+ 110	+ 110	+ 14	+ 19	+ 96

¹ Variations du portefeuille d'effets publics belges auprès de la Banque Nationale de Belgique, de l'encours des certificats de trésorerie que le Fonds des Rentes finançait par des avances spéciales de celle-ci et de la créance consolidée de la Banque sur l'Etat. A partir de 1991, cette colonne comprend seulement les avances accordées par la Banque à l'Etat dans le cadre d'une facilité de caisse spéciale, limitée à 15 milliards. A partir du 1^{er} juillet 1993, cette facilité de caisse a été supprimée en vertu de la loi du 22 mars 1993 sur le statut et le contrôle des établissements de crédit.

² Y compris les octrois de crédits et prises de participations budgétaires.

³ Il s'agit des opérations dites de gestion du Trésor.

⁴ Cette colonne correspond au déficit financier total des pouvoirs publics repris à la colonne (10) du tableau XI-5 (précédé du signe opposé).

XI - 7. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS¹

(variations en milliards de francs)

Source : BNB.

	Monnaie scripturale (1)	Autres actifs à un an au plus ²		(4) = (2) + (3)	Actifs à plus d'un an ² (5)	Total ³ (6) = (1) + (4) + (5)
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁴ (2)	Auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger (3)			
1985	+ 8,7	+ 107,3	+ 15,1	+ 122,4	+ 7,4	+ 138,5
1986	- 6,6	+ 75,0	+ 6,2	+ 81,2	+ 11,1	+ 85,8
1987	+ 7,0	+ 61,7	+ 15,8	+ 77,5	+ 2,5	+ 87,0
1988	+ 13,3	+ 43,1	+ 5,6	+ 48,7	+ 12,1	+ 74,1
1989	- 0,9	+ 61,6	+ 18,3	+ 80,0	+ 9,5	+ 88,6
1990	- 4,3	+ 74,4	+ 1,2	+ 75,6	+ 13,4	+ 84,7
1991	+ 3,5	+ 69,6	+ 29,3	+ 98,9	+ 19,5	+ 121,9
1992	- 0,3	+ 9,2	+ 46,7	+ 55,8	+ 7,1	+ 62,7
1993	+ 4,3	+ 46,8	+ 62,8	+ 109,6	+ 10,1	+ 124,0
1991 1 ^{er} trimestre	- 14,3	+ 85,3	- 28,3	+ 57,0	+ 6,4	+ 49,1
2 ^e trimestre	- 6,1	+ 18,8	+ 29,3	+ 48,0	+ 4,4	+ 46,3
3 ^e trimestre	- 18,6	- 7,0	- 30,9	- 38,0	+ 2,6	- 54,0
4 ^e trimestre	+ 42,5	- 27,5	+ 59,3	+ 31,8	+ 6,1	+ 80,5
1992 1 ^{er} trimestre	- 24,3	- 11,7	- 29,7	- 41,4	+ 2,2	- 63,5
2 ^e trimestre	+ 6,5	- 29,4	+ 0,8	- 28,6	- 1,1	- 23,1
3 ^e trimestre	- 10,0	+ 3,5	- 11,6	- 8,1	+ 2,3	- 15,8
4 ^e trimestre	+ 27,5	+ 46,7	+ 87,1	+ 133,9	+ 3,8	+ 165,2
1993 1 ^{er} trimestre	- 23,3	- 7,8	- 45,2	- 53,1	+ 1,8	- 74,6
2 ^e trimestre	+ 8,4	- 11,6	+ 25,7	+ 14,1	+ 6,2	+ 28,6
3 ^e trimestre	+ 8,0	- 42,9	- 62,4	- 105,3	+ 3,3	- 94,0
4 ^e trimestre	+ 11,2	+ 109,1	+ 144,8	+ 253,9	- 1,1	+ 264,0
1994 1 ^{er} trimestre	- 21,0	- 88,1	- 92,0	- 180,1	- 3,5	- 204,6
2 ^e trimestre	+ 12,3	- 28,2	- 28,0	- 56,2	+ 3,6	- 40,3
3 ^e trimestre	- 8,6	+ 33,5	- 13,4	+ 20,0	+ 2,7	+ 14,2

¹ Ces actifs financiers ne comprennent que ceux détenus à titre de placements provisoires par les pouvoirs fédéral, communautaires, régionaux et locaux, ainsi que les arriérés de précompte professionnel et les créances des organismes de sécurité sociale.

² Durée à l'origine.

³ Correspond à la colonne (8) du tableau XI-6.

⁴ BNB, Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC, banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public.

XI - 8. — ENCOURS DES DETTES ET ACTIFS FINANCIERS DES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

Source : BNB.

Fin de période	Dettes ³					Actifs financiers en franc belge ²		Dettes nettes		p.m. Dette harmonisée
	En monnaies étrangères	En franc belge			(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	dont : opérations de gestion du Trésor	(8) = (5) - (6)	p.m. Total à l'exclusion de la dette envers le FMI	
		A un an au plus ¹	A plus d'un an							
(1)	(2)	(3)			(6)	(7)		(9)	(10)	
1985	1.088	1.215	3.607	4.823	5.911	570	—	5.340	—	5.137
1986	1.103	1.539	3.816	5.355	6.458	595	—	5.863	—	5.630
1987	1.129	1.677	4.165	5.843	6.971	636	—	6.336	—	6.099
1988	1.151	1.682	4.637	6.318	7.469	680	—	6.789	—	6.552
1989	1.169	1.893	4.830	6.723	7.892	703	—	7.189	—	6.961
1990	1.135	1.984	5.278	7.262	8.397	753	—	7.645	—	7.436
1991	1.109	1.979	5.858	7.837	8.946	858	124	8.088	—	7.920
1992	1.015	1.969	6.564	8.533	9.548	881	150	8.666	—	8.437
1993	1.517	1.728	7.053	8.781	10.298	973	267	9.325	—	9.102
1991 1 ^{er} trimestre ...	1.154	2.213	5.397	7.610	8.764	810	63	7.954	—	7.792
2 ^e trimestre ...	1.164	2.212	5.624	7.836	8.999	847	99	8.152	—	8.008
3 ^e trimestre ...	1.142	2.165	5.735	7.900	9.041	789	76	8.253	—	8.036
4 ^e trimestre ...	1.109	1.979	5.858	7.837	8.946	858	124	8.088	—	7.920
1992 1 ^{er} trimestre ...	1.097	2.162	6.009	8.171	9.268	785	86	8.483	—	8.229
2 ^e trimestre ...	1.086	2.189	6.105	8.294	9.380	752	71	8.629	—	8.342
3 ^e trimestre ...	1.063	2.202	6.198	8.400	9.464	726	54	8.738	—	8.410
4 ^e trimestre ...	1.015	1.969	6.564	8.533	9.548	881	150	8.666	—	8.437
1993 1 ^{er} trimestre ...	1.012	2.257	6.587	8.844	9.856	801	84	9.055	—	8.740
2 ^e trimestre ...	1.047	2.217	6.790	9.006	10.054	818	115	9.235	—	8.906
3 ^e trimestre ...	1.295	2.000	6.867	8.867	10.162	714	33	9.448	—	9.052
4 ^e trimestre ...	1.517	1.728	7.053	8.781	10.298	973	267	9.325	—	9.102
1994 1 ^{er} trimestre ...	1.502	2.217	6.640	8.857	10.359	762	56	9.597	—	9.207
2 ^e trimestre ...	1.472	2.409	6.639	9.048	10.519	714	25	9.805	—	9.387
3 ^e trimestre ...	1.470	2.446	6.712	9.158	10.628	721	44	9.907	—	9.497

¹ Y compris l'encours des certificats de trésorerie financés par le Fonds des Rentes grâce au concours spécial de la BNB et le portefeuille d'effets publics de cette dernière.

² A l'exclusion des crédits et participations.

³ A l'exclusion de la dette envers le FMI.

XII. — GLOBALISATIONS DES COMPTES ANNUELS DES ENTREPRISES NON FINANCIERES *

1a. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Nombre de comptes annuels	87.903	88.969	100.964	109.464	118.633	130.728	144.243	153.989
ACTIF								
A. Actifs immobilisés								
I. Frais d'établissement	28,1	22,7	21,6	13,7	11,4	10,6	14,2	17,9
II. Immobilisations incorporelles	151,7	180,6	193,3	231,4	263,6	301,4	307,7	327,6
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions	778,8	805,8	853,9	935,9	1.048,7	1.189,8	1.324,2	1.460,5
b. Installations, machines et outillage	1.055,0	1.084,3	1.125,2	1.169,6	1.258,5	1.319,3	1.410,0	1.478,2
c. Mobilier et matériel roulant	204,1	230,4	248,8	264,6	296,2	319,2	299,0	301,1
d. Location-financement et droits similaires	44,6	56,7	89,3	100,7	122,2	127,4	155,9	161,9
e. Autres immobilisations corporelles	75,2	78,5	84,6	96,4	114,0	142,9	163,5	181,1
f. Immobilisations en cours et acomptes versés	150,9	147,8	147,9	162,2	189,3	259,9	271,6	276,6
Total des immobilisations corporelles	2.308,7	2.403,4	2.549,7	2.729,2	3.028,9	3.358,6	3.624,3	3.859,4
IV. Immobilisations financières	622,0	755,2	886,3	1.142,0	1.535,2	1.991,2	2.264,5	2.547,1
Total des actifs immobilisés	3.110,5	3.362,0	3.650,8	4.116,3	4.839,1	5.661,7	6.210,7	6.752,0
B. Actifs circulants								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales	51,5	62,8	63,5	68,7	75,8	89,3	117,9	107,2
b. Autres créances	98,0	118,0	190,0	275,2	376,7	458,8	519,8	641,2
Total des créances à plus d'un an	149,5	180,8	253,5	343,9	452,5	548,1	637,7	748,4
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks	1.088,5	1.056,7	1.056,7	1.153,7	1.250,4	1.310,0	1.370,3	1.391,7
b. Commandes en cours d'exécution	191,2	207,2	179,9	162,5	181,6	220,3	243,5	271,2
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	1.279,7	1.263,9	1.236,6	1.316,2	1.432,0	1.530,3	1.613,7	1.662,8
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales	1.690,9	1.648,5	1.659,9	1.890,9	2.154,3	2.298,4	2.417,0	2.334,7
b. Autres créances	356,0	415,0	484,3	725,8	1.002,4	1.250,9	1.466,7	1.697,5
Total des créances à un an au plus	2.047,0	2.063,5	2.144,2	2.616,7	3.156,7	3.549,3	3.883,7	4.032,3
VIII. Placements de trésorerie	273,6	331,7	430,5	544,6	722,1	756,9	769,8	880,6
IX. Valeurs disponibles	240,0	258,4	278,2	317,9	360,8	382,1	409,6	432,0
X. Comptes de régularisation	115,7	112,8	114,6	129,8	143,0	163,3	186,8	186,2
Total des actifs circulants	4.105,5	4.211,1	4.457,7	5.269,1	6.267,1	6.930,1	7.501,3	7.942,3
TOTAL DU BILAN	7.216,0	7.573,1	8.108,4	9.385,4	11.106,2	12.591,8	13.712,0	14.694,3

PASSIF								
A. Capitaux propres								
I. Capital	1.247,3	1.396,8	1.511,7	1.783,7	2.101,7	2.552,9	2.984,7	3.330,1
II. Primes d'émission	141,9	146,8	158,2	178,1	205,2	267,3	284,1	287,9
III. Plus-values de réévaluation	172,7	151,8	142,8	101,2	103,5	107,4	110,3	123,4
IV. Réserves								
a. Réserve légale	53,5	58,9	64,7	75,3	84,9	90,8	101,1	113,1
b. Réserves indisponibles	60,6	67,5	70,2	73,3	78,6	82,9	98,5	120,0
c. Réserves immunisées	144,3	159,3	174,0	188,6	269,3	292,3	279,1	270,5
d. Réserves disponibles	381,2	425,9	473,3	529,5	633,5	691,1	745,1	802,4
Total des réserves	639,6	711,6	782,2	866,7	1.066,3	1.157,1	1.223,8	1.306,0
V. Bénéfice reporté	172,2	204,9	237,8	301,3	367,3	435,3	507,2	558,9
Perte reportée	-219,8	-232,3	-240,8	-228,0	-231,7	-294,8	-372,5	-459,3
VI. Subsidés en capital	122,0	134,9	142,3	143,5	143,9	140,7	125,8	121,9
Total des capitaux propres	2.275,9	2.514,6	2.734,2	3.146,3	3.756,2	4.365,9	4.863,4	5.268,8
B. VII. Provisions et impôts différés								
a. Provisions pour risques et charges	192,2	208,3	225,8	271,0	270,8	297,1	326,1	361,2
b. Impôts différés							5,9	9,2
Total provisions et impôts différés	192,2	208,3	225,8	271,0	270,8	297,1	332,0	370,4
C. Dettes								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières	1.285,7	1.357,8	1.521,6	1.737,6	2.008,5	2.392,0	2.529,7	2.680,5
dont : établissements de crédit ³	(838,4)	(882,1)	(1.019,7)	(1.154,6)	(1.345,7)	(1.585,0)	(1.678,2)	(1.706,0)
b. Dettes commerciales	18,7	13,7	12,6	10,9	13,1	24,0	22,4	25,1
c. Acomptes reçus sur commandes	33,6	28,4	24,9	16,6	20,0	23,8	20,6	18,6
d. Autres dettes	144,3	150,9	172,9	182,1	191,3	222,8	234,2	224,2
Total des dettes à plus d'un an	1.482,3	1.550,9	1.732,1	1.947,3	2.232,9	2.662,6	2.806,9	2.948,3
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	181,0	213,8	241,7	291,9	368,6	394,2	485,4	507,0
b. Dettes financières	592,2	566,8	630,4	793,4	1.179,3	1.404,1	1.481,4	1.723,4
dont : établissements de crédit ³	(505,0)	(473,4)	(487,7)	(584,8)	(809,9)	(904,1)	(874,5)	(954,9)
c. Dettes commerciales	1.427,7	1.376,2	1.404,4	1.634,9	1.824,1	1.884,9	1.985,9	1.981,6
d. Acomptes reçus sur commandes	207,8	217,6	198,9	210,5	237,6	285,2	307,6	316,4
e. Dettes fiscales, salariales et sociales	339,7	358,6	374,7	397,5	434,0	457,0	487,0	495,9
f. Autres dettes	376,1	429,7	430,2	545,4	634,2	645,8	757,8	869,2
Total des dettes à un an au plus	3.124,5	3.162,8	3.280,2	3.873,5	4.677,8	5.071,2	5.505,1	5.893,6
X. Comptes de régularisation	141,1	136,6	136,1	147,3	168,5	195,0	204,6	213,1
Total des dettes	4.747,9	4.850,2	5.148,5	5.968,1	7.079,2	7.928,9	8.516,6	9.055,0

¹ Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

² Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

³ Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LXVI^e année, n° 9, septembre 1991.

XII - 1b. 1. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises								
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Nombre de comptes annuels		87.903	89.969	100.964	109.464	118.633	130.728	144.243	153.989
FLUX DE RESULTATS									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		2.405,6	2.538,4	2.604,9	2.843,0	3.055,7	3.276,3	3.421,0	3.555,7
Frais de personnel	-	1.561,4	1.606,2	1.652,8	1.741,7	1.867,7	2.051,9	2.173,8	2.280,5
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	326,4	361,4	402,4	466,2	516,1	575,1	610,0	643,5
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-	17,9	23,0	18,3	18,3	18,3	20,3	25,0	23,9
Provisions nettes pour risques et charges	-	17,0	16,1	22,7	21,7	13,7	14,9	12,0	12,8
Autres charges d'exploitation ³	-	134,5	119,1	108,4	107,0	116,0	139,1	140,8	151,5
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	2,6	2,6	3,1	3,9	2,8	2,2	2,4	3,0
Résultat d'exploitation	=	351,0	415,2	403,4	492,0	526,7	477,1	461,8	446,4
Produits financiers	+	224,7	231,6	267,9	313,1	483,2	567,3	640,7	747,5
Charges financières	-	285,4	297,4	307,1	333,2	462,4	553,6	621,8	742,3
Résultat courant avant impôts	=	290,3	349,4	364,3	471,9	547,5	490,9	480,7	451,7
Produits exceptionnels	+	69,1	84,1	82,1	95,1	190,1	111,6	136,0	162,2
Charges exceptionnelles	-	60,4	87,2	90,7	115,1	110,1	111,4	135,4	134,6
Résultat de l'exercice avant impôts	=	299,0	346,3	355,7	451,9	627,5	491,1	481,4	479,2
Transfert net (+) ou prélèvement net (-) aux impôts différés	-							0,9	1,0
Impôts sur le résultat	-	79,0	100,3	96,7	110,3	118,2	120,1	123,0	115,4
Résultat de l'exercice	=	220,0	246,0	259,0	341,6	509,3	370,9	357,5	362,8
Transfert net aux réserves immunisées	-	19,9	19,3	20,3	28,7	86,4	25,4	10,8	0,1
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	+	143,7	169,7	193,5	230,4	292,4	356,0	429,6	486,9
Perte reportée de l'exercice précédent	-	216,3	201,7	221,4	227,8	203,5	224,4	315,4	356,4
RESULTAT A AFFECTER	=	127,5	194,7	210,8	315,5	511,8	477,1	460,8	493,2
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres	+	17,0	-25,9	-33,1	-105,1	-249,9	-220,8	-163,9	-154,1
Intervention d'associés dans la perte	+	4,7	3,6	2,9	2,2	2,0	1,7	1,8	1,9
Bénéfice à distribuer	-	149,2	172,4	180,6	212,6	263,8	257,9	298,7	341,1
dont : rémunération du capital		(137,0)	(155,3)	(161,8)	(192,5)	(243,6)	(238,6)	(282,1)	(314,9)

¹ Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

XII - 1b. 2. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises								
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Nombre de comptes annuels		11.244	10.887	11.232	11.661	12.339	13.420	14.107	14.417
FLUX DE RESULTATS CONCOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation		1.963,3	2.049,1	2.072,4	2.258,0	2.422,6	2.579,3	2.669,0	2.743,1
Subsides d'exploitation	+	36,5	35,2	39,1	38,3	34,3	32,4	33,7	36,7
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation	=	1.999,7	2.084,3	2.111,4	2.296,4	2.456,9	2.611,7	2.702,8	2.779,9
Frais de personnel	-	1.304,9	1.318,1	1.335,2	1.392,7	1.484,2	1.622,3	1.706,1	1.774,4
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	-	53,9	55,0	59,2	61,2	69,2	75,2	86,3	91,9
Autres charges d'exploitation	-	27,5	23,5	20,9	23,2	26,9	42,7	34,2	36,1
Excédent brut d'exploitation	=	613,4	687,7	696,1	819,3	876,6	871,6	876,1	877,5
Produit des immobilisations financières	+	63,6	66,3	72,9	86,3	142,2	152,4	167,1	197,9
Produit des actifs financiers circulants	+	55,7	54,5	67,1	88,2	159,4	210,1	237,0	268,1
Subsides en intérêts	+	4,5	4,2	4,2	4,8	4,7	6,0	6,3	6,5
Charge des dettes	-	181,1	180,5	177,6	193,2	247,0	324,4	365,0	408,3
Solde des autres produits et charges financiers	+	0,5	-5,6	-0,5	0,9	-18,5	-12,3	1,3	-18,9
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur	+	3,1	9,9	10,7	-2,3	3,5	1,5	-8,4	-13,1
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	5,9	5,8	7,1	8,8	3,5	3,1	5,7	4,7
Impôts sur le résultat	-	66,3	83,6	77,6	89,0	92,4	90,8	92,6	82,5
Intervention d'associés dans la perte	+	3,1	2,5	2,1	1,5	1,4	1,0	1,0	1,0
Bénéfice à distribuer	-	136,7	158,2	164,2	194,0	245,3	241,2	281,6	322,3
<i>dont : rémunération du capital</i>		(132,2)	(148,9)	(154,0)	(183,9)	(234,3)	(230,5)	(273,3)	(304,9)
EPARGNE BRUTE	=	365,7	403,1	440,4	531,3	588,1	577,0	546,9	510,5
COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE									
Résultat net après impôts		195,1	210,0	217,5	291,2	460,2	335,9	329,8	339,8
Amortissements d'exploitation	+	280,0	303,2	330,4	378,5	412,7	455,2	477,1	498,7
Amortissements nets exceptionnels	+	8,3	17,9	9,2	21,1	14,1	6,5	7,8	6,6
Provisions et impôts différés nets	+	23,0	29,1	30,8	38,6	17,7	24,3	26,6	20,9
Réductions de valeurs nettes	+	27,9	36,3	44,7	44,7	54,7	51,8	57,4	45,3
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital	-	35,0	37,5	30,1	50,4	127,5	56,4	71,2	79,4
Intervention d'associés dans la perte	+	3,1	2,5	2,1	1,5	1,4	1,0	1,0	1,0
Bénéfice à distribuer	-	136,7	158,2	164,2	194,0	245,3	241,2	281,6	322,3

¹ Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

XII - 1c. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises							
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
I. Schémas complets et abrégés								
Nombre de comptes annuels	87.903	89.969	100.964	109.464	118.633	130.728	144.243	153.989
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	55,7	60,7	56,7	103,2	94,0	98,8	86,2	80,9
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	2,7	1,7	3,2	5,0	8,6	3,1	7,9	5,4
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	497,2	537,2	557,1	677,7	856,7	946,5	930,2	920,6
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	76,9	82,9	70,4	89,9	106,9	102,9	124,9	131,7
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	174,5	220,3	262,7	409,4	646,2	757,7	650,6	640,1
Cessions (valeur nette comptable)	52,8	64,9	72,5	96,4	188,2	215,9	226,3	300,2
II. Schémas complets								
Nombre de comptes annuels	11.244	10.887	11.232	11.661	12.339	13.420	14.107	14.417
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	49,4	53,5	46,2	90,5	77,3	81,5	69,8	63,1
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	2,3	1,4	2,7	4,6	7,9	2,4	6,9	4,4
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	413,7	428,3	421,9	502,5	650,0	718,5	698,2	671,2
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	65,8	74,6	60,2	77,1	89,5	85,1	104,7	108,3
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	168,5	210,3	250,8	383,9	600,0	719,9	618,3	596,2
Cessions (valeur nette comptable)	50,4	62,4	69,6	93,1	182,2	202,0	208,6	286,5

XII - 1d. — ENSEMBLE DES ENTREPRISES NON FINANCIERES — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Total des entreprises								
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
I. Schémas complets et abrégés									
Nombre de comptes annuels		87.903	89.969	100.964	109.464	118.633	130.728	144.243	153.989
1. Marges sur ventes (en p.c.) ¹									
1.1 Résultat brut d'exploitation ² / Chiffre d'affaires		7,0	8,3	8,5	9,2	9,0	8,5	8,3	8,2
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires		3,5	4,3	4,1	4,6	4,4	3,7	3,5	3,2
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel		64,9	63,3	63,5	61,3	61,1	62,6	63,5	64,1
2.2 Autres charges d'exploitation ³		5,6	4,7	4,1	3,7	3,8	4,2	4,1	4,3
2.3 Excédent brut d'exploitation ²⁴ = 100 p.c. - (2.1) - (2.2)		29,5	32,0	32,4	35,0	35,1	33,1	32,3	31,6
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) ⁵									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée		1.510	1.586	1.623	1.738	1.824	1.879	1.941	2.006
3.2 Frais de personnel par personne occupée		1.006	1.034	1.061	1.095	1.147	1.212	1.267	1.327
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles		20,7	21,2	21,4	23,8	28,0	28,9	27,2	25,9
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		9,7	9,8	9,5	10,9	13,6	8,5	7,4	6,9
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		31,5	33,2	33,7	33,5	33,8	34,7	35,5	35,9
II. Schémas complets									
Nombre de comptes annuels		11.244	10.887	11.232	11.661	12.339	13.420	14.107	14.417
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute ⁶									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	-	65,3	63,2	63,2	60,7	60,4	62,1	63,1	63,8
1.3 Impôts et taxes d'exploitation	-	2,7	2,6	2,8	2,7	2,8	2,9	3,2	3,3
1.4 Autres charges d'exploitation	-	1,4	1,1	1,0	1,0	1,1	1,6	1,3	1,3
1.5 Excédent brut d'exploitation ²⁴	=	30,7	33,0	33,0	35,7	35,7	33,4	32,4	31,6
1.6 Produit des actifs financiers ⁷	+	6,0	5,8	6,6	7,6	12,3	13,9	15,0	16,8
1.7 Charge des dettes	-	9,1	8,7	8,4	8,4	10,1	12,4	13,5	14,7
1.8 Impôts sur le résultat	-	3,3	4,0	3,7	3,9	3,8	3,5	3,4	3,0
1.9 Rémunération du capital	-	6,6	7,1	7,3	8,0	9,5	8,8	10,1	11,0
1.10 Solde des autres flux ⁸	+	0,6	0,3	0,7	0,1	-0,7	-0,4	-0,1	-1,3
1.11 Epargne brute ⁴	=	18,3	19,3	20,9	23,1	23,9	22,1	20,2	18,4
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		20,7	20,6	20,0	21,9	26,5	27,5	25,8	24,1
3. Acquisitions d'immobilisations financières		8,4	10,1	11,9	16,7	24,4	27,6	22,9	21,9
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		9,8	9,7	9,3	10,9	14,3	8,9	7,8	7,4
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		31,3	33,1	33,6	33,4	33,9	35,0	35,9	36,5

¹ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

² Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

³ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

⁴ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁵ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

⁶ Cf. tableau XII-1b.2.

⁷ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁸ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

XII - 2a. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Nombre de comptes annuels	14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	17.346	18.298	18.852
ACTIF								
A. Actifs immobilisés								
I. Frais d'établissement	10,1	6,9	9,1	5,0	4,6	4,5	7,9	11,5
II. Immobilisations incorporelles	27,6	38,1	44,7	64,5	82,8	89,3	89,0	103,8
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions	187,9	196,5	202,7	215,8	235,4	262,3	285,1	309,3
b. Installations, machines et outillage	281,9	299,2	310,6	335,4	382,2	422,1	483,5	533,5
c. Mobilier et matériel roulant	24,9	29,9	33,0	39,7	41,6	47,8	45,6	44,8
d. Location-financement et droits similaires	11,7	20,0	25,4	30,9	35,1	37,8	38,2	42,9
e. Autres immobilisations corporelles	14,1	14,9	14,3	15,0	15,1	19,3	18,5	17,4
f. Immobilisations en cours et acomptes versés	39,6	39,4	40,6	48,2	68,6	125,5	127,8	96,9
Total des immobilisations corporelles	560,1	599,8	626,8	685,1	778,0	914,8	998,7	1044,9
IV. Immobilisations financières	251,1	301,3	347,5	440,6	601,1	756,0	854,8	955,3
Total des actifs immobilisés	848,9	946,1	1.028,0	1.195,2	1.466,5	1.764,6	1.950,4	2.115,4
B. Actifs circulants								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales	14,0	17,5	9,1	10,4	8,2	10,0	8,9	7,3
b. Autres créances	17,9	24,7	28,6	27,2	26,1	26,7	28,1	29,6
Total des créances à plus d'un an	31,9	42,2	37,8	37,6	34,3	36,7	37,0	37,0
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks	515,1	479,9	467,7	515,5	555,3	555,8	561,7	554,1
b. Commandes en cours d'exécution	61,0	62,9	57,4	56,9	62,9	67,9	78,6	69,9
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	576,1	542,8	525,1	572,4	618,2	623,8	640,3	624,0
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales	687,3	673,1	644,8	723,6	797,9	793,1	800,7	771,9
b. Autres créances	115,4	148,2	121,6	154,7	224,9	217,9	226,1	207,5
Total des créances à un an au plus	802,7	821,3	766,3	878,3	1.022,8	1.011,1	1.026,8	979,4
VIII. Placements de trésorerie	103,9	134,4	166,4	167,6	201,9	220,6	180,4	181,4
IX. Valeurs disponibles	59,3	66,3	68,2	80,1	92,9	90,9	96,7	100,9
X. Comptes de régularisation	17,0	17,0	16,8	18,4	20,1	23,0	24,9	25,5
Total des actifs circulants	1.591,0	1.624,0	1.580,6	1.754,4	1.990,2	2.006,0	2.006,1	1.948,2
TOTAL DU BILAN	2.439,9	2.570,1	2.608,6	2.949,6	3.456,7	3.770,6	3.956,5	4.063,6

PASSIF								
A. Capitaux propres								
I. Capital	487,4	527,3	504,3	546,1	600,8	677,4	709,4	730,0
II. Primes d'émission	31,1	35,6	40,9	44,5	50,9	53,0	59,1	61,6
III. Plus-values de réévaluation	29,7	31,1	27,0	23,1	21,2	21,2	23,1	30,9
IV. Réserves								
a. Réserve légale	20,8	22,6	23,4	27,6	29,9	31,9	33,2	34,0
b. Réserves indisponibles	15,9	15,2	15,4	14,6	15,8	16,3	14,5	14,4
c. Réserves immunisées	67,6	71,0	76,1	77,2	128,3	141,1	143,2	140,8
d. Réserves disponibles	178,4	201,1	219,5	237,3	296,7	320,1	342,7	350,1
Total des réserves	282,7	309,9	334,4	356,7	470,7	509,4	533,6	539,3
V. Bénéfice reporté	74,7	90,7	112,1	139,4	179,0	199,2	207,7	211,3
Perte reportée	-69,9	-76,5	-76,9	-83,2	-81,3	-98,1	-140,4	-168,8
VI. Subsidés en capital	20,5	20,3	19,1	18,7	20,4	23,2	21,1	19,8
Total des capitaux propres	856,3	938,3	960,9	1.045,2	1.261,7	1.385,3	1.413,6	1.424,1
B. VII. Provisions et impôts différés								
a. Provisions pour risques et charges	92,6	106,3	113,1	133,7	129,7	142,6	149,1	148,2
b. Impôts différés							3,7	5,9
Total provisions et impôts différés	92,6	106,3	113,1	133,7	129,7	142,6	152,8	154,1
C. Dettes								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières	279,5	324,0	366,9	420,6	513,3	632,5	684,2	751,2
dont : établissements de crédit ³	(173,6)	(198,9)	(213,4)	(229,1)	(263,4)	(313,5)	(310,7)	(330,8)
b. Dettes commerciales	6,5	4,6	4,0	2,9	3,3	4,0	3,6	2,5
c. Acomptes reçus sur commandes	8,3	8,9	5,4	5,7	8,8	12,2	9,6	4,1
d. Autres dettes	34,2	36,2	47,8	67,0	64,1	69,9	80,8	68,9
Total des dettes à plus d'un an	328,4	373,7	424,1	496,2	589,5	718,5	778,2	826,7
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	57,0	58,1	70,4	103,4	115,0	131,8	162,7	160,7
b. Dettes financières	233,3	216,0	187,1	197,4	279,2	286,0	315,4	371,9
dont : établissements de crédit ³	(185,7)	(176,0)	(143,6)	(160,9)	(215,7)	(207,3)	(186,9)	(203,8)
c. Dettes commerciales	508,6	485,5	480,3	571,4	629,8	634,8	644,7	627,6
d. Acomptes reçus sur commandes	51,1	51,8	47,3	49,9	54,1	64,3	78,6	68,7
e. Dettes fiscales, salariales et sociales	172,3	180,1	180,6	190,1	204,3	208,7	211,6	212,4
f. Autres dettes	96,5	120,1	106,6	121,1	146,5	146,2	151,6	169,0
Total des dettes à un an au plus	1.118,9	1.111,6	1.072,3	1.233,4	1.428,9	1.471,8	1.564,5	1.610,2
X. Comptes de régularisation	43,7	40,2	38,1	41,1	46,9	52,3	47,3	48,5
Total des dettes	1.491,1	1.525,6	1.534,5	1.770,6	2.065,3	2.242,6	2.390,0	2.485,4

¹ Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

² Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

XII - 2b. 1. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises								
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Nombre de comptes annuels		14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	17.346	18.298	18.852
FLUX DE RESULTATS									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		1.081,4	1.157,3	1.161,1	1.256,2	1.322,8	1.381,1	1.366,1	1.376,4
Frais de personnel	-	735,4	754,8	753,3	781,8	819,6	888,5	912,7	929,6
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	150,3	168,6	187,0	215,7	234,3	254,5	260,8	270,6
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-	7,5	10,3	7,1	7,8	6,5	6,6	8,6	8,9
Provisions nettes pour risques et charges	-	5,7	6,6	12,0	11,2	4,5	2,5	-2,1	-3,8
Autres charges d'exploitation ²	-	34,7	33,1	30,9	29,2	29,0	36,5	38,0	38,6
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	1,1	1,2	2,0	3,2	0,9	1,3	1,3	1,6
Résultat d'exploitation	=	148,9	185,1	172,8	213,7	229,8	193,8	149,5	134,1
Produits financiers	+	78,0	82,0	76,2	86,0	139,0	145,2	142,8	134,2
Charges financières	-	107,3	111,4	95,1	97,4	136,8	158,7	170,8	188,4
Résultat courant avant impôts	=	119,6	155,7	153,9	202,3	232,0	180,4	121,5	79,8
Produits exceptionnels	+	29,9	36,2	34,2	38,8	113,2	45,9	57,0	58,5
Charges exceptionnelles	-	30,4	48,4	46,3	65,9	50,9	52,3	67,9	54,3
Résultat de l'exercice avant impôts	=	119,1	143,5	141,8	175,2	294,3	174,1	110,6	84,0
Transfert net (+) ou prélèvement net (-) aux impôts différés	-							0,4	-0,3
Impôts sur le résultat	-	41,9	56,6	53,7	60,0	58,7	50,2	43,9	40,6
Résultat de l'exercice	=	77,2	86,9	88,1	115,2	235,6	123,8	66,4	43,7
Transfert net aux réserves immunisées	-	8,8	5,2	9,3	12,1	55,4	8,7	5,1	-1,0
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	+	65,8	74,7	88,2	104,7	134,6	171,0	198,6	202,2
Perte reportée de l'exercice précédent	-	77,2	64,7	70,9	73,9	68,3	76,1	98,9	132,5
RESULTAT A AFFECTER	=	57,0	91,7	96,1	133,9	246,5	210,1	160,9	114,5
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres	+	-8,9	-36,4	-38,9	-66,5	-167,7	-134,2	-86,2	-34,0
Intervention d'associés dans la perte	+	1,7	0,9	0,6	0,2	0,2	0,4	0,3	0,2
Bénéfice à distribuer	-	49,8	56,2	57,8	67,6	79,0	76,3	75,0	80,8
dont : rémunération du capital		(47,3)	(50,7)	(51,5)	(61,9)	(73,2)	(71,3)	(71,9)	(77,6)

¹ Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

XII - 2b. 2. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises								
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Nombre de comptes annuels		3.261	3.193	3.233	3.298	3.417	3.631	3.706	3.719
FLUX DE RESULTATS CONCOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation		972,0	1.031,7	1.030,4	1.118,4	1.178,8	1.231,9	1.207,5	1.212,5
Subsides d'exploitation	+	7,7	10,7	10,2	8,7	6,8	4,7	8,4	8,6
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation	=	979,7	1.042,5	1.040,6	1.127,1	1.185,6	1.236,6	1.215,9	1.221,1
Frais de personnel	-	663,9	674,8	669,1	692,7	724,5	787,2	806,2	819,3
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	-	14,2	15,9	16,8	16,4	17,6	21,9	23,1	24,3
Autres charges d'exploitation	-	11,2	10,5	9,4	9,3	8,6	11,6	12,2	11,5
Excédent brut d'exploitation	=	290,4	341,2	345,4	408,7	434,9	415,9	374,4	366,0
Produit des immobilisations financières	+	15,1	16,5	20,2	25,3	52,6	53,3	56,4	57,2
Produit des actifs financiers circulants	+	18,7	19,9	18,8	21,3	44,4	47,3	42,3	36,1
Subsides en intérêts	+	2,7	2,5	2,4	2,4	2,2	2,3	2,2	2,2
Charge des dettes	-	60,3	57,2	52,5	54,3	70,2	93,0	108,7	124,8
Solde des autres produits et charges financiers	+	-9,3	-14,6	-11,0	-8,8	-24,7	-24,5	-19,4	-20,3
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur	+	0,5	5,2	-2,2	-4,8	1,3	0,3	-4,4	-2,1
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	4,0	4,2	4,9	7,4	1,5	1,9	4,3	3,2
Impôts sur le résultat	-	39,2	52,9	49,6	55,8	53,6	44,9	38,7	35,3
Intervention d'associés dans la perte	+	1,4	0,8	0,6	0,2	0,1	0,3	0,3	0,1
Bénéfice à distribuer	-	47,3	53,3	54,4	64,0	75,0	73,1	71,9	77,6
dont : rémunération du capital		(46,3)	(49,3)	(49,7)	(60,0)	(70,8)	(69,5)	(70,1)	(75,8)
EPARGNE BRUTE	=	176,7	212,2	222,6	277,6	313,5	285,8	236,8	204,8
COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE									
Résultat net après impôts		71,4	78,7	79,2	104,3	225,5	117,0	61,1	39,3
Amortissements d'exploitation	+	140,2	155,8	171,6	197,4	213,2	231,2	235,8	244,2
Amortissements nets exceptionnels	+	4,0	10,1	3,7	15,8	6,0	3,8	3,9	3,0
Provisions et impôts différés nets	+	11,3	20,0	19,2	26,3	8,9	7,3	9,3	0,8
Réductions de valeurs nettes	+	12,9	17,3	21,9	19,5	24,9	20,3	30,7	18,9
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital	-	17,2	17,1	19,2	21,8	90,0	21,1	32,5	23,9
Intervention d'associés dans la perte	+	1,4	0,8	0,6	0,2	0,1	0,3	0,3	0,1
Bénéfice à distribuer	-	47,3	53,3	54,4	64,0	75,0	73,1	71,9	77,6

¹ Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

XII - 2c. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises							
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
I. Schémas complets et abrégés								
<i>Nombre de comptes annuels</i>	14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	17.346	18.298	18.852
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	24,1	35,5	39,0	62,9	52,5	48,6	47,0	43,1
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	2,1	1,0	1,2	2,9	5,4	0,8	4,5	1,4
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	183,7	221,0	217,9	263,1	323,4	373,4	338,4	304,0
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	16,9	27,8	16,4	24,5	35,6	23,3	20,6	18,9
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	77,3	92,9	121,9	158,2	275,0	263,4	222,3	196,8
Cessions (valeur nette comptable)	24,2	34,0	34,1	38,8	75,8	82,2	97,6	92,7
II. Schémas complets								
<i>Nombre de comptes annuels</i>	3.261	3.193	3.233	3.298	3.417	3.631	3.706	3.719
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	23,3	34,4	37,7	61,4	49,8	46,7	45,0	41,3
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	2,0	1,0	1,2	2,8	5,3	0,7	4,4	1,3
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	167,8	198,8	191,9	229,4	286,1	334,9	299,9	266,5
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	15,0	26,5	15,0	22,9	33,5	21,4	18,4	16,7
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	76,6	91,7	120,5	154,4	269,3	259,9	219,7	194,2
Cessions (valeur nette comptable)	24,0	33,7	33,7	38,3	74,8	80,3	96,7	90,0

XII - 2d. — INDUSTRIE MANUFACTURIERE — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Total des entreprises								
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
I. Schémas complets et abrégés									
Nombre de comptes annuels		14.039	14.038	15.065	15.771	16.531	17.346	18.298	18.852
1. Marges sur ventes (en p.c.) ¹									
1.1 Résultat brut d'exploitation ² / Chiffre d'affaires		8,3	9,9	10,2	11,0	10,7	9,9	9,2	9,0
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires		4,0	4,9	4,7	5,3	5,2	4,2	3,3	2,9
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel		68,0	65,2	64,9	62,2	62,0	64,3	66,8	67,5
2.2 Autres charges d'exploitation ³		3,2	2,9	2,6	2,4	2,2	2,6	2,8	2,8
2.3 Excédent brut d'exploitation ^{2,4} = 100 p.c. - (2.1) - (2.2)		28,8	31,9	32,5	35,4	35,8	33,0	30,4	29,7
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) ⁵									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée		1.532	1.655	1.718	1.847	1.961	2.000	2.040	2.122
3.2 Frais de personnel par personne occupée		1.044	1.082	1.118	1.154	1.215	1.293	1.368	1.440
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles		17,0	19,1	18,8	20,9	24,5	27,0	24,8	22,1
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		9,0	9,3	9,2	11,0	18,7	8,9	4,7	3,1
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		35,1	36,5	36,8	35,5	36,5	36,7	35,7	35,0
II. Schémas complets									
Nombre de comptes annuels		3.261	3.193	3.233	3.298	3.417	3.631	3.706	3.719
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute ⁶									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	-	67,8	64,7	64,3	61,5	61,1	63,7	66,3	67,1
1.3 Impôts et taxes d'exploitation	-	1,5	1,5	1,6	1,5	1,5	1,8	1,9	2,0
1.4 Autres charges d'exploitation	-	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,9	1,0	0,9
1.5 Excédent brut d'exploitation ^{2,4}	=	29,6	32,7	33,2	36,3	36,7	33,6	30,8	30,0
1.6 Produit des actifs financiers ⁷	+	3,5	3,5	3,7	4,1	8,2	8,1	8,1	7,6
1.7 Charge des dettes	-	6,2	5,5	5,0	4,8	5,9	7,5	8,9	10,2
1.8 Impôts sur le résultat	-	4,0	5,1	4,8	4,9	4,5	3,6	3,2	2,9
1.9 Rémunération du capital	-	4,7	4,7	4,8	5,3	6,0	5,6	5,8	6,2
1.10 Solde des autres flux ⁸	+	-0,2	-0,5	-0,9	-0,8	-2,0	-1,9	-1,5	-1,5
1.11 Epargne brute ⁴	=	18,0	20,4	21,4	24,6	26,5	23,1	19,5	16,8
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		17,1	19,1	18,4	20,4	24,1	27,1	24,7	21,8
3. Acquisitions d'immobilisations financières		7,8	8,8	11,6	13,7	22,7	21,0	18,1	15,9
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		8,9	9,0	8,9	10,8	19,3	9,1	4,7	3,0
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		35,1	36,6	37,0	35,5	36,7	36,9	35,8	35,1

¹ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

² Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

³ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

⁴ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁵ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

⁶ Cf. tableau XII-1b.2.

⁷ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁸ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

XII - 3a. — COMMERCE — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Nombre de comptes annuels	39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	55.270	59.961	62.995
ACTIF								
A. Actifs immobilisés								
I. Frais d'établissement	3,0	2,9	2,8	2,1	1,8	2,3	2,7	2,5
II. Immobilisations incorporelles	13,3	14,7	16,4	19,6	22,5	24,3	25,9	28,7
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions	101,7	109,3	126,3	143,1	173,7	200,1	224,6	250,1
b. Installations, machines et outillage	54,1	57,2	64,3	74,2	90,7	92,6	99,3	102,7
c. Mobilier et matériel roulant	26,7	30,7	35,3	39,8	45,2	49,3	52,8	55,1
d. Location-financement et droits similaires	14,3	14,7	16,4	18,1	20,8	24,3	26,1	28,6
e. Autres immobilisations corporelles	18,0	19,6	21,5	22,9	26,7	33,1	37,1	38,1
f. Immobilisations en cours et acomptes versés	4,5	4,1	6,3	11,5	10,1	10,2	9,2	10,0
Total des immobilisations corporelles	219,3	235,6	270,3	309,7	367,2	409,6	449,1	484,6
IV. Immobilisations financières	135,4	172,5	174,4	211,7	275,9	355,1	416,4	453,1
Total des actifs immobilisés	371,1	425,6	463,8	543,0	667,4	791,4	894,1	968,9
B. Actifs circulants								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales	19,3	25,3	27,3	30,0	32,1	23,3	26,1	28,9
b. Autres créances	7,3	8,7	9,7	9,2	15,5	10,9	9,8	10,3
Total des créances à plus d'un an	26,6	34,0	37,0	39,2	47,6	34,2	35,9	39,2
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks	390,7	402,6	423,1	470,6	513,1	546,2	577,6	587,9
b. Commandes en cours d'exécution	4,7	3,9	3,0	5,7	5,8	5,7	6,8	6,4
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	395,3	406,5	426,2	476,3	518,9	551,9	584,4	594,3
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales	543,9	502,7	525,4	594,7	656,8	675,2	700,0	693,0
b. Autres créances	78,5	76,2	81,5	90,9	115,0	115,9	137,9	159,8
Total des créances à un an au plus	622,4	578,9	606,9	685,6	771,7	791,0	837,9	852,8
VIII. Placements de trésorerie	72,4	67,9	86,5	101,5	120,1	122,9	115,4	130,8
IX. Valeurs disponibles	88,3	91,2	95,3	102,9	116,7	124,5	132,6	127,9
X. Comptes de régularisation	16,1	15,7	17,4	21,1	24,0	26,4	30,5	26,8
Total des actifs circulants	1.221,2	1.194,3	1.269,3	1.426,7	1.599,1	1.651,0	1.736,7	1.771,8
TOTAL DU BILAN	1.592,2	1.619,9	1.733,2	1.969,7	2.266,5	2.442,4	2.630,8	2.740,7

PASSIF								
A. Capitaux propres								
I. Capital	222,0	251,1	259,9	279,1	312,8	348,6	380,7	407,0
II. Primes d'émission	3,6	6,5	8,7	10,1	23,5	26,5	34,9	36,5
III. Plus-values de réévaluation	7,0	6,7	6,6	6,1	6,5	6,5	7,4	8,0
IV. Réserves								
a. Réserve légale	12,2	13,7	14,6	16,1	18,0	19,2	21,1	22,3
b. Réserves indisponibles	7,9	8,3	7,9	8,3	8,9	8,9	8,9	23,6
c. Réserves immunisées	25,4	24,5	29,2	35,5	44,3	47,5	43,6	40,1
d. Réserves disponibles	105,6	116,3	126,9	138,8	155,0	163,8	175,3	187,5
Total des réserves	151,1	162,8	178,7	198,6	226,1	239,4	248,9	273,6
V. Bénéfice reporté	65,4	77,5	76,2	88,2	97,3	111,4	129,3	146,4
Perte reportée	-55,1	-56,2	-59,1	-54,7	-61,7	-73,3	-92,2	-113,4
VI. Subsidés en capital	1,8	1,9	2,3	2,3	2,4	2,3	2,2	2,4
Total des capitaux propres	395,7	450,3	473,2	529,7	607,0	661,3	711,1	760,4
B. VII. Provisions et impôts différés								
a. Provisions pour risques et charges	22,8	22,7	25,0	26,9	31,8	30,9	35,1	37,4
b. Impôts différés								
Total provisions et impôts différés	22,8	22,7	25,0	26,9	31,8	30,9	35,1	37,4
C. Dettes								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières	115,3	138,2	166,4	190,4	249,4	295,3	324,4	357,1
dont : établissements de crédit ³	(76,8)	(95,4)	(117,2)	(134,7)	(163,6)	(194,7)	(206,9)	(218,2)
b. Dettes commerciales	4,6	3,8	3,5	3,2	3,0	4,6	5,2	3,8
c. Acomptes reçus sur commandes	1,0	1,2	0,8	0,2	0,5	0,5	0,5	0,2
d. Autres dettes	27,7	25,2	23,3	25,6	32,4	32,6	38,9	34,1
Total des dettes à plus d'un an	148,5	168,4	194,0	219,4	285,2	332,9	369,1	395,1
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	19,1	20,3	26,7	35,1	43,8	45,4	53,8	61,0
b. Dettes financières	234,0	199,7	220,1	263,5	310,8	341,3	354,6	389,8
dont : établissements de crédit ³	(207,2)	(183,8)	(200,4)	(224,6)	(272,2)	(282,7)	(291,2)	(310,6)
c. Dettes commerciales	563,5	541,0	567,1	641,3	690,2	718,1	745,0	739,8
d. Acomptes reçus sur commandes	13,2	13,1	12,3	16,9	16,4	19,0	20,1	19,0
e. Dettes fiscales, salariales et sociales	73,4	77,3	82,9	89,2	99,9	106,7	117,8	119,7
f. Autres dettes	99,9	103,5	108,5	121,1	149,4	149,0	183,3	182,5
Total des dettes à un an au plus	1.003,1	954,8	1.017,7	1.167,2	1.310,4	1.379,5	1.474,6	1.511,9
X. Comptes de régularisation	22,1	23,7	23,3	26,4	32,1	37,7	40,9	35,9
Total des dettes	1.173,7	1.146,9	1.235,0	1.413,0	1.627,8	1.750,1	1.884,6	1.943,0

¹ Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

² Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

XII - 3b. 1. — COMMERCE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises								
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Nombre de comptes annuels		39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	55.270	59.961	62.995
FLUX DE RESULTATS									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		496,6	525,4	549,6	609,2	663,7	706,3	755,3	776,6
Frais de personnel	-	313,0	323,5	343,3	364,3	400,7	431,3	467,2	492,9
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	46,4	51,7	59,3	71,1	82,2	90,6	101,8	105,0
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-	5,9	6,2	5,2	6,2	6,6	7,0	7,7	7,8
Provisions nettes pour risques et charges	-	3,0	2,5	2,6	2,2	1,4	1,6	1,3	0,1
Autres charges d'exploitation ³	-	61,1	53,8	51,0	50,6	55,9	59,2	59,4	65,0
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	1,1	1,1	0,9	0,5	0,6	0,6	0,9	0,7
Résultat d'exploitation	=	68,3	88,8	89,1	115,3	117,5	117,1	118,8	106,5
Produits financiers	+	62,3	56,1	53,0	51,4	78,5	91,6	93,3	104,8
Charges financières	-	65,2	64,2	60,9	68,7	93,2	112,2	127,2	130,1
Résultat courant avant impôts	=	65,4	80,7	81,2	98,0	102,8	96,5	84,8	81,2
Produits exceptionnels	+	14,4	17,1	19,2	24,6	30,2	24,9	37,9	45,6
Charges exceptionnelles	-	13,5	19,5	18,4	24,2	24,3	20,3	22,4	26,0
Résultat de l'exercice avant impôts	=	66,3	78,3	82,0	98,4	108,7	101,1	100,3	100,8
Transfert net (+) ou prélèvement net (-) aux impôts différés	-							0,1	0,3
Impôts sur le résultat	-	21,4	25,2	27,3	30,4	32,4	36,7	37,6	37,2
Résultat de l'exercice	=	44,9	53,1	54,7	68,0	76,3	64,4	62,5	63,3
Transfert net aux réserves immunisées	-	2,6	1,7	5,5	8,0	7,6	5,8	-0,8	-2,7
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	+	53,7	64,3	66,6	78,6	87,2	95,2	109,0	125,0
Perte reportée de l'exercice précédent	-	47,3	50,1	52,9	50,4	54,9	58,3	67,4	87,2
RESULTAT A AFFECTER	=	48,7	65,6	62,9	88,2	100,9	95,5	104,9	103,9
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres	+	21,0	35,8	31,5	49,9	51,0	-54,6	-52,9	-60,3
Intervention d'associés dans la perte	+	1,4	1,5	1,3	1,0	0,8	0,8	0,9	1,1
Bénéfice à distribuer	-	29,1	31,3	32,7	39,3	50,7	41,6	52,9	44,7
dont : rémunération du capital		(24,5)	(26,7)	(27,8)	(33,2)	(45,1)	(36,5)	(48,0)	(39,8)

¹ Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

XII - 3b. 2. — COMMERCE — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises								
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Nombre de comptes annuels		4.446	4.178	4.282	4.416	4.635	4.966	5.155	5.246
FLUX DE RESULTATS CONOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation		347,7	359,6	368,7	413,4	455,2	474,9	502,1	507,5
Subsides d'exploitation	+	2,0	1,7	2,9	5,3	3,4	3,1	4,5	3,0
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation	=	349,7	361,3	371,6	418,7	458,5	478,0	506,6	510,5
Frais de personnel	-	225,8	224,8	233,2	246,5	273,3	287,5	308,7	321,7
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	-	32,0	30,9	34,2	36,7	41,4	40,7	46,1	47,5
Autres charges d'exploitation	-	6,4	4,8	4,1	4,2	6,2	9,8	5,0	8,3
Excédent brut d'exploitation	=	85,5	100,7	100,1	131,3	137,7	140,1	146,7	133,0
Produit des immobilisations financières	+	21,0	17,0	13,6	13,2	24,2	26,3	26,6	37,6
Produit des actifs financiers circulants	+	17,2	14,8	12,7	13,3	22,2	22,9	21,3	20,7
Subsides en intérêts	+	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5
Charge des dettes	-	31,7	28,4	25,6	28,4	38,4	52,5	56,4	58,3
Solde des autres produits et charges financiers	+	-2,3	-3,7	-1,0	-6,5	-9,3	-2,8	-7,6	-5,6
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur	+	1,8	1,3	4,9	-0,1	-0,8	0,6	1,9	-3,3
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	1,2	1,2	0,9	0,7	0,6	1,0	1,0	0,9
Impôts sur le résultat	-	15,9	17,9	19,0	21,4	22,3	25,1	26,0	24,6
Intervention d'associés dans la perte	+	0,7	1,0	0,9	0,6	0,4	0,5	0,3	0,5
Bénéfice à distribuer	-	24,0	25,6	26,3	32,2	43,9	35,5	46,2	38,2
<i>dont : rémunération du capital</i>		(22,8)	(24,6)	(25,2)	(30,2)	(42,2)	(33,9)	(44,7)	(36,8)
EPARGNE BRUTE	=	53,9	60,8	61,6	70,9	70,9	75,7	62,1	63,2
COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE									
Résultat net après impôts		35,3	39,3	39,0	50,4	60,4	52,0	52,6	56,7
Amortissements d'exploitation	+	31,0	32,6	35,7	43,0	49,5	52,4	58,9	57,9
Amortissements nets exceptionnels	+	1,1	2,7	0,5	1,1	1,0	1,2	1,7	1,1
Provisions et impôts différés nets	+	3,7	3,1	3,0	3,7	0,3	2,9	3,4	1,4
Réductions de valeurs nettes	+	9,3	9,6	12,4	15,3	14,7	9,3	9,4	12,0
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital	-	3,1	1,9	3,7	11,0	11,6	7,1	18,1	28,2
Intervention d'associés dans la perte	+	0,7	1,0	0,9	0,6	0,4	0,5	0,3	0,5
Bénéfice à distribuer	-	24,0	25,6	26,3	32,2	43,9	35,5	46,2	38,2

¹ Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

XII - 3c. — COMMERCE — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises							
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
I. Schémas complets et abrégés								
Nombre de comptes annuels	39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	55.270	59.961	62.995
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	4,9	6,6	7,2	12,1	13,5	12,2	10,8	13,3
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	0,3	0,3	0,3	0,6	0,8	0,6	0,7	0,9
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	69,3	80,9	100,3	126,8	148,4	155,0	154,5	155,0
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	8,9	9,8	11,4	15,5	18,7	16,8	16,6	21,7
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	38,4	62,4	40,3	60,7	113,6	115,1	96,5	92,2
Cessions (valeur nette comptable)	12,4	16,5	7,6	12,8	46,4	29,3	24,3	39,9
II. Schémas complets								
Nombre de comptes annuels	4.446	4.178	4.282	4.416	4.635	4.966	5.155	5.246
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	2,2	3,8	3,1	6,8	7,1	5,6	3,9	5,6
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	0,1	0,2	0,2	0,4	0,4	0,2	0,3	0,4
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	42,6	46,4	57,0	73,0	84,8	84,3	80,3	76,7
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	5,4	7,2	8,3	11,6	13,8	11,1	10,7	14,7
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	37,1	59,9	37,1	55,6	103,1	108,4	88,4	83,9
Cessions (valeur nette comptable)	12,0	16,0	7,0	12,0	45,4	25,1	21,7	37,3

XII - 3d. — COMMERCE — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Total des entreprises								
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
I. Schémas complets et abrégés									
Nombre de comptes annuels		39.634	39.956	45.067	48.042	51.113	55.270	59.961	62.995
1. Marges sur ventes (en p.c.) ¹									
1.1 Résultat brut d'exploitation ² / Chiffre d'affaires		2,8	3,6	3,7	4,3	4,1	3,9	3,9	3,6
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires		1,6	2,2	2,1	2,6	2,4	2,2	2,1	1,8
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel		63,0	61,6	62,5	59,8	60,4	61,1	61,9	63,5
2.2 Autres charges d'exploitation ³		12,3	10,2	9,2	8,3	8,4	8,4	7,9	8,4
2.3 Excédent brut d'exploitation ^{2,4} = 100 p.c. - (2.1) - (2.2)		24,7	28,2	28,3	31,9	31,2	30,5	30,3	28,2
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) ⁵									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée		1.431	1.521	1.525	1.626	1.685	1.719	1.767	1.782
3.2 Frais de personnel par personne occupée		914	951	965	984	1.029	1.064	1.107	1.145
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles		14,0	15,4	18,2	20,8	22,4	21,9	20,5	20,0
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		11,4	11,8	11,6	12,8	12,6	9,7	8,8	8,3
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		24,9	27,8	27,3	26,9	26,8	27,1	27,0	27,7
II. Schémas complets									
Nombre de comptes annuels		4.446	4.178	4.282	4.416	4.635	4.966	5.155	5.246
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute ⁶									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	-	64,6	62,2	62,8	58,9	59,6	60,1	60,9	63,0
1.3 Impôts et taxes d'exploitation	-	9,2	8,6	9,2	8,8	9,0	8,5	9,1	9,3
1.4 Autres charges d'exploitation	-	1,8	1,3	1,1	1,0	1,4	2,0	1,0	1,6
1.5 Excédent brut d'exploitation ^{2,4}	=	24,4	27,9	26,9	31,4	30,0	29,3	29,0	26,0
1.6 Produit des actifs financiers ⁷	+	10,9	8,8	7,1	6,3	10,1	10,3	9,5	11,4
1.7 Charge des dettes	-	9,1	7,9	6,9	6,8	8,4	11,0	11,1	11,4
1.8 Impôts sur le résultat	-	4,5	5,0	5,1	5,1	4,9	5,3	5,1	4,8
1.9 Rémunération du capital	-	6,5	6,8	6,8	7,2	9,2	7,1	8,8	7,2
1.10 Solde des autres flux ⁸	+	0,2	-0,2	1,4	-1,6	-2,2	-0,4	-1,1	-1,6
1.11 Epargne brute ⁴	=	15,4	16,9	16,6	16,9	15,5	15,8	12,3	12,4
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		12,2	12,9	15,3	17,4	18,5	17,6	15,9	15,0
3. Acquisitions d'immobilisations financières		10,6	16,6	10,0	13,3	22,5	22,7	17,5	16,4
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		11,7	11,7	11,5	13,4	13,8	11,0	10,3	10,3
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		24,3	27,7	26,8	26,2	26,4	26,7	26,9	28,1

¹ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

² Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

³ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

⁴ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁵ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

⁶ Cf. tableau XII-1b.2.

⁷ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁸ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

XII - 4a. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES * — GLOBALISATION DES BILANS APRES REPARTITION

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises							
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Nombre de comptes annuels	23.394	24.320	28.512	32.220	36.188	41.764	47.907	52.529
ACTIF								
A. Actifs immobilisés								
I. Frais d'établissement	4,4	5,0	4,3	3,4	1,8	1,9	2,0	2,3
II. Immobilisations incorporelles	10,8	12,5	16,9	22,4	33,9	40,3	37,4	38,3
III. Immobilisations corporelles								
a. Terrains et constructions	343,0	356,9	372,8	412,4	467,9	539,9	609,5	674,1
b. Installations, machines et outillage	45,1	47,4	60,8	68,3	87,0	100,9	106,8	114,1
c. Mobilier et matériel roulant	58,4	71,0	77,0	80,9	103,7	122,9	124,6	124,8
d. Location-financement et droits similaires	17,5	20,6	21,8	25,5	37,8	37,3	45,7	45,3
e. Autres immobilisations corporelles	38,8	39,1	44,1	53,6	66,7	84,2	99,1	116,7
f. Immobilisations en cours et acomptes versés	17,3	16,9	16,2	22,7	27,9	29,8	40,8	62,2
Total des immobilisations corporelles	520,0	551,9	592,6	663,4	791,0	915,0	1.026,6	1.137,2
IV. Immobilisations financières	86,1	105,5	132,1	180,4	262,1	333,8	408,7	453,7
Total des actifs immobilisés	621,3	674,9	746,0	869,6	1.088,8	1.291,0	1.474,6	1.631,5
B. Actifs circulants								
V. Créances à plus d'un an								
a. Créances commerciales	10,9	14,2	13,4	21,0	21,7	25,1	44,4	48,2
b. Autres créances	35,5	32,8	67,1	74,4	89,3	91,5	85,1	81,8
Total des créances à plus d'un an	46,4	47,0	80,5	95,4	111,0	116,6	129,5	130,0
VI. Stocks & commandes en cours d'exécution								
a. Stocks	45,8	46,9	46,7	51,1	58,4	76,3	100,9	114,6
b. Commandes en cours d'exécution	52,4	60,1	39,0	22,9	24,5	36,3	43,5	61,4
Total des stocks et commandes en cours d'exécution	98,2	107,0	85,6	73,9	82,9	112,5	144,3	176,0
VII. Créances à un an au plus								
a. Créances commerciales	189,8	198,6	209,0	241,9	302,8	351,7	399,6	394,8
b. Autres créances	60,7	75,8	87,6	113,2	133,4	155,5	161,7	170,6
Total des créances à un an au plus	250,5	274,4	296,6	355,1	436,2	507,1	561,4	565,4
VIII. Placements de trésorerie	58,3	63,1	68,2	93,9	120,3	135,0	138,6	161,9
IX. Valeurs disponibles	51,8	57,3	66,0	74,5	82,4	93,4	103,4	110,8
X. Comptes de régularisation	22,3	21,8	20,3	22,2	28,3	31,8	36,0	37,4
Total des actifs circulants	527,5	570,6	617,2	715,1	861,1	996,4	1.113,3	1.181,4
TOTAL DU BILAN	1.148,9	1.245,5	1.363,1	1.584,7	1.949,9	2.287,4	2.587,9	2.812,9

PASSIF								
A. Capitaux propres								
I. Capital	205,1	231,9	280,7	343,3	392,2	474,5	543,2	608,4
II. Primes d'émission	4,1	4,1	6,2	15,2	21,2	30,7	41,8	44,2
III. Plus-values de réévaluation	8,2	7,2	7,6	9,6	10,2	11,6	12,1	14,8
IV. Réserves								
a. Réserve légale	6,1	6,9	7,9	9,2	10,9	12,4	14,1	16,4
b. Réserves indisponibles	4,8	5,2	5,4	5,0	5,3	5,8	6,4	7,9
c. Réserves immunisées	24,6	33,7	38,0	43,0	61,0	64,1	58,0	58,1
d. Réserves disponibles	45,0	50,1	56,9	65,2	73,0	81,5	89,8	99,2
Total des réserves	80,5	95,8	108,2	122,4	150,2	163,8	168,4	181,6
V. Bénéfice reporté	19,8	24,4	29,1	37,9	49,1	57,2	65,1	76,9
Perte reportée	-64,2	-66,0	-62,3	-70,8	-67,6	-99,6	-108,5	-138,2
VI. Subsidés en capital	1,2	1,6	2,0	2,6	3,4	3,7	3,6	5,0
Total des capitaux propres	254,7	299,0	371,4	460,1	558,6	642,0	725,7	792,5
B. VII. Provisions et impôts différés								
a. Provisions pour risques et charges	18,1	19,2	21,0	23,9	25,0	30,2	37,8	39,4
b. Impôts différés							0,7	1,7
Total provisions et impôts différés	18,1	19,2	21,0	23,9	25,0	30,2	38,6	41,1
C. Dettes								
VIII. Dettes à plus d'un an								
a. Dettes financières	400,5	425,4	454,4	505,3	611,6	723,4	793,9	830,1
dont : établissements de crédit ²	(349,7)	(369,8)	(399,1)	(436,7)	(509,4)	(578,7)	(614,6)	(636,4)
b. Dettes commerciales	1,7	1,4	1,4	1,4	1,5	1,2	1,5	1,6
c. Acomptes reçus sur commandes	16,8	13,4	13,6	2,9	3,5	3,7	4,1	3,3
d. Autres dettes	38,5	36,5	38,4	43,4	48,7	55,6	68,2	73,8
Total des dettes à plus d'un an	457,6	476,7	507,8	553,1	665,2	783,8	867,7	908,9
IX. Dettes à un an au plus								
a. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	36,4	40,7	51,2	54,8	67,4	89,0	116,6	128,3
b. Dettes financières	63,3	68,5	66,1	82,4	130,8	177,4	182,9	231,4
dont : établissements de crédit ²	(54,4)	(58,5)	(55,5)	(66,3)	(98,5)	(128,2)	(130,9)	(164,7)
c. Dettes commerciales	149,0	152,4	161,2	192,2	234,4	263,9	314,8	319,2
d. Acomptes reçus sur commandes	26,7	31,2	27,0	31,2	38,0	46,2	48,2	51,1
e. Dettes fiscales, salariales et sociales	39,8	42,7	47,2	53,0	60,6	67,9	77,9	82,0
f. Autres dettes	67,1	80,6	78,4	102,1	131,3	139,4	162,3	200,4
Total des dettes à un an au plus	382,3	416,2	431,0	515,7	662,6	783,9	902,7	1.012,2
X. Comptes de régularisation	36,2	34,3	31,9	32,0	38,5	47,5	53,2	58,2
Total des dettes	876,1	927,2	970,8	1.100,7	1.366,2	1.615,2	1.823,6	1.979,3

¹ Une rubrique totalisante peut différer légèrement de la somme des rubriques qui la composent parce que les montants ont été arrondis.

² Etablissements de crédit, dettes de location-financement et assimilées.

* A l'exclusion des centres de coordination.

XII - 4b. 1. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES* — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets et abrégés

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises								
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Nombre de comptes annuels		23.394	24.320	28.512	32.220	36.188	41.764	47.907	52.529
FLUX DE RESULTATS									
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		306,7	326,0	353,4	404,8	456,0	526,4	585,1	637,7
Frais de personnel	-	191,3	202,4	221,3	247,0	272,8	320,1	352,2	379,8
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	49,0	55,9	63,9	79,1	91,8	111,8	125,2	136,1
Réductions de valeur nettes sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-	2,2	2,7	2,7	3,2	3,3	3,1	5,5	5,2
Provisions nettes pour risques et charges	-	1,3	1,2	2,0	1,9	1,6	3,5	1,6	2,3
Autres charges d'exploitation ²	-	24,5	19,0	16,3	16,8	19,5	28,6	26,9	27,0
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,6
Résultat d'exploitation	=	38,5	44,9	47,3	56,9	67,2	59,5	73,8	87,9
Produits financiers	+	24,7	26,3	29,7	35,0	56,1	59,1	67,9	68,4
Charges financières	-	38,8	39,1	41,5	45,5	62,6	82,4	99,9	112,4
Résultat courant avant impôts	=	24,4	32,1	35,5	46,4	60,7	36,2	41,8	44,0
Produits exceptionnels	+	13,5	17,9	15,3	19,6	33,9	27,8	26,7	40,0
Charges exceptionnelles	-	9,3	10,1	11,6	14,1	18,9	27,5	27,7	32,0
Résultat de l'exercice avant impôts	=	28,6	39,9	39,2	51,9	75,7	36,5	40,8	51,9
Transfert net (+) ou prélèvement net (-) aux impôts différés	-							0,4	0,9
Impôts sur le résultat	-	9,5	10,9	11,4	13,7	15,7	18,3	20,7	23,0
Résultat de l'exercice	=	19,1	29,0	27,8	38,2	60,0	18,2	19,7	28,1
Transfert net aux réserves immunisées	-	4,2	9,0	4,2	5,9	18,7	5,1	3,1	1,7
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	+	16,0	19,0	23,3	28,4	34,6	47,9	56,5	61,6
Perte reportée de l'exercice précédent	-	58,9	60,5	63,4	62,3	62,1	69,6	124,1	107,7
RESULTAT A AFFECTER	=	-28,0	-21,5	-16,5	-1,6	13,8	-8,6	-50,9	-19,6
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS									
Prélèvements nets sur (+) ou affectations nettes (-) aux capitaux propres	+	40,3	35,8	33,4	22,3	10,5	31,9	75,7	53,0
Intervention d'associés dans la perte	+	1,0	1,0	0,8	0,8	0,8	0,3	0,5	0,4
Bénéfice à distribuer	-	13,3	15,3	17,7	21,5	25,1	23,6	25,3	33,8
<i>dont : rémunération du capital</i>		<i>(10,3)</i>	<i>(12,1)</i>	<i>(14,1)</i>	<i>(17,5)</i>	<i>(20,9)</i>	<i>(19,1)</i>	<i>(20,1)</i>	<i>(27,8)</i>

¹ Les soldes qui apparaissent dans ce tableau peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

² Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

* A l'exclusion des centres de coordination.

XII - 4b. 2. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES* — GLOBALISATION DES FLUX DE RESULTATS

Schémas complets

(milliards de francs)¹

	Total des entreprises								
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Nombre de comptes annuels		2.704	2.738	2.859	3.014	3.260	3.680	4.027	4.217
FLUX DE RESULTATS CONOURANT A LA FORMATION DE L'EPARGNE BRUTE									
Valeur ajoutée brute avant subsides d'exploitation		210,6	221,1	234,1	266,5	299,5	341,8	387,1	419,5
Subsides d'exploitation	+	2,6	0,5	0,7	1,7	2,2	7,9	3,8	0,8
Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation	=	213,1	221,6	234,8	268,2	301,6	349,7	391,0	420,3
Frais de personnel	-	138,9	143,8	153,9	170,2	186,0	220,2	241,8	257,3
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	-	4,8	5,0	4,8	4,3	5,3	6,2	7,7	8,4
Autres charges d'exploitation	-	5,8	3,7	4,0	5,8	7,8	15,3	12,3	9,7
Excédent brut d'exploitation	=	63,6	69,1	72,0	87,8	102,3	108,1	129,2	144,9
Produit des immobilisations financières	+	4,2	5,3	6,9	8,7	18,9	15,7	18,8	18,4
Produit des actifs financiers circulants	+	9,5	8,8	9,4	13,4	19,9	24,6	26,8	26,5
Subsides en intérêts	+	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,7	0,7	0,8
Charge des dettes	-	24,3	23,9	24,0	28,1	35,7	49,7	62,4	69,5
Solde des autres produits et charges financiers	+	-1,3	-0,2	-1,3	0,2	-2,4	-2,5	-1,0	-1,1
Solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur	+	0,1	0,8	0,9	1,2	6,0	2,2	-3,1	-4,7
Charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration	+	0,2	0,2	0,8	0,5	0,3	0,2	0,3	0,4
Impôts sur le résultat	-	6,3	6,9	6,5	8,1	8,3	9,6	11,1	12,1
Intervention d'associés dans la perte	+	0,6	0,7	0,6	0,7	0,7	0,1	0,3	0,2
Bénéfice à distribuer	-	10,0	11,4	13,1	16,3	19,9	18,5	20,0	26,9
<i>dont : rémunération du capital</i>		(8,5)	(9,7)	(11,3)	(14,5)	(17,7)	(16,1)	(17,1)	(23,7)
EPARGNE BRUTE	=	37,3	43,3	46,5	60,8	83,0	71,4	78,5	76,9
COMPOSITION DE L'EPARGNE BRUTE									
Résultat net après impôts		13,1	20,1	16,5	24,4	44,6	8,1	12,8	20,9
Amortissements d'exploitation	+	33,4	36,2	39,2	48,4	55,4	68,9	77,8	84,4
Amortissements nets exceptionnels	+	0,8	2,0	1,2	1,9	3,9	0,8	1,4	0,4
Provisions et impôts différés nets	+	1,1	0,7	1,6	1,7	2,2	4,5	1,2	1,3
Réductions de valeurs nettes	+	3,1	3,9	5,7	7,5	9,2	16,9	11,1	10,1
Plus-values nettes réalisées et subsides reçus en capital	-	4,7	8,9	5,2	7,5	13,1	9,5	6,0	13,4
Intervention d'associés dans la perte	+	0,6	0,7	0,6	0,7	0,7	0,1	0,3	0,2
Bénéfice à distribuer	-	10,0	11,4	13,1	16,3	19,9	18,5	20,0	26,9

¹ Les soldes et rubriques totalisantes peuvent s'écarter légèrement de la différence entre les montants des rubriques qui interviennent dans leur calcul parce que les nombres ont été arrondis.

* A l'exclusion des centres de coordination.

XII - 4c. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES* — GLOBALISATION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS

(milliards de francs)

	Total des entreprises							
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
I. Schémas complets et abrégés								
Nombre de comptes annuels	23.394	24.320	28.512	32.220	36.188	41.764	47.907	52.529
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	5,3	5,6	8,4	12,7	20,3	17,5	15,0	14,5
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,8	1,5	0,9
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	96,8	112,6	132,4	174,2	249,8	256,8	265,6	273,6
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	19,6	24,4	23,9	34,4	39,7	43,0	62,9	64,9
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	30,0	33,8	48,2	88,9	120,7	145,8	149,1	193,5
Cessions (valeur nette comptable)	9,5	10,3	15,2	22,9	27,1	44,5	56,2	104,6
II. Schémas complets								
Nombre de comptes annuels	2.704	2.738	2.859	3.014	3.260	3.680	4.027	4.217
A. Immobilisations incorporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	2,8	2,7	3,8	7,5	13,8	10,1	8,8	7,7
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	1,0	0,5
B. Immobilisations corporelles								
Acquisitions, y compris la production immobilisée	65,5	72,1	82,2	108,5	170,7	167,2	174,5	173,9
Cessions et retraits (valeur nette comptable)	15,3	21,0	19,5	28,3	30,9	34,3	52,7	53,0
C. Immobilisations financières								
Acquisitions	26,4	28,8	41,5	73,7	99,0	120,0	129,2	162,4
Cessions (valeur nette comptable)	7,9	8,9	13,6	21,1	23,4	37,9	42,4	96,9

* A l'exclusion des centres de coordination.

XII - 4d. — SERVICES NON FINANCIERS PRIVES* — RATIOS CALCULES SUR LA BASE DES GLOBALISATIONS DE COMPTES ANNUELS

(en p.c. de la valeur ajoutée, sauf indication contraire)

	Total des entreprises								
	Opérateur	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
I. Schémas complets et abrégés									
Nombre de comptes annuels		23.411	24.330	28.514	32.220	36.188	41.764	47.907	52.529
1. Marges sur ventes (en p.c.) ¹									
1.1 Résultat brut d'exploitation ² / Chiffre d'affaires		10,8	12,0	12,3	13,3	13,5	12,5	12,9	13,0
1.2 Résultat net d'exploitation / Chiffre d'affaires		4,7	5,2	5,1	5,5	5,7	4,2	4,6	4,9
2. Répartition primaire de la valeur ajoutée									
2.1 Frais de personnel		62,4	62,1	62,6	61,0	59,8	60,8	60,2	59,5
2.2 Autres charges d'exploitation ³		8,0	5,8	4,6	4,2	4,3	5,4	4,6	4,2
2.3 Excédent brut d'exploitation ^{2,4} = 100 p.c. - (2.1) - (2.2)		29,6	32,1	32,8	34,8	35,9	33,8	35,2	36,2
3. Productivité et coût du travail (en milliers de BEF) ⁵									
3.1 Valeur ajoutée par personne occupée		1.591	1.520	1.567	1.654	1.761	1.840	1.897	1.992
3.2 Frais de personnel par personne occupée		1.041	1.003	1.043	1.069	1.122	1.192	1.218	1.274
4. Acquisitions d'immobilisations corporelles		31,6	34,4	37,5	43,0	54,8	48,8	45,4	42,9
5. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		7,5	9,7	7,5	8,3	10,7	2,8	2,7	3,5
6. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		22,1	24,0	27,3	29,0	28,6	28,1	28,0	28,2
II. Schémas complets									
Nombre de comptes annuels		2.704	2.738	2.859	3.014	3.260	3.680	4.027	4.217
1. Principaux flux concourant à la formation de l'épargne brute ⁶									
1.1 Valeur ajoutée brute, y compris les subsides d'exploitation		100	100	100	100	100	100	100	100
1.2 Frais de personnel	-	65,2	64,9	65,6	63,5	61,7	63,0	61,8	61,2
1.3 Impôts et taxes d'exploitation	-	2,3	2,3	2,1	1,6	1,8	1,8	2,0	2,0
1.4 Autres charges d'exploitation	-	2,7	1,7	1,7	2,2	2,6	4,4	3,1	2,3
1.5 Excédent brut d'exploitation ^{2,4}	=	29,8	31,2	30,7	32,7	34,0	30,9	33,0	34,5
1.6 Produit des actifs financiers ⁷	+	6,4	6,4	6,9	8,2	12,9	11,5	11,7	10,7
1.7 Charge des dettes	-	11,4	10,8	10,2	10,5	11,8	14,2	16,0	16,5
1.8 Impôts sur le résultat	-	3,0	3,1	2,8	3,0	2,8	2,8	2,8	2,9
1.9 Rémunération du capital	-	4,0	4,4	4,8	5,4	5,9	4,6	4,4	5,6
1.10 Solde des autres flux ⁸	+	-0,3	0,2	0,1	0,6	1,1	-0,5	-1,5	-1,8
1.11 Epargne brute ⁴	=	17,5	19,5	19,8	22,7	27,5	20,4	20,1	18,3
2. Acquisitions d'immobilisations corporelles		30,8	32,5	35,0	40,5	56,6	47,8	44,6	41,4
3. Acquisitions d'immobilisations financières		12,4	13,0	17,7	27,5	32,8	34,3	33,0	38,6
4. Rentabilité nette des capitaux propres (en p.c.)		8,4	11,1	7,2	8,4	12,5	2,0	2,7	4,2
5. Capitaux propres / Ensemble des moyens d'action (en p.c.)		17,4	19,1	22,9	25,1	25,2	24,8	24,7	25,1

¹ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné leur chiffre d'affaires.

² Le résultat brut d'exploitation et l'excédent brut d'exploitation se confondent à une rubrique près : les charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration ; ces charges interviennent en déduction des charges d'exploitation dans le calcul du résultat brut d'exploitation et influencent donc favorablement celui-ci ; elles n'affectent par contre pas l'excédent brut d'exploitation.

³ Les « Autres charges d'exploitation » comprennent, d'une part, les impôts et taxes relatifs à l'exploitation et, d'autre part, les autres charges d'exploitation au sens strict.

⁴ Ce ratio peut différer légèrement de la valeur obtenue comme résultat du calcul arithmétique appliqué à ses composantes, parce que les nombres ont été arrondis.

⁵ Ces ratios sont calculés sur la base des données globalisées relatives à l'ensemble des sociétés du regroupement considéré qui ont mentionné l'effectif de leur personnel.

⁶ Cf. tableau XII-1b.2.

⁷ Produit des immobilisations financières + produit des actifs financiers circulants.

⁸ Subsides en intérêts + solde des autres produits et charges financiers + solde des produits et charges exceptionnels autres que corrections de valeur + charges portées à l'actif au titre de frais de restructuration + intervention d'associés dans la perte - bénéfice à distribuer aux administrateurs, gérants et autres allocataires.

* A l'exclusion des centres de coordination.

XIII. — COMPTES FINANCIERS

1. — FLUX DE FONDS PAR SECTEUR

(milliards de francs)

Variations des créances	Variations des dettes	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Particuliers et sociétés ¹	Particuliers et sociétés ¹	36,2	52,3	76,0	31,4	-8,1	-20,3	-35,8	5,1	56,9	-16,7	7,5	-10,0
	Administrations publiques	55,7	34,7	62,5	33,7	74,8	36,0	94,5	169,0	51,5	204,0	284,5	195,4
	Reste du monde	271,7	162,2	189,4	222,7	280,4	295,4	357,4	493,0	717,8	281,6	216,3	614,0
	Intermédiaires financiers ⁴	328,0	371,3	424,8	327,6	431,1	560,5	482,0	495,1	659,3	638,3	856,9	529,0
	BNB	4,0	-7,8	0,9	-11,2	-9,4	12,3	-3,1	6,9	6,8	-10,5	2,8	-4,8
	Total ²	695,6	612,7	753,7	604,2	768,7	883,9	894,9	1.169,2	1.492,3	1.096,6	1.368,1	1.323,6
Administrations publiques	Particuliers et sociétés ¹	106,9	119,2	131,6	115,9	132,8	104,4	108,4	58,3	62,9	82,8	107,2	33,8
	Administrations publiques	-7,9	0,6	3,7	10,3	-1,6	8,8	4,5	16,0	12,5	15,5	25,9	63,3
	Reste du monde	4,4	6,3	8,3	6,6	5,2	5,4	6,0	6,7	11,3	6,4	15,0	7,1
	Intermédiaires financiers ⁴	-22,2	17,9	0,5	35,9	39,1	2,7	28,6	26,8	5,4	42,0	69,1	-11,1
	BNB	...	0,7	...	...	0,1	-0,7	0,6	-0,3	0,1	-0,3	0,1	-0,1
	Total ³	81,3	144,7	144,2	168,7	175,6	120,6	148,1	107,4	92,1	146,3	217,4	93,1
Reste du monde	Particuliers et sociétés ¹	107,6	87,8	41,8	38,1	69,2	54,0	116,0	193,5	315,0	288,7	350,6	394,1
	Administrations publiques	128,3	175,1	75,2	122,2	90,0	153,8	126,3	159,5	228,9	115,5	370,1	39,8
	Reste du monde	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Intermédiaires financiers ⁴	416,6	129,0	330,2	774,5	901,0	850,2	829,2	218,9	911,7	562,1	-365,5	392,5
	BNB	5,1	11,5	32,8	-49,1	0,5	-0,9	-0,8	5,2	-5,6	3,6	2,2	-2,4
	Total	657,6	403,4	480,0	885,7	1.060,7	1.057,1	1.070,7	577,1	1.450,0	969,9	357,4	824,0
Intermédiaires financiers ⁴	Particuliers et sociétés ¹	91,5	32,9	64,4	56,5	115,0	159,3	245,1	415,6	613,6	317,2	341,0	280,3
	Administrations publiques	323,0	371,9	474,4	382,5	484,2	384,5	406,2	193,8	246,7	230,9	79,2	287,4
	Reste du monde	334,3	111,2	231,5	607,2	788,0	845,0	684,0	130,0	747,4	692,1	191,3	320,0
	Intermédiaires financiers ⁴	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	BNB	2,8	0,8	-2,3	7,5	-3,1	0,9	2,1	1,5	6,8	-4,2	...	2,4
	Total	751,6	516,8	768,0	1.053,7	1.384,2	1.389,7	1.337,4	740,9	1.614,5	1.236,0	611,5	890,1
BNB	Particuliers et sociétés ¹	...	-0,1	-0,1	...	-0,1	...	-0,1	...	...	...	0,2	...
	Administrations publiques	73,3	32,7	8,4	13,4	-16,9	29,1	-78,6	-17,3	-36,8	-25,3	-87,4	2,4
	Reste du monde	-90,6	-26,0	10,7	18,1	-7,9	6,3	79,9	30,4	6,7	20,2	41,2	13,2
	Intermédiaires financiers ⁴	29,2	-1,4	12,4	-84,3	12,9	-23,7	-2,4	0,1	38,1	-6,3	51,0	-20,5
	BNB	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total	11,9	5,2	31,5	-52,8	-12,0	11,7	-1,2	13,2	8,0	-11,4	5,0	-4,9
Total	Particuliers et sociétés ^{1,5}	342,2	292,1	313,7	241,8	308,8	297,3	433,5	672,5	1.048,4	672,0	806,5	698,2
	Administrations publiques ⁶	572,3	614,8	624,3	562,0	630,4	612,1	552,7	521,2	502,8	540,5	672,6	588,2
	Reste du monde	519,9	253,7	439,8	854,4	1.065,7	1.152,1	1.127,3	660,1	1.483,2	1.000,4	463,8	954,3
	Intermédiaires financiers ⁴	751,6	516,8	768,0	1.053,7	1.384,2	1.389,7	1.337,4	740,9	1.614,5	1.236,0	611,5	890,1
	BNB	11,9	5,2	31,5	-52,8	-12,0	11,7	-1,2	13,2	8,0	-11,4	5,0	-4,9
	Total	2.197,9	1.682,6	2.177,3	2.659,3	3.377,3	3.462,9	3.449,8	2.607,8	4.656,8	3.437,5	2.559,5	3.125,8

¹ Ce secteur inclut les sociétés d'assurances, les organismes de placement collectif et les autres intermédiaires financiers, repris séparément aux tableaux XIII-2 et XIII-3.

² Ce total ne correspond pas exactement au total des actifs financiers des particuliers et des sociétés repris à la colonne (13) du tableau XV-3 en raison d'ajustements statistiques.

³ Correspond à la colonne (8) du tableau XI-6.

⁴ Banques, banques d'épargne, entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public (non compris les sociétés publiques de logement et les fonds de logement de la Ligue des Familles nombreuses), Fonds monétaire, Office des chèques postaux, Fonds des Rentes, IRC.

⁵ Correspond à la colonne (12) du tableau XVI-1.

⁶ Correspond à la colonne (7) du tableau XI-6.

XIII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES ENGAGEMENTS EN 1992 - SYNTHÈSE¹

(milliards de francs)

Dettes par secteur	Particuliers et sociétés	Pouvoir fédéral	Communautes et Régions	Autres administrations fédérales, communautaires et régionales	Pouvoirs locaux	Organismes de sécurité sociale	Banque Nationale de Belgique	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes et IRG	Banques	Banques d'épargne ²	Etablissements de crédit du secteur public ³	Sociétés d'assurances	Organismes de placement collectif	Autres intermédiaires financiers	Reste du monde	TOTAL
Créances par secteur																
Particuliers et sociétés	- 39,6	- 45,8	...	7,1	13,5	12,9	- 3,3	- 7,9	151,7	143,4	104,2	136,7	239,8	2,3	618,4	1.333,4
Pouvoir fédéral .....	...	43,5	...	...	...	...	...	1,8	- 16,6	8,0	- 12,0	...	...	...	1,1	25,8
Communautes et Régions .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	- 8,5	...	...	...	...	- 8,5
Autres administrations fédérales, communautaires et régionales	26,9	5,0	...	...	...	...	- 0,1	0,1	- 0,2	...	- 1,1	...	...	16,2	6,1	52,9
Pouvoirs locaux .....	...	1,1	...	...	...	...	...	...	...	...	10,4	...	...	...	...	11,5
Organismes de sécurité sociale	- 9,1	13,7	...	- 0,1	0,1	...	...	- 0,5	0,7	...	6,9	...	...	- 0,2	...	11,5
Banque Nationale de Belgique .....	...	2,4	...	...	...	...	...	- 0,3	- 27,7	- 0,5	8,0	...	...	...	13,2	- 4,9
Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes et IRG	- 0,2	- 4,2	...	...	...	...	...	...	- 1,1	- 0,1	- 2,5	...	...	...	...	- 8,1
Banques	118,1	193,1	16,8	34,6	- 12,8	5,0	0,2	- 1,6	70,9	- 2,1	27,2	...	...	- 4,7	123,4	568,1
Banques d'épargne ²	93,8	39,8	1,5	2,5	3,2	- 5,7	- 0,3	0,6	18,4	5,7	19,7	...	...	- 3,9	97,6	272,9
Etablissements de crédit du secteur public ³	82,4	- 81,3	34,5	21,5	26,4	12,5	1,0	0,1	47,3	6,0	43,1	...	...	- 5,2	98,9	287,2
Sociétés d'assurances	30,6	69,4	...	1,3	1,4	...	...	...	- 1,4	...	6,6	...	18,3	...	10,5	136,7
Organismes de placement collectif	8,0	135,6	...	...	...	...	...	...	129,2	...	...	...	...	...	- 14,7	258,1
Autres intermédiaires financiers	3,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,5	...	...	...	...	4,5
Reste du monde	394,1	35,9	...	3,4	0,5	...	- 2,4	- 0,4	196,9	112,5	83,7	...	...	...	...	824,2
TOTAL	708,0	408,2	52,8	70,3	32,3	24,7	- 4,9	- 8,1	568,1	272,9	287,2	136,7	258,1	4,5	954,5	3.765,3

¹ Le total des flux financiers intersectoriels diffère de celui du tableau XIII-1. Les différences proviennent :

- de la déconsolidation des opérations entre intermédiaires financiers tels qu'ils sont définis au tableau XIII-1 ;
- de la déconsolidation des opérations autres que sous la forme d'actions et d'obligations des particuliers et des sociétés avec les sociétés d'assurances, les organismes de placement collectif et les autres intermédiaires financiers ;
- de la déconsolidation des opérations entre ces trois derniers secteurs.

² Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

³ Non compris les sociétés publiques de logement et les fonds de logement de la Ligue des Familles nombreuses.

XIII - 3. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES ENGAGEMENTS DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1992 (milliards de francs)

Dettes par secteur	Particuliers et sociétés	Pouvoir fédéral	Communités et Régions	Autres administrations fédérales, communautaires et régionales	Pouvoirs locaux	Organismes de sécurité sociale	Banque Nationale de Belgique	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes et IRC	Banques	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public ²	Sociétés d'assurances	Organismes de placement collectif	Autres intermédiaires financiers	Reste du monde	TOTAL
Créances par secteur																
<i>Particuliers et sociétés</i>																
Or financier et DTS .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3,6	3,6
Numéraire et dépôts à vue .....	...	...	...	...	...	...	-3,8	-4,5	-16,3	3,3	2,0	...	...	0,1	...	-19,2
Autres dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	35,4	71,3	21,0	...	...	...	...	276,6	404,3
Titres à court terme .....	...	-8,0	...	...	...	...	...	8,9	41,0	40,4	...	...	...	...	...	82,3
Crédits à court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4,8	4,8
Crédits commerciaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7,6	7,6
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	-14,8	-37,8	...	7,1	13,5	2,6	...	72,5	38,7	65,7	...	...	...	5,5	68,2	221,2
Actions	-24,8	...	...	...	...	...	...	4,9	...	...	...	...	191,5	...	49,6	221,2
Crédits à long terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	199,3	199,3
Réserves techniques d'assurances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	108,5	...	...	...	108,5
Divers et ajustements .....	...	...	...	...	...	10,3	0,5	-3,4	46,3	-10,9	-24,9	28,2	48,3	-3,3	8,7	99,8
Total ...	-39,6	-45,8	...	7,1	13,5	12,9	-3,3	-7,9	151,7	143,4	104,2	136,7	239,8	2,3	618,4	1.333,4
<i>Pouvoir fédéral</i>																
Autres dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	1,8	-16,6	8,0	-12,0	...	...	...	1,1	-17,7
Titres à court terme .....	...	43,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	43,5
Total ...	...	43,5	...	...	...	...	...	1,8	-16,6	8,0	-12,0	...	...	...	1,1	25,8
<i>Communités et Régions</i>																
Autres dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-8,5	...	...	...	...	-8,5
Total ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-8,5	...	...	...	...	-8,5
<i>Autres administrations fédérales, communautaires et régionales</i>																
Numéraire et dépôts à vue .....	...	...	...	...	...	...	-0,1	0,1	...	...	0,2	...	...	...	...	0,2
Autres dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	-0,2	...	-3,8	...	...	...	...	-4,0
Titres à court terme .....	...	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5,0
Crédits à court terme	1,9	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,9
Obligations et bons de caisse à plus d'un an .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédits à long terme	25,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,5	...	...	16,2	6,1	49,8
Divers et ajustements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	26,9	5,0	...	...	...	...	-0,1	0,1	-0,2	...	-1,1	...	...	16,2	6,1	52,9
<i>Pouvoirs locaux</i>																
Numéraire et dépôts à vue .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-0,5	...	...	...	...	-0,5
Autres dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	10,8	...	...	...	...	10,8
Titres à court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations et bons de caisse à plus d'un an .....	...	1,1	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	1,2
Total ...	...	1,1	...	...	...	...	...	...	...	...	10,4	...	...	...	...	11,5
<i>Organismes de sécurité sociale</i>																
Numéraire et dépôts à vue .....	...	...	...	...	...	...	...	-0,5	0,7	...	-0,3	...	...	...	...	-0,1
Autres dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7,8	...	...	...	...	7,8
Titres à court terme .....	...	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5,0
Crédits à court terme	-9,9	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-9,9
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	-0,2	8,7	...	-1,9	0,1	...	...	...	...	...	-0,6	...	...	-0,2	...	5,9
Crédits à long terme	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,0
Divers et ajustements .....	...	...	...	1,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,8
Total ...	-9,1	13,7	...	-0,1	0,1	...	...	-0,5	0,7	...	6,9	...	...	-0,2	...	11,5
<i>Banque Nationale de Belgique</i>																
Or financier et DTS .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-60,3	-60,3
Numéraire et dépôts à vue .....	...	...	...	...	...	...	...	-0,3	...	...	...	...	...	...	77,8	77,5
Titres à court terme .....	...	-0,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-0,7
Crédits à court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	-27,7	-0,5	8,0	...	...	...	-4,3	-24,5
Obligations et bons de caisse à plus d'un an .....	...	3,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3,1
Total ...	...	2,4	...	...	...	...	...	-0,3	-27,7	-0,5	8,0	...	...	...	13,2	-4,9
<i>Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes et IRC</i>																
Titres à court terme .....	...	-8,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-8,7
Crédits à court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	-1,1	-0,1	-2,2	...	...	...	...	-3,4
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	-0,2	4,5	...	...	...	...	...	...	...	...	-0,3	...	...	...	...	4,0
Total ...	-0,2	-4,2	...	...	...	...	...	...	-1,1	-0,1	-2,5	...	...	...	...	-8,1

<i>Banques</i>																	
Numéraire et dépôts à vue	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2
Titres à court terme	...	28,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	24,8
Crédits à court terme	31,4	...	...	-3,6	-0,1	-13,2	...	-1,6	93,9	-2,2	-3,3	...	...	...	-10,2	124,9
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	-9,7	161,6	4,8	34,0	-12,7	5,0	...	...	...	0,1	...	...	...	...	92,3	270,7
Actions	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	26,4	26,2
Crédits à long terme	96,4	3,5	12,0	4,2	...	13,2	...	...	...	...	...	...	...	...	-3,6	125,7
Divers et ajustements	...	...	...	...	...	...	...	...	-22,8	...	...	...	...	...	18,4	-4,4
Total	118,1	193,1	16,8	34,6	-12,8	5,0	0,2	-1,6	70,9	-2,1	27,2	-4,7	123,4	568,1
<i>Banques d'épargne¹</i>																	
Numéraire et dépôts à vue	...	...	...	...	...	...	-0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	-0,3
Titres à court terme	...	-10,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-10,0
Crédits à court terme	27,0	...	...	...	...	-6,0	...	0,6	18,3	5,5	23,4	...	...	...	128,1	196,9
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	2,1	49,8	...	1,4	3,2	0,3	...	...	0,1	0,2	-3,7	...	...	...	-14,5	35,0
Actions	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4,3	4,3
Crédits à long terme	64,7	...	1,5	1,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-18,0	49,3
Divers et ajustements	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-2,3	-2,3
Total	93,8	39,8	1,5	2,5	3,2	-5,7	-0,3	0,6	18,4	5,7	19,7	-3,9	97,6	272,9
<i>Etablissements de crédit du secteur public²</i>																	
Numéraire et dépôts à vue	...	...	...	...	...	...	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	1,0
Titres à court terme	...	-115,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-115,7
Crédits à court terme	23,0	...	-3,4	10,9	-25,7	1,2	...	0,1	47,3	6,0	20,5	...	...	...	-32,4	47,5
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	-5,2	34,4	1,5	9,1	16,6	11,3	22,6	-5,2	125,8	210,9
Actions	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-6,8	-6,8
Crédits à long terme	64,6	...	36,4	3,3	35,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	10,0	149,8
Divers et ajustements	...	...	...	-1,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,3	0,5
Total	82,4	-81,3	34,5	21,5	26,4	12,5	1,0	0,1	47,3	6,0	43,1	-5,2	98,9	287,2
<i>Sociétés d'assurances</i>																	
Numéraire et dépôts à vue	...	...	...	...	...	...	...	...	-1,0	...	...	...	...	...	...	-1,0
Autres dépôts	...	...	...	...	...	...	...	...	-0,8	...	...	...	...	...	...	-0,8
Titres à court terme	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	8,9	69,4	...	1,3	1,4	...	...	...	0,4	...	6,6	...	...	...	10,0	98,0
Actions	7,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	26,2
Crédits à long terme	0,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8
Divers et ajustements	13,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	13,5
Total	30,6	69,4	...	1,3	1,4	...	...	...	-1,4	...	6,6	...	...	...	10,5	136,7
<i>Organismes de placement collectif</i>																	
Autres dépôts	129,2	-19,8	109,4
Titres à court terme	...	10,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	10,5
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	1,5	125,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	18,7	145,3
Actions	6,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-13,6	-7,1
Total	8,0	135,6	...	...	...	...	...	...	129,2	...	...	...	...	...	-14,7	258,1
<i>Autres intermédiaires financiers</i>																	
Numéraire et dépôts à vue	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres dépôts	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres à court terme	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédits à court terme	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,5	...	...	...	...	1,5
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédits à long terme	3,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3,0
Divers et ajustements	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	3,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,5	...	...	...	...	4,5
<i>Reste du monde</i>																	
Numéraire et dépôts à vue	...	...	...	...	...	...	-2,4	0,1	-4,8	...	...	...	...	...	...	-7,1
Autres dépôts	...	...	...	...	...	...	...	...	110,0	19,2	5,4	...	...	...	...	134,6
Titres à court terme	...	-63,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	-63,6
Crédits à court terme	6,1	...	...	3,0	...	...	...	-0,5	20,9	91,3	82,4	...	...	...	...	203,2
Obligations et bons de caisse à plus d'un an	35,5	117,4	...	0,4	0,5	...	...	...	53,4	...	-7,0	...	...	...	...	200,2
Actions	269,9	...	...	...	...	...	...	...	1,0	...	...	...	...	...	...	270,9
Crédits à long terme	34,8	-17,9	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	16,9
Divers et ajustements	47,8	...	...	...	...	...	...	...	16,4	2,0	2,9	...	...	...	...	69,1
Total	394,1	35,9	...	3,4	0,5	...	-2,4	-0,4	196,9	112,5	83,7	...	...	...	...	824,2
TOTAL	708,0	408,2	52,8	70,3	32,3	24,7	-4,9	-8,1	568,1	272,9	287,2	136,7	258,1	4,5	954,5	3.765,3	

¹ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Non compris les sociétés publiques de logement et les fonds de logement de la ligue des Familles nombreuses.

XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS

1a. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

	1992 31 déc.	1993 31 déc.	1994 31 déc.
ACTIF			
Or	260,2	330,3	306,3
Monnaies étrangères	193,4	244,2	231,2
Droits de tirage spéciaux (DTS)	5,7	6,2	5,7
Participation au FMI	26,7	27,7	25,9
Prêts au FMI	—	—	—
Dépôts auprès du FMI dans le cadre de la FASR	4,6	4,9	8,4
Ecus	106,4	148,0	148,1
FECOM : Financements à très court et à court terme	116,6	—	—
CEE : Soutien financier à moyen terme	—	—	—
Accords internationaux	3,3	3,3	3,5
Avances sur nantissement	20,0	30,1	32,3
Effets de commerce	10,1	5,6	3,7
Effets achetés sur le marché	17,4	32,4	17,9
Créances suite à d'autres interventions sur le marché monétaire	52,4	119,7	92,3
Avances au Fonds des Rentes	—	—	—
Avances à l'Etat belge	0,2	—	—
Avances à l'Etat luxembourgeois	—	—	—
Monnaies	0,9	1,2	1,1
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :			
Compte A	0,0	0,0	0,0
Compte B	3,5	3,1	3,0
Placements statutaires (art. 21)	37,2	40,4	43,8
Immeubles, matériel et mobilier	12,3	13,2	13,6
Autres actifs	6,5	4,4	3,3
Comptes de régularisation	7,8	5,8	5,7
TOTAL ACTIF	885,1	1.020,4	945,7
PASSIF			
Billets en circulation	430,2	440,6	412,2
Comptes courants en francs	4,6	9,6	12,3
Dépôt de l'Etat belge	—	0,8	0,5
Dépôt de l'Etat luxembourgeois	—	0,5	0,5
Engagements suite à des interventions sur le marché monétaire	4,4	6,0	3,0
Comptes courants en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0
Accords d'aide financière	3,5	3,1	3,0
Contrepartie des DTS alloués	22,1	24,0	22,6
FECOM : Financements à très court et à court terme	—	—	—
Réserve indisponible de plus-values sur or	116,3	116,3	116,3
Autres passifs	1,2	2,3	2,1
Comptes de régularisation	0,4	0,5	0,4
Différences d'évaluation sur or et monnaies étrangères	250,0	362,0	314,9
Provision pour immeubles, matériel et mobilier	0,9	0,8	1,0
Provision sociale pour risques divers	9,8	10,1	10,2
Capital	0,4	0,4	0,4
Fonds de réserve :			
Réserve statutaire	2,7	2,9	3,0
Réserve extraordinaire	25,5	28,0	30,5
Compte d'amortissement d'immeubles, de matériel et de mobilier	11,7	12,6	13,0
Bénéfice net à répartir	1,3	—	—
TOTAL PASSIF	885,1	1.020,4	945,7

N.B. — Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIV - 1b. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	9 mai 1994	6 juin 1994	4 juillet 1994	8 août 1994	5 sept. 1994	10 oct. 1994	7 nov. 1994	5 déc. 1994	9 janvier 1995
ACTIF									
Or	330,3	330,3	330,3	330,3	330,3	330,3	330,3	330,3	306,3
Monnaies étrangères	264,8	272,9	264,0	270,7	273,7	279,9	261,1	248,6	236,7
Droits de tirage spéciaux (DTS)	2,2	2,2	6,1	6,1	6,1	6,1	6,1	6,1	5,7
Participation au FMI	27,7	27,5	27,5	27,8	27,7	27,7	27,7	27,7	25,9
Prêts au FMI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès du FMI dans le cadre de la FASR	8,9	8,9	8,9	8,9	8,9	8,9	8,9	8,9	8,4
Ecus	154,5	154,7	154,9	149,1	149,3	149,4	151,2	151,4	146,1
IME : Financements à très court et à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CE : Soutien financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,5	3,5
Avances sur nantissement	30,3	19,4	31,7	31,4	29,5	30,1	21,6	24,2	29,3
Effets de commerce	4,3	9,2	4,6	5,0	4,5	4,6	6,5	3,7	3,8
Effets achetés sur le marché	30,1	34,5	29,6	31,6	27,7	23,7	19,7	15,8	21,8
Créances suite à d'autres interventions sur le marché monétaire	96,2	92,8	104,1	72,8	79,5	71,3	87,8	97,4	74,8
Monnaies	1,0	1,0	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2
Avoirs à l'Office des chèques Postaux : Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	3,3	3,3	3,2	3,1	3,0	2,8	2,8	2,7	3,0
Placements statutaires (art. 21)	43,9	44,0	44,0	44,0	44,0	44,0	44,0	44,0	44,0
Immubles, matériel et mobilier	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2
Comptes divers	8,9	9,5	10,1	12,2	12,2	14,0	14,4	15,3	16,8
PASSIF									
Billets en circulation	438,7	438,0	441,6	423,4	421,3	418,5	414,3	409,9	401,8
Comptes courants en francs	8,0	5,3	11,5	7,2	7,8	8,1	6,3	8,1	8,7
Dépôt de l'Etat belge	0,0	2,9	3,9	2,6	3,3	3,2	1,7	0,3	1,8
Dépôt de l'Etat luxembourgeois	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Engagements suite à des interventions sur le marché monétaire	1,8	2,8	1,0	2,3	3,9	3,8	3,0	2,0	2,7
Comptes courants en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords d'aide financière	3,3	3,3	3,2	3,1	3,0	2,8	2,8	2,7	3,0
Contrepartie des DTS alloués	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	22,6
IME : Financements à très court et à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Reserve indisponible de plus-values sur or	116,3	116,3	116,3	116,3	116,3	116,3	116,3	116,3	116,3
Différences d'évaluation sur or et monnaies étrangères	371,8	372,5	372,6	366,6	367,3	367,5	363,9	361,7	314,8
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Reserves et comptes d'amortissement	43,6	43,6	43,6	43,6	43,6	43,6	43,6	43,6	43,6
Comptes divers	14,3	16,8	17,7	20,5	22,4	21,6	22,8	24,4	24,2
Total	1.022,7	1.026,4	1.036,3	1.010,5	1.013,7	1.010,3	999,5	993,9	940,5

N.B. — Le Rapport annuel de la BNB donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIV - 2. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période										Variations aux cours de change des réserves de transactions ⁶
	Avoirs bruts au comptant						Engagements bruts au comptant			Total des réserves de change nettes	
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du FMI ²	CEE ³	Monnaies étrangères	Accords internationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance indéterminée : DTS, allocation cumulative nette	Total		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10) = (6) - (9)	(11)	
1987	57,3	47,5	152,9	111,0	2,3	371,0	5,3	23,6	28,9	342,1	+ 80,7
1988	57,3	40,3	138,0	156,8	2,5	394,8	10,5	23,6	34,1	360,7	+ 25,2
1989	51,5	42,1	118,7	221,9	2,5	436,6	4,9	23,6	28,5	408,1	+ 12,3
1990	51,5	39,8	109,1	236,1	3,4	439,9	8,5	23,6	32,2	407,7	+ 16,5
Nouvelle série											
1991	333,8	39,3	123,3	230,8	3,1	730,3	10,8	21,7	32,5	697,8	+ 17,5
1992	260,2	37,0	223,0	193,4	3,3	716,8	8,4	22,1	30,5	686,3	+ 19,9
1993	330,3	38,8	148,0	244,2	3,3	764,6	12,3	24,0	36,3	728,3	- 74,5
1994	306,3	40,0	148,1	231,2	3,5	729,1	15,2	22,6	37,8	691,3	+ 9,4
1992 4 ^e trimestre	260,2	37,0	223,0	193,4	3,3	716,8	8,4	22,1	30,5	686,3	- 11,5
1993 1 ^{er} trimestre	260,2	36,1	143,2	259,9	3,4	702,8	9,5	22,1	31,6	671,2	- 23,3
2 ^e trimestre	260,2	36,0	132,4	292,3	3,4	724,3	9,1	22,1	31,2	693,1	+ 20,8
3 ^e trimestre	260,2	36,6	142,8	245,6	3,3	688,5	8,2	22,1	30,3	658,2	- 44,0
4 ^e trimestre	330,3	38,8	148,0	244,2	3,3	764,6	12,3	24,0	36,3	728,3	- 28,1
1994 1 ^{er} trimestre	330,3	38,8	152,4	258,1	3,2	782,8	8,4	24,0	32,4	750,4	+ 12,4
2 ^e trimestre	330,3	42,5	154,9	263,6	3,2	794,5	8,1	24,0	32,1	762,4	+ 10,5
3 ^e trimestre	330,3	42,6	149,4	277,0	3,2	802,5	8,3	24,0	32,3	770,2	+ 12,7
4 ^e trimestre	306,3	40,0	148,1	231,2	3,5	729,1	15,2	22,6	37,8	691,3	- 26,2
1994 Janvier	330,3	38,8	152,0	251,8	3,2	776,1	9,9	24,0	33,9	742,2	+ 3,7
Février	330,3	39,1	152,2	252,7	3,2	777,5	9,4	24,0	33,4	744,1	+ 2,1
Mars	330,3	38,8	152,4	258,1	3,2	782,8	8,4	24,0	32,4	750,4	+ 6,6
Avril	330,3	38,8	154,5	263,9	3,2	790,7	7,8	24,0	31,8	758,9	+ 7,1
Mai	330,3	38,8	154,7	271,3	3,2	798,3	7,9	24,0	31,9	766,4	+ 7,1
Juin	330,3	42,5	154,9	263,6	3,2	794,5	8,1	24,0	32,1	762,4	- 3,7
Juillet	330,3	42,8	149,1	264,2	3,2	789,6	8,8	24,0	32,8	756,8	+ 0,2
Août	330,3	42,8	149,3	273,5	3,2	799,1	7,7	24,0	31,7	767,4	+ 9,8
Septembre	330,3	42,6	149,4	277,0	3,2	802,5	8,3	24,0	32,3	770,2	+ 2,7
Octobre	330,3	42,6	151,2	267,1	3,2	794,4	7,2	24,0	31,2	763,2	- 5,5
Novembre	330,3	42,7	151,4	251,6	3,5	779,5	10,7	24,0	34,7	744,8	- 14,1
Décembre	306,3	40,0	148,1	231,2	3,5	729,1	15,2	22,6	37,8	691,3	- 6,6
1995 Janvier	306,3	40,0	138,5	238,2	3,5	726,5	7,9	22,6	30,5	696,0	+ 6,1

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la BNB. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprennent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du FMI et que la BNB a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la BNB pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire », de la « politique d'accès élargi » et du « dépôt auprès du FMI dans le cadre de la FASR », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprennent les Ecus, ainsi que éventuellement la créance sur le FECOM au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la BNB.

⁴ Comprennent les avances en franc belge consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la CEE et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la BNB.

⁵ Comprennent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la BNB en franc belge envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en franc belge des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière.

XIV - 3. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	ACTIFS			PASSIFS					
	Portefeuille		Avances à l'Etat Belge ¹	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la BNB		Avances par l'Etat Belge ¹	Moyens propres
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie				Avances ordinaires	Avances spéciales		
	valeur nominale								
1982	16,6	192,4	—	28,9	0,0	0,0	181,1	—	1,3
1983	27,3	188,4	—	15,2	0,0	13,6	188,4	—	0,7
1984	26,6	219,3	—	41,5	5,4	0,0	200,6	—	0,7
1985	26,1	199,0	—	42,5	0,4	0,0	182,2	—	1,5
1986	47,6	216,3	—	44,2	13,1	0,0	209,4	—	0,6
1987	42,3	139,9	—	47,8	6,6	0,0	127,6	—	1,8
1988	46,7	124,1	—	50,9	10,9	0,0	106,6	—	3,8
1989	79,9	66,5	—	64,1	6,6	5,3	66,5	—	3,9
1990	41,9	65,0	—	58,8	7,7	0,0	36,7	—	5,8
1991	21,8	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	16,7	4,6
1992 Janvier	21,9	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	16,9	4,5
Février	23,1	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	18,1	4,7
Mars	22,5	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	17,0	5,4
Avril	22,5	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	17,0	5,1
Mai	22,7	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	16,9	5,3
Juin	22,4	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	16,2	5,6
Juillet	23,1	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	17,3	5,2
Août	23,2	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	17,8	5,2
Septembre	23,7	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	17,7	5,3
Octobre	23,5	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	18,1	5,0
Novembre	24,4	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	18,5	5,1
Décembre	24,1	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	18,5	5,2
1993 Janvier	22,4	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	16,6	5,2
Février	20,2	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	14,6	5,6
Mars	18,5	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	11,8	6,4
Avril	17,3	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	10,8	6,2
Mai	15,7	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	8,9	6,5
Juin	16,9	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	9,4	6,7
Juillet	17,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	10,0	6,6
Août	18,2	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	11,3	6,6
Septembre	18,1	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	11,2	6,6
Octobre	18,7	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	12,0	6,4
Novembre	19,5	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	12,9	6,4
Décembre	21,9	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	16,0	6,3

¹ Avances à l'Etat belge. Au-delà du 28 janvier, les excédents de trésorerie du Fonds des Rentes furent prêtés à l'Etat belge sous la forme d'avances. Ces avances ont été accordées selon des modalités similaires à celles retenues dans la convention du 22 janvier 1991 sur les avances de l'Etat belge au Fonds des Rentes. Les excédents

de trésorerie du Fonds s'amenuisant au fur et à mesure de l'expiration de ses certificats, les avances à l'Etat belge prirent fin le 10 avril et cédèrent la place à des avances de l'Etat.

XIV - 4a. — BILANS DE L'ENSEMBLE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ¹

(milliards de francs)

ACTIF

Postes	1992 31 déc.	1993 31 déc.	1993 30 sept.	1994 30 sept.	1993 31 oct.	1994 31 oct.
TRESORERIE ET CREANCES INTERBANCAIRES	6.638,3	7.423,4	7.647,4	7.932,2	7.930,4	7.965,2
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	44,1	41,4	36,1	39,8	41,4	44,8
Créances sur les établissements de crédit	6.594,2	7.382,0	7.611,4	7.892,4	7.889,0	7.920,3
<i>Immédiatement exigible</i>	522,2	378,1	875,0	924,6	722,0	864,7
<i>Autres</i>	6.071,9	7.003,9	6.736,3	6.967,7	7.167,1	7.055,6
CREANCES SUR LA CLIENTELE	7.212,5	7.784,8	7.576,4	8.019,9	7.671,8	8.039,3
Crédits accordés à l'origine par les établissements de crédit	7.047,3	7.578,9	7.376,0	7.832,9	7.472,9	7.889,5
<i>Effets de commerce</i>	107,5	105,0	103,9	92,3	105,7	92,1
<i>Acceptations propres</i>	37,3	29,4	28,0	27,6	28,6	29,3
<i>Créances résultant de location-financement et créances similaires</i>	34,1	35,0	34,9	35,2	35,3	34,7
<i>Prêts à taux de chargement forfaitaire</i>	339,8	341,1	346,5	356,5	344,1	354,7
<i>Prêts hypothécaires</i>	1.263,3	1.423,4	1.386,0	1.548,4	1.397,4	1.556,3
<i>Prêts à terme</i>	4.530,1	4.835,6	4.722,6	4.934,5	4.705,0	4.922,3
<i>Avances en comptes courants</i>	696,0	738,9	705,4	709,4	791,8	759,5
<i>Autres crédits</i>	39,2	70,5	48,5	128,9	65,0	140,5
Autres débiteurs	165,2	205,8	200,4	187,0	198,9	149,8
VALEURS MOBILIERES ET AUTRES TITRES NEGOCIABLES ²	5.863,9	6.263,5	6.389,2	6.617,8	6.418,8	6.671,7
Effets publics	1.174,7	1.094,4	1.384,0	1.655,6	1.402,4	1.674,1
<i>Admissibles au refinancement auprès de banques centrales</i>	979,6	759,7	1.126,7	1.248,1	1.126,7	1.316,4
<i>Autres</i>	195,1	334,7	257,3	407,5	275,7	357,7
Autres titres négociables à court terme	108,1	56,0	71,6	43,5	56,7	50,5
Fonds publics	3.431,7	3.865,4	3.742,5	3.797,1	3.731,3	3.833,9
Autres emprunts à long terme représentés par des titres ...	1.019,4	1.081,1	1.056,4	1.022,7	1.088,0	1.021,5
Actions et parts de sociétés	52,5	98,4	49,8	56,4	54,4	57,4
Autres valeurs mobilières	77,5	68,3	84,9	42,5	86,0	34,4
IMMOBILISATIONS	284,2	344,1	298,4	384,7	309,7	385,2
Immobilisations financières	151,5	212,1	166,5	253,3	178,0	253,9
<i>dont ³ :</i>						
<i>Emprunts des administrations publiques</i>	9,1	9,9	9,8	10,1	9,9	10,1
<i>Emprunts des autres émetteurs</i>	0,2	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0
<i>Participations dans des entreprises liées</i>	109,7	162,1	124,8	202,6	136,3	203,2
<i>Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation</i>	10,3	18,1	7,6	18,8	7,6	19,5
<i>Autres immobilisations financières</i>	20,8	20,4	22,7	20,3	22,6	19,6
<i>Actions</i>	17,3	18,3	20,5	17,5	20,4	16,8
<i>Créances subordonnées sur des entreprises liées et entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation</i>	2,2	0,9	0,9	1,6	0,9	1,6
<i>Autres</i>	1,3	1,2	1,2	1,2	1,3	1,2
Immobilisations corporelles	128,9	129,6	129,3	129,3	129,0	129,2
Frais d'établissement et immobilisations incorporelles	3,8	2,4	2,6	2,1	2,7	2,1
ACTIONS PROPRES	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
AUTRES ACTIFS	872,0	893,1	875,5	870,1	891,8	916,2
TOTAL ACTIF ...	20.870,9	22.709,0	22.787,0	23.824,7	23.222,5	23.977,5

¹ Communication sur base de la situation sociale pour les établissements de crédit de droit belge et sur base de la situation territoriale pour les succursales d'établissements de crédit de droit étranger établis en Belgique.

² Contient le portefeuille de placement et le portefeuille commercial.

³ La ventilation n'est pas connue pour les succursales des établissements de crédit relevant du droit d'un autre état membre de l'Union Européenne ou pour les succursales assimilées.

Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LXIX^e année, n° 12, décembre 1994.

XIV - 4a. — BILANS DE L'ENSEMBLE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ¹

(milliards de francs)

PASSIF

Postes	1992 31 déc.	1993 31 déc.	1993 30 sept.	1994 30 sept.	1993 31 oct.	1994 31 oct.
DETTES INTERBANCAIRES	8.138,1	9.026,7	9.378,9	9.627,2	9.653,5	9.707,6
<i>Immédiatement exigible</i>	632,0	521,7	935,1	662,4	914,3	718,9
<i>Dettes résultant de mobilisations</i>	366,3	760,6	615,6	1.164,1	673,7	1.324,2
<i>Autres dettes à terme ou avec préavis</i>	7.139,9	7.744,4	7.828,3	7.800,7	8.065,6	7.664,5
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	7.022,7	7.780,7	7.503,9	8.186,7	7.618,2	8.143,8
Dépôts	6.714,2	7.430,6	7.095,6	7.669,3	7.182,6	7.642,7
<i>Dépôts à vue</i>	1.167,4	1.360,0	1.297,1	1.454,1	1.282,0	1.450,3
<i>A terme ou avec préavis < 1 mois</i>	817,2	1.130,6	858,7	1.031,4	902,2	926,7
<i>A terme ou avec préavis ≥ 1 mois et ≤ 1 an</i>	2.314,8	2.483,5	2.621,3	2.253,0	2.674,5	2.286,1
<i>A terme ou avec préavis > 1 an</i>	217,1	251,3	237,7	294,4	237,0	332,4
<i>Dépôts spéciaux</i>	256,0	224,5	216,8	268,7	224,5	274,1
<i>Dépôts d'épargne réglementés</i>	1.920,4	1.954,8	1.839,3	2.328,5	1.837,3	2.334,5
<i>Liés à des prêts hypothécaires</i>	21,2	26,0	24,8	39,2	25,2	38,5
Autres créanciers	308,5	350,2	408,2	517,5	435,5	501,1
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	3.855,7	4.017,1	3.993,4	4.027,1	4.019,8	4.079,2
Certificats de dépôt et dettes similaires	123,4	132,4	97,7	138,0	117,8	141,8
Bons de caisse	3.605,7	3.778,3	3.752,9	3.789,5	3.763,0	3.837,9
Emprunts obligataires	126,5	106,4	142,8	99,5	138,9	99,5
REDUCTIONS DE VALEUR, PROVISIONS, FONDS DE PREVOYANCE ET IMPOTS DIFFERES	171,1	164,9	165,0	171,0	163,8	172,2
AUTRES PASSIFS	887,8	861,9	891,4	881,5	906,3	927,1
DETTES SUBORDONNÉES	237,8	280,1	271,0	309,8	273,9	322,1
CAPITAUX PROPRES	557,7	577,6	583,4	621,5	587,0	625,5
<i>dont ² :</i>						
Capital	222,8	242,0	238,4	250,9	238,0	251,0
<i>Capital souscrit</i>	223,3	242,4	238,9	251,2	238,4	251,3
<i>Capital non appelé</i>	0,5	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3
Primes d'émission	54,1	58,1	56,7	62,0	56,7	62,0
Plus-values de réévaluation	11,9	2,7	2,8	2,6	2,7	2,6
Réserves	210,0	237,0	214,4	237,5	214,0	237,6
<i>Réserve légale</i>	12,3	15,2	13,1	15,2	13,0	15,2
<i>Réserves indisponibles</i>	8,3	7,8	8,1	7,8	8,0	7,8
<i>Réserves immunisées</i>	58,4	58,8	58,4	58,9	58,5	58,9
<i>Réserves disponibles</i>	131,0	155,3	134,8	155,7	134,4	155,8
Bénéfice reporté (+) ou perte reportée (-)	5,6	4,3	2,1	5,3	2,1	5,3
Bénéfice de l'exercice (+) ou perte de l'exercice (-) ...	23,6	2,7	38,1	37,0	41,9	40,6
TOTAL PASSIF ...	20.870,9	22.709,0	22.787,0	23.824,7	23.222,5	23.977,5

¹ Communication sur base de la situation sociale pour les établissements de crédit de droit belge et sur base de la situation territoriale pour les succursales d'établissements de crédit de droit étranger établies en Belgique.

² La ventilation n'est pas connue pour les succursales des établissements de crédit relevant du droit d'un autre état membre de l'Union Européenne ou pour les succursales assimilées.

XIV - 4b. — BILANS DES SEPT GRANDS ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE DROIT BELGE ¹

(milliards de francs)

ACTIF

Postes	1992 31 déc.	1993 31 déc.	1993 30 sept.	1994 30 sept.	1993 31 oct.	1994 31 oct.
TRESORERIE ET CREANCES INTERBANCAIRES	2.844,3	3.089,4	3.289,6	3.645,5	3.396,7	3.710,4
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	32,4	31,1	25,8	30,0	31,4	35,2
Créances sur les établissements de crédit	2.811,9	3.058,2	3.263,7	3.615,4	3.365,3	3.675,2
<i>Immédiatement exigible</i>	265,7	180,9	401,2	485,0	334,2	448,4
<i>Autres</i>	2.546,2	2.877,3	2.862,6	3.130,5	3.031,2	3.226,8
CREANCES SUR LA CLIENTELE	4.811,8	5.307,6	5.113,6	5.602,7	5.158,2	5.595,4
Crédits accordés à l'origine par les établissements de crédit	4.710,9	5.147,3	4.964,8	5.459,7	5.010,8	5.485,9
<i>Effets de commerce</i>	75,3	69,1	68,0	56,9	69,5	58,0
<i>Acceptations propres</i>	31,0	22,7	21,9	20,5	22,2	21,4
<i>Créances résultant de location-financement et créances similaires</i>	7,3	8,1	7,6	10,0	8,0	9,8
<i>Prêts à taux de chargement forfaitaire</i>	214,6	221,6	224,3	236,3	222,9	234,2
<i>Prêts hypothécaires</i>	778,7	894,4	865,8	988,2	874,7	994,3
<i>Prêts à terme</i>	3.100,5	3.391,1	3.291,5	3.563,6	3.278,1	3.540,3
<i>Avances en comptes courants</i>	484,3	492,4	457,5	475,3	489,9	508,2
<i>Autres crédits</i>	19,3	48,0	28,2	108,8	45,4	119,7
Autres débiteurs	100,9	160,3	148,8	142,9	147,5	109,4
VALEURS MOBILIERES ET AUTRES TITRES NEGOCIABLES ²	3.760,2	3.888,8	3.995,5	4.115,2	4.063,5	4.155,1
Effets publics	764,1	606,0	793,3	1.079,7	851,1	1.095,6
<i>Admissibles au refinancement auprès de banques centrales</i>	686,8	460,6	714,4	862,4	760,4	905,2
<i>Autres</i>	77,3	145,4	78,9	217,3	90,8	190,5
Autres titres négociables à court terme	100,2	45,8	65,7	30,8	50,7	32,9
Fonds publics	2.196,2	2.520,9	2.430,2	2.375,6	2.423,6	2.397,2
Autres emprunts à long terme représentés par des titres	617,7	627,7	611,3	581,3	637,8	580,4
Actions et parts de sociétés	40,2	83,6	37,3	42,1	41,1	43,0
Autres valeurs mobilières	41,8	4,8	57,8	5,6	59,1	5,9
IMMOBILISATIONS	217,0	276,6	232,7	318,8	242,8	319,1
Immobilisations financières	114,8	174,7	131,0	216,6	141,4	217,0
<i>Emprunts des administrations publiques</i>	5,6	6,1	6,1	6,7	6,1	6,7
<i>Emprunts des autres émetteurs</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Participations dans des entreprises liées</i>	90,1	142,2	105,6	181,4	115,9	181,9
<i>Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation</i>	6,2	14,3	5,0	15,1	5,0	15,9
<i>Autres immobilisations financières</i>	12,9	12,1	14,3	13,4	14,4	12,6
<i>Actions</i>	9,9	10,3	12,5	10,9	12,6	10,1
<i>Créances subordonnées sur des entreprises liées et entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation</i>	2,2	0,8	0,8	1,5	0,9	1,5
<i>Autres</i>	0,7	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9
Immobilisations corporelles	101,1	101,8	101,6	102,1	101,3	102,0
Frais d'établissement et immobilisations incorporelles	1,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
ACTIONS PROPRES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AUTRES ACTIFS	461,8	442,5	466,7	449,8	473,5	465,3
TOTAL ACTIF ...	12.095,2	13.004,8	13.098,1	14.132,0	13.334,7	14.245,2

¹ Communication sur base de la situation sociale.

² Contient le portefeuille de placement et le portefeuille commercial.

XIV - 4b. — BILANS DES SEPT GRANDS ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE DROIT BELGE ¹

(milliards de francs)

PASSIF

Postes	1992 31 déc.	1993 31 déc.	1993 30 sept.	1994 30 sept.	1993 31 oct.	1994 31 oct.
DETTES INTERBANCAIRES	3.322,5	3.575,0	3.804,1	4.374,6	3.938,9	4.451,3
<i>Immédiatement exigible</i>	268,4	281,2	472,1	321,5	424,0	350,1
<i>Dettes résultant de mobilisations</i>	237,7	448,8	266,4	711,1	350,1	844,7
<i>Autres dettes à terme ou avec préavis</i>	2.816,4	2.845,0	3.065,6	3.342,0	3.164,8	3.256,4
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	4.887,4	5.381,5	5.217,5	5.652,2	5.296,4	5.614,5
Dépôts	4.668,0	5.146,0	4.959,9	5.307,3	5.020,5	5.288,0
<i>Dépôts à vue</i>	801,2	911,5	876,6	956,4	847,7	946,6
<i>A terme ou avec préavis < 1 mois</i>	461,5	742,4	548,6	645,6	611,5	574,7
<i>A terme ou avec préavis ≥ 1 mois et ≤ 1 an</i>	1.655,5	1.720,7	1.874,9	1.593,4	1.900,3	1.614,7
<i>A terme ou avec préavis > 1 an</i>	132,6	168,7	151,5	200,3	151,4	231,3
<i>Dépôts spéciaux</i>	72,5	33,6	31,4	58,1	32,3	64,8
<i>Dépôts d'épargne réglementés</i>	1.535,8	1.556,8	1.465,6	1.831,3	1.465,6	1.834,5
<i>Liés à des prêts hypothécaires</i>	8,9	12,2	11,3	22,0	11,7	21,3
Autres créanciers	219,4	235,6	257,6	344,9	275,9	326,5
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	2.731,9	2.883,3	2.874,3	2.856,2	2.897,6	2.896,3
Certificats de dépôt et dettes similaires	95,4	119,5	79,9	92,8	96,8	95,6
Bons de caisse	2.592,2	2.751,4	2.748,1	2.754,8	2.753,5	2.792,0
Emprunts obligataires	44,3	12,3	46,2	8,5	47,3	8,7
REDUCTIONS DE VALEUR, PROVISIONS, FONDS DE PREVOYANCE ET IMPOTS DIFFERES	110,2	108,4	105,2	114,0	104,8	117,1
AUTRES PASSIFS	500,7	461,1	501,4	487,8	496,3	503,6
DETTES SUBORDONNÉES	193,3	232,5	223,5	253,0	226,3	265,6
CAPITAUX PROPRES	349,1	363,1	372,1	394,2	374,3	396,8
Capital	141,4	156,0	155,6	159,6	155,6	159,7
<i>Capital souscrit</i>	141,6	156,0	155,7	159,6	155,7	159,7
<i>Capital non appelé</i>	0,2	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Primes d'émission	52,6	55,6	55,2	59,6	55,2	59,6
Plus-values de réévaluation	10,9	1,7	1,8	1,7	1,7	1,6
Réserves	128,8	149,3	131,1	149,8	131,2	149,8
<i>Réserve légale</i>	7,6	10,2	8,2	10,2	8,2	10,2
<i>Réserves indisponibles</i>	3,8	3,4	3,9	3,4	3,9	3,4
<i>Réserves immunisées</i>	35,3	35,9	35,5	36,3	35,6	36,4
<i>Réserves disponibles</i>	82,1	99,9	83,5	99,9	83,5	99,9
Bénéfice reporté (+) ou perte reportée (-)	1,9	0,5	0,9	0,5	0,9	0,5
Bénéfice de l'exercice (+) ou perte de l'exercice (-) ...	13,5	0,0	27,6	23,0	29,7	25,5
TOTAL PASSIF ...	12.095,2	13.004,8	13.098,1	14.132,0	13.334,7	14.245,2

¹ Communication sur base de la situation sociale.

XIV - 4c. — BILANS DES AUTRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE DROIT BELGE ¹

(milliards de francs)

ACTIF

Postes	1992 . 31 déc.	1993 31 déc.	1993 30 sept.	1994 30 sept.	1993 31 oct.	1994 31 oct.
TRESORERIE ET CREANCES INTERBANCAIRES	872,8	1.127,8	1.240,7	1.250,8	1.338,0	1.218,7
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	11,4	10,1	10,1	9,4	9,9	9,2
Créances sur les établissements de crédit	861,4	1.117,7	1.230,6	1.241,4	1.328,1	1.209,5
<i>Immédiatement exigible</i>	63,1	45,9	131,2	128,0	99,1	105,6
<i>Autres</i>	798,2	1.071,9	1.099,4	1.113,4	1.229,0	1.103,9
CREANCES SUR LA CLIENTELE	1.859,2	1.869,9	1.880,5	1.895,4	1.890,3	1.906,5
Crédits accordés à l'origine par les établissements de crédit	1.816,2	1.833,7	1.840,5	1.862,3	1.851,4	1.873,7
<i>Effets de commerce</i>	28,4	32,2	31,3	33,6	32,2	32,5
<i>Acceptations propres</i>	5,8	6,1	5,1	6,2	5,5	7,2
<i>Créances résultant de location-financement et créances similaires</i>	25,0	25,1	25,5	23,2	25,5	23,0
<i>Prêts à taux de chargement forfaitaire</i>	124,3	119,2	121,9	117,6	120,9	117,8
<i>Prêts hypothécaires</i>	482,6	526,8	518,1	557,6	520,5	559,4
<i>Prêts à terme</i>	973,1	945,5	958,8	944,3	964,8	955,0
<i>Avances en comptes courants</i>	160,6	163,2	163,5	162,3	165,9	161,1
<i>Autres crédits</i>	16,4	15,6	16,2	17,3	16,1	17,8
Autres débiteurs	43,0	36,3	40,1	33,1	39,0	32,9
VALEURS MOBILIERES ET AUTRES TITRES NEGOCIABLES ²	1.679,6	1.880,6	1.919,3	2.063,0	1.866,7	2.092,9
Effets publics	198,7	272,6	350,6	345,5	307,6	349,2
<i>Admissibles au refinancement auprès de banques centrales</i>	179,8	234,0	307,6	301,6	256,4	311,8
<i>Autres</i>	18,9	38,6	43,1	44,0	51,3	37,4
Autres titres négociables à court terme	4,1	10,3	5,8	12,8	6,0	17,5
Fonds publics	1.126,7	1.180,5	1.160,4	1.298,4	1.139,3	1.327,8
Autres emprunts à long terme représentés par des titres ...	327,6	383,4	372,3	369,4	383,8	360,7
Actions et parts de sociétés	10,8	14,6	12,3	14,1	12,9	14,1
Autres valeurs mobilières	11,7	19,2	17,9	22,9	17,0	23,5
IMMOBILISATIONS	62,7	63,3	61,5	61,6	62,7	61,8
Immobilisations financières	35,3	35,8	34,0	35,1	35,1	35,4
<i>Emprunts des administrations publiques</i>	3,5	3,8	3,7	3,4	3,8	3,4
<i>Emprunts des autres émetteurs</i>	0,2	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0
<i>Participations dans des entreprises liées</i>	19,6	19,9	19,2	21,2	20,4	21,3
<i>Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation</i>	4,0	3,7	2,6	3,6	2,6	3,6
<i>Autres immobilisations financières</i>	8,0	8,3	8,3	6,9	8,3	7,1
<i>Actions</i>	7,4	8,0	8,0	6,6	7,8	6,7
<i>Créances subordonnées sur des entreprises liées et entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation</i>	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<i>Autres</i>	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3
Immobilisations corporelles	25,0	25,4	25,2	24,6	25,2	24,6
Frais d'établissement et immobilisations incorporelles	2,4	2,1	2,3	1,9	2,3	1,8
ACTIONS PROPRES	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
AUTRES ACTIFS	260,2	282,9	254,8	251,7	257,3	260,4
TOTAL ACTIF ...	4.734,5	5.224,6	5.356,8	5.522,5	5.415,1	5.540,3

¹ Communication sur base de la situation sociale.

² Contient le portefeuille de placement et le portefeuille commercial.

XIV - 4c. — BILANS DES AUTRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE DROIT BELGE ¹

(milliards de francs)

PASSIF

Postes	1992 31 déc.	1993 31 déc.	1993 30 sept.	1994 30 sept.	1993 31 oct.	1994 31 oct.
DETTES INTERBANCAIRES	1.437,7	1.713,5	1.963,5	1.860,0	1.990,2	1.882,6
Immédiatement exigible	132,0	69,1	175,0	90,5	150,7	93,4
Dettes résultant de mobilisations	128,4	295,8	342,6	424,2	318,6	454,4
Autres dettes à terme ou avec préavis	1.177,3	1.348,7	1.445,9	1.345,4	1.521,0	1.334,8
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	1.681,6	1.857,9	1.750,0	1.942,5	1.776,9	1.915,1
Dépôts	1.609,9	1.771,4	1.627,4	1.807,9	1.657,6	1.790,9
Dépôts à vue	279,5	337,0	288,0	370,4	293,7	373,0
A terme ou avec préavis < 1 mois	215,9	221,6	174,3	199,6	163,7	182,5
A terme ou avec préavis ≥ 1 mois et ≤ 1 an	464,3	543,0	527,4	447,1	558,3	440,1
A terme ou avec préavis > 1 an	71,8	69,1	67,1	80,8	66,2	87,7
Dépôts spéciaux	182,7	190,1	184,5	197,0	191,5	191,9
Dépôts d'épargne réglementés	383,7	397,0	372,8	495,9	370,8	498,6
Liés à des prêts hypothécaires	12,2	13,6	13,4	17,1	13,4	17,1
Autres créanciers	71,7	86,5	122,6	134,6	119,3	124,2
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	1.107,7	1.128,4	1.114,8	1.168,3	1.115,9	1.181,1
Certificats de dépôt et dettes similaires	11,9	7,5	13,4	42,6	14,7	44,4
Bons de caisse	1.013,5	1.026,9	1.004,8	1.034,7	1.009,5	1.045,9
Emprunts obligataires	82,2	94,1	96,6	91,0	91,7	90,8
REDUCTIONS DE VALEUR, PROVISIONS, FONDS DE PREVOYANCE ET IMPOTS DIFFERES	57,7	52,7	56,5	53,2	55,9	52,3
AUTRES PASSIFS	227,6	241,7	245,5	245,0	248,9	255,0
DETTES SUBORDONNÉES	44,2	47,5	47,0	56,8	47,1	56,5
CAPITAUX PROPRES	178,0	182,8	179,5	196,6	180,2	197,7
Capital	80,4	85,2	82,0	86,9	81,5	86,8
Capital souscrit	80,7	85,5	82,3	87,2	81,9	87,2
Capital non appelé	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Primes d'émission	1,5	2,4	1,5	2,4	1,5	2,4
Plus-values de réévaluation	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Réserves	81,2	87,8	83,3	87,8	82,8	87,8
Réserve légale	4,7	5,0	4,8	5,0	4,8	5,0
Réserves indisponibles	4,5	4,4	4,3	4,3	4,2	4,3
Réserves immunisées	23,1	22,9	22,9	22,5	22,9	22,5
Réserves disponibles	48,9	55,4	51,3	55,9	51,0	55,9
Bénéfice reporté (+) ou perte reportée (-)	3,8	3,7	1,2	4,8	1,2	4,8
Bénéfice de l'exercice (+) ou perte de l'exercice (-) ...	10,1	2,7	10,5	13,8	12,2	14,9
TOTAL PASSIF ...	4.734,5	5.224,6	5.356,8	5.522,5	5.415,1	5.540,3

¹ Communication sur base de la situation sociale.

XIV - 4d. — BILANS DES SUCCURSALES ¹

(milliards de francs)

ACTIF

Postes	1992 31 déc.	1993 31 déc.	1993 30 sept.	1994 30 sept.	1993 31 oct.	1994 31 oct.
TRESORERIE ET CREANCES INTERBANCAIRES	2.921,1	3.206,2	3.117,2	3.035,9	3.195,7	3.036,1
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	0,2	0,1	0,2	0,3	0,1	0,4
Créances sur les établissements de crédit	2.920,9	3.206,1	3.117,0	3.035,6	3.195,6	3.035,6
<i>Immédiatement exigible</i>	193,4	151,4	342,6	311,6	288,7	310,7
<i>Autres</i>	2.727,5	3.054,7	2.774,4	2.723,9	2.906,9	2.725,0
CREANCES SUR LA CLIENTELE	541,5	607,2	582,2	521,9	623,2	537,4
Crédits accordés à l'origine par les établissements de crédit	520,3	598,0	570,7	510,9	610,8	529,9
<i>Effets de commerce</i>	3,8	3,7	4,6	1,8	3,9	1,7
<i>Acceptations propres</i>	0,5	0,6	0,9	0,8	0,9	0,7
<i>Créances résultant de location-financement et créances similaires</i>	1,9	1,8	1,8	2,0	1,8	2,0
<i>Prêts à taux de chargement forfaitaire</i>	0,9	0,3	0,3	2,6	0,3	2,6
<i>Prêts hypothécaires</i>	2,0	2,2	2,2	2,6	2,2	2,6
<i>Prêts à terme</i>	456,4	499,1	472,3	426,6	462,1	427,1
<i>Avances en comptes courants</i>	51,1	83,3	84,4	71,7	136,0	90,2
<i>Autres crédits</i>	3,6	6,9	4,1	2,8	3,6	3,0
Autres débiteurs	21,2	9,3	11,5	10,9	12,4	7,5
VALEURS MOBILIERES ET AUTRES TITRES NEGOCIABLES ²	424,1	494,2	474,4	439,6	488,7	423,7
Effets publics	211,9	215,7	240,1	230,4	243,6	229,2
<i>Admissibles au refinancement auprès de banques centrales</i>	112,9	65,1	104,8	84,1	109,9	99,5
<i>Autres</i>	99,0	150,7	135,3	146,2	133,7	129,8
Autres titres négociables à court terme	3,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds publics	108,8	163,9	152,0	123,1	168,3	108,9
Autres emprunts à long terme représentés par des titres ...	74,1	70,0	72,8	72,0	66,4	80,4
Actions et parts de sociétés	1,5	0,2	0,3	0,2	0,4	0,2
Autres valeurs mobilières	24,1	44,3	9,3	14,0	9,9	4,9
IMMOBILISATIONS	4,5	4,2	4,3	4,3	4,2	4,3
Immobilisations financières	1,4	1,5	1,5	1,6	1,5	1,5
<i>dont</i> ³ :						
<i>Emprunts des administrations publiques</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Emprunts des autres émetteurs</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Participations dans des entreprises liées</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Participations dans d'autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Autres immobilisations financières</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Actions</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Créances subordonnées sur des entreprises liées et entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Autres</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Immobilisations corporelles	2,8	2,4	2,6	2,6	2,5	2,6
Frais d'établissement et immobilisations incorporelles	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2
ACTIONS PROPRES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AUTRES ACTIFS	150,0	167,8	154,0	168,6	161,0	190,5
TOTAL ACTIF ...	4.041,3	4.479,6	4.332,1	4.170,3	4.472,8	4.192,0

¹ Communication sur base de la situation territoriale.

² Contient le portefeuille de placement et le portefeuille commercial.

³ La ventilation n'est pas connue pour les succursales des établissements de crédit relevant du droit d'un autre état membre de l'Union Européenne ou pour les succursales assimilées.

XIV - 4d. — BILANS DES SUCCURSALES ¹

(milliards de francs)

PASSIF

Postes	1992 31 déc.	1993 31 déc.	1993 30 sept.	1994 30 sept.	1993 31 oct.	1994 31 oct.
DETTES INTERBANCAIRES	3.377,9	3.738,2	3.611,3	3.392,5	3.724,5	3.373,7
<i>Immédiatement exigible</i>	231,6	171,5	287,9	250,4	339,6	275,4
<i>Dettes résultant de mobilisations</i>	0,2	16,0	6,5	28,8	5,1	25,1
<i>Autres dettes à terme ou avec préavis</i>	3.146,1	3.550,7	3.316,8	3.113,3	3.379,8	3.073,2
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	453,7	541,3	536,3	592,0	544,9	614,1
Dépôts	436,3	513,2	508,3	554,1	504,5	563,7
<i>Dépôts à vue</i>	86,7	111,4	132,4	127,2	140,6	130,7
<i>A terme ou avec préavis < 1 mois</i>	139,8	166,7	135,7	186,1	126,9	169,5
<i>A terme ou avec préavis ≥ 1 mois et ≤ 1 an</i>	195,0	219,8	219,0	212,4	215,9	231,3
<i>A terme ou avec préavis > 1 an</i>	12,8	13,5	19,2	13,2	19,5	13,4
<i>Dépôts spéciaux</i>	0,9	0,8	1,0	13,7	0,7	17,4
<i>Dépôts d'épargne réglementés</i>	1,0	1,0	0,9	1,3	0,9	1,3
<i>Liés à des prêts hypothécaires</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres créanciers	17,4	28,1	28,0	38,0	40,4	50,4
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	16,1	5,4	4,4	2,6	6,3	1,9
Certificats de dépôt et dettes similaires	16,1	5,4	4,4	2,6	6,3	1,9
Bons de caisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Emprunts obligataires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
REDUCTIONS DE VALEUR, PROVISIONS, FONDS DE PREVOYANCE ET IMPOTS DIFFERES	3,2	3,8	3,3	3,7	3,1	2,9
AUTRES PASSIFS	159,4	159,1	144,5	148,7	161,0	168,5
DETTES SUBORDONNÉES	0,3	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
CAPITAUX PROPRES	30,7	31,7	31,8	30,7	32,5	30,9
<i>dont ² :</i>						
Capital	1,0	0,9	0,9	4,5	0,9	4,5
<i>Capital souscrit</i>	1,0	0,9	0,9	4,5	0,9	4,5
<i>Capital non appelé</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Primes d'émission	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Plus-values de réévaluation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Réserve légale</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Réserves indisponibles</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Réserves immunisées</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Réserves disponibles</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfice reporté (+) ou perte reportée (-)	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bénéfice de l'exercice (+) ou perte de l'exercice (-) ...	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
TOTAL PASSIF ...	4.041,3	4.479,6	4.332,1	4.170,3	4.472,8	4.192,0

¹ Communication sur base de la situation territoriale.

² La ventilation n'est pas connue pour les succursales des établissements de crédit relevant du droit d'un autre état membre de l'Union Européenne ou pour les succursales assimilées.

XIV - 5c. — POSTES HORS BILAN DES AUTRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE DROIT BELGE ¹

(milliards de francs)

Postes	1992 31 déc.	1993 31 déc.	1993 30 sept.	1994 30 sept.	1993 31 oct.	1994 31 oct.
OPERATIONS AU COMPTANT EN VOIE DE LIQUIDATION						
Opérations de change au comptant	197,0	174,9	316,6	235,3	287,6	254,6
Prêts et emprunts						
Montants à recevoir	122,4	90,0	196,8	114,6	165,2	186,7
Montants à livrer	68,7	58,3	131,6	127,5	167,0	167,3
Achats et ventes de valeurs mobilières et de titres négociables						
Montants à recevoir (ventes)	19,0	50,3	79,3	75,9	45,7	61,5
Montants à livrer (achats)	18,2	39,6	80,2	99,4	54,1	60,1
OPERATIONS A TERME						
Opérations à terme sur devises						
Opérations de change à terme	2.490,6	2.771,0	2.929,5	2.974,2	2.905,9	2.849,9
Swaps de devises et d'intérêts	586,7	589,5	637,9	554,9	681,3	592,0
Futures	0,0	1,2	0,2	1,0	0,7	1,1
Options	60,2	65,5	102,2	209,7	112,9	201,0
Contrats de taux de change à terme	2,8	1,6	4,9	0,8	4,5	1,9
Opérations à terme sur taux d'intérêt						
Contrats à terme de dépôt : A placer	0,1	69,8	5,3	11,8	13,2	11,9
A recevoir	5,2	53,4	8,6	27,9	1,1	9,7
Swaps de taux d'intérêt	1.371,1	2.228,1	2.026,0	3.022,9	2.118,8	3.089,6
Futures : Achats	39,4	218,9	87,8	116,4	124,6	127,1
Ventes	45,5	200,3	105,2	136,5	158,0	147,0
Contrats à terme de taux d'intérêt : Prêts notionnels	359,8	337,4	498,9	613,8	564,2	652,3
Emprunts notionnels	298,5	410,2	554,8	613,5	573,8	655,6
Options émises : Prêts notionnels	9,7	15,3	14,2	43,5	16,9	42,8
Emprunts notionnels	51,1	26,6	30,5	58,7	21,1	60,6
Options acquises : Prêts notionnels	12,8	8,2	8,0	34,4	7,9	32,3
Emprunts notionnels	39,8	27,2	34,7	42,4	27,4	34,4
Autres : A libérer	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
A recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
Autres opérations à terme						
Valeurs mobilières : Achats	6,3	10,7	5,6	8,0	9,0	7,7
Ventes	2,5	12,7	4,4	2,2	7,5	4,2
Options émises : Valeurs à recevoir	0,0	4,8	3,7	4,9	4,8	5,8
Valeurs à livrer	0,2	6,8	2,6	8,1	4,0	10,7
Options acquises : Valeurs à recevoir	0,2	3,9	1,3	5,3	1,4	8,0
Valeurs à livrer	0,1	2,9	4,4	5,8	5,3	5,4
Futures : Achats	0,3	1,4	6,1	1,3	8,2	0,8
Ventes	0,3	1,4	6,1	1,3	8,2	0,8
Autres : Valeurs achetées	0,3	0,0	0,2	0,1	0,4	0,0
Valeurs vendues	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUITS ET CHARGES COUVERTS ANTICIPATIVEMENT						
Produits	1,4	0,5	0,7	0,5	0,7	0,5
Charges	1,2	0,3	0,5	0,1	0,5	0,2
CREDITS D'ENGAGEMENT UTILISES	191,0	188,4	177,0	199,6	177,2	203,1
LIGNES DE CREDIT CONFIRMÉES						
Lignes de crédit obtenues	57,7	117,8	109,7	110,7	98,4	110,0
Lignes de crédit accordées						
A des établissements de crédit	56,1	245,8	231,3	174,6	236,0	174,8
A la clientèle						
Pour crédits de décaissement	1.061,7	1.106,4	1.286,2	1.298,1	1.259,3	1.297,5
Pour crédits d'engagement	145,7	180,3	174,2	153,4	176,1	152,1
GARANTIES						
Actifs grevés de sûretés réelles	152,9	412,5	427,5	494,0	408,8	535,3
Garanties reçues	1.532,6	2.990,3	2.964,1	3.068,2	2.949,7	3.098,4
VALEURS ET CREANCES CONFIEES						
A l'établissement de crédit						
A découvert	764,5	1.516,3	1.333,0	1.540,5	1.804,0	1.611,2
A titre fiduciaire	9,8	50,1	20,5	40,5	20,4	40,2
Autres	26,0	65,7	45,2	82,5	48,3	70,2
Par l'établissement de crédit						
A titre fiduciaire	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	1.067,8	2.070,9	1.861,4	2.245,3	2.262,0	2.251,5
AUTRES DROITS ET ENGAGEMENTS	96,9	98,3	75,0	103,7	79,4	106,6

¹ Communication sur base de la situation sociale.

XIV - 5d. — POSTES HORS BILAN DES SUCCURSALES ¹

(milliards de francs)

Postes	1992 31 déc.	1993 31 déc.	1993 30 sept.	1994 30 sept.	1993 31 oct.	1994 31 oct.
OPERATIONS AU COMPTANT EN VOIE DE LIQUIDATION						
Opérations de change au comptant	286,7	226,7	879,5	704,1	865,2	584,5
Prêts et emprunts						
Montants à recevoir	206,0	249,8	364,7	482,1	539,6	617,2
Montants à livrer	134,3	190,2	280,7	385,6	331,7	852,6
Achats et ventes de valeurs mobilières et de titres négociables						
Montants à recevoir (ventes)	10,2	63,2	94,2	65,6	64,6	57,9
Montants à livrer (achats)	10,8	48,8	73,4	53,7	52,5	53,3
OPERATIONS A TERME						
Opérations à terme sur devises						
Opérations de change à terme	4.380,6	4.565,4	4.731,9	4.707,6	4.941,8	4.954,7
Swaps de devises et d'intérêts	256,2	846,0	866,1	566,1	875,3	545,7
Futures	0,8	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0
Options	52,0	76,8	75,6	88,6	71,8	104,3
Contrats de taux de change à terme	2,0	5,6	4,3	6,6	7,7	23,6
Opérations à terme sur taux d'intérêt						
Contrats à terme de dépôt : A placer	20,8	16,1	0,0	10,2	0,3	2,6
A recevoir	31,1	39,5	0,7	5,4	0,7	2,9
Swaps de taux d'intérêt	1.768,4	3.264,8	2.666,3	4.496,3	2.917,6	4.426,3
Futures : Achats	242,7	327,4	88,7	442,9	144,1	464,2
Ventes	268,9	193,1	113,1	486,3	162,2	556,1
Contrats à terme de taux d'intérêt : Prêts notionnels	760,3	769,5	849,1	966,3	921,8	1.073,0
Emprunts notionnels	761,3	791,0	874,1	1.005,3	918,9	1.194,0
Options émises : Prêts notionnels	16,8	30,5	24,8	20,7	26,4	22,6
Emprunts notionnels	21,5	54,2	31,8	26,6	40,3	20,0
Options acquises : Prêts notionnels	15,5	39,0	30,0	17,4	34,5	14,2
Emprunts notionnels	15,3	45,4	32,8	24,4	38,7	24,2
Autres : A libérer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
A recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres opérations à terme						
Valeurs mobilières : Achats	0,0	5,5	2,9	0,0	5,5	1,3
Ventes	0,0	5,5	2,9	0,0	6,7	1,3
Options émises : Valeurs à recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Valeurs à livrer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Options acquises : Valeurs à recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Valeurs à livrer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Futures : Achats	0,0	0,0	0,4	0,1	0,0	0,2
Ventes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres : Valeurs achetées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Valeurs vendues	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUITS ET CHARGES COUVERTS ANTICIPATIVEMENT						
Produits	2,4	2,0	2,8	1,9	3,0	0,2
Charges	2,5	2,1	2,8	2,0	3,0	0,3
CREDITS D'ENGAGEMENT UTILISES	237,0	329,2	300,7	338,4	361,3	295,5
LIGNES DE CREDIT CONFIRMÉES						
Lignes de crédit obtenues	1,0	11,3	11,6	18,9	12,0	19,8
Lignes de crédit accordées						
A des établissements de crédit	22,6	52,8	93,9	43,1	59,7	35,9
A la clientèle						
Pour crédits de décaissement	395,8	500,5	527,1	575,3	515,5	555,8
Pour crédits d'engagement	18,8	40,8	44,2	51,0	43,1	48,8
GARANTIES						
Actifs grevés de sûretés réelles	20,1	22,7	10,6	44,8	10,7	52,3
Garanties reçues	5.181,7	7.709,8	7.268,8	7.135,6	7.548,6	6.900,8
VALEURS ET CREANCES CONFIEES						
A l'établissement de crédit						
A découvert	39.773,3	52.083,3	48.809,0	51.455,0	51.198,5	49.734,3
A titre fiduciaire	0,0	5,0	5,4	2,9	5,0	2,9
Autres	28,6	33,2	40,0	30,2	43,7	28,3
Par l'établissement de crédit						
A titre fiduciaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	31.935,3	44.575,0	41.770,3	44.974,7	43.423,3	43.380,8
AUTRES DROITS ET ENGAGEMENTS	10,2	13,0	10,3	10,3	6,5	9,9

¹ Communication sur base de la situation territoriale.

XIV - 6a. — COMPTE DE PROFITS ET DE PERTES DE L'ENSEMBLE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT : CHIFFRES TRIMESTRIELS ¹

(milliards de francs)

PRODUITS

Postes	1993 30 juin	1993 30 sept.	1993 31 déc.	1994 31 mars	1994 30 juin	1994 30 sept.
PRODUITS D'EXPLOITATION	648,8	757,2	774,6	699,4	682,9	669,7
Intérêts et produits assimilés	523,7	568,1	606,8	530,1	518,3	525,2
Créances interbancaires	125,0	108,7	127,5	96,8	99,3	104,5
Crédits	160,4	163,3	170,1	158,1	157,3	157,3
Effets de commerce	3,2	3,1	3,3	2,9	2,9	2,7
Acceptations propres	0,7	0,6	0,7	0,5	0,5	0,5
Location-financement et créances similaires	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
Prêts à taux de chargement forfaitaire	11,3	11,0	10,8	10,4	10,9	10,5
Prêts hypothécaires	29,4	30,2	33,1	31,7	32,0	32,9
Prêts à terme	95,4	96,7	99,2	93,2	91,3	92,6
Autres	19,5	20,8	22,0	18,6	18,7	17,1
Valeurs mobilières et titres négociables à placer et à réaliser	11,3	13,2	-13,5	5,2	8,2	6,8
Placements en valeurs mobilières et titres négociables	116,8	114,8	141,1	115,8	106,0	107,7
Opérations de couverture affectée à terme	110,1	168,1	181,6	154,2	147,6	149,0
Opérations de couverture sur devises ²	2,9	50,2	60,2	41,7	35,1	30,5
Opérations de couverture sur taux d'intérêt ²	73,9	79,4	84,6	84,8	90,4	94,8
Revenus d'actions et d'autres valeurs mobilières à revenu variable ...	3,5	0,2	2,3	0,6	1,7	0,4
Commissions perçues pour services financiers fournis	13,3	14,4	15,8	18,1	15,2	14,6
Autres produits financiers	97,4	165,3	128,1	140,9	129,1	116,1
De l'activité de change	56,3	112,0	80,3	63,2	58,0	74,4
De trading en valeurs mobilières et titres négociables à revenu fixe	7,1	8,1	10,7	9,9	8,6	6,8
De trading en opérations sur taux d'intérêt	23,4	34,9	32,1	54,3	54,1	32,9
De trading en valeurs mobilières à revenu variable	0,2	0,4	0,9	0,3	0,2	0,2
De métaux précieux	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Plus-values sur valeurs mobilières et titres négociables de placement	10,4	9,7	4,0	13,2	8,1	1,7
Produits des immobilisations financières	2,8	1,8	4,6	1,6	4,8	1,7
Reprises de réductions de valeur et reprises et utilisations de provisions	3,3	2,5	10,4	3,1	7,5	6,2
Autres produits d'exploitation	4,8	4,9	6,8	5,1	6,3	5,4
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,5	1,5	8,0	0,8	0,6	1,7
REGULARISATIONS D'IMPOTS ET REPRISES DE PROVISIONS FISCALES	0,2	0,2	0,4	0,1	0,3	0,0
PERTE DE L'EXERCICE	0,6	0,7	1,2	0,3	0,9	0,0
PRELEVEMENTS SUR LES IMPOTS DIFFERES ET SUR LES RESERVES IMMUNISEES	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
PERTE DE L'EXERCICE A AFFECTER	0,6	0,7	1,1	0,3	0,9	0,0
TOTAL PRODUITS ...	650,0	759,7	784,2	700,7	684,8	671,4

¹ Communication sur base de la situation sociale pour les établissements de crédit de droit belge et sur base de la situation territoriale pour les succursales d'établissements de crédit de droit étranger établies en Belgique.

² La ventilation n'est pas connue pour les succursales des établissements de crédit relevant du droit d'un autre état membre de l'Union Européenne ou pour les succursales assimilées.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIX^e année, n° 12, décembre 1994.

XIV - 6a. — COMPTE DE PROFITS ET DE PERTES DE L'ENSEMBLE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT : CHIFFRES TRIMESTRIELS ¹

(milliards de francs)

CHARGES

Postes	1993 30 juin	1993 30 sept.	1993 31 déc.	1994 31 mars	1994 30 juin	1994 30 sept.
CHARGES D'EXPLOITATION	627,6	736,0	764,1	674,7	661,9	653,2
Intérêts et charges assimilées	452,7	496,5	539,3	434,0	445,6	449,5
<i>Dettes interbancaires</i>	159,1	144,9	159,3	122,8	123,2	126,6
<i>Dettes envers la clientèle</i>	102,1	105,4	110,4	95,3	89,5	86,3
<i>Dépôts à vue</i>	9,0	8,7	9,0	8,6	8,0	7,4
<i>Dépôts à terme et dépôts spéciaux</i>	68,0	72,2	76,7	61,4	53,8	50,6
<i>Dépôts d'épargne réglementés</i>	23,3	22,1	22,4	22,3	23,6	25,0
<i>Dépôts liés à des prêts hypothécaires</i>	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,3
<i>Autres dettes envers la clientèle</i>	1,7	2,3	2,0	2,8	4,0	3,0
<i>Dettes représentées par un titre</i>	79,6	80,2	77,4	77,0	73,7	78,5
<i>Certificats de dépôt et dettes similaires</i>	-0,2	1,3	1,2	1,2	1,0	2,3
<i>Bons de caisse</i>	77,1	76,1	75,4	73,4	71,0	74,4
<i>Emprunts obligataires</i>	2,7	2,7	0,7	2,4	1,7	1,8
<i>Dettes subordonnées</i>	5,1	5,2	5,5	5,2	5,6	5,4
<i>Opérations de couverture affectée à terme</i>	106,8	160,8	186,8	133,6	153,6	152,7
<i>Opérations de couverture sur devises ²</i>	-0,6	47,2	57,4	38,9	36,0	32,4
<i>Opérations de couverture sur taux d'intérêt ²</i>	75,5	81,0	89,4	89,2	94,3	99,5
Commissions versées pour recours à des services financiers	7,2	7,3	7,8	8,7	8,4	9,2
Autres charges financières	77,2	150,2	110,7	147,7	117,3	110,6
<i>De l'activité de change</i>	47,6	104,9	75,2	61,4	51,9	65,3
<i>De trading en valeurs mobilières et titres négociables à revenu fixe</i>	3,7	8,5	6,3	12,0	11,4	4,2
<i>De trading en opérations sur taux d'intérêt</i>	24,8	34,9	28,9	72,5	52,5	39,1
<i>De trading en valeurs mobilières à revenu variable</i>	0,2	0,2	0,3	0,4	0,3	0,2
<i>De métaux précieux</i>	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<i>Moins-values sur valeurs mobilières et titres négociables de placement</i>	1,0	1,6	-0,1	1,3	1,1	1,7
Rémunérations, charges sociales et pensions	43,3	42,8	45,4	44,5	44,4	43,4
Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations non financières	5,7	5,6	5,5	5,3	5,7	5,7
Autres charges d'exploitation	22,5	20,7	24,3	21,8	22,3	22,6
Réductions de valeur et provisions	18,8	13,0	31,0	12,7	18,2	12,3
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,5	1,0	1,1	0,5	0,3	0,5
IMPOTS	7,3	6,4	4,8	8,6	8,1	3,7
BENEFICE DE L'EXERCICE	14,7	16,2	14,2	16,9	14,5	14,1
TRANSFERT AUX IMPOTS DIFFERES ET AUX RESERVES IMMUNISEES	0,2	0,0	0,4	0,6	0,4	0,0
BENEFICE DE L'EXERCICE A AFFECTER	14,5	16,3	13,9	16,3	14,2	14,0
TOTAL CHARGES ...	650,0	759,7	784,2	700,7	684,8	671,4

¹ Communication sur base de la situation sociale pour les établissements de crédit de droit belge et sur base de la situation territoriale pour les succursales d'établissements de crédit de droit étranger établies en Belgique.

² La ventilation n'est pas connue pour les succursales des établissements de crédit relevant du droit d'un autre état membre de l'Union Européenne ou pour les succursales assimilées.

**XIV - 6b. — COMPTE DE PROFITS ET DE PERTES DES SEPT GRANDS ETABLISSEMENTS DE CREDIT
DE DROIT BELGE : CHIFFRES TRIMESTRIELS ¹**

(milliards de francs)

PRODUITS

Postes	1993 30 juin	1993 30 sept.	1993 31 déc.	1994 31 mars	1994 30 juin	1994 30 sept.
PRODUITS D'EXPLOITATION	301,5	362,3	384,2	357,0	348,4	344,8
Intérêts et produits assimilés	269,0	319,6	328,2	302,4	300,1	301,7
Créances interbancaires	49,9	51,2	49,4	45,2	45,0	47,9
Crédits	109,3	111,2	112,4	107,1	107,4	107,5
Effets de commerce	2,0	1,9	2,1	1,8	1,7	1,5
Acceptations propres	0,6	0,5	0,6	0,5	0,4	0,4
Location-financement et créances similaires	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Prêts à taux de chargement forfaitaire	6,8	6,6	6,3	6,1	6,6	6,4
Prêts hypothécaires	18,0	18,8	19,0	19,5	19,9	20,6
Prêts à terme	68,9	69,6	70,1	66,7	66,2	66,5
Autres	12,7	13,6	14,0	12,4	12,4	11,9
Valeurs mobilières et titres négociables à placer et à réaliser	9,1	9,6	-17,9	3,0	3,8	3,9
Placements en valeurs mobilières et titres négociables	73,0	69,5	96,6	70,2	65,7	66,7
Opérations de couverture affectée à terme	27,8	78,2	87,8	76,9	78,1	75,7
Opérations de couverture sur devises	-17,9	30,0	30,9	22,1	18,1	14,3
Opérations de couverture sur taux d'intérêt	45,8	48,2	56,9	54,8	60,1	61,4
Revenus d'actions et d'autres valeurs mobilières à revenu variable ...	2,6	0,7	1,7	0,5	1,0	0,3
Commissions perçues pour services financiers fournis	9,3	10,0	10,6	13,0	10,6	10,1
Autres produits financiers	14,7	27,2	30,7	36,0	25,2	27,6
De l'activité de change	-2,6	8,5	9,8	7,8	2,0	8,8
De trading en valeurs mobilières et titres négociables à revenu fixe	3,8	4,6	6,8	6,3	4,8	3,9
De trading en opérations sur taux d'intérêt	6,7	9,1	12,8	11,9	13,5	13,0
De trading en valeurs mobilières à revenu variable	0,1	0,2	0,5	0,2	0,2	0,2
De métaux précieux	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Plus-values sur valeurs mobilières et titres négociables de placement	6,7	4,8	0,6	9,8	4,6	1,5
Produits des immobilisations financières	1,9	1,0	4,0	1,2	3,2	1,0
Reprises de réductions de valeur et reprises et utilisations de provisions	2,0	1,7	6,2	2,0	5,2	1,8
Autres produits d'exploitation	1,9	2,1	2,8	1,9	3,1	2,2
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,2	0,2	7,5	0,4	-0,1	1,0
REGULARISATIONS D'IMPOTS ET REPRISES DE PROVISIONS FIS- CALES	0,1	0,1	0,3	0,0	0,3	0,0
PERTE DE L'EXERCICE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRELEVEMENTS SUR LES IMPOTS DIFFERES ET SUR LES RESERVES IMMUNISEES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PERTE DE L'EXERCICE A AFFECTER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL PRODUITS ...	301,8	362,6	392,0	357,4	348,7	345,8

¹ Communication sur base de la situation sociale.

**XIV - 6b. — COMPTE DE PROFITS ET DE PERTES DES SEPT GRANDS ETABLISSEMENTS DE CREDIT
DE DROIT BELGE : CHIFFRES TRIMESTRIELS ¹**

(milliards de francs)

CHARGES

Postes	1993 30 juin	1993 30 sept.	1993 31 déc.	1994 31 mars	1994 30 juin	1994 30 sept.
CHARGES D'EXPLOITATION	288,9	348,5	380,6	340,6	335,7	337,9
Intérêts et charges assimilées	218,2	270,9	280,9	251,0	248,7	250,7
<i>Dettes interbancaires</i>	62,1	62,3	61,1	52,9	53,3	56,8
<i>Dettes envers la clientèle</i>	68,5	71,1	75,0	63,5	59,1	57,3
<i>Dépôts à vue</i>	4,8	4,7	4,7	4,3	3,9	3,6
<i>Dépôts à terme et dépôts spéciaux</i>	44,9	47,3	51,4	39,9	34,8	32,4
<i>Dépôts d'épargne réglementés</i>	18,0	17,9	17,5	17,4	18,5	19,6
<i>Dépôts liés à des prêts hypothécaires</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<i>Autres dettes envers la clientèle</i>	0,8	1,2	1,4	1,7	1,8	1,6
<i>Dettes représentées par un titre</i>	58,5	57,7	55,2	55,1	52,8	53,3
<i>Certificats de dépôt et dettes similaires</i>	1,0	1,0	1,2	0,9	0,8	1,4
<i>Bons de caisse</i>	56,8	56,0	55,3	53,7	51,9	51,8
<i>Emprunts obligataires</i>	0,7	0,7	-1,3	0,4	0,1	0,1
<i>Dettes subordonnées</i>	4,1	4,3	4,6	4,3	4,3	4,6
<i>Opérations de couverture affectée à terme</i>	24,9	75,6	84,9	75,3	79,3	78,8
<i>Opérations de couverture sur devises</i>	-21,4	26,5	26,3	19,6	17,4	14,8
<i>Opérations de couverture sur taux d'intérêt</i>	46,4	49,1	58,6	55,6	61,9	63,9
Commissions versées pour recours à des services financiers	3,8	3,9	3,7	4,6	4,3	4,9
Autres charges financières	3,0	17,1	24,6	25,9	19,5	23,2
<i>De l'activité de change</i>	-6,6	2,9	5,3	4,9	-0,8	5,8
<i>De trading en valeurs mobilières et titres négociables à revenu fixe</i>	1,9	4,5	3,6	7,6	5,3	3,2
<i>De trading en opérations sur taux d'intérêt</i>	7,3	9,2	14,7	12,8	14,3	13,3
<i>De trading en valeurs mobilières à revenu variable</i>	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
<i>De métaux précieux</i>	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
<i>Moins-values sur valeurs mobilières et titres négociables de placement</i>	0,2	0,4	0,9	0,4	0,4	0,6
Rémunérations, charges sociales et pensions	32,3	31,7	33,6	33,5	33,4	32,3
Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations non financières	4,0	3,8	4,4	3,8	4,2	4,2
Autres charges d'exploitation	13,5	11,9	13,4	12,5	12,8	14,0
Réductions de valeur et provisions	14,0	9,2	20,0	9,3	12,8	8,6
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,3	0,1	0,3	0,2	0,3	0,3
IMPOTS	5,0	3,8	1,2	5,5	5,4	2,2
BENEFICE DE L'EXERCICE	7,6	10,2	9,9	11,1	7,3	5,5
TRANSFERT AUX IMPOTS DIFFERES ET AUX RESERVES IMMUNISEES	0,2	0,0	0,3	0,6	0,4	0,0
BENEFICE DE L'EXERCICE A AFFECTER	7,4	10,2	9,6	10,5	7,0	5,5
TOTAL CHARGES ...	301,8	362,6	392,0	357,4	348,7	345,8

¹ Communication sur base de la situation sociale.

XIV - 6c. — COMPTE DE PROFITS ET DE PERTES DES AUTRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE DROIT BELGE : CHIFFRES TRIMESTRIELS ¹

(milliards de francs)

PRODUITS

Postes	1993 30 juin	1993 30 sept.	1993 31 déc.	1994 31 mars	1994 30 juin	1994 30 sept.
PRODUITS D'EXPLOITATION	173,1	189,5	191,4	190,3	185,2	158,5
Intérêts et produits assimilés	146,7	154,8	165,4	150,2	142,2	145,0
Créances interbancaires	20,5	21,6	21,7	21,2	17,3	17,0
Crédits	39,9	41,1	47,6	41,3	41,2	40,3
Effets de commerce	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	1,2
Acceptations propres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Location-financement et créances similaires	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6
Prêts à taux de chargement forfaitaire	4,4	4,3	4,4	4,2	4,3	4,1
Prêts hypothécaires	11,3	11,4	14,1	12,1	12,1	12,3
Prêts à terme	18,3	19,2	21,8	19,3	18,7	17,9
Autres	3,9	4,2	5,3	3,9	4,2	4,2
Valeurs mobilières et titres négociables à placer et à réaliser	1,6	2,7	2,5	1,4	3,0	3,2
Placements en valeurs mobilières et titres négociables	35,7	38,0	36,6	37,0	33,5	34,9
Opérations de couverture affectée à terme	49,0	51,4	57,0	49,3	47,2	49,5
Opérations de couverture sur devises	20,9	20,3	29,3	19,4	16,9	16,1
Opérations de couverture sur taux d'intérêt	28,1	31,2	27,7	29,9	30,3	33,4
Revenus d'actions et d'autres valeurs mobilières à revenu variable ...	0,9	-0,4	0,5	0,1	0,7	0,1
Commissions perçues pour services financiers fournis	2,7	2,7	3,6	3,8	3,2	3,2
Autres produits financiers	19,9	30,4	16,0	34,1	34,6	8,2
De l'activité de change	8,0	8,0	-2,8	9,8	10,0	3,1
De trading en valeurs mobilières et titres négociables à revenu fixe	2,0	0,9	2,2	2,7	3,5	1,2
De trading en opérations sur taux d'intérêt	6,8	17,9	12,3	18,5	18,1	2,9
De trading en valeurs mobilières à revenu variable	0,1	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0
De métaux précieux	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Plus-values sur valeurs mobilières et titres négociables de placement	3,1	3,5	4,0	3,1	2,9	0,9
Produits des immobilisations financières	0,8	0,8	0,5	0,3	1,6	0,7
Reprises de réductions de valeur et reprises et utilisations de provisions	1,1	0,6	4,2	1,0	2,2	0,4
Autres produits d'exploitation	0,9	0,6	1,2	0,8	0,8	0,9
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,1	1,1	0,6	0,3	0,5	0,5
REGULARISATIONS D'IMPOTS ET REPRISES DE PROVISIONS FISCALES	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
PERTE DE L'EXERCICE	0,6	0,3	0,6	0,2	0,4	-0,1
PRELEVEMENTS SUR LES IMPOTS DIFFERES ET SUR LES RESERVES IMMUNISEES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PERTE DE L'EXERCICE A AFFECTER	0,6	0,3	0,6	0,2	0,4	-0,1
TOTAL PRODUITS ...	173,9	191,1	192,7	190,8	186,0	159,0

¹ Communication sur base de la situation sociale.

XIV - 6c. — COMPTE DE PROFITS ET DE PERTES DES AUTRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE DROIT BELGE : CHIFFRES TRIMESTRIELS ¹

(milliards de francs)

CHARGES

Postes	1993 30 juin	1993 30 sept.	1993 31 déc.	1994 31 mars	1994 30 juin	1994 30 sept.
CHARGES D'EXPLOITATION	167,7	185,6	186,9	183,7	178,3	153,5
Intérêts et charges assimilées	129,8	138,2	144,4	130,9	123,7	125,2
<i>Dettes interbancaires</i>	33,1	37,0	32,4	31,5	27,7	24,5
<i>Dettes envers la clientèle</i>	24,5	25,2	27,2	23,8	22,9	21,6
<i>Dépôts à vue</i>	3,2	3,1	3,5	3,4	3,2	2,9
<i>Dépôts à terme et dépôts spéciaux</i>	15,8	16,8	18,8	15,1	13,0	12,2
<i>Dépôts d'épargne réglementés</i>	5,0	4,6	5,0	4,9	5,1	5,3
<i>Dépôts liés à des prêts hypothécaires</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,2
<i>Autres dettes envers la clientèle</i>	0,4	0,5	-0,2	0,4	1,6	0,9
<i>Dettes représentées par un titre</i>	21,1	22,5	22,0	21,9	20,8	25,2
<i>Certificats de dépôt et dettes similaires</i>	-1,2	0,2	-0,1	0,2	0,2	0,9
<i>Bons de caisse</i>	20,3	20,2	20,1	19,7	19,1	22,6
<i>Emprunts obligataires</i>	2,0	2,1	2,0	2,0	1,5	1,6
<i>Dettes subordonnées</i>	1,1	0,9	0,8	0,9	1,3	0,9
<i>Opérations de couverture affectée à terme</i>	50,0	52,7	61,9	52,7	50,9	53,2
<i>Opérations de couverture sur devises</i>	20,8	20,7	31,1	19,3	18,6	17,6
<i>Opérations de couverture sur taux d'intérêt</i>	29,2	31,9	30,9	33,5	32,3	35,6
Commissions versées pour recours à des services financiers	2,9	2,9	3,7	3,3	3,6	3,8
Autres charges financières	14,6	26,0	11,2	30,9	29,6	6,6
<i>De l'activité de change</i>	6,2	6,3	1,1	6,6	6,7	0,2
<i>De trading en valeurs mobilières et titres négociables à revenu fixe</i>	0,9	1,4	1,6	3,2	5,0	1,0
<i>De trading en opérations sur taux d'intérêt</i>	7,1	17,6	7,9	20,2	17,6	4,5
<i>De trading en valeurs mobilières à revenu variable</i>	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,0
<i>De métaux précieux</i>	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
<i>Moins-values sur valeurs mobilières et titres négociables de placement</i>	0,4	0,6	0,4	0,6	0,3	0,9
Rémunérations, charges sociales et pensions	9,0	9,1	9,3	8,9	9,0	8,9
Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations non financières	1,5	1,5	0,9	1,3	1,3	1,2
Autres charges d'exploitation	5,6	5,0	7,3	5,3	5,7	4,8
Réductions de valeur et provisions	4,4	2,9	10,1	3,1	5,3	2,9
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,0	0,9	0,7	0,2	0,0	0,2
IMPOTS	1,5	1,0	2,5	2,0	1,8	1,5
BENEFICE DE L'EXERCICE	4,7	3,4	2,7	4,9	6,0	3,7
TRANSFERT AUX IMPOTS DIFFERES ET AUX RESERVES IMMUNISEES	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
BENEFICE DE L'EXERCICE A AFFECTER	4,7	3,5	2,6	4,9	6,0	3,7
TOTAL CHARGES ...	173,9	191,1	192,7	190,8	186,0	159,0

¹ Communication sur base de la situation sociale.

XIV - 6d. — COMPTE DE PROFITS ET DE PERTES DES SUCCURSALES : CHIFFRES TRIMESTRIELS ¹

(milliards de francs)

PRODUITS

Postes	1993 30 juin	1993 30 sept.	1993 31 déc.	1994 31 mars	1994 30 juin	1994 30 sept.
PRODUITS D'EXPLOITATION	174,2	205,4	199,0	152,2	149,3	166,4
Intérêts et produits assimilés	107,9	93,7	113,2	77,5	76,1	78,5
Créances interbancaires	54,6	36,0	56,4	30,3	37,0	39,6
Crédits	11,3	11,0	10,1	9,7	8,6	9,4
Effets de commerce	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Acceptations propres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Location-financement et créances similaires	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Prêts à taux de chargement forfaitaire	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Prêts hypothécaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts à terme	8,2	7,8	7,2	7,3	6,3	8,2
Autres	2,9	3,0	2,7	2,3	2,1	1,0
Valeurs mobilières et titres négociables à placer et à réaliser	0,6	0,9	1,9	0,8	1,4	-0,4
Placements en valeurs mobilières et titres négociables	8,1	7,3	7,9	8,6	6,9	6,1
Opérations de couverture affectée à terme	33,3	38,4	36,9	28,0	22,2	23,8
Opérations de couverture sur devises ²	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0
Opérations de couverture sur taux d'intérêt ²	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Revenus d'actions et d'autres valeurs mobilières à revenu variable ...	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
Commissions perçues pour services financiers fournis	1,3	1,7	1,6	1,4	1,3	1,3
Autres produits financiers	62,8	107,6	81,3	70,7	69,3	80,4
De l'activité de change	50,9	95,6	73,2	45,6	45,9	62,4
De trading en valeurs mobilières et titres négociables à revenu fixe	1,4	2,6	1,7	0,9	0,3	1,7
De trading en opérations sur taux d'intérêt	10,0	8,0	7,1	23,9	22,5	16,9
De trading en valeurs mobilières à revenu variable	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
De métaux précieux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Plus-values sur valeurs mobilières et titres négociables de placement	0,6	1,4	-0,7	0,3	0,6	-0,7
Produits des immobilisations financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Reprises de réductions de valeur et reprises et utilisations de provisions	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	3,9
Autres produits d'exploitation	2,0	2,2	2,7	2,4	2,4	2,3
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,1	0,2	-0,1	0,1	0,2	0,2
REGULARISATIONS D'IMPOTS ET REPRISES DE PROVISIONS FISCALES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PERTE DE L'EXERCICE	0,0	0,4	0,6	0,1	0,5	0,1
PRELEVEMENTS SUR LES IMPOTS DIFFERES ET SUR LES RESERVES IMMUNISEES	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,1
PERTE DE L'EXERCICE A AFFECTER	0,0	0,4	0,5	0,1	0,5	0,1
TOTAL PRODUITS ...	174,3	206,1	199,5	152,4	150,0	166,7

¹ Communication sur base de la situation territoriale.

² La ventilation n'est pas connue pour les succursales des établissements de crédit relevant du droit d'un autre état membre de l'Union Européenne ou pour les succursales assimilées.

XIV - 6d. — COMPTE DE PROFITS ET DE PERTES DES SUCCURSALES : CHIFFRES TRIMESTRIELS ¹

(milliards de francs)

CHARGES

Postes	1993 30 juin	1993 30 sept.	1993 31 déc.	1994 31 mars	1994 30 juin	1994 30 sept.
CHARGES D'EXPLOITATION	171,0	201,9	196,5	150,5	147,9	161,9
Intérêts et charges assimilées	104,8	87,3	114,0	52,2	73,1	73,6
<i>Dettes interbancaires</i>	63,8	45,6	65,7	38,4	42,1	45,4
<i>Dettes envers la clientèle</i>	9,1	9,1	8,3	8,0	7,6	7,4
<i>Dépôts à vue</i>	1,0	0,9	0,8	0,9	0,9	0,9
<i>Dépôts à terme et dépôts spéciaux</i>	7,3	8,0	6,6	6,3	6,1	6,0
<i>Dépôts d'épargne réglementés</i>	0,3	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dépôts liés à des prêts hypothécaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Autres dettes envers la clientèle</i>	0,4	0,5	0,8	0,7	0,6	0,5
<i>Dettes représentées par un titre</i>	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
<i>Certificats de dépôt et dettes similaires</i>	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
<i>Bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Emprunts obligataires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dettes subordonnées</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Opérations de couverture affectée à terme</i>	31,9	32,6	40,0	5,6	23,4	20,8
<i>Opérations de couverture sur devises ²</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Opérations de couverture sur taux d'intérêt ²</i>	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
<i>Commissions versées pour recours à des services financiers</i>	0,4	0,5	0,5	0,7	0,5	0,5
<i>Autres charges financières</i>	59,7	107,0	74,9	90,9	68,1	80,8
<i>De l'activité de change</i>	47,9	95,7	68,8	49,9	46,0	59,3
<i>De trading en valeurs mobilières et titres négociables à revenu fixe</i>	1,0	2,6	1,1	1,2	1,2	0,1
<i>De trading en opérations sur taux d'intérêt</i>	10,4	8,1	6,3	39,5	20,6	21,3
<i>De trading en valeurs mobilières à revenu variable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>De métaux précieux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Moins-values sur valeurs mobilières et titres négociables de placement</i>	0,4	0,6	-1,4	0,3	0,4	0,1
<i>Rémunérations, charges sociales et pensions</i>	2,0	2,0	2,4	2,1	2,1	2,2
<i>Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations non financières</i>	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
<i>Autres charges d'exploitation</i>	3,4	3,9	3,6	4,0	3,8	3,8
<i>Réductions de valeur et provisions</i>	0,4	0,9	0,9	0,3	0,1	0,8
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
IMPOTS	0,8	1,5	1,1	1,0	0,9	0,0
BENEFICE DE L'EXERCICE	2,4	2,5	1,6	0,9	1,2	4,9
TRANSFERT AUX IMPOTS DIFFERES ET AUX RESERVES IMMUNISEES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BENEFICE DE L'EXERCICE A AFFECTER	2,4	2,6	1,7	1,0	1,2	4,8
TOTAL CHARGES ...	174,3	206,1	199,5	152,4	150,0	166,7

¹ Communication sur base de la situation territoriale.

² La ventilation n'est pas connue pour les succursales des établissements de crédit relevant du droit d'un autre état membre de l'Union Européenne ou pour les succursales assimilées.

XIV - 7a. — COMPTE DE PROFITS ET DE PERTES DE L'ENSEMBLE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT : CHIFFRES ANNUELS ¹

(milliards de francs)

PRODUITS

Postes	1993 ²
PRODUITS D'EXPLOITATION	2.945,2
Intérêts et produits assimilés	2.314,8
Créances interbancaires	476,8
Crédits	657,9
Effets de commerce	13,2
Acceptations propres	2,7
Location-financement et créances similaires	3,6
Prêts à taux de chargement forfaitaire	43,6
Prêts hypothécaires	121,1
Prêts à terme	391,1
Autres	82,7
Valeurs mobilières et titres négociables à placer et à réaliser	21,3
Placements en valeurs mobilières et titres négociables	492,4
Opérations de couverture affectée à terme	666,3
Opérations de couverture sur devises ³	215,6
Opérations de couverture sur taux d'intérêt ³	307,9
Revenus d'actions et d'autres valeurs mobilières à revenu variable	7,3
Commissions perçues pour services financiers fournis	56,7
Autres produits financiers	514,5
De l'activité de change	322,0
De trading en valeurs mobilières et titres négociables à revenu fixe	34,7
De trading en opérations sur taux d'intérêt	124,5
De trading en valeurs mobilières à revenu variable	1,8
De métaux précieux	0,5
Plus-values sur valeurs mobilières et titres négociables de placement	31,1
Produits des immobilisations financières	11,1
Reprises de réductions de valeur et reprises et utilisations de provisions	19,6
Autres produits d'exploitation	21,1
PRODUITS EXCEPTIONNELS	11,6
REGULARISATIONS D'IMPOTS ET REPRISES DE PROVISIONS FISCALES	0,8
PERTE DE L'EXERCICE	3,0
PRELEVEMENTS SUR LES IMPOTS DIFFERES ET SUR LES RESERVES IMMUNISEES	0,2
PERTE DE L'EXERCICE A AFFECTER	2,9
TOTAL PRODUITS ...	2.960,7

¹ Communication sur base de la situation sociale pour les établissements de crédit de droit belge et sur base de la situation territoriale pour les succursales d'établissements de crédit de droit étranger établies en Belgique.

² Exercice clôturé entre le 1^{er} juillet yy et le 30 juin yy+1

³ La ventilation n'est pas connue pour les succursales des établissements de crédit relevant du droit d'un autre état membre de l'Union Européenne ou pour les succursales assimilées.

Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LXIX^e année, n° 12, décembre 1994.

XIV - 7a. — COMPTE DE PROFITS ET DE PERTES DE L'ENSEMBLE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT : CHIFFRES ANNUELS ¹

(milliards de francs)

CHARGES

Postes	1993 ²
CHARGES D'EXPLOITATION	2.871,7
Intérêts et charges assimilées	2.014,5
<i>Dettes interbancaires</i>	614,2
<i>Dettes envers la clientèle</i>	426,1
<i>Dépôts à vue</i>	35,4
<i>Dépôts à terme et dépôts spéciaux</i>	290,8
<i>Dépôts d'épargne réglementés</i>	91,3
<i>Dépôts liés à des prêts hypothécaires</i>	0,6
<i>Autres dettes envers la clientèle</i>	8,0
<i>Dettes représentées par un titre</i>	321,1
<i>Certificats de dépôt et dettes similaires</i>	5,1
<i>Bons de caisse</i>	307,3
<i>Emprunts obligataires</i>	8,7
<i>Dettes subordonnées</i>	20,4
<i>Opérations de couverture affectée à terme</i>	632,7
<i>Opérations de couverture sur devises</i> ³	203,4
<i>Opérations de couverture sur taux d'intérêt</i> ³	315,6
<i>Commissions versées pour recours à des services financiers</i>	29,2
<i>Autres charges financières</i>	468,9
<i>De l'activité de change</i>	298,2
<i>De trading en valeurs mobilières et titres négociables à revenu fixe</i>	23,6
<i>De trading en opérations sur taux d'intérêt</i>	142,4
<i>De trading en valeurs mobilières à revenu variable</i>	0,8
<i>De métaux précieux</i>	0,4
<i>Moins-values sur valeurs mobilières et titres négociables de placement</i>	3,6
<i>Rémunérations, charges sociales et pensions</i>	173,7
<i>Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations non financières</i>	22,3
<i>Autres charges d'exploitation</i>	89,5
<i>Réductions de valeur et provisions</i>	73,6
CHARGES EXCEPTIONNELLES	3,5
IMPOTS	24,8
BENEFICE DE L'EXERCICE	60,6
TRANSFERT AUX IMPOTS DIFFERES ET AUX RESERVES IMMUNISEES	0,8
BENEFICE DE L'EXERCICE A AFFECTER	59,9
TOTAL CHARGES ...	2.960,7

¹ Communication sur base de la situation sociale pour les établissements de crédit de droit belge et sur base de la situation territoriale pour les succursales d'établissements de crédit de droit étranger établies en Belgique.

² Exercice clôturé entre le 1^{er} juillet yy et le 30 juin yy+1

³ La ventilation n'est pas connue pour les succursales des établissements de crédit relevant du droit d'un autre état membre de l'Union Européenne ou pour les succursales assimilées.

**XIV - 7b. — COMPTE DE PROFITS ET DE PERTES DES SEPT GRANDS ETABLISSEMENTS DE CREDIT
DE DROIT BELGE : CHIFFRES ANNUELS ¹**

(milliards de francs)

PRODUITS

Postes	1993 ²
PRODUITS D'EXPLOITATION	1.462,7
Intérêts et produits assimilés	1.280,9
<i>Créances interbancaires</i>	204,0
<i>Crédits</i>	441,2
<i>Effets de commerce</i>	8,1
<i>Acceptations propres</i>	2,3
<i>Location-financement et créances similaires</i>	0,6
<i>Prêts à taux de chargement forfaitaire</i>	26,0
<i>Prêts hypothécaires</i>	73,3
<i>Prêts à terme</i>	277,3
<i>Autres</i>	53,6
<i>Valeurs mobilières et titres négociables à placer et à réaliser</i>	8,8
<i>Placements en valeurs mobilières et titres négociables</i>	309,4
<i>Opérations de couverture affectée à terme</i>	317,5
<i>Opérations de couverture sur devises</i>	123,8
<i>Opérations de couverture sur taux d'intérêt</i>	193,7
Revenus d'actions et d'autres valeurs mobilières à revenu variable	6,0
Commissions perçues pour services financiers fournis	39,4
Autres produits financiers	106,6
<i>De l'activité de change</i>	33,6
<i>De trading en valeurs mobilières et titres négociables à revenu fixe</i>	19,1
<i>De trading en opérations sur taux d'intérêt</i>	36,3
<i>De trading en valeurs mobilières à revenu variable</i>	1,3
<i>De métaux précieux</i>	0,3
<i>Plus-values sur valeurs mobilières et titres négociables de placement</i>	15,9
Produits des immobilisations financières	8,4
Reprises de réductions de valeur et reprises et utilisations de provisions	12,5
Autres produits d'exploitation	8,9
PRODUITS EXCEPTIONNELS	8,3
REGULARISATIONS D'IMPOTS ET REPRISES DE PROVISIONS FISCALES	0,6
PERTE DE L'EXERCICE	0,0
PRELEVEMENTS SUR LES IMPOTS DIFFERES ET SUR LES RESERVES IMMUNISEES	0,0
PERTE DE L'EXERCICE A AFFECTER	0,0
TOTAL PRODUITS ...	1.471,6

¹ Communication sur base de la situation sociale.

² Exercice clôturé entre le 1^{er} juillet yy et le 30 juin yy+1

**XIV - 7b. — COMPTE DE PROFITS ET DE PERTES DES SEPT GRANDS ETABLISSEMENTS DE CREDIT
DE DROIT BELGE : CHIFFRES ANNUELS ¹**

(milliards de francs)

CHARGES

Postes	1993 ²
CHARGES D'EXPLOITATION	1.418,8
Intérêts et charges assimilées	1.087,2
<i>Dettes interbancaires</i>	249,9
<i>Dettes envers la clientèle</i>	285,7
<i>Dépôts à vue</i>	18,4
<i>Dépôts à terme et dépôts spéciaux</i>	191,0
<i>Dépôts d'épargne réglementés</i>	71,5
<i>Dépôts liés à des prêts hypothécaires</i>	0,2
<i>Autres dettes envers la clientèle</i>	4,5
<i>Dettes représentées par un titre</i>	229,9
<i>Certificats de dépôt et dettes similaires</i>	4,1
<i>Bons de caisse</i>	225,0
<i>Emprunts obligataires</i>	0,9
<i>Dettes subordonnées</i>	16,9
<i>Opérations de couverture affectée à terme</i>	304,9
<i>Opérations de couverture sur devises</i>	108,8
<i>Opérations de couverture sur taux d'intérêt</i>	196,1
Commissions versées pour recours à des services financiers	15,2
Autres charges financières	69,8
<i>De l'activité de change</i>	16,0
<i>De trading en valeurs mobilières et titres négociables à revenu fixe</i>	12,2
<i>De trading en opérations sur taux d'intérêt</i>	39,1
<i>De trading en valeurs mobilières à revenu variable</i>	0,5
<i>De métaux précieux</i>	0,2
<i>Moins-values sur valeurs mobilières et titres négociables de placement</i>	1,8
Rémunérations, charges sociales et pensions	128,9
Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations non financières	16,0
Autres charges d'exploitation	51,5
Réductions de valeur et provisions	50,2
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1,1
IMPOTS	13,8
BENEFICE DE L'EXERCICE	37,9
TRANSFERT AUX IMPOTS DIFFERES ET AUX RESERVES IMMUNISEES	0,7
BENEFICE DE L'EXERCICE A AFFECTER	37,2
TOTAL CHARGES ...	1.471,6

¹ Communication sur base de la situation sociale.

² Exercice clôturé entre le 1^{er} juillet yy et le 30 juin yy+1

XIV - 7c. — COMPTE DE PROFITS ET DE PERTES DES AUTRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE DROIT BELGE : CHIFFRES ANNUELS ¹

(milliards de francs)

PRODUITS

Postes	1993 ²
PRODUITS D'EXPLOITATION	737,6
Intérêts et produits assimilés	627,8
Créances interbancaires	89,7
Crédits	173,7
Effets de commerce	4,8
Acceptations propres	0,4
Location-financement et créances similaires	2,8
Prêts à taux de chargement forfaitaire	17,6
Prêts hypothécaires	47,6
Prêts à terme	82,8
Autres	17,7
Valeurs mobilières et titres négociables à placer et à réaliser	8,6
Placements en valeurs mobilières et titres négociables	150,0
Opérations de couverture affectée à terme	205,9
Opérations de couverture sur devises	91,7
Opérations de couverture sur taux d'intérêt	114,2
Revenus d'actions et d'autres valeurs mobilières à revenu variable	1,2
Commissions perçues pour services financiers fournis	11,7
Autres produits financiers	84,3
De l'activité de change	21,0
De trading en valeurs mobilières et titres négociables à revenu fixe	8,4
De trading en opérations sur taux d'intérêt	41,1
De trading en valeurs mobilières à revenu variable	0,5
De métaux précieux	0,1
Plus-values sur valeurs mobilières et titres négociables de placement	13,2
Produits des immobilisations financières	2,6
Reprises de réductions de valeur et reprises et utilisations de provisions	6,7
Autres produits d'exploitation	3,4
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2,9
REGULARISATIONS D'IMPOTS ET REPRISES DE PROVISIONS FISCALES	0,2
PERTE DE L'EXERCICE	1,9
PRELEVEMENTS SUR LES IMPOTS DIFFERES ET SUR LES RESERVES IMMUNISEES	0,1
PERTE DE L'EXERCICE A AFFECTER	1,9
TOTAL PRODUITS ...	742,7

¹ Communication sur base de la situation sociale.

² Exercice clôturé entre le 1^{er} juillet yy et le 30 juin yy+1

XIV - 7c. — COMPTE DE PROFITS ET DE PERTES DES AUTRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE DROIT BELGE : CHIFFRES ANNUELS ¹

(milliards de francs)

CHARGES

Postes	1993 ²
CHARGES D'EXPLOITATION	719,5
Intérêts et charges assimilées	555,5
<i>Dettes interbancaires</i>	142,5
<i>Dettes envers la clientèle</i>	104,6
<i>Dépôts à vue</i>	13,4
<i>Dépôts à terme et dépôts spéciaux</i>	70,0
<i>Dépôts d'épargne réglementés</i>	19,7
<i>Dépôts liés à des prêts hypothécaires</i>	0,3
<i>Autres dettes envers la clientèle</i>	1,1
<i>Dettes représentées par un titre</i>	90,8
<i>Certificats de dépôt et dettes similaires</i>	0,7
<i>Bons de caisse</i>	82,3
<i>Emprunts obligataires</i>	7,8
<i>Dettes subordonnées</i>	3,5
<i>Opérations de couverture affectée à terme</i>	214,1
<i>Opérations de couverture sur devises</i>	94,6
<i>Opérations de couverture sur taux d'intérêt</i>	119,5
Commissions versées pour recours à des services financiers	12,2
Autres charges financières	65,3
<i>De l'activité de change</i>	19,9
<i>De trading en valeurs mobilières et titres négociables à revenu fixe</i>	5,6
<i>De trading en opérations sur taux d'intérêt</i>	37,8
<i>De trading en valeurs mobilières à revenu variable</i>	0,2
<i>De métaux précieux</i>	0,1
<i>Moins-values sur valeurs mobilières et titres négociables de placement</i>	1,6
Rémunérations, charges sociales et pensions	36,5
Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations non financières	5,4
Autres charges d'exploitation	23,5
Réductions de valeur et provisions	21,0
CHARGES EXCEPTIONNELLES	2,2
IMPOTS	6,3
BENEFICE DE L'EXERCICE	14,7
TRANSFERT AUX IMPOTS DIFFERES ET AUX RESERVES IMMUNISEES	0,1
BENEFICE DE L'EXERCICE A AFFECTER	14,6
TOTAL CHARGES ...	742,7

¹ Communication sur base de la situation sociale.

² Exercice clôturé entre le 1^{er} juillet yy et le 30 juin yy+1

XIV - 7d. — COMPTE DE PROFITS ET DE PERTES DES SUCCURSALES : CHIFFRES ANNUELS ¹

(milliards de francs)

PRODUITS

Postes	1993 ²
PRODUITS D'EXPLOITATION	744,8
Intérêts et produits assimilés	406,0
<i>Créances interbancaires</i>	183,2
<i>Crédits</i>	43,0
<i>Effets de commerce</i>	0,2
<i>Acceptations propres</i>	0,0
<i>Location-financement et créances similaires</i>	0,2
<i>Prêts à taux de chargement forfaitaire</i>	0,0
<i>Prêts hypothécaires</i>	0,2
<i>Prêts à terme</i>	31,0
<i>Autres</i>	11,3
<i>Valeurs mobilières et titres négociables à placer et à réaliser</i>	3,9
<i>Placements en valeurs mobilières et titres négociables</i>	33,1
<i>Opérations de couverture affectée à terme</i>	142,8
<i>Opérations de couverture sur devises</i> ³	0,1
<i>Opérations de couverture sur taux d'intérêt</i> ³	0,0
Revenus d'actions et d'autres valeurs mobilières à revenu variable	0,2
Commissions perçues pour services financiers fournis	5,6
Autres produits financiers	323,6
<i>De l'activité de change</i>	267,4
<i>De trading en valeurs mobilières et titres négociables à revenu fixe</i>	7,2
<i>De trading en opérations sur taux d'intérêt</i>	47,1
<i>De trading en valeurs mobilières à revenu variable</i>	0,0
<i>De métaux précieux</i>	0,0
<i>Plus-values sur valeurs mobilières et titres négociables de placement</i>	2,0
Produits des immobilisations financières	0,1
Reprises de réductions de valeur et reprises et utilisations de provisions	0,4
Autres produits d'exploitation	8,9
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,4
REGULARISATIONS D'IMPOTS ET REPRISES DE PROVISIONS FISCALES	0,0
PERTE DE L'EXERCICE	1,0
PRELEVEMENTS SUR LES IMPOTS DIFFERES ET SUR LES RESERVES IMMUNISEES	0,2
PERTE DE L'EXERCICE A AFFECTER	1,0
TOTAL PRODUITS ...	746,4

¹ Communication sur base de la situation territoriale.

² Exercice clôturé entre le 1^{er} juillet yy et le 30 juin yy+1

³ La ventilation n'est pas connue pour les succursales des établissements de crédit relevant du droit d'un autre état membre de l'Union Européenne ou pour les succursales assimilées.

XIV - 7d. — COMPTE DE PROFITS ET DE PERTES DES SUCCURSALES : CHIFFRES ANNUELS ¹

(milliards de francs)

CHARGES

Postes	1993 ²
CHARGES D'EXPLOITATION	733,4
Intérêts et charges assimilées	371,8
<i>Dettes interbancaires</i>	221,8
<i>Dettes envers la clientèle</i>	35,8
<i>Dépôts à vue</i>	3,6
<i>Dépôts à terme et dépôts spéciaux</i>	29,8
<i>Dépôts d'épargne réglementés</i>	0,0
<i>Dépôts liés à des prêts hypothécaires</i>	0,0
<i>Autres dettes envers la clientèle</i>	2,3
<i>Dettes représentées par un titre</i>	0,4
<i>Certificats de dépôt et dettes similaires</i>	0,4
<i>Bons de caisse</i>	0,0
<i>Emprunts obligataires</i>	0,0
<i>Dettes subordonnées</i>	0,0
<i>Opérations de couverture affectée à terme</i>	113,8
<i>Opérations de couverture sur devises</i> ³	0,0
<i>Opérations de couverture sur taux d'intérêt</i> ³	0,0
Commissions versées pour recours à des services financiers	1,8
Autres charges financières	333,7
<i>De l'activité de change</i>	262,3
<i>De trading en valeurs mobilières et titres négociables à revenu fixe</i>	5,8
<i>De trading en opérations sur taux d'intérêt</i>	65,5
<i>De trading en valeurs mobilières à revenu variable</i>	0,0
<i>De métaux précieux</i>	0,0
<i>Moins-values sur valeurs mobilières et titres négociables de placement</i>	0,1
Rémunérations, charges sociales et pensions	8,3
Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations non financières	0,9
Autres charges d'exploitation	14,5
Réductions de valeur et provisions	2,4
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,2
IMPOTS	4,7
BENEFICE DE L'EXERCICE	7,9
TRANSFERT AUX IMPOTS DIFFERES ET AUX RESERVES IMMUNISEES	0,0
BENEFICE DE L'EXERCICE A AFFECTER	8,1
TOTAL CHARGES ...	746,4

¹ Communication sur base de la situation territoriale.

² Exercice clôturé entre le 1^{er} juillet yy et le 30 juin yy+1

³ La ventilation n'est pas connue pour les succursales des établissements de crédit relevant du droit d'un autre état membre de l'Union Européenne ou pour les succursales assimilées.

XIV - 8. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

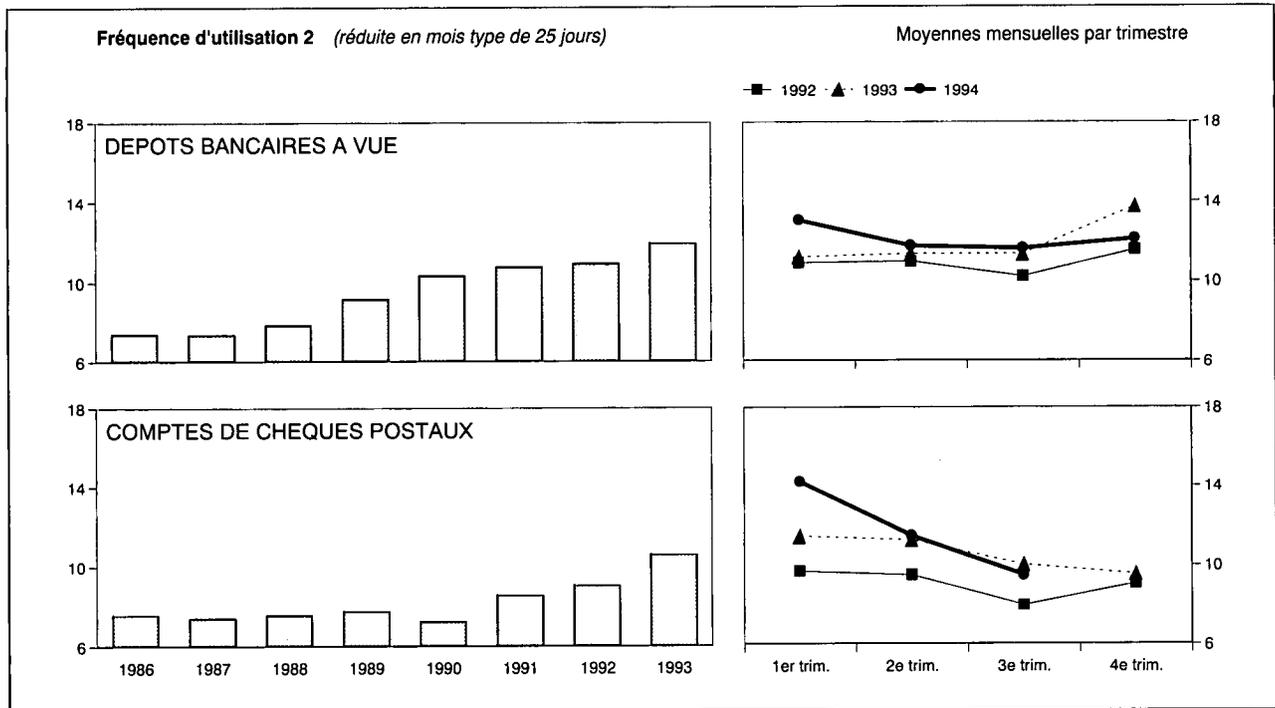
Etat récapitulatif des valeurs représentatives des réserves ou provisions techniques en fin d'année
(milliards de francs)

Sources : MAE, Office de Contrôle des Assurances.

Nature des valeurs	Valeur d'affectation						
	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
A. Actifs réglementaires¹ :							
Valeurs Etat belge et titres assimilés	156,2	193,9	263,7	302,1	316,9	346,4	401,7
Obligations organisations internationales	5,2	5,7	8,6	6,8	7,7	8,5	9,3
Obligations bons de caisse sociétés belges (+ 5 ans)	49,7	49,0	43,6	37,5	33,8	35,8	33,8
Obligations bons de caisse sociétés belges (- 5 ans)	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2	0,5	0,7
Certificats immobiliers sociétés belges	0,1	0,3	0,6	0,9	1,2	1,2	1,3
Actions sociétés belges	52,4	74,2	58,3	88,4	93,7	100,4	116,0
Immeubles	38,6	40,6	44,0	46,7	59,3	68,2	75,4
Prêts hypothécaires et ouvertures de crédits	137,8	147,9	153,8	164,9	181,3	189,7	196,5
Valeurs Etats étrangers et titres assimilés	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,8	0,6
Obligations sociétés étrangères (bourse belge)	0,1	0,1	0,3	0,4	0,7	0,4	0,5
Actions sociétés étrangères (bourse belge)	4,8	4,0	2,0	2,9	3,5	2,4	2,7
Obligations sociétés étrangères (bourse étrangère)	1,7	1,6	1,3	1,0	1,2	2,1	2,1
Actions sociétés étrangères (bourse étrangère)	7,8	7,5	2,3	9,9	7,0	8,4	3,4
Certificats fonds communs de placement	0,8	0,9	1,1	2,3	1,7	1,2	1,8
Prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre, promesses ...	8,5	7,0	10,3	10,1	16,5	20,3	21,6
Numéraire	2,6	8,0	13,8	9,1	9,2	16,5	16,6
Avances sur polices	11,3	11,3	12,1	10,8	10,8	10,8	11,1
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées	15,4	17,6	21,4	23,7	24,2	27,0	29,4
Primes restant à encaisser	1,6	1,8	2,1	1,9	2,1	2,2	2,4
Créances sur intermédiaires	0,9	1,0	1,1	1,7	1,9	1,9	2,1
Total A ...	496,3	573,2	641,5	722,0	773,6	844,7	929,0
B. Autres valeurs :							
Créances sur réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dispense part des réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	1,9	1,7	3,2	3,6	5,2	4,9	8,1
Total B ...	1,9	1,7	3,2	3,6	5,2	4,9	8,1
TOTAL GENERAL (A + B) ...	498,2	574,9	644,7	725,6	778,8	849,6	937,1
Encaissement affaires directes	59,2	68,4	81,4	89,5	98,6	103,8	112,6
Provisions techniques affaires directes	470,5	549,4	625,1	694,7	764,3	833,3	910,1

¹ Article 17, § 1, 1° à 12° de l'arrêté royal du 12 mars 1976.

XIV - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANC BELGE ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'OCP ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'OCP ⁴
1986	2.565,1	818,2	3.383,3	7,45	7,37	7,56
1987	2.853,3	831,2	3.684,5	7,46	7,36	7,40
1988	3.279,3	825,5	4.104,8	8,00	7,84	7,53
1989	4.075,5	913,4	4.988,9	9,23	9,14	7,77
1990	4.648,3	922,8	5.571,1	10,44	10,31	7,21
1991	4.984,8	1.006,5	5.991,3	10,85	10,72	8,56
1992	5.106,0	1.016,8	6.122,8	11,09	10,90	9,07
1993	5.750,7	1.100,8	6.851,5	12,08	11,92	10,61
1994	6.329,8			12,31	12,11	
1992 3 ^e trimestre	4.829,6	906,7	5.736,3	10,51	10,23	7,96
1992 4 ^e trimestre	5.306,3	881,1	6.187,4	11,86	11,54	9,08
1993 1 ^{er} trimestre	5.231,6	1.223,3	6.454,9	11,36	11,20	11,43
1993 2 ^e trimestre	5.585,9	1.237,5	6.823,4	11,19	11,34	11,25
1993 3 ^e trimestre	5.505,9	1.016,2	6.522,1	11,81	11,35	10,03
1993 4 ^e trimestre	6.679,5	926,1	7.605,6	13,96	13,76	9,57
1994 1 ^{er} trimestre	6.488,9	1.588,9	8.077,8	13,21	13,04	14,19
1994 2 ^e trimestre	6.145,0	1.316,6	7.461,6	11,74	11,74	11,45
1994 3 ^e trimestre	6.099,6	977,1	7.076,7	11,93	11,63	9,49
1994 4 ^e trimestre	6.585,8			12,39	12,09	
1993 Novembre	6.464,2	965,5	7.429,7	12,86	13,39	9,71
1993 Décembre	7.698,1	860,2	8.558,3	15,63	15,03	9,42
1994 Janvier	6.727,0	1.335,1	8.062,1	13,53	13,53	13,63
1994 Février	6.440,6	1.764,0	8.204,6	12,53	13,05	14,65
1994 Mars	6.299,0	1.667,6	7.966,6	13,56	12,55	14,30
1994 Avril	5.781,5	1.345,8	7.127,3	11,55	11,55	12,07
1994 Mai	6.267,4	1.375,6	7.643,0	11,33	11,81	11,26
1994 Juin	6.386,1	1.228,4	7.614,5	12,33	11,86	11,04
1994 Juillet	6.303,6	934,1	7.237,7	11,58	11,58	8,78
1994 Août	5.952,2	945,9	6.898,1	11,92	11,47	9,06
1994 Septembre	6.043,0	1.051,4	7.094,4	12,31	11,84	10,73
1994 Octobre	5.880,1	840,2	6.720,3	10,99	10,56	9,05
1994 Novembre	6.941,8	1.023,7	7.965,5	12,38	12,89	10,79
1994 Décembre	6.935,6			13,85	12,82	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en franc belge ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en franc belge de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent

double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la BNB — Moniteur belge : Situation globale des banques. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'INS — Statistiques économiques belges 1970-1980. — Bulletin d'Information et de Documentation : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 ; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — Rapports annuels de la Commission bancaire.*

XIV - 10. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : OCP.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)							(%)
1987	1.203	295,1	97,9	509,2	988,0	510,1	988,0	2.995,3	97
1988	1.173	301,6	94,7	525,4	1.014,9	527,2	1.014,9	3.082,4	98
1989	1.147	312,0	102,1	541,9	1.100,9	543,0	1.100,9	3.286,8	98
1990	1.142	325,7	109,4	574,6	1.129,2	574,1	1.129,2	3.407,0	98
1991	1.154	308,1	103,2	621,4	1.205,6	622,0	1.205,6	3.654,6	98
1992	1.185	309,5	99,5	638,7	1.236,9	638,3	1.236,9	3.750,7	98
1993	1.200	313,5	94,6	668,8	1.305,7	642,6	1.305,7	3.922,9	96
1994	1.201	372,9	96,4	729,8	1.439,4	717,7	1.439,4	4.326,4	98
1992 4 ^e trimestre	1.185	304,9	92,9	605,4	1.094,2	594,9	1.094,2	3.388,6	97
1993 1 ^{er} trimestre	1.192	318,2	100,6	687,8	1.443,5	686,0	1.443,5	4.260,8	96
2 ^e trimestre	1.196	331,9	97,3	737,7	1.457,7	738,7	1.457,7	4.391,8	96
3 ^e trimestre	1.199	295,9	90,3	619,4	1.208,1	632,0	1.208,1	3.667,6	97
4 ^e trimestre	1.200	308,3	90,3	630,5	1.113,7	513,7	1.113,7	3.371,4	96
1994 1 ^{er} trimestre	1.201	355,3	101,3	839,2	1.826,7	823,3	1.826,7	5.315,8	99
2 ^e trimestre	1.200	372,5	102,9	781,3	1.533,2	767,8	1.533,2	4.615,4	98
3 ^e trimestre	1.201	396,3	94,4	639,0	1.240,0	656,3	1.240,0	3.775,3	98
4 ^e trimestre	1.201	367,0	87,3	659,8	1.157,8	623,6	1.157,8	3.598,9	97
1993 Décembre	1.200	342,4	89,7	692,5	1.129,5	371,1	1.129,5	3.322,7	92
1994 Janvier	1.201	360,3	93,7	769,9	1.573,6	719,5	1.573,6	4.636,5	99
Février	1.202	357,3	108,7	847,2	1.890,6	869,9	1.890,6	5.498,1	99
Mars	1.201	348,6	102,3	900,6	2.015,8	880,5	2.015,8	5.812,7	99
Avril	1.200	388,7	98,7	845,0	1.641,3	805,1	1.641,3	4.932,7	99
Mai	1.198	356,7	110,6	738,7	1.477,2	773,8	1.477,2	4.466,8	98
Juin	1.200	372,7	99,2	760,3	1.481,0	724,5	1.481,0	4.446,8	98
Juillet	1.200	419,5	96,1	682,2	1.220,1	675,9	1.220,1	3.798,4	98
Août	1.200	400,9	96,4	613,7	1.220,1	633,9	1.220,1	3.687,9	98
Septembre	1.201	367,7	90,6	621,1	1.279,9	658,9	1.279,9	3.839,7	98
Octobre	1.201	373,1	86,9	620,3	1.124,3	624,3	1.124,3	3.493,2	98
Novembre	1.200	327,6	89,2	607,1	1.174,7	592,0	1.174,7	3.548,4	100
Décembre	1.201	399,2	85,8	752,0	1.174,3	654,4	1.174,3	3.755,1	92

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XI-1).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XV. — ACTIFS FINANCIERS DES PARTICULIERS, DES SOCIÉTÉS ET DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES

1. — AGREGATS MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	M1	Autres actifs à 1 an au plus ¹ auprès des intermédiaires financiers nationaux ²	M3	Certificats de Trésorerie et billets de trésorerie détenus par les sociétés ³ et les particuliers	M4
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)
1983	958,2	2.022,8	2.981,0	7,7	2.988,7
1984	937,9	2.210,8	3.148,7	6,6	3.155,4
1985	990,2	2.402,9	3.393,0	0,0	3.393,1
1986	1.073,0	2.753,0	3.826,0	3,5	3.829,5
1987	1.111,7	3.104,1	4.215,7	0,1	4.215,8
1988	1.185,6	3.357,5	4.543,1	0,0	4.543,1
1989	1.284,2	3.852,1	5.136,3	0,0	5.136,3
1990	1.301,9	4.065,0	5.366,9	0,1	5.367,0
1991 Juin	1.422,7	4.126,4	5.549,1	117,4	5.666,5
Septembre	1.311,3	4.211,2	5.522,5	177,1	5.699,6
Décembre	1.316,4	4.359,1	5.675,5	172,8	5.848,4
1992 Mars	1.340,2	4.428,1	5.768,3	169,6	5.937,9
Juin	1.463,2	4.508,5	5.971,8	184,9	6.156,7
Septembre	1.320,6	4.614,9	5.935,5	216,3	6.151,7
Décembre	1.336,3	4.956,9	6.293,2	181,3	6.474,5
1993 Mars	1.377,1	5.127,9	6.505,0	152,8	6.657,8
Juin	1.492,0	5.223,3	6.715,2	136,8	6.852,0
Septembre	1.356,3	5.435,1	6.791,4	157,1	6.948,5
Décembre	1.433,1	5.678,0	7.111,1	119,7	7.230,8
1994 Mars	1.546,0	5.712,9	7.258,8	151,1	7.409,9
Juin	1.591,5	5.777,1	7.368,5	148,4	7.516,9
Septembre	1.489,7	5.674,6	7.164,2	163,7	7.327,9

¹ Durée à l'origine.

² Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, IRC.

³ Organismes publics d'exploitation, sociétés publiques de logement, fonds du logement de la Ligue des Familles Nombreuses et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

XV - 2. — VENTILATION DE M1

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire ¹	Monnaie scripturale					Total (7) = (2) à (6)	Total (8) = (1) + (7)
		Auprès de la BNB	Auprès de l'OCP	Auprès des banques ²	Auprès des banques d'épargne	Auprès des établissements de crédit du secteur public		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)		
1983	390,2	0,2	73,5	383,4	37,2	73,7	568,0	958,2
1984 ³	385,3	0,4	60,0	374,2	40,1	77,9	552,6	937,9
1985	383,6	0,2	73,5	408,7	39,7	84,4	606,6	990,2
1986	403,6	0,2	81,1	450,9	44,4	92,8	669,4	1.073,0
1987	411,6	0,3	79,0	476,1	46,7	98,0	700,1	1.111,7
1988	415,6	0,2	79,3	517,2	59,6	113,6	770,0	1.185,6
1989	421,7	0,4	96,0	572,6	68,6	125,0	862,5	1.284,2
1990	413,2	0,3	93,7	580,9	73,5	140,2	888,7	1.301,9
1991 Juin	432,3	0,3	106,2	629,1	84,3	170,5	990,4	1.422,7
Septembre	411,6	0,2	91,2	580,0	78,6	149,6	899,7	1.311,3
Décembre	417,0	0,2	81,1	596,4	78,8	142,9	899,4	1.316,4
1992 Mars	405,3	0,2	95,8	610,1	80,8	147,8	934,8	1.340,2
Juin	426,7	0,2	104,5	662,1	89,6	180,1	1.036,5	1.463,2
Septembre	403,0	0,1	86,2	595,4	84,0	151,9	917,6	1.320,6
Décembre	412,7	0,1	77,4	846,0	.	.	923,6	1.336,3
1993 Mars	404,0	0,3	93,5	879,3	.	.	973,1	1.377,1
Juin	429,5	0,3	83,0	979,2	.	.	1.062,5	1.492,0
Septembre	409,3	0,2	79,5	867,4	.	.	947,0	1.356,3
Décembre	424,7	0,3	70,4	937,7	.	.	1.008,3	1.433,1
1994 Mars	418,3	0,2	127,1	1.000,4	.	.	1.127,6	1.546,0
Juin	421,2	0,2	85,5	1.084,6	.	.	1.170,2	1.591,5
Septembre	405,2	0,0	83,8	1.000,6	.	.	1.084,5	1.489,7

¹ Billets et pièces du Trésor et billets de la BNB, après déduction du montant de ces billets et pièces détenus par les intermédiaires financiers.

² Ensemble des intermédiaires financiers à partir de fin 1992.

³ Des ruptures de séries, de faible ampleur, se sont produites en raison d'améliorations dans le recensement de certains encours.

XV - 3. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en franc belge				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ³					Total général
	M1 ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5,6}	Actifs à plus d'un an ^{5,7}	Total	A un an au plus ⁵ (dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁵ (valeurs mobilières) ⁹	Total	Créances commerciales sur l'étranger	Or financier	Autres avoirs sur l'étranger ¹⁰	Divers ¹¹	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12) = (8) à (11)	(13) = (4) + (7) + (12)
1984	- 24,9	+ 222,1	+ 211,6	+ 408,7	- 9,4	+ 104,5	+ 95,1	- 1,6	+ 10,2	+ 14,5	+ 74,5	+ 97,6	+ 601,4
1985	+ 52,2	+ 223,7	+ 280,8	+ 556,7	- 5,5	+ 90,1	+ 84,6	+ 18,4	+ 8,5	+ 5,0	+ 77,9	+ 109,8	+ 751,1
1986	+ 82,9	+ 415,0	+ 83,2	+ 581,0	+ 29,8	+ 112,7	+ 142,5	- 5,5	+ 6,7	+ 69,5	+ 88,8	+ 159,5	+ 883,1
1987	+ 38,6	+ 359,3	+ 127,4	+ 525,3	+ 49,0	+ 88,9	+ 137,9	- 1,1	+ 19,9	+ 90,2	+ 121,0	+ 230,0	+ 893,2
1988	+ 73,9	+ 220,2	+ 269,2	+ 563,3	+ 33,3	+ 192,5	+ 225,8	+ 12,1	+ 6,0	+ 127,2	+ 239,5	+ 384,8	+ 1.174,0
1989	+ 98,6	+ 514,2	+ 146,5	+ 759,4	+ 108,8	+ 243,7	+ 352,5	- 7,8	- 3,7	+ 207,6	+ 183,0	+ 379,1	+ 1.491,0
1990	+ 17,7	+ 345,5	+ 626,8	+ 990,0	+ 70,4	- 53,8	+ 16,6	- 32,7	+ 5,1	+ 196,3	- 91,2	+ 77,5	+ 1.084,0
1991	+ 14,5	+ 467,7	+ 479,4	+ 961,6	+ 50,5	+ 46,4	+ 96,9	+ 7,6	+ 3,5	+ 184,7	+ 131,8	+ 327,6	+ 1.386,0
1992	- 20,3	+ 458,7	+ 483,0	+ 921,4	+ 164,4	- 27,2	+ 137,2	+ 7,6	+ 3,6	+ 226,5	+ 23,5	+ 261,2	+ 1.319,8
1993	+ 115,2	+ 481,4	+ 142,8	+ 739,4	+ 144,7	+ 136,4	+ 284,1	- 27,1		+ 88,0			
1991 1 ^{er} trimestre	- 4,2	+ 92,5	+ 174,4	+ 262,7	+ 56,3	+ 21,1	+ 77,4	- 2,9	+ 3,0	+ 25,2	+ 143,0	+ 168,3	+ 508,2
2 ^e trimestre	+ 125,0	+ 69,6	+ 90,0	+ 284,6	- 31,0	+ 16,4	- 14,6	+ 31,9	- 2,3	+ 75,7	+ 97,2	+ 202,5	+ 472,5
3 ^e trimestre	- 111,4	+ 149,8	+ 74,5	+ 113,0	+ 17,6	- 20,6	- 3,0	- 12,2	+ 1,5	+ 27,2	+ 42,0	+ 58,5	+ 168,5
4 ^e trimestre	+ 5,1	+ 155,7	+ 140,5	+ 301,4	+ 7,6	+ 29,5	+ 37,1	- 9,2	+ 1,2	+ 56,6	- 150,4	- 101,8	+ 236,8
1992 1 ^{er} trimestre	+ 23,8	+ 97,6	+ 123,4	+ 244,8	+ 17,6	- 22,6	- 5,0	- 1,1	+ 0,5	+ 43,2	+ 142,7	+ 185,3	+ 425,1
2 ^e trimestre	+ 123,0	+ 98,6	+ 137,7	+ 359,4	+ 114,0	- 39,3	+ 74,7	+ 39,6	+ 2,3	+ 56,2	+ 0,5	+ 98,6	+ 532,7
3 ^e trimestre	- 142,6	+ 186,6	+ 62,8	+ 106,9	+ 98,7	- 10,6	+ 88,1	- 12,4	+ 1,0	+ 48,7	+ 0,5	+ 37,8	+ 232,8
4 ^e trimestre	- 24,4	+ 75,9	+ 159,0	+ 210,5	- 65,8	+ 45,3	- 20,5	- 18,5	- 0,2	+ 78,3	- 120,2	- 60,6	+ 129,4
1993 1 ^{er} trimestre	+ 55,1	+ 141,7	+ 140,3	+ 337,1	+ 28,5	- 9,5	+ 19,0	- 4,7	- 1,9	+ 71,3			
2 ^e trimestre	+ 115,7	+ 60,8	+ 58,1	+ 234,6	+ 52,2	+ 37,0	+ 89,2	+ 6,1	- 0,3	- 4,5			
3 ^e trimestre	- 125,2	+ 105,7	- 5,1	- 24,6	+ 21,4	+ 28,2	+ 49,6	- 14,4	- 1,4	+ 6,0			
4 ^e trimestre	+ 69,5	+ 173,0	- 50,6	+ 191,9	+ 42,6	+ 80,7	+ 123,3	- 14,1		+ 15,2			
1994 1 ^{er} trimestre	+ 109,6	+ 79,2	- 123,4	+ 65,4	+ 27,7	+ 99,7	+ 127,4	+ 7,8		+ 19,1			
2 ^e trimestre	+ 40,8	+ 160,9	+ 146,2	+ 347,9	- 2,9	+ 97,2	+ 94,3	+ 29,4		- 81,9			
3 ^e trimestre	- 121,5	- 106,6	+ 275,4	+ 47,3	- 0,8	+ 116,8	+ 116,0	- 14,3		+ 6,0			

¹ Organismes publics d'exploitation, sociétés publiques de logement, fonds du logement de la Ligue des Familles Nombreuses et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre 1^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (1) du tableau XV-1.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-4a, colonne (9).

⁷ Voir tableau XV-5, colonne (5).

⁸ Voir tableau XV-4a, colonne (12).

⁹ Voir tableau XV-5, colonne (8).

¹⁰ Principalement les investissements directs des sociétés à l'étranger.

¹¹ Divers avoirs sur les intermédiaires financiers et « erreurs et omissions » de la balance des paiements de la Belgique.

XV - 4a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS²

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge									En monnaies étrangères ³			Total général
	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4,5}					Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger			Total	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{4,6}	Après des secteurs nationaux non-financiers et à l'étranger	Total	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme ⁶	Bons de caisse et d'épargne	Divers ⁷	Total	Certificats de trésorerie	Billets de trésorerie	Autres actifs					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (5) à (8)	(10)	(11)	(12) = (10)+(11)		(13) = (9)+(12)
1984	+114,3	+ 56,3	+ 6,9	+ 1,0	+178,5	- 1,1	0,0	+ 44,6	+222,1	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+212,6
1985	+162,0	+ 14,4	+ 26,7	+ 2,2	+205,2	- 6,6	0,0	+ 25,1	+223,7	- 1,3	- 4,2	- 5,5	+218,2
1986	+206,6	+ 95,1	+ 51,4	+ 7,0	+360,1	+ 3,5	0,0	+ 51,3	+415,0	- 0,4	+ 30,3	+ 29,8	+444,8
1987	+224,2	+ 83,6	+ 18,3	+ 4,2	+330,3	- 3,5	0,0	+ 32,4	+359,3	+ 26,4	+ 22,6	+ 49,0	+408,3
1988	+185,4	+ 26,7	+ 13,3	+ 1,7	+227,0	0,0	0,0	- 6,8	+220,2	+ 20,2	+ 13,3	+ 33,5	+253,5
1989	+190,0	+169,7	+ 83,4	+ 2,7	+445,8	0,0	0,0	+ 68,5	+514,2	+ 62,0	+ 46,7	+108,8	+623,0
1990	-258,3	+408,6	+ 90,2	-11,0	+229,5	+ 0,1	0,0	+115,9	+345,5	+ 2,7	+ 67,8	+ 70,4	+415,9
1991	- 88,5	+222,2	+113,8	+ 5,7	+253,2	+161,9	0,0	+ 52,6	+467,7	+ 41,7	+ 8,8	+ 50,5	+518,2
1992	- 72,5	+314,1	+ 90,8	+ 8,7	+341,0	+ 12,1	+ 1,9	+103,8	+458,7	+ 10,8	+153,6	+164,4	+623,1
1993	+ 32,4	+280,3	+246,3	+16,8	+575,8	- 69,8	+ 1,3	- 25,9	+481,4	+ 89,5	+ 55,2	+144,7	+626,1
1991 1 ^{er} trimestre	-131,9	+ 85,0	+ 44,3	+ 2,3	- 0,4	+ 66,2	0,0	+ 26,7	+ 92,5	+ 46,0	+ 10,2	+ 56,3	+148,8
2 ^e trimestre	+ 8,5	- 17,2	+ 22,3	+ 3,3	+ 16,8	+ 40,0	0,0	+ 12,7	+ 69,6	- 16,3	- 14,8	- 31,0	+ 38,6
3 ^e trimestre	- 25,2	+ 84,3	+ 20,7	+ 1,2	+ 81,0	+ 59,5	0,0	+ 9,3	+149,8	+ 11,1	+ 6,5	+ 17,6	+167,5
4 ^e trimestre	+ 60,2	+ 70,1	+ 26,5	- 1,0	+155,7	- 3,8	0,0	+ 3,8	+155,7	+ 0,9	+ 6,8	+ 7,6	+163,4
1992 1 ^{er} trimestre	- 95,5	+121,7	+ 31,0	+ 4,2	+ 61,3	+ 6,7	0,0	+ 29,7	+ 97,6	- 13,8	+ 31,4	+ 17,6	+115,2
2 ^e trimestre	+ 4,5	+ 48,2	+ 21,6	+ 7,3	+ 81,6	+ 16,0	0,0	+ 1,0	+ 98,6	+ 5,1	+108,9	+114,0	+212,6
3 ^e trimestre	- 56,2	+131,2	+ 22,5	+ 3,4	+100,9	+ 29,3	+ 1,6	+ 54,9	+186,6	+ 16,7	+ 82,0	+ 98,7	+285,3
4 ^e trimestre	+ 74,7	+ 13,1	+ 15,7	- 6,3	+ 97,2	- 39,9	+ 0,3	+ 18,3	+ 75,9	+ 2,9	- 68,7	- 65,8	+ 10,1
1993 1 ^{er} trimestre	- 39,0	+102,6	+ 67,0	-22,3	+108,3	- 31,9	+ 3,6	+ 61,7	+141,7	- 1,9	+ 30,4	+ 28,5	+170,2
2 ^e trimestre	+ 38,6	- 71,5	+ 42,6	+15,9	+ 25,6	- 25,1	+ 5,5	+ 54,8	+ 60,8	+ 28,6	+ 23,6	+ 52,2	+113,0
3 ^e trimestre	- 81,9	+208,4	+ 69,7	+ 1,4	+197,6	+ 27,4	- 7,3	-112,0	+105,7	+ 26,2	- 4,8	+ 21,4	+127,1
4 ^e trimestre	+114,7	+ 40,8	+ 67,1	+21,7	+244,3	- 40,3	- 0,5	- 30,5	+173,0	+ 36,6	+ 6,0	+ 42,6	+215,6
1994 1 ^{er} trimestre	+150,8	-148,4	- 44,5	- 1,5	- 43,6	+ 28,3	+ 3,3	+ 91,2	+ 79,2	+ 16,9	+ 10,8	+ 27,7	+106,9
2 ^e trimestre	+170,0	- 88,4	- 76,7	+31,3	+ 36,2	- 3,6	- 0,3	+128,6	+160,9	+ 24,5	- 27,4	- 2,9	+158,0
3 ^e trimestre	+ 50,6	- 40,0	-124,9	+13,2	-101,1	+ 5,1	+ 8,1	- 18,7	-106,6	+ 3,7	- 4,5	- 0,8	-107,4

¹ Organismes publics d'exploitation, sociétés publiques de logement, fonds du logement de la Ligue des Familles Nombreuses et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public (y compris les sociétés publiques de logement et les fonds du logement de la Ligue des Familles nombreuses), Fonds des Rentes, IRC.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonnes (1) à (5).

⁶ Y compris les dépôts constitués par les organismes de placement collectif de droit luxembourgeois pour compte de leurs souscripteurs belges et les dépôts en carnets non exonérés de précompte mobilier.

⁷ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance.

⁸ Pour les encours, voir tableau XV-4b, colonne (6).

**XV - 4b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS NON MONÉTAIRES A UN AN AU PLUS²
AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En franc belge					En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme ⁴	Bons de caisse et d'épargne	Divers ⁵	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)			(6)	(7) = (5) + (6)
1983	1.246,6	544,0	91,8	10,7	1.893,1	129,7	2.022,8
1984	1.360,9	600,3	98,7	11,6	2.071,6	139,2	2.210,8
1985	1.522,9	614,7	125,3	13,8	2.276,8	126,1	2.402,9
1986	1.729,6	709,8	176,8	20,8	2.636,9	116,0	2.753,0
1987	1.953,8	793,4	195,0	25,1	2.967,3	136,8	3.104,1
1988	2.139,1	820,1	208,4	26,7	3.194,3	163,3	3.357,5
1989	2.329,1	989,8	291,7	29,5	3.640,0	212,1	3.852,1
1990	2.070,8	1.398,4	381,9	18,5	3.869,5	195,4	4.065,0
1991 Mars	1.938,9	1.483,3	426,2	20,7	3.869,2	251,0	4.120,1
Juin	1.947,3	1.466,1	448,6	24,0	3.886,0	240,4	4.126,4
Septembre	1.922,1	1.550,4	469,2	25,2	3.967,0	244,2	4.211,2
Décembre	1.982,3	1.620,6	495,7	24,2	4.122,7	236,4	4.359,1
1992 Mars	1.886,8	1.742,2	526,6	28,4	4.184,0	244,1	4.428,1
Juin	1.891,3	1.790,4	548,3	35,7	4.265,6	242,9	4.508,5
Septembre	1.835,2	1.921,5	570,8	39,1	4.366,5	248,4	4.614,9
Décembre	1.902,3	1.923,0	521,3	183,9	4.530,5	267,2	4.797,7
1993 Mars	1.863,3	2.024,6	588,3	164,3	4.640,5	265,5	4.906,0
Juin	1.901,9	1.953,1	630,9	180,1	4.666,0	298,7	4.964,7
Septembre	1.820,0	2.161,5	700,6	181,3	4.863,4	331,5	5.194,9
Décembre	1.934,7	2.202,3	767,6	189,7	5.094,3	365,6	5.459,9
1994 Mars	2.085,5	2.054,0	723,1	197,8	5.060,4	374,9	5.435,3
Juin	2.255,5	1.965,6	646,4	218,2	5.085,7	393,2	5.478,9
Septembre	2.306,1	1.925,6	521,5	235,7	4.988,9	392,6	5.381,5

¹ Organismes publics d'exploitation, sociétés publiques de logement, fonds du logement de la Ligue des Familles Nombreuses et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Banques, banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964, établissements de crédit du secteur public, Fonds des Rentes, IRG.

⁴ Y compris les dépôts constitués par les organismes de placement collectif de droit luxembourgeois pour compte de leurs souscripteurs belges et les dépôts en carnets non exonérés de précompte mobilier.

⁵ Il s'agit principalement de bons de caisse et de dépôts à terme venus à échéance.

XV - 5. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(variations en milliards de francs)

Périodes	En franc belge					En monnaies étrangères ^{3,4}			Total général (9) = (5) + (8)
	Bons de caisse et obligations ⁵ (1)	Actions ⁶ (2)	Dépôts (3)	Autres actifs (4)	Total (5) = (1) + (2) + (3) + (4)	Obligations (6)	Actions ⁷ (7)	Total (8) = (6) + (7)	
1984	+182,1	+20,1	+ 2,1	+ 7,3	+211,6	+108,5	- 4,0	+104,5	+316,1
1985	+267,7	+ 2,6	+ 7,2	+ 3,3	+280,8	+ 85,2	+ 4,9	+ 90,1	+370,9
1986	+ 75,8	+ 8,7	- 0,5	- 0,9	+ 83,2	+ 81,9	+30,8	+112,7	+195,9
1987	+132,7	-14,4	+ 7,3	+ 1,8	+127,4	+ 88,4	+ 0,5	+ 88,9	+216,3
1988	+268,8	+ 2,5	-10,9	+ 8,8	+269,2	+211,0	-18,5	+192,5	+461,7
1989	+ 99,5	+55,8	-13,7	+ 5,0	+146,5	+165,6	+78,1	+243,7	+390,2
1990	+642,8	-19,2	+ 0,1	+ 3,1	+626,8	- 34,5	-19,3	- 53,8	+573,0
1991	+459,7	+ 4,0	+ 8,5	+ 7,2	+479,4	+ 40,4	+ 6,0	+ 46,4	+525,8
1992	+482,2	- 6,0	+ 3,8	+ 3,0	+483,0	- 24,4	- 2,8	- 27,2	+455,8
1993	+173,1	-44,1	+10,1	+ 3,7	+142,8	+ 72,5	+63,9	+136,4	+279,2
1991 1 ^{er} trimestre	+163,7	+ 5,4	+ 2,3	+ 3,0	+174,4	+ 3,2	+17,9	+ 21,1	+195,5
2 ^e trimestre	+ 80,6	+ 4,8	+ 0,9	+ 3,6	+ 90,0	+ 19,7	- 3,3	+ 16,4	+106,4
3 ^e trimestre	+ 74,8	- 3,3	+ 3,0	0,0	+ 74,5	- 19,2	- 1,4	- 20,6	+ 53,9
4 ^e trimestre	+140,5	- 2,9	+ 2,3	+ 0,6	+140,5	+ 36,7	- 7,2	+ 29,5	+170,0
1992 1 ^{er} trimestre	+115,3	+ 7,7	- 1,7	+ 2,1	+123,4	- 34,9	+12,3	- 22,6	+100,8
2 ^e trimestre	+143,0	- 6,7	+ 1,2	+ 0,3	+137,7	- 32,2	- 7,1	- 39,3	+ 98,4
3 ^e trimestre	+ 62,1	- 2,1	+ 3,0	- 0,1	+ 62,8	- 1,3	- 9,3	- 10,6	+ 52,2
4 ^e trimestre	+161,8	- 4,8	+ 1,3	+ 0,7	+159,0	+ 44,0	+ 1,3	+ 45,3	+204,4
1993 1 ^{er} trimestre	+148,1	- 9,4	- 0,1	+ 1,7	+140,3	- 25,9	+ 16,4	- 9,5	+130,8
2 ^e trimestre	+ 60,9	- 7,7	+ 4,9	0,0	+ 58,1	+ 18,4	+ 18,6	+ 37,0	+ 95,1
3 ^e trimestre	+ 8,5	- 9,4	- 3,7	- 0,5	- 5,1	+ 38,1	- 9,9	+ 28,2	+ 23,1
4 ^e trimestre	- 44,5	-17,6	+ 9,0	+ 2,5	- 50,6	+ 41,8	+ 38,9	+ 80,7	+ 30,1
1994 1 ^{er} trimestre	-121,6	+ 0,7	- 2,2	- 0,3	-123,4	+ 42,5	+ 57,2	+ 99,7	- 23,7
2 ^e trimestre	+135,2	+ 7,6	+ 3,5	- 0,1	+146,2	+ 59,0	+ 38,2	+ 97,2	+243,4
3 ^e trimestre	+254,7	+15,5	+ 5,1	+ 0,1	+275,4	+123,4	- 6,6	+116,8	+392,2

¹ Organismes publics d'exploitation, sociétés publiques de logement, fonds du logement de la Ligue des Familles Nombreuses et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Achats nets de titres par des résidents de l'UEBL, après élimination, dans la mesure du possible, des achats nets par des résidents luxembourgeois.

⁵ Y compris les obligations en franc luxembourgeois, pour autant qu'elles aient pu être recensées.

⁶ Emissions publiques d'actions, après déduction des achats nets, effectués par des non-résidents, d'actions belges, nouvelles ou émises antérieurement.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement en dehors de l'UEBL.

XV - 6a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Périodes	BNB	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRG	Banques ³		Etablissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ⁴		Total		
									Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
									(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	(11) = (9) + (10)
1984	- 4,9	- 13,3	+ 68,4	+ 36,2	+ 61,9	+ 67,0	+ 46,0	+ 28,6	+158,2	+131,9	+290,0
1985	- 0,6	+ 12,3	+138,8	+ 43,6	+ 72,8	+ 86,8	+ 32,9	+ 35,0	+256,1	+165,5	+421,6
1986	+ 19,3	+ 8,3	+179,2	+ 9,7	+138,5	+ 16,9	+ 97,2	+ 0,3	+442,6	+ 27,0	+469,5
1987	+ 8,4	- 2,5	+204,5	+ 7,8	+ 87,7	+ 35,8	+ 97,2	+ 1,7	+395,3	+ 45,3	+440,7
1988	+ 3,2	+ 1,1	+158,5	- 0,5	+ 74,1	+ 60,6	+ 84,4	+ 21,1	+321,2	+ 81,2	+402,4
1989	+ 5,4	+ 17,5	+356,6 ⁵	+ 48,2 ⁵	+175,9	- 12,6	+ 51,1 ⁵	- 58,9 ⁵	+606,4	- 23,3	+583,1
1990	- 10,1	- 0,7	+185,8	+124,6	+ 9,9	+154,9	+ 65,0	+ 75,8	+249,9	+355,2	+605,1
1991	+ 2,9	- 11,8	+161,5	+104,0	+ 60,3	+100,6	+ 96,5	+ 57,9	+309,4	+262,5	+572,0
1992	- 3,4	- 4,5	+339,8	+187,6	.	.	.	.	+331,9	+187,6	+519,5
1993	+ 11,5	- 6,1	+775,2	- 77,1	.	.	.	.	+780,6	- 77,1	+703,5
1991 1 ^{er} trimestre	- 6,6	+ 2,1	+ 24,8	+ 58,2	+ 14,2	+ 52,8	+ 7,0	+ 30,3	+ 41,4	+141,3	+182,8
2 ^e trimestre	+ 25,2	+ 10,9	+ 36,7	+ 26,6	+ 24,9	+ 5,4	+ 27,9	+ 9,7	+125,5	+ 41,7	+167,3
3 ^e trimestre	- 21,0	- 14,8	+ 12,2	+ 16,5	- 11,7	+ 14,4	+ 16,0	+ 8,5	- 19,3	+ 39,4	+ 20,1
4 ^e trimestre	+ 5,3	- 10,0	+ 87,9	+ 2,7	+ 32,9	+ 27,9	+ 45,6	+ 9,4	+161,7	+ 40,1	+201,8
1992 1 ^{er} trimestre	- 9,8	+ 12,9	+ 13,4	+ 32,5	+ 32,7	+ 36,8	+ 22,0	+ 20,9	+ 71,2	+ 90,2	+161,3
2 ^e trimestre	+ 20,7	+ 9,3	+ 99,5	+ 28,4	+ 32,7	+ 7,5	+ 47,6	+ 3,7	+209,7	+ 39,6	+249,3
3 ^e trimestre	- 23,9	- 18,3	+ 15,9	- 0,3	- 14,9	+ 17,1	+ 16,1	+ 8,6	- 25,1	+ 25,4	+ 0,3
4 ^e trimestre	+ 9,5	- 8,4	+ 75,0	+ 32,5	.	.	.	.	+ 76,1	+ 32,5	+108,6
1993 1 ^{er} trimestre	- 8,7	+ 16,0	+154,2	+ 8,1	.	.	.	.	+161,5	+ 8,1	+169,6
2 ^e trimestre	+ 24,7	- 9,8	+155,1	+ 17,2	.	.	.	.	+170,0	+ 17,2	+187,2
3 ^e trimestre	- 19,8	- 3,6	+122,0	- 56,2	.	.	.	.	+ 98,6	- 56,2	+ 42,4
4 ^e trimestre	+ 15,2	- 8,8	+344,0	- 46,2	.	.	.	.	+350,4	- 46,2	+304,2
1994 1 ^{er} trimestre	- 6,7	+ 56,6	+ 33,0	- 43,3	.	.	.	.	+ 82,9	- 43,3	+ 39,6
2 ^e trimestre	+ 2,5	- 41,3	+140,2	+ 91,1	.	.	.	.	+101,4	+ 91,1	+192,5
3 ^e trimestre	- 16,0	- 1,7	-201,1	+207,5	.	.	.	.	-218,8	+207,5	- 11,3

¹ Organismes publics d'exploitation, sociétés publiques de logement, fonds du logement de la ligue des Familles Nombreuses et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Ensemble des intermédiaires financiers à partir de fin 1992.

⁴ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

⁵ Les chiffres sont influencés par la transformation d'une importante banque d'épargne en banque.

XV - 6b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES SOCIETES¹ ET LES PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANC BELGE ET EN MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(milliards de francs)

Fin de période	BNB	Fonds monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRG	Banques ²		Etablissements de crédit du secteur public		Banques d'épargne ³		Total		
									Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
									(9) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(10) = (4) + (6) + (8)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)				
1983	375,0	88,9	1.362,2	375,3	748,4	968,5	406,6	368,1	2.981,0	1.711,8	4.692,9
1984 ⁴	370,1	75,6	1.435,5	411,5	814,9	1.032,5	452,6	396,7	3.148,7	1.840,6	4.989,4
1985	369,4	87,9	1.562,5	455,2	887,7	1.119,3	485,5	431,7	3.393,0	2.006,1	5.399,2
1986	388,8	96,2	1.732,2	464,9	1.026,2	1.136,2	582,6	432,0	3.826,0	2.033,1	5.859,1
1987	397,2	93,7	1.931,0	472,7	1.113,9	1.172,0	679,9	433,7	4.215,7	2.078,4	6.294,2
1988	400,4	94,8	2.095,7	472,1	1.188,0	1.232,7	764,3	454,9	4.543,1	2.159,7	6.702,8
1989	405,8	112,3	2.439,1 ⁵	520,3 ⁵	1.363,9	1.220,1	815,3 ⁵	395,9 ⁵	5.136,3	2.136,4	7.272,7
1990	395,7	111,5	2.605,5	644,9	1.373,8	1.374,9	880,3	471,8	5.366,9	2.491,5	7.858,4
1991 Mars	389,1	113,6	2.639,8	703,1	1.388,0	1.427,7	887,3	502,1	5.417,9	2.632,8	8.050,7
Juin	414,3	124,5	2.682,3	729,7	1.412,8	1.433,1	915,2	511,8	5.549,1	2.674,6	8.223,7
Septembre	393,3	109,7	2.687,1	746,2	1.401,2	1.447,5	931,2	520,3	5.522,5	2.714,0	8.236,5
Décembre	398,6	99,7	2.766,3	748,9	1.434,1	1.475,5	976,8	529,7	5.675,5	2.754,1	8.429,6
1992 Mars	388,8	112,7	2.801,3	781,3	1.466,8	1.512,3	998,8	550,6	5.768,3	2.844,2	8.612,5
Juin	409,5	122,0	2.894,4	809,8	1.499,5	1.519,8	1.046,4	554,2	5.971,8	2.883,8	8.855,6
Septembre	385,6	103,7	2.899,2	809,4	1.484,6	1.536,9	1.062,4	562,9	5.935,5	2.909,2	8.844,7
Décembre	395,2	95,3	5.646,8	3.018,5	.	.	.	.	6.137,3	3.018,5	9.155,8
1993 Mars	386,5	111,3	5.801,1	3.102,4	.	.	.	.	6.298,9	3.102,4	9.401,3
Juin	411,2	101,5	5.960,8	3.120,8	.	.	.	.	6.473,5	3.120,8	9.594,3
Septembre	391,4	98,0	6.089,4	3.065,3	.	.	.	.	6.578,8	3.065,3	9.644,1
Décembre	406,6	89,1	6.430,9	3.018,7	.	.	.	.	6.926,6	3.018,7	9.945,3
1994 Mars	399,9	145,7	6.456,3	2.973,4	.	.	.	.	7.001,9	2.973,4	9.975,3
Juin	402,4	104,4	6.590,4	3.063,8	.	.	.	.	7.097,2	3.063,8	10.161,0
Septembre	386,4	102,7	6.385,1	3.271,6	.	.	.	.	6.874,2	3.271,6	10.145,8

¹ Organismes publics d'exploitation, sociétés publiques de logement, fonds du logement de la Ligue des Familles Nombreuses et sociétés privées qui ne sont ni des banques, ni des banques d'épargne, ni des entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

² Ensemble des intermédiaires financiers à partir de fin 1992.

³ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la Loi du 10 juin 1964.

⁴ Des ruptures de séries, de faible ampleur, se sont produites en raison d'améliorations dans le recensement de certains encours.

⁵ Les chiffres sont influencés par la transformation d'une importante banque d'épargne en banque.

XVI.1 — ENGAGEMENTS DES PARTICULIERS, DES SOCIÉTÉS ET DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES *

1. — ENGAGEMENTS DES PARTICULIERS, DES SOCIÉTÉS² ET DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES

(variations en milliards de francs)

Période	Engagements contractés principalement par des particuliers				Engagements contractés principalement par des sociétés ² et entreprises individuelles							Total			
	Prêts personnels et à tempérament	Crédits hypothécaires ³	Autres ⁴	Total	Actions	Obligations		Billets de Trésorerie (loi 22/7/91)	Emprunts contractés auprès des intermédiaires financiers belges		Autres engagements ⁵	Total	Total général	dont ⁷	
						Organismes publics d'exploitation ⁶	Sociétés privées		Crédits d'investissement et crédit-bail	Autres crédits				Franc belge	Monnaies étrangères ⁸
1985	23,5	22,7	2,9	49,1	12,9	-30,5	- 1,2	—	46,6	44,3	188,6	260,7	309,7	244,3	15,8
1986	30,7	54,2	- 1,6	83,4	21,7	-20,8	-13,3	—	72,7	26,0	127,6	214,0	297,3	258,4	14,4
1987	34,6	83,7	1,5	119,9	30,1	-45,7	-17,4	—	132,1	30,6	183,8	313,7	433,5	364,1	7,9
1988	31,2	99,3	- 0,2	130,3	45,8	-42,9	16,2	—	147,6	168,0	207,4	542,1	672,5	480,7	56,9
1989	31,7	141,8	6,1	179,7	93,0	-20,5	13,3	—	155,9	293,2	334,1	868,9	1.048,4	739,9	65,7
1990	31,0	99,5	4,6	135,1	16,2	-51,8	- 7,9	—	169,3	68,4	342,7	537,0	672,0	423,7	6,2
1991	25,0	76,0	4,3	105,3	36,8	-31,8	16,7	—	118,8	144,4	416,1	701,2	806,5	483,1	46,1
1992	21,4	105,3	1,4	128,2	11,0	- 7,2	2,4	11,1	124,6	51,6	376,4	570,0	698,2	329,9	26,8
1993	-31,6	116,2	-24,0	61,0	22,2	-29,6	25,1	11,6	65,0	- 52,6	308,8	350,5	411,4	165,3	-39,5
1991 1 ^{er} trim.	- 4,3	21,4	- 1,0	16,1	5,2	- 6,1	4,4	—	23,9	53,9	82,2	163,5	179,6	81,7	27,9
2 ^e trim.	36,1	11,8	0,5	48,4	27,0	-21,6	4,2	—	36,4	32,3	152,9	231,2	279,6	184,3	18,0
3 ^e trim.	- 7,4	16,1	1,2	9,9	2,8	- 5,9	1,3	—	31,7	26,3	22,2	78,4	88,3	55,9	- 4,7
4 ^e trim.	0,6	26,7	3,6	30,9	1,8	1,9	6,8	—	26,8	32,0	158,8	228,1	259,0	161,2	4,9
1992 1 ^{er} trim.	1,0	18,0	- 0,1	18,9	3,9	- 7,6	0,1	—	32,7	- 3,9	41,3	66,5	85,4	16,3	3,6
2 ^e trim.	42,5	31,1	2,3	75,9	2,3	4,1	1,0	—	51,7	55,0	138,7	252,8	328,7	202,8	16,0
3 ^e trim.	-16,6	22,7	- 0,4	5,7	1,0	- 7,3	1,5	4,9	26,3	19,1	80,4	125,9	131,8	26,0	38,6
4 ^e trim.	- 5,5	33,5	- 0,3	27,7	3,8	3,6	- 0,2	6,2	13,9	- 18,5	116,0	124,8	152,7	84,8	-31,4
1993 1 ^{er} trim. *	-37,0	-5,1	14,0	-28,0	0,2	-25,4	11,4	1,4	46,7	- 9,3	69,0	94,0	66,0	-20,0	- 7,0
2 ^e trim. *	9,1	42,7	8,0	60,0	4,9	- 3,7	1,8	9,6	51,8	71,6	41,9	178,0	237,8	199,3	3,2
3 ^e trim. *	-12,4	57,1	-53,9	- 9,2	5,1	- 4,1	0,0	-6,7	- 4,7	- 76,9	61,6	- 25,8	- 35,0	-88,5	2,5
4 ^e trim. *	8,7	21,6	7,9	38,3	12,0	3,6	11,9	7,3	-28,8	- 38,0	136,3	104,4	142,6	74,5	-38,2
1994 1 ^{er} trim. *	-17,7	21,3	-20,3	-16,8	12,2	-9,7	4,9	4,3	39,0	14,7	-24,8	40,6	23,8	14,4	10,4
2 ^e trim. *	22,0	88,7	14,0	124,7	5,6	15,6	- 1,9	-0,4	- 6,1	60,4	7,1	80,4	205,2	213,4	- 7,5
3 ^e trim. *	-10,6	-12,4	7,3	-15,7	0,0	-22,0	- 2,0	14,0	14,1	-110,4	-10,1	-117,3	-133,0	-80,2	-52,8

¹ La ventilation des crédits par secteur est élaborée depuis janvier 1993 telle que rapportée par les institutions de crédit contrairement à la période précédente où la sectorisation était déterminée selon la nature des crédits. A partir de 1993, les engagements des entreprises individuelles sont comprises dans les engagements des particuliers.

² Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont pas régies par la loi du 22 mars 1993.

³ A l'exception des emprunts hypothécaires contractés auprès des « Autres intermédiaires financiers » tels que définis à la note⁵ du tableau XVI-3a.

⁴ Il s'agit principalement de crédits à court terme (notamment d'avances sur nantissement).

⁵ Comprend les nouveaux engagements à l'égard des pouvoirs publics et de l'étranger, non compris dans les colonnes (5) à (7).

⁶ Y compris les sociétés de logement.

⁷ Le solde concerne les engagements à l'égard de l'étranger dont la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁸ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

* **Référence bibliographique :** *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIV^e Année, n^{os} 7-8, juillet-août 1991.

XVI - 2a. — ENGAGEMENTS¹ CONTRACTÉS PAR LES PARTICULIERS, LES SOCIÉTÉS² ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Période	BNB, Fonds Monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC		Banques ⁴		Banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre I ^{er} de la loi du 10 juin 1964		Etablissements de crédit du secteur public		Total	
	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers ³	Sociétés et entreprises individuelles
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (3) + (5) + (7)	(10) = (2) + (4) + (6) + (8)
1985	0,0	-1,1	20,6	45,9	3,1	1,2	13,3	31,6	37,0	77,6
1986	0,0	2,4	31,5	55,6	13,6	17,7	29,2	9,3	74,3	85,0
1987	0,0	-0,7	41,9	98,1	15,7	11,7	59,1	19,2	116,7	128,3
1988	0,0	0,2	45,7	223,1	20,9	30,0	60,0	35,7	126,6	289,0
1989	0,0	2,1	93,0	348,0	- 5,8	44,1	89,3	42,9	176,5	437,1
1990	0,0	-3,6	43,4	77,6	34,6	51,3	58,1	55,8	136,1	181,1
1991	0,0	-2,2	39,4	159,6	31,6	38,3	29,2	45,3	100,2	241,0
1992	0,0	-0,2	48,4	65,0	38,8	51,1	37,0	40,2	124,2	156,1
1993	0,0	0,1	56,1	- 6,6	-	-	-	-	56,1	- 6,6
1991 1 ^{er} trimestre	0,0	-0,5	4,3	50,0	3,6	9,9	5,0	3,5	12,9	68,9
2 ^e trimestre	0,0	-1,6	28,1	32,6	13,8	14,9	5,6	11,3	47,5	65,7
3 ^e trimestre	0,0	-0,1	- 0,6	26,7	4,5	14,3	5,7	14,4	9,6	55,3
4 ^e trimestre	0,0	0,1	7,6	50,3	9,7	- 0,8	12,9	16,1	30,2	65,6
1992 1 ^{er} trimestre	0,0	0,1	3,9	4,8	8,9	7,8	3,8	10,0	16,6	22,7
2 ^e trimestre	0,0	0,0	43,4	56,9	12,8	29,3	19,1	8,1	75,3	94,3
3 ^e trimestre	0,0	0,0	- 4,3	33,3	9,0	- 4,9	0,8	13,8	5,5	42,2
4 ^e trimestre	0,0	-0,3	5,4	- 30,0	8,1	18,9	13,3	8,3	26,8	- 3,1
1993 1 ^{er} trimestre	0,0	0,1	-30,0	26,8	-	-	-	-	-30,0	26,8
2 ^e trimestre	0,0	0,0	59,5	119,2	-	-	-	-	59,5	119,2
3 ^e trimestre	0,0	0,0	- 9,0	- 86,6	-	-	-	-	- 9,0	- 86,6
4 ^e trimestre	0,0	0,0	35,6	- 66,0	-	-	-	-	35,6	- 66,0
1994 1 ^{er} trimestre	0,0	0,3	-16,7	52,8	-	-	-	-	-16,7	53,1
2 ^e trimestre	0,0	-0,3	124,7	47,1	-	-	-	-	124,7	46,7
3 ^e trimestre	0,0	0,0	-16,0	-115,6	-	-	-	-	-16,0	-115,6

¹ Obligations et crédits (en franc belge et en monnaies étrangères).

² Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont pas régies par la loi du 22 mars 1993.

³ Voir colonne (4) du tableau XVI-1, dont on retranche les montants de la colonne (8) du tableau XVI-3a.

⁴ Ensemble des intermédiaires financiers à partir de 1993.

XVI - 2b. — ENGAGEMENTS¹ CONTRACTES PAR LES PARTICULIERS, LES SOCIÉTÉS² ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(encours en milliards de francs)

Fin de période	BNB, Fonds Monétaire, OCP, Fonds des Rentes, IRC		Banques ³		Banques d'épargne et entreprises régies par le chapitre 1 ^{er} de la loi du 10 juin 1964		Etablissements de crédit du secteur public		Total	
	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles	Particuliers	Sociétés et entreprises individuelles
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (1) + (3) + (5) + (7)	(10) = (2) + (4) + (6) + (8)
1985	0,0	2,7	247,6	1.159,4	244,4	224,2	333,8	538,0	825,8	1.924,3
1986	0,0	5,1	279,2	1.199,0	258,0	241,8	363,0	547,4	900,2	1.993,3
1987	0,0	4,4	321,1	1.289,5	273,7	253,4	422,1	566,6	1.016,9	2.113,9
1988	0,0	4,6	366,7	1.525,9	294,6	283,5	482,1	602,3	1.143,4	2.416,3
1989	0,0	6,7	459,8	1.862,9	288,8	327,6	571,4	645,2	1.320,0	2.842,4
1990	0,0	3,2	503,2	1.915,9	323,4	378,9	629,5	701,0	1.456,1	2.999,0
1991	0,0	1,0	542,5	2.087,7	354,9	417,2	658,7	746,4	1.556,1	3.252,3
1992	0,0	0,8	591,0	2.151,1	393,7	468,2	695,7	786,6	1.680,4	3.406,7
1993	0,0	0,9	2.435,2	3.190,3	—	—	—	—	2.435,2	3.191,2
1991 1 ^{er} trimestre	0,0	2,6	507,5	1.987,3	326,9	388,8	634,5	704,5	1.468,9	3.083,2
2 ^e trimestre	0,0	1,1	535,5	2.030,4	340,7	403,7	640,1	715,8	1.516,3	3.151,0
3 ^e trimestre	0,0	1,0	535,0	2.042,5	345,2	418,0	645,8	730,2	1.526,0	3.191,7
4 ^e trimestre	0,0	1,0	542,5	2.087,7	354,9	417,2	658,7	746,4	1.556,1	3.252,3
1992 1 ^{er} trimestre	0,0	1,1	546,4	2.106,0	363,8	425,0	662,5	756,4	1.572,7	3.288,5
2 ^e trimestre	0,0	1,1	589,9	2.153,1	376,6	454,2	681,6	764,5	1.648,1	3.372,9
3 ^e trimestre	0,0	1,1	585,6	2.168,0	385,6	449,3	682,4	778,3	1.653,6	3.396,7
4 ^e trimestre	0,0	0,8	591,0	2.151,1	393,7	468,2	695,7	786,6	1.680,4	3.406,7
1993 1 ^{er} trimestre	0,0	0,9	2.349,1	3.223,7	—	—	—	—	2.349,1	3.224,6
2 ^e trimestre	0,0	0,9	2.408,6	3.342,9	—	—	—	—	2.408,6	3.343,8
3 ^e trimestre	0,0	0,9	2.399,6	3.256,2	—	—	—	—	2.399,6	3.257,2
4 ^e trimestre	0,0	0,9	2.435,2	3.190,3	—	—	—	—	2.435,2	3.191,2
1994 1 ^{er} trimestre	0,0	1,2	2.418,5	3.243,1	—	—	—	—	2.418,5	3.244,3
2 ^e trimestre	0,0	0,9	2.543,1	3.290,1	—	—	—	—	2.543,1	3.291,0
3 ^e trimestre	0,0	0,9	2.527,1	3.174,5	—	—	—	—	2.527,2	3.175,4

¹ Obligations et crédits (en franc belge et en monnaies étrangères).

³ Ensemble des intermédiaires financiers à partir de 1993.

² Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont pas régies par la loi du 22 mars 1993.

XVI - 3a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PRINCIPALEMENT PAR LES PARTICULIERS — VENTILATION PAR CREANCIER

(variations en milliards de francs)

Période	Prêts personnels et prêts à tempérament				Crédits hypothécaires						Autres			
	Banques ⁷	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total ²	Banques ⁷	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Sociétés de logement + Sécurité sociale ³	Total ⁴	p.m. Autres intermédiaires financiers ⁵	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total ⁶	p.m. Autres intermédiaires financiers ⁵
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (5) à (8)	(10)	(11)	(12)	(13) = (11) + (12)	(14)
1985	17,0	3,4	3,1	23,5	3,7	- 1,4	8,4	12,0	22,6	5,4	0,9	1,8	2,7	0,4
1986	18,3	7,4	5,0	30,7	13,2	5,8	26,1	9,0	54,3	8,9	0,5	- 1,9	- 1,4	- 1,9
1987	17,6	9,2	7,7	34,5	24,2	5,9	50,6	3,0	83,8	5,1	0,7	0,8	1,5	4,4
1988	16,1	8,6	6,4	31,1	29,7	13,2	52,7	3,7	99,2	11,0	- 1,0	0,9	- 0,1	- 1,6
1989	22,4	1,1	8,2	31,7	70,6	- 7,7	75,5	3,1	141,8	16,9	0,7	5,4	6,1	6,2
1990	12,6	9,3	9,1	31,0	30,7	22,8	46,7	- 0,9	99,5	17,1	2,5	2,1	4,6	4,4
1991	12,0	10,3	2,7	25,0	27,3	20,7	22,9	5,1	76,0	7,8	0,6	3,7	4,3	1,4
1992	5,2	7,4	8,8	21,4	43,1	31,9	26,3	3,9	105,2	3,4	- 0,5	1,9	1,4	- 2,7
1993	- 31,6	—	—	- 31,6	111,6	—	—	4,6	116,2	—	—	—	- 24,2	—
1991 1 ^{er} trimestre ...	- 6,4	1,6	0,5	- 4,3	10,6	3,4	4,2	3,2	21,4	—	- 1,4	0,4	- 1,0	—
2 ^e trimestre ...	26,6	7,7	1,8	36,1	1,5	5,7	3,7	0,9	11,8	—	0,3	0,1	0,4	—
3 ^e trimestre ...	- 7,8	0,5	- 0,2	- 7,4	7,2	3,7	5,0	0,3	16,2	—	0,3	0,9	1,2	—
4 ^e trimestre ...	- 0,4	0,5	0,6	0,6	8,0	7,9	10,0	0,7	26,6	—	1,4	2,3	3,7	—
1992 1 ^{er} trimestre ...	- 2,6	2,0	1,7	1,0	6,5	5,8	3,3	2,3	17,9	—	1,1	- 1,2	- 0,1	—
2 ^e trimestre ...	29,5	5,7	7,3	42,5	13,9	9,4	7,3	0,5	31,1	—	- 2,2	4,5	2,3	—
3 ^e trimestre ...	- 15,4	- 0,9	- 0,4	- 16,6	11,1	7,7	3,8	- 0,2	22,8	—	2,2	- 2,6	- 0,4	—
4 ^e trimestre ...	- 6,3	0,6	0,2	- 5,5	11,6	9,0	11,9	0,9	33,4	—	- 1,6	1,2	- 0,3	—
1993 1 ^{er} trimestre . *	- 37,0	—	—	- 37,0	- 7,1	—	—	2,0	- 5,1	—	—	—	14,0	—
2 ^e trimestre . *	9,1	—	—	9,1	42,5	—	—	0,2	42,7	—	—	—	7,8	—
3 ^e trimestre . *	- 12,4	—	—	- 12,4	57,3	—	—	- 0,3	57,0	—	—	—	- 53,9	—
4 ^e trimestre . *	8,7	—	—	8,7	18,9	—	—	2,7	21,6	—	—	—	7,9	—
1994 1 ^{er} trimestre . *	- 17,7	—	—	- 17,7	21,4	—	—	- 0,1	21,3	—	—	—	- 20,3	—
2 ^e trimestre . *	22,0	—	—	22,0	88,7	—	—	0,1	88,7	—	—	—	14,0	—
3 ^e trimestre . *	- 10,6	—	—	- 10,6	- 12,7	—	—	0,2	- 12,5	—	—	—	7,3	—

¹ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Cf. colonne (1) du tableau XVI-1.

³ Il s'agit tant des crédits hypothécaires octroyés directement aux particuliers que de ceux accordés aux organismes de logement social principalement par les fonds de pension légaux et les organismes d'assurance contre les accidents du travail.

⁴ Cf. colonne (2) du tableau XVI-1.

⁵ Variations annuelles des crédits octroyés par les principales compagnies d'assurance (y compris la CGER-entité II, sauf pour la partie sécurité sociale), les fonds de pension (autres que légaux) et les sociétés hypothécaires et de capitalisation non reprises parmi les établissements de crédit. Dans le cas des compagnies d'assurance, il s'agit de crédits à terme fixe ne tenant pas compte de leur reconstitution par adjonction d'une assurance-vie mixte.

⁶ Cf. colonne (3) du tableau XVI-1.

⁷ Ensemble des intermédiaires financiers à partir de 1993.

XVI - 3b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PRINCIPALEMENT PAR LES PARTICULIERS — VENTILATION PAR CREANCIER

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Prêts personnels et prêts à tempérament				Crédits hypothécaires						Autres			
	Banques ⁴	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Banques ⁴	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Sociétés de logement + Sécurité sociale ²	Total (9) = (5) à (8)	p.m. Autres intermédiaires financiers ³	Banques d'épargne ¹	Etablissements de crédit du secteur public	Total (13) = (11) + (12)	p.m. Autres intermédiaires financiers ³
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)	(7)	(8)		(10)	(11)	(12)		(14)
1985	128,3	35,4	15,2	178,9	119,2	205,9	309,8	345,7	980,5	164,4	3,1	8,8	11,9	22,0
1986	146,6	42,8	20,2	209,6	132,5	211,6	335,9	354,7	1.034,7	173,3	3,6	6,8	10,4	20,1
1987	164,3	52,0	27,9	244,2	156,7	217,5	386,5	357,7	1.118,4	178,3	4,2	7,7	11,9	24,5
1988	180,4	60,7	34,3	275,4	186,4	230,7	439,2	361,4	1.217,7	189,3	3,1	8,5	11,6	22,9
1989	202,7	61,9	42,6	307,2	257,1	223,0	514,8	364,5	1.359,4	206,2	3,8	14,0	17,8	29,1
1990	215,2	71,2	51,7	338,2	287,9	245,8	561,6	363,5	1.458,9	223,3	6,3	16,1	22,4	33,6
1991	227,3	81,5	54,4	363,1	315,3	266,5	584,5	368,7	1.535,0	231,1	6,9	19,8	26,7	35,0
1992	232,5	88,9	63,2	384,5	358,5	298,4	610,7	372,7	1.640,3	234,5	6,4	21,8	28,1	32,3
1993	306,4	—	—	306,4	1.377,2	—	—	377,4	1.754,6	—	—	—	751,6	—
1991 1 ^{er} trimestre ...	208,9	72,8	52,2	333,8	298,6	249,2	565,8	366,7	1.480,3	—	4,9	16,5	21,4	—
2 ^e trimestre ...	235,5	80,5	54,0	370,0	300,1	255,0	569,5	367,7	1.492,3	—	5,3	16,7	22,0	—
3 ^e trimestre ...	227,7	81,0	53,8	362,5	307,3	258,6	574,5	368,0	1.508,4	—	5,5	17,6	23,1	—
4 ^e trimestre ...	227,3	81,5	54,4	363,1	315,3	266,5	584,5	368,7	1.535,0	231,1	6,9	19,8	26,7	35,0
1992 1 ^{er} trimestre ...	224,6	83,5	56,1	364,2	321,8	272,3	587,8	371,0	1.552,9	—	8,0	18,6	26,6	—
2 ^e trimestre ...	254,1	89,2	63,4	406,7	335,8	281,7	595,1	371,6	1.584,2	—	5,7	23,2	28,9	—
3 ^e trimestre ...	238,7	88,3	63,0	390,0	346,9	289,4	598,8	371,8	1.606,9	—	7,9	20,5	28,5	—
4 ^e trimestre ...	232,5	88,9	63,2	384,5	358,5	298,4	610,7	372,7	1.640,3	—	6,4	21,8	28,1	—
1993 1 ^{er} trimestre . *	301,0	—	—	301,0	1.258,5	—	—	374,7	1.633,2	—	—	—	789,5	—
2 ^e trimestre . *	310,1	—	—	310,1	1.301,0	—	—	374,9	1.675,9	—	—	—	797,5	—
3 ^e trimestre . *	297,7	—	—	297,7	1.358,3	—	—	374,7	1.733,0	—	—	—	743,6	—
4 ^e trimestre . *	306,4	—	—	306,4	1.377,2	—	—	377,4	1.754,6	—	—	—	751,6	—
1994 1 ^{er} trimestre . *	288,7	—	—	288,7	1.398,6	—	—	377,3	1.775,9	—	—	—	731,2	—
2 ^e trimestre . *	310,7	—	—	310,7	1.487,3	—	—	377,3	1.864,7	—	—	—	745,2	—
3 ^e trimestre . *	300,0	—	—	300,0	1.474,6	—	—	377,6	1.852,2	—	—	—	752,5	—

¹ Y compris les entreprises régies par le chapitre I^{er} de la loi du 10 juin 1964.

² Il s'agit tant des crédits hypothécaires octroyés directement aux particuliers que de ceux accordés aux organismes de logement social principalement par les fonds de pension légaux et les organismes d'assurance contre les accidents du travail.

³ Principales compagnies d'assurance (y compris la CGER-entité II, sauf pour la partie sécurité sociale), fonds de pension (autres que légaux) et sociétés hypothécaires et de capitalisation non reprises parmi les établissements de crédit. Dans le cas des compagnies d'assurance, il s'agit de crédits à terme fixe ne tenant pas compte de leur reconstitution par adjonction d'une assurance-vie mixte.

⁴ Ensemble des intermédiaires à partir de 1993. A partir de 1993 la notion particuliers comprend les ménages et les indépendants.

XVI - 4. — CREDIT A LA CONSOMMATION : VENTE A TEMPERAMENT, PRET A TEMPERAMENT, CREDIT-BAIL ET OUVERTURE DE CREDIT

1. Résultats généraux

Source : INS, *Statistiques du commerce*.

Période	Nombre de contrats à la fin du semestre (milliers) ¹					Encours des crédits à la fin du semestre (milliards de francs)					Crédits octroyés durant le semestre (milliards de francs)				
	Vente à tempérament (1)	Prêt à tempérament ² (2)	Crédit-bail ³ (3)	Ouverture de crédit ³ (4)	Total (5) = (1) à (4)	Vente à tempérament (6)	Prêt à tempérament ² (7)	Crédit-bail ³ (8)	Ouverture de crédit ³ (9)	Total (10) = (6) à (9)	Vente à tempérament (11)	Prêt à tempérament ² (12)	Crédit-bail ³ (13)	Ouverture de crédit ³ (14)	Total (15) = (11) à (14)
1986 1 ^{er} semestre	1.468	782			2.250	108,2	107,2			228,1	41,1	48,6			89,7
2 ^e semestre	1.576	843			2.419	111,7	112,5			238,8	36,2	50,5			86,7
1987 1 ^{er} semestre	1.721	932			2.653	124,7	134,0			271,8	45,4	75,5			120,9
2 ^e semestre	1.756	925			2.681	130,4	129,8			276,6	40,2	44,5			84,7
1988 1 ^{er} semestre	1.769	996			2.765	143,8	152,9			313,2	52,4	82,9			135,3
2 ^e semestre	1.791	988			2.379	147,5	142,5			309,2	42,2	46,0			88,2
1989 1 ^{er} semestre	1.819	1.044			2.863	162,1	170,0			351,4	56,9	92,5			149,4
2 ^e semestre	1.728	1.022			2.750	166,2	159,8			348,4	47,8	47,2			95,0
1990 1 ^{er} semestre	1.789	1.039			2.828	183,9	185,0			391,0	63,5	96,4			159,9
2 ^e semestre	1.751	1.042			2.793	182,3	180,2			389,5	47,4	56,3			103,6
1991 1 ^{er} semestre	1.719	1.046			2.765	187,2	208,0			420,2	53,4	99,5			152,9
2 ^e semestre	1.748	1.039			2.787	185,9	200,5			414,9	47,1	62,3			109,4
1992 1 ^{er} semestre	1.806	1.088			2.894	197,0	232,9			455,2	62,0	108,2			170,2
2 ^e semestre	1.769	1.075			2.844	186,4	220,4			436,5	46,4	64,1			110,5
1993 1 ^{er} semestre	1.508	1.082			2.590	186,0	243,2			459,9	55,9	99,1			155,0
2 ^e semestre	1.485	1.015			2.500	180,5	225,6			439,6	46,5	62,4			108,9

¹ A l'exclusion des arriérés.

² Jusqu'à décembre 1993 inclus, seuls sont concernés les prêts personnels.

³ Seulement disponible à partir de 1994.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIX^e année, n° 9, septembre 1994.

XVI - 4. — CREDIT A LA CONSOMMATION : VENTE A TEMPERAMENT, PRET A TEMPERAMENT, CREDIT-BAIL ET OUVERTURE DE CREDIT

2. Contrats non honorés

Source : Centrale des Crédits aux Particuliers de la Banque Nationale de Belgique.

Fin de période	Nombre de personnes enregistrées (milliers)	Nombre de contrats enregistrés (milliers)	Contrats enregistrés et non régularisés (milliers)	Arriéré ou montant exigible des contrats visés à la colonne précédente ¹ (milliards de francs)	p.m. Indice du nombre de consultations ² pendant la période (1993 = 100)
1989	176,3	182,6	127,5	10,8	65
1990	206,2	225,7	160,0	14,4	65
1991	244,1	272,9	196,6	18,9	65
1992	268,0	305,8	221,2	23,0	65
1993	305,8	355,8	277,1	28,2	100
1994	322,3	391,6	309,1	31,7	111
1992 3 ^e trimestre	260,3	295,7	213,7	21,5	62
4 ^e trimestre	268,0	305,8	221,1	23,0	64
1993 1 ^{er} trimestre	277,4	314,8	228,3	21,5	107
2 ^e trimestre	282,1	320,2	239,4	22,8	104
3 ^e trimestre	293,2	337,5	257,3	24,5	99
4 ^e trimestre	305,8	355,8	277,1	28,2	90
1994 1 ^{er} trimestre	311,2	366,4	287,9	27,5	119
2 ^e trimestre	315,5	376,0	302,2	28,6	113
3 ^e trimestre	319,3	387,1	304,9	30,5	100
4 ^e trimestre	322,3	391,6	309,1	31,7	111
1994 Janvier	304,9	355,6	276,9	26,4	116
Février	308,6	361,7	283,2	26,9	117
Mars	311,2	366,4	287,9	27,5	125
Avril	312,4	369,9	291,5	28,1	110
Mai	312,9	372,4	293,1	28,2	115
Juin	315,5	376,0	302,2	28,6	113
Juillet	319,8	385,2	303,9	29,7	95
Août	316,9	381,9	300,2	29,9	94
Septembre	319,3	387,1	304,9	30,5	111
Octobre	320,2	387,3	306,8	30,9	113
Novembre	321,3	389,2	309,6	31,4	110
Décembre	322,3	391,6	309,1	31,7	110
1995 Janvier	318,9	387,2	303,7	31,8	113

¹ Pour les contrats non exigibles, il s'agit du montant des arriérés; pour les contrats exigibles, il s'agit du montant exigible.

² Moyenne quotidienne du nombre de consultations pendant les jours ouvrables, à l'exclusion du samedi. Cette moyenne quotidienne est calculée selon un mois-type de 22 jours ouvrables.

Référence bibliographique : Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LXIX^e année, n° 9, septembre 1994.

XVI - 5. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES ET INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

1. Demandes de crédits hypothécaires pour le financement du logement introduites auprès des principaux intermédiaires financiers nationaux^{1*}

Période	Nombre de demandes (milliers)					Montant des demandes (milliards de francs)				
	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total
1985	50,8	5,4	8,4	19,9	84,5	67,1	8,9	6,1	36,3	118,4
1986	73,0	9,3	11,6	22,6	116,8	109,4	16,4	10,3	46,3	182,4
1987	66,7	10,4	10,2	23,0	110,3	109,2	19,0	9,5	53,0	190,7
1988	75,3	12,4	11,9	29,6	129,2	142,1	23,8	11,9	73,2	251,0
1989	83,3	12,5	14,0	40,2	150,0	175,6	27,5	15,0	105,6	323,7
1990	65,1	9,1	10,2	24,4	108,8	135,7	21,5	11,7	62,3	231,2
1991	64,9	8,5	11,6	19,3	104,3	130,8	18,5	13,2	45,9	208,4
1992	74,7	9,9	15,3	30,4	130,3	165,7	23,2	20,4	80,0	289,3
1993	74,7	11,0	17,3	29,2	132,2	179,7	28,5	26,1	82,9	317,2
1992 3 ^e trimestre	17,7	2,3	3,6	7,6	31,2	39,3	5,2	4,9	20,5	69,9
4 ^e trimestre	17,5	2,5	3,2	4,6	27,8	39,1	5,9	4,5	11,7	61,2
1993 1 ^{er} trimestre	20,0	3,1	4,9	8,9	36,9	45,5	7,7	7,8	24,4	85,4
2 ^e trimestre	19,5	2,7	4,7	7,0	33,9	48,0	7,3	6,9	20,1	82,3
3 ^e trimestre	18,3	2,6	4,3	7,5	32,7	45,2	6,9	6,0	21,4	79,5
4 ^e trimestre	16,9	2,6	3,4	5,8	28,7	41,0	6,6	5,4	17,0	70,0
1994 1 ^{er} trimestre	22,4	5,2	5,7	12,4	45,7	57,2	13,9	8,4	34,4	113,9
2 ^e trimestre	26,4	6,1	6,6	14,4	53,5	67,5	16,3	10,0	43,4	137,2
3 ^e trimestre	16,2	3,8	3,6	5,5	29,1	39,8	9,6	4,6	16,3	70,3
1993 Novembre	5,3	0,8	1,0	1,7	8,8	12,4	2,0	1,5	5,1	21,0
Décembre	5,2	0,9	1,1	1,8	9,0	13,3	2,3	1,8	5,4	22,8
1994 Janvier	5,3	1,1	1,2	1,8	9,4	12,7	3,0	1,8	5,1	22,6
Février	5,5	1,3	1,2	1,4	9,4	13,7	3,5	1,7	4,1	23,0
Mars	11,6	2,8	3,4	9,1	26,9	30,8	7,4	4,8	25,2	68,2
Avril	9,0	2,1	2,6	6,3	20,0	23,0	5,2	4,2	18,9	51,3
Mai	8,4	1,9	2,0	4,3	16,6	21,9	5,3	2,8	12,9	42,9
Juin	9,0	2,1	2,0	3,8	16,9	22,6	5,8	3,0	11,6	43,0
Juillet	4,7	1,1	1,1	1,4	8,3	11,4	2,7	1,5	4,5	20,1
Août	4,5	1,1	1,0	1,1	7,7	10,7	2,7	1,1	3,4	17,9
Septembre	7,0	1,6	1,5	3,0	13,1	17,7	4,2	2,0	8,4	32,3
Octobre	5,1	1,1	1,0	1,2	8,4	12,0	2,6	1,3	3,6	19,5
Novembre	4,9	1,1	0,9	0,9	7,8	11,4	2,6	1,0	2,5	17,5

¹ Selon une enquête auprès des institutions publiques de crédit, des principales banques, des banques d'épargne et d'un groupe important de compagnies d'assurances et de sociétés de crédit hypothécaire. Les données indiquent une tendance et ne reflètent ni la totalité des demandes de crédits hypothécaires, ni l'encours des ces crédits.

² Un crédit hypothécaire mixte est destiné au financement à la fois de l'achat d'un logement existant et des travaux de transformation de ce logement.

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, Tome II, n^o 1-2, juillet-août 1986.

XVI - 5. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES ET INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

2. Inscriptions hypothécaires

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1986	21,1
1987	27,2
1988	28,5
1989	35,4
1990	32,2
1991	33,7
1992	37,7
1993	39,5
1994	45,7
1992 4 ^e trimestre	39,1
1993 1 ^{er} trimestre	31,4
2 ^e trimestre	40,4
3 ^e trimestre	42,3
4 ^e trimestre	43,8
1994 1 ^{er} trimestre	36,3
2 ^e trimestre	48,6
3 ^e trimestre	56,6
4 ^e trimestre	41,4

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus, y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

XVI - 5. — CREDIT HYPOTHECAIRE

3. Contrats non honorés

Source : *Centrale des Crédits aux Particuliers de la Banque Nationale de Belgique*.

	Nombre de personnes enregistrées (milliers)	Nombre de contrats enregistrés ¹ (milliers)	Contrats enregistrés et non régularisés (milliers)	Arriéré ou montant exigible des contrats visés à la colonne précédente ² (milliards de francs)
1994 1 ^{er} trimestre	11,9	8,0	6,3	4,3
2 ^e trimestre	18,8	12,4	9,7	5,3
3 ^e trimestre	26,9	17,5	12,6	7,3
4 ^e trimestre	41,0	25,9	18,8	9,4
1994 Janvier	8,4	5,8	4,7	3,1
Février	9,3	6,3	4,9	3,4
Mars	11,9	8,0	6,3	4,3
Avril	13,0	8,8	6,8	4,3
Mai	13,5	9,1	6,8	4,5
Juin	18,8	12,4	9,7	5,3
Juillet	21,9	14,4	10,9	5,9
Août	24,4	15,9	11,8	6,7
Septembre	26,9	17,5	12,6	7,3
Octobre	32,6	20,9	15,5	8,0
Novembre	38,2	24,2	18,1	9,0
Décembre	41,0	25,9	18,8	9,4
1995 Janvier	42,6	27,0	19,1	10,1

¹ Les enregistrements sont conservés pendant un an à compter de la date de régularisation s'il s'agit d'un contrat avec retard de paiement et pendant deux ans à compter de la date de régularisation s'il s'agit d'un contrat exigible

² Pour les contrats non exigibles, il s'agit du montant des arriérés; pour les contrats exigibles, il s'agit du montant exigible.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIX^e année, n° 9, septembre 1994.

XVI - 6a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Billets de trésorerie (loi 22/7/91)	Crédits							p.m. Crédits à l'étranger	
	Organismes publics d'exploitation ² et sociétés de logement	Sociétés privées		Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits ³	Total ⁴	dont		
										Monnaies étrangères ⁵	Total	dont Monnaies étrangères ⁵
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (3) à (8)	(10)	(11)	(12)	
1985	-12,1	- 1,2	—	41,6	5,1	- 0,1	- 9,6	54,1	91,1	16,5	-113,6	-121,7
1986	- 9,2	- 4,6	—	70,0	2,9	16,5	-16,2	25,8	98,8	23,4	- 38,9	- 46,5
1987	-31,0	- 3,3	—	117,8	14,3	-47,9	-13,0	91,4	162,8	14,5	- 21,2	- 34,0
1988	-27,5	1,1	—	126,5	21,1	0,5	- 0,6	168,1	315,6	64,1	80,4	78,5
1989	-11,9	- 0,2	—	151,5	4,3	- 2,6	- 0,4	296,3	449,1	65,4	124,8	98,6
1990	-51,3	- 5,3	—	157,5	11,8	-17,6	- 8,6	94,5	237,6	8,2	18,5	20,2
1991	-30,7	8,6	—	121,8	- 3,0	- 8,5	- 2,2	155,1	263,3	40,2	- 50,6	- 14,7
1992	-20,6	0,1	0,5	127,8	- 3,3	-17,6	1,4	67,7	176,0	14,1	4,0	1,6
1993	20,4	-40,3	1,8	85,5	- 0,4	-13,9	- 2,4	- 36,3	12,4	-21,0	148,8	124,3
1991 1 ^{er} trimestre	-20,2	5,2	—	25,5	- 1,6	2,4	- 0,1	51,6	77,8	30,6	41,5	50,7
2 ^e trimestre	-12,3	0,9	—	36,1	0,3	4,1	- 1,1	29,3	68,7	16,7	26,7	1,5
3 ^e trimestre	- 4,3	1,7	—	34,0	- 2,3	-16,8	- 0,9	43,9	57,9	- 8,0	- 34,7	- 7,3
4 ^e trimestre	6,1	0,8	—	26,2	0,5	1,8	- 0,1	30,3	58,8	1,0	- 84,0	- 59,6
1992 1 ^{er} trimestre	- 6,1	0,0	—	29,5	3,2	- 6,7	- 0,8	3,6	28,8	1,8	35,5	24,9
2 ^e trimestre	-11,5	- 0,8	—	51,0	0,7	4,8	- 1,1	51,2	106,6	0,3	- 8,8	- 9,0
3 ^e trimestre	- 5,0	0,6	0,3	29,1	- 2,8	- 5,6	0,6	24,1	45,4	34,5	- 24,2	- 24,8
4 ^e trimestre	- 3,1	- 0,8	0,2	18,2	- 4,3	-10,1	2,8	- 11,1	- 4,5	-22,5	1,5	10,5
1993 1 ^{er} trimestre	* 25,5	-35,0	-0,2	46,3	0,4	-11,0	0,1	1,6	37,4	- 0,5	150,5	150,0
2 ^e trimestre	* - 3,0	- 3,5	2,3	51,2	0,6	- 2,5	- 1,2	75,3	123,4	7,1	30,9	23,4
3 ^e trimestre	* - 0,8	- 2,4	-1,7	- 3,5	- 1,2	- 1,4	0,4	- 76,0	- 81,7	8,9	- 14,5	- 18,6
4 ^e trimestre	* - 1,3	0,6	1,4	- 28,5	- 0,2	1,0	- 1,7	- 37,2	- 66,7	-36,5	- 18,1	- 30,5
1994 1 ^{er} trimestre	* 1,7	- 2,5	0,2	38,9	0,1	- 2,4	- 0,3	17,4	53,7	9,8	27,0	25,6
2 ^e trimestre	* -16,0	7,9	0,5	- 6,0	0,0	- 0,2	1,3	59,4	54,4	- 8,1	84,6	45,5
3 ^e trimestre	* - 2,9	-16,2	-0,2	14,8	- 0,6	- 3,4	- 6,6	-100,5	- 96,3	-52,2	- 40,1	- 55,1

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont pas régies par la loi du 22 mars 1993.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

⁴ Cf. colonnes (8) et (9) du tableau XVI-1.

⁵ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

XVI - 6b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Billets de trésorerie (loi 22/7/91)	Crédits							p.m. Crédits à l'étranger		
	Organismes publics d'exploitation et sociétés de logement ²	Sociétés privées		Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits ³	Total	Total	dont	Total	dont
											Monnaies étrangères		Monnaies étrangères
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (3) à (8)	(10)	(11)	(12)		
1985	261,3	48,6	-	652,2	25,9	202,7	138,5	595,0	1.614,3	198,3	904,4	832,8	
1986	252,1	44,0	-	722,2	28,7	219,3	122,2	604,8	1.697,2	205,7	865,5	786,3	
1987	221,1	40,7	-	840,0	43,1	171,4	109,2	688,6	1.852,3	212,5	844,3	752,3	
1988	193,5	41,7	-	966,5	64,1	171,8	108,6	870,0	2.181,1	289,9	924,8	830,7	
1989	181,6	41,6	-	1.118,0	68,5	169,2	108,2	1.155,3	2.619,2	344,4	1.049,6	929,3	
1990	130,4	36,2	-	1.275,6	80,2	151,6	99,6	1.225,3	2.832,3	328,0	1.068,1	949,4	
1991	99,7	44,8	-	1.397,4	77,2	143,1	97,5	1.392,6	3.107,8	380,5	1.005,9	923,2	
1992	79,0	44,9	0,5	1.525,2	73,9	125,6	98,9	1.458,8	3.282,4	393,0	1.009,9	924,8	
1993	60,8	207,7	2,3	1.680,8	18,6	53,0	78,3	1.089,4	2.920,3	419,3	809,6	650,6	
1991 1 ^{er} trimestre	110,2	41,4	-	1.301,1	78,6	154,0	99,5	1.298,3	2.931,5	380,0	1.109,5	1.000,2	
2 ^e trimestre	97,9	42,3	-	1.337,2	78,9	158,1	98,4	1.338,1	3.010,7	407,1	1.136,2	1.001,7	
3 ^e trimestre	93,6	44,1	-	1.371,2	76,7	141,3	97,6	1.367,4	3.054,2	384,5	1.101,5	994,4	
4 ^e trimestre	99,7	44,8	-	1.397,4	77,2	143,1	97,5	1.392,6	3.107,8	380,5	1.005,9	923,2	
1992 1 ^{er} trimestre	93,6	44,9	-	1.426,9	80,3	136,4	96,6	1.409,7	3.149,9	395,8	1.041,4	948,1	
2 ^e trimestre	82,0	44,0	-	1.477,9	81,0	141,3	95,6	1.451,1	3.246,9	386,3	1.032,6	939,1	
3 ^e trimestre	77,7	44,6	0,3	1.507,0	78,2	135,7	96,1	1.456,9	3.273,9	402,6	1.008,3	914,3	
4 ^e trimestre	73,9	43,8	0,5	1.525,2	73,9	125,6	98,9	1.458,8	3.282,4	393,0	1.009,9	924,8	
1993 1 ^{er} trimestre	65,9	213,0	0,3	1.661,7	19,3	55,9	81,1	1.127,3	2.945,3	439,8	811,4	676,2	
2 ^e trimestre	62,9	209,6	2,6	1.712,9	20,0	53,4	79,9	1.202,5	3.068,7	446,8	842,2	699,6	
3 ^e trimestre	62,1	207,1	0,9	1.709,4	18,8	52,0	80,3	1.126,6	2.987,1	455,8	827,7	681,1	
4 ^e trimestre	60,8	207,7	2,3	1.680,8	18,6	53,0	78,6	1.089,4	2.920,3	419,3	809,6	650,6	
1994 1 ^{er} trimestre	62,5	205,3	2,5	1.719,8	18,6	50,5	78,3	1.106,8	2.974,0	429,1	836,7	676,2	
2 ^e trimestre	46,5	213,1	3,1	1.713,7	18,6	50,3	79,6	1.166,2	3.028,4	421,0	921,3	721,7	
3 ^e trimestre	43,6	197,0	2,9	1.728,5	18,0	46,9	73,0	1.065,6	2.932,1	368,8	881,2	666,6	

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont pas régies par la loi du 22 mars 1993.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

XVI - 7a. — ENGAGEMENTS CONTRACTÉS PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES BANQUES⁶

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. Crédits à l'étranger			
	Organismes publics d'exploitation ²	Sociétés privées ³	Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits ³	Total	dont	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Autres	Total	dont
									Monnaies étrangères ⁴				Monnaies étrangères ⁴
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13)	
1985	-10,0	-1,5	18,2	4,7	2,7	- 9,6	41,4	57,4	7,3	-10,6	-108,8	-119,4	-122,1
1986	-12,3	0,6	50,4	1,6	15,9	-16,2	15,6	67,3	8,7	11,1	- 56,6	- 45,6	- 51,3
1987	- 9,8	2,7	71,9	13,4	-47,5	-13,1	80,4	105,2	11,0	-24,0	- 7,6	- 31,7	- 40,5
1988	-13,0	1,7	77,1	19,7	- 0,1	- 0,7	138,1	234,4	63,8	- 1,2	81,6	80,5	78,1
1989	2,0	0,0	83,5	3,0	- 2,4	- 0,4	262,3	346,1	60,5	1,3	92,9	94,2	71,3
1990	-28,6	-4,1	67,8	10,5	-18,3	- 8,6	58,8	110,2	-27,4	5,2	4,3	9,6	15,4
1991	- 8,1	10,9	54,8	- 4,5	- 9,1	- 2,2	117,7	156,7	42,8	21,1	- 68,2	- 47,1	- 22,3
1992	- 3,0	-5,2	58,4	- 4,2	-18,6	1,5	36,1	73,1	-12,0	-23,1	39,3	16,4	14,3
1990 4 ^e trimestre ...	- 7,6	-2,3	20,1	- 3,7	0,1	0,9	42,6	59,9	- 7,0	-11,2	- 9,4	- 20,5	- 11,8
1991 1 ^{er} trimestre ...	- 9,2	5,5	18,4	- 2,1	1,8	- 0,1	35,8	53,8	16,6	3,0	35,0	38,0	44,6
2 ^e trimestre ...	- 3,4	3,2	13,5	0,0	4,1	- 1,1	16,4	32,8	23,6	8,3	8,4	16,7	- 1,9
3 ^e trimestre ...	- 0,2	2,2	13,6	- 2,3	-16,6	- 0,9	30,9	24,7	9,0	3,7	- 35,5	- 31,8	- 10,7
4 ^e trimestre ...	4,7	0,1	9,3	- 0,1	1,6	- 0,1	34,7	45,4	- 6,4	6,1	- 76,1	- 70,0	- 54,3
1992 1 ^{er} trimestre ...	0,2	0,1	17,6	3,0	- 6,6	- 0,8	- 8,7	4,5	- 6,3	-23,4	61,1	37,8	30,1
2 ^e trimestre ...	- 3,3	0,0	21,7	0,4	4,8	- 1,1	34,5	60,2	12,0	0,9	- 5,9	- 4,9	- 3,8
3 ^e trimestre ...	- 2,3	0,6	12,1	- 2,5	- 6,2	0,6	30,1	34,0	25,4	- 2,8	- 17,0	- 19,8	- 20,0
4 ^e trimestre ...	- 2,6	-7,1	7,1	- 5,1	-10,6	2,8	- 19,8	- 25,6	-43,1	2,2	1,1	3,3	8,0

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont pas régies par la loi du 22 mars 1993.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

⁴ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

⁵ Y compris les billets de trésorerie.

⁶ La ventilation des intermédiaires financiers en banques, banques d'épargne et IPC s'arrête fin 1992.

XVI - 7b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES AUPRES DES BANQUES⁶

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits							p.m. Crédits à l'étranger			
	Organismes publics d'exploitation ²	Sociétés privées ⁵	Crédits d'investissement	Crédit-bail	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Crédits à l'exportation	Autres crédits ³	Total	dont	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Autres	Total	dont
									Monnaies étrangères ⁴				Monnaies étrangères ⁴
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) à (7)	(9)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13)	
1984	100,5	15,5	157,3	16,7	198,2	148,1	494,4	1.014,7	197,9	61,6	932,8	994,3	937,9
1985	90,5	14,0	175,5	21,4	200,9	138,5	518,6	1.054,9	188,0	51,0	824,0	875,0	815,8
1986	78,2	14,7	225,9	23,0	216,9	122,2	518,1	1.106,1	200,4	62,0	767,5	829,5	764,4
1987	68,4	17,4	297,8	36,5	169,4	109,2	590,8	1.203,7	205,6	37,9	759,8	797,7	723,9
1988	55,5	19,1	375,0	56,2	169,3	108,6	742,2	1.451,3	274,8	36,8	841,5	878,3	802,1
1989	57,5	19,0	458,4	59,2	167,0	108,2	993,5	1.786,3	322,5	38,1	934,4	972,5	873,5
1990	28,9	15,0	526,2	69,7	148,8	99,6	1.027,7	1.872,0	303,0	43,2	938,7	981,9	888,9
1991	20,8	25,9	581,0	65,1	139,7	97,5	1.157,7	2.041,0	351,2	64,3	859,0	923,3	854,9
1992	17,9	20,7	639,4	60,9	121,1	98,9	1.192,3	2.112,6	357,2	41,2	898,3	939,5	869,3
1990 3 ^e trimestre ...	36,5	17,3	506,1	73,4	148,6	98,8	995,5	1.822,4	314,0	54,4	948,1	1.002,5	900,7
4 ^e trimestre ...	28,9	15,0	526,2	69,7	148,8	99,6	1.027,7	1.872,0	303,0	43,2	938,7	981,9	888,9
1991 1 ^{er} trimestre ...	19,7	20,5	544,6	67,6	150,5	99,5	1.084,9	1.947,1	351,5	46,2	973,7	1.019,9	933,4
2 ^e trimestre ...	16,3	23,7	558,1	67,6	154,7	98,4	1.111,8	1.990,6	364,2	54,5	982,2	1.036,7	931,5
3 ^e trimestre ...	16,1	25,8	571,6	65,3	138,1	97,6	1.128,0	2.000,6	348,1	58,2	946,7	1.004,9	920,8
4 ^e trimestre ...	20,8	25,9	581,0	65,1	139,7	97,5	1.157,7	2.041,0	351,2	64,3	859,0	923,3	854,9
1992 1 ^{er} trimestre ...	21,0	26,0	598,6	68,1	133,1	96,6	1.162,5	2.058,9	363,4	40,9	920,1	961,0	885,0
2 ^e trimestre ...	17,7	26,0	620,2	68,5	137,9	95,6	1.187,2	2.109,4	352,1	41,8	914,2	956,0	881,2
3 ^e trimestre ...	15,4	26,6	632,3	66,0	131,7	96,1	1.199,1	2.125,2	369,1	39,0	897,2	936,2	861,3
4 ^e trimestre ...	12,8	19,6	639,4	60,9	121,1	98,9	1.192,3	2.112,6	357,2	41,2	898,3	939,5	869,3

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont pas régies par la loi du 22 mars 1993.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Principalement des avances.

⁴ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

⁵ Y compris les billets de trésorerie.

**XVI - 8a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er}
DE LA LOI DU 10 JUIN 1964⁷**

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Organismes publics d'exploitation ²	Sociétés privées ³	Crédits d'investissement ³	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étrangères ⁵		Monnaies étrangères ⁵
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (3) à (5)	(7)	(8)	(9)	
1985	- 8,2	-0,4	9,0	-2,9	3,7	9,8	0,6	4,7	1,0
1986	- 1,9	-3,8	18,1	0,4	6,4	24,9	-0,1	3,0	2,0
1987	- 8,3	-3,8	21,3	-0,5	2,9	23,7	-0,1	4,8	1,3
1988	-10,9	0,2	28,6	0,2	12,0	40,7	4,1	- 0,5	0,4
1989	- 3,7	0,4	40,0	0,0	7,6	47,5	-1,9	17,2	15,3
1990	- 6,5	-0,8	40,6	0,6	17,5	58,6	2,0	5,5	2,5
1991	- 8,5	-0,4	34,7	0,1	15,2	50,2	1,6	4,4	10,5
1992	- 5,4	4,0	32,2	0,4	19,8	52,4	1,4	-18,5	20,0
1990 4 ^e trimestre	3,6	0,8	11,9	0,1	1,8	13,8	0,4	-10,4	- 8,5
1991 1 ^{er} trimestre	- 5,2	-0,2	9,0	0,2	5,9	15,2	1,4	3,1	2,8
2 ^e trimestre	- 0,2	-0,4	8,9	0,1	6,6	15,6	4,4	6,3	6,0
3 ^e trimestre	- 3,3	-0,4	8,5	-0,3	9,8	18,0	-0,7	- 0,1	3,0
4 ^e trimestre	- 2,9	0,6	8,3	0,1	- 7,1	1,4	-3,5	- 4,9	- 1,4
1992 1 ^{er} trimestre	- 5,3	0,0	7,8	0,0	5,3	13,1	0,9	- 2,9	- 5,7
2 ^e trimestre	0,1	-0,6	9,0	-0,1	20,9	29,8	-1,0	- 3,3	- 4,9
3 ^e trimestre	- 1,1	0,1	6,9	0,1	-11,1	- 4,1	2,3	- 7,5	- 7,4
4 ^e trimestre	1,0	4,1	8,6	0,4	4,7	13,7	-0,8	- 4,8	- 2,0

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont pas régies par la loi du 22 mars 1993.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

⁵ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

⁶ Y compris les billets de trésorerie.

⁷ La ventilation des intermédiaires financiers en banques, banque d'épargne et IPC s'arrête fin 1992.

**XVI - 8b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES BANQUES D'ÉPARGNE ET DES ENTREPRISES RÉGIES PAR LE CHAPITRE I^{er}
DE LA LOI DU 10 JUIN 1964⁶**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Organismes publics d'exploitation ²	Sociétés privées ⁵	Crédits d'investissement ³	Crédits d'es-compte et d'acceptation	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étrangères		Monnaies étrangères
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (3) à (5)	(7)	(8)	(9)	
1984	73,5	25,8	100,5	4,0	19,2	123,7	0,0	15,1	10,6
1985	65,3	25,3	109,5	1,1	23,0	133,5	0,7	19,8	11,5
1986	61,8	21,5	127,7	1,5	29,3	158,5	0,5	22,9	13,6
1987	53,6	17,7	148,8	1,0	32,3	182,2	0,4	27,7	14,9
1988	42,7	17,9	177,4	1,2	44,3	222,9	4,6	27,2	15,3
1989	38,9	18,2	217,3	1,2	51,9	270,4	2,7	44,4	30,6
1990	32,5	17,4	257,8	1,8	69,4	329,0	4,7	49,8	33,1
1991	20,9	17,0	292,6	2,0	84,6	379,2	6,4	54,2	43,6
1992	15,6	21,0	324,8	2,3	104,4	431,5	7,8	35,7	23,6
1990 3 ^e trimestre	28,9	16,7	245,9	1,7	67,6	315,2	4,3	60,2	41,6
4 ^e trimestre	32,5	17,4	257,8	1,8	69,4	329,0	4,7	49,8	33,1
1991 1 ^{er} trimestre	27,3	17,2	266,9	2,0	75,4	344,3	6,1	53,0	35,9
2 ^e trimestre	27,1	16,8	275,8	2,1	81,9	359,8	10,6	59,3	42,0
3 ^e trimestre	23,8	16,4	284,3	1,8	91,7	377,8	9,9	59,1	45,0
4 ^e trimestre	20,9	17,0	292,6	2,0	84,6	379,2	6,4	54,2	43,6
1992 1 ^{er} trimestre	15,6	17,0	300,4	2,0	89,9	392,3	7,2	51,3	37,9
2 ^e trimestre	15,7	16,4	309,4	1,9	110,8	422,1	6,2	48,0	33,0
3 ^e trimestre	14,6	16,5	316,3	2,0	99,7	418,0	8,5	40,4	25,6
4 ^e trimestre	15,6	20,6	324,8	2,3	104,4	431,5	7,8	35,7	23,6

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont pas régies par la loi du 22 mars 1993.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

⁵ Y compris les billets de trésorerie.

⁶ La ventilation des intermédiaires financiers en banques, banques d'épargne et IPC s'arrête fin 1992.

**XVI - 9a. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIÉTÉS¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT DU SECTEUR PUBLIC⁷**

(variations en milliards de francs)

Période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'explo- itation ²	Sociétés privées ⁶	Crédits d'investis- sment ³	Crédits d'es- compte et d'accep- tation	Autres ⁴	Total	dont		
							Monnaies étran- gères ⁵	Monnaies étran- gères ⁵	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (3) à (5)	(7)	(8)	(9)	
1985	7,1	0,7	14,7	0,0	9,0	23,8	8,4	1,1	- 0,4
1986	4,2	-1,4	2,5	0,1	3,8	6,6	- 4,7	3,6	2,8
1987	-12,3	-2,2	25,7	0,1	8,1	33,7	1,6	5,8	5,2
1988	- 4,0	-0,9	22,0	0,5	18,1	40,5	4,1	0,4	- 0,1
1989	-12,3	-0,5	29,7	-0,3	26,6	55,6	8,8	13,5	11,9
1990	-12,6	-0,4	50,5	0,1	18,1	68,9	1,0	3,5	2,3
1991	- 8,9	-1,9	33,8	0,4	22,2	56,4	2,6	- 7,8	- 2,8
1992	-12,1	1,8	38,0	0,6	11,8	50,6	5,1	6,5	7,2
1990 4 ^e trimestre	- 9,2	-0,2	7,7	0,0	20,9	28,7	1,0	- 6,0	- 4,3
1991 1 ^{er} trimestre	- 0,2	-0,1	- 1,5	0,4	9,9	8,8	2,1	0,4	3,4
2 ^e trimestre	- 0,6	-1,8	14,1	-0,2	6,4	20,3	10,0	3,6	- 2,6
3 ^e trimestre	- 0,8	-0,1	11,9	0,1	3,3	15,3	- 5,8	- 2,7	0,4
4 ^e trimestre	4,2	0,1	9,2	0,1	2,6	11,9	- 3,7	- 9,1	- 4,0
1992 1 ^{er} trimestre	- 1,1	-0,1	4,2	-0,1	7,0	11,1	2,2	0,7	0,5
2 ^e trimestre	- 8,4	-0,2	20,7	0,1	- 4,2	16,7	2,8	- 0,6	- 0,2
3 ^e trimestre	- 1,5	-0,1	9,8	0,5	5,0	15,4	- 3,1	3,1	2,6
4 ^e trimestre	- 1,2	2,2	3,3	0,1	4,0	7,4	3,2	3,0	4,5

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont pas régies par la loi du 22 mars 1993.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

⁵ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

⁶ Y compris les billets de trésorerie.

⁷ La ventilation des intermédiaires financiers en banques, banques d'épargne et IPC s'arrête fin 1992.

**XVI - 9b. — ENGAGEMENTS CONTRACTES PAR LES SOCIETES¹ ET LES ENTREPRISES INDIVIDUELLES
AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT DU SECTEUR PUBLIC⁶**

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Obligations émises par des		Crédits					p.m. Crédits à l'étranger	
	Orga- nismes publics d'explo- itation ²	Sociétés privées ⁵	Crédits d'investis- sement ³	Crédits d'es- compte et d'accep- tation (4)	Autres ⁴	Total (6) = (3) à (5)	dont	Total	dont
							Monnaies étrangères (7)		Monnaies étrangères (9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (3) à (5)	(7)	(8)	(9)	
1984	95,7	8,5	357,1	0,5	44,6	402,3	1,2	8,5	6,0
1985	102,8	9,1	371,8	0,7	53,5	426,0	9,7	9,5	5,5
1986	107,0	7,8	374,3	0,9	57,4	432,6	4,9	13,1	8,3
1987	94,7	5,6	399,9	1,0	65,4	466,3	6,4	18,9	13,5
1988	90,7	4,8	422,0	1,4	83,5	506,9	10,6	19,3	13,4
1989	78,4	4,3	451,5	1,0	109,9	562,4	19,3	32,8	25,2
1990	65,8	3,8	502,1	1,1	128,1	631,3	20,3	36,3	27,5
1991	56,9	1,9	535,9	1,4	150,3	687,6	22,9	28,4	24,6
1992	44,7	3,7	574,0	2,1	162,1	738,2	28,1	34,7	31,9
1990 3 ^e trimestre	75,0	4,0	494,3	1,1	107,2	602,6	19,2	42,3	31,8
4 ^e trimestre	65,8	3,8	502,1	1,1	128,1	631,3	20,3	36,3	27,5
1991 1 ^{er} trimestre	60,6	3,7	500,7	1,5	138,0	640,2	22,4	36,6	30,9
2 ^e trimestre	53,5	1,9	514,7	1,3	144,4	660,4	32,4	40,3	28,2
3 ^e trimestre	52,7	1,8	526,7	1,4	147,7	675,8	26,6	37,5	28,6
4 ^e trimestre	56,9	1,9	535,9	1,4	150,3	687,6	22,9	28,4	24,6
1992 1 ^{er} trimestre	55,8	1,8	540,1	1,4	157,3	698,8	25,1	29,1	25,1
2 ^e trimestre	47,5	1,6	560,8	1,5	153,1	715,4	28,0	28,5	24,9
3 ^e trimestre	45,9	1,5	570,7	2,0	158,1	730,8	24,9	31,7	27,4
4 ^e trimestre	44,7	3,7	574,0	2,1	162,1	738,2	28,1	34,7	31,9

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont pas régies par la loi du 22 mars 1993.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Y compris le crédit-bail.

⁴ Principalement des avances.

⁵ Y compris les billets de trésorerie.

⁶ La ventilation des intermédiaires financiers en banques, banques d'épargne et IPC s'arrête fin 1992.

XVI - 10. — ENGAGEMENTS DES SOCIÉTÉS¹ A L'ÉGARD DE L'ÉTRANGER

(variations en milliards de francs)

Période	Investissements directs en Belgique		Autres acquisitions d'actions belges par l'étranger	Acquisitions d'obligations belges par l'étranger		Billets de trésorerie (loi 22/7/91)	Acquisitions d'immeubles par l'étranger	Autres engagements	Total	dont ³ :	
	Création et extension de sociétés, prises de participation	Prêts		Organismes publics d'exploitation ²	Sociétés privées					Franc belge	Monnaies étrangères ⁴
			(1)			(2)	(3)	(4)	(5)			(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
1985	27,8	13,8	12,1	- 5,8	2,1	-	3,9	15,3	69,2	11,1	- 0,7
1986	23,5	- 10,5	28,8	- 4,9	0,6	-	2,6	13,9	54,0	35,3	- 9,1
1987	58,2	11,0	23,8	- 6,3	7,5	-	0,2	21,6	116,0	37,4	- 6,7
1988	115,8	40,4	17,9	- 0,2	2,4	-	2,9	14,3	193,5	37,6	- 7,1
1989	128,8	95,8	30,6	- 10,1	0,0	-	11,9	58,0	315,0	48,3	0,2
1990	130,1	92,2	28,1	- 10,1	3,0	-	14,9	30,5	288,7	46,7	- 1,9
1991	196,2	88,6	18,9	- 3,1	9,0	-	12,7	28,3	350,6	37,4	5,5
1992	252,3	33,2	24,3	14,4	9,3	5,2	10,8	44,5	394,1	44,6	12,8
1993	225,7	25,9	72,8	17,9	- 2,3	- 0,3	10,7	13,7	364,3	81,6	18,2
1991 1 ^{er} trimestre	36,8	29,5	0,5	- 1,9	1,5	-	3,9	21,3	91,6	18,3	- 2,9
2 ^e trimestre	66,7	22,1	6,3	- 0,2	4,7	-	2,6	25,2	127,4	28,7	1,3
3 ^e trimestre	21,7	4,8	8,2	- 0,1	2,8	-	4,0	- 10,8	30,6	- 12,7	3,3
4 ^e trimestre	71,0	32,2	3,9	- 0,9	0,0	-	2,2	- 7,4	101,0	3,1	3,8
1992 1 ^{er} trimestre	46,4	5,9	2,9	1,9	0,1	-	4,2	9,3	70,7	6,6	1,0
2 ^e trimestre	35,3	73,1	9,0	15,2	- 2,5	-	2,7	2,7	135,5	11,5	16,5
3 ^e trimestre	60,9	2,0	3,1	- 1,0	7,6	3,0	1,5	15,1	92,2	22,0	3,2
4 ^e trimestre	109,7	- 47,8	9,3	- 1,7	4,1	2,2	2,4	17,4	95,7	4,5	- 7,9
1993 1 ^{er} trimestre	66,5	3,7	11,2	- 2,0	- 1,5	0,3	0,9	24,5	103,6	8,7	2,1
2 ^e trimestre	44,1	20,2	11,6	3,9	0,0	- 0,3	2,5	- 23,1	59,1	24,9	1,4
3 ^e trimestre	28,9	11,6	15,8	9,2	- 0,8	- 1,0	3,3	15,3	82,3	24,0	14,3
4 ^e trimestre	86,2	- 9,6	34,2	6,8	0,0	0,7	4,0	- 3,0	119,3	24,0	0,4
1994 1 ^{er} trimestre .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2 ^e trimestre .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3 ^e trimestre .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

¹ Organismes publics d'exploitation et sociétés privées qui ne sont pas régies par la loi du 22 mars 1993.

² Y compris les certificats à un an au plus.

³ Le solde concerne les engagements envers l'étranger, dont la ventilation entre franc belge et monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens.

⁴ Après élimination de l'incidence purement comptable des variations de cours de change.

XVI - 11. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après la branche d'activité du bénéficiaire

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1990	1991	1992	1993	1990	1991	1992	1993
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	106,0	110,8	114,5	113,8	73,9	80,1	85,0	90,4
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	49,0	44,8	30,0	27,6	13,2	13,2	13,1	14,0
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	276,9	282,2	287,0	281,2	139,1	140,9	149,0	142,8
Textile, habillement et cuir	156,2	157,0	154,6	149,1	89,9	94,6	96,4	85,6
Industrie chimique ⁴	375,8	357,6	342,0	324,6	147,5	144,9	135,4	129,3
Métallurgie de base	172,3	176,9	171,0	152,4	63,9	77,5	81,1	80,7
Fabrications métalliques	537,8	569,4	588,9	511,1	242,2	263,5	278,0	229,5
Produits minéraux non métalliques et bois	177,2	184,4	194,7	189,8	96,9	104,2	112,6	110,9
Papier, carton et imprimerie	104,1	114,0	119,1	108,6	59,5	64,3	64,0	66,0
Pétrole	135,0	125,0	128,3	122,3	30,6	18,3	16,8	22,2
Diamant et orfèvrerie	56,7	67,3	75,3	84,4	38,5	45,0	50,4	57,1
Autres	4,8	5,4	5,1	5,4	3,4	3,8	3,5	3,8
Construction et affaires immobilières de génie civil	273,9	302,8	348,2	395,9	179,1	215,0	251,4	287,4
Production et distribution d'énergie et d'eau ...	137,3	119,5	111,7	92,4	78,3	78,4	68,4	53,0
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	184,5	189,9	198,7	208,2	109,4	110,7	111,3	122,5
Commerce de détail	258,4	280,8	296,4	308,9	176,9	200,6	221,6	234,4
Transports, entrepôts et communications	346,5	351,8	330,4	310,8	235,5	242,2	244,2	208,6
Services financiers ⁵	512,7	503,0	524,3	539,6	204,8	230,4	263,7	261,5
Autres services aux entreprises ⁶	331,2	336,9	372,8	458,1	209,4	206,5	230,3	277,0
Autres services aux particuliers ⁷	305,1	341,8	403,5	512,1	256,9	290,9	344,2	280,8
Total ...	4.501,4	4.621,3	4.796,5	4.896,3	2.448,9	2.625,0	2.820,4	2.757,5

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la CNCP accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris industrie du plastique, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de location-financement, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

XVI - 11. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

2. Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(encours en milliards de francs)

Fin de période	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1990	1991	1992	1993	1990	1991	1992	1993
Communauté Economique Européenne	1.240,4	1.362,4	1.333,6	1.437,5	460,8	502,9	475,5	477,6
Royaume-Uni	538,9	617,9	616,1	742,4	102,7	110,6	116,9	134,4
Allemagne	152,7	161,0	123,3	121,8	62,8	87,8	52,0	55,1
France	98,4	107,4	119,8	127,9	42,9	43,3	52,2	51,2
Pays-Bas	159,5	162,2	166,0	146,7	72,5	78,1	77,1	71,6
Italie	86,8	107,6	90,7	84,7	50,0	63,1	67,0	58,8
Luxembourg	54,0	56,4	65,1	87,7	15,0	29,7	14,2	19,0
Danemark	27,4	29,8	10,7	7,9	22,0	9,5	6,4	6,2
Irlande	11,5	12,9	19,9	15,3	6,8	6,1	13,6	10,2
Grèce	3,3	4,0	8,9	5,8	2,5	2,7	4,1	3,6
Espagne	78,0	67,6	71,0	62,0	64,9	51,8	46,4	43,8
Portugal	29,9	35,6	42,1	35,3	18,6	20,2	25,6	23,7
Autres pays d'Europe	106,4	98,3	129,4	132,6	47,6	47,4	72,8	63,5
dont : Suisse	58,6	46,7	50,6	54,7	22,4	17,8	21,4	24,1
Norvège	5,2	5,8	7,3	10,6	1,9	4,1	4,5	4,3
Suède	11,5	14,4	36,7	32,2	6,3	7,4	27,2	13,4
Etats-Unis et Canada	397,7	409,2	442,4	493,3	132,0	142,2	155,0	168,7
Pays exportateurs de pétrole	49,1	65,3	72,2	79,8	34,2	40,8	47,5	55,9
Autres pays de l'hémisphère occidental	153,7	129,7	148,4	156,2	74,1	64,4	69,6	75,5
dont : Brésil	23,8	20,0	29,7	35,7	9,2	9,1	10,2	12,5
Mexique	23,1	21,3	21,6	23,3	15,1	15,3	17,1	21,3
Autres pays d'Afrique	48,4	39,5	35,6	38,8	32,3	24,5	26,4	28,3
dont : Afrique du Sud	2,7	1,8	1,7	1,4	1,9	1,3	1,0	1,1
Zaire	26,0	19,2	16,0	14,9	15,0	10,7	12,4	10,2
Australie et Nouvelle-Zélande	65,6	31,7	31,6	23,2	45,7	11,7	8,1	10,0
Autres pays d'Asie	128,0	132,7	142,8	137,1	49,9	46,3	58,4	58,3
dont : Japon	16,7	14,3	14,5	14,8	6,7	6,0	7,0	7,9
Total ...	2.189,3	2.268,8	2.336,0	2.498,5	876,6	880,2	913,3	937,8

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même

envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers.

VII. — MARCHÉ DES CAPITAUX

1. — OBLIGATIONS EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN EMISES PAR LES POUVOIRS PUBLICS

(milliards de francs)

	Pouvoir fédéral		Communa- nautés et Régions	Autres administrations fédérales, communautaires ou régionales ¹		Pouvoirs locaux	Sécurité sociale	Total	dont : Non accessibles à tout placeur
	Obligations linéaires	Autres		Obligations linéaires ²	Autres				
A. — Emissions brutes									
1986	0,0	394,9	0,0	0,0	53,1	20,0	0,0	468,0	93,3
1987	0,0	604,4	0,0	0,0	105,8	22,6	9,5	742,0	176,6
1988	0,0	639,1	0,0	0,0	70,5	26,2	14,2	750,0	92,8
1989	81,8	474,3	0,0	0,0	68,1	5,6	0,0	629,8	84,4
1990	273,0	245,1	0,0	0,0	77,8	15,0	0,0	610,9	94,4
1991	935,0	224,5	0,0	0,0	64,7	0,0	0,0	1.224,2	61,2
1992	937,5	144,5	6,0	25,1	44,6	25,0	27,0	1.209,7	102,7
1993	1.147,4	345,5	0,0	36,8	10,7	9,5	0,0	1.549,9	20,4
1992 3 ^e trimestre	115,4	0,0	0,0	3,0	9,5	0,0	0,0	127,9	9,5
4 ^e trimestre	469,0	24,0	6,0	18,6	11,2	0,0	16,0	544,8	33,2
1993 1 ^{er} trimestre	253,1	63,0	0,0	12,4	0,4	0,0	0,0	328,9	0,6
2 ^e trimestre	411,2	251,8	0,0	8,2	5,3	9,5	0,0	686,0	14,8
3 ^e trimestre	253,2	0,0	0,0	5,1	5,0	0,0	0,0	263,3	5,0
4 ^e trimestre	229,9	30,7	0,0	11,1	0,0	0,0	0,0	271,7	0,0
1994 1 ^{er} trimestre	390,3	196,5	0,0	15,2	1,0	0,0	0,0	603,0	1,0
2 ^e trimestre	260,6	51,6	0,0	5,3	2,0	0,0	0,0	319,5	2,0
3 ^e trimestre	135,2	0,0	0,0	0,2	2,0	0,0	0,0	137,4	2,0
B. — Emissions nettes									
1985	0,0	474,0	0,0	0,0	159,9	36,5	- 1,3	669,1	231,3
1986	0,0	178,2	0,0	0,0	44,8	12,9	- 5,3	230,6	5,3
1987	0,0	293,5	0,0	0,0	84,7	2,4	- 5,4	375,3	21,0
1988	0,0	379,4	0,0	0,0	56,3	24,3	7,4	467,6	24,5
1989	81,8	81,0	0,0	0,0	41,2	- 2,7	- 8,2	193,1	8,8
1990	273,0	34,5	0,0	0,0	82,6	- 13,1	- 10,3	392,9	39,3
1991	935,0	- 419,6	0,0	0,0	43,3	- 41,8	- 7,0	510,0	- 45,8
1992	937,5	- 401,7	6,0	25,1	26,2	22,6	21,0	636,8	46,4
1991 1 ^{er} trimestre	340,7	- 252,2	0,0	0,0	22,5	0,4	- 4,5	106,9	- 41,6
2 ^e trimestre	382,1	- 190,7	0,0	0,0	17,3	- 0,1	0,0	208,6	17,2
3 ^e trimestre	108,9	- 5,1	0,0	0,0	2,1	- 40,0	- 1,4	64,5	- 8,9
4 ^e trimestre	103,3	28,4	0,0	0,0	1,4	- 2,2	- 1,0	129,9	- 12,6
1992 1 ^{er} trimestre	153,6	- 48,6	0,0	0,0	7,8	0,0	6,4	119,3	4,4
2 ^e trimestre	199,5	- 125,5	0,0	3,5	5,3	25,0	0,0	107,8	26,3
3 ^e trimestre	115,4	- 48,8	0,0	3,0	8,4	0,0	- 1,4	76,6	- 1,4
4 ^e trimestre	469,0	- 178,8	6,0	18,6	4,7	- 2,4	16,0	333,1	17,2
C. — Encours à fin de période³									
1983	0,0	1.845,3	0,0	0,0	96,2	48,6	54,0	2.044,1	279,4
1984	0,0	2.082,3	0,0	0,0	130,5	77,1	51,8	2.341,7	400,0
1985	0,0	2.689,2	0,0	0,0	157,5	113,6	50,6	3.010,8	631,4
1986	0,0	2.873,9	0,0	0,0	195,8	126,5	45,2	3.241,4	636,7
1987	0,0	3.200,5	0,0	0,0	251,3	128,9	39,8	3.620,5	661,5
1988	0,0	3.615,1	0,0	0,0	272,6	153,2	47,2	4.088,1	686,1
1989	81,8	3.745,3	0,0	0,0	264,6	150,5	38,9	4.281,2	694,8
1990	354,8	3.831,8	0,0	0,0	310,3	148,6	28,6	4.674,2	734,0
1991 Mars	695,5	3.584,2	0,0	0,0	328,2	149,1	24,1	4.781,1	557,9
Juin	1.077,6	3.393,5	0,0	0,0	345,6	149,0	24,1	4.989,7	575,1
Septembre	1.186,5	3.388,5	0,0	0,0	347,7	109,0	22,7	5.054,3	566,3
Décembre	1.289,8	3.416,8	0,0	0,0	349,1	106,8	21,7	5.184,2	553,7
1992 Mars	1.443,3	3.368,4	0,0	0,0	356,9	106,8	28,1	5.303,4	558,0
Juin	1.646,4	3.242,7	0,0	0,0	362,3	131,8	28,1	5.411,3	584,4
Septembre	1.764,7	3.197,1	0,0	0,0	367,6	131,8	26,6	5.487,9	583,0
Décembre	2.252,3	3.043,3	6,0	0,0	372,3	104,4	42,6	5.821,0	600,2

¹ Inclut les dettes émises par d'autres secteurs, mais dont la charge, en capital et en intérêts, incombe au pouvoir fédéral, communautaire ou régional.

² Intérêts capitalisés et remboursements d'impôts réglés sous la forme d'obligations linéaires, qui n'influencent pas le solde net à financer officiel du Trésor.

³ La variation d'encours ne correspond pas nécessairement au volume des émissions nettes de la période en raison des reprises de dettes d'autres pouvoirs publics par le pouvoir fédéral et des régularisations d'intérêts.

XVII - 2. — OBLIGATIONS ET BONS DE CAISSE EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN PAR SECTEUR EMETTEUR¹

(milliards de francs)

	Pouvoirs publics ²	Banques	Banques d'épargne	Etablissements de crédit du secteur public		Organismes publics d'exploitation ³	Sociétés privées	Non-résidents	Total	dont :
				Emis au robinet	Autres					Non accessibles à tout placeur
A. — Emissions nettes										
1984	297,6	36,0	26,2	85,3	- 14,1	2,0	5,1	15,6	453,7	108,9
1985	669,1	38,3	34,3	102,8	- 6,8	- 25,0	- 1,2	45,5	857,0	216,5
1986	230,6	9,3	0,4	24,5	- 6,5	- 14,0	- 13,3	61,7	292,7	- 27,3
1987	375,3	7,8	4,2	36,9	- 15,1	- 37,8	- 22,6	57,6	406,3	35,8
1988	467,6	9,7	22,4	62,0	- 0,8	- 39,7	16,2	9,6	546,9	19,0
1989	193,1	54,1	- 49,1	- 2,2	- 32,0	- 10,5	13,3	40,9	207,6	30,6
1990	392,9	121,2	77,5	160,7	- 16,9	- 43,2	- 7,9	98,2	782,4	54,2
1991	510,0	106,3	51,2	102,6	- 0,1	- 26,5	7,5	96,6	847,6	- 159,8
1992	636,5	105,1	38,9	91,3	- 2,0	- 16,9	3,8	116,6	973,3	91,6
1991 1 ^{er} trimestre	106,9	58,9	28,4	59,6	0,0	- 4,2	3,2	15,2	268,0	- 180,4
2 ^e trimestre	208,6	29,2	7,3	10,4	0,0	- 21,5	2,6	25,7	262,4	11,6
3 ^e trimestre	64,5	17,7	7,4	12,5	0,3	- 5,7	0,6	21,9	119,2	- 14,5
4 ^e trimestre	129,9	0,4	8,1	20,1	- 0,4	4,9	1,2	33,7	197,9	- 15,6
1992 1 ^{er} trimestre	118,9	45,1	19,9	33,3	0,1	- 5,3	0,1	18,5	230,5	- 3,3
2 ^e trimestre	107,8	24,0	3,9	14,8	- 2,0	- 11,2	1,0	30,5	168,9	16,7
3 ^e trimestre	76,6	19,4	7,7	20,8	0,0	- 5,6	1,5	8,9	129,4	- 0,9
4 ^e trimestre	333,1	16,7	7,4	22,4	- 0,1	5,1	1,2	58,7	444,5	79,1
B. — Encours à fin de période										
1983	2.044,1	349,5	310,3	992,2	94,4	397,5	186,6	108,7	4.483,2	486,6
1984	2.341,7	385,5	336,5	1.077,5	80,3	399,4	191,7	124,3	4.936,9	604,0
1985	3.010,8	423,8	370,8	1.180,3	73,5	374,4	190,4	169,9	5.793,9	820,6
1986	3.241,4	433,1	371,2	1.204,8	67,0	360,5	177,1	231,6	6.086,6	811,4
1987	3.620,5	440,9	375,4	1.241,7	51,9	322,6	154,5	289,2	6.496,7	811,9
1988	4.088,1	450,6	397,8	1.303,7	51,1	282,9	170,7	298,8	7.043,6	819,0
1989	4.281,2	504,7	348,7	1.301,5	19,1	272,3	184,0	339,7	7.251,2	828,9
1990	4.674,2	625,9	426,1	1.462,2	2,2	229,1	176,1	437,9	8.033,6	876,9
1991 Mars	4.781,1	684,8	454,5	1.521,8	2,2	225,0	179,2	453,1	8.301,7	695,2
Juin	4.989,7	714,0	461,8	1.532,2	2,2	203,5	181,8	478,8	8.564,1	703,8
Septembre	5.054,3	731,8	469,2	1.544,7	2,5	197,8	182,4	500,7	8.683,4	687,6
Décembre	5.184,2	732,2	477,3	1.564,8	2,1	202,6	183,6	534,4	8.881,2	698,5
1992 Mars	5.303,1	777,2	497,2	1.598,1	2,2	197,3	183,7	552,9	9.111,7	694,3
Juin	5.410,9	801,2	501,1	1.612,9	0,2	186,1	184,8	583,4	9.280,6	708,3
Septembre	5.487,5	820,7	508,8	1.633,7	0,2	180,6	186,3	592,3	9.410,1	707,4
Décembre	5.820,6	837,3	516,2	1.656,1	0,1	185,8	187,5	651,0	9.854,6	786,5

¹ Y compris, dans la mesure où elles ont pu être recensées, les obligations en franc luxembourgeois.

² Cf. tableau XVII-1.

³ Y compris les sociétés publiques de logement et les fonds du logement de la Ligue des Familles Nombreuses.

**XVII - 3. — OBLIGATIONS ET BONS DE CAISSE EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN :
EMISSIONS NETTES ET ACQUISITIONS NETTES PAR LES PARTICULIERS ET LES SOCIETES¹**

(milliards de francs)

Emetteurs	Pouvoirs publics		Etablissements de crédit		Autres résidents		Non-résidents		Total	
	Total	Particuliers et sociétés	Total	Particuliers et sociétés	Total	Particuliers et sociétés	Total	Particuliers et sociétés	Total	Particuliers et sociétés
1984	297,6	48,2	133,4	129,8	7,1	- 0,2	15,6	4,2	453,7	182,1
1985	669,1	93,4	168,6	158,3	- 26,3	- 15,3	45,5	31,3	857,0	267,7
1986	230,6	37,8	27,7	27,4	- 27,3	- 16,8	61,7	27,3	292,7	75,8
1987	375,3	93,6	33,8	38,0	- 60,4	- 24,5	57,6	25,5	406,3	132,7
1988	467,6	178,2	93,3	92,1	- 23,6	- 1,8	9,6	0,3	546,9	268,8
1989	193,1	53,0	- 29,2	- 9,5	2,8	16,0	40,9	40,0	207,6	99,5
1990	392,9	192,1	342,4	355,0	- 51,1	6,7	98,2	88,8	782,4	642,8
1991	510,0	156,6	260,0	250,9	- 19,0	- 2,6	96,6	111,7	847,6	516,6
1992	636,5	207,2	233,3	152,5	- 13,1	- 6,2	116,6	121,1	973,3	474,6
1991 1 ^{er} trimestre	106,9	31,2	146,9	139,0	- 1,1	12,5	15,2	14,4	268,0	197,1
2 ^e trimestre	208,6	48,9	46,9	40,8	- 18,9	- 7,2	25,7	29,5	262,4	112,0
3 ^e trimestre	64,5	20,8	37,9	36,4	- 5,1	- 5,5	21,9	30,7	119,2	82,4
4 ^e trimestre	129,9	55,7	28,2	34,7	6,1	- 2,4	33,7	37,2	197,9	125,1
1992 1 ^{er} trimestre	118,9	43,7	98,3	91,7	- 5,3	- 3,7	18,5	14,1	230,5	145,8
2 ^e trimestre	107,8	51,7	40,7	39,5	- 10,1	4,7	30,5	33,7	168,9	129,7
3 ^e trimestre	76,6	43,8	47,9	23,2	- 4,0	- 8,7	8,9	11,5	129,4	69,8
4 ^e trimestre	333,1	68,0	46,4	- 1,9	6,3	1,4	58,7	61,9	444,5	129,4

¹ Y compris, dans la mesure où elles ont pu être recensées, les obligations en franc luxembourgeois.

**XVII - 4. — OBLIGATIONS ET BONS DE CAISSE EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN :
VENTILATION PAR SECTEUR EMETTEUR ET PAR SECTEUR DETENTEUR**

(milliards de francs)

Emetteurs	Détenteurs								Total
	Pouvoirs publics	Banques	Banques d'épargne	Etablissements de crédit du secteur public	BNB, Fonds monétaire, Fonds des Rentes, IRC	Particuliers et sociétés	Non-résidents		
Encours au 31 décembre 1991									
Pouvoir fédéral	153,6	1.142,1	557,4	790,9	68,8	1.570,5	423,3	4.706,6	
Communautés et Régions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres administrations fédérales, communautaires ou régionales	2,3	151,3	74,1	91,7	0,5	24,4	4,7	349,1	
Pouvoirs locaux	3,9	11,0	11,6	62,0	2,6	15,8	0,0	106,8	
Sécurité sociale	1,7	7,8	4,2	7,4	0,0	0,6	0,0	21,7	
Banques	0,4	0,8	2,5	0,7	0,0	709,4	18,5	732,2	
Banques d'épargne	0,0	0,1	0,2	0,0	0,0	477,1	0,0	477,3	
Etablissements de crédit du secteur public	12,4	49,3	18,0	43,3	0,4	1.433,1	10,5	1.566,9	
Organismes publics d'exploitation ¹	7,2	20,9	21,0	56,7	1,0	83,8	12,2	202,6	
Sociétés privées	3,8	25,9	17,0	1,9	0,0	107,1	27,9	183,6	
Non-résidents	2,4	38,5	25,2	25,2	0,0	377,1	66,1	534,4	
Total ...	187,6	1.447,4	731,1	1.079,7	73,3	4.798,9	563,1	8.881,2	
Encours au 31 décembre 1992									
Pouvoir fédéral	160,6	1.315,1	612,4	836,7	76,4	1.777,4	517,0	5.295,6	
Communautés et Régions	0,0	4,5	1,0	0,5	0,0	0,0	0,0	6,0	
Autres administrations fédérales, communautaires ou régionales	0,3	171,3	70,3	94,4	0,4	30,0	5,2	372,0	
Pouvoirs locaux	4,0	0,5	14,8	75,2	2,6	6,6	0,5	104,4	
Sécurité sociale	2,2	12,7	4,6	18,7	0,0	4,5	0,0	42,6	
Banques	0,3	0,8	2,5	0,7	0,0	780,0	53,1	837,3	
Banques d'épargne	0,0	0,1	0,3	0,0	0,0	515,8	0,0	516,2	
Etablissements de crédit du secteur public	12,1	48,9	14,8	94,0	0,1	1.476,3	10,0	1.656,2	
Organismes publics d'exploitation ¹	6,7	18,3	15,6	44,5	0,8	83,1	16,9	185,8	
Sociétés privées	3,8	20,6	20,6	3,7	0,0	101,6	37,2	187,5	
Non-résidents	2,4	36,8	20,7	22,1	0,0	498,2	70,9	651,0	
Total ...	192,4	1.629,7	777,7	1.190,4	80,4	5.273,4	710,6	9.854,6	

¹ Y compris les sociétés publiques de logement et les fonds du logement de la Ligue des Familles Nombreuses.

XVII - 5. — LOCALISATION DES OBLIGATIONS LINEAIRES DEMATERIALISEES¹

(milliards de francs)

Fin de période	Belgique					Luxembourg				Hors de l'UEBL	Total (11) = (5) + (9) + (10)
	Etablis- sements de crédit ²	Autres institutions financières ³	Adminis- trations publiques	Autres	Total	Etablis- sements de crédit	Autres institutions financières ³	Autres	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)			(10)
1991	544,4	96,3	1,5	69,7	711,9	113,8	49,3	13,7	176,8	199,9	1.088,6
1992	1.063,5	242,6	11,0	148,4	1.465,5	230,9	106,8	19,8	357,5	292,6	2.115,6
1993	1.487,8	494,4	45,4	236,8	2.264,4	305,4	182,5	86,8	574,7	399,9	3.239,0
1991 3 ^e trimestre ..	499,1	88,4	2,0	52,0	641,5	97,8	44,8	9,6	152,2	161,8	955,5
4 ^e trimestre ..	544,4	96,3	1,5	69,7	711,9	113,8	49,3	13,7	176,8	199,9	1.088,6
1992 1 ^{er} trimestre ..	592,7	153,6	4,3	81,4	832,0	138,4	63,0	13,5	214,9	213,2	1.260,1
2 ^e trimestre ..	698,3	164,7	6,2	92,2	961,4	157,4	83,6	15,6	256,6	249,6	1.467,6
3 ^e trimestre ..	753,8	187,3	7,4	107,0	1.055,5	169,2	88,4	20,4	278,0	291,6	1.625,1
4 ^e trimestre ..	1.063,5	242,6	11,0	148,4	1.465,5	230,9	106,8	19,8	357,5	292,6	2.115,6
1993 1 ^{er} trimestre ..	1.118,0	347,0	20,6	170,7	1.656,3	272,5	196,0	26,0	444,5	279,9	2.380,7
2 ^e trimestre ..	1.347,8	415,3	39,1	212,7	2.014,8	286,0	157,6	72,8	516,4	261,4	2.792,7
3 ^e trimestre ..	1.433,7	478,1	34,4	234,4	2.180,6	284,3	172,0	91,4	547,7	332,8	3.061,1
1993 Novembre ...	1.451,1	532,1	38,8	229,0	2.251,0	294,7	175,7	86,1	556,5	384,7	3.192,2
Décembre ...	1.487,8	494,4	45,4	236,8	2.264,4	305,4	182,5	86,8	574,7	399,9	3.239,0
1994 Janvier	1.493,0	540,7	46,4	259,1	2.339,2	301,2	190,8	88,3	580,3	448,1	3.367,6
Février	1.461,8	568,8	57,4	270,7	2.358,7	291,9	199,9	88,4	580,2	432,7	3.371,6
Mars	1.529,7	588,4	42,0	285,9	2.446,0	291,2	203,5	116,7	611,4	432,0	3.489,4
Avril	1.660,1	603,2	45,7	292,6	2.601,6	297,6	211,4	111,5	620,5	359,1	3.581,2
Mai	1.796,7	622,2	45,3	294,8	2.759,0	281,7	273,2	98,2	653,1	286,6	3.698,7
Juin	1.884,2	628,4	47,5	369,0	2.929,1	271,3	206,2	40,8	518,3	338,1	3.785,5
Juillet	1.916,8	656,0	41,4	414,8	3.029,0	289,3	207,9	97,0	594,2	299,2	3.922,4
Août	1.946,2	637,8	41,4	420,6	3.046,0	278,7	210,7	100,1	589,5	287,8	3.923,3
Septembre ...	2.000,4	669,0	41,9	416,5	3.127,8	291,6	209,8	100,7	602,1	294,8	4.024,7
Octobre	861,0	669,8	42,6	411,3	3.184,7	291,6	213,1	101,8	606,5	275,7	4.066,9
Novembre ...	2.070,6	697,8	32,1	420,4	3.220,9	295,7	226,1	102,0	623,8	248,3	4.093,0

¹ Données recensées sur la base du relevé statistique que les institutions agréées comme teneurs de comptes-titres dématérialisés doivent communiquer chaque mois à la Banque Nationale de Belgique (art. 49 de l'A.R. du 23 janvier 1991).

² Banques, banques d'épargne et établissements de crédit du secteur public.

³ Y compris les sociétés d'assurances et les organismes de placement collectif.

XVII - 6. — EMISSIONS PUBLIQUES D'OBLIGATIONS EN FRANC BELGE A PLUS D'UN AN
PAR LE SECTEUR PUBLIC¹

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montants émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1985	Janvier ...	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{ème} série	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00 - 11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
	Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	85,0	—	9,87
							608,5		
1986	Janvier ...	31	Etat belge 1986-94	9,75	99,75	8 ans	161,5	—	9,80
	Mars	17	Fonds des Routes 1986-94	9,50	101,00	8 ans	85,2	—	9,32
	Avril	30	RTT 1986-94	7,25	99,25	8 ans	30,0	—	7,38
	Septembre	15	Etat belge 1986-94	7,60	99,25	8 ans	126,0	—	7,73
	Décembre	15	Etat belge 1987-93-97	7,75	99,00	6 ou 10 ans	127,2	7,97	7,90
							529,9		
1987	Janvier ...	30	Fonds des Routes 1987-95	8,00	100,00	8 ans	89,3	—	8,00
	Mars	20	Etat belge 1987-95	8,00	100,00	8 ans	168,9	—	8,00
	Juin	1	Etat belge 1987-95, 2 ^{ème} série	8,00	100,00	8 ans	157,7	—	8,00
	Septembre		Fonds d'aide au redressement financier des communes 1987-95 ⁵	8,00	99,70 ⁶	7 ans 6 mois	22,6	—	8,07 ⁶
	Décembre	21	Etat belge 1988-96	8,00	99,50	8 ans	141,6	—	8,09
							580,1		
1988	Février ...	22	Fonds des Routes 1988-96	7,75	100,50	8 ans	90,0	—	7,66
	Avril	18	Etat belge 1988-96	7,75	100,25	8 ans	106,8	—	7,71
	Juin	20	Etat belge 1988-96, 2 ^{ème} série	7,75	99,75	8 ans	117,8	—	7,79
	Septembre	5	Etat belge 1988-95	8,00	99,25	7 ans	77,5	—	8,14
	Octobre ..		Fonds d'aide au redressement financier des communes 1988-95 ⁵	8,00	100,35 ⁶	7 ans	18,0	—	7,93 ⁶
	Novembre	22	Etat belge 1988-95	7,75	100,00	6 ans 3 mois	107,0	—	7,76
							517,1		
1989	Janvier ...	30	Etat belge 1989-97	8,00	99,75	8 ans	173,6	—	8,04
	Mars	13	Etat belge 1989-97	8,25	99,50	8 ans	90,0	—	8,34
	Juin	12	Etat belge 1989-97, 2 ^{ème} série	8,25	100,00	8 ans	87,5	—	8,25
	Octobre ..	3	Etat belge 1989-96	8,25	98,50	7 ans	62,5	—	8,54
	Décembre	11	Etat belge 1989-98	9,50	100,00	8 ans 3 mois	50,0	—	9,48
							463,6		
1990	Mars	5	Etat belge 1990-97	10,00	100,00	7 ans	70,0	—	10,00
	Juin	11	Etat belge 1990-97, 2 ^{ème} série	10,00	101,00	6 ans 9 mois	173,5	—	9,81
							243,5		
1991	Mars	4	Etat belge 1991-98	9,25	101,00	7 ans	126,5	—	9,05
	Juin	19	Etat belge 1991-99	9,00	100,00	8 ans	60,5	—	9,00
	Décembre	4	Etat belge 1991-99	9,00	99,35	7 ans 1 mois	41,0	—	8,99
							228,0		
1992	Février ...	5	Etat belge 1992-98	8,75	101,00	6 ans	62,0	—	8,53
	Juin	4	Etat belge 1992-99	8,75	100,25	7 ans	58,5	—	8,70
	Novembre	12	Etat belge 1992-2000	7,90	99,25	7 ans 72 jours	24,0	—	7,76
							144,5		
1993	Janvier ...	25	Etat belge 1993-2001	7,50	100,50	8 ans	62,7	—	7,41
	Juin	16	Etat belge 1993-2000	7,00	100,00	7 ans	251,8	—	7,00
	Octobre ..	7	Etat belge 1993-2001	7,00	99,75	8 ans	30,7	—	7,04
							345,2		
1994	Mars	8	Etat belge 1994-97-2000-03 ⁷	6/6,25 ⁸ /6,5 ⁸	100,00	3, 6 ou 9 ans	196,5	6/6,11 ⁹	6,22 ⁹
	Avril	22	Etat belge 1994-97-2000-03, 2 ^{ème} série ⁷	6/6,25 ⁸ /6,5 ⁸	99,75	3, 6 ou 9 ans	51,6	6,10/6,17 ⁹	6,26 ⁹
	Novembre	22	Etat belge 1994-2001	8,00	99,90	7 ans	189,5	—	8,02
	Novembre	22	Etat belge 1994-2001 ¹⁰	8,00	99,90	7 ans	17,5	—	8,015
	Décembre	6	Région wallonne	7,25	100,50	3 ans 5 mois 17 jours	4,0	—	7,10

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Valeurs nominales. Les totaux annuels sont établis en fonction de la date d'ouverture de la souscription aux emprunts, contrairement aux tableaux précédents, où ils sont établis en fonction des paiements.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Emprunt « tender ».

⁶ Après enquête auprès des principaux intermédiaires financiers.

⁷ Emprunt à taux d'intérêt révisable et minimum garanti.

⁸ Taux minimum garanti.

⁹ Taux de rendement minimum garanti.

¹⁰ Emprunt de capitalisation.

XVII - 7. — ADJUDICATIONS D'OBLIGATIONS LINEAIRES

Numéro de tranche	Date de l'adjudication	Montant offert (millions de francs)	Prix offerts (%)		Montant adjugé (millions de francs)	Prix minimum accepté (%)	Prix moyen pondéré de l'adjudication (%)	Taux de rendement actuariel correspondant au prix moyen pondéré (%)	Souscriptions non compétitives (millions de francs)	Encours en circulation (millions de francs)
			Maximum	Minimum						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
1. — OLO (1989-1999) 8,25 p.c. — Echéance 1/6/1999 (code 239)										
(émis en 10 tranches du 25/5/1989 au 22/2/1990)										91.420
2. — OLO (1990-1996) 10 p.c. — Echéance 5/4/1996 (code 245)										
(émis en 11 tranches du 29/3/1990 au 17/1/1991)										190.000
3. — OLO (1990-2000) 10 p.c. — Echéance 2/8/2000 (code 247)										
(émis en 9 tranches du 26/7/1990 au 18/4/1991)										221.295
4. — OLO (1991-1998) 9,25 p.c. — Echéance 2/1/1998 (code 248)										
1	29.01.1991 ¹	—	—	—	—	—	—	—	107.946	107.946
2	21.03.1991	34.285	99,65	98,90	18.380	99,40	99,46	9,35	8.210	134.536
3	16.05.1991	38.900	100,15	—	20.980	99,85	100,08	9,21	9.710	165.226
4	18.07.1991	41.840	98,70	98,30	11.675	98,65	98,66	9,52	11.455	188.356
5	19.09.1991	18.080	100,15	99,80	8.740	100,05	100,07	9,22	55	197.151
6	22.11.1991	15.185	100,40	100,15	5.255	100,35	100,36	9,16	0	202.406
7	20.02.1992	8.955	101,90	101,65	2.350	101,85	101,85	8,82	1.360	206.116
8	19.03.1992	10.490	101,75	101,40	5.390	101,60	101,63	8,86	0	211.506
9	23.04.1992	13.685	101,70	101,50	9.310	101,60	101,62	8,85	0	220.816
10	21.05.1992	16.390	101,75	101,45	8.640	101,65	101,67	8,84	2.325	231.781
11	18.06.1992	6.200	101,00	100,85	2.065	101,00	101,00	8,99	1.830	235.676
5. — OLO (1991-1994) 9,50 p.c. — Echéance 28/2/1994 (code 249)										
1	21.02.1991	74.405	101,10	100,00	33.540	100,50	100,55	9,03	12.830	46.370
2	18.04.1991	30.605	100,50	100,00	18.380	100,35	100,38	9,07	2.625	67.375
3	22.05.1991 ²	8.915	97,21	—	8.915	97,21	97,21	10,43	1.930	78.220
4	29.05.1991 ²	50.260	100,25	—	50.260	100,25	100,25	9,11	6.350	134.830
5	10.06.1991 ²	41.130	97,89	—	41.130	97,89	97,89	10,14	6.560	182.520
6	20.06.1991	12.875	100,26	—	12.875	100,26	100,26	9,10	23.325	218.720
7	12.10.1993 ²	-10.342	—	—	-10.342	—	—	—	0	208.378
8	16.11.1993 ²	-23.594	—	—	-23.594	—	—	—	0	184.784
9	14.12.1993 ²	-28.314	—	—	-28.314	—	—	—	0	156.470
10	18.01.1994 ²	-20.838	—	—	-20.838	—	—	—	0	135.632
11	21.02.1994 ²	-20.380	—	—	-20.380	—	—	—	0	115.252
12	28.02.1994	—	—	—	—	—	—	—	—	0
6. — OLO (1991-2003) 9 p.c. — Echéance 28/3/2003 (code 251)										
1	21.03.1991	62.395	97,60	96,70	40.330	97,35	97,44	9,36	9.840	50.170
2	16.05.1991	71.200	99,00	98,60	54.860	98,85	98,91	9,15	16.295	121.325
3	18.07.1991	35.870	96,50	—	0	95,80	95,80	9,60	100	121.425
4	19.09.1991	25.080	98,70	98,25	16.780	98,50	98,56	9,19	1.535	139.740
5	21.11.1991	22.605	99,40	99,15	6.455	99,35	99,35	9,08	0	146.195
6	23.01.1992	38.205	102,70	102,30	23.345	102,55	102,58	8,62	5.165	174.705
7	10.12.1992 ¹	27.610	—	—	27.610	—	—	—	0	202.315
8	12.01.1993 ¹	42.520	—	—	42.520	—	—	—	0	244.835
9	09.02.1993 ¹	12.870	—	—	12.870	—	—	—	0	257.705
10	18.02.1993	23.345	108,55	108,35	4.755	108,55	108,55	7,74	6.825	269.285
11	09.03.1993 ¹	44.370	—	—	44.370	—	—	—	0	313.655
12	25.03.1993	17.265	109,75	108,50	8.275	109,70	109,72	7,58	10.145	332.075
13	06.04.1993 ¹	27.150	—	—	27.150	—	—	—	0	359.225

¹ Conversion de bons du Trésor.

² Adjudication d'échange.

XVII - 7. — ADJUDICATIONS D'OBLIGATIONS LINEAIRES (suite 1)

Numéro de tranche	Date de l'adjudication	Montant offert (millions de francs)	Prix offerts (%)		Montant adjugé (millions de francs)	Prix minimum accepté (%)	Prix moyen pondéré de l'adjudication (%)	Taux de rendement actuariel correspondant au prix moyen pondéré (%)	Souscriptions non compétitives (millions de francs)	Encours en circulation (millions de francs)
			Maximum	Minimum						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
7. — OLO (1991-2001) 9 p.c. — Echéance 27/6/2001 (code 252)										
1	20.06.1991 ¹	51.475	98,13	—	51.475	—	98,13	9,30	18.175	69.650
2	22.08.1991	39.145	97,85	97,45	6.570	97,75	97,76	9,35	13.975	90.195
3	17.10.1991	37.630	99,60	99,30	16.225	99,55	99,56	9,06	18.250	124.670
4	12.12.1991	68.465	99,40	99,10	15.905	99,35	99,36	9,09	14.410	154.985
5	23.01.1992	39.495	102,25	101,90	10.870	102,15	102,17	8,64	7.685	173.540
6	20.02.1992	29.150	101,50	101,15	12.815	101,40	101,42	8,76	3.025	189.380
7	19.03.1992	17.750	101,25	101,00	6.655	101,20	101,21	8,79	0	196.035
8	09.04.1992 ¹	3.300	—	—	3.300	—	—	—	0	199.335
9	23.04.1992	33.700	101,25	101,00	18.700	101,20	101,22	8,79	0	218.035
10	21.05.1992	33.915	101,30	101,05	18.360	101,05	101,23	8,79	12.470	248.865
11	10.06.1992 ¹	5.450	—	—	5.450	—	—	—	0	254.315
8. — OLO (1991-1997) 9,25 p.c. — Echéance 29/8/1997 (code 254)										
1	22.08.1991	38.905	99,30	99,05	30.545	99,20	99,24	9,42	7.420	37.965
2	17.10.1991	27.850	100,60	100,35	10.175	100,55	100,56	9,11	10.485	58.625
3	12.12.1991	28.310	100,30	100,05	3.235	100,25	100,25	9,17	2.895	64.755
4	23.01.1992	27.835	102,50	100,40	16.365	102,40	102,42	8,66	2.540	83.660
5	09.04.1992 ¹	1.290	—	—	1.290	—	—	—	0	84.950
6	10.06.1992 ¹	12.700	—	—	12.700	—	—	—	0	97.650
9. — OLO (1992-2007) 8,50 p.c. — Echéance 1/10/2007 (code 257)										
1	20.02.1992	65.165	98,45	97,90	38.655	98,30	98,33	8,69	6.130	44.785
2	19.03.1992	27.980	98,35	98,05	10.015	98,25	98,26	8,70	1.200	56.000
3	09.04.1992 ¹	19.500	—	—	19.500	—	—	—	0	75.500
4	23.04.1992	29.935	98,25	97,85	19.860	98,20	98,22	8,70	0	95.360
5	21.05.1992	23.675	98,20	98,00	13.860	98,16	98,16	8,71	6.000	115.220
6	10.06.1992 ¹	11.120	—	—	11.120	—	—	—	0	126.340
7	18.06.1992	14.890	97,00	96,75	2.990	96,95	96,98	8,86	5.990	135.320
8	23.07.1992	13.145	97,10	96,70	7.720	97,00	97,02	8,86	3.105	146.145
9	20.08.1992	11.125	96,55	96,10	3.080	96,50	96,51	8,93	1.910	151.135
10	10.09.1992 ¹	3.840	—	—	3.840	—	—	—	0	154.975
11	24.09.1992	15.375	98,95	98,65	10.025	98,85	98,89	8,63	0	165.000
12	15.10.1992 ¹	39.530	—	—	39.530	—	—	—	0	204.530
13	22.10.1992	14.555	102,80	102,00	6.430	102,75	102,77	8,17	2.815	213.775
14	10.11.1992 ¹	8.440	—	—	8.440	—	—	—	0	222.215
15	19.11.1992	25.235	103,55	103,25	9.535	103,45	103,46	8,09	7.215	238.965
16	10.12.1992 ¹	14.360	—	—	14.360	—	—	—	0	253.325
17	27.06.1994	4.820	100,45	99,40	1.250	100,40	100,42	8,44	2.415	256.990
18	25.07.1994	9.750	101,30	100,90	3.015	101,20	101,22	8,34	2.145	262.150
19	29.08.1994	12.650	97,75	97,55	4.010	97,70	97,71	8,80	2.060	268.220
10. — OLO (1992-2002) 8,75 p.c. — Echéance 25/06/2002 (code 259)										
1	18.06.1992	40.485	99,00	98,40	18.870	98,90	98,92	8,92	8.380	27.250
2	23.07.1992	45.520	98,85	98,60	30.080	98,75	98,79	8,93	6.210	63.540
3	20.08.1992	22.065	98,40	98,20	3.175	98,40	98,40	8,99	5.220	71.935
4	10.09.1992 ¹	14.810	—	—	14.810	—	—	—	0	86.745
5	24.09.1992	23.895	100,75	100,40	15.920	100,70	100,72	8,63	1.700	104.365
6	15.10.1992 ¹	22.740	—	—	22.740	—	—	—	0	127.105
7	22.10.1992	37.910	103,90	103,55	26.505	103,75	103,80	8,15	17.895	171.505
8	10.11.1992 ¹	16.810	—	—	16.810	—	—	—	0	188.315
9	19.11.1992	57.855	104,60	104,30	40.205	104,55	104,56	8,04	16.175	244.695
10	17.12.1992	25.270	104,85	104,65	15.755	104,80	104,81	8,00	16.050	276.500
11	21.01.1993	49.365	107,70	107,50	30.045	107,60	107,64	7,57	16.180	322.725

¹ Adjudication d'échange.

XVII - 7. — ADJUDICATIONS D'OBLIGATIONS LINEAIRES (suite 2)

Numéro de tranche	Date de l'adjudication	Montant offert (millions de francs)	Prix offerts (%)		Montant adjugé (millions de francs)	Prix minimum accepté (%)	Prix moyen pondéré de l'adjudication (%)	Taux de rendement actuariel correspondant au prix moyen pondéré (%)	Souscriptions non compétitives (millions de francs)	Encours en circulation (millions de francs)
			Maximum	Minimum						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
11. — OLO (1992-1998) 9,00 p.c. — Echéance 30/07/1998 (code 260)										
1	23.07.1992	12.595	100,10	99,90	8.545	100,00	100,00	9,00	3.855	12.400
2	20.08.1992	7.125	99,80	99,65	3.650	99,75	99,76	9,05	1.035	17.085
3	10.09.1992 ¹	22.160	—	—	22.160	—	—	—	0	39.245
4	24.09.1992	22.420	102,05	101,70	16.895	101,90	101,95	8,55	790	56.930
5	15.10.1992 ¹	39.060	—	—	39.060	—	—	—	0	95.990
6	22.10.1992	18.255	105,30	104,80	8.885	105,20	105,23	7,82	4.695	109.570
7	10.11.1992 ¹	3.810	—	—	3.810	—	—	—	0	113.380
8	19.11.1992	28.035	104,80	104,30	20.585	104,70	104,73	7,92	10.905	144.870
9	10.12.1992 ¹	24.290	—	—	24.290	—	—	—	0	169.160
10	17.12.1992	10.825	105,35	105,05	7.055	105,25	105,28	7,78	4.645	180.860
11	12.01.1993 ¹	16.790	—	—	16.790	—	—	—	0	197.650
12	21.01.1993	16.235	107,40	107,15	9.545	107,30	107,32	7,32	9.720	216.915
13	09.02.1993 ¹	6.930	—	—	6.930	—	—	—	0	223.845
14	18.02.1993	32.470	106,05	105,80	6.090	105,95	105,98	7,60	3.300	233.235
15	09.03.1993 ¹	10.140	—	—	10.140	—	—	—	0	243.375
16	25.03.1993	22.840	106,90	106,50	10.020	106,80	106,83	7,39	6.400	259.795
17	06.04.1993 ¹	22.150	—	—	22.150	—	—	—	0	281.945
12. — OLO (1992-2012) 8,00 p.c. — Echéance 24/12/2012 (code 262)										
1	17.12.1992	28.630	98,80	98,50	21.565	98,70	98,72	8,13	8.695	30.260
2	12.01.1993 ¹	13.720	—	—	13.720	—	—	—	0	43.980
3	21.01.1993	16.315	102,80	102,60	10.235	102,75	102,77	7,72	7.300	61.515
4	09.02.1993 ¹	40	—	—	40	—	—	—	0	61.555
5	18.02.1993	13.295	100,95	100,70	4.250	100,90	100,90	7,90	3.450	69.255
6	09.03.1993 ¹	6.510	—	—	6.510	—	—	—	0	75.765
7	25.03.1993	14.895	101,35	100,85	8.830	101,30	101,32	7,86	9.525	94.120
8	06.04.1993 ¹	9.850	—	—	9.850	—	—	—	0	103.970
9	22.04.1993	2.280	101,40	101,25	1.200	101,32	101,32	7,86	4.205	109.375
10	13.05.1993	5.000	100,85	100,55	1.900	100,75	100,76	7,91	1.510	112.785
11	24.06.1993	15.715	101,85	101,50	7.645	101,80	101,81	7,81	2.120	122.550
12	14.12.1993 ¹	4.450	—	—	4.450	—	—	—	0	127.000
13	16.12.1993	12.530	107,15	106,95	9.130	107,05	107,08	7,30	1.860	137.990
14	20.01.1994	10.725	107,75	107,45	7.350	107,65	107,68	7,24	0	145.340
15	24.03.1994	10.025	101,30	100,15	6.450	101,25	101,28	7,86	0	151.790
16	12.04.1994 ¹	700	—	—	700	—	—	—	0	152.490
17	21.04.1994	11.350	99,50	99,30	6.100	99,45	99,46	8,05	1.935	160.525
18	10.05.1994 ¹	2.960	—	—	2.960	—	—	—	0	163.485
19	24.10.1994	14.015	91,20	90,90	5.055	91,10	91,13	9,00	0	168.540
20	19.12.1994	11.160	92,70	92,45	5.525	92,65	92,65	8,83	0	174.065
21	23.01.1995	6.925	91,65	91,40	1.175	91,60	91,62	8,95	55	175.295

¹ Adjudication d'échange.

XVII - 7. — ADJUDICATIONS D'OBLIGATIONS LINEAIRES (suite 3)

Numéro de tranche	Date de l'adjudication	Montant offert (millions de francs)	Prix offerts (%)		Montant adjugé (millions de francs)	Prix minimum accepté (%)	Prix moyen pondéré de l'adjudication (%)	Taux de rendement actuariel correspondant au prix moyen pondéré (%)	Souscriptions non compétitives (millions de francs)	Encours en circulation (millions de francs)
			Maximum	Minimum						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
13. — OLO (1993-1999) 7,00 p.c. — Echéance 29/04/1999 (code 264)										
1	22.04.1993	37.040	99,30	99,00	29.530	99,20	99,24	7,16	6.695	36.225
2	11.05.1993 ¹	35.480	—	—	35.480	—	—	—	0	71.705
3	13.05.1993	24.140	100,50	100,15	11.550	100,45	100,45	6,90	1.855	85.110
4	08.06.1993 ¹	14.410	—	—	14.410	—	—	—	0	99.520
5	13.07.1993 ¹	10.530	—	—	10.530	—	—	—	0	110.050
6	22.07.1993	11.925	102,00	101,70	7.075	101,90	101,93	6,58	2.100	119.225
7	14.09.1993 ¹	10.280	—	—	10.280	—	—	—	0	129.505
8	23.09.1993	12.860	100,70	100,25	7.550	100,50	100,53	6,87	0	137.055
9	12.10.1993 ¹	3.970	—	—	3.970	—	—	—	0	141.025
10	09.11.1993 ¹	8.950	—	—	8.950	—	—	—	0	149.975
11	16.11.1993 ¹	1.220	—	—	1.220	—	—	—	0	151.195
12	14.12.1993 ¹	8.480	—	—	8.480	—	—	—	0	159.675
13	16.12.1993	12.810	103,85	103,70	9.055	103,80	103,82	6,13	1.895	170.625
14	18.01.1994 ¹	4.100	—	—	4.100	—	—	—	0	174.725
15	20.01.1994	26.320	104,80	104,50	18.170	104,70	104,71	5,92	0	192.895
16	08.02.1994 ¹	28.180	—	—	28.180	—	—	—	0	221.075
17	21.02.1994 ¹	12.130	—	—	12.130	—	—	—	0	233.205
18	24.03.1994	21.035	101,40	101,05	14.960	101,25	101,27	6,69	0	248.165
19	12.04.1994 ¹	2.860	—	—	2.860	—	—	—	0	251.025
20	14.06.1994 ¹	17.240	—	—	17.240	—	—	—	0	268.265
21	13.09.1994 ¹	2.710	—	—	2.710	—	—	—	0	270.975
14. — OLO (1993-2004) 7,25 p.c. — Echéance 29/04/2004 (code 265)										
1	22.04.1993	36.690	98,50	97,80	28.840	98,40	98,45	7,46	8.455	37.295
2	11.05.1993 ¹	22.030	—	—	22.030	—	—	—	0	59.325
3	13.05.1993	35.535	98,90	98,45	24.010	98,80	98,82	7,41	0	83.335
4	08.06.1993 ¹	19.150	—	—	19.150	—	—	—	0	102.485
5	24.06.1993	56.340	100,90	100,45	33.890	100,85	100,86	7,13	10.520	146.895
6	13.07.1993 ¹	12.790	—	—	12.790	—	—	—	0	159.685
7	22.07.1993	19.530	101,00	100,70	10.330	100,90	100,92	7,12	2.515	172.530
8	19.08.1993	27.495	101,10	99,45	16.390	101,00	101,02	7,10	7.285	196.205
9	23.09.1993	15.015	99,55	99,25	8.275	99,45	99,48	7,31	0	204.480
10	12.10.1993 ¹	1.260	—	—	1.260	—	—	—	0	205.740
11	21.10.1993	24.820	100,60	100,30	12.265	100,55	100,55	7,16	3.700	221.705
12	09.11.1993 ¹	14.220	—	—	14.220	—	—	—	0	235.925
13	16.11.1993 ¹	7.210	—	—	7.210	—	—	—	0	243.135
14	18.11.1993	28.450	103,05	102,75	12.655	102,95	102,98	6,83	0	255.790
15	07.12.1993 ¹	2.420	—	—	2.420	—	—	—	0	258.210
16	14.12.1993	9.800	—	—	9.800	—	—	—	0	268.210
17	16.12.1993	21.115	104,25	104,00	15.715	104,15	104,18	6,67	2.750	286.475
18	11.01.1994 ¹	23.030	—	—	23.030	—	—	—	0	309.505
19	18.01.1994 ¹	2.900	—	—	2.900	—	—	—	0	312.405
20	20.01.1994	39.140	105,15	104,90	32.890	105,05	105,09	6,55	0	345.295
21	08.02.1994 ¹	19.410	—	—	19.410	—	—	—	0	364.705
22	17.02.1994	25.425	103,50	103,20	15.825	103,35	103,37	6,78	10.070	390.600
23	21.02.1994 ¹	4.250	—	—	4.250	—	—	—	0	394.850
24	08.03.1994 ¹	6.480	—	—	6.480	—	—	—	0	401.330
25	14.06.1994 ¹	1.910	—	—	1.910	—	—	—	0	403.240

¹ Adjudication d'échange.

XVII - 7. — ADJUDICATIONS D'OBLIGATIONS LINEAIRES (suite 4)

N° de tranche	Date de l'adjudication	Montant offert (millions de francs)	Prix offerts (%)		Montant adjugé (millions de francs)	Prix minimum accepté (%)	Prix moyen pondéré de l'adjudication (%)	Taux de rendement actuariel correspondant au prix moyen pondéré (%) ou taux immédiat moyen ¹	Souscriptions non compétitives (millions de francs)	Encours en circulation (millions de francs)
			Maximum	Minimum						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
15. — OLO (1993-1997) 6,75 p.c. — Echéance 25/05/1997 (code 266)										
1	11.05.1993 ²	67.700	—	—	67.700	—	—	—	0	67.700
2	08.06.1993 ²	28.540	—	—	28.540	—	—	—	0	96.240
3	24.06.1993	33.305	101,55	101,20	9.010	101,40	101,41	6,32	7.165	112.415
4	13.07.1993 ²	28.330	—	—	28.330	—	—	—	0	140.745
5	19.08.1993	13.745	101,40	100,50	6.910	101,35	101,36	6,32	4.090	151.745
6	14.09.1993 ²	19.840	—	—	19.840	—	—	—	0	171.585
7	12.10.1993 ²	1.850	—	—	1.850	—	—	—	0	173.435
8	21.10.1993	36.290	100,45	100,05	17.300	100,40	100,43	6,59	3.605	194.340
9	09.11.1993 ²	11.490	—	—	11.490	—	—	—	0	205.830
10	16.11.1993 ²	10.420	—	—	10.420	—	—	—	0	216.250
11	07.12.1993 ²	3.160	—	—	3.160	—	—	—	0	219.410
12	08.02.1994 ²	13.570	—	—	13.570	—	—	—	0	232.980
13	21.02.1994 ²	5.330	—	—	5.330	—	—	—	0	238.310
14	12.04.1994 ²	13.430	—	—	13.430	—	—	—	0	251.740
15	10.05.1994 ²	1.030	—	—	1.030	—	—	—	0	252.770
16	25.07.1994	15.350	99,80	99,50	5.200	99,75	99,76	6,83	1 660	259.630
17	29.08.1994	22.450	98,50	98,30	12.055	98,45	98,47	7,37	2 630	274.315
18	26.09.1994	35.430	97,80	97,65	25.305	97,80	97,80	7,67	3 850	303.470
16. — OLO (1993-2008) 7,50 p.c. — Echéance 29/07/2008 (code 268)										
1	22.07.1993	16.200	100,70	100,20	10.500	100,45	100,56	7,44	1.530	12.030
2	19.08.1993	10.200	100,40	100,00	3.500	100,30	100,31	7,46	2.040	17.570
3	14.09.1993 ²	12.200	—	—	12.200	—	—	—	0	29.770
4	23.09.1993	8.150	99,10	98,80	3.900	99,00	99,02	7,61	0	33.670
5	12.10.1993 ²	3.950	—	—	3.950	—	—	—	0	37.620
6	21.10.1993	8.850	100,30	100,00	3.100	100,25	100,26	7,47	4.955	45.675
7	16.11.1993 ²	6.030	—	—	6.030	—	—	—	0	51.705
8	18.11.1993 ²	8.340	103,15	102,90	4.000	103,05	103,08	7,15	2.325	58.030
9	07.12.1993 ²	710	—	—	710	—	—	—	0	58.740
10	11.01.1994 ²	2.400	—	—	2.400	—	—	—	0	61.140
11	18.01.1994 ²	8.940	—	—	8.940	—	—	—	0	70.080
12	17.02.1994	7.220	103,40	103,20	4.495	103,35	103,37	7,11	1.515	76.090
13	08.03.1994 ²	3.740	—	—	3.740	—	—	—	0	79.830
14	12.04.1994 ²	1.980	—	—	1.980	—	—	—	0	81.810
15	10.05.1994 ²	1.590	—	—	1.590	—	—	—	0	83.400
16	19.05.1994	19.355	98,70	98,50	17.055	98,60	98,68	7,65	4.920	105.375
17	26.09.1994	5.205	88,50	88,25	2.525	88,40	88,44	8,99	1.465	109.365
18	08.11.1994 ²	14.360	—	—	14.960	—	—	—	0	124.325
19	28.11.1994	16.250	91,40	91,10	4.650	91,40	91,40	8,58	0	128.975
17. — OLO (1993-1996) 6,25 p.c. — Echéance 25/11/1996 (code 270)										
1	18.11.1993	65.275	100,95	100,25	30.375	100,70	100,79	5,95	65	30.440
2	14.12.1993	6.690	—	—	6.690	—	—	—	0	37.130
3	11.01.1994 ²	44.020	—	—	44.020	—	—	—	0	81.150
4	18.01.1994 ²	6.010	—	—	6.010	—	—	—	0	87.160
5	17.02.1994	14.615	100,65	100,50	8.805	100,60	100,61	5,99	9.830	105.795
6	08.03.1994 ²	7.830	—	—	7.830	—	—	—	0	113.625
7	12.04.1994 ²	6.660	—	—	6.660	—	—	—	0	120.285
8	21.04.1994	14.950	100,15	99,90	5.085	100,00	100,01	6,22	5.470	130.840
9	10.05.1994 ²	3.210	—	—	3.210	—	—	—	0	134.050
10	19.05.1994	24.940	100,80	100,60	9.100	100,75	100,75	5,90	0	143.150
11	27.06.1994	13.705	99,05	98,70	2.100	98,95	98,96	6,71	2.340	147.590
12	13.09.1994 ²	220	—	—	220	—	—	—	0	147.810
13	24.10.1994	52.775	98,20	98,00	25.055	98,15	98,18	7,22	1.305	174.170
14	08.11.1994 ²	6.630	—	—	6.630	—	—	—	0	180.800
15	28.11.1994	41.135	99,00	98,80	15.040	98,95	98,98	6,81	4.310	200.150

¹ Taux immédiat moyen, uniquement pour les OLO à taux variable.

² Adjudication d'échange.

XVII - 7. — ADJUDICATIONS D'OBLIGATIONS LINEAIRES (suite 5)

Numéro de tranche	Date de l'adjudication	Montant offert (millions de francs)	Prix offerts (%)		Montant adjugé (millions de francs)	Prix minimum accepté (%)	Prix moyen pondéré de l'adjudication (%)	Taux de rendement actuariel correspondant au prix moyen pondéré (%) ou taux immédiat moyen ¹	Souscriptions non compétitives (millions de francs)	Encours en circulation (millions de francs)
			Maximum	Minimum						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
18. — OLO (1994-1999) taux variable — Echéance 16/03/1999 (code 272)										
1	14.03.1994	135.755	99,70	99,03	43.755	99,50	99,55	6,10	19.625	63.380
2	18.04.1994	71.550	99,61	99,50	25.000	99,58	99,59	6,10	10.550	98.930
3	10.05.1994 ²	1.650	—	—	1.650	—	—	—	—	100.580
4	16.05.1994	79.500	99,66	99,57	24.400	99,62	99,63	6,09	12.905	137.885
5	13.06.1994	24.445	99,59	99,50	6.695	99,58	99,58	5,28	7.570	152.150
6	18.07.1994	11.600	99,58	99,47	3.000	99,52	99,55	5,28	0	155.150
7	12.08.1994	2.300	99,51	99,15	750	99,48	99,49	5,29	210	156.110
8	19.09.1994	17.150	99,60	99,40	1.750	99,52	99,54	5,35	410	158.270
9	17.10.1994	10.500	99,58	99,53	1.400	99,57	99,57	5,35	210	159.920
10	14.11.1994	4.300	99,59	99,55	1.500	99,58	99,58	5,35	165	161.585
19. — OLO (1994-2005) 6,50 p.c. — Echéance 31/03/2005 (code 273)										
1	24.03.1994	28.180	93,45	93,05	18.005	93,35	93,38	7,40	1.425	19.430
2	12.04.1994 ²	1.740	—	—	1.740	—	—	—	0	21.170
3	21.04.1994	12.615	91,95	91,70	5.415	91,85	91,87	7,62	7.555	34.140
4	10.05.1994 ²	21.020	—	—	21.020	—	—	—	—	55.160
5	19.05.1994	31.025	93,00	92,75	12.750	93,00	93,00	7,46	5.655	73.565
20. — OLO (1994-2004) 7,75 p.c. — Echéance 15/10/2004 (code 275)										
1	27.06.1994	11.900	97,55	97,00	6.000	97,35	97,41	8,12	5.640	11.640
2	25.07.1994	28.570	98,25	98,00	15.050	98,15	98,19	8,01	2.990	29.680
3	29.08.1994	24.330	95,55	95,30	15.130	95,45	95,48	8,43	3.690	48.500
4	13.09.1994 ²	190	—	—	190	—	—	—	0	48.690
5	26.09.1994	30.735	94,45	94,25	15.060	94,40	94,44	8,60	8.340	72.090
6	24.10.1994	21.725	95,15	95,00	10.025	95,10	95,10	8,50	0	82.115
7	08.11.1994 ²	1.910	—	—	1.910	—	—	—	0	84.025
8	28.11.1994	25.650	97,00	96,60	10.650	97,00	97,00	8,20	0	94.675
9	19.12.1994	12.050	96,20	96,00	6.600	96,15	96,16	8,33	0	101.275
10	23.01.1995	24.270	95,15	95,00	7.240	95,15	95,15	8,49	2.490	111.005
21. — OLO (1994-2000) 7,75 p.c. — Echéance 22/12/2000 (code 278)										
1	19.12.1994	38.915	98,90	98,60	25.515	98,80	98,82	8,00	0	25.515
22. — OLO (1995-1997) 7,50 p.c. — Echéance 26/01/1997 (code 279)										
1	23.01.1995	60.340	100,60	98,50	32.560	100,55	100,55	7,19	6.630	39.190

¹ Taux immédiat moyen, uniquement pour les OLO à taux variable.

² Adjudication d'échange.

XVII - 8. — EMISSIONS D'ACTIONS¹

(milliards de francs)

	Constitutions de sociétés					Augmentations de capital							Réductions de capital	Total des émissions effectuées par apports en espèces	dont : Emissions publiques
	Apports en espèces	Apports en nature	Montant à libérer	Non ventilé	Total	Apports en espèces	Apports en nature	Montant à libérer	Conversions de fonds propres	Conversions de dettes	Non ventilé	Total			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12) = (6) à (11)				(13)	(14) = (1) + (6)	(15)
1984	17,2	4,5	.	6,7	28,4	70,5	36,0	.	5,3	.	2,3	114,1	.	87,7	17,5
1985	29,2	11,6	.	9,0	49,8	74,3	27,8	.	15,5	.	12,4	130,0	.	103,5	19,9
1986	30,3	25,6	.	7,9	63,8	111,4	60,7	.	15,9	.	8,3	196,3	.	141,7	40,1
1987	48,3	26,6	11,0	1,1	87,0	164,1	53,0	26,4	21,4	11,4	16,6	292,9	62,0	212,4	31,1
1988	46,8	67,5	18,4	3,6	136,3	161,2	107,8	42,9	51,5	27,3	5,3	396,0	60,0	208,0	46,6
1989	88,4	61,6	32,5	9,0	191,5	280,2	264,8	79,0	31,8	15,3	3,4	674,5	98,7	368,6	109,7
1990	46,8	59,2	18,7	5,7	130,4	344,9	122,6	47,1	51,4	36,0	11,0	613,0	58,8	391,7	18,1
1991	39,5	108,3	10,0	7,9	165,7	324,6	92,2	36,0	32,6	64,0	46,7	596,1	137,3	364,1	41,2
1992	42,0	76,9	12,8	5,6	137,3	408,5	122,8	67,8	27,6	40,3	28,0	695,0	145,0	450,5	15,8
1993	32,6	85,4	10,3	5,4	133,7	249,9	125,0	25,7	17,8	49,9	25,8	494,1	200,5	282,5	27,7
1991 Novembre .	5,0	4,0	0,7	0,2	9,9	22,6	1,1	3,3	1,0	3,0	0,3	31,3	5,8	27,6	
Décembre .	6,1	19,2	1,6	0,9	27,8	60,4	34,2	2,0	3,5	13,0	2,7	115,8	25,1	66,5	
1992 Janvier	4,7	3,2	0,8	0,4	9,1	13,6	3,8	0,9	0,3	0,6	0,8	20,0	2,4	18,3	
Février	2,3	3,5	2,9	0,3	9,0	17,9	6,8	9,3	0,3	1,1	1,3	36,7	3,9	20,2	
Mars	7,4	3,9	1,4	0,1	12,8	17,2	6,0	3,6	2,5	1,8	17,0	48,1	4,5	24,6	
Avril	2,3	2,5	0,7	1,5	7,0	32,9	12,3	11,2	0,6	10,2	0,1	67,3	7,6	35,2	
Mai	2,9	4,6	0,7	0,7	8,9	19,8	15,3	1,0	1,6	6,6	1,0	45,3	11,9	22,7	
Juin	3,6	35,2	1,8	0,1	40,7	28,0	7,5	4,0	5,0	3,2	0,8	48,5	10,8	31,6	
Juillet	3,4	4,9	0,8	0,7	9,8	58,5	3,9	1,7	0,5	1,3	1,0	66,9	10,3	61,9	
Août	3,2	1,6	0,4	0,1	5,3	40,0	7,8	7,2	2,2	0,5	0,4	58,1	6,4	43,2	
Septembre .	2,4	2,6	0,7	0,2	5,9	12,0	8,5	0,9	1,5	1,6	3,3	27,8	9,9	14,4	
Octobre ..	4,4	3,3	0,7	0,9	9,3	13,5	6,8	0,8	6,1	1,1	0,4	28,7	15,5	17,9	
Novembre .	1,8	1,9	0,8	0,1	4,6	25,3	6,5	0,6	0,8	1,9	1,7	36,8	2,1	27,1	
Décembre .	3,6	9,7	1,1	0,5	14,9	129,8	37,4	26,7	6,2	10,3	0,2	210,6	59,5	133,4	
1993 Janvier	1,7	2,2	0,5	0,2	4,6	26,3	4,6	0,1	0,5	0,2	0,2	31,9	9,9	28,0	
Février	3,0	1,5	0,6	0,1	5,2	20,9	1,5	1,5	0,8	1,0	0,4	26,1	0,7	23,9	
Mars	3,4	5,9	1,7	0,3	11,3	26,9	23,0	1,4	1,9	3,5	1,8	58,5	9,8	30,3	
Avril	2,3	6,3	0,7	0,1	9,4	16,0	5,4	9,8	0,5	2,0	0,0	33,7	23,1	18,3	
Mai	2,7	5,5	0,6	0,2	9,0	17,1	10,5	0,7	0,5	0,6	0,3	29,7	12,5	19,8	
Juin	2,3	7,9	1,0	0,3	11,5	15,0	37,3	1,3	1,1	2,6	1,6	58,9	11,6	17,3	
Juillet	2,3	2,0	0,7	0,4	5,4	22,4	4,8	4,2	1,4	2,5	0,1	35,4	16,3	24,7	
Août	1,7	4,4	0,8	0,1	7,0	11,9	8,0	0,2	3,1	2,7	2,2	28,1	3,5	13,6	
Septembre .	4,4	12,5	0,9	0,2	18,0	13,2	4,7	0,5	1,0	19,1	1,3	39,8	19,4	17,6	
Octobre ..	2,0	1,8	1,0	0,1	4,9	21,8	6,7	0,7	2,7	2,1	0,4	34,4	5,3	23,8	
Novembre .	2,0	18,0	0,6	0,3	20,9	11,2	2,5	0,6	2,0	2,2	0,2	18,7	49,0	13,2	
Décembre .	4,9	17,4	1,2	3,0	26,5	47,3	16,1	4,6	2,3	11,6	17,1	99,0	39,4	52,2	

¹ Y compris les actions émises par les intermédiaires financiers.

XVII - 9. — ACTIVITE BOURSIERE

	Valeurs belges					Valeurs étrangères ¹			
	Cours des actions au comptant (indices 1985 = 100) ^{1,2}		Capitalisation boursière des actions à fin de période ¹ (milliards de francs)	Capitaux traités. Moyenne par séance ^{1,3} (millions de francs)	Taux de rendement des actions ^{4,5} (%)	Rapport cours/bénéfice ⁴	Cours des actions à terme (indice 1985 = 100) ² (dividendes réinvestis)	Capitaux traités. Moyenne par séance ³ (millions de francs)	
	Indices des cours (dividendes non réinvestis)	Indice return (dividendes réinvestis)							(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
1982	55,1	45,4	401,9	204,8	6,6	8,6	.	157,3	
1983	69,9	62,6	599,7	305,7	5,6	10,6	.	252,7	
1984	86,7	82,8	778,5	366,0	4,8	11,7	.	273,1	
1985	100,0	100,0	1.051,1	452,7	4,9	11,1	100,0	303,9	
1986	144,3	149,8	1.508,8	785,5	3,6	14,1	99,3	412,5	
1987	174,7	186,7	1.380,8	1.080,4	3,3	14,4	107,4	517,7	
1988	183,2	202,0	2.195,4	1.245,5	3,2	13,4	100,1	356,1	
1989	224,5	254,8	2.677,6	1.234,6	2,9	13,5	123,8	464,6	
1990	206,0	240,4	2.027,8	917,6	2,9	9,6	115,4	379,9	
1991	190,3	230,0	2.230,1	882,9	3,3	10,8	127,3	291,2	
1992	187,3	234,6	2.129,2	1.047,7	3,5	12,6	125,5	224,7	
1993	206,9	269,1	2.819,0	1.549,8	2,9	15,2	139,4	428,0	
1994	211,5	288,2	2.677,7	1.729,4	2,7	17,9	149,0	503,5	
1992 Novembre	181,5	231,0	2.115,0	1.156,1	3,6	12,1	119,3	169,4	
Décembre	180,3	229,5	2.129,2	1.032,0	3,6	12,1	120,2	177,5	
1993 Janvier	184,8	235,3	2.232,1	1.383,3	3,4	12,7	121,3	185,5	
Février	193,9	247,1	2.277,8	1.433,6	3,3	13,0	126,9	306,5	
Mars	200,5	255,6	2.398,8	1.528,2	3,1	14,4	130,3	337,0	
Avril	203,0	258,7	2.314,6	1.385,1	3,3	13,7	128,3	417,7	
Mai	195,5	251,0	2.289,7	1.134,9	3,1	14,5	130,2	520,5	
Juin	198,0	259,0	2.420,6	1.151,2	2,9	15,5	135,1	443,4	
Juillet	210,8	277,5	2.515,3	1.425,3	2,8	15,9	141,1	514,1	
Août	215,6	283,7	2.482,7	1.536,1	2,8	15,4	147,3	445,3	
Septembre	209,6	275,9	2.459,2	1.590,4	2,8	15,2	144,3	386,7	
Octobre	216,4	285,1	2.618,3	1.854,0	2,6	16,5	151,2	527,2	
Novembre	222,0	292,6	2.652,2	1.959,7	2,6	16,6	157,0	538,7	
Décembre	230,9	304,4	2.819,0	2.180,9	2,4	18,7	159,1	524,4	
1994 Janvier	240,8	317,8	2.920,8	2.583,5	2,4	19,2	168,7	800,7	
Février	242,4	319,9	2.862,6	2.393,9	2,4	18,8	168,7	585,2	
Mars	239,5	316,3	2.785,7	1.803,2	2,5	18,2	163,4	594,8	
Avril	237,3	313,3	2.882,5	1.840,4	2,5	17,7	160,8	521,6	
Mai	242,3	323,4	2.835,6	2.030,1	2,6	16,5	161,1	540,2	
Juin	229,4	311,2	2.687,1	1.618,5	2,8	16,1	157,2	457,3	
Juillet	225,8	307,6	2.806,6	1.087,4	2,7	16,7	153,0	283,2	
Août	232,4	316,7	2.817,8	1.278,9	2,6	19,0	157,8	437,5	
Septembre	225,0	306,6	2.628,2	1.415,7	2,8	17,9	156,5	589,9	
Octobre	216,2	294,7	2.629,5	1.658,9	2,8	18,0	153,3	487,9	
Novembre	218,5	297,9	2.669,8	1.507,8	2,8	18,4	152,9	337,2	
Décembre	220,1	300,0	2.677,7	1.607,6	3,1	18,4	152,3	385,5	

¹ Source : Société de la bourse de valeurs mobilières de Bruxelles.

² Indice moyen de la période.

³ Obligations de sociétés et actions.

⁴ Source : Kredietbank.

⁵ Rapport du dernier dividende net payé au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles.

XVII - 10. — EMISSIONS PUBLIQUES EN BELGIQUE DE PARTS OU D'ACTION D'ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF¹

(milliards de francs)

	OPC de droit belge				Total	OPC de droit luxembourgeois			Autres OPC de droit étranger	Total
	Fonds A.R. n° 15	Fonds d'épargne pension	Autres fonds communs de placement belges	Sociétés d'investissement		Fonds communs de placement	SICAV ²	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9)	(10) = (5) + (8) + (9)
A. — Emissions brutes										
1983	13,7	—	2,3	—	16,0	1,3	—	1,3	.	17,3 ⁴
1984	20,7	—	1,6	—	22,3	2,6	—	2,6	.	24,9 ⁴
1985	24,7	—	4,3	—	29,0	11,1	—	11,1	.	40,1 ⁴
1986	6,2	—	10,4	—	16,6	40,0	3,7	43,7	.	60,3 ⁴
1987	8,9	23,6 ³	18,4	—	50,9	42,0	33,3	75,2	0,2	126,3
1988	4,1	12,6	6,2	—	22,9	28,4	144,4	172,8	0,4	196,2
1989	3,7	15,5	7,7	—	26,9	13,6	167,8	181,4	0,6	208,9
1990	1,1	15,3	5,0	—	21,4	3,9	60,5	64,4	0,3	86,1
1991	—	13,9	2,4	53,7	70,0	3,4	196,1	199,5	0,2	269,7
1992	—	12,8	1,2	138,8	152,8	—	288,6	288,6	0,8	442,2
1993	—	12,2	3,0	286,9	302,1	—	584,1	584,1	1,5	887,7
B. — Emissions nettes										
1983	13,0	—	1,6	—	14,6	- 0,6	—	- 0,6	- 0,7	13,3
1984	18,8	—	0,2	—	18,9	1,0	—	1,0	- 0,8	19,1
1985	19,0	—	2,5	—	21,6	9,4	—	9,4	- 1,6	29,4
1986	- 2,5	—	5,1	—	2,7	37,7	3,7	41,3	- 0,9	43,1
1987	- 4,0	23,6 ³	4,7	—	24,3	35,1	28,5	63,6	- 0,3	87,6
1988	- 11,1	12,4	2,5	—	3,9	25,2	134,6	159,8	0,2	163,8
1989	- 17,3	12,6	1,7	—	- 3,0	10,1	127,7	137,8	- 0,1	134,8
1990	- 27,2	13,4	- 0,9	—	- 14,7	1,4	- 79,6	- 78,2	0,0	- 92,9
1991	—	12,8	- 6,8	35,8	41,8	1,8	26,3	28,1	- 0,1	69,8
1992	—	5,3	- 1,9	90,1	93,5	—	117,0	117,0	- 0,7	209,8
1993	—	3,1	1,2	168,1	172,4	—	269,0	269,0	0,4	441,8

Source : Commission bancaire et financière.

¹ En cas de changement de catégorie au cours d'une période déterminée (par exemple, transformation de fonds commun de placement en SICAV), les émissions nettes effectuées au cours de cette période sont attribuées intégralement à la nouvelle catégorie.

² Non compris les SICAV de trésorerie à caractère privé.

³ Y compris les souscriptions recueillies avant le 14 février, qui donnaient droit à des abattements fiscaux sur les revenus des particuliers de l'année antérieure.

⁴ A l'exclusion des autres OPC de droit étranger.

**XVII - 11. — NOMBRE ET VALEUR D'INVENTAIRE DES ORGANISMES
DE PLACEMENT COLLECTIF DE DROIT BELGE¹**

Fin de période	Fonds A.R. n° 15		Fonds d'épargne-pension		Autres fonds communs de placement		Sociétés d'investissement		Total	
	Nombre	Valeur d'inventaire	Nombre	Valeur d'inventaire	Nombre	Valeur d'inventaire	Nombre	Valeur d'inventaire	Nombre	Valeur d'inventaire
1982	6	9,0	—	—	7	4,6	—	—	13	13,6
1983	6	24,8	—	—	7	7,9	—	—	13	32,6
1984	6	46,2	—	—	7	8,5	—	—	13	54,7
1985	7	79,7	—	—	8	11,8	—	—	15	91,5
1986	7	101,4	—	—	10	19,1	—	—	17	120,6
1987	7	85,0	11	21,6	14	20,4	—	—	32	126,9
1988	9	110,4	11	38,2	14	20,9	—	—	34	169,5
1989	9	102,0	13	52,5	17	24,7	—	—	39	179,2
1990	9	58,4	13	65,3	18	18,4	—	—	40	142,1
1991	—	—	13	85,2	4	14,4	30	96,6	47	196,2
1992	—	—	14	97,4	4	11,9	41	198,6	59	307,9
1993	—	—	14	125,7	4	15,0	48	423,2	66	563,9

Source : Commission bancaire et financière.

¹ Organismes de placement collectif émettant publiquement en Belgique.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE *

1. — INCIDENCE DES OPERATIONS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(variations par rapport à la fin de la période précédente, milliards de francs)

(+) effet d'élargissement des liquidités, (-) effet de resserrement des liquidités

	Billets en circulation ¹ [augmentation (-)]	Réserves de change nettes ²	Dépôt de l'Etat belge ³ [augmentation (-)]	Dépôt de l'Etat luxembourgeois ³ [augmentation (-)]	Autres opérations	Effet total d'élargissement ou de resserrement des liquidités	Régulation du marché monétaire par la BNB						Total (13) = (7) + (8) + (9) + (12)
							Mobilisation d'effets de commerce	Octroi de crédits par adjudications	Interventions directes sur le marché monétaire	Couverture ou absorption des soldes de fin de journée			
										du Trésor et du Fonds des Rentes ³ (10)	des intermédiaires financiers (11)	total (12) = (10) + (11)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
1992 Janvier	+ 23,0	- 14,7	—	—	+ 3,1	+ 11,4	- 0,4	- 0,2	- 19,7	0,0	+ 8,9	+ 8,9	- 11,4
Février	- 2,2	+ 2,4	—	—	- 0,6	- 0,4	+ 0,4	- 10,0	+ 6,2	+ 0,8	+ 3,0	+ 3,8	+ 0,4
Mars	- 1,6	- 0,3	—	—	+ 4,4	+ 2,5	- 0,2	+ 5,0	+ 7,7	- 0,8	- 14,2	- 15,0	- 2,5
Avril	- 8,7	- 4,3	—	—	+ 0,6	- 12,4	- 0,6	- 0,1	+ 5,8	0,0	+ 7,3	+ 7,3	+ 12,4
Mai	- 18,6	+ 3,8	—	—	- 0,2	- 15,0	+ 0,3	+ 5,1	+ 11,8	+ 1,8	- 4,0	- 2,2	+ 15,0
Juin	+ 1,2	+ 2,0	—	—	+ 3,3	+ 6,5	- 0,5	—	- 3,2	- 1,8	- 1,0	- 2,8	- 6,5
Juillet	+ 12,6	- 2,9	—	—	+ 0,6	+ 10,3	0,0	- 4,9	- 5,0	0,0	- 0,4	- 0,4	- 10,3
Août	+ 3,5	+ 3,4	—	—	- 0,3	+ 6,6	+ 0,1	0,0	- 20,0	0,0	+ 13,3	+ 13,3	- 6,6
Septembre	+ 9,0	+ 99,9	—	—	+ 5,3	+ 114,2	- 0,4	- 15,0	- 83,6	0,0	- 15,2	- 15,2	- 114,2
Octobre	- 3,4	- 10,5	—	—	+ 1,0	- 12,9	+ 0,2	- 5,0	+ 4,6	0,0	+ 13,1	+ 13,1	+ 12,9
Novembre	- 0,1	+ 55,6	—	—	- 0,4	+ 55,1	+ 0,2	- 25,1	- 25,2	0,0	- 5,0	- 5,0	- 55,1
Décembre	- 12,9	- 1,0	—	—	+ 5,4	- 8,5	- 6,0	+ 25,0	- 4,8	+ 0,2	- 5,9	- 5,7	+ 8,5
1993 Janvier	+ 18,0	+ 3,4	—	—	+ 3,3	+ 24,7	+ 0,7	- 4,9	- 22,9	- 0,2	+ 2,6	+ 2,4	- 24,7
Février	- 1,7	- 6,9	—	—	- 0,4	- 9,0	- 0,5	- 10,1	+ 6,0	+ 7,6	+ 6,0	+ 13,6	+ 9,0
Mars	- 1,0	- 60,2	—	—	+ 4,8	- 56,4	0,0	0,0	+ 44,9	+ 7,2	+ 4,3	+ 11,5	+ 56,4
Avril	- 11,4	- 13,8	—	—	+ 1,2	- 24,0	+ 0,1	+ 10,0	+ 38,3	- 14,8	- 9,6	- 24,4	+ 24,0
Mai	- 16,2	- 7,0	—	—	- 1,4	- 24,6	- 0,2	+ 9,9	+ 15,3	0,0	- 0,4	- 0,4	+ 24,6
Juin	+ 0,6	+ 0,1	—	—	+ 3,3	+ 4,0	+ 0,1	- 0,1	- 9,1	0,0	+ 5,1	+ 5,1	- 4,0
Juillet	+ 6,5	- 51,5	- 2,1	- 0,5	+ 0,6	- 47,0	0,0	- 19,8	+ 53,4	—	+ 13,4	+ 13,4	+ 47,0
Août	+ 7,8	- 127,5	+ 2,1	0,0	- 0,3	- 117,9	0,0	0,0	+ 102,2	—	+ 15,7	+ 15,7	+ 117,9
Septembre	+ 7,5	+ 9,7	0,0	0,0	+ 4,0	+ 21,2	0,0	+ 2,0	+ 6,6	—	- 29,8	- 29,8	- 21,2
Octobre	- 7,9	- 144,5	0,0	0,0	+ 0,3	- 152,1	0,0	+ 3,0	+ 154,4	—	- 5,3	- 5,3	+ 152,1
Novembre	+ 2,2	+ 148,2	- 0,1	0,0	- 0,7	+ 149,6	- 0,1	+ 5,1	- 153,4	—	- 1,2	- 1,2	- 149,6
Décembre	- 14,4	+ 12,2	- 0,7	0,0	+ 8,5	+ 5,6	+ 0,2	+ 10,0	- 13,5	—	- 2,3	- 2,3	- 5,6
1994 Janvier	+ 19,2	+ 2,2	- 0,7	0,0	+ 3,5	+ 24,2	- 0,2	+ 0,1	- 27,4	—	+ 3,3	+ 3,3	- 24,2
Février	- 3,1	+ 5,7	+ 0,4	0,0	- 1,0	+ 2,0	+ 0,2	- 14,9	+ 10,6	—	+ 2,1	+ 2,1	- 2,0
Mars	- 6,5	+ 0,2	+ 0,5	0,0	+ 3,7	- 2,1	0,0	+ 14,7	- 11,6	—	- 1,0	- 1,0	+ 2,1
Avril	- 6,9	+ 48,9	+ 0,3	0,0	+ 1,2	+ 43,5	0,0	- 11,0	- 29,6	—	- 2,9	- 2,9	- 43,5
Mai	+ 4,3	+ 37,5	- 2,0	0,0	- 0,2	+ 39,6	- 0,1	- 7,8	- 33,2	—	+ 1,5	+ 1,5	- 39,6
Juin	- 2,7	- 24,4	+ 2,3	0,0	+ 0,6	- 24,2	- 0,1	+ 18,8	+ 3,8	—	+ 1,7	+ 1,7	+ 24,2
Juillet	+ 9,7	- 14,6	- 2,0	0,0	+ 0,7	- 6,2	- 0,1	0,0	+ 7,4	—	- 1,1	- 1,1	+ 6,2
Août	+ 12,5	+ 5,5	- 1,6	0,0	- 1,0	+ 15,4	- 0,4	0,0	- 15,2	—	+ 0,2	+ 0,2	- 15,4
Septembre	- 3,3	+ 98,0	+ 2,2	0,0	+ 2,8	+ 99,7	0,0	0,0	- 94,6	—	- 5,1	- 5,1	- 99,7
Octobre	+ 0,9	- 2,9	- 1,5	0,0	0,0	- 3,5	- 0,3	+ 0,1	+ 1,1	—	+ 2,6	+ 2,6	+ 3,5
Novembre	+ 12,0	- 18,9	+ 2,6	0,0	- 0,1	- 4,4	- 0,1	- 13,1	+ 8,1	—	+ 9,5	+ 9,5	+ 4,4
Décembre	- 13,2	+ 1,6	- 0,2	0,0	+ 9,3	- 2,5	- 0,5	+ 13,0	- 4,4	—	- 5,6	- 5,6	+ 2,5

¹ Y compris les billets n'ayant plus cours légal.

² Aux cours du marché et à la date de valeur, non compris les variations résultant de swaps en devises, qui sont enregistrés à la colonne (9), et non compris les revenus des réserves de change, qui, au moment de leur encaissement, n'ont pas d'incidence sur le marché monétaire en franc belge.

³ Les avances de la Banque aux administrations et entreprises publiques ont été supprimées le 1^{er} juillet 1993 en vertu de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit. A partir de cette date, la variation des dépôts des Etats belge et luxembourgeois n'a plus été reprise parmi les opérations de régulation du marché monétaire (colonne 10).

* Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXVI^e année, n° 6, juin 1991.

XVIII - 2. — REGULATION DU MARCHE MONETAIRE PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(encours moyen, milliards de francs¹⁾)

	Mobilisation d'effets de commerce	Octroi de crédits par adjudications	Interventions directes sur le marché monétaire			Couverture (+) ou absorption (-) des soldes résiduels						Total
			Porte-feuille d'open-market	Autres	Total	Avances à l'Etat ³	Surplus (-) de l'Etat ⁴	Avances au Fonds des Rentes ³	Avances en compte courant aux intermédiaires financiers	Surplus (-) de fin de journée des intermédiaires financiers ²	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (6) à (10)	(12) = (1) + (2) + (5) + (11)
1992 Janvier	10,8	47,0	14,2	34,6	48,8	1,5	0,0	0,0	3,0	- 2,1	2,4	109,0
Février	10,7	42,8	9,7	35,4	45,1	0,2	0,0	0,0	3,1	- 1,8	1,5	100,1
Mars	10,8	40,8	8,3	37,9	46,2	2,7	0,0	0,0	4,8	- 1,6	5,9	103,7
Avril	10,2	45,0	11,9	39,7	51,6	0,1	0,0	0,0	1,7	- 3,5	- 1,7	105,1
Mai	10,4	45,5	12,4	48,0	60,4	0,5	0,0	0,0	2,7	- 2,0	1,2	117,5
Juin	10,5	49,9	16,9	48,5	65,4	0,0	- 0,1	0,0	1,5	- 3,3	- 1,9	123,9
Juillet	10,0	47,2	12,9	45,9	58,8	1,0	0,0	0,0	3,8	- 2,6	2,2	118,2
Août	9,9	45,0	8,7	34,3	43,0	2,1	0,0	0,0	7,0	- 0,9	8,2	106,1
Septembre	10,0	34,9	6,1	- 15,0	- 8,9	4,6	0,0	0,0	3,7	- 2,4	5,9	41,9
Octobre	10,0	29,6	7,6	- 58,2	- 50,6	0,9	0,0	0,0	5,3	- 2,1	4,1	- 6,9
Novembre	10,0	23,9	7,5	- 50,7	- 43,2	2,0	0,0	0,0	3,7	- 1,6	4,1	- 5,2
Décembre	7,4	14,3	10,5	- 84,6	- 74,1	3,2	0,0	0,0	4,6	- 1,2	6,6	- 45,8
1993 Janvier	5,1	20,5	11,3	- 109,2	- 97,9	2,9	0,0	0,0	4,0	- 1,4	5,5	- 66,8
Février	4,2	13,6	5,2	- 119,4	- 114,2	8,2	0,0	0,0	10,2	- 1,0	17,4	- 79,0
Mars	4,2	11,6	10,5	- 69,0	- 58,5	10,9	0,0	0,0	6,8	- 1,2	16,5	- 26,2
Avril	4,3	16,0	18,3	- 38,2	- 19,9	5,3	0,0	0,0	5,2	- 1,5	9,0	9,4
Mai	4,2	23,9	23,5	- 18,0	5,5	1,2	- 0,1	0,0	2,3	- 1,5	1,9	35,5
Juin	4,2	29,8	22,2	- 21,9	0,3	7,0	0,0	0,0	3,8	- 1,2	9,6	43,9
Juillet	4,2	22,2	20,2	1,7	21,9	-	-	-	10,9	- 1,1	9,8	58,1
Août	4,2	11,4	19,6	104,7	124,3	-	-	-	34,3	- 1,1	33,2	173,1
Septembre	4,2	10,5	23,9	139,9	163,8	-	-	-	18,2	- 1,2	17,0	195,5
Octobre	4,2	9,7	30,9	223,8	254,7	-	-	-	4,5	- 1,7	2,8	271,4
Novembre	4,3	10,3	35,5	150,2	185,7	-	-	-	3,4	- 2,0	1,4	201,7
Décembre	4,3	13,0	33,6	157,8	191,4	-	-	-	4,5	- 2,0	2,5	211,2
1994 Janvier	4,3	29,6	30,3	103,7	134,0	-	-	-	3,2	- 1,6	1,6	169,5
Février	4,3	19,8	29,9	101,2	131,1	-	-	-	1,8	- 1,8	0,0	155,2
Mars	4,3	22,8	30,1	98,3	128,4	-	-	-	5,4	- 2,0	3,4	158,9
Avril	4,3	25,9	30,1	77,8	107,9	-	-	-	2,3	- 2,0	0,3	138,4
Mai	4,2	9,0	31,0	57,2	88,2	-	-	-	2,6	- 2,3	0,3	101,7
Juin	4,1	26,1	31,9	28,3	60,2	-	-	-	2,6	- 1,8	0,8	91,2
Juillet	3,9	25,5	29,9	60,5	90,4	-	-	-	3,2	- 1,2	2,0	121,8
Août	3,7	29,7	30,0	18,0	48,0	-	-	-	1,9	- 1,7	0,2	81,6
Septembre	3,6	30,0	27,0	- 5,4	21,6	-	-	-	1,5	- 4,2	- 2,7	52,5
Octobre	3,6	30,0	22,3	- 86,7	- 64,4	-	-	-	1,0	- 3,3	- 2,3	- 33,1
Novembre	3,2	21,1	20,6	- 44,0	- 23,4	-	-	-	2,7	- 1,6	1,1	2,0
Décembre	3,0	27,5	15,3	- 42,8	- 27,5	-	-	-	9,4	- 1,1	8,3	11,3

¹ Les opérations ayant un effet d'absorption des liquidités, sont soit soldées avec les opérations correspondantes ayant un effet d'élargissement des liquidités, soit mentionnées avec un signe négatif.

² Ces surplus sont recueillis par l'Institut de Réescote et de Garantie qui les redépose auprès de la Banque Nationale.

³ Supprimées le 1^{er} juillet 1993 en vertu de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

⁴ A partir du 1^{er} juillet 1993, la variation des dépôts des Etats belge et luxembourgeois n'a plus été reprise parmi les opérations de régulation du marché monétaire.

**XVIII - 3. — LIGNES DE CREDIT INDIVIDUELLES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS
AUPRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
POUR COUVRIR LES DEFICITS DE FIN DE JOURNEE**

(encours moyen, milliards de francs¹)

	Belgique			Luxembourg			Total					
	Montant maximum	Ouvertures de crédit ²	Utilisations	Montant maximum	Ouvertures de crédit ²	Utilisations	Montant maximum	Ouvertures de crédit ²	Utilisations	dont primary dealers		
										Montant maximum	Ouvertures de crédit ²	Utilisations
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (1) + (4)	(8) = (2) + (5)	(9) = (3) + (6)	(10)	(11)	(12)	
1991	161,7	63,9	3,0	41,8	7,8	0,7	203,5	71,7	3,7	169,5	55,4	3,0
1992	169,8	54,8	3,3	41,0	8,1	0,6	210,8	62,9	3,9	178,3	48,3	3,2
1993	177,9	68,9	8,0	37,7	10,0	0,9	215,6	78,9	8,9	188,2	64,7	8,2
1992 Septembre	175,1	54,2	3,7	37,7	8,7	0,5	212,8	62,9	4,2	185,4	49,5	3,7
Octobre	175,1	51,4	4,4	37,7	8,3	0,7	212,8	59,7	5,1	185,4	46,0	4,5
Novembre	177,8	53,3	3,2	37,7	8,1	0,6	215,5	61,4	3,8	188,2	48,1	3,1
Décembre	177,8	56,4	4,4	37,7	7,9	0,5	215,5	64,3	4,9	188,2	51,2	4,5
1993 Janvier	177,9	54,8	3,2	37,7	6,8	0,3	215,6	61,6	3,5	188,2	48,2	3,0
Février	177,9	64,7	9,4	37,7	9,7	0,8	215,6	74,4	10,2	188,2	60,2	9,3
Mars	177,9	64,9	6,1	37,7	9,8	0,8	215,6	74,7	6,9	188,2	60,9	6,1
Avril	177,9	62,7	5,4	37,7	10,1	0,7	215,6	72,8	6,1	188,2	58,9	5,3
Mai	177,9	58,5	2,0	37,7	9,7	0,5	215,6	68,2	2,5	188,2	54,1	2,1
Juin	177,9	57,6	3,6	37,7	8,9	0,7	215,6	66,5	4,3	188,2	52,6	3,7
Juillet	177,9	65,1	9,5	37,7	10,2	1,3	215,6	75,3	10,8	188,2	61,4	9,8
Août	178,0	91,0	29,8	37,7	12,9	1,9	215,7	103,9	31,7	188,2	88,9	30,3
Septembre	178,0	91,3	15,8	37,7	16,1	2,4	215,7	107,4	18,2	188,2	93,1	17,5
Octobre	178,0	70,8	4,4	37,7	10,0	0,2	215,7	80,8	4,6	188,2	66,7	4,4
Novembre	178,0	74,5	2,9	37,7	6,5	0,3	215,7	81,0	3,2	188,2	66,9	2,9
Décembre	178,0	70,3	4,2	37,8	8,8	0,3	215,8	79,1	4,5	188,2	65,0	4,2
1994 Janvier	178,0	65,4	3,4	37,8	8,3	0,3	215,8	73,7	3,7	188,2	59,7	3,4
Février	178,0	66,6	1,4	37,8	8,6	0,3	215,8	75,2	1,7	188,2	61,2	1,6
Mars	177,7	67,7	4,4	37,9	8,4	0,3	215,6	76,1	4,7	188,2	62,1	4,4
Avril	177,7	64,4	3,4	37,9	8,5	0,2	215,6	72,9	3,6	178,7	57,6	3,3
Mai	177,7	66,9	2,0	37,9	8,5	0,2	215,6	75,4	2,2	178,7	59,3	2,0
Juin	177,7	63,3	2,8	37,9	8,4	0,1	215,6	71,7	2,9	178,7	56,0	2,8
Juillet	190,0	58,5	2,8	30,0	7,7	0,3	220,0	66,2	3,1	189,3	52,2	3,0
Août	190,0	57,5	1,6	30,0	7,8	0,2	220,0	65,3	1,8	189,3	51,3	1,7
Septembre	189,9	56,2	2,1	30,1	7,9	0,3	220,0	64,1	2,4	189,3	49,8	2,3
Octobre	189,9	56,6	0,8	30,1	7,9	0,2	220,0	64,5	1,0	189,3	50,3	0,8
Novembre	189,9	57,7	2,5	30,1	7,9	0,3	220,0	65,6	2,8	189,3	51,3	2,7
Décembre	189,9	58,9	9,1	30,1	9,4	0,7	220,0	68,3	9,8	189,3	54,3	9,6
1995 Janvier	189,9	66,9	3,9	30,1	9,4	0,3	220,0	76,3	4,2	189,3	62,3	4,1

¹ Montant moyen par mois ou année calendrier; cependant, pour les montants maxima: situation en fin de mois.

² Partie du montant maximum pour laquelle des nantissements ont été effectués et qui peut donc être effectivement utilisée.

**XVIII - 4. — PLAFONDS POUR LES MOBILISATIONS D'EFFETS DE COMMERCE PAR LES
ETABLISSEMENTS DE CREDIT AUPRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(encours moyen, milliards de francs)

	Belgique		Luxembourg		Total			
	Plafond	Montant imputé	Plafond	Montant imputé	Plafond	Montant imputé	dont primary dealers	
							Plafond	Montant imputé
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) + (3)	(6) = (2) + (4)	(7)	(8)	
1991	8,7	6,7	1,9	1,5	10,6	8,2	8,5	7,6
1992	9,1	7,1	1,4	1,3	10,5	8,4	8,0	7,7
1993	9,5	3,9	1,0	0,4	10,5	4,3	7,7	3,9
1992 Septembre	9,5	7,6	1,0	1,0	10,5	8,6	7,7	7,5
Octobre	9,5	7,6	1,0	1,0	10,5	8,6	7,7	7,6
Novembre	9,5	7,7	1,0	1,0	10,5	8,7	7,7	7,6
Décembre	9,5 ¹	6,1 ¹	1,0	0,8 ¹	10,5	6,9 ¹	7,7	6,1 ¹
1993 Janvier	9,5	4,5	1,0	0,5	10,5	5,0	7,7	4,4
Février	9,5	3,9	1,0	0,4	10,5	4,3	7,7	3,8
Mars	9,5	3,8	1,0	0,4	10,5	4,2	7,7	3,8
Avril	9,5	3,9	1,0	0,4	10,5	4,3	7,7	3,8
Mai	9,5	3,8	1,0	0,4	10,5	4,2	7,7	3,8
Juin	9,5	3,8	1,0	0,4	10,5	4,2	7,7	3,8
Juillet	9,5	3,8	1,0	0,4	10,5	4,2	7,7	3,8
Août	9,5	3,8	1,0	0,4	10,5	4,2	7,7	3,8
Septembre	9,5	3,8	1,0	0,4	10,5	4,2	7,7	3,8
Octobre	9,5	3,8	1,0	0,4	10,5	4,2	7,7	3,8
Novembre	9,5	3,8	1,0	0,5	10,5	4,3	7,7	3,8
Décembre	9,5	3,8	1,0	0,5	10,5	4,3	7,7	3,8
1994 Janvier	9,5	3,8	1,0	0,5	10,5	4,3	7,7	3,8
Février	9,5	3,8	1,0	0,5	10,5	4,3	7,7	3,8
Mars	9,5	3,8	1,0	0,5	10,5	4,3	7,7	3,8
Avril	9,5	3,8	1,0	0,5	10,5	4,3	7,5	3,7
Mai	9,5	3,8	1,0	0,4	10,5	4,2	7,4	3,7
Juin	9,5	3,7	1,0	0,4	10,5	4,1	7,4	3,5
Juillet	9,1	3,5	0,9	0,4	10,0	3,9	6,9	3,4
Août	9,1	3,3	0,9	0,4	10,0	3,7	6,9	3,2
Septembre	9,0	3,2	1,0	0,4	10,0	3,6	6,9	3,1
Octobre	9,0	3,2	1,0	0,4	10,0	3,6	6,9	3,1
Novembre	9,0	2,9	1,0	0,4	10,0	3,3	6,9	2,8
Décembre	9,0	2,6	1,0	0,4	10,0	3,0	6,9	2,5

¹ Dépassement temporaire dû à des opérations de mobilisation encore en cours effectuées dans les limites utilisables des plafonds valables jusqu'au 6 décembre 1992. A partir de cette date, les plafonds ne sont plus utilisables qu'à concurrence de 50 %.

XVIII - 5. — ADJUDICATIONS DE CREDITS PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date de l'adjudication	Mode d'adjudication ¹	Durée de l'opération de crédit (jours-calendrier)	Montant demandé (millions de francs)	Taux d'intérêt offerts	Taux d'intérêt appliqué ²	Montant adjugé (millions de francs)	Pourcentage attribué ³	Encours des crédits ⁴ (millions de francs)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
01.04.1994	V	7	40.250	—	6,05	30.000	74,05	30.000
11.04.1994	V	7	42.400	—	5,95	30.000	70,30	30.000
18.04.1994	V	7	20.050	—	5,80	20.050	100,00	20.050
25.04.1994	V	7	19.000	—	5,70	19.000	100,00	19.000
29.04.1994	V	7	12.075	—	5,60	12.075	100,00	12.075
09.05.1994	V	7	4.850	—	5,50	4.850	100,00	4.850
16.05.1994	V	7	3.950	—	5,35	3.950	100,00	3.950
20.05.1994	V	7	11.250	—	5,25	11.250	100,00	11.250
30.05.1994	V	7	23.225	—	5,25	23.225	100,00	23.225
06.06.1994	V	7	19.800	—	5,20	19.800	100,00	19.800
13.06.1994	V	7	60.100	—	5,10	30.000	49,90	30.000
20.06.1994	V	7	72.975	—	5,05	30.000	40,95	30.000
27.06.1994	V	7	77.550	—	5,00	30.025	38,55	30.025
04.07.1994	V	7	21.250	—	4,95	21.250	100,00	21.250
11.07.1994	** V	7	75.250	—	4,95	20.000	26,30	20.000
18.07.1994	V	7	95.825	—	4,90	30.000	31,10	30.000
25.07.1994	V	7	90.825	—	4,85	30.000	32,83	30.000
01.08.1994	V	7	88.550	—	4,85	30.000	33,70	30.000
08.08.1994	V	7	27.900	—	4,85	27.900	100,00	27.900
12.08.1994	V	7	85.400	—	4,85	30.200	35,10	30.200
22.08.1994	V	7	86.700	—	4,85	29.975	34,50	29.975
29.08.1994	V	7	49.550	—	4,85	30.000	60,10	30.000
05.09.1994	V	7	34.600	—	4,85	30.025	86,51	30.025
12.09.1994	V	7	33.775	—	4,85	30.000	88,40	30.000
19.09.1994	V	7	38.175	—	4,85	30.000	78,30	30.000
26.09.1994	V	7	22.675	—	4,85	15.025	65,51	—
26.09.1994	V	14	55.250	—	4,85	14.975	27,00	30.000
03.10.1994	V	14	45.575	—	4,85	15.000	32,55	29.975
10.10.1994	V	14	51.000	—	4,85	15.000	29,10	30.000
17.10.1994	V	14	15.525	—	4,85	15.025	96,01	30.025
24.10.1994	V	14	39.800	—	4,85	15.075	37,55	30.100
28.10.1994	V	14	8.600	—	4,85	8.600	100,00	23.675
07.11.1994	V	14	39.275	—	4,85	15.000	37,80	23.600
14.11.1994	V	14	10.500	—	4,85	10.500	100,00	25.500
21.11.1994	V	14	2.000	—	4,85	2.000	100,00	12.500
28.11.1994	V	14	73.525	—	4,85	14.975	20,10	16.975
05.12.1994	V	7	205.250	—	4,85	15.025	7,21	30.000
12.12.1994	** V	7	115.575	—	4,85	30.025	25,73	30.025
19.12.1994	** V	7	114.925	—	4,85	30.000	25,85	30.000
23.12.1994	** V	7	104.275	—	4,85	30.000	28,51	30.000
02.01.1995	** V	7	93.000	—	4,85	30.025	32,05	30.025
09.01.1995	** V	7	32.175	—	4,85	30.000	92,70	30.000
16.01.1995	** V	7	38.925	—	4,85	30.000	76,60	30.000
23.01.1995	V	7	54.850	—	4,85	25.000	45,30	25.000
30.01.1995	** V	7	117.950	—	4,85	20.000	16,75	20.000

¹ V adjudication en fonction des quantités, à un taux prédéterminé par la BNB.

H adjudication à taux unique (méthode « à la hollandaise »).

A adjudication à taux multiples (méthode « à l'américaine »).

* adjudication ayant pour support exclusivement des effets de commerce.

** limitation du montant demandé, pour chaque participant, à concurrence de sa ligne de crédit.

² Taux annoncé par la Banque (adjudication en fonction des quantités). Taux unique retenu par la Banque (méthode « à la hollandaise »). Taux inférieur retenu par la Banque (méthode « à l'américaine »).

³ D'application sur le total des montants demandés (adjudication en fonction des quantités), sur les montants demandés au taux marginal retenu (méthode « à la hollandaise »), ou sur les montants demandés au taux inférieur retenu (méthode « à l'américaine »).

⁴ Encours total, tous types d'adjudication confondus, à la date du paiement.

XVIII - 6a. — EMISSION DE CERTIFICATS DE TRESORERIE A TROIS MOIS¹

Date de l'adjudication	Adjudications compétitives						Souscriptions non compétitives ² (millions de francs)	Encours des certificats dématérialisés émis depuis le 29 jan. 1991 ³ (millions de francs)
	Montant offert (millions de francs)	Taux minimum et maximum proposés	Montant adjudgé (millions de francs)	Taux maximum retenu	Pourcentage adjudgé sur les offres introduites au taux maximum retenu	Taux d'intérêt moyen pondéré de l'adjudication		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
01.03.1994	164.216	6,25/ 6,40	79.078	6,28	100	6,27	7.187	1.255.530
08.03.1994	167.644	6,08/ 6,21	50.509	6,12	42	6,11	23.742	1.229.507
15.03.1994	155.000	6,07/ 6,20	78.188	6,10	72	6,09	17.171	1.220.729
22.03.1994	132.976	6,06/ 6,15	91.005	6,10	100	6,09	2.665	1.253.968
29.03.1994	215.154	6,15/ 6,25	172.704	6,21	35	6,19	6.378	1.325.932
05.04.1994	155.596	6,05/ 6,20	117.801	6,16	79	6,14	16.400	1.327.403
12.04.1994	224.583	5,98/ 6,06	44.971	6,00	100	6,00	24.539	1.320.559
19.04.1994	204.110	5,83/ 5,90	46.005	5,84	57	5,84	24.548	1.304.734
26.04.1994	255.332	5,70/ 5,79	170.013	5,74	100	5,73	17.634	1.354.820
03.05.1994	219.706	5,57/ 5,66	45.656	5,58	47	5,58	25.210	1.351.433
09.05.1994	263.944	5,37/ 5,50	81.005	5,38	66	5,38	20.343	1.365.703
17.05.1994	161.930	5,14/ 5,22	55.730	5,16	100	5,15	3.615	1.362.416
24.05.1994	169.215	5,25/ 5,36	132.840	5,31	100	5,30	9.082	1.364.019
31.05.1994	127.751	5,25/ 5,33	105.799	5,29	100	5,27	425	1.383.978
07.06.1994	104.444	5,32/ 5,45	82.894	5,36	100	5,34	0	1.392.621
14.06.1994	134.325	5,32/ 5,41	91.645	5,36	100	5,35	19.023	1.407.930
21.06.1994	84.085	5,49/ 5,61	64.235	5,56	100	5,54	4.819	1.383.314
28.06.1994	199.177	5,41/ 5,53	179.787	5,48	100	5,45	7.100	1.391.119
05.07.1994	142.915	5,43/ 5,71	93.769	5,48	36	5,46	6.021	1.356.708
12.07.1994	65.234	5,50/ 5,77	38.234	5,57	100	5,55	16.546	1.341.978
19.07.1994	106.265	5,44/ 5,52	75.565	5,49	100	5,47	8.951	1.426.494
26.07.1994	141.257	5,30/ 5,42	95.957	5,35	100	5,34	19.137	1.283.338
02.08.1994	160.576	5,29/ 5,40	85.270	5,33	100	5,33	20.221	1.318.013
09.08.1994	142.282	5,34/ 5,51	126.082	5,39	100	5,37	425	1.343.182
16.08.1994	95.964	5,55/ 5,70	81.989	5,65	100	5,63	425	1.366.251
23.08.1994	121.469	5,70/ 5,81	107.574	5,77	100	5,74	9.756	1.341.659
30.08.1994	143.611	5,40/ 5,55	104.006	5,47	46	5,45	16.049	1.355.490
06.09.1994	154.800	5,50/ 5,62	120.806	5,57	100	5,56	13.725	1.407.127
13.09.1994	160.009	5,35/ 5,45	121.809	5,38	100	5,37	9.620	1.427.888
20.09.1994	126.640	5,36/ 5,45	72.105	5,39	100	5,38	9.519	1.440.458
27.09.1994	230.839	5,29/ 5,38	122.339	5,31	64	5,30	25.173	1.401.083
04.10.1994	204.957	5,32/ 5,40	134.546	5,35	100	5,34	25.299	1.461.138
11.10.1994	161.111	5,23/ 5,31	40.557	5,25	74	5,25	29.351	1.476.266
18.10.1994	179.530	5,12/ 5,22	61.008	5,15	23	5,16	27.964	1.480.722
25.10.1994	134.975	5,16/ 5,25	62.335	5,19	20	5,18	19.507	1.447.470
31.10.1994	140.919	5,14/ 5,22	80.686	5,17	75	5,16	18.562	1.441.227
08.11.1994	176.695	5,15/ 5,22	80.458	5,18	20	5,17	23.480	1.418.648
15.11.1994	153.803	5,12/ 5,22	26.558	5,14	24	5,13	24.572	1.387.364
22.11.1994	226.958	5,11/ 5,20	60.766	5,13	58	5,13	22.095	1.352.895
29.11.1994	115.027	5,12/ 5,20	36.008	5,14	33	5,13	17.456	1.286.304
06.12.1994	105.989	5,24/ 5,33	48.213	5,27	100	5,26	4.077	1.204.063
13.12.1994	97.084	5,49/ 5,60	51.184	5,52	100	5,51	5.904	1.129.722
20.12.1994	104.526	5,40/ 5,47	45.007	5,42	87	5,41	10.127	1.103.232
27.12.1994	82.340	5,28/ 5,38	66.004	5,33	38	5,31	5.291	1.027.015
03.01.1995	164.141	5,23/ 5,33	131.891	5,29	60	5,27	3.521	1.002.582
10.01.1995	152.910	5,32/ 5,45	112.011	5,38	74	5,37	9.522	1.054.207
17.01.1995	165.919	5,36/ 5,45	97.430	5,39	100	5,39	6.188	1.068.853
24.01.1995	207.662	5,33/ 5,40	61.007	5,35	66	5,35	19.531	1.067.549
31.01.1995	151.849	5,37/ 5,46	114.399	5,41	100	5,40	11.276	1.093.976

¹ Ce tableau concerne uniquement les certificats dématérialisés qui ont été émis depuis le 29 janvier 1991 conformément à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991, soit par le biais d'adjudications compétitives, soit lors d'adjudications non compétitives. Lors des adjudications compétitives, les titres sont adjudgés aux taux proposés par les souscripteurs (adjudication « à l'américaine »). Toutes les offres introduites à des taux

inférieurs au taux maximum retenu par le Trésor sont acceptées pour leur totalité. Les offres introduites au taux maximum retenu peuvent éventuellement être réduites.

² Par le biais des adjudications non compétitives les primary dealers peuvent souscrire, dans certaines limites, à des certificats de trésorerie au taux moyen de l'adjudication.

³ A la date de paiement.

XVIII - 6b. — EMISSION DE CERTIFICATS DE TRESORERIE A SIX MOIS¹

Date de l'adjudication	Adjudications compétitives						Souscriptions non compétitives ² (millions de francs)	Encours des certificats dématérialisés émis depuis le 29 jan. 1991 ³ (millions de francs)
	Montant offert (millions de francs)	Taux minimum et maximum proposés	Montant adjugé (millions de francs)	Taux maximum retenu	Pourcentage adjugé sur les offres introduites au taux maximum retenu	Taux d'intérêt moyen pondéré de l'adjudication		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
08.02.1994	87.330	6,35/ 6,46	44.104	6,39	98	6,36	2.132	158.992
15.02.1994	39.245	6,31/ 6,41	22.245	6,35	100	6,34	0	181.237
22.02.1994	55.175	6,28/ 6,37	25.375	6,30	100	6,30	0	206.612
01.03.1994	57.900	6,21/ 6,35	27.925	6,25	100	6,24	0	234.537
08.03.1994	84.125	6,08/ 6,20	28.425	6,10	100	6,10	8.088	253.566
15.03.1994	40.820	6,03/ 6,12	14.456	6,05	64	6,04	0	268.022
22.03.1994	31.670	6,02/ 6,12	16.303	6,07	90	6,05	0	284.325
29.03.1994	81.620	6,09/ 6,20	49.120	6,14	100	6,13	0	333.445
05.04.1994	49.930	6,11/ 6,18	14.180	6,13	100	6,12	10.984	335.194
12.04.1994	62.940	5,98/ 6,05	14.575	6,00	100	5,99	0	349.769
19.04.1994	38.802	5,82/ 6,00	7.502	5,84	100	5,84	0	357.271
26.04.1994	44.975	5,71/ 5,79	25.500	5,75	100	5,74	0	382.771
03.05.1994	57.545	5,58/ 5,69	10.840	5,60	100	5,60	9.699	384.338
31.05.1994	46.341	5,34/ 5,43	18.580	5,37	65	5,36	10	384.176
07.06.1994	24.970	5,42/ 5,50	13.900	5,44	100	5,44	0	398.076
14.06.1994	21.528	5,46/ 5,54	8.778	5,49	100	5,48	0	406.854
21.06.1994	21.173	5,70/ 5,84	11.454	5,76	51	5,73	0	418.308
28.06.1994	40.915	5,63/ 5,74	24.015	5,69	100	5,67	2.850	424.423
05.07.1994	21.599	5,66/ 5,78	14.874	5,72	100	5,71	0	439.297
12.07.1994	18.443	5,81/ 6,10	8.923	5,85	100	5,83	5.596	440.433
19.07.1994	21.310	5,80/ 5,94	10.210	5,85	100	5,84	0	450.643
26.07.1994	59.745	5,63/ 5,74	30.700	5,67	100	5,65	0	481.343
02.08.1994	31.215	5,59/ 5,68	11.065	5,63	100	5,62	0	492.408
09.08.1994	28.250	5,63/ 5,75	15.500	5,67	100	5,66	525	386.652
16.08.1994	20.790	5,90/ 6,11	12.040	5,98	100	5,95	0	398.692
23.08.1994	23.000	5,95/ 6,11	9.500	6,03	100	6,02	0	408.192
30.08.1994	24.640	5,74/ 5,82	16.003	5,75	84	5,74	0	424.195
06.09.1994	32.635	5,84/ 5,95	16.025	5,87	100	5,86	550	324.378
13.09.1994	28.922	5,75/ 5,82	16.447	5,78	100	5,77	0	340.825
20.09.1994	35.827	5,82/ 5,95	18.477	5,85	100	5,84	0	359.302
27.09.1994	65.971	5,73/ 5,85	44.135	5,76	100	5,75	0	403.437
04.10.1994	41.180	5,74/ 5,85	19.830	5,77	100	5,76	8.375	358.901
11.10.1994	34.703	5,69/ 5,79	5.300	5,71	100	5,71	0	364.201
18.10.1994	43.440	5,38/ 5,49	13.390	5,41	100	5,40	0	377.591
25.10.1994	27.861	5,42/ 5,50	13.136	5,44	100	5,43	0	390.727
31.10.1994	52.769	5,42/ 5,52	22.569	5,45	100	5,44	6.474	399.231
08.11.1994	36.486	5,44/ 5,50	11.016	5,45	100	5,45	0	410.247
15.11.1994	41.375	5,38/ 5,45	10.258	5,40	54	5,40	0	420.505
22.11.1994	57.744	5,37/ 5,43	21.504	5,38	53	5,38	0	442.009
29.11.1994	25.856	5,35/ 5,41	5.506	5,36	100	5,36	14.458	409.251
06.12.1994	22.275	5,43/ 5,56	12.900	5,49	100	5,48	0	422.151
13.12.1994	25.776	5,68/ 5,77	13.326	5,72	100	5,71	0	435.477
20.12.1994	14.285	5,61/ 5,68	8.860	5,63	100	5,62	0	444.337
27.12.1994	16.500	5,59/ 5,66	9.500	5,63	100	5,61	1.325	413.423
03.01.1995	28.325	5,58/ 5,66	19.603	5,63	40	5,61	0	433.026
10.01.1995	22.875	5,68/ 6,30	10.525	5,73	100	5,72	1.255	378.312
17.01.1995	21.820	5,67/ 5,79	11.956	5,71	26	5,69	0	390.268
24.01.1995	20.787	5,65/ 5,73	5.234	5,68	37	5,67	0	395.502
31.01.1995	25.620	5,67/ 5,76	18.620	5,69	100	5,68	0	414.122

¹ Ce tableau concerne uniquement les certificats dématérialisés qui ont été émis depuis le 29 janvier 1991 conformément à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991, soit par le biais d'adjudications compétitives, soit lors d'adjudications non compétitives. Lors des adjudications compétitives, les titres sont adjugés aux taux proposés par les souscripteurs (adjudication « à l'américaine »). Toutes les offres introduites à des taux inférieurs au taux maximum retenu par le Trésor sont acceptées pour leur totalité. Les offres introduites au taux maximum retenu peuvent éventuellement être réduites.

² Par le biais des adjudications non compétitives les primary dealers peuvent souscrire, dans certaines limites, à des certificats de trésorerie au taux moyen de l'adjudication.

³ A la date de paiement.

XVIII - 6c. — EMISSION DE CERTIFICATS DE TRESORERIE A DOUZE MOIS¹

Date de l'adjudication	Adjudications compétitives						Souscriptions non compétitives ² (millions de francs)	Encours des certificats dématérialisés émis depuis le 29 jan. 1991 ³ (millions de francs)
	Montant offert (millions de francs)	Taux minimum et maximum proposés	Montant adjugé (millions de francs)	Taux maximum retenu	Pourcentage adjugé sur les offres introduites au taux maximum retenu	Taux d'intérêt moyen pondéré de l'adjudication		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
01.02.1994	39.885	6,00/ 6,15	24.135	6,06	100	6,05	1.000	221.027
08.02.1994	14.780	6,08/ 6,20	8.630	6,15	100	6,13	0	229.657
15.02.1994	11.075	6,13/ 6,20	4.905	6,15	100	6,14	0	234.562
22.02.1994	13.775	6,12/ 6,20	7.825	6,17	100	6,15	0	242.387
01.03.1994	40.950	6,13/ 6,25	26.400	6,19	100	6,16	58	245.855
08.03.1994	38.195	6,02/ 6,15	15.195	6,06	100	6,05	0	261.050
15.03.1994	23.184	6,00/ 6,10	12.209	6,04	100	6,03	0	273.259
22.03.1994	19.400	6,01/ 6,10	1.400	6,03	100	6,03	0	274.659
29.03.1994	38.350	6,07/ 6,20	31.800	6,11	100	6,15	80	287.923
05.04.1994	18.950	6,10/ 6,19	8.600	6,12	100	6,14	0	296.523
12.04.1994	32.247	5,98/ 6,10	7.342	6,00	100	5,99	0	303.865
19.04.1994	25.283	5,83/ 5,92	4.133	5,85	100	5,85	0	307.998
26.04.1994	28.645	5,73/ 5,81	10.670	5,76	100	5,75	3.050	302.501
24.05.1994	22.800	5,45/ 5,55	17.650	5,51	100	5,49	1.850	292.783
07.06.1994	19.295	5,61/ 5,69	15.045	5,67	100	5,64	0	307.828
14.06.1994	12.250	5,73/ 5,85	7.250	5,77	100	5,76	0	315.078
21.06.1994	20.250	5,91/ 6,12	9.400	6,01	100	5,98	2.570	312.857
28.06.1994	30.664	5,90/ 6,04	7.664	5,93	100	5,92	0	320.521
05.07.1994	20.714	5,90/ 6,04	10.514	5,94	100	5,93	0	331.035
12.07.1994	12.100	5,97/ 6,35	5.600	6,05	100	6,02	0	336.635
19.07.1994	14.650	6,02/ 6,15	5.100	6,06	100	6,05	3.471	345.206
26.07.1994	36.245	5,88/ 6,02	24.295	5,94	100	5,90	0	351.996
02.08.1994	17.510	5,90/ 5,99	9.710	5,93	100	5,92	0	361.706
09.08.1994	21.150	5,95/ 6,05	6.050	5,98	100	5,97	0	367.756
16.08.1994	10.525	6,12/ 6,29	5.104	6,20	49	6,18	676	358.830
23.08.1994	11.425	6,41/ 6,51	5.425	6,43	100	6,42	0	364.255
30.08.1994	9.250	6,23/ 6,34	3.100	6,27	100	6,26	0	367.355
06.09.1994	8.700	6,32/ 6,43	5.400	6,38	100	6,35	0	372.755
13.09.1994	17.640	6,32/ 6,42	6.402	6,36	37	6,34	1.936	374.681
20.09.1994	7.560	6,46/ 6,58	3.210	6,50	100	6,48	0	377.891
27.09.1994	15.015	6,42/ 6,58	6.665	6,48	100	6,46	0	384.556
04.10.1994	18.170	6,42/ 6,58	7.753	6,48	29	6,46	0	392.309
11.10.1994	43.795	6,40/ 6,50	6.065	6,40	100	6,40	7.483	399.217
18.10.1994	42.270	6,07/ 6,20	16.870	6,11	100	6,10	0	416.087
25.10.1994	16.250	6,13/ 6,25	7.938	6,16	20	6,14	0	424.025
31.10.1994	18.350	6,06/ 6,12	10.650	6,09	100	6,08	0	434.675
08.11.1994	30.525	6,08/ 6,16	10.208	6,10	27	6,09	8.765	440.944
15.11.1994	37.185	5,98/ 6,10	17.760	6,01	100	6,00	0	458.704
22.11.1994	33.830	5,98/ 6,05	9.535	5,99	100	5,99	0	468.239
29.11.1994	29.205	5,90/ 5,98	9.435	5,92	100	5,92	0	477.674
06.12.1994	24.810	5,98/ 6,09	6.650	6,02	100	6,01	3.834	470.550
13.12.1994	13.610	6,20/ 6,29	8.405	6,22	100	6,21	0	478.955
20.12.1994	8.000	6,14/ 6,23	3.925	6,16	100	6,15	0	482.880
27.12.1994	10.950	6,10/ 6,22	8.800	6,15	100	6,14	0	491.680
03.01.1995	16.975	6,15/ 6,21	10.275	6,18	100	6,16	1.800	487.670
10.01.1995	13.960	6,26/ 6,40	6.750	6,33	100	6,31	0	494.420
17.01.1995	11.275	6,25/ 6,34	5.225	6,29	100	6,28	0	499.645
24.01.1995	16.550	6,25/ 6,34	6.350	6,27	100	6,27	0	505.995
31.01.1995	18.391	6,29/ 6,36	10.216	6,31	100	6,30	3.505	473.221

¹ Ce tableau concerne uniquement les certificats dématérialisés qui ont été émis depuis le 29 janvier 1991 conformément à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991, soit par le biais d'adjudications compétitives, soit lors d'adjudications non compétitives. Lors des adjudications compétitives, les titres sont adjugés aux taux proposés par les souscripteurs (adjudication « à l'américaine »). Toutes les offres introduites à des taux inférieurs au taux maximum retenu par le Trésor sont acceptées pour leur totalité. Les offres introduites au taux maximum retenu peuvent éventuellement être réduites.

² Par le biais des adjudications non compétitives les primary dealers peuvent souscrire, dans certaines limites, à des certificats de trésorerie au taux moyen de l'adjudication.

³ A la date de paiement.

XVIII - 6d. — EMISSION DE CERTIFICATS DE TRESORERIE SPECIAUX¹

Date de l'adjudication	Adjudications compétitives						Encours des certificats dématérialisés émis depuis le 8 février 1994 ² (millions de francs)
	Montant offert (millions de francs)	Taux minimum et maximum proposés	Montant adjugé (millions de francs)	Taux maximum retenu	Pourcentage adjugé sur les offres introduites au taux maximum retenu	Taux d'intérêt moyen pondéré de l'adjudication	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
10.02.1994	98.717	6,65/ 6,85	70.617	6,75	100	6,74	70.617
24.02.1994	149.564	6,45/ 6,52	88.164	6,49	100	6,48	88.164
28.02.1994	121.140	6,46/ 6,56	76.640	6,49	100	6,48	164.804
11.03.1994	83.290	6,17/ 6,35	28.340	6,23	100	6,22	193.144
01.04.1994	162.930	6,13/ 6,22	94.412	6,18	29	6,15	94.412
27.04.1994	175.785	5,65/ 5,75	70.304	5,67	40	5,66	70.304

¹ Ce tableau concerne uniquement les certificats dématérialisés qui ont été émis depuis le 8 février 1994 conformément à l'arrêté ministériel du 24 janvier 1991, modifié par l'arrêté ministériel du 3 février 1994, par le biais d'adjudications compétitives. Les titres sont adjugés aux taux proposés par les souscripteurs (adjudication « à

l'américaine »). Toutes les offres introduites à des taux inférieurs au taux maximum retenu par le Trésor sont acceptées pour leur totalité. Les offres introduites au taux maximum retenu peuvent éventuellement être réduites.

² A la date de paiement.

**XVIII - 7. — TRANSACTIONS SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE DES TITRES DEMATERIALISES
ENREGISTREES PAR LE SYSTEME DE CLEARING
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE¹**

Moyennes par période des données journalières	Certificats de trésorerie		Obligations linéaires ²		Billets de trésorerie Certificats de dépôt		Total	
	Nombre de transactions	Montants (milliards de francs)	Nombre de transactions	Montants (milliards de francs)	Nombre de transactions	Montants (milliards de francs)	Nombre de transactions	Montants (milliards de francs)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (1) + (3) + (5)	(8) = (2) + (4) + (6)
1991	64	30,9	171	17,6	—	—	235	48,5
1992	77	38,6	243	34,2	—	—	320	72,8
1993	120	57,1	473	86,2	2	0,5	595	143,8
1992 Décembre	80	42,7	270	46,9	1	0,2	351	89,8
1993 Janvier	94	46,6	354	56,1	2	0,3	450	103,0
Février	108	49,4	446	66,2	1	0,1	555	115,7
Mars	116	57,0	449	65,4	1	0,4	566	122,8
Avril	108	53,5	352	53,5	2	0,4	462	107,4
Mai	122	64,0	372	60,5	2	0,6	496	125,1
Juin	98	54,7	349	62,2	2	0,6	449	117,5
Juillet	125	61,0	455	83,6	2	0,4	582	145,0
Août	116	44,9	441	86,6	2	0,5	559	132,0
Septembre	130	60,8	671	137,1	2	0,3	803	198,2
Octobre	148	70,4	678	129,6	2	0,5	828	200,5
Novembre	163	67,7	586	121,7	2	0,6	751	190,0
Décembre	117	55,7	518	111,8	3	1,3	638	168,8
1994 Janvier	126	60,9	626	157,3	3	0,7	755	218,9
Février	110	53,8	614	168,6	3	0,9	727	223,3
Mars	114	61,1	773	181,8	4	0,8	891	243,7
Avril	131	85,1	707	192,5	7	1,6	845	279,2
Mai	126	86,2	674	213,9	8	1,6	808	301,7
Juin	108	66,7	814	198,6	5	1,1	927	266,4
Juillet	125	75,0	694	207,1	8	2,0	827	284,1
Août	116	68,7	611	193,7	7	1,7	734	264,1
Septembre	112	71,4	579	202,6	9	2,2	700	276,2
Octobre	131	83,5	567	196,8	9	2,0	707	282,3
Novembre	105	73,4	549	207,7	8	2,0	662	283,1
Décembre	93	68,7	497	220,6	12	3,4	602	292,7
1995 Janvier	121	81,9	503	221,1	13	4,3	637	307,3

¹ A l'exclusion des opérations d'open market de la Banque Nationale.

² Y compris, à partir du 19/10, les transactions en « manteaux » et « coupons » des OLO démembrées.

XVIII - 8. — LOCALISATION DES CERTIFICATS DE TRESORERIE DEMATERIALISES¹

(milliards de francs)

Fin de période	Belgique					Luxembourg				Hors de l'UEBL	Total (11) = (5) + (9) + (10)
	Etablis- sements de crédit ²	Autres institutions financiè- res ³	Admini- stra- tions pu- bliques	Autres	Total	Etablis- sements de crédit ²	Autres institutions financiè- res ³	Autres	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)			(10)
1991	946,5	70,0	2,3	49,3	1.068,1	532,9	108,5	9,7	651,1	72,6	1.791,8
1992	831,7	97,6	57,7	38,2	1.025,2	487,3	134,0	12,5	633,8	83,1	1.742,1
1993	649,1	158,8	99,0	43,6	950,5	398,7	110,4	11,0	520,1	30,2	1.500,8
1991 3 ^e trimestre ..	1.043,9	68,0	2,2	64,8	1.178,9	563,3	100,1	16,1	679,5	60,5	1.918,9
4 ^e trimestre ..	946,5	70,0	2,3	49,3	1.068,1	532,9	108,5	9,7	651,1	72,6	1.791,8
1992 1 ^{er} trimestre ..	1.045,4	62,7	8,7	58,1	1.174,9	533,1	115,8	20,2	669,1	94,4	1.938,4
2 ^e trimestre ..	1.045,3	88,3	3,5	55,8	1.192,9	505,6	137,0	8,6	651,2	105,4	1.949,5
3 ^e trimestre ..	1.073,2	80,2	7,1	64,4	1.224,9	523,0	149,4	16,0	688,4	84,7	1.998,0
4 ^e trimestre ..	831,7	97,6	57,7	38,2	1.025,2	487,3	134,0	12,5	633,8	83,1	1.742,1
1993 1 ^{er} trimestre ..	1.072,0	97,5	49,2	66,8	1.285,5	517,1	124,4	14,3	655,8	95,3	2.036,6
2 ^e trimestre ..	1.068,6	101,9	70,1	48,7	1.289,3	487,3	133,9	11,9	633,1	85,1	2.007,5
3 ^e trimestre ..	921,2	109,1	28,5	59,0	1.117,8	415,9	131,5	11,5	558,9	43,0	1.719,7
1993 Novembre ...	818,2	102,0	75,1	53,5	1.048,8	383,8	120,4	13,8	518,0	38,8	1.605,6
Décembre ...	649,1	158,8	99,0	43,6	950,5	398,7	110,4	11,0	520,1	30,2	1.500,8
1994 Janvier	748,6	102,1	60,6	50,7	962,0	385,2	115,8	16,4	517,4	49,5	1.528,9
Février	902,2	109,3	65,5	53,6	1.130,6	463,5	130,6	16,3	610,4	53,7	1.794,7
Mars	1.053,7	109,1	63,5	56,6	1.282,9	435,6	140,5	21,9	598,0	66,4	1.947,3
Avril	1.090,0	128,2	90,4	61,8	1.370,4	524,1	136,8	25,7	686,6	53,4	2.110,4
Mai	1.058,0	119,7	57,5	59,8	1.295,0	534,8	140,3	25,1	700,2	46,0	2.041,2
Juin	1.140,4	109,2	34,6	60,7	1.344,9	549,7	141,1	17,7	708,5	82,7	2.136,1
Juillet	1.146,8	92,9	27,1	61,3	1.328,1	550,7	145,1	20,5	716,3	72,4	2.116,8
Août	1.127,6	106,9	18,9	62,7	1.316,1	568,1	158,6	20,7	747,4	50,7	2.114,2
Septembre ...	1.187,8	91,1	24,3	55,8	1.359,0	607,9	146,9	19,1	773,9	56,2	2.189,1
Octobre	1.186,3	104,0	52,4	56,0	1.398,7	647,0	148,4	18,4	813,8	49,8	2.262,3
Novembre ...	1.228,2	93,0	26,3	53,4	1.400,9	645,5	130,5	19,7	795,7	66,6	2.263,2

¹ Sur la base du rapport qu'effectuent obligatoirement les établissements qui ont obtenu l'autorisation de tenir des comptes de titres dématérialisés de la dette publique (art. 49 de l'A.R. du 23 janvier 1991).

² Banques, banques d'épargne et établissements de crédit du secteur public.
³ Y compris les sociétés d'assurances et les organismes de placement collectif.

XIX. — TAUX D'INTERET

(pour cent par an)

1. — TAUX DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ET DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE¹

Dates des changements	Taux d'escompte	Taux des avances en compte courant		Taux central de la Banque ²	Taux des octrois de crédits par adjudications ³	Taux de l'IRG pour les surplus de fin de journée	
		A l'intérieur des lignes de crédit	Au-delà des lignes de crédit			Tranche ordinaire	Tranche de dépassement ⁴
p.m. 1994 1 ^{er} janvier	5,25	8,95	11,50	7,25	7,25	6,25	5,25
1994 7 janvier	"	8,70	11,25	7,10	—	6,10	5,10
10 janvier	"	"	"	"	7,10	"	"
25 janvier	"	8,60	"	7,00	—	6,00	5,00
31 janvier	"	8,35	11,00	6,85	6,85	5,85	4,85
7 février	"	8,20	"	6,70	6,70	5,70	4,70
18 février	5,00	8,05	10,50	6,55	—	5,55	4,55
21 février	"	"	"	"	6,55	"	"
25 février	"	7,90	"	6,40	—	5,40	4,40
28 février	"	"	"	"	6,40	"	"
1 ^{er} mars	"	7,75	"	6,25	—	5,25	4,25
7 mars	"	"	"	"	6,25	"	"
9 mars	"	7,65	"	6,15	—	5,15	4,15
14 mars	"	"	"	"	6,15	"	"
30 mars	"	7,55	"	6,05	—	5,05	4,05
1 ^{er} avril	"	"	"	"	6,05	"	"
7 avril	"	7,45	"	5,95	—	4,95	3,95
11 avril	"	"	"	"	5,95	"	"
15 avril	4,75	7,30	10,00	5,80	—	4,80	3,80
18 avril	"	"	"	"	5,80	"	"
20 avril	"	7,20	"	5,70	—	4,70	3,70
25 avril	"	"	"	"	5,70	"	"
27 avril	"	7,10	"	5,60	—	4,60	3,60
29 avril	"	"	"	"	5,60	"	"
4 mai	"	7,00	"	5,50	—	4,50	3,50
9 mai	"	"	"	"	5,50	"	"
10 mai	"	6,95	"	5,45	—	4,45	3,45
16 mai	4,50	6,85	9,00	5,35	5,35	4,35	3,35
18 mai	"	6,75	"	5,25	—	4,25	3,25
20 mai	"	"	"	"	5,25	"	"
1 ^{er} juin	"	6,70	"	5,20	—	4,20	3,20
6 juin	"	"	"	"	5,20	"	"
8 juin	"	6,60	"	5,10	—	4,10	3,10
13 juin	"	"	"	"	5,10	"	"
15 juin	"	6,55	"	5,05	—	4,05	3,05
20 juin	"	"	"	"	5,05	"	"
22 juin	"	6,50	"	5,00	—	4,00	3,00
27 juin	"	"	"	"	5,00	"	"
29 juin	"	6,45	"	4,95	—	3,95	2,95
4 juillet	"	"	"	"	4,95	"	"
13 juillet	"	6,40	"	4,90	—	3,90	2,90
18 juillet	"	"	"	"	4,90	"	"
22 juillet	"	6,35	"	4,85	—	3,85	2,85
25 juillet	"	"	"	"	4,85	"	"

¹ La réforme du marché monétaire et des instruments de la politique monétaire entrée en vigueur le 29 janvier 1991 a entraîné une adaptation fondamentale des taux officiels de la Banque. Ceux-ci ne peuvent donc plus être comparés aux taux appliqués antérieurement. Les implications statistiques de cette rupture de série sont expliquées dans le *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, tome I, n° 5, mai 1991 tandis que la réforme a été présentée en détail dans le Rapport annuel 1990 de la Banque.

² Ce taux s'applique à l'intérieur de lignes individuelles dont le montant global s'élève, pour l'ensemble des primary dealers, à 5,3 milliards à la fin de 1994.

³ Il s'agit des taux annoncés à l'avance pour des adjudications en volume et des taux minima retenus, par la Banque pour des adjudications à taux multiples. Les dates mentionnées correspondent aux dates des adjudications (ou dates de transaction) et non aux dates de liquidation en chambre de compensation (ou dates de valeur) qui suivent, sauf exception, de deux jours les dates d'adjudications. L'absence de données signifie qu'il n'y a pas eu d'adjudication à cette date.

⁴ Ce taux s'applique aux surplus qui dépassent les 5 p.c. des lignes de crédit attribuées individuellement aux intermédiaires financiers.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991, LXVI^e année, n° 6, juin 1991.

XIX - 2. — TAUX DE REFERENCE DES CERTIFICATS DE TRESORERIE SUR LE MARCHE SECONDAIRE

Moyennes journalières	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
1992	9,36	9,36	9,36	9,17	—	9,01
1993	8,52	8,32	8,15	7,44	—	6,94
1994	5,57	5,64	5,68	5,80	—	6,02
1993 Janvier	8,37	8,31	8,23	7,68	—	7,25
Février	9,14	8,98	8,84	8,07	—	7,65
Mars	8,54	8,39	8,30	7,59	—	7,19
Avril	8,05	8,02	7,99	7,56	—	7,16
Mai	7,29	7,26	7,20	6,90	—	6,67
Juin	6,99	6,97	6,92	6,52	—	6,39
Juillet	7,71	7,42	7,21	6,68	—	6,24
Août	10,39	9,45	9,12	7,62	—	6,76
Septembre	10,52	10,23	9,88	8,51	—	7,61
Octobre	9,35	9,22	9,10	8,36	—	7,43
Novembre	8,40	8,21	7,97	7,30	—	6,75
Décembre	7,45	7,34	7,07	6,47	—	6,17
1994 Janvier	7,09	7,03	6,93	6,51	—	6,15
Février	6,55	6,51	6,42	6,33	—	6,11
Mars	6,16	6,15	6,13	6,10	—	6,06
Avril	5,85	5,87	5,87	5,88	—	5,89
Mai	5,31	5,31	5,31	5,34	—	5,42
Juin	5,19	5,30	5,38	5,52	—	5,73
Juillet	5,40	5,53	5,61	5,84	—	6,04
Août	5,18	5,35	5,51	5,79	—	6,14
Septembre	4,99	5,20	5,37	5,76	—	6,35
Octobre	4,88	5,06	5,20	5,53	—	6,23
Novembre	4,90	5,02	5,12	5,37	—	5,98
Décembre	5,28	5,30	5,30	5,54	—	6,07
1995 Janvier	5,12	5,23	5,32	5,63	—	6,23

Référence bibliographique : *Bulletin de la BNB*, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 3. — TAUX D'INTERET SUR LE MARCHÉ INTERBANCAIRE¹

Moyennes journalières	Overnight	1 semaine	2 semaines	3 semaines	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	12 mois
1987	n.	7,04	7,07	n.	7,02	7,04	7,10	7,23	7,38
1988	n.	6,65	6,69	n.	6,66	6,71	6,77	6,91	7,03
1989	n.	8,45	8,49	n.	8,56	8,66	8,73	8,72	8,73
1990	n.	9,68	9,70	n.	9,73	9,78	9,82	9,92	10,01
1991	n.	9,20	9,22	n.	9,27	9,34	9,39	9,44	9,46
1992	9,31	9,39	9,39	9,39	9,39	9,40	9,39	9,25	9,11
1993	8,68	8,80	8,75	8,66	8,60	8,39	8,21	7,62	7,07
1994	5,50	5,55	5,57	5,59	5,61	5,68	5,72	5,87	6,10
1993 Janvier	8,53	8,57	8,54	8,48	8,42	8,35	8,28	7,82	7,32
Février	8,86	9,17	9,17	9,15	9,20	9,02	8,92	8,35	7,79
Mars	8,56	8,79	8,73	8,64	8,61	8,43	8,34	7,78	7,31
Avril	8,02	8,11	8,11	8,09	8,07	8,04	8,02	7,71	7,25
Mai	7,43	7,46	7,43	7,37	7,33	7,28	7,22	6,99	6,78
Juin	7,08	7,09	7,07	7,04	7,02	6,99	6,95	6,64	6,48
Juillet	7,91	8,08	8,06	7,97	7,82	7,49	7,32	6,86	6,42
Août	11,08	11,43	11,14	10,81	10,55	9,64	9,19	7,87	6,92
Septembre	10,65	10,93	10,87	10,82	10,75	10,43	9,97	8,87	7,84
Octobre	9,53	9,55	9,51	9,46	9,41	9,24	9,15	8,51	7,60
Novembre	8,87	8,78	8,70	8,56	8,46	8,27	8,05	7,41	6,86
Décembre	7,65	7,65	7,63	7,58	7,55	7,44	7,16	6,60	6,26
1994 Janvier	7,18	7,19	7,17	7,15	7,13	7,06	6,97	6,64	6,24
Février	6,72	6,69	6,66	6,62	6,59	6,54	6,47	6,38	6,17
Mars	6,24	6,24	6,23	6,23	6,22	6,19	6,17	6,13	6,10
Avril	5,87	5,89	5,89	5,89	5,89	5,90	5,90	5,91	5,91
Mai	5,39	5,37	5,36	5,35	5,34	5,35	5,35	5,43	5,53
Juin	5,11	5,15	5,17	5,20	5,23	5,35	5,42	5,60	5,84
Juillet	4,96	5,13	5,22	5,34	5,46	5,57	5,65	5,94	6,14
Août	4,89	4,96	5,04	5,14	5,23	5,39	5,55	5,86	6,23
Septembre	4,86	4,90	4,93	4,98	5,02	5,25	5,40	5,82	6,44
Octobre	4,84	4,87	4,88	4,89	4,90	5,09	5,24	5,61	6,29
Novembre	4,91	4,89	4,90	4,91	4,92	5,06	5,16	5,44	6,06
Décembre	5,09	5,31	5,34	5,34	5,34	5,34	5,35	5,63	6,15
1995 Janvier	5,00	5,00	5,06	5,12	5,17	5,26	5,35	5,70	6,28

¹ A partir de février 1991, il s'agit de la moyenne des taux emprunteurs et prêteurs communiqués entre 14 h et 14 h 30 par divers participants au marché. Généralement ces taux emprunteurs et prêteurs se situent environ 1/4 de point de pourcentage en dessous et au-dessus des taux moyens repris ici. Avant février 1991, il s'agit de la moyenne des taux minimum et maximum qui sont fixés chaque matin par la dite « collective » de quatre grandes banques. Cette moyenne présente systématiquement un léger écart par rapport au taux d'intérêt moyen du marché. Comme règle pratique, on peut admettre que le taux moyen du marché se situe environ 1/4 de point de pourcentage en dessous de la moyenne des taux indicatifs de la « collective ».

Référence bibliographique : *Bulletin de la BNB*, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XIX - 4. — TAUX D'INTERET DEBITEURS EN BEF DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT BELGES¹

Fin de période	Crédits à court terme		Crédits à long terme		
	Crédit de caisse	Avances à terme fixe	Emprunt avec taux de chargement forfaitaire	Crédit d'investissement	Prêt hypothécaire
1993 Janvier	11,96	8,70	13,37	9,02	8,15
Février	12,44	8,57	13,69	9,29	7,74
Mars	11,95	8,87	12,91	8,31	7,79
Avril	11,60	8,42	12,51	8,18	7,84
Mai	11,14	8,04	11,94	8,01	7,87
Juin	10,61	7,55	11,68	7,54	7,72
Juillet	11,27	7,90	11,58	8,21	7,66
Août	12,98	8,20	11,40	9,02	7,71
Septembre	13,02	9,34	11,35	8,32	7,69
Octobre	13,03	8,22	11,47	8,48	7,67
Novembre	11,26	7,44	11,42	7,81	7,47
Décembre	10,78	7,16	11,21	7,31	7,36
1994 Janvier	10,73	7,28	10,75	7,70	7,37
Février	10,36	7,21	10,88	7,41	6,97
Mars	9,89	7,47	10,95	7,62	6,74
Avril	9,84	6,24	11,09	8,02	7,27
Mai	9,40	6,29	11,23	8,04	7,43
Juin	9,29	6,57	11,70	8,49	7,97
Juillet	9,27	6,49	11,82	8,60	8,07
Août	9,26	6,61	11,68	9,07	7,93
Septembre	9,26	6,55	12,51	9,42	8,74
Octobre	8,79	6,24	12,56	9,63	8,61
Novembre	8,78	6,32	12,76	9,36	8,68
Décembre	8,79	6,26	12,63	9,24	8,81
1995 Janvier	8,78	6,50	12,35	9,27	8,85

¹ Moyennes pondérées sur base d'une enquête réalisée auprès des établissements de crédit selon des contrats représentatifs pour chacun des taux d'intérêt mentionnés.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIX^e année, n° 9, septembre 1994.

XIX - 5. — TAUX D'INTERET CREDITEURS EN BEF DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT BELGES¹

Fin de période		Dépôt à vue	Dépôt d'épargne réglementé	Dépôt à terme			Bon de caisse	
				à 15 jours	à 3 mois	à 3 ans	à 1 an	à 5 ans
1993	Janvier	0,92	5,85	6,58	6,96	7,04	7,07	6,95
	Février	0,94	5,83	7,51	7,72	7,03	7,43	7,01
	Mars	0,82	5,53	7,54	7,48	6,77	6,80	6,73
	Avril	0,86	5,71	6,73	6,85	6,77	6,79	6,72
	Mai	0,97	5,55	6,23	6,31	6,32	6,23	6,51
	Juin	0,86	5,48	6,17	6,11	6,30	6,21	6,48
	Juillet	0,85	5,48	7,41	6,82	5,87	5,71	6,00
	Août	0,91	5,58	9,55	8,54	5,85	6,00	6,02
	Septembre	0,85	5,48	8,50	8,16	6,05	7,03	6,02
	Octobre	0,89	5,46	8,03	7,77	6,49	7,03	6,46
	Novembre	0,81	5,66	6,93	6,46	5,78	6,03	5,77
	Décembre	0,79	5,47	6,32	6,08	5,77	5,77	5,76
1994	Janvier	0,82	5,79	5,78	5,72	5,59	5,77	5,53
	Février	0,84	4,33	5,55	5,63	5,52	5,33	5,50
	Mars	0,98	4,41	5,32	5,48	5,85	5,49	5,89
	Avril	1,00	4,37	4,94	4,97	5,98	5,29	6,19
	Mai	0,92	4,31	4,41	4,55	6,18	5,28	6,60
	Juin	0,86	4,31	4,34	4,77	6,48	5,24	6,89
	Juillet	0,86	4,45	3,98	4,56	6,50	5,24	7,08
	Août	0,82	4,44	4,18	4,69	6,79	5,46	7,27
	Septembre	0,82	4,61	4,14	4,50	7,02	5,61	7,54
	Octobre	0,80	4,59	4,08	4,47	7,24	5,64	7,59
	Novembre	0,82	4,59	4,09	4,43	7,08	5,54	7,52
	Décembre	0,81	4,63	4,31	4,52	7,06	5,52	7,50
1995	Janvier	0,80	4,64	4,35	4,55	7,07	5,51	7,51

¹ Moyennes pondérées sur base d'une enquête réalisée auprès des établissements de crédit selon des contrats représentatifs pour chacun des taux d'intérêt mentionnés.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXIX^e année, n° 9, septembre 1994.

XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT A LONG TERME SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE

Moyennes journalières	Taux de référence par échéance							Taux brut de l'emprunt «benchmark» ¹	Taux moyen net des emprunts à 6 ans et plus ²
	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	10 ans	20 ans		
1993 Décembre	6,17	6,00	5,90	5,90	6,02	6,62	7,27	6,59	5,63
1994 Janvier	6,15	5,90	5,74	5,74	5,88	6,52	7,18	6,52	5,50
Février	6,11	5,97	5,88	5,90	6,02	6,69	7,30	6,70	5,56
Mars	6,06	6,14	6,22	6,34	6,49	7,14	7,65	7,14	5,89
Avril	5,89	6,04	6,22	6,41	6,63	7,28	7,77	7,29	5,97
Mai	5,42	5,81	6,18	6,49	6,77	7,54	8,00	7,54	6,06
Juin	5,73	6,23	6,67	7,02	7,31	7,99	8,43	7,98	6,35
Juillet	6,04	6,50	6,86	7,10	7,31	7,96	8,49	7,95	6,44
Août	6,14	6,77	7,24	7,47	7,64	8,24	8,74	8,21	6,58
Septembre	6,36	7,17	7,71	7,93	8,06	8,61	9,10	8,58	7,05
Octobre	6,23	7,13	7,69	7,87	7,99	8,47	8,98	8,45	7,05
Novembre	5,98	6,89	7,45	7,66	7,80	8,36	8,87	8,35	7,10
Décembre	6,07	6,92	7,46	7,68	7,84	8,32	8,80	8,30	7,07
1995 Janvier	6,23	7,07	7,58	7,80	7,95	8,47	8,92	8,45	7,08

¹ Olo 9 % 1991/2003 du 23.3.93 au 11.1.94.
 Olo 7,25 % 1993/2004 du 12.1.94 au 17.11.94.
 Olo 7,75 % 1994/2004 à partir du 18.11.94.

² Seuls sont pris en compte les emprunts d'une durée résiduaire supérieure à 5,5 ans, émis à l'intention des particuliers et soumis à une retenue à titre de précompte mobilier de 10,30 p.c. du 19.7.93 au 24.12.93 et de 13,39 p.c. à partir du 28.12.93.

XIX - 7. — TAUX D'INTERET DES DEPOTS EN EURO-DEVISES A TROIS MOIS¹

Moyennes journalières	Franc belge ²	Mark allemand	Florin des Pays-Bas	Franc français	Couronne danoise	Punt irlandais ²	Lire italienne	Peseta espagnole	Livre sterling ²	ECU	Dollar des Etats-Unis	Yen japonais
1987	7,08	4,02	5,31	8,56	10,37	n.	n.	n.	9,72	7,20	7,14	4,22
1988	6,75	4,28	4,76	8,02	8,71	n.	n.	n.	10,34	6,98	7,92	4,47
1989	8,70	7,04	7,33	9,32	9,57	n.	n.	n.	13,89	9,39	9,22	5,42
1990	9,77	8,47	8,65	10,27	10,94	n.	n.	n.	14,77	10,43	8,22	7,74
1991	9,33	9,17	9,21	9,50	9,69	10,34	12,01	13,17	11,48	9,85	5,90	7,31
1992	9,32	9,38	9,28	10,23	10,78	11,85	13,80	13,30	9,56	10,53	3,72	4,37
1993	8,15	7,15	6,74	8,37	10,27	8,75	10,05	11,72	5,87	7,99	3,19	2,92
1994	5,68	5,24	5,08	5,72	6,07	5,82	8,44	8,00	5,44	5,98	4,63	2,22
1993 Janvier	8,22	8,37	7,98	11,84	12,41	18,88	12,46	14,49	6,86 [¶]	10,00	3,24	3,61
Février	8,84	8,24	7,99	11,91	15,18	13,93	11,33	13,65	6,09	9,48	3,12	3,23
Mars	8,29	7,86	7,50	11,03	13,53	10,85	11,08	14,71	5,90	9,07	3,11	3,23
Avril	7,97	7,78	7,42	8,80	10,68	8,45	11,19	13,85	5,91	8,77	3,10	3,18
Mai	7,17	7,38	6,98	7,50	8,95	7,67	10,64	13,18	5,93	7,82	3,13	3,20
Juin	6,89	7,47	6,64	7,20	7,93	6,97	10,05	11,11	5,82	7,35	3,24	3,18
Juillet	7,23	7,10	6,45	7,83	9,95	6,38	9,30	11,22	5,88	7,71	3,17	3,19
Août	8,91	6,50	6,24	7,46	11,09	6,41	9,17	11,00	5,79	7,52	3,16	2,96
Septembre	9,93	6,52	6,26	7,13	10,14	6,66	8,96	9,96	5,85	7,62	3,10	2,58
Octobre	9,11	6,52	6,21	6,86	8,58	6,56	8,69	9,64	5,69	7,39	3,26	2,41
Novembre	8,05	6,18	5,86	6,60	7,87	6,26	8,98	9,20	5,49	6,84	3,38	2,28
Décembre	7,13	6,00	5,51	6,41	7,29	6,21	8,57	8,86	5,25	6,38	3,25	2,04
1994 Janvier	6,94	5,77	5,12	6,20	6,11	5,92	8,35	8,76	5,32	6,28	3,16	2,11
Février	6,42	5,80	5,18	6,16	6,10	5,94	8,35	8,60	5,16	6,28	3,44	2,23
Mars	6,12	5,71	5,21	6,13	5,93	6,02	8,24	8,16	5,09	6,18	3,75	2,25
Avril	5,86	5,46	5,21	5,90	5,94	6,10	8,04	7,86	5,17	6,04	4,01	2,24
Mai	5,31	5,05	5,02	5,53	5,72	5,68	7,75	7,68	5,11	5,78	4,52	2,16
Juin	5,37	4,94	4,95	5,44	6,01	5,52	8,02	7,67	5,06	5,86	4,53	2,09
Juillet	5,62	4,84	4,82	5,52	5,92	5,54	8,47	7,75	5,11	5,87	4,76	2,11
Août	5,47	4,88	4,86	5,47	6,23	5,89	8,83	7,85	5,44	5,86	4,80	2,26
Septembre	5,35	4,95	4,97	5,50	6,41	5,88	8,60	7,81	5,59	5,80	5,01	2,30
Octobre	5,20	5,07	5,11	5,53	6,25	5,54	8,82	7,82	5,85	5,89	5,51	2,32
Novembre	5,12	5,07	5,14	5,49	6,08	5,58	8,74	7,82	5,99	5,80	5,81	2,32
Décembre	5,30	5,29	5,34	5,80	6,03	6,15	9,02	8,13	6,31	6,14	6,29	2,28
1995 Janvier	5,30	4,99	5,10	5,80	6,02	6,19	9,07	8,94	6,49	6,13	6,24	2,29

¹ Jusqu'en 1990, moyenne des taux emprunteurs et prêteurs; à partir de 1991, taux emprunteurs.

² Taux calculés sur la base de 365 jours.

Référence bibliographique : *Bulletin de la BNB*, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

**XIX - 8. — TAUX DE RENDEMENT BRUTS A LONG TERME SUR LE MARCHÉ SECONDAIRE :
COMPARAISON INTERNATIONALE**

	Marchés nationaux ¹							Marché international ²	
	Belgique ³	France ⁴	Pays-Bas ⁵	Allemagne ⁶	Royaume-Uni ⁷	Etats-Unis ⁸	Japon ⁹	Dollar US ¹⁰	Ecu ¹¹
1988	8,01	9,05	6,10	6,51	9,67	8,85	4,28	9,39	8,17
1989	8,59	8,78	7,21	7,00	10,19	8,50	5,05	9,29	8,76
1990	10,06	9,93	8,99	8,79	11,81	8,55	7,36	9,36	10,37
1991	9,31	9,03	8,79	8,47	10,11	7,86	6,53	8,65	9,15
1992	8,66	8,57	8,12	7,91	9,06	7,01	4,94	7,50	9,03
1993	7,22	6,72	6,21	6,54	7,47	5,87	3,95	6,57	7,44
1994	7,70	7,17	6,66	6,95	8,17	7,08		7,51	7,78
1992 Novembre	8,02	8,08	7,37	7,45	8,19	6,87	4,40	7,27	8,98
Décembre	7,91	8,14	7,27	7,41	8,32	6,77	4,37	7,34	8,97
1993 Janvier	7,52	7,84	6,98	7,15	8,29	6,60	4,31	7,38	8,62
Février	7,65	7,69	6,75	6,98	7,95	6,26	3,76	6,88	8,27
Mars	7,38	7,29	6,44	6,68	7,72	5,97	4,17	6,88	7,85
Avril	7,43	7,08	6,49	6,73	7,89	5,97	4,40	6,78	7,79
Mai	7,38	7,11	6,52	6,86	8,15	6,04	4,58	6,76	7,76
Juin	7,19	6,90	6,48	6,84	7,96	5,96	4,34	6,55	7,56
Juillet	6,99	6,69	6,25	6,66	7,62	5,81	4,21	6,55	7,44
Août	7,04	6,29	6,04	6,42	7,07	5,68	4,02	6,65	7,18
Septembre	7,23	6,09	5,89	6,23	6,96	5,36	3,73	6,16	6,87
Octobre	7,20	5,90	5,72	6,04	6,87	5,33	3,58	6,13	6,78
Novembre	6,95	5,97	5,55	6,00	6,85	5,72	3,29	5,98	6,68
Décembre	6,65	5,74	5,41	5,88	6,26	5,78	3,04	6,14	6,50
1994 Janvier	6,54	5,59	5,27	5,85	6,24	5,72	3,54	6,31	6,21
Février	6,67	5,86	5,56	6,11	6,72	5,97	3,61	6,25	6,35
Mars	7,08	6,34	6,06	6,47	7,40	6,48	3,90	6,67	6,88
Avril	7,22	6,63	6,25	6,58	7,86	6,97	3,94	7,23	7,19
Mai	7,44	6,91	6,48	6,78	8,36	7,18	3,84	7,53	7,41
Juin	7,89	7,46	6,93	7,15	8,82	7,10	4,31	7,59	7,90
Juillet	7,90	7,37	6,75	7,00	8,61	7,30	4,43	7,77	8,19
Août	8,14	7,58	6,97	7,20	8,74	7,24	4,78	7,81	8,40
Septembre	8,53	8,03	7,38	7,59	9,01	7,46	4,56	7,89	8,74
Octobre	8,44	8,14	7,43	7,60	8,87	7,74	4,71	8,22	8,79
Novembre	8,31	8,10	7,40	7,56	8,71	7,96	4,69	8,46	8,71
Décembre	8,27	7,97	7,42	7,54	8,66	7,81	4,59	8,41	8,61
1995 Janvier	8,41	8,17	7,53	7,65	8,83	7,78	4,69	8,37	8,77

¹ Moyennes journalières, sauf le Japon : fin de mois ou moyennes de fin de mois.

² Moyennes hebdomadaires.

³ Source : Fonds des Rentes : Emprunts du secteur public de 6 ans et plus.

⁴ Source : Crédit Lyonnais : Emprunts d'Etat à taux fixe à plus de 7 ans.

⁵ Source : Centraal Bureau voor de Statistiek : Emprunts d'Etat de 5 à 8 ans.

⁶ Source : OCDE : Emprunts du secteur public de 7 à 15 ans.

⁷ Source : OCDE : Titres du gouvernement à 10 ans.

⁸ Source : OCDE : Treasury bills and bonds à 10 ans.

⁹ Source : OCDE : Emprunts du gouvernement central à 10 ans.

¹⁰ Source : OCDE : Obligations du secteur public de 7 à 15 ans.

¹¹ Source : OCDE : Emprunts de 7 à 15 ans.

Référence bibliographique : *Bulletin* de la BNB, LXVI^e année, n° 5, mai 1991.

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		Allemagne ³		France		Italie		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-08-1992 ...		3,00		8,75		9,60		13,25		9,25		7,00		3,25
1992 Septembre ...			15	8,25			4	15,00	15	9,00	15	6,50		
Septembre ...									17	8,75	25	6,00		
Octobre ...							23	14,00	22	8,50				
Novembre ...					2	9,35								
Novembre ...					13	9,10		13	13,00					
Décembre ...								23	12,00	11	8,25			
1993 Janvier ...									8	8,00	8	5,50	4	2,50
Février ...			5	8,00			4	11,50			19	5,00		
Mars ...									11	7,75				
Avril ...					19	8,75								
Avril ...			23	7,25	23	8,50	23	11,00						
Avril ...					29	8,25			29	7,25				
Mai ...					6	8,00	21	10,50	13	7,00				
Mai ...					13	7,75								
Mai ...					25	7,50					28	6,75		
Juin ...					14	7,25	14	10,00						
Juin ...					21	7,00								
Juillet ...			2	6,75	6	6,75	6	9,00	2	6,50	2	4,50		
Juillet ...									30	6,25				
Septembre ...			10	6,25			10	8,50	10	6,00			21	1,75
Octobre ...			22	5,75	22	6,45	22	8,00	22	5,75	22	4,25		
Décembre ...					3	6,20			3	5,50	16	4,00		
1994 Janvier ...									6	5,25				
Février ...			18	5,25	24	6,10	18	7,50	18	5,00				
Mars ...					24	6,00								
Mars ...					31	5,90								
Avril ...			15	5,00	21	5,80			15	4,75	15	3,50		
Avril ...					28	5,70								
Mai ...					5	5,60								
Mai ...	18	3,50	13	4,50	13	5,50	13	7,00	13	4,50				
Mai ...					19	5,40								
Juin ...					2	5,30								
Juin ...					16	5,20								
Juin ...					30	5,10								
Juillet ...					28	5,00								
Août ...	16	4,00						11	7,50					
Novembre ...	15	4,75												
1995 Février ...	1	5,25							22	8,25				

Fin de période	Royaume-Uni		Canada ³		Fin de mois	Royaume-Uni		Canada ³	
	Taux d'intervention		Escompte			Taux d'intervention		Escompte	
1990	13,75		11,72		1993 Septembre	5,88		4,90	
1991	10,38		7,67		Octobre	5,88		4,63	
1992	6,88		7,36		Novembre	5,38		4,34	
1993	5,38		4,11		Décembre	5,38		4,11	
1994	6,13		7,43		1994 Janvier	5,38		3,88	
1992 2 ^e trimestre	9,88		5,85		Février	5,13		4,10	
3 ^e trimestre	8,88		5,69		Mars	5,13		5,64	
4 ^e trimestre	6,88		7,36		Avril	5,13		6,07	
1993 1 ^{er} trimestre	5,88		5,36		Mai	5,13		6,59	
2 ^e trimestre	5,88		4,79		Juin	5,13		6,92	
3 ^e trimestre	5,88		4,90		Juillet	5,13		6,04	
4 ^e trimestre	5,38		4,11		Août	5,13		5,60	
1994 1 ^{er} trimestre	5,13		5,64		Septembre	5,63		5,54	
2 ^e trimestre	5,13		6,92		Octobre	5,63		5,62	
3 ^e trimestre	5,63		5,54		Novembre	5,63		6,04	
4 ^e trimestre	6,13		7,43		Décembre	6,13		7,43	
					1995 Janvier	6,13		8,23	

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque*

Nationale de Belgique : LX^e année, tome II, n° 5, novembre 1985 : « Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

LEGISLATION ECONOMIQUE

JANVIER 1995

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

- 1. Généralités ;**
- 2. Réglementation économique et financière ;**
- 3. Réglementation fiscale ;**
- 4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;**
 - 4.1. Communautés européennes ;
 - 4.2. Etat belge ;
 - 4.3. Communautés et Régions ;
 - 4.4. Pouvoirs locaux ;
- 5. Réglementation sociale ;**
 - 5.1. Travail ;
 - 5.2. Sécurité et aide sociales ;
- 6. Relations économiques et financières extérieures ;**
- 7. Divers.**

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communauté européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

CONSOmmATEURS.

Décision de la Commission, du 17 janvier 1995, modifiant la décision 90/55/CEE portant création d'un conseil consultatif des consommateurs, *Journal officiel* n° L 21, du 28 janvier 1995, p. 17.

REGION WALLONNE.

Décret du 22 décembre 1994 portant création de l'institution de médiateur de la Région wallonne, *Moniteur*, 19 janvier 1995, p. 1344.

REFORME DE L'ETAT.

Loi du 28 décembre 1994 modifiant la nouvelle loi communale et la loi provinciale, *Moniteur*, 19 janvier 1995, p. 1270.

La loi détermine les compétences du gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

BOURSE.

Arrêté ministériel du 18 janvier 1995 modifiant l'arrêté ministériel du 29 novembre 1991 fixant les modalités de calcul des intérêts courus à bonifier pour les transactions boursières portant sur des titres de la dette publique belge, *Moniteur*, 28 janvier 1995, p. 2003.

CHANGE.

Arrêté royal du 27 décembre 1994 relatif aux bureaux de change et au commerce des devises, *Moniteur*, 18 janvier 1995, p. 1156.

Extrait.

Considérant que les bureaux de change sont soumis à la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux; (...) qu'il y

a dès lors lieu de régler sans délais l'enregistrement et le contrôle des bureaux de change; qu'il y a, en outre lieu d'imposer sans délais à quiconque faisant du commerce en devises, l'obligation de dresser des bordereaux des opérations en devises au comptant permettant entre autres, dans le but de lutter contre le blanchiment de capitaux, d'identifier le client dans certains cas.

CREDIT.

Arrêté royal du 12 décembre 1994 relatif à la centralisation des informations relatives aux risques de crédit, *Moniteur*, 12 janvier 1995, p. 621.

Extrait.

Cet arrêté royal qui exécute le titre VI de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, définit les modalités selon lesquelles les établissements de crédit et certains établissements financiers opérant en Belgique sont tenus de déclarer les crédits qu'ils octroient à la Centrale des crédits aux entreprises gérée par la Banque Nationale de Belgique.

L'arrêté spécifie également à quelles conditions les données enregistrées dans la Centrale peuvent être consultées.

ETABLISSEMENTS DE CREDIT.

Loi du 23 décembre 1994 relative aux systèmes de protection des dépôts auprès des établissements de crédit, *Moniteur*, 13 janvier 1995, p. 645.

Résumé.

Le but poursuivi par la loi est de transposer en droit belge la directive européenne du 30 mai 1994 relative aux systèmes de garantie des dépôts et d'arriver à un système de garantie des dépôts uniforme, avec une totale égalité entre les établissements de crédit privés, les I.P.C. et les I.P.C. privatisées. L'article 110sexies de la loi du 22 mars 1993 a été adapté en vue de garantir les principes d'égalité de concurrence pour les établissements de crédit privés et les I.P.C./I.P.C. privatisées.

Pour cette raison, il est maintenant prévu en faveur de ces derniers une garantie de l'Etat, à concurrence de trois milliards FB, qui sera seulement éteinte au moment où l'alimentation du système de protection de dépôt aura atteint le plafond qui sera déterminé pour les I.P.C. et les I.P.C. privatisées. Les modalités d'application du traitement égalitaire feront l'objet d'un protocole qui sera conclu d'une part avec le secteur et, d'autre part, avec l'I.R.G.

L'Institut de Réescompte et de Garantie à la fois institue et gère le système.

Les décisions relatives au fonctionnement du système de protection des dépôts relèvent de la Commission bancaire et financière.

Ainsi, sauf dans les cas où la faillite a été déclarée, une requête en concordat judiciaire déposée ou un sursis de paiement accordé par une décision judiciaire, la Commission bancaire et financière prend les décisions constatant la défaillance d'un établissement de crédit de droit belge. Ce constat est fait au plus tard vingt et un jours après avoir établi pour la première fois que l'établissement de crédit n'a pas restitué les dépôts échus et exigibles.

La Commission bancaire et financière décide, par ailleurs, la prorogation des délais dans lesquels l'Institut de réescompte et de garantie rembourse les dépôts.

Comme le système actuel, le nouveau système prévoit deux régimes d'intervention, l'un d'indemnisation en dernier ressort, l'autre de prévention.

En cas de défaillance d'un établissement de crédit, le déposant acquiert un droit absolu au remboursement jusqu'à concurrence d'un montant maximum qui sera de 15.000 écus jusqu'en 1999 et de 20.000 écus ensuite.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

GENERALITES.

Arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, *Moniteur*, 17 janvier 1995, p. 1062.

Résumé.

L'arrêté, qui remplace celui du 5 octobre 1961, décrit les attributions respectives du Conseil des Ministres et des Ministres qui ont le budget ou l'administration générale dans leurs attributions, ainsi que le rôle exercé par les Inspecteurs des Finances.

IMPOT SUR LES REVENUS.

Arrêté royal du 3 janvier 1995 modifiant l'AR/CIR 92, *Moniteur*, 17 janvier 1995, p. 1070.

Extrait.

Considérant que les personnes morales sont tenues, à partir du 1^{er} janvier 1995, d'effectuer des versements anticipés sur un nouveau compte courant postal du Service des versements anticipés afin de pouvoir opérer, à partir de l'année budgétaire 1995, une distinction claire entre les versements anticipés effectués, d'une part, par les personnes physiques et ceux effectués, d'autre part, par les personnes morales.

TAXES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Loi du 28 décembre 1994 modifiant l'article 3 de la loi du 23 décembre 1986 relative au recouvrement et au contentieux en matière de taxes provinciales et locales, *Moniteur*, 19 janvier 1995, p. 1269.

Les rôles sont rendus exécutoires au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE.

Directive 94/76/CE du Conseil, du 22 décembre 1994, modifiant la directive 77/388/CEE par l'introduction de mesures de transition applicables, dans le cadre de l'élargissement de l'Union européenne au 1^{er} janvier 1995, en matière de taxe sur la valeur ajoutée, *Journal officiel* n° L 365, du 31 décembre 1994, p. 53.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2. ETAT BELGE.

Budget des Voies et Moyens.

Loi du 23 décembre 1994 contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1995, *Moniteur*, 14 janvier 1995, p. 708.

Dépenses de l'Etat.

Loi du 23 décembre 1994 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1995, *Moniteur*, 16 janvier 1995, p. 801.

Obligations linéaires.

Arrêté royal du 18 janvier 1995 relatif à l'émission par l'Etat belge d'un emprunt dénommé Obligations linéaires 7,50 % - 26 janvier 1997, *Moniteur*, 31 janvier 1995, p. 2088.

Arrêté ministériel du 19 janvier 1995 relatif à l'adjudication du 23 janvier 1995 des emprunts dénommés Obligations linéaires, *Moniteur*, 31 janvier 1995, p. 293.

Arrêté ministériel du 10 janvier 1995 fixant le calendrier des adjudications et du règlement des fonds des emprunts dénommés Obligations linéaires, libellés en francs belges pour le premier semestre 1995, *Moniteur*, 19 janvier 1995, p. 1275.

Arrêté royal du 9 janvier 1995 relatif à l'échange en 1995 d'obligations linéaires contre d'autres obligations linéaires de lignes et d'échéances diverses, *Moniteur*, 19 janvier 1995, p. 1272.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.2. SECURITE SOCIALE.

Arrêté royal du 11 janvier 1995 fixant, pour l'année 1995, le montant, les modalités et les délais de paiement des cotisations dues par les employeurs au Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, *Moniteur*, 31 janvier 1995, p. 2127.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN.

Accord entre les Etats de l'AELE relatif à l'institution d'une Autorité de surveillance et d'une Cour de justice, *Journal officiel* n° L 344, du 31 décembre 1994, p. 1.

RELATIONS EXTERIEURES DE LA BELGIQUE.

La Communauté germanophone, la Région Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale ont approuvé, chacune pour ce qui la concerne les accords européens établissant des associations entre les Communautés européennes et leurs Etats membres d'une part et respectivement, la Roumanie, la Bulgarie, la République tchèque et la République slovaque, *Moniteur*, 10 janvier 1995.

Loi du 23 décembre 1994 relative à la contribution de la Belgique à la dixième reconstitution des ressources de l'Association internationale de Développement, *Moniteur*, 21 janvier 1995, p. 1444.

TRANSPORTS INTERNATIONAUX.

Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR), *Moniteur*, 25 janvier 1995, p. 1657.

UNION EUROPEENNE.

Règlement (CE) n° 3281/94 du Conseil, du 19 décembre 1994, portant application d'un schéma pluriannuel de préférences tarifaires généralisées pour la période 1995-1998 à certains produits industriels originaires de pays en développement, *Journal officiel* n° L 348, du 31 décembre 1994, p. 1.

Règlement (CE) n° 3282/94 du Conseil, du 19 décembre 1994, prorogeant en 1995 l'application des règlements (CEE) n° 3833/90, (CEE), n° 3835/90 et (CEE) n° 3900/91 portant application de préférences tarifaires généralisées à certains produits agricoles originaires de pays en développement, *Journal officiel* n° L 348, du 31 décembre 1994, p. 57.

Décision du Conseil et de la Commission, du 19 décembre 1994, concernant la conclusion de l'accord européen entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part, *Journal officiel* n° L 357, du 31 décembre 1994, p. 1.

Décision du Conseil et de la Commission, du 19 décembre 1994, concernant la conclusion de l'accord européen entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part, *Journal officiel* n° L 358, du 31 décembre 1994, p. 1.

Décision du Conseil et de la Commission, du 19 décembre 1994, relative à la conclusion de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République slovaque, d'autre part, *Journal officiel* n° L 359, du 31 décembre 1994, p. 1.

Décision du Conseil et de la Commission, du 19 décembre 1994, relative à la conclusion de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part, *Journal officiel* n° L 360, du 31 décembre 1994, p. 1.

Décision de la Commission, du 21 décembre 1994, modifiant des décisions antérieures concernant le soutien financier exceptionnel en faveur de la Grèce dans le domaine social, *Journal officiel* n° L 364, du 31 décembre 1994, p. 42.

LISTE DES « CAHIERS » PARUS

Les *Cahiers* reprennent des études qui ne sont pas publiées dans le *Bulletin*. On peut en obtenir un exemplaire ou se faire inscrire sur la liste des destinataires, en s'adressant au Service de Documentation de la Banque Nationale de Belgique (boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles) et en précisant si l'on désire recevoir la version française ou néerlandaise.

- Cahier n° 1 :** Evaluation des incidences budgétaires d'une réduction du précompte mobilier de 25 à 10 p.c., par E. Jacobs et Th. Timmermans.
- Cahier n° 2 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises, par M. Asseau et Ph. Quintin.
- Cahier n° 3 :** La loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, par J. Claeys et H. Famerée.
- Cahier n° 4 :** L'effet « boule de neige » des charges d'intérêts de la dette publique, par J. Claeys et H. Famerée.
- Cahier n° 5 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1988, par M. Asseau et Ph. Quintin.
- Cahier n° 6 :** Volume et structure des marchés des changes en Belgique et à l'étranger, par P. Demarsin.
- Cahier n° 7 :** Parts de marché des producteurs de l'UEBL sur les marchés extérieurs et intérieur, par A. Nyssens et Gh. Pouillet.
- Cahier n° 8 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1989, par Ph. Quintin et P. Tellier.
- Cahier n° 9 :** Incidence de la réduction du taux du précompte mobilier sur les marchés financiers et sur les finances publiques, par J. Claeys, M. Druant, D. Gosset, A. Mulkay, C. Rigo et Th. Timmermans.
- Cahier n° 10 :** Evolution des résultats et de la structure financière des entreprises en 1991, par Ph. Quintin et P. Van Overwaelle.
- Cahier n° 11 :** Volume et structure du marché des changes en Belgique, par G. Van Craenenbroeck et N. Vandecan.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique des vedettes principales. Dans la plupart des cas, les numéros ISBN pour les livres et ISSN pour les revues sont indiqués. Chaque livre porte une cote de rangement qui, dans sa partie numérique, correspond au plan abrégé de la classification décimale en usage à la Banque Nationale. Les articles portent l'indication de la cote de rangement du périodique qui les contient. Une version abrégée du plan de classification décimale a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

*
* *

ANDERSON, Simon P.

Spatial competition with price-taking firms / ANDERSON, Simon P.; ENGERS, Maxim., 1994. - N° 242, May 1994, p. 125-136.

(*ECONOMICA*, ISSN 0013-0427; 61)

BALDWIN, Richard

The potential for trade between the countries of EFTA and Central and Eastern Europe / BALDWIN, Richard. London : Centre for Economic Policy Research, 1993. - 31 p.

(*CEPR Discussion Paper*; 853)

FR 57

ANDREFF, Wladimir

Quand la stabilisation dure... L'hypothèse d'une inflation inertielle en Europe centrale et orientale / ANDREFF, Wladimir., 1994. - N° 3, mai 1994, p. 819-831.

(*REVUE ECONOMIQUE*, ISSN 0033-2764; 45)

FR 57

BLANCHET, Didier

L'extension de la retraite. Quelques approches explicatives / BLANCHET, Didier; BROUSSE, Cécile., 1994. - N° 3, mai 1994, p. 775-788.

(*REVUE ECONOMIQUE*, ISSN 0033-2764; 45)

657 ASSO

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES

La réforme des informations comptables et statistiques des établissements de crédit / ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Bruxelles : ABB, 1993. - 69 p.

(*Aspects et Documents*; 153)

351 BOVE

BOVENBERG, A. Lans

Does a tougher environmental policy raise unemployment? Optimal taxation, public goods and environmental policy with rationing of labour supply / BOVENBERG, A. Lans; van der PLOEG, Frederick. London : Centre for Economic Policy Research, 1993. - 30 p.

(*CEPR Discussion Paper*; 869)

333.10 ASSO

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES

Rentabilité et solvabilité dans le secteur du crédit : comparaison internationale / ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Bruxelles : ABB, 1993. - 39 p.

(*Aspects et Documents*; 154)

338.3 BRAS

BRASSEUL, Jacques

Introduction à l'économie du développement / BRASSEUL, Jacques. - 2^e édit.

Paris : Colin, 1993. - 188 p.

(*Cursus Economie*)

ISBN 2-200-21229-1

BURDA, Michael C.

Gross worker and job flows in Europe / BURDA, Michael C.; WYPLOSZ, Charles.
London : Centre for Economic Policy Research, 1993. - 34 p.
(*CEPR Discussion Paper*; 868)

CHRISTODOULAKIS, Nicos

Comparisons of business cycles in Greece and the EC : idiosyncrasies and regularities / CHRISTODOULAKIS, Nicos; DIMELIS, Sophia P.; KOLLINTZAS, Tryphon.
London : Centre for Economic Policy Research, 1993. - 51 p.
(*CEPR Discussion Paper*; 809)

US 54

331.0 CHRI

BURKHAUSER, Richard V.

The economics of minimum wage legislation revisited / BURKHAUSER, Richard V.; FINEGAN, T. Aldrich., 1994. - N° 1, spring/summer 1994, p. 123-129.
(*THE CATO JOURNAL*, ISSN 0273-3072; 13)

CHRISTODOULAKIS, Nicos M.

Privatization, public deficit finance, and investment in infrastructure / CHRISTODOULAKIS, Nicos M.; KATSOUACOS, Yannis.
London : Centre for Economic Policy Research, 1993. - 33 p.
(*CEPR Discussion Paper*; 831)

382.2 CAPI

334 COMM

Capital

Capital mobility : the impact on consumption, investment and growth / Edit. by Leonardo LEIDERMAN & Assaf RAZIN.
Cambridge : Cambridge University Press, 1994. - XXII+356 p.
ISBN 0-521-45438-7

COMMUNAUTES EUROPEENNES

Croissance, compétitivité, emploi. Les défis et les pistes pour entrer dans le XXI^e siècle : livre blanc / COMMUNAUTES EUROPEENNES.
Luxembourg : Office des Publications Officielles des Communautés Européennes, 1993. - 2 vol.
In : Bulletin des Communautés Européennes, supplément 6/93.
ISBN 92-826-7066-X

US 53

330.0 CORN

CHANG, Ching-Huei

On the optimal rate structure of an individual income tax / CHANG, Ching-Huei., 1994. - N° 4, April 1994, p. 927-935.
(*SOUTHERN ECONOMIC JOURNAL*, ISSN 0038-4038; 60)

CORNES, Richard

Duality and modern economics / CORNES, Richard.
Cambridge : Cambridge University Press, 1992. - XII+290 p.
ISBN 0-521-33601-5

DORMONT, Brigitte

Quelle est l'influence du coût du travail sur l'emploi? /
DORMONT, Brigitte., 1994. - N° 3, mai 1994,
p. 399-414.

(*REVUE ECONOMIQUE*, ISSN 0033-2764; 45)

FERRAND, Daniel

Gestion dynamique des activités et du risque de taux /
FERRAND, Daniel., 1994. - N° 105, mai 1994,
p. 7-14.

(*BANQUE STRATEGIE*, ISSN 0762-4077; 1994)

NL 14

FR 57

DUMAS, Bernard

Some models of the international capital market /
DUMAS, Bernard., 1994. - N°s 3-4, April 1994,
p. 923-931.

(*EUROPEAN ECONOMIC REVIEW*, ISSN 0014-2921;
38)

GAUSSENS, Olivier

Politique technologique et intégration mondiale /
GAUSSENS, Olivier; LECOSTEY, Sophie., 1994. - N° 3,
mai 1994, p. 459-473.

(*REVUE ECONOMIQUE*, ISSN 0033-2764; 45)

334 EURO

335 GILB

European

European monetary integration : EMS developments
and international post-Maastricht perspectives / Edit. by
Paul J.J. WELFENS. - 2nd edit.

Berlin : Springer, 1994. - XIV + 364 p.

ISBN 3-540-57411-5

GILBERT, Richard J.

An equilibrium theory of rationing / GILBERT, Richard
J.; KLEMPERER, Paul.

London : Centre for Economic Policy Research, 1993. -
26 p.

(*CEPR Discussion Paper*; 805)

333.10 FEDE

FR 57

FEDERAL RESERVE BANK OF NEW YORK

Studies on excess capacity in the financial sector /
FEDERAL RESERVE BANK OF NEW YORK.

New York : Federal Reserve Bank of New York, 1993. -
335 p.

GIRARDIN, Eric

Problèmes d'évaluation de la crédibilité d'une zone
cible de change / GIRARDIN, Eric; MARIMOUTOU,
Velayoudom., 1994. - N° 3, mai 1994, p. 501-514.

(*REVUE ECONOMIQUE*, ISSN 0033-2764; 45)

Global

The global race for foreign direct investment : prospects for the future / Edit. by Lars OXELHEIM.

Berlin : Springer, 1993. - XIV+273 p.

Proceedings of a symposium held in Gothenburg in September 1991.

ISBN 3-540-56846-8

HENIN, Pierre-Yves

L'impact à long terme des chocs de demande / HENIN, Pierre-Yves., 1994. - N° 3, mai 1994, p. 883-896.

(*REVUE ECONOMIQUE*, ISSN 0033-2764; 45)

351 GROS

GROSSMAN, Gene M.

Pollution and growth : what do we know? / GROSSMAN, Gene M.

London : Centre for Economic Policy Research, 1993. - 30 p.

(*CEPR Discussion Paper*; 848)

HOEKMAN, Bernard M.

Competition, competition policy and the GATT / HOEKMAN, Bernard M.; MAVROIDIS, Petros C.

London : Centre for Economic Policy Research, 1994. - 35 p.

(*CEPR Discussion Paper*; 876)

380.2 HOEK

FR 57

GUILLARD, Michel

Une note sur les liens entre croissance et taux d'intérêt / GUILLARD, Michel; RAJHI, Taoufik., 1994. - N° 3, mai 1994, p. 751-765.

(*REVUE ECONOMIQUE*, ISSN 0033-2764; 45)

HOEKMAN, Bernard M.

Rules of origin for goods and services : conceptual issues and economic considerations / HOEKMAN, Bernard M.

London : Centre for Economic Policy Research, 1993. - 26 p.

(*CEPR Discussion Paper*; 821)

382.3 HOEK

FR 57

GUILLAUMONT-JEANNENEY, Sylviane

La politique économique en présence de substitutions de monnaies / GUILLAUMONT-JEANNENEY, Sylviane., 1994. - N° 3, mai 1994, p. 349-368.

(*REVUE ECONOMIQUE*, ISSN 0033-2764; 45)

HONOHAN, Patrick

The European Monetary System and the theory of target zones / HONOHAN, Patrick.

London : Centre for Economic Policy Research, 1993. - 10.

(*CEPR Discussion Paper*; 845)

334 HONO

Independent

Independent and accountable : a new mandate for the Bank of England / Under the dir. of Eric ROLL.
London : Centre for Economic Policy Research, 1993. - XII+76 p.
ISBN 1-898128-02-2

LOLLIVIER, Stéfan

L'évolution du marché du travail dans les années quatre-vingt / LOLLIVIER, Stéfan., 1994. - N° 3, mai 1994, p. 429-441.
(*REVUE ECONOMIQUE*, ISSN 0033-2764; 45)

382.3 KARP

AT 1

KARP, Larry

Phasing in and phasing out protectionism with costly adjustment of labour / KARP, Larry; PAUL, Thierry.
London : Centre for Economic Policy Research, 1993. - 23 p.
(*CEPR Discussion Paper*; 856)

MAYERHOFER, Peter

Regionaler Strukturwandel und EU-Regionalpolitik / MAYERHOFER, Peter; PALME, Gerhard., 1994. - N° spécial, 1994, p. S68-S83.
(*WIFO MONATSBERICHTE - ÖSTERREICHISCHES INSTITUT FÜR WIRTSCHAFTSFORSCHUNG*, ISSN 0029-9898; 67)

FR 57

336.2 MEND

LEGROS, Florence

Caractère redistributif des systèmes de retraite / LEGROS, Florence., 1994. - N° 3, mai 1994, p. 805-817.
(*REVUE ECONOMIQUE*, ISSN 0033-2764; 45)

MENDOZA, Enrique G.

Computing effective tax rates on factor incomes and consumption : an international macroeconomic perspective / MENDOZA, Enrique G.; RAZIN, Assaf; TESAR, Linda L.
London : Centre for Economic Policy Research, 1994. - 29 p.
(*CEPR Discussion Paper*; 866)

333.8 LIND

US 18

LINDBECK, Assar

How are product demand changes transmitted to the labour market? / LINDBECK, Assar; SNOWER, Dennis J.
London : Centre for Economic Policy Research, 1993. - 13 p.
(*CEPR Discussion Paper*; 844)

MILGROM, Paul

Monotone comparative statics / MILGROM, Paul; SHANNON, Chris., 1994. - N° 1, January 1994, p. 157-180.
(*ECONOMETRICA*, ISSN 0012-9682; 62)

MILLS, Edwin S.

The misuse of regional economic models / MILLS, Edwin S., 1994. - N° 1, spring/summer 1994, p. 29-39. (THE CATO JOURNAL, ISSN 0273-3072; 13)

PARIKH, Ashok

Tests of real interest parity in international currency markets / PARIKH, Ashok., 1994. - N° 2, 1994, p. 167-191. (JOURNAL OF ECONOMICS - ZEITSCHRIFT FÜR NATIONALÖKONOMIE, ISSN 0931-8658; 59)

FR 57

330.0 POLI

NICOLETTI, Giuseppe

Effets globaux de l'exotaxe européenne / NICOLETTI, Giuseppe; OLIVEIRA-MARTINS, Joaquim., 1994. - N° 3, mai 1994, p. 931-946. (REVUE ECONOMIQUE, ISSN 0033-2764; 45)

Political

Political economy : institutions, competition, and representation / Edit. by William A. BARNETT et al. Cambridge : Cambridge University Press, 1993. - XII+522 p.

(International Symposia in Economic Theory and Econometrics; 7)

Proceedings of the 7th international symposium held in St. Louis on May 22-25, 1991.

ISBN 0-521-42831-9

GB 17

FR 57

ORMISTON, Michael B.

Wage uncertainty and competitive equilibrium in labour markets / ORMISTON, Michael B.; SCHLEE, Edward E., 1994. - N° 242, May 1994, p. 137-145. (ECONOMICA, ISSN 0013-0427; 61)

POUTINEAU, Jean-Christophe

Régimes de change et assurance contre le risque de consommation / POUTINEAU, Jean-Christophe., 1994. - N° 3, mai 1994, p. 529-544.

(REVUE ECONOMIQUE, ISSN 0033-2764; 45)

380.2 PADI

FR 57

PADILLA, A. Jorge

Revisiting dynamic duopoly with consumer switching costs / PADILLA, A. Jorge. London : Centre for Economic Policy Research, 1993. - 29 p. (CEPR Discussion Paper; 846)

SAINT-PAUL, Gilles

La dette publique comme moteur du développement financier / SAINT-PAUL, Gilles., 1994. - N° 3, mai 1994, p. 767-773.

(REVUE ECONOMIQUE, ISSN 0033-2764; 45)

SASSENOU, Mohamed

La productivité dans la banque française. Un essai de modélisation / SASSENOU, Mohamed., 1994. - N° 3, mai 1994, p. 727-736.

(REVUE ECONOMIQUE, ISSN 0033-2764; 45)

UNITED NATIONS

Debt-equity swaps and development / UNITED NATIONS.

New York : United Nations, 1993. - IX+134 p.

ISBN 92-1-104408-1

334 SINN

SINN, Hans-Werner

How much Europe? Subsidiarity, centralization and fiscal competition / SINN, Hans-Werner.

London : Centre for Economic Policy Research, 1993. - 34 p.

(CEPR Discussion Paper; 834)

331.16 VANA

VAN AUDENHOVE, Marcel

Geschiedenis van de gemeentefinanciën : van de nationale onafhankelijkheid tot het einde van de Eerste Wereldoorlog, 1830-1918 / VAN AUDENHOVE, Marcel.

Brussel : Gemeentekrediet, 1992. - 252 p.

ISBN 90-5066-108-4

FR 5Y

THE VAN, Nguyen

Risque de taux : genèse et gestion / THE VAN, Nguyen; COULOMB, Elisabeth., 1994. - N° 105, mai 1994, p. 2-4.

(BANQUE STRATEGIE, ISSN 0762-4077; 1994)

338.0 VERE

VERENIGING VOOR ECONOMIE

De onderneming en de dynamiek van de economische orde / VERENIGING VOOR ECONOMIE.

Antwerpen : Universiteit Antwerpen, 1993. - IX+321 p.

Referaten van het 21ste Vlaams Wetenschappelijk Economisch Congres, Antwerpen, 22 en 23 oktober 1993.

IT 16

TUTINO, Franco

Debito estero e politica monetaria : riflessi sulla gestione delle banche / TUTINO, Franco., 1994. - N° 3, marzo 1994, p. 2-12.

(BANCARIA - MENSILE DELL'ASSOCIAZIONE BANCARIA ITALIANA, ISSN 0005-4623; 50)

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique : BEF 500 (à majorer de 6 p.c. de TVA). Luxembourg : BEF 500*. Pays membres de la CEE : BEF 750* (frais d'expédition inclus). Autres pays : voie normale : BEF 750. voie aérienne : BEF 1.550.
Prix du numéro séparé	{ Belgique : BEF 50 (à majorer de 6 p.c. de TVA). Luxembourg : BEF 50*. Pays membres de la CEE : BEF 75* (frais d'expédition inclus). Autres pays : voie normale : BEF 75. voie aérienne : BEF 155.

* A majorer de 6 p.c. de TVA si le numéro de TVA n'est pas communiqué.

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « VAP — Recettes à ventiler — Service Documentation », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
